

L'Etat libanais et sa diaspora. Enjeux confessionnels, usages politiques et dynamiques économiques.

Thibaut Jaulin

▶ **To cite this version:**

Thibaut Jaulin. L'Etat libanais et sa diaspora. Enjeux confessionnels, usages politiques et dynamiques économiques.. Science politique. Université Paul Cézanne (Aix Marseille 3), Aix-en-Provence, FRA., 2009. Français. NNT : . tel-03402420

HAL Id: tel-03402420
https://theses.hal.science/tel-03402420

Submitted on 25 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Aix-Marseille III – Paul Cézanne

École doctorale Sciences juridiques et politiques

Doctorat de Science politique

L'État libanais et sa diaspora

Enjeux confessionnels, usages politiques et dynamiques économiques

Thibaut JAULIN

Thèse dirigée par M. Bernard Botiveau,
directeur de recherche au CNRS (IREMAM)

Soutenue le 19 juin 2009

Jury :

M. Bernard BOTIVEAU, directeur de recherche au CNRS (IREMAM).

M. Philippe FARGUES, professeur à l'IUE (Florence),
directeur de recherche à l'INED.

Mme Elisabeth LONGUENESSE, chargée de recherche au CNRS (PRINTEMPS).

Mme Elizabeth PICARD, directrice de recherche au CNRS (IREMAM).

Mme Nadine PICAUDOU, professeure des Universités (Paris I-Panthéon-Sorbonne).

M. Paul TABAR, professeur associé à la LAU (Beyrouth),
directeur de l'Institut for Migration Studies

Remerciements

Je voudrais tout d'abord remercier mon directeur de thèse, Bernard Botiveau, pour m'avoir fait confiance au commencement de cette recherche et pour sa relecture attentive de mon manuscrit. J'adresse également mes remerciements à Elizabeth Picard qui a suivi les premiers pas, hésitants et confus, de cette thèse.

Je voudrais ensuite remercier l'Université d'Aix-Marseille III pour son soutien financier et les différentes institutions qui ont pris en charge mes déplacements à l'occasion de conférences et de colloques : l'IREMAM, l'IUE, l'IISMM, l'IFPO et l'Université de Neuchâtel.

Je tiens tout particulièrement à remercier les directeurs successifs, les chercheurs en poste ou de passage, et le personnel administratif de la section Études contemporaines de l'IFPO, l'ancien CERMOC, qui a représenté durant les quatre années de mon séjour à Beyrouth un lieu de travail, de rencontres et d'échanges.

De même, je tiens à remercier l'ensemble des personnes qui ont accepté de m'accorder un entretien, ainsi que mes nombreux interlocuteurs beyrouthins, amis ou simples connaissances, qui m'ont aidé à appréhender la scène politique libanaise.

Je remercie vivement Leyla Dakhli, Myriam Catusse et Émeline Guibert pour le difficile travail de relecture et de correction qu'elles ont effectué sur mon manuscrit, ainsi qu'Abir Koubaissi, Héla Yousfi et Chrystèle Khodr pour leur aide à la traduction.

Enfin, mes pensées vont à ma famille et mes amis qui m'ont poussé à terminer ce travail et qui ont toujours été une source indispensable de joie et de réconfort.

Je dédicace cette thèse à mon père, Robert Jaulin, qui a inspiré mon désir de faire de la recherche et dont le souvenir n'a cessé de m'accompagner.

Sommaire

Introduction **7**

Chapitre I : Le Mont Liban au XIX^e siècle et la grande vague d'émigration **31**

A) L'émergence d'un nouvel ordre politique à la fin de l'Empire ottoman 32

B) Le développement des échanges avec l'Occident et l'émigration au tournant du XX^e siècle 45

Chapitre II : Les émigrés et l'invention de la nation libanaise **57**

A) Le rôle des émigrés dans l'émergence des idéologies nationales 58

B) Les conditions de l'attribution de la nationalité libanaise aux émigrés 63

C) Antoun Saadé et Michel Chiha : les idéologues du nationalisme libanais et syrien face à la question de l'émigration 75

Chapitre III : Les émigrés et les ratios confessionnels **85**

A) Le partage du pouvoir entre les communautés confessionnelles 86

B) Démographie confessionnelle et équilibre politique : l'émergence d'un consensus 97

Chapitre IV : La diaspora après l'indépendance : la question des normes et des institutions **111**

A) La naturalisation des émigrés et de leurs descendants face aux équilibres confessionnels 112

B) Mobiliser la diaspora au service du Liban : les limites de l'institutionnalisation 119

C) La diaspora et l'effondrement de l'État 130

Chapitre V : La deuxième vague d'émigration et l'économie de rente **145**

A) Qui sont les émigrés depuis 1960 et combien sont-ils ? 146

B) Les remises des émigrés et le système économique rentier 163

Chapitre VI : Le ministère des Émigrés et les naturalisations : instruments des divisions internes (1989-1996) 177

A) La Deuxième République et le nouvel ordre régional après 1990 178

B) La création et la paralysie du ministère des Émigrés 190

C) L'équilibre démographique : les inquiétudes chrétiennes 215

Chapitre VII : Resserrer les liens avec la diaspora : multiplication des projets et des revendications (1996-2000) 229

A) 1996-2000 : une période de transition en Syrie et au Liban 230

B) Mobiliser la diaspora face à l'occupation israélienne et à la crise économique 238

C) Les droits des émigrés : opposition et impuissance chrétienne 255

Chapitre VIII : Le droit de vote à l'étranger et les nouveaux équilibres politiques (2001-2008) 277

A) Des tensions régionales de plus en plus fortes 278

B) Les piétinements de la cohabitation 286

C) La possibilité d'un consensus après le retrait syrien 306

Conclusion 321

Table des cartes, graphiques et tableaux 329

Liste des sigles 331

Liste des entretiens 333

Notices biographiques 335

Bibliographie 351

Table des annexes 393

Table des matières 453

Introduction

En septembre 2008, au moment de terminer cette thèse, la nouvelle loi électorale libanaise adoptée pour les élections législatives du printemps 2009 accorde aux Libanais qui résident à l'étranger et qui sont inscrits sur les listes électorales le droit de voter dans les ambassades et les consulats libanais. L'application de cette loi est toutefois repoussée jusqu'aux élections législatives de 2013 en raison, officiellement, des nombreuses difficultés logistiques et du manque de temps et de moyens pour les résoudre. Quelques mois plus tôt, le gouvernement a créé une « carte de l'émigré » destinée à la diaspora libanaise qui offre des avantages en matière de visa et d'investissements immobiliers, mais qui ne permet pas de bénéficier des droits politiques. Pour devenir des citoyens libanais à part entière, les personnes d'origine libanaise doivent s'engager à revenir définitivement au Liban en vertu de la loi sur la restitution (ou réintégration) de nationalité qui pourrait toutefois être prochainement révisée.

La diaspora libanaise est issue de deux grandes vagues d'émigration vers l'Amérique du Nord et du Sud, l'Europe occidentale, l'Afrique de l'Ouest et la péninsule arabique au tournant du XX^{e} siècle et depuis les années 1970. L'État, fidèle à sa tradition libérale, n'a jamais cherché à empêcher l'émigration dont les revenus représentent un des piliers de l'économie. Depuis 2002, par exemple, les transferts d'argent des émigrés, appelés les remises, ont été supérieurs à un cinquième du PIB. Par contre, l'État a souvent cherché à resserrer les liens avec la diaspora : un département des Émigrés est créé au sein du ministère des Affaires étrangères dès 1945 ; l'Union libanaise culturelle mondiale est créée en 1960 pour fédérer les associations de la diaspora sous la tutelle de l'État ; un ministère des Émigrés voit le jour entre 1993 et 2000 avant d'être réintégré aux Affaires étrangères.

Depuis le début des années 1990, de nombreux pays cherchent également à resserrer les liens avec leurs émigrés. Les pays exportateurs de main d'œuvre, comme les Philippines et le Sri Lanka, développent la formation professionnelle et l'assistance juridique et sociale des travailleurs émigrés. D'autres pays améliorent la représentation politique de leurs émigrés selon des formules variées. En Irak, où les

émigrés ont participé pour la première fois aux élections législatives de décembre 2005, les citoyens à l'étranger sont inscrits dans leur circonscription d'origine. En Algérie, huit députés de l'étranger représentent les principaux foyers de l'émigration algérienne depuis 1997, une formule qui dilue le poids des émigrés dans le corps électoral, comme en Pologne où tous les résidents à l'étranger sont inscrits dans une seule circonscription.

En France, les expatriés participent aux élections présidentielles et aux référendums, et ils élisent les membres de l'Assemblée des Français de l'étranger (anciennement Conseil supérieur des Français de l'étranger) qui représentent les Français de l'étranger auprès du gouvernement et qui forment un collège électoral pour choisir les douze sénateurs de l'étranger. La réforme constitutionnelle de 2008 prévoit la représentation des Français hors de France au Parlement et, pour cela, un projet de loi présenté par le gouvernement en septembre 2008 propose de créer huit nouveaux sièges de député lors des élections législatives de 2012.

Certains pays ont créé des institutions ou des statuts spécifiques pour leur diaspora. En Grèce, le Conseil des Grecs de l'étranger (Symvoulion Apodimou Ellinismou), basée à Thessalonique, a été créé par décret présidentiel en 1995 pour fédérer les organisations helléniques dans le monde et jouer un rôle consultatif auprès du gouvernement grec. En Inde, les Indiens de la diaspora peuvent obtenir le statut de People of Indian Origin (PIO) depuis 2002 alors que le statut de Non Resident Indian (NRI) est réservé aux citoyens indiens expatriés.

Nous verrons que cette tendance générale à l'institutionnalisation des relations transnationales est souvent analysée comme la manifestation de la résilience des États face à la mondialisation. Au Liban, où cette tendance est plus ancienne, l'institutionnalisation des relations avec les émigrés et avec la diaspora nous servira de prisme pour analyser la formation de l'État. Au croisement d'une sociologie des politiques d'émigration et d'une sociologie du politique au Liban, nous montrerons que la diaspora représente l'une des modalités de la régulation dans le système de partage du pouvoir entre les communautés confessionnelles.

ITINERAIRE DE RECHERCHE : DES EMIGRES EN POLITIQUE A LA POLITIQUE D'EMIGRATION

En 2001, j'ai réalisé une monographie sur les pouvoirs locaux dans la ville de Bent Jbeil au Liban Sud (Jaulin, 2001). L'exode rural vers Beyrouth et l'émigration vers l'Afrique de l'Ouest et les États-Unis y sont particulièrement forts depuis les années 1950 pour trois raisons principales : la dégradation des activités commerciales et artisanales en raison de la rupture des relations avec la Galilée après la création d'Israël en 1948 ; la faible rentabilité de la culture du tabac qui représente la principale activité agricole au Liban Sud ; l'occupation militaire israélienne de 1978 à 2000. Au cours de mon enquête de terrain, je constate que certains émigrés enrichis à l'étranger lancent des projets de bienfaisance à Bent Jbeil : hôpital, terrain de sport, réhabilitations et restaurations.

Ces formes d'évergétisme ne sont pas originales au Liban en raison des liens étroits que chacun conserve avec son village d'origine. Je choisis donc de poursuivre cette recherche en m'intéressant à la migration de retour et au rôle des *returnees* dans la reconstruction du pays après la fin de la guerre civile. Je fais l'hypothèse de l'utilisation des ressources de la migration (capital, expertise, réseaux) comme vecteurs de l'entrée en politique. Mon attention se porte sur les parlementaires élus depuis 1992, sur lesquels je recueille des informations biographiques et auprès de qui je mène des entretiens. J'utilise également des travaux de sociologie politique libanaise sur les députés (Messara, 1977 ; Bahout, 1997 ; Tabar, 2002), les hauts fonctionnaires (Ingels, 1999), les élus municipaux (Favier, 2001), les militants (Favier, 2004) et les acteurs de la société civile (Karam, 2005) qui me permettent de mesurer l'importance de la migration dans le parcours des acteurs politiques.

Les premiers résultats de cette enquête confirment le caractère structurant de l'émigration sur la sociologie de la classe politique. De très nombreux parlementaires ont étudié et travaillé à l'étranger, où ils entretiennent de multiples relations professionnelles et personnelles. Toutefois, les ressources de la migration permettent rarement l'entrée de nouveaux venus sur la scène politique, alors que les hommes politiques déjà en place confortent leur position et celle de leur famille en diversifiant leurs investissements et leur réseau professionnel, et en envoyant leurs enfants dans de grandes universités internationales. Finalement, les *returnees* semblent se fondre dans

les figures idéal typiques du notable, de l'homme d'affaires, de l'expert et du militant, sans constituer de catégorie clairement identifiable.

Ces premières conclusions orientent mon travail vers une sociologie de la classe politique, mais de nouvelles pistes de recherches s'ouvrent après mon installation à Beyrouth. Le thème de l'émigration et de la diaspora est souvent abordé dans les médias : émigration des jeunes, droit de vote à l'étranger, restitution de la nationalité, lobbying politique, tourisme et investissements. Je constate que ces sujets sont souvent traités de manière à servir un objectif politique précis : critiquer la politique économique du gouvernement de Rafic al-Hariri, dénoncer la minorisation démographique des Chrétiens, remettre en question la tutelle syrienne.

À la fin de l'année 2003, deux événements m'incitent à concentrer mon attention sur les enjeux politiques de l'émigration et de la diaspora. D'une part, un député maronite connu pour ses prises de position prochrétiennes et antipalestiniennes, Nemet Allah Abi Nasr, présente deux propositions de loi sur le droit de vote à l'étranger et sur la restitution de la nationalité. D'autre part, l'Église maronite organise des séminaires sur l'émigration et la diaspora dans le cadre de la deuxième session du Synode maronite et de l'Assemblé des patriarches et évêques catholiques au Liban (APELC).

Je présente une première communication[1] sur le droit de vote à l'étranger, deux autres[2] sur les représentations de l'émigration, puis une quatrième[3] sur les aspects juridiques et politiques de la restitution de la nationalité qui donne matière à un article (Jaulin, 2007). Progressivement, je porte une attention de plus en plus grande aux normes de la nationalité et de la citoyenneté et au rôle du ministère des Émigrés, créé en 1993, tout en comprenant qu'un long détour par l'histoire est indispensable pour analyser le rôle économique de l'émigration et son impact sur les équilibres démographiques internes. Le premier enjeu problématique auquel je me confronte est une question de définition : qu'est-ce qu'un émigré ? qu'est-ce qu'une diaspora ? quels sont les termes arabes équivalents ?

---

1. « Le droit de vote des émigrés libanais », *Les returnees palestiniens après les accords d'Oslo*, 4 mars 2004, Institut d'Étude de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman (ISSMM), Paris.

2. « L'émigration libanaise : le discours de l'APECL », *18e congrès de l'AFEMAM*, 2 au 4 juillet 2004, Maison de l'Orient, Lyon ; « Returning to Lebanon », *The Sixth Mediterranean Social and Political Research Meeting*, 16 au 20 mars 2005, EUI, Montecatini-Florence.

3. « Lebanese Politics of Naturalization and Emigration », *The Seventh Mediterranean Social and Political Research Meeting*, 22 au 26 mars 2006, EUI, Montecatini-Florence.

ÉMIGRE ET DIASPORA : ENJEUX DE DEFINITION

Le phénomène migratoire est un objet difficile à analyser dans les cadres de l'État-Nation. Les démographes sont les premiers à en témoigner, comme l'explique Philippe Fargues :

> « Le nombre de migrants varie en fonction de qui est compté et de qui effectue le décompte. Non seulement il n'y a pas de définition universelle de qui, ou de ce qui, constitue un migrant, mais la même définition peut produire des résultats assez différents selon que les migrants sont comptés à l'origine ou à l'arrivée. » (Fargues, 2005a : 1, traduction de l'auteur)

Philippe Fargues évoque en particulier le problème des personnes qui possèdent deux nationalités ou plus. Par exemple, alors que le ratio entre le nombre de non-nationaux et le nombre d'individus nés à l'étranger est supérieur à 6 au Canada, où la naturalisation est aisée, ce ratio ne dépasse pas à 0,65 en Allemagne, où les naturalisations sont rares (Fargues, 2005a : table 4). De plus, ce ratio peut-être influencé par le « retour » d'individus nés à l'étranger, mais qui sont considérés comme des nationaux en raison de leur filiation (descendants d'émigrés) ou de leur appartenance à une communauté ethnoculturelle (juif en Israël, minorités germanophones en Allemagne).

L'utilisation de compléments pour qualifier les migrations (d'étude, de travail, familiale, de retour, circulaire, forcée) et l'apparition de nouveaux termes construits avec le préfixe *trans-* (transnational, translocal, transterritorial) témoignent de la multiplicité des formes de migrations et de relations transnationales. Depuis les années 1960, le mot *diaspora* est de plus en plus utilisé pour désigner les Grecs, les Chinois, les Palestiniens, les Libanais ou les Africains hors de Grèce, de Palestine, du Liban ou d'Afrique. Diaspora, qui dérive du grec *diaspeirô*, a longtemps désigné la dispersion des Juifs et l'espace de cette dispersion. Au cours de l'histoire, le mot *diaspora* s'est chargé de sens divers au sein du judaïsme et dans la chrétienté où il a désigné des groupes en situation minoritaire : Église morave, Protestants en milieu catholique et vice-versa, Chrétiens parmi les païens. Face à la généralisation récente de son usage, différentes définitions ont été avancées par les chercheurs en sciences sociales : « oxymoriques », « ouvertes » et « catégoriques » (Dufoix, 2003 : 18-26).

D'un côté, les définitions « oxymoriques » utilisent le terme *diaspora* comme métaphore d'une conception fluide de l'identité en s'inspirant des concepts de la

philosophie postmoderne de Michel Foucault et de Gilles Deleuze. La diaspora représente alors le contre-modèle de la « fixité » statonationale (Clifford, 1994) et la diaspora africaine l'exemple prototypique de formes hybrides d'identité et de communautés non centrées, en rhizome (Hall, 1990 ; Gilroy, 1993 ; Chivallon, 1997).

De l'autre côté, la diaspora est définie en fonction d'une série de critères. Les définitions « ouvertes » proposent une vision lâche et non discriminée de l'objet diaspora (Armstrong, 1976 ; Sheffer, 1986) alors que les définitions « catégoriques » prennent l'exemple juif comme modèle et imposent des critères stricts pour accéder à la dénomination scientifique de diaspora (Lacoste, 1989 ; Safran, 1991 ; Cohen, 1997 ; Chédémail, 1998 ; Bruneau, 2004).

J'ai classé ces différents critères en trois grandes catégories selon qu'ils renvoient à la migration originelle, aux relations avec le pays d'origine et au sein de la diaspora, et à la situation en tant que groupe minoritaire dans la société de résidence. Les auteurs signalés entre parenthèses sont ceux qui définissent *diaspora* par au moins un des critères de cette catégorie.

La première catégorie renvoie aux causes, à l'ampleur et aux destinations de la migration originelle : exode massif de la plus grande partie d'un peuple sous l'effet de contraintes politiques ; dispersion depuis un centre spécifique vers au moins deux destinations ; migration depuis un pays d'origine pour le commerce, à la recherche de travail ou de nouvelles terres (Lacoste, 1989 ; Safran, 1991 ; Cohen, 1997 ; Chédémail, 1998 ; Bruneau, 2004).

La deuxième catégorie rassemble l'ensemble des caractéristiques liées aux relations réelles ou symboliques avec le pays d'origine et au sein de la diaspora. D'une part, l'existence d'un mythe ou d'une mémoire de l'origine ; le retour projeté ou réel vers le pays d'origine (individuel ou collectif) ; les formes d'échanges et de soutien avec les habitants du pays d'origine (Safran, 1991 ; Tölölyan, 1996 ; Cohen, 1997 ; Chédémail, 1998 ; Bruneau, 2004). D'autre part, les relations entre les différents centres de la diaspora et la richesse de la vie associative : nombre d'organisations politiques, religieuses ou culturelles ; formes de solidarité entre les membres ; institutionnalisation des échanges (Safran, 1991 ; Sheffer, 1986 ; Tölölyan, 1996 ; Cohen, 1997 ; Bruneau, 2004 ; Schnapper, 2001). Remarquons que les relations avec le pays d'origine comme les relations au sein de la diaspora participent à l'existence d'une conscience collective qualifiée de conscience identitaire, ethnocommunautaire, ethnique ou nationale (Sheffer, 1986 ; Safran, 1991 ; Cohen,

1997 ; Bruneau, 2004) ou simplement identifiée comme l'aspiration à une unité même imaginaire ou comme le sentiment de partager un destin commun (Schnapper, 2001 ; Tölölyan, 1996).

Enfin, la troisième catégorie regroupe les relations avec le pouvoir politique et la société du pays de résidence. Ces relations, qui évoluent entre la possibilité d'un épanouissement distinct de la diaspora et le risque d'une catastrophe, sont marquées par différentes formes de tension, de distance et de médiation (Sheffer, 1986 ; Tölölyan, 1996). Des formes de régulation garantissent la stabilité du statut des membres de la diaspora, qui est caractérisé par un certain degré d'aliénation ou la ghettoïsation (Safran, 1991 ; Cohen, 1997 ; Chédémail, 1998 ; Schnapper, 2001 ; Bruneau, 2004). Remarquons que la typologie des dynamiques relationnelles entre la diaspora et le pouvoir politique (Armstrong, 1976) s'inspire largement de la théorie des minorités intermédiaires (*middleman minorities*) (Bonacich, 1973 ; Styker, 1974).

Les définitions « catégoriques » tentent de limiter la dilution conceptuelle du mot *diaspora*, mais cette approche est menacée par l'essentialisme qui empêcherait tout usage de diaspora hors du cas juif. Les définitions « oxymoriques » offrent, au contraire, une clef intéressante pour comprendre les usages de *diaspora* à la fois comme catégorie d'analyse et comme catégorie de la pratique.

DIASPORA LIBANAISE : USAGES SCIENTIFIQUES ET USAGES COURANTS

L'utilisation du terme diaspora comme catégorie d'analyse dans le cas libanais est relativement récente. Il se développe d'abord sous l'influence d'auteurs « catégoriques » dans des travaux consacrés aux diasporas en général, comme l'*Atlas des diasporas* (Chaliand, 1991). Pour Yves Lacoste (Lacoste, 1989), la diaspora libanaise remplit notamment le critère de l'exode de la plus grande partie d'un peuple sous l'effet de contraintes politiques. Pour Robin Cohen (Cohen, 1997) et pour Michel Bruneau (Bruneau, 2004), elle appartient à la catégorie des diasporas de commerçants ou d'entrepreneurs, comme les Chinois et les Indiens.

Ces usages scientifiques de diaspora appliqués au cas libanais posent toutefois problème. D'une part, au contraire des allégations d'Yves Lacoste, la principale vague d'émigration depuis le Mont Liban à la fin du XIX^{e} siècle touche un tiers de la population, selon les estimations les plus hautes et sans compter les retours, et les causes de l'émigration sont essentiellement économiques, les massacres de Chrétiens en 1860 ayant lieu bien avant le point culminant de l'émigration à la veille de la

Première Guerre mondiale. D'autre part, s'il est exact que les premiers émigrés libanais ont souvent exercé le métier de colporteurs et que beaucoup de commerces en Afrique et en Amérique du Sud sont tenus par des Libanais, la principale caractéristique de l'émigration libanaise contemporaine dans les pays développés (Amérique du Nord, Europe, Australie) est une forte représentation dans les professions libérales qui s'explique par un niveau de qualification très élevé.

Les Libanais à l'étranger sont diversement intégrés et entretiennent des relations de nature et d'intensité extrêmement variables avec le Liban : simple mémoire d'une origine ; relations familiales et matrimoniales ; envois réguliers ou occasionnels d'argent aux proches ; voyage touristique ou retour définitif ; réseaux culturels, religieux ou politiques. Le nombre de Libanais dans le monde est lui-même très difficile à évaluer, probablement trois ou quatre millions dont moins d'un million possèdent la nationalité libanaise (*Facts about Lebanese Emigration (1991-2000)*, 2001 ; Verdeil *et al.,* 2007).

La plupart des recherches et des monographies sur la diaspora libanaise utilisent le lexique des migrations ou des prépositions de lieu (Libanais de France). Sélim Abou, par exemple, n'utilise pas le mot *diaspora* dans son ouvrage d'ethnopsychanalyse sur quatre Libanais en Amérique du Sud intitulé *Immigrés dans l'autre Amérique*. La réédition de cet ouvrage en 1978 sous le titre *Liban déraciné* joue sur le mot arabe *mughtarib* qui signifie à la fois émigré et déraciné (Abou, 1978). De même, Albert Hourani et Nadim Shehadi choisissent l'expression *The Lebanese in the World: A Century of Migration* pour les actes du colloque organisé à Oxford en 1990 (Hourani et Shehadi, 1992).

Récemment, le mot *diaspora* a été utilisé dans plusieurs ouvrages, comme *Islam, multiculturalism and transnationalism from the Lebanese Diaspora* (Humphrey, 1998) et *Lebanese Diaspora: History, Racism and Belonging* (Tabar, 2005). Ces utilisations n'impliquent pas forcément l'adhésion des auteurs aux approches « catégoriques » du mot *diaspora*. S'inspirant de la philosophie postmoderne, Paul Tabar considère l'identité culturelle comme un problème de devenir autant que d'être et la diaspora comme une condition sociale et un processus sociétal. Il propose d'analyser l'essentialisme stratégique (*strategic essentialism*) qui participe à la formation d'une identité diasporique libanaise, à travers la stigmatisation et la victimisation ethnique, et refuse d'utiliser les critères des définitions « catégoriques » :

> « Bien que ces caractéristiques diasporiques (sentiment d'appartenance, pays d'origine symbolique, retour et liens affectifs) existent parmi les membres des communautés d'émigrés libanais, ils peuvent difficilement être exhaustifs de la réalité complexe de la diaspora libanaise ou d'aucune diaspora pour la même raison. » (Tabar, 2005 : 7, traduction de l'auteur)

L'utilisation de *diaspora* comme catégorie d'analyse dans le cas libanais renvoie donc aux mêmes apories que précédemment avec le risque de dilution du concept d'un côté et la menace de l'essentialisation de l'autre. J'ai choisi de privilégier un usage simplifié des termes *émigré* et *diaspora*, inspiré par leur emploi courant au Liban, afin de porter mon attention sur la définition de l'objet par les acteurs eux-mêmes et de comprendre les enjeux de pouvoir au cœur de la définition d'un problème public (Cefaï, 1996).

Au Liban, l'ensemble que composent les émigrés libanais et leurs descendants est souvent désigné par le terme arabe *intishar* et son participe passif *muntashir*. Le verbe pronominal *intashara* signifie *déploiement*, *diffusion* et *propagation*, mais il est habituellement réservé aux idées et aux livres, aux maladies et aux incendies, à la lumière et au son. L'utilisation d'*intishar* est relativement récente et la presse libanaise francophone et anglophone l'a d'abord traduit par *dispersion* avant d'utiliser le terme *diaspora*. L'Église maronite préfère toutefois traduire *intishar* par *expansion*, comme l'explique Sleiman Younès[4], secrétaire du comité épiscopal de l'*intishar*, selon qui *diaspora* doit être réservé aux Juifs et *dispersion* à la traduction de *shatat*, utilisé pour les réfugiés palestiniens. Traduire *intishar* par *dispersion*, insiste-t-il, laisse penser que l'émigration libanaise est une émigration forcée alors qu'il s'agit essentiellement d'une émigration économique. Haytham Joumaa[5], à la tête de la Direction des Émigrés au ministère des Affaires étrangères, refuse d'utiliser le mot *shatat*, qui évoque « une poignée de sable lancée en l'air », et veut insister sur la préservation parmi les Libanais à l'étranger de leurs racines et de leurs relations avec le Liban.

J'ai choisi de traduire *intishar* par *diaspora*, d'une part, parce que *dispersion* ou *expansion* peuvent susciter des confusions, puisque ces mots n'évoquent habituellement pas les migrations, d'autre part, parce que la généralisation du mot

4. Sleiman Younès, entretien à Beyrouth, 10 décembre 2003.

5. Haytham Joumaa, entretien à Jnah, 6 novembre 2003.

diaspora et les approches « oxymoriques » autorisent un usage ouvert qui ne fait pas directement référence au modèle juif et aux différents critères évoqués ci-dessus.

Il existe également quelques alternatives à *intishar*. Le mot *jalia*, du verbe *jala* (se séparer, quitter ou émigrer), désigne une communauté de migrants, généralement dans un lieu particulier comme *jalia lubnania fi brasil* (communauté libanaise du Brésil), mais je l'utilise rarement afin d'éviter les confusions avec la communauté confessionnelle (*ta'ifa*). Par ailleurs, j'ai évité l'expression *al-hudur al-lubnani fi al-'alam* (présence libanaise dans le monde) qui est très lourde. Enfin, les expressions *mutahadirin min asl lubnani* (descendants d'origine libanaise) et *shakhs min asl lubnani* (personnes d'origine libanaise) désignent spécifiquement les descendants d'émigrés qui n'ont pas la nationalité libanaise.

La traduction des mots *émigré* et *émigration* soulève moins de difficultés. M*uhajîr*[6] (émigré) et *hijra* (émigration, exil, Hégire) dérivent du verbe *hajara* (émigrer, fuir, se séparer de), comme *mahjar* qui désigne le lieu de l'émigration en général parfois traduit par outre-mer (Banque du Liban et d'Outre-mer pour *bank lubnan wa al-mahjar*). *Mughtarib* (émigré) et *ightirab* (émigration) sont des synonymes de *muhajîr* et *hijra*, issus du verbe *ightaraba* (émigrer), de la racine (*gh-r-b*) comme plusieurs verbes évoquant l'éloignement : disparaître pour *gharaba* ; aller au bout du monde pour *gharraba* ; s'expatrier, s'exiler et s'occidentaliser pour *tagharraba*.

C'est également de cette racine que dérivent *gharb* (ouest, couchant et Occident), *ghourba* (exil, éloignement) et *gharib* (étranger, bizarre). Cela explique la généralisation d'*ightaraba* au moment de la grande vague d'émigration vers le Nouveau Monde, comme l'atteste *a contrario* l'absence de ce mot dans le dictionnaire arabe-français de Kazimirski composé au milieu du XIX^{e} siècle. L'administration libanaise utilise *mughtarib* et *ightirab* plutôt *muhajîr* et *hijra,* comme dans *wizara al-mughtaribin* (ministère des Émigrés). Pour Ali Hamdan[7], cadre du mouvement Amal, *mughtarib* renvoie aux migrations temporaires, d'étude ou de travail, alors que *muhajir* renvoie aux migrations définitives. En fait, *ightirab* peut-être utilisé à la fois pour l'émigration et pour la diaspora, comme dans l'expression *al-siyasa al-*

6. *muhajîr* ne doit pas être confondu avec *muhajjir* qui désigne les personnes déplacées de force pendant la guerre civile par les combats et les massacres.

7. Ali Hamdan, entretien à Beyrouth, 3 novembre 2003.

ightirabia, utilisée pour désigner l'ensemble des projets relatifs aux Libanais à l'étranger, que je traduis par politique d'émigration.

Après avoir construit nos catégories d'analyses, nous abordons la problématique du transnationalisme en deux temps : tout d'abord, en privilégiant une approche sociohistorique du politique fondée sur la notion de formation étatique, afin de dépasser l'opposition dialectique entre le territoire de l'État et les réseaux transnationaux, puis en s'intéressant au concept de clôture sociale appliqué à la nationalité et la citoyenneté face aux limites de la notion de résilience étatique.

DEPASSER L'OPPOSITION ENTRE TERRITOIRE ETATIQUE ET RESEAU TRANSNATIONAL

À l'origine, le transnationalisme est un courant des études sur les relations internationales qui propose une alternative aux analyses classiques centrées sur les États en s'intéressant à l'influence des acteurs non-étatiques, notamment les sociétés multinationales (Nye et Keohane, 1972). Le concept sociologique de réseau social (Granovetter, 1973) et l'approche anthropologique enrichissent progressivement le transnationalisme qui renouvelle ses perspectives et ses objets de recherches. L'ethnologie des réseaux migratoires libanais dans le Golfe en représente un exemple très intéressant (Longuenesse *et al*., 1986). Au-delà de l'analyse macroéconomique des migrations internationales, à travers les facteurs *push and pull*, les auteurs s'intéressent aux réseaux de migrants, aux processus microéconomiques et sociaux de la migration, et aux conséquences des migrations sur les structures sociales des pays d'origine et des pays d'accueil.

Au début des années 1990, la notion de réseau transnational englobe les acteurs non-étatiques de la scène mondiale (multinationales, mouvements religieux, organisations humanitaires et de développement) et les groupes informels de migrants qui entretiennent des relations transfrontalières de natures diverses (familiales, commerciales, politiques) (Colonomos, 1995). L'opposition entre ces réseaux transnationaux et les États offre une alternative à l'analyse bipolaire des relations internationales devenue, pour certains auteurs, caduque après l'effondrement de l'URSS (Rosenau, 1990 ; Badie et Smouts, 1992). Les migrations internationales sont alors souvent présentées comme une menace contre l'État-Nation. James Hollifield (Hollifield, 1997) considère que les démocraties libérales sont incapables d'en maîtriser les flux et Catherine Wihtol de Wenden pense avec Bertrand Badie (Wihtol de

Wenden et Badie, 1994) qu'elles participent à l'anomie de l'État en défaisant les allégeances citoyennes, en défiant les politiques publiques et érigeant les réseaux d'individus en micro acteurs souverains du jeu international.

Dans *La fin des territoires*, Bertrand Badie (Badie, 1995) oppose la territorialité politique où s'épanouit la citoyenneté universelle héritée de la philosophie des Lumières aux cultures de l'espace (terroirs, communautés, nomadisme, lignages) où les allégeances sont mouvantes, non hiérarchisées, sectorielles et volatiles, et où les solidarités sont utilitaires et affectives. La territorialité et les réseaux sont mis face à face selon une dialectique des contraires : continuité et exhaustivité contre affranchissement des contraintes spatiales ; fermeture et exclusion contre ouverture et inclusion.

La primauté du concept de territorialité chez Bertrand Badie renvoie à une conception jacobine de la construction de l'État. En France, comme l'explique Paul Alliès (Alliès, 1980), la territorialisation de l'espace par l'État est l'aboutissement d'un processus historique initié lors du passage du féodalisme au capitalisme quand l'espace est devenu « project » de l'État. L'absolutisme exploite le caractère international, apatride et aterritorial du capital commercial des villes pour poser les bases d'une aire nationale de marché dans laquelle les rapports et les règles juridiques appellent l'État territorial comme cadre d'exercice de la compétence. Parallèlement, l'administration détentrice des fonctions de gestion investit l'espace social et produit du territoire en se faisant rapport structurant entre la société civile et l'État proprement dit. Finalement, l'exaltation de l'unicité du territoire après 1789, dans la continuité du travail d'aplatissement de l'espace à sa seule dimension territoriale, représente un substitut à la souveraineté monarchique et une solution rationnelle au problème de la représentation nationale.

Les dynamiques paradoxales et conflictuelles des frontières, des minorités et des mouvements de population à l'œuvre dans l'ancien bloc soviétique ou en Afrique montrent pourtant que l'analyse de la territorialité ne peut se limiter à l'idée d'un acquis qu'il faut protéger des effets de la mondialisation. Dans la deuxième moitié des années 1990, différentes recherches sur le transnationalisme analysent l'évolution du territoire étatique en termes de différenciation plutôt que de disparition. Par exemple, des recherches sur les O.N.G. et les organisations internationales (Risse *et al.*, 1999) montrent l'influence que ces dernières exercent sur les normes juridiques et les cadres étatiques. Dans *Nations unbound* (Basch *et al.*, 1994), les auteurs voient l'espace

social transnational comme le produit des stratégies de résistance des migrants face aux cadres hégémoniques des États-Nations dans un environnement mondialisé, tout en insistant sur la reproduction des modèles hégémoniques au niveau transnational et sur l'émergence de nouvelles stratégies étatiques pour utiliser les ressources transnationales.

Pour dépasser l'opposition dialectique entre territoire et réseaux et pour analyser ces nouvelles stratégies étatiques transnationales, nous substituons à la notion de construction étatique celle de formation étatique entendue comme :

> « un processus historique conflictuel, involontaire et largement inconscient, conduit dans le désordre des affrontements et des compromis par la masse des anonymes » (Bayart, 1996 : 6).

Cette volonté d'historiciser l'analyse du politique est liée, d'une part, à l'épuisement et à la méfiance envers les grands systèmes théoriques unifiants, d'autre part, à l'intérêt pour l'hybridation disciplinaire, l'influence du passé sur le présent et la dimension historique des réalités sociales et politiques. L'enjeu épistémologique que représente l'historicité des faits sociaux implique de privilégier une approche interprétative qui, contre les prétentions explicatives et les postures généralisatrices, privilégie la comparaison et l'analogie entre des processus, des trajectoires et des stratégies qui appartiennent à des temporalités sociales, religieuses et politiques différentes (Bayart, 1996 ; Déloye, 1997).

LIMITES DE LA NOTION DE RESILIENCE ET INTERET DU CONCEPT DE CLOTURE SOCIALE

Dans *Citizens Abroad* (Brand, 2006), Laurie Brand compare les politiques d'émigration menées par quatre pays arabes exportateurs de main d'œuvre : le Maroc, la Tunisie, le Liban et la Jordanie. Elle voit dans l'émergence d'institutions étatiques chargées des expatriés une forme de résilience du cadre statonational face à la mondialisation, c'est-à-dire la capacité des États à absorber le choc de la mondialisation et à s'y adapter tout en conservant leur structure de base et leur mode de fonctionnement. Ces politiques, explique-t-elle, sont la manifestation d'une évolution du principe de souveraineté qui est fondé à la fois sur le territoire et sur l'appartenance à une communauté politique. Distinguant une communauté politique fondée sur le territoire et une communauté politique fondée sur la possession de la citoyenneté, Laurie Brand voit dans l'exercice de la souveraineté au-delà du territoire

un moyen de protéger les sujets expatriés, de drainer leurs ressources économiques ou d'exercer sur eux un contrôle politique (Brand, 2006 : 32-44).

Les questions que soulèvent ces politiques, remarque-t-elle, font écho à celles posées par l'immigration dans les pays récepteurs de main d'œuvre :

> « Les formes et le rôle des politiques des États exportateurs de l'autre côté du nexus émigration-immigration soulèvent plusieurs questions centrales dont certaines sont simplement l'envers des questions posées par ceux qui étudient les États d'accueil : quels sont les éléments qui dirigent ou façonnent les politiques envers différentes formes de migration ? Jusqu'à quel point les États exportateurs ont-ils été proactifs ou simplement réactifs dans le domaine de l'émigration ? Quelle que soit leur attitude, quelles formes institutionnelles caractérisent les réponses des États ? Finalement, qu'est-ce que les réponses à ces questions peuvent nous apprendre sur la pratique de la souveraineté, entendue comme la définition des frontières de la "communauté nationale" et non seulement comme le contrôle des frontières, dans le contexte d'un système mondial dans lequel un nombre croissant de personnes vit en dehors de leur pays de naissance ou du pays dont ils ont la nationalité. » (Brand, 2006 : 3, traduction de l'auteur)

Ces questions sont intéressantes, mais le chapitre consacré à la politique d'émigration de l'État libanais traite essentiellement des dispositifs institutionnels, l'Union libanaise culturelle mondiale et le ministère des Émigrés, en s'appuyant notamment sur deux ouvrages consacrés à l'émigration et à la diaspora libanaise, l'un par un ancien dirigeant de l'Union (Harfush, 1974) et l'autre par un haut fonctionnaire de la Direction des Émigrés (Aql, 2002). Le rôle économique de l'émigration et les normes de la nationalité et de la citoyenneté ne sont traités que superficiellement par Laurie Brand.

Outre le cas libanais, sur lequel nous reviendrons, l'exemple grec au début du XX^{e} siècle (Venturas, 2001), égyptien au moment de l'*infitah* dans les années 1970 (Dessouki, 1982), et philippin aujourd'hui (Carroué, 2004), montrent que l'émigration est parfois encouragée par les États d'origine qui y voient une forme de réponse aux pressions économiques et sociales et l'un des éléments d'une politique économique fondée sur les échanges extérieurs. De manière générale, le grand mouvement de migration vers l'Amérique du Nord et du Sud au XIX^{e} siècle et les migrations contemporaines sont indissociables de l'avènement de l'économie libérale et

néolibérale. Dans ce contexte, les conditions de travail des migrants peu qualifiés, l'exode des cerveaux, l'utilisation des remises pour la consommation de biens importés et les pressions exercées sur les États d'origine ou de transit pour qu'ils contrôlent l'émigration illégale rappellent que le phénomène migratoire s'inscrit également dans les mécanismes de la dépendance économique. On peut alors se demander si les politiques d'émigration correspondent réellement à une forme de résilience de l'État.

Par ailleurs, la notion de résilience étatique est inadaptée pour rendre compte de la complexité des rapports entre les diasporas et leurs États d'origine, marqués par l'indifférence, la coopération ou des formes de tensions, comme le montrent les exemples israélien, grec et indien. Le sionisme, par exemple, se construit d'abord contre le modèle diasporique avant que la guerre israélo-arabe de 1967 rapproche la diaspora juive de l'État hébreu (*Reflections on Israël and the Diaspora*, 1996 ; *Israël and the Diaspora: New Perspectives*, 2005 ; *The Evolving Israël-Diaspora Relationship*, 2005 ; Sheffer 2005 ; Sandler, 2004). L'État grec entretient pour sa part des relations lâches avec la diaspora et l'hellénisme est incarné par l'Église orthodoxe (Bruneau, 1993, 2001, 2004 ; Prévélakis, 1998 ; Venturas, 2001). Enfin, la politique active de New Dehli en direction de la diaspora est liée à la présence au pouvoir des nationalistes hindous (Therwath, 2008).

À ce point de notre développement, il est intéressant d'introduire le concept wébérien de clôture sociale, défini comme le processus par lequel une catégorie sociale donnée tend à limiter la participation de groupes extérieures à certaines interactions sociales (Weber, 1995), tel qu'il est appliqué par Roger Brubaker (Brubaker, 1992) à l'histoire comparée du code de la nationalité en France et en Allemagne. Ce travail s'inspire indirectement des approches constructivistes du nationalisme (Anderson, 1983 ; Gellner, 1989), comme l'histoire du droit d'asile en France (Noiriel, 1991), par exemple, qui analyse le rapport entre immigration et construction nationale. Schématiquement, Roger Brubaker montre que la loi française de 1889 sur le droit du sol permet de régler le problème de l'exemption de conscription pour les enfants d'étrangers, dont l'assimilation est facilitée par l'idéologie laïque et républicaine, alors que l'adoption stricte du droit du sang dans le code de nationalité allemand de 1913 vise à maintenir un lien organique avec les minorités germanophones et les émigrés allemands (Brubaker, 1989, 1992).

Le concept de clôture sociale permet de renouveler l'analyse classique de la nationalité et de la citoyenneté, centrée sur les droits et les devoirs, en intégrant dans un même processus dialectique le problème et la définition du problème, comme l'explique Jean Leca :

> « [Ces clôtures sociales] sont toujours des solutions à des problèmes d'organisation sociale et leur remise en cause, totale ou partielle, manifeste qu'un nouveau problème est en train d'apparaître dans la réalité sociale. Ce problème (…) est, à son tour, construit dans un ensemble conflictuel et polémique, où la nomination de ses termes est elle-même un objet de conflit (donc une part du problème). » (Leca, 1992 : 13)

L'ambiguïté du statut de la diaspora par rapport aux cadres de l'État, à la fois hors des frontières territoriales et partie de la communauté nationale, autorise une plus grande souplesse des productions normatives. Par là, j'entends à la fois la législation sur la nationalité et la citoyenneté, et les dispositifs institutionnels dont les projets et les actions sont producteurs de normes. L'intérêt du concept de clôture sociale est de rendre compte du caractère double, inclusif et exclusif, de ces productions normatives : le droit du sang et le droit du sol offrent une grande latitude pour faciliter ou conditionner l'accès à la nationalité ; les formes multiples de la représentation permettent de moduler le poids des citoyens à l'étranger dans le corps politique ; le niveau de centralisation des dispositifs institutionnels permet de jouer sur leur degré d'autonomie. Dans le cas libanais, le processus de définition et de redéfinition des normes permet de traduire, dans le système politique confessionnel, l'évolution des rapports de forces internes et externes tout en dissimulant les intérêts segmentaires.

LE CONFESSIONNALISME : UN SYSTEME DE REGULATION A L'EPREUVE

Le système politique libanais représente à la fois un modèle et un contre-modèle de partage du pouvoir entre différents groupes communautaires. Après l'indépendance en 1943, le Liban est favorablement comparé à la Suisse, à la Belgique, aux Pays-Bas ou à l'Autriche, où la démocratie n'est pas uniquement fondée sur la règle de la majorité. Toutefois, la longue guerre civile qui déchire le pays entre 1975 et 1990 montre les limites de son système politique face aux divisions intérieures et aux ingérences extérieures.

Le débat, fortement politisé, sur les causes de la guerre civile a largement brouillé la réflexion sur l'efficience de ce système. Schématiquement, quand

l'attention est portée sur les facteurs internes du conflit (inégalités socio-économiques, segmentations communautaires et géographiques), le principe du gouvernement par consensus est vu comme la cause de la paralysie de la décision politique et de l'effondrement des institutions. Inversement, si le conflit israélo-arabe et la guerre froide représentent les causes principales de la guerre civile, le système confessionnel est vu comme la formule de partage du pouvoir la plus adaptée à la nature pluriconfessionnelle du pays.

Selon Arend Lijphart, fondateur de la théorie de la démocratie consociative (*consociationnal democracy*) (Lijphart, 2008), la stabilité et l'efficience des systèmes consensuels[8] reposent sur la capacité des élites à trouver entre elles des accommodements qui répondent aux demandes et aux intérêts divergents de leurs communautés respectives (*subcultures*), tout en s'attachant à maintenir la cohésion et la stabilité du système afin d'empêcher sa fragmentation. Le modèle normatif qu'il développe dans *Democray in Plural Societies* (Lijphart, 1977) s'appuie sur quatre grands principes : la coalition gouvernementale large, l'autonomie des communautés, le système de représentation proportionnel, le droit de veto. De plus, plusieurs facteurs favorisent l'efficience et la pérennité du système : équilibres des pouvoirs, multipartisme, population réduite, cohésion communautaire, clivages inter-communautaires, égalité socio-économique, formes supracommunautaires de loyauté à l'État, menaces extérieures communes, tradition de consensus au sein des élites.

Democracy in Plural Societies paraît après le début de la guerre civile libanaise et le chapitre consacré à la démocratie consociative dans le Tiers monde évoque le cas libanais. Arend Lijphart reconnaît des défauts au système politique libanais, notamment sa rigidité, mais il conclut que ce système est satisfaisant puisqu'il fonctionne depuis l'indépendance alors que la plupart des régimes arabes voisins sont instables. En 1990, après quinze années de guerre civile, l'adoption de l'accord de Taëf signé un an plus tôt entérine un nouveau partage du pouvoir dans le cadre d'un système encore plus consensuel qu'auparavant. La Syrie, qui exerce sa tutelle sur le Liban, devient l'arbitre des conflits internes qui menacent régulièrement de paralyser les institutions. La question de l'évolution du système politique est alors au centre des réflexions sur le politique au Liban.

8. Les concepts de démocratie consociative et de démocratie de consensus sont proches sans se confondre totalement (Lijphart, 2008 : 6-9).

Pour Antoine Messara (Messara, 1994), le problème de la participation politique dans les sociétés pluricommunautaires ne peut être résolu par la règle de la majorité au risque d'exclure les groupes minoritaires. Il analyse la constitution libanaise comme une forme de fédéralisme sur une base personnelle dans un État unitaire, héritage de la tradition ottomane des *millets*. Ce système permet aux communautés d'être autonomes dans certaines affaires (enseignement, statut personnel) sans imposer un fédéralisme territorial difficilement applicable en raison de leur enchevêtrement spatial. La définition de ce qui relève de l'État central et de ce qui relève des communautés, conclut-il, n'est pas immuable et confère sa propre dynamique au système.

Malcom Kerr (Kerr, 2006) compare l'échec des systèmes consensuels libanais et nord-irlandais, et leur rétablissement sur la base d'accords parrainés par des puissances étrangères. Selon lui, l'existence de pressions extérieures positives est la condition principale pour établir et maintenir le consensus interne. Il conclut que le système consensuel constitue un bon moyen de réguler à court ou à moyen terme un conflit communautaire (*ethnonational*), mais qu'il n'offre pas de perspective satisfaisante sur le long terme.

Elizabeth Picard (Picard, 1994 et 1997b), qui s'interroge sur les modalités du retour à la démocratie au lendemain de la guerre civile, reconnaît les avantages du système consensuel pour le Liban tout en rappelant que les termes du partage du pouvoir entre les communautés doivent évoluer en fonction des changements internes et externes. Le paradoxe de la démocratie de consensus est qu'elle nécessite de dépolitiser le fait communautaire pour assurer l'égalité des individus et organiser sa propre mutation. En effet, l'accord de Taëf a inscrit dans la constitution le principe de coexistence ou de vie commune (*al-a'ish al-mushtarak*) entre les communautés confessionnelles tout en projetant paradoxalement de déconfessionnaliser la vie politique, semblablement à la première constitution de 1926 qui voyait dans le confessionnalisme politique une mesure temporaire. Elizabeth Picard conclut à :

> « la dimension transitoire de la démocratie de consensus, et son caractère opératoire, mais subsidiaire par rapport au projet central de la démocratie : la représentation égale de tous au sein d'un État qui n'abandonne pas ses prérogatives régaliennes, constitutionnelles ni symboliques. »
>
> (Picard, 1997b : 656).

La représentation égale de tous, ce « projet central de la démocratie », inclut-elle les émigrés et la diaspora ? En amont des réflexions sur la déconfessionnalisation du politique au Liban, nous montrerons comment la diaspora représente l'une des modalités de la régulation du système confessionnel.

LA DIASPORA COMME MODALITE DE LA REGULATION DANS LE SYSTEME CONFESSIONNEL

Le travail de Rania Maktabi (Maktabi, 1999a et 1999b) est, à notre connaissance, le seul qui traite avec précision du poids démographique des émigrés dans le dernier recensement organisé au Liban en 1932. L'auteur insiste sur les pratiques discriminatoires du pouvoir maronite qui augmente artificiellement le poids des Chrétiens en recensant les émigrés qui ont perdu leur nationalité. En fait, si les pratiques discriminatoires en matière de naturalisation favorisent effectivement les Chrétiens dans les années 1950 et 1960, puis les Musulmans dans les années 1990, le recensement de 1932 est suivi de plusieurs compromis qui excluent une partie des émigrés des ratios confessionnels et qui durcissent les conditions d'obtention de la nationalité dans le cadre du consensus sur le partage du pouvoir entre les dirigeants politiques chrétiens et musulmans au moment de l'indépendance en 1943.

En effet, le traité de Lausanne (1923) permet aux émigrés ottomans originaires du Liban d'exercer un droit d'option pour la nationalité libanaise dans un délai de deux ans (1924-1926), qui est renouvelé en 1937 pour un an et en 1952 durant six ans, tandis que la loi de 1946 sur la restitution de la nationalité contraint les « personnes d'origine libanaise » à revenir définitivement au Liban pour obtenir la nationalité. Parallèlement, différentes mesures sont adoptées pour pondérer le poids des émigrés dans les ratios confessionnels : seuls les émigrés qui payent des taxes sont recensés en 1921 ; tous les émigrés sont recensés en 1932, mais ceux qui n'ont pas exercé le droit d'option sont exclus des ratios confessionnels ; la loi électorale de 1934, puis celle de 1943 excluent du corps électoral les émigrés partis avant l'application du traité de Lausanne au Liban (30 août 1924).

La création de dispositifs institutionnels chargés des émigrés et de la diaspora après l'indépendance marque une évolution puisque les émigrés sont appelés à soutenir le développement du Liban et son indépendance face aux aspirations unionistes syrienne et arabe. La création d'un secrétariat aux Émigrés au sein du ministère des Affaires étrangères en 1945 répond aux revendications du parti chrétien

des Phalanges libanaises. De même, le chef des Phalanges libanaises, Pierre Gemayel, est l'un des initiateurs en 1960 de l'Union libanaise (culturelle) mondiale qui fédère les associations de la diaspora sous le patronage de l'État.

En 1993, la création du ministère des Émigrés représente pour le mouvement chiite Amal un moyen de contrôler l'Union, divisée depuis la guerre civile et opposée au nouvel ordre politique sous tutelle syrienne. Ce projet de mainmise échoue face au monopole qu'exerce le ministère des Affaires étrangères sur l'action à l'étranger et face aux intérêts décentrés des réseaux diasporiques, qui se retranchent derrière la souveraineté des États d'accueil. La réintégration du ministère des Émigrés dans le ministère des Affaires étrangères en 2000 marque l'abandon de cette politique, tandis que l'échec des projets de réunification de l'Union témoigne de la permanence des divisions internes face aux relations avec la Syrie et au conflit avec Israël.

Enfin, l'adoption du droit de vote à l'étranger en 2008, revendiqué par les forces politiques chrétiennes en même temps que l'assouplissement de la loi sur la restitution de la nationalité, marquent l'émergence d'un nouveau consensus dans le cadre de la reconfiguration du champ politique depuis l'assassinat du Premier ministre Rafic al-Hariri et le retrait de l'armée syrienne trois ans plus tôt.

PRESENTATION DU PLAN

Le plan mêle une construction thématique qui permet d'isoler les différentes composantes de l'objet de recherche (nationalité/citoyenneté et dispositifs institutionnels) et une construction chronologique qui permet de suivre leur évolution dans trois temporalités distinctes : le temps long de la formation de l'État libanais au cours duquel l'organisation politique, économique et sociale se structure en fonction de deux contraintes : la position de pont (et de tampon) entre l'Orient et l'Occident et le partage du pouvoir entre les communautés confessionnelles ; le temps des conjonctures (leadership politique, cycle économique, tensions régionales) qui influencent les décisions politiques sans bouleverser les structures existantes ; le temps éphémère de la vie et des débats politiques où le rythme et les modalités de la prise de parole et de la prise de décision font sens dans un champ complexe d'alliance, de concurrence et d'opposition entre acteurs.

Le premier chapitre traite, d'une part, de l'émergence d'un nouvel ordre politique au Mont Liban au XIX^{e} siècle dans lequel apparaît l'embryon d'un système

politique confessionnel dominé par les Maronites ; d'autre part, des causes, de la nature et de l'ampleur de la première grande vague d'émigration vers le Nouveau Monde qui culmine à la veille de la Première Guerre mondiale.

Les trois chapitres suivants analysent les enjeux que représentent ces émigrés pour l'État libanais, créé au lendemain de l'effondrement de l'Empire ottoman. Le deuxième chapitre est traversé par un triple questionnement : quel est le rôle des émigrés dans l'émergence des nouvelles identités nationales et dans la création des nouveaux États ? Quel est le statut des émigrés dans la législation sur la nationalité ? Quelles fonctions les idéologues du nationalisme accordent-ils à l'émigration et aux émigrés ? Le troisième chapitre traite de la mise en place du régime confessionnel sous le Mandat français et du statut des émigrés dans le recensement et dans le corps électoral : comment les émigrés, très majoritairement chrétiens, deviennent-ils un enjeu central des négociations sur le partage du pouvoir à la vieille de l'indépendance en 1943 ? Le quatrième chapitre analyse les réponses de l'État face au défi que représente le maintien des relations avec les émigrés et leurs descendants, jusqu'à l'effondrement des institutions pendant la guerre civile (1975-1990). Quels sont les enjeux normatifs et quels sont les usages politiques de la législation sur la naturalisation des personnes d'origine libanaise ? Quelle est la nature et quelles sont les limites des dispositifs institutionnels chargés d'organiser et de mobiliser la diaspora libanaise ?

Le cinquième chapitre, qui marque une rupture dans le plan, traite de la deuxième vague d'émigration depuis les années 1970. Les difficultés pour évaluer le nombre de migrants et identifier leurs caractéristiques posent la question de la fiabilité des statistiques officielles, ainsi que des méthodes et des sources alternatives à la disposition des chercheurs. Parallèlement, ce chapitre s'intéresse au poids des remises dans l'économie et à l'évolution du système économique vers un modèle rentier.

Les trois derniers chapitres portent sur la période contemporaine, depuis la fin de la guerre civile en 1990 jusqu'à l'automne 2008. L'analyse des enjeux de la diaspora pour l'État, amorcée aux chapitres deux, trois et quatre, se poursuit en portant une attention particulière aux usages politiques dans un contexte marqué par la tutelle syrienne. Le sixième chapitre, sur la période 1990 à 1995 marquée par la marginalisation des principaux partis chrétiens, met l'accent sur les conflits qui paralysent l'Union libanaise culturelle mondiale et le ministère des Émigrés, et sur les

revendications en faveur de la restitution de la nationalité à la diaspora. Le septième chapitre traite également de ces deux thématiques dans une période caractérisée par l'échec des négociations de paix syro-israéliennes et par l'alternance politique au Liban. Ce chapitre insiste sur l'échec des projets gouvernementaux visant à mobiliser la diaspora et sur l'émergence du droit de vote à l'étranger comme revendication consensuelle alors que la restitution de la nationalité suscite de fortes polarisations confessionnelles. Le dernier chapitre traite des conséquences des divisions internes sur l'Union libanaise culturelle mondiale et la restitution de la nationalité de 2000 à 2005, puis de la possibilité et des limites d'un consensus sur le droit de vote à l'étranger dans la perspective des rééquilibrages internes depuis le retrait syrien en 2005.

SOURCES ET TRANSCRIPTION

Trois types de sources ont été utilisés : les documents officiels, les archives de presse et les entretiens semi-directifs. Chacune soulève des problèmes spécifiques au niveau de leur collection et de leur utilisation, au-delà de la langue arabe qui est difficile et longue à maîtriser.

Le principal problème concernant les documents officiels est celui de leur collecte. La Bibliothèque nationale libanaise, détruite pendant la guerre civile, n'a pas encore été réhabilitée ; l'accès aux Archives nationales est restreint et le matériel disponible y est limité ; les centres de documentation rattachés au Conseil des ministres, au Parlement ou à un ministère n'ont pas pour fonction d'accueillir le public des chercheurs. Toutefois, il est relativement facile d'avoir accès au Journal officiel sur support numérique, notamment à la Maison de l'avocat de Beyrouth.

Dans ces conditions, la collecte des archives est souvent conditionnée par les relations dont dispose le chercheur et le bon vouloir des intéressés. Au ministère des Émigrés, j'ai obtenu les copies du *Livre blanc* et des décrets de création et d'organisation de ce ministère. Par ailleurs, des députés m'ont fourni les copies de leurs propositions de lois sur la restitution de la nationalité et sur le droit de vote à l'étranger, ainsi que les avis rendus par le Conseil des ministres. Par contre, je n'ai pas réussi à obtenir de la présidence du Parlement la copie des débats en commission parlementaire au sujet de ces propositions de lois.

Les archives de la presse, à l'inverse de la documentation officielle, sont extrêmement riches et relativement faciles d'accès. La numérisation de la plupart des quotidiens et magazines à partir de 1998 permet des recherches aisées et rapides, bien que généralement coûteuses (à l'exception des archives collectées par le *Consultative Center for Studies and Documentation* affilié au Hezbollah). Avant 1998, j'ai consulté les anciens numéros du quotidien francophone *l'Orient le Jour* depuis 1990 et les dossiers de presse du quotidien *As-Safir* qui permettent de remonter jusqu'aux années 1970.

J'ai recueilli plus de mille articles de presse au terme de ces recherches, ce qui s'explique par la forte politisation de la presse libanaise. En effet, une même information est souvent traitée de façon radicalement différente selon la ligne éditoriale du journal. Par exemple, les quotidiens proches de l'opposition à la tutelle syrienne, *An-Nahar* et *l'Orient le Jour*, consacrent un nombre important d'articles à la restitution de la nationalité et au droit de vote à l'étranger, qui sont considérés comme des revendications chrétiennes, alors que le quotidien *As-Safir*, nationaliste arabe, consacre un nombre relativement important d'articles au ministère des Émigrés que contrôle le mouvement chiite Amal. Quand cela était possible, j'ai préféré multiplier les sources pour un même événement afin de recouper les éléments d'information disponibles. Cela permet également d'observer le rôle de la presse dans la politisation d'un sujet ou d'un événement. La lecture des notes de bas de page dans lesquelles sont reportés et traduits les titres des articles cités en offre un aperçu.

Par ailleurs, j'ai conduit un ou plusieurs entretiens avec une trentaine de responsables politiques (ministres, députés, membres de la société civile), sans compter de nombreuses conversations informelles avec des universitaires et des émigrés revenus au Liban. Lors des premiers entretiens, j'ai souvent posé des questions ouvertes qui ont encouragé les récits historiques larges et déconnectés du sujet. Leur subjectivité m'a aidé à me familiariser avec les sous-entendus et les non-dits du discours politique. Dans un deuxième temps, j'ai posé des questions plus précises sur des sujets que je maîtrisais déjà, ce qui m'a permis de confirmer mes informations ou d'en obtenir de nouvelles.

L'entretien semi-directif est souvent considéré comme un impératif instrumental de l'analyse française des politiques publiques, mais un débat récent porte sur ses impensés méthodologiques critique notamment sa position dans

l'historicité de l'action étudiée (Laborier et Bongrand, 2005 ; Pinson et Sala Pala, 2007). Une même information, un même argument ou une même analyse n'ont pas la même valeur publiés dans un quotidien libanais en telle année ou recueillis au cours d'un entretien beaucoup plus tard. Au moment de la rédaction, j'ai d'abord choisi de privilégier les sources secondaires (déclarations à la presse, articles de presse, articles et ouvrages scientifiques) afin de mettre l'accent sur les conditions d'énonciation de solutions politiques diverses, concurrentes ou complémentaires. À moins que les entretiens apportent une information nouvelle, complémentaire ou contradictoire, ils n'ont été ajoutés que dans un deuxième temps afin d'apporter une perspective ou un regard différent sur les événements.

Enfin, au sujet de la transcription des noms et des mots arabes, l'usage de transcriptions simplifiées pour les noms propres et les noms de lieu est largement enraciné au Liban. Dans le cas de noms dont la transcription n'est pas bien fixée, j'ai pris pour référence le quotidien libanais francophone *l'Orient le Jour*, sauf pour le préfixe *al* qui est systématiquement maintenu devant les noms de famille afin d'éviter les risques de confusions (Rafic al-Hariri au lieu de Rafic Hariri ou Hariri).

L'utilisation d'une translittération scientifique (*Arabica* ou *Encyclopédie de l'Islam*) pour les noms communs arabes aurait inutilement alourdi le texte. La transcription de nombreux noms communs arabes est largement fixée, comme *caza* ou *za'im*, même si quelques uns sont orthographiés de différentes manières, comme *mutassarifiya* qui peut s'écrire avec deux *r* et un *î* ou deux *y*. J'ai adopté une transcription extrêmement simplifiée : le qaf est transcrit (q), le djîm (j), le ghayn (gh), le shîn (sh), le khâ (kh), le ḥa (h), le ayn (‘), le hamza (’), les consonnes emphatiques (s, d, t, z) et le ta marbuta (a). Par ailleurs, les mots sont toujours au singulier et les voyelles longues et les *shadda* ne sont marquées par un accent circonflexe et par le doublement de la consonne que s'il y a risque de confusion.

La version originale des textes, des entretiens et des titres de la presse traduits de l'arabe ou de l'anglais n'apparaît pas pour ne pas surcharger les notes de bas de page. De même, puisque les références bibliographiques sont présentées dans le texte sous le format (auteur, année de publication : page), les titres des ouvrages et des articles scientifiques en langue arabe ne sont traduits que dans la bibliographie.

Chapitre I

Le Mont Liban au XIX^{e} siècle et la grande vague d'émigration

Quel est le cadre politique et quelles sont les causes socio-économiques de la grande vague d'émigration qui, au tournant du XX^{e} siècle, voit plusieurs centaines de milliers d'habitants du Mont Liban et des provinces syriennes de l'Empire ottoman, majoritairement Chrétiens, quitter leurs villages pour le Nouveau Monde ?

Pour répondre à cette question, il faut revenir sur la création de la province autonome du Mont Liban en 1861, la *mutassarifiya*, et sur le développement d'une économie tournée vers l'Occident, au moment où les communautés chrétiennes de l'Empire ottoman deviennent les intermédiaires privilégiés de l'expansion politique et commerciale des grandes puissances européennes.

Au Mont Liban, le poids démographique, le rôle économique et l'influence politique des Chrétiens, en particulier des Maronites, se développent au détriment des grandes familles majoritairement druzes sur lesquelles repose l'organisation politique et socio-économique de l'émirat. En 1860, après deux décennies de troubles sociaux et confessionnels, les puissances européennes imposent aux autorités ottomanes un statut d'autonomie pour le Mont Liban et un nouveau cadre politique dans lequel apparaît l'embryon du système politique confessionnel.

Les mesures en faveur du développement économique favorisent alors la sériciculture qui connaît une croissance extrêmement rapide en raison des besoins importants des soieries lyonnaises ; mais cette activité, qui emploie une main d'œuvre nombreuse, périclite progressivement dans le dernier quart du XIX^{e} siècle. Beyrouth, devenue le premier port de la Méditerranée orientale, draine à partir de la fin des années 1880 un important mouvement d'émigration, malgré les restrictions imposées par les autorités ottomanes, qui est stoppé par la Première Guerre mondiale et qui reprend jusqu'à la crise économique mondiale de 1929.

A) L'émergence d'un nouvel ordre politique à la fin de l'Empire ottoman

1. Le Mont Liban : une mosaïque de territoires et de communautés

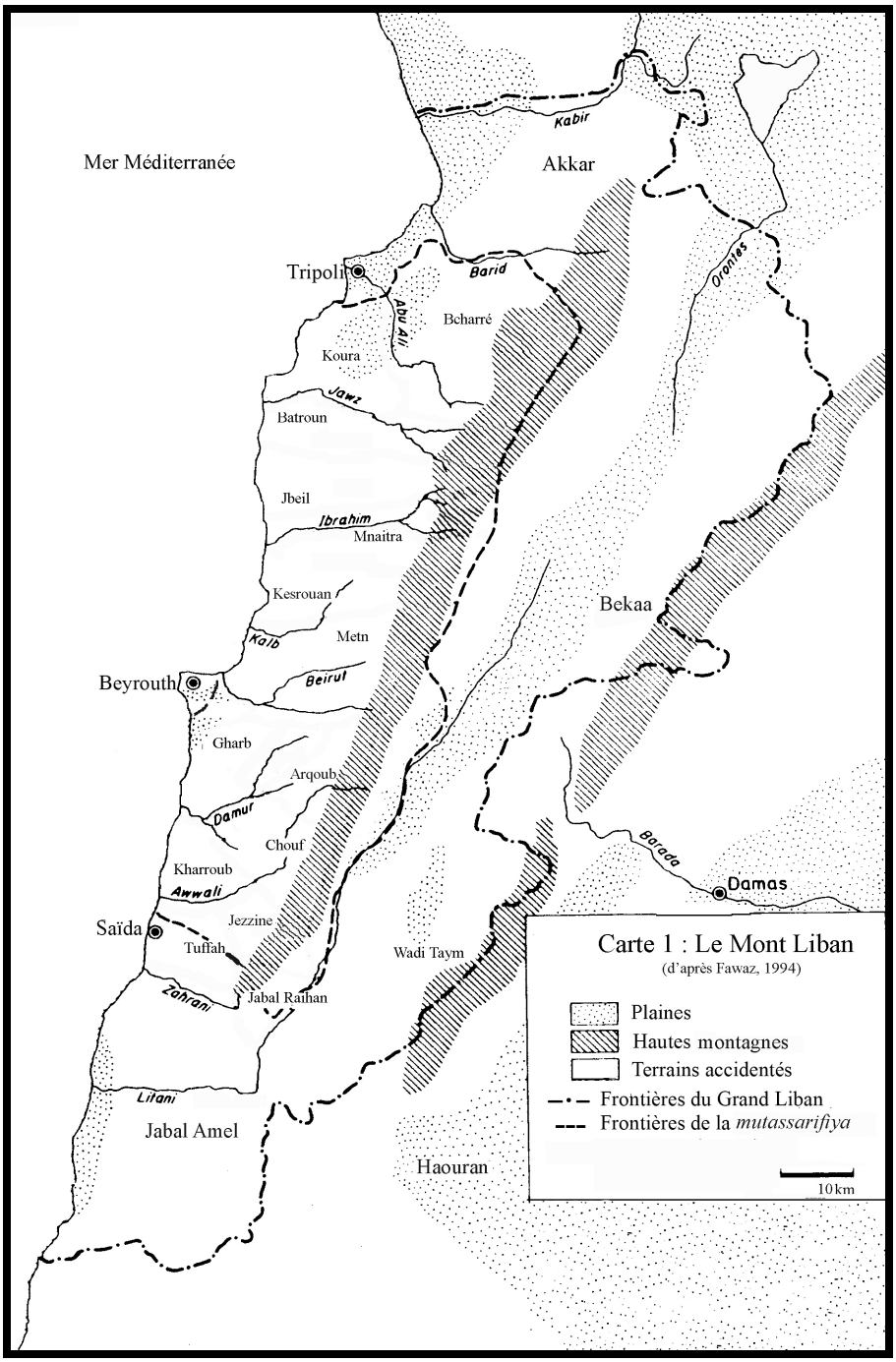
A. UN ESPACE GEOGRAPHIQUE MORCELE

Le Mont Liban est un massif montagneux long et étroit bordé à l'ouest par la mer Méditerranée, à l'est par la plaine de la Bekaa et les montagnes de l'Anti-Liban, au nord et au sud par les fleuves al-Barid et Zahrani. Les régions montagneuses du Akkar et du Jabal Amel sont souvent considérées comme des parties du Mont Liban, ce qui repousse ses limites septentrionales et méridionales jusqu'aux fleuves al-Kebir et Litani (Chevallier, 1971 : 3 ; Fawaz, 1994 : xiv). Le sommet le plus haut du Mont Liban, le Kornet al-Saouda (3088 m.), est entouré par les hautes vallées de la région de Bcharré qui s'ouvrent sur la plaine de la Koura et la ville de Tripoli en bord de mer. Au sud, les montagnes déclinent très progressivement, coupées par une série de rivières parallèles entre elles qui creusent des gorges profondes perpendiculaires à la mer. Du nord au sud, se succèdent les régions de Batroun, de Jbeil (Byblos), de Mnaitra (fleuve Ibrahim), du Kesrouan, et du Metn. Puis, après la route qui relie Beyrouth à Damas, on trouve les régions du Gharb, de l'Arqoub, du Chouf, du Kharroub, de Tuffah, de Jezzine et du Jabal Raihan.

Les noms Mont Liban ou Liban ont, pendant longtemps, désigné cette région montagneuse, sans référence à une autorité politique, comme une partie de l'ensemble régional syrien qui s'étend de la chaîne du Taurus au Sinaï, du nord au sud, et de la Méditerranée à l'Irak, d'ouest en est. Après la conquête ottomane en 1516, cet ensemble est divisé en trois provinces administratives (*vilayet*) avec, pour capitales, Damas, Tripoli et Alep. Le Nord du Mont Liban est rattaché à la province de Tripoli, le Sud à celle de Damas. Au XVII^{e} siècle, le *vilayet* de Saïda est créé pour contrôler tout le littoral de la Palestine à la Syrie, Acre en devient la capitale au XVIII^{e} siècle puis Beyrouth en 1888.

Le nom Mont Liban commence à être utilisé à la fin du XVIII^{e} siècle pour désigner le territoire des émirs appelés jusque-là émirs des Druzes ou émirs du Chouf, bien que leur autorité s'exerce sur des non Druzes et au-delà des frontières du Chouf (Chevallier, 1971 : 59). Après la fin de l'émirat en 1840, le Mont Liban est d'abord divisé en deux entités administratives, le *caïmacama* chrétien et le *caïmacama* druze,

qui sont réunies en une seule entité en 1861, la *mutassarifiya* du Mont Liban. Après la Première Guerre mondiale, les villes de Beyrouth, Tripoli et Saïda, le Akkar, le Jabal Amel, la Bekaa et l'Anti-Liban, sont annexées à la *mutassarifiya* pour former le Grand Liban, dont les frontières sont celles de la République libanaise actuelle (carte 1).



B. LES DYNAMIQUES DU PEUPLEMENT

Le Mont Liban a souvent été présenté comme un refuge pour les minorités chrétiennes et pour les minorités musulmanes. Au VIII^{e} siècle, des Chrétiens installés dans la vallée de l'Oronte se réfugient dans les hautes vallées de la région de Bcharré en raison des persécutions byzantines, probablement liées à la lutte contre les opposants au Concile de Chalcédoine (451), qui a imposé de reconnaître la double nature du Christ, humaine et divine.

Il semble, sans que cela soit établi, que les Maronites aient suivi la doctrine monothélite, qui reconnaît au Christ une seule volonté et deux natures, s'opposant par là au Concile de Chalcédoine (451), à l'image d'autres églises orientales comme les Assyriens de Syrie et d'Irak, qui suivent la doctrine nestorienne, selon laquelle les deux natures du Christ sont distinctes, ou les Coptes, les Grégoriens (ou Arméniens) et les Jacobites (ou Syriaques), qui suivent la doctrine monophysite selon laquelle le Christ n'a qu'une seule nature. Depuis le XII^{e} siècle, l'ensemble de l'église maronite reconnaît l'autorité de Rome, comme les branches uniates (ou catholiques) des églises assyrienne, syriaque et arménienne.

Le Mont Liban a également accueilli des minorités musulmanes. Du X^{e} au XII^{e} siècle, la dynastie fatimide basée en Égypte a d'abord encouragé l'islam chiite dans les régions centrales et méridionales du Mont Liban, puis la doctrine druze.

La division entre l'islam sunnite et l'islam chiite a pour origine le conflit pour la direction politique et religieuse de la communauté après la mort du Prophète Mohammed. Après l'assassinat du troisième calife, Uthman, le califat est confié à Ali, cousin et gendre de Mohammed, qui est également assassiné et dont les partisans (*shi'a*), menés par ses fils Hassan et Hussein, sont massacrés à la bataille de Kerbala par Muawiya, le fondateur de la dynastie omeyyade. Les Chiites, qui par la suite sont souvent persécutés par les Sunnites, développent un culte autour de la famille d'Ali et des imams qui lui ont succédé, considérés comme les interlocuteurs de l'ange de la révélation et les garants de la loi et du message du Prophète. La lignée des imams est interrompue depuis la mort du septième, selon les Chiites ismaéliens, et du douzième, selon les Chiites duodécimains, mais pour tous l'imam « caché » reviendra sous la forme d'un guide divin qui régnera sur le monde, le Mehdi (*Encyclopédie de l'Islam*, 1998 : 9/433-438).

Quant à la doctrine druze, elle est née au XI[e] siècle avec le calife fatimide Hakim qui prétend être le Mehdi. Deux de ses adeptes, Hamza et Darazi, propagent sa doctrine dans les provinces syriennes, notamment dans la région du Wadi Taym, au pied du Mont Hermon, d'où elle se diffuse dans les régions du Gharb et du Chouf au Mont Liban, devenant progressivement un culte syncrétique qui reconnaît notamment la réincarnation.

L'image du « Liban refuge » ne rend pas compte de l'évolution du peuplement confessionnel à l'intérieur du Mont Liban. Il faut souligner, d'une part, que l'islamisation des régions syriennes après la conquête musulmane du VII[e] siècle a été progressive. Les Chrétiens orthodoxes ont maintenu d'importantes minorités dans les villes devenues sunnites et sont restés largement majoritaires dans certaines zones, notamment la plaine de la Koura. D'autre part, les Chiites installés dans le Kesrouan ont été contraints de migrer dans le Jabal Amel et dans la vallée de la Bekaa en raison des persécutions mamelouks puis ottomanes entre le XIV[e] et le XVII[e] siècle.

Ce vide démographique qui a permis aux Druzes d'asseoir leur autorité sur les régions méridionales et aux Chrétiens de s'installer dans les régions centrales (Chevallier, 1971 : 6-9). Les Chrétiens, dont la croissance démographique a été plus forte, ont ensuite migré dans les régions méridionales, encouragés par les émirs druzes qui ont proposé des lots de terre à mettre en valeur (Chevalier, 1971 : 46-47). Vers 1830, 80 % des Chrétiens résident dans les régions nord et centre du Mont Liban, où ils constituent l'essentiel de la population, et les 20 % restant vivent dans les régions méridionales où ils représentent 60 % de la population (Chevallier, 1971 : 59). Le Mont Liban atteint alors son « point de saturation démographique » (Chevalier, 1971 : 39-48) et, dans les décennies qui suivent, l'exode rural et l'émigration constituent les principales réponses face à cette pression démographique, comme nous le verrons.

2. L'émirat druze face au bouleversement des équilibres traditionnels

A. UN REGIME POLITIQUE ET SOCIAL SINGULIER AU SEIN DE L'EMPIRE OTTOMAN

Dans l'historiographie traditionnelle, la République libanaise est l'héritière de l'émirat druze du Chouf sur lequel ont régné deux familles, les Maan et les Chéhab, du XVII[e] siècle au milieu du XIX[e] siècle. Sous le règne de Fakhreddine II Maan (1572-1635), puis de Bachir II Chéhab (1788-1840), l'émirat atteint le sommet de sa puissance et sa plus grande extension territoriale (Chevallier, 1971 : 10). Cette image

idéale d'un émirat indépendant et multiconfessionnel donne à la République libanaise une profondeur historique indispensable à sa légitimité (Beydoun, 1984 : 513-563).

En fait, le Mont Liban est sous souveraineté ottomane de 1516 à 1918. Comme les Mamelouks avant eux, les Ottomans s'appuient sur la structure politique et sociale de l'émirat après leur conquête des provinces syriennes. Ils installent au pouvoir un émir issu d'une nouvelle famille, les Maan, qui prête allégeance au Sultan et qui verse un tribut annuel.

Toutefois, l'émirat représente un cas à part dans l'Empire. L'émir diffère des grands notables des autres provinces à qui les pachas, nommés par le Sultan, délèguent certaines tâches de gouvernement, comme l'affermage de l'impôt (Hourani, 1969 ; Khoury, 1990). L'émir, lui, se trouve au sommet d'une pyramide politique et sociale qui lui confère force et prestige. Dans chaque district de l'émirat (*muqat'a*), une grande famille, à la tête d'un vaste domaine agricole, exerce de façon héréditaire les principales fonctions régaliennes : collecte des impôts, exercice de la justice, enrôlement des hommes[9]. Ces familles *muqat'aji* sont majoritairement druzes, mais des Chrétiens ont été élevés à ce rang lors des périodes d'extension du territoire de l'émirat.

Les Ottomans profitent des rivalités entre ces familles pour contrôler indirectement l'émirat, notamment lors du choix d'un nouvel émir parmi les prétendants de la famille régnante. Inversement, les émirs profitent d'un affaiblissement de la Sublime Porte pour étendre leur pouvoir aux régions limitrophes, le Nord du Mont Liban, le Jabal Amel, la Bekaa, les villes côtières.

Au début du XVII^{e} siècle, Fakhreddine II profite de circonstances favorables pour étendre son territoire et pour défier les Ottomans avec le soutien des Maronites du Nord et des Médicis de Florence, qui l'abandonnent finalement. Après la défaite de ses armées et son exécution à Istanbul en 1635, les Ottomans attribuent les régions nord à une famille chiite de la Bekaa, les Hamadé, et ils renforcent leur contrôle sur l'émirat en imposant comme émir le dernier fils de Fakhreddine, élevé à la cour du Sultan, tout en jouant des divisions entre les factions druzes rivales, qaysites et yéménites.

À la mort du dernier descendant de la famille Maan à la fin du XVII^{e} siècle, le nouvel émir est choisi dans une famille cousine, les Chéhab, de confession sunnite.

9. Le système de l'émirat a souvent été comparé au régime féodal européen, ce que réfute Dominique Chevallier (Chevallier 1971 : 83-86).

Dès le début du XVIII[e] siècle, les émirs Chéhab étendent leur autorité sur le Jabal Amel, le Nord et la côte, notamment Beyrouth. Parallèlement, ils consolident leur pouvoir sur l'ensemble des grandes familles en obligeant la faction yéménite à partir dans le Haouran après la bataille d'Ain Dhara (1711). Cette bataille, gagnée avec l'aide des Maronites, marque le début du déclin des grandes familles druzes qui sont alors privées d'une partie de leurs membres.

À la fin du XVIII[e] siècle, l'émir Youssef Chéhab puis l'émir Bachir II Chéhab se convertissent au culte maronite. Ce geste politique témoigne de la montée en puissance de la communauté maronite qui, outre son poids démographique, entretient des relations privilégiées avec la France et les missions religieuses catholiques depuis que le synode de Louaizé (1736) a défini ses relations avec la papauté (réorganisation du clergé et sauvegarde des spécificités chrétiennes orientales).

B. L'EMIRAT ET LA QUESTION D'ORIENT : LE REGNE DE BACHIR II (1788-1840)

Bachir II Chéhab arrive au pouvoir en 1788, mais les quinze premières années de son règne sont marquées par une série de conflits avec le pacha de Saïda Jazzar Ahmad Pacha. Ce dernier, nommé en 1775, ne cesse de jouer des rivalités personnelles à l'intérieur de la famille Chéhab, des divisions druzes entre les factions yazbakis et joumblattis, et des tensions confessionnelles entre les Druzes et les Maronites.

Jazzar destitue Youssef Chéhab au profit de Bachir II, puis révoque ce dernier, le rappelle, le révoque à nouveau, etc. La mort de Jazzar permet à Bachir II d'imposer son autorité, en particulier face aux grandes familles. D'une part, il développe une administration centrale pour collecter l'impôt et rendre la justice, d'autre part, il utilise différents prétextes pour confisquer leurs terres et les redistribuer aux paysans.

Au plan régional, Bachir II évolue dans une configuration complexe. Le Sultan, le vice-roi d'Égypte, les pachas de Damas et de Saïda, l'Angleterre, la France, la Russie et l'Autriche s'allient et se combattent selon les intérêts du moment. Progressivement, Bachir fortifie son alliance avec le vice-roi d'Égypte, Muhammad Ali, dont le fils, Ibrahim Pacha, conquière les provinces syriennes en 1831 à la tête d'une armée moderne.

Ces provinces connaissent d'importantes transformations sous administration égyptienne. La sécurité générale s'améliore, des réformes administratives sont

entreprises, le statut des minorités chrétiennes et juives est libéralisé, des routes sont construites, l'activité portuaire de Beyrouth se développe. Les Égyptiens instaurent la conscription, créent de nouveaux impôts, augmentent les revenus des douanes, sans toutefois réussirent à compenser les dépenses d'entretien de leur armée d'occupation forte de 90 000 hommes en 1839.

Le conflit entre les Ottomans et les Égyptiens permet aux puissances européennes d'accroître leur influence dans l'Empire ottoman. En 1831, la flotte russe empêche Ibrahim Pacha de prendre Istanbul, alors qu'il a vaincu deux fois l'armée du Sultan en Anatolie. En 1839, après une nouvelle victoire, les puissances européennes, à l'exception de la France alliée à l'Égypte, refusent que le Sultan accorde à Muhammed Ali le gouvernement de la Syrie et de l'Égypte à titre héréditaire.

Parallèlement, au Liban et en Syrie, les puissances européennes soutiennent une première révolte druze contre la conscription qui est finalement matée par Bachir II avec l'aide d'auxiliaires chrétiens en 1837. En juin 1840, les armées turques, anglaises et autrichiennes soutiennent une révolte générale de toutes les communautés du Mont Liban, unies malgré leurs dissensions, qui aboutit au départ des troupes égyptiennes et à l'exil Bachir II.

3. Les communautés confessionnelles : relais de l'influence européenne

A. L'ECHEC DU DOUBLE CAÏMACAMA DRUZE ET CHRETIEN (1841-1860)

L'union des communautés ne tarde pas à éclater le long de clivages sociaux et confessionnels qui débouchent sur trois grandes révoltes (*haraka*) qui ensanglantent le pays entre 1840 et 1860.

Ces clivages sont attisés par les puissances européennes qui cherchent à augmenter leur influence respective en s'appuyant sur les Capitulations[10] et en défendant les intérêts d'une communauté : la France et l'Autriche défendent les Maronites, la Russie protège les Grecs orthodoxes, et la Grande-Bretagne s'allie aux Druzes.

10. Les Capitulations (*imtiyaza*) sont des privilèges commerciaux par lesquels le Sultan garantit un certain nombre de droits aux commerçants étrangers et non musulmans en terre d'Islam. À partir de la fin du XVIII^{e} siècle, de plus en plus de sujets ottomans chrétiens et juifs en bénéficient, ce qui leur donne une position privilégiée par rapport aux commerçants musulmans. Tout au long du XIX^{e} siècle, la Porte tente d'obtenir sans succès la suppression des Capitulations qui sont finalement abolies par le traité de Lausanne en 1923 (*Encyclopédie de l'Islam*, 1971 : 3/1207-1219).

Après l'exil de Bachir II, les grandes familles exigent la restitution des terres confisquées et des charges transférées à l'administration de l'émirat, l'affermage de l'impôt et le droit de justice. Ces revendications attisent les tensions confessionnelles, notamment parce que les terres ont essentiellement été attribuées à des paysans chrétiens. Les puissances européennes jouent alors la carte du chaos pour fragiliser la restauration de l'autorité ottomane.

À l'automne 1841, alors que le choix d'un nouvel émir cristallise les oppositions, un conflit armé éclate entre les Maronites soutenus par les Grecs catholiques et les Druzes soutenus par les Ottomans. Au début de l'année 1842, les Ottomans soutiennent les Druzes en espérant qu'ils les aideront à imposer leur autorité sur le Mont Liban. Ils accèdent aux revendications des grandes familles qui demandent également la fin de l'émirat. Toutefois, les Druzes se retournent contre les Ottomans, ils lancent une révolte au printemps après avoir obtenu le soutien des Anglais, mais ils rendent finalement les armes après avoir échoué à mobiliser les Chrétiens à leurs côtés.

Cette première *haraka* débouche sur l'ouverture de négociations entre les puissances européennes et les Ottomans afin de résoudre les tensions confessionnelles. Un nouveau cadre politique et administratif est mis en place qui institutionnalise les divisions communautaires. Selon la suggestion du prince autrichien Metternich, le Mont Liban (sans les villes côtières) est divisé de part et d'autre de la route reliant Beyrouth à Damas en deux circonscriptions administratives (*caïmacama*) gouvernées par un *caïmacam* chrétien au Nord et un *caïmacam* druze au Sud. Puisque la mixité confessionnelle du territoire ne permet pas de créer des circonscriptions homogènes, les nombreux Chrétiens qui vivent dans la circonscription sud relèvent du *caïmacam* chrétien, et inversement pour les rares druzes du Nord, selon le principe de personnalité (Messara, 1994 : 67-69). Le *caïmacam* druze est assisté par deux agents (*wakil*), l'un chrétien et l'autre druze, qui sont chargés de collecter l'impôt et de rendre la justice dans leur communauté.

Au printemps 1845, les Druzes lancent une nouvelle révolte, car ils refusent de payer des indemnités aux Chrétiens en compensation des dommages du conflit de 1841, et parce qu'ils s'opposent à la nomination des *wakil*. Pour résoudre la crise, l'envoyé spécial du Sultan, Chakib Effendi, propose que chaque *caïmacam* soit assisté d'un conseil où sont représentées les six principales communautés confessionnelles. Le conseil statue dans les affaires judiciaires et décide du montant, de la répartition et

de la perception de l'impôt. Les Sunnites y sont représentés par un substitut du *caïmacam*, un juge et un conseiller ; les Druzes, les Maronites, les Grecs orthodoxes, et les Grecs catholiques par un juge et un conseiller ; et les Chiites par un conseiller (Rabbath, 1973 : 201). Par ailleurs, le Règlement de Chakib Effendi reconnaît un statut propre au Mont Liban et renforce le pouvoir de l'administration au détriment des grandes familles. Enfin, le pacha de Saïda est directement responsable de toutes les nominations et du gouvernement de Deir al-Qamar, ville chrétienne au cœur du pays druze, qui a un statut spécial.

Les Ottomans choisissent les *caïmacam* parmi les familles *muqat'aji*, Haydar Abullama de confession maronite et Ahmad Arslan de confession druze, tout en prenant soin d'écarter les familles les plus influentes, Chéhab et Joumblatt. Toutefois, les grandes familles empêchent l'application du Règlement en continuant de lever les impôts et en bloquant le cadastrage des terres et le recensement de la population. Au Sud, les relations entre les grandes familles et les paysans sont relativement meilleures qu'au Nord en raison de la présence des *wakil*, qui ont une fonction de médiation entre le *caïmacam* et ses administrés. Au Nord, où aucun *wakil* n'a été nommé car 90 % de la population est chrétienne, les paysans ont plus de difficultés à se protéger des exactions des grandes familles. Un mouvement social inspiré par les idéaux révolutionnaires se développe dans la paysannerie avec le soutien du clergé maronite à la tête duquel est élu, en 1854, un nouveau patriarche, Boulos Masaad, proche du bas clergé et sensibles aux revendications paysannes.

Parallèlement, le nouveau *caïmacam* chrétien, soutenu par la France et les Ottomans, Bachar Abullama, éprouve de plus en plus de difficultés à imposer son autorité. Sa nomination suscite l'opposition d'une autre grande famille maronite rivale, les Khazen du Kesrouan, et des Grecs orthodoxes, soutenus par les Russes, qui soutiennent un de leur coreligionnaire. Dans ce contexte, plusieurs révoltes paysannes éclatent en 1857-1858 sans qu'interviennent l'armée ottomane et les puissances européennes. La population se soulève et choisit ses propres chefs (*cheikh chehab*) à Zahlé, puis les paysans du Kesrouan menés par Tanios Chahine chassent les Khazen de leurs domaines.

B. DU CONFLIT SOCIAL AU CONFLIT CONFESSIONNEL : LES MASSACRES DE 1860

La situation est alors relativement calme dans le *caïmacama* sud, mais les grandes familles druzes anticipent une révolte paysanne et mobilisent leurs coreligionnaires contre les paysans chrétiens. À l'été 1859, dans le Chouf, des échauffourées prennent une tournure confessionnelle et, durant l'hiver, chaque camp se prépare à la guerre. Celle-ci éclate au printemps 1860 et se solde dès le mois de juin par la déroute des forces chrétiennes. 11 000 Chrétiens sont massacrés par les Druzes avec la complicité des troupes ottomanes dans les régions mixtes de Hasbayya, Rachayya, Deir al-Qamar et Jezzine (Salibi, 1988 : 195). Ces massacres sont suivis par un autre au mois de juillet dans le quartier chrétien de Damas où plusieurs milliers de personnes sont tuées avec la complicité de l'armée (Fawaz, 1994, 78-100).

Le bilan de la troisième *haraka* est très lourd pour les Chrétiens : près de 20 000 tués (Rabbath, 1986 : 222), des dizaines de milliers de réfugiés, la destruction et le pillage de nombreux villages. La violence des massacres peut se comprendre comme une réponse à la marginalisation des Druzes face aux Chrétiens dans le Mont Liban méridional et comme la conséquence des tensions confessionnelles qui traversent l'Empire ottoman. Les causes de ces tensions sont multiples : libéralisation du statut juridique des Chrétiens et des Juifs dans le cadre de la réforme des *tanzimats* (1839-1876) ; soutien des puissances européennes aux mouvements indépendantistes grec et arménien ; rôle des minorités chrétiennes et juives comme relais de l'influence commerciale et culturelle européenne (Kassir, 2003 : 154-155 ; Fawaz, 1994 : 100).

Contrairement à ce qui est parfois avancé (ex : Widmer, 1936 : 14), les massacres de 1860 ne constituent pas la cause directe du spectaculaire mouvement d'émigration qui commence réellement à partir de la fin des années 1880. Par contre, les massacres de 1860 provoquent le déplacement de plusieurs dizaines de milliers de Chrétiens originaires des zones mixtes du Mont Liban et des grandes villes sunnites (Saïda, Tripoli, Alep, Damas) qui se réfugient dans les régions centrales et septentrionales du Mont Liban et à Beyrouth (Fawaz, 1994 : 76). Cela contribue à la forte croissance démographique de Beyrouth, qui est en plein développement économique, dont la population ne cesse de croître dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle : 15 000 habitants en 1840, 40 000 vers 1850, 60 000 vers 1860, 80 000 en 1880 (Kassir, 2003 : 138 ; Chevallier 1971 : 292).

C. LA *MUTASSARIFIYA* ET LA PREDOMINANCE CHRETIENNE (1861-1915)

Au moment des massacres au Mont Liban et à Damas, la France décide d'envoyer un important contingent militaire « pour protéger les Chrétiens » malgré les réticences des Anglais qui y voient une manœuvre pour accroître l'influence française. De son côté, le Sultan dépêche son ministre des Affaires étrangères, Fouad Pacha, avec pour mission d'empêcher une intervention militaire européenne en Syrie. Dès son arrivée à Damas, ce dernier ordonne l'exécution de près de deux cents officiers et fonctionnaires ottomans, l'emprisonnement de centaines d'autres, et l'enrôlement dans l'armée des jeunes hommes de la ville. Au Mont Liban, où les coupables sont plus difficiles à identifier, il fait emprisonner certains officiers ottomans et quelques chefs druzes.

Fouad Pacha entame des négociations avec les puissances européennes qui aboutissent au démantèlement du double *caïmacama* et à la mise en place d'un gouvernement unique sur les deux circonscriptions, la *mutassarifiya*. La France, qui soutient les aspirations expansionnistes des Maronites, propose d'y annexer les villes côtières, la Bekaa, et le Jabal Amel. Ce projet est refusé, mais il est finalement réutilisé soixante ans plus tard pour dessiner les frontières du Grand Liban au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Selon le Règlement organique de la *mutassarifiya*, le Mont Liban est une province autonome dont le statut est garanti par les cinq puissances européennes signataires. La *mutassarifiya* est dirigée par un gouverneur (*mutassarif*), obligatoirement chrétien, nommé par la Porte avec l'accord des signataires pour trois années renouvelables. Dans la pratique, aucun Libanais n'accède à ce poste, pour éviter les conflits internes, et tous les *mutassarif* sont catholiques (arménien ou latin), à la demande de la France et l'Autriche (Rabbath, 1973 : 215).

Le *mutassarif*, qui possède l'essentiel du pouvoir, nomme tous les fonctionnaires et reçoit l'assistance d'un Conseil d'administration, dont le rôle est consultatif, notamment pour la répartition de l'impôt. Le nombre de sièges attribué à chaque communauté dans le Conseil d'administration est en partie fonction de la composition confessionnelle de la population où les Maronites sont majoritaires (tableau 1). Le Conseil compte d'abord deux Maronites, dont le vice-président, puis quatre après 1864 et cinq après 1914 ; trois Druzes puis quatre après 1914 ; et enfin deux Grecs orthodoxes, un Grec catholique, un Sunnite et un Chiite.

Tableau 1 : La population de la *mutassarifiya* (1911)		
Confession	**Population**	
Maronites	242 308	58,41%
Grecs orth.	52 356	12,62%
Grecs cath.	31 936	7,70%
Protestants	2 968	0,72%
Arméniens	68	0,02%
Total Chrét.	**329 636**	**79,46%**
Druzes	47 290	11,40%
Sunnites	14 529	3,50%
Chiites	23 413	5,64%
Total Mslm.	**85 232**	**20,54%**
Juifs	86	0,02%
Total	**414 868**	**100,00%**

source : Rabbath, 1986 : 4

Le territoire de la *mutassarifiya* est divisé en sept districts (*caza*) à la tête desquels sont nommés des *caïmacam* qui doivent appartenir à la confession majoritaire de ce *caza*. Les *caza* sont subdivisés en petits districts dirigés par un administrateur, également nommé, et les habitants de chaque village élisent leur maire *(mukhtar*) qui est confirmé dans ses fonctions par le *mutassarif*. Les *mukhtar* exercent des fonctions administratives, élisent les membres du Conseil d'administration, et peuvent juger certains conflits simples. Les cas plus complexes, notamment quand les plaignants ne sont pas de la même confession, sont jugés par la Cour de Première instance du *caza*, éventuellement par l'une des deux Cours d'appel, qui applique le droit ottoman et le droit communautaire pour les affaires relevant du statut personnel (divorce, héritage, etc.). Une force de police assiste la justice et participe au maintien de l'ordre.

Légalement, tous les citoyens sont égaux. Les grandes familles ne peuvent plus rendre la justice, lever les impôts, ou imposer la corvée, mais la pratique du métayage leur permet d'exercer une domination économique sur la paysannerie. Le premier *mutassarif*, Daoud Pacha, de confession arménienne catholique, s'adjoint leur soutien en leur confiant les hautes fonctions administratives, ce qui heurte certains chefs paysans qui se sentent marginalisés. Des troubles politiques récurrents agitent

les régions nord, notamment la révolte de Youssef Karam, finalement exilé en 1886, mais le régime est globalement stable.

L'effort des *mutassarif* se concentre sur le développement économique. Il s'agit de mettre en place les conditions d'une possible accumulation des richesses à l'abri de l'arbitraire. Les investissements sont encouragés par le développement d'une administration fiable, par la construction d'infrastructures, et par un niveau de taxation faible. Les transactions immobilières sont facilitées par le nouveau cadastre et par la création de tribunaux spécialisés dans l'enregistrement des parcelles. À la demande des banquiers et des marchands, la compétence du tribunal de commerce de Beyrouth est étendue au Mont Liban dans les cas où un étranger ou une personne protégée par un consulat est impliqué, afin d'empêcher les débiteurs insolvables d'y trouver refuge sous la protection d'une grande famille.

B) Le développement des échanges avec l'Occident et l'émigration au tournant du XX^{e} siècle

1. L'essor et le déclin de la filière séricicole

A. UNE ACTIVITE DEPENDANTE DU MARCHE ET DES CAPITAUX FRANÇAIS

La culture du mûrier et du vers à soie, qui existe à petite échelle depuis le XVII^{e} siècle, commence à devenir une activité d'exportation sous administration égyptienne. Après 1850, les soieries lyonnaises ont besoin d'importer massivement des cocons et de la soie grège de l'étranger en raison de l'épidémie de pébrine qui décime les vers à soie en France. Les cours mondiaux augmentent de 400 % entre 1850 et 1856[11], puis ils évoluent en fonction du volume de la production française, baissant de moitié entre 1856 et 1858, remontant l'année suivante, etc. (Labaki, 1984 : 66-68 ; Owen, 1993 : 155).

Après la flambée des cours des années 1850, les investissements se multiplient et les entrepreneurs locaux créent des manufactures où les techniques de tissage répondent aux exigences du marché extérieur. Le Mont Liban compte une dizaine de manufactures appartenant à des Français en 1850, puis trente-trois en 1862, quarante-sept en 1867, une centaine en 1880, et finalement deux cents en 1900 dont la grande majorité appartient à des Libanais. Quelques grandes familles de marchands et de banquiers, comme les Sursock ou les Tuéni, gagnent une partie de leur fortune dans la sériciculture. La réussite des entrepreneurs locaux, majoritairement chrétiens, s'explique notamment par leur capacité à affronter mieux que les étrangers les complexités du marché intérieur de la soie (Owen, 1993 : 157-158).

Toutefois, au-delà du rôle joué par une classe locale de banquiers, de commerçants et d'entrepreneurs, l'ensemble de la filière séricicole dépend des capitaux et des intérêts français. Les principales compagnies françaises, ou liées aux intérêts français, cumulent les activités bancaires, d'assurance, d'import-export et de manufacture. Par exemple, les sept premiers exportateurs, sur 73 que compte Beyrouth à la fin du XIX^{e} siècle, contrôlent les trois quarts des exportations liées au commerce de la soie, qui représentent jusqu'à 50 % du total des exportations portuaires (Labaki, 1984 : 44-60). Cette forte concentration verticale et horizontale de

11. Les cours sont multipliés par trois entre 1848 et 1852 et, après une légère baisse, par deux entre 1853 et 1857.

la filière sériciole représente un cas typique d'implantation d'un capitalisme exogène dans une activité d'exportation concentrée dans le Mont Liban central (Labaki, 1984 : 127).

De plus, la sériciculture libanaise est dépendante du marché français qui absorbe jusqu'à 90 % de sa production, mais pour qui elle représente seulement 2 à 9 % des importations à côté de l'Indochine, de Madagascar, du Maghreb, de la Chine et du Japon (Labaki, 1984 : 30). Les producteurs libanais ne peuvent donc pas peser sur les cours mondiaux, sans compter l'influence des facteurs climatiques et des maladies sur le développement des cocons qui leur interdit d'ajuster le volume de la production d'une année sur l'autre.

Les pics de production sont atteints entre 1890 et 1910, après le doublement du nombre de mûriers plantés, qui occupent la moitié des surfaces cultivables, et la création de nouvelles filatures. La concurrence japonaise et chinoise annonce déjà la fin de la sériciculture libanaise qui, après une brève renaissance dans les années 1920, est complètement abandonnée dans les années 1930 (Labaki, 1984 : 28). Dès le début du XX^{e} siècle, les marchands beyrouthins réinvestissent leurs capitaux à l'étranger (Alexandrie, Europe, Amérique, Afrique de l'Ouest) et les surfaces agricoles sont converties en cultures maraîchères, en tabac, ou en vigne.

Parallèlement, l'économie du Mont Liban souffre de la dépendance financière de l'Empire qui a pris un tour décisif en 1876 lors de la banqueroute des finances publiques (Karpat, 1985 : 180). À partir de 1881, l'administration de la Dette publique ottomane perçoit et administre directement 25 à 30 % des ressources de l'Empire. L'effondrement des bons ottomans et la baisse des subsides accordés à la *mutassarifiya* ont des conséquences importantes sur l'économie locale qui traverse une crise importante marquée par la baisse du crédit et de l'investissement, l'augmentation de l'endettement, et la chute du prix du terrain qui a déjà baissé entre 1865 et 1872. L'une des conséquences de la mise sous tutelle des finances impériales est la multiplication des investissements étrangers directs dans les secteurs clés des communications, des services, et des ressources minières.

B. UNE ACTIVITE QUI EMPLOIE UNE MAIN D'ŒUVRE IMPORTANTE.

La production de la soie comprend différentes activités. Les paysans, propriétaires ou locataires de parcelles, cultivent des mûriers dont les feuilles servent à nourrir les vers à soie. Les vers sont nourris jusqu'au moment où ils commencent à

tisser leur cocon. Une fois celui-ci achevé, ils sont tués par vapeur d'eau ou par fumée (étouffage) afin qu'ils ne muent pas en chrysalide. Les cocons sont ensuite vendus à une filature locale ou à un marchand qui les exporte. Traditionnellement, les paysans laissent certains vers devenir papillon afin d'en obtenir des œufs (graines) qui sont utilisés pour la prochaine récolte ou pour l'exportation. Toutefois, l'épidémie qui détruit la variété locale de vers au début des années 1870 contraint le Liban à importer des graines de l'étranger.

Le tissage traditionnel de la soie filée à l'arabe disparaît presque complètement dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle face à la concurrence des manufactures européennes. Dans ces dernières, les cocons sont plongés dans une bassine pour désagglutiner le fil (battage), puis les fils sont assemblés (croisure) pour obtenir la soie grège, qui est rude au touché, et finalement le tissage (moulinage) permet d'obtenir différentes qualités de soie (Labaki, 1984 : 154). Le travail dans les manufactures est assuré à 90 % par des jeunes filles de confession chrétienne. Elles travaillent 10 à 12 heures par jour pour un salaire trois fois moindre que les ouvrières en France (1 à 4 piastres). Les hommes, qui sont payés au moins le triple (8 à 12 piastres), occupent les fonctions de contremaîtres, de surveillants, de chauffeurs, ou d'essayeurs de soie (Khater, 2001 : 19-47).

Le développement économique du Mont Liban dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle repose largement sur la sériciculture qui apporte un revenu principal ou complémentaire à près de la moitié des habitants. Jusqu'à 14 000 ouvrières travaillent dans les manufactures et 165 000 paysans participent à la culture du mûrier (Owen, 1993 : 249). Quand la filière séricicole entre en crise vers 1890, l'émigration représente une alternative pour trouver de nouvelles sources de revenus. Les employeurs rencontrent alors de plus en plus de difficultés pour recruter du personnel et font face à la multiplication des revendications sociales (Labaki, 1984 : 123-124).

2. L'émigration : un phénomène régional de grande ampleur

A. D'OU VIENNENT LES EMIGRES ET COMBIEN SONT-ILS ?

Les statistiques relatives à l'émigration avant la Première Guerre mondiale sont rares et difficilement utilisables. D'une part, les données recueillies au départ comme à l'arrivée sont incomplètes et peu précises (Karpat, 1985 : 175). D'autre part, il est difficile de faire le lien avec la période contemporaine puisque les catégories

actuelles n'existent pas : il n'y a pas de Libanais, de Syriens, de Palestiniens, ou d'Irakiens, mais seulement des citoyens ottomans. Il est donc impossible de connaître le nombre d'émigrés libanais avant 1920, si l'on entend par là les personnes originaires du Liban dans ses frontières actuelles. A défaut, deux types d'estimations sont avancés.

Les plus courantes concernent les Syro-Libanais, c'est-à-dire les habitants de toutes les provinces syriennes, y compris la *mutassarifiya*. Selon ces estimations, 350 000 Syro-Libanais ont émigré depuis Beyrouth et Tripoli entre 1860 et 1914 (Safa, 1960 : 189-191 ; Issawi, 1966 : 269 ; Issawi, 1988, 20 ; Issawi, 1992 : 31 ; Owen, 1993 : 245).[12] Ce chiffre est fondé sur les statistiques fournies par les compagnies maritimes et par le port de Beyrouth. Par exemple, en 1909, le nombre de passagers au départ de Beyrouth et de Tripoli est de 13 848[13] (Rupin, 1966 : 270-271). Sur cette base, il est calculé que le nombre d'émigrés entre 1900 et 1914 est égal à 225 000 (15 000 par an), à quoi est ajouté 120 000 émigrés pour la période 1860-1900, sur la base d'une moyenne de 3 000 départs annuels.

Ces estimations appellent deux remarques. Premièrement, la périodisation adoptée est approximative puisque ni 1860, ni 1900 ne constituent des dates charnières dans l'histoire de l'émigration. Il serait plus pertinent de tenir compte, par exemple, de l'arrivée du premier émigré libanais en Amérique (1854) ou de la libéralisation des lois sur l'émigration (1898). Deuxièmement, tous ces migrants ne sont pas Syro-Libanais, car un nombre important arrive d'Anatolie, en particulier des Arméniens, comme le montre les statistiques du Bureau de l'immigration des Etats-Unis qui recensent à partir de 1899 différentes catégories d'immigrés en provenance de Turquie asiatique : Turcs, Syriens, Grecs, Hébreux, Arméniens (tableau 2).

12. À l'exception de Kemal Karpat qui propose de réévaluer à 600 000 le nombre d'émigrés syro-libanais entre 1860 et 1914, car il considère que l'émigration clandestine de jeunes musulmans ottomans fuyant la conscription est sous-évaluée (Karpat, 1985 : 185).

13. Sur les bateaux italiens : 1 807 à Tripoli et 4 002 à Beyrouth. Sur les bateaux français : 3 759 à Tripoli et 4 280 à Beyrouth.

Tableau 2 : Immigrants aux Etats-Unis en provenance de Turquie asiatique (1899-1924)						
Année	**Turcs**	**Syriens**	**Hébreux**	**Grecs**	**Arméniens**	**Total**
1899	5	3 678	57	13	670	**4 423**
1900	115	2 885	50	-	910	**3 960**
1901	33	3 984	72	1	1 692	**5 782**
1902	105	4 937	118	-	1 041	**6 201**
1903	33	5 366	50	8	1 660	**7 117**
1904	174	3 116	144	60	1 578	**5 072**
1905	266	4 086	90	135	1 483	**6 060**
1906	186	4 353	209	106	1 420	**6 274**
1907	383	4 153	330	1 353	1 666	**7 885**
1908	731	4 661	256	1 295	2 681	**9 624**
1909	190	3 001	344	996	2 839	**7 370**
1910	450	5 536	435	3 693	4 921	**15 035**
1911	359	4 439	454	2 309	2 422	**9 983**
1912	796	4 654	621	2 147	4 242	**12 460**
1913	1 385	8 224	1 046	5 192	7 369	**23 216**
1914	1 683	7 772	844	4 946	6 097	**21 342**
1915	84	1 036	324	1 460	526	**3 430**
1916	7	30	235	1 279	112	**1 663**
1917	10	5	82	205	83	**385**
1918	3	8	2	7	13	**33**
1919	-	2	-	1	9	**12**
1920	48	2 302	829	259	1 493	**4 931**
1921	90	4 020	1 296	553	5 371	**11 330**
1922	8	730	287	51	836	**1 912**
1923	158	631	417	179	658	**2 043**
1924	83	96	882	195	728	**1 984**
Total	**7 385**	**83 705**	**9 474**	**26 443**	**52 520**	**179 527**

d'après Willcox, 1929 : 491

La deuxième série d'estimations porte sur la *mutassarifiya*, à l'exclusion des régions annexées en 1920 pour former le Grand Liban, où les recensements permettent d'avoir des informations intéressantes sur la population et sa démographie. La *mutassarifiya* compte 380 000 habitants en 1867, 399 530 en 1895 et 468 714[14] en 1913 (Courbage et Fargues, 1973 : 15-17). La densité y est beaucoup plus forte que

14. Ce chiffre est une extrapolation du recensement de 1914 qui a dénombré 414 747 habitants auxquels les auteurs ajoutent 10 % de Chrétiens et 25 % de Musulmans qui, selon eux, n'ont pas été enregistrés (Courbage et Fargues, 1973 : II/15-17). Une autre estimation de la population « libanaise » propose 210 000 personnes en 1878, 240 000 en 1895 et 800 000 en 1914 (Issawi, 1988 : 16). Cette estimation pose problème. Le chiffre de 1914 semble correspondre au *vilayet* de Beyrouth, qui s'étend du Nord de Jaffa au Sud d'Antioche, dont les frontières ne correspondent pas du tout à celles du Liban actuel (McCarthy, 1982). Par ailleurs, l'origine des chiffres de 1878 et de 1895 est invérifiable, car la référence qui est citée est fausse : Justin McCarthy, « The population of Ottoman Syria and Iraq, 1878-1914 », *Asian and African Studies*, March 1981, est introuvable dans *Asian and African Studies* comme dans *Journal of Asian and African Studies*.

dans les provinces voisines : 159 habitants par kilomètre carré en 1914, pour 34 dans le *vilayet* de Beyrouth, 25 dans celui de Jérusalem, 15 dans celui d'Alep, 13 dans celui de Damas (Issawi, 1992 : 22). Toutefois, l'émigration et l'exode rural font baisser le taux d'accroissement annuel moyen qui est relativement bas : 0,9 % entre 1895 et 1913, moins qu'en Syrie (1 %) et qu'en Égypte (1,5 %).

Sur la base d'un rapport de 1916 qui reprend les résultats du recensement de 1914 (Rupin, 1966), différents auteurs estiment qu'un quart, voir un tiers, de la population du Mont Liban a émigré avant la Première Guerre mondiale (Widmer, 1936 : 16 ; Issawi, 1988 : 20 ; Longuenesse *et al.*, 1986 : 25 ; Khater, 2002 : 48). Ce recensement général, organisé entre 1913 et 1915 par le dernier *mutassarif* Ohannès Pacha, compte près de 100 000 émigrés pour 400 000 résidents. Il est intéressant de souligner les variations du taux d'émigration d'une région à l'autre : de 16 % dans le Chouf à 42 % à Zahlé (tableau 3). Les recensements partiels effectués dix ans plus tôt dans les *cazas* de Batroun (1903) et du Metn (1904) font également apparaître des taux d'émigration très variables selon les villages, de 0 % à 30 % pour une moyenne légèrement supérieure à 15 % dans le *caza* de Batroun et à 18 % dans le Metn (Aql, 2002 : 80-86).

Tableau 3 : Résidents et émigrés par *caza* (1913)

Caza	Résidents	Émigrés	E/R
Deir el-Qamar	8 455	2 332	2/7
Zahlé	12 658	5 327	3/7
Jezzine	24 593	8 061	1/3
Batroun	83 220	26 024	1/3
Koura	24 063	7 204	2/7
Metn	89 676	19 853	2/9
Kesrouan	63 147	14 895	1/4
Chouf	101 938	16 691	1/6
Total	**407 750**	**100 657**	1/4
		d'après Aql, 2002 : 87-91	

Pour l'essentiel, les émigrés sont chrétiens : 70 % sont maronites, 15 % sont grecs orthodoxes et 10 % sont grecs catholiques (Aql, 2002 : 91). Cela semble naturel puisque la population de la *mutassarifiya* est très majoritairement chrétienne. Toutefois, plusieurs indices indiquent que les chrétiens émigrent dans des proportions beaucoup plus grandes que les Musulmans. Le témoignage d'un voyageur en Syrie, par exemple, évoque les villages chrétiens beaucoup plus touchés par l'émigration que

les villages musulmans (Thoumin, 1936 : 334). Autre exemple, la communauté syro-libanaise aux États-Unis qui est composée en 1924 de 45 % de Maronites, de 43 % de Grecs orthodoxes, de 5 % de Grecs catholiques, de 2,5 % de Protestants, de 4 % de Musulmans, et de 0,5 % de Druzes (Khalaf, 1987 : 21).

La Première Guerre mondiale porte un coup d'arrêt presque total à l'émigration. En 1915, une terrible famine décime le tiers la population du Mont Liban en raison d'une invasion de sauterelles, qui détruit les récoltes de blé, et parce que l'armée turque, déployée dans la *mutassarifiya,* réquisitionne les stocks et instaure un blocus.

L'émigration reprend toutefois fortement au début des années 1920, avec 11 000 à 16 000 émigrés par an entre 1923 et 1926, dont la moitié, parfois les deux tiers, sont issus du Grand Liban. Les lois américaines sur les quotas de 1921 et de 1924 obligent alors la grande majorité des émigrés à choisir de nouvelles destinations, notamment l'Afrique occidentale française (Kojok, 2002). À partir de 1929, l'émigration baisse fortement en raison de la crise économique mondiale et les retours dépassent presque les départs (tableau 4) (Widmer, 1936 : 16-20 ; *La Syrie et le Liban sous l'occupation et le Mandat français 1919-1927*, 1927).

Tableau 4 : L'émigration entre 1923 et 1933

Année	Grand Liban	Liban et Syrie	Retours
1923	-	16 000	-
1924	-	13 500	-
1925	-	11 000	-
1926	-	16 000	5 000
1927	3 725	9 391	5 320
1928	5 998	14 288	4 407
1929	5 047	7 941	3 515
1930	3 883	7 346	3 978
1931	1 387	2 426	3 196
1932	1 171	1 640	2 744
1933	1 516	2 324	1 999

d'après Widmer, 1936 : 16-20 ; Thoumin, 1936 : 334

B. LE POIDS DES REMISES, LE ROLE DES COMPAGNIES MARITIMES ET L'ATTITUDE DES AUTORITES OTTOMANES

Aux États-Unis et dans certains pays d'Amérique du Sud qui connaissent une forte croissance à la fin du XIX^{e} siècle, les possibilités d'enrichissement personnel sont grandes. Les émigrés originaires des différentes provinces de l'Empire ottoman, souvent colporteurs, envoient de l'argent à leur famille et reviennent parfois avec un capital conséquent (Thoumin, 1936 : 337 ; Rupin, 1966 : 271 ; Khater, 2001 : 72-78).

Les remises représentent une part considérable de l'économie locale. Selon les estimations les plus hautes, 40 % des revenus de la *mutassarifiya* proviennent des émigrés à la veille de la Première Guerre mondiale (Rupin, 1966 : 271 ; Owen, 1993 : 253). Pour Akram Khater, l'une des causes de l'émigration est le désir de conserver le niveau de vie acquis durant l'âge d'or des années 1860. La génération née à cette époque a été habituée à certains standards qu'elle a cherché à conserver par la suite, alors que la situation économique locale ne le permettait plus (2001 : 53-63). Les remises jouent en effet un rôle important dans la transformation des modes de vie et des structures socio-économiques du Mont Liban. Les émigrés achètent des terrains à l'Église et aux grandes familles, ils construisent de grandes maisons à tuiles rouges caractéristiques de cette époque, ils scolarisent leurs enfants, ils consomment des biens importés (Issawi, 1992 : 31 ; Khater, 2001 : 132-140).

Parmi les autres facteurs qui ont encouragé l'émigration, il est important d'insister sur le rôle, souvent sous-estimé, des compagnies maritimes et du chemin de fer. Les transports entre l'arrière-pays ottoman, les villes côtières, les ports européens et l'Amérique du Nord et du Sud, connaissent un développement spectaculaire à la fin du XIX^{e} siècle. La construction d'une route carrossable entre Beyrouth et Damas est achevée en 1863, un important réseau routier est construit dans la *mutassarifiya* (415 kilomètres en 1900), le nouveau port de Beyrouth est terminé en 1893, le chemin de fer relie Beyrouth à Damas en 1894 avant de rejoindre Tripoli, Hama, et Alep.

Le chemin de fer encourage l'émigration des populations venues de l'intérieur (Syrie, Irak) qui peuvent rejoindre la côte plus rapidement et sans risquer de se faire attaquer par des pillards. L'impressionnante croissance démographique de Beyrouth, qui devient le premier port de la Méditerranée orientale, indique que la ville a également une fonction de relais. La population beyrouthine, après avoir quadruplé entre 1840 et 1860 pour atteindre 60 000 habitants, passe à 80 000 en 1880, 100 000

en 1890, entre 120 000 et 150 000 en 1914 (Issawi, 1988 : 28 ; Kassir, 2002 : 153 ; Courbage et Fargues, 1973 : 17).

Quant aux compagnies maritimes européennes, elles engagent des rabatteurs qui incitent les paysans du Mont Liban et de la côte syrienne à émigrer. Un rapport évoque ces pratiques sous le Mandat français :

> « La Puissance Mandataire a voulu préserver des misères de l'exil la masse ignorante qui ne peut réussir et qui est trop souvent victime de racoleurs sans scrupule ou des Compagnies de transports intéressées. C'est dans ce but que le Haut Commissariat a réglementé minutieusement, par l'arrêté 2975 du 4 décembre 1924, les conditions dans lesquelles les émigrants peuvent se rendre à l'étranger. Aux termes de cet arrêté, nul ne peut entreprendre le recrutement ou le transport des émigrants - c'est-à-dire de tout Syrien ou Libanais quittant son pays dans le but de chercher du travail ou de rejoindre sa famille déjà émigrée - s'il n'est pourvu d'une autorisation du Gouverneur de l'État dans lequel il entend opérer, cette autorisation étant revêtue du visa du Haut-commissaire ou de son Délégué. La délivrance de cette autorisation donne lieu à un versement minimum de mille livres syriennes. » (*La Syrie et le Liban sous l'occupation et le Mandat français*, 1927 : 315)

L'attitude des autorités ottomanes témoigne de leur impuissance face à l'émigration. Normalement, le sujet ottoman qui veut se rendre à l'étranger doit, pour qu'un passeport lui soit délivré, prouver aux autorités qu'il a un niveau de vie suffisant et qu'il est engagé dans une activité respectable. Ces règles ont pour but d'empêcher la fuite des conscrits et des contribuables, et d'éviter le rapatriement de sujets ottomans indigents[15].

La plupart des émigrés, qui n'ont ni capital, ni revenu suffisant pour obtenir de passeport, partent donc clandestinement. Ils utilisent généralement leur permis de

15. Pour la même raison, le haut-commissaire français au Liban tente de réguler l'émigration après 1920 : « Nulle demande en vue de la délivrance d'un passeport pour l'émigration n'est examinée si elle n'est accompagnée : 1) d'une attestation du Consul de France résident dans le pays destinataire et établissant que le plénipotentiaire fait l'objet d'une demande d'appel d'une personne solvable, engagée à lui fournir un travail ou à subvenir à ses besoins ainsi qu'à ceux des membres de sa famille partant avec lui ; 2) d'un reçu d'une somme égale au prix du voyage aller de l'émigrant et de sa famille, consigné au Trésor de l'État ou à la Caisse spéciale d'émigration, pour assurer le retour éventuel de l'intéressé. Cette somme lui est intégralement remboursée, sur simple demande, au bout de trois ans, ou au moment de son retour s'il rentre avant l'expiration de ce délai » (*La Syrie et le Liban sous l'occupation et le Mandat français*, 1927 : 315).

voyage destiné aux déplacements à l'intérieur de l'Empire (*murur tezkerezi*) pour aller jusqu'à Beyrouth où ils embarquent sur les bateaux à vapeur européens amarrés face au port et dans la baie de Jounieh. À Marseille et dans les autres ports européens qui servent d'escale avant les Amériques, les consulats ottomans sont tolérants avec les émigrés originaires de la *mutassarifiya* et d'Égypte, à qui ils délivrent des passeports moyennant finance.

En 1889, une série de rapports alarmants du Consul ottoman à Barcelone révèle l'existence de réseaux de trafiquants à Beyrouth et au Mont Liban qui ont corrompu la police et les officiels locaux et qui exploitent les candidats à l'émigration en achetant leurs terres au rabais et en leur prêtant de l'argent à des taux exorbitants. Dans un premier temps, les autorités intensifient la surveillance des côtes et exercent des pressions sur les compagnies maritimes européennes pour qu'elles n'acceptent que des passagers en règle.

Ces mesures répressives se révèlent inefficaces et, en décembre 1898, le Sultan accepte de libéraliser presque totalement l'émigration pour les habitants de la *mutassarifiya*. Plusieurs raisons expliquent ce changement : les remises des émigrés sont un pilier de l'économie locale, les habitants de la *mutassarifiya* et les Chrétiens de l'Empire sont exemptés de conscription, du moins jusqu'en 1909[16], et enfin l'arrivée en Syrie des réfugiés musulmans du Caucase et des Balkans a provoqué un surplus de population (Karpat, 1985 : 188).

La libéralisation de l'émigration pour les habitants de la *mutassarifiya* n'empêche toutefois pas les réseaux de trafiquants de prospérer, avec la complicité des autorités du port de Beyrouth et des compagnies maritimes, grâce à l'émigration illégale depuis les provinces syriennes et irakiennes, pour échapper à la conscription notamment (Karpat, 1985 : 182 ; Akarli, 1992 : 133-135).

16. Jusqu'à cette date, la volonté d'échapper à la conscription ne peut donc pas avoir été une cause d'émigration pour les habitants de la *mutassarifiya* et pour les Chrétiens en général, contrairement à ce qui est parfois avancé (ex : Widmer, 1936 : 14).

Dans le dernier quart du XIX^{e} siècle et jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, un quart de la population de la *mutassarifiya* émigre vers le Nouveau Monde et, dans une moindre mesure, vers l'Égypte et l'Europe. La Première Guerre mondiale interrompt ce mouvement d'émigration qui reprend durant la décennie 1920 jusqu'au moment où la crise économique de 1929 y met un frein brutal tout en encourageant les retours. Cette première grande vague d'émigration depuis le Mont Liban représente environ un tiers du total de l'émigration depuis les autres provinces syriennes de l'Empire ottoman, dont elle ne se distingue pas, et un quart de la population de la *mutassarifiya* du Mont Liban.

Bien que l'émigration soit plus forte parmi les communautés chrétiennes, les troubles sociaux et confessionnels qui suivent la chute de l'émirat puis les massacres de Chrétiens en 1860 ne constituent pas une cause directe de départ. En effet, l'émigration se développe plus tardivement, dans le courant des années 1880, au moment où la crise de la sériciculture contraint les habitants du Mont Liban à chercher des sources alternatives de revenus. Les remises des émigrés participent alors au rapide développement économique de la *mutassarifiya*, au même titre que les revenus de la sériciculture et les capitaux européens investis dans les infrastructures.

Le développement économique est encouragée par la mise en place d'un cadre politique et administratif centralisé, à la place du régime des *muqat'a* de l'émirat. Ces nouvelles structures politiques consacrent la prépondérance des Chrétiens, en particulier des Maronites, et l'influence des grandes puissances européennes.

Comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, la *mutassarifiya* est également le moment d'un renouveau intellectuel qui fait de Beyrouth l'une des capitales du mouvement réformiste et moderniste ottoman avec Istanbul et le Caire. De nouvelles idéologies politiques naissent au sein de ce mouvement qui propose de réformer les structures de l'État et de repenser les fondements de l'identité au sein de l'Empire ottoman.

Chapitre II

Les émigrés et l'invention de la nation libanaise

Quel est le rôle des émigrés dans l'émergence des nouvelles identités nationales et dans la création des nouveaux États ?

Au tournant du XX^{e} siècle, intellectuels et politiciens réformistes cherchent à repenser les structures de l'État et les fondements de l'identité au sein de l'Empire ottoman afin d'intégrer les principes de la modernité occidentale. Le rôle des intellectuels et des groupes de pression syro-libanais en Égypte, en Europe et dans les Amériques est caractérisé par la multiplicité des convictions et des prises de position. Les frontières entre les adversaires et les défenseurs du sécularisme ou entre les partisans de l'unité syrienne et ceux de l'autonomie du Mont Liban sont extrêmement poreuses.

Quel est le statut des émigrés dans la législation sur la nationalité libanaise ?

L'Empire ottoman s'effondre à l'issue de la Première Guerre mondiale et les nouveaux découpages territoriaux imposés par la France et la Grande Bretagne répondent essentiellement à leurs intérêts coloniaux. En 1923, le traité de Lausanne marque la reconnaissance par la Turquie de la souveraineté des États détachés de l'Empire ottoman, dont le Grand Liban. Le passage de la nationalité ottomane à la nationalité libanaise (ou syrienne, irakienne, etc.) répond à deux mécanismes, l'un fondé sur la résidence et l'autre, qui concerne notamment les émigrés, sur l'origine.

Quelles fonctions les idéologues du nationalisme donnent-ils à l'émigration et aux émigrés ?

Sous le Mandat français, Antoun Saadé et Michel Chiha, deux figures politiques libanaises dont les itinéraires sont marqués par les voyages et l'exil, proposent une lecture idéologisée de l'émigration. Le premier, qui veut fonder un État unitaire et socialiste sur l'ensemble géographique syrien, craint l'assimilation des émigrés dans leur pays d'accueil, alors que le second, libéral et partisan du Grand Liban, voit dans les revenus de l'émigration l'une des principales richesses du pays.

A) Le rôle des émigrés dans l'émergence des idéologies nationales

1. L'éveil national et les contours flous des identités naissantes

a. Les fondements de l'identite arabe : la question de la secularisation chez les penseurs de la Nahda

Au XIX^e^ siècle, un mouvement intellectuel tourné vers la modernité contribue très largement à la traduction et à la diffusion du savoir philosophique, scientifique et technique venu d'Europe. Cet effort pour renouveler les connaissances s'épanouit à Istanbul et au Caire, où il est encouragé par le gouvernement, et à Beyrouth, grâce à l'influence des missionnaires.

L'œuvre réformatrice de ce mouvement, appelé Renaissance (*Nahda*), se double d'une vision politique qui peut être considérée comme un moment protonationaliste arabe. À travers leurs réflexions sur les conditions politiques de la réforme et de la modernisation, les penseurs de la Nahda posent la question des structures de l'État, en particulier l'évolution vers un régime séculier et fédéral, et la question des fondements de l'identité : la langue, la religion, l'ethnicité, l'histoire. De plus, la Nahda marginalise les réalisations ottomanes en imposant une nouvelle lecture de l'histoire en trois temps inspirée de l'humanisme : l'Âge d'or omeyyade et abbasside, la Décadence ottomane et la Renaissance de la Nahda (Kassir, 2002 : 201-202).

L'une des expressions importantes de la Nahda est le renouveau de la langue arabe qui inspire largement le roman, le théâtre et le journalisme arabe moderne. Ce renouveau est animé par des intellectuels syro-libanais comme Nassif al-Yaziji, Farès al-Chidyaq ou Boutros Boustani, proches du *Syrian Protestant College* de Beyrouth, l'ancêtre de l'American University of Beirut (AUB), fondé en 1866 par les missionnaires américains.

Les revendications pour une réforme profonde de l'Empire se multiplient sous le règne du Sultan ottoman Abdul Hamid. Après son arrivée au pouvoir en 1876, ce dernier soutient la mise en place d'une nouvelle constitution d'inspiration libérale, mais celle-ci est suspendue quand éclate la guerre avec la Russie (1877-1878), à l'issue de laquelle les Ottomans perdent une partie des Balkans et de l'Arménie. Face à la multiplication des critiques, Abdul Hamid refuse de restaurer la Constitution, impose de fortes restrictions à la liberté d'expression et accroît la répression à l'encontre des opposants.

La répression hamidienne contraint la deuxième génération des penseurs réformistes de la Nahda à s'exiler à Alexandrie et au Caire où règne une plus grande liberté d'expression. C'est là qu'a lieu le fameux débat sur le sécularisme entre Mohammed Abduh et Farah Antoun, significatif des tensions qui traversent la conception d'une nation arabe. Pour le second, la séparation du politique et du religieux vise notamment à garantir l'égalité entre Musulmans et Chrétiens et une pleine participation au pouvoir de ces derniers. Mohammed Abduh, qui cherche à penser la modernité dans le cadre de l'islam, considère de son côté que l'identité arabe n'est pas seulement fondée sur la langue et l'ethnicité, mais également sur la conscience du rôle des Arabes dans l'avènement, la propagation, et la perpétuation de l'Islam. Ce credo est également celui d'Abdel Rahman al-Kawakibi et de Rachid Rida, deux syro-libanais qui ont également émigré en Égypte, qui appellent au retour du califat en Arabie (Hourani, 1991 : 70, 270, 306, 317).

Les problèmes soulevés par la sécularisation du nationalisme arabe contribuent à la rupture avec le nationalisme syrien qui, croisé avec les aspirations indépendantistes maronites, donne naissance au nationalisme libanais au début du XX^{e} siècle.

B. LA NAISSANCE DU NATIONALISME LIBANAIS : ENTRE IDENTITE SYRIENNE ET COMMUNAUTARISME MARONITE

Après les conflits confessionnels qui ensanglantent le Mont Liban entre 1840 et 1860, le rejet du sectarisme encourage, d'une part, le sécularisme comme solution au problème de l'égalité et de la coexistence entre chrétiens, juifs et musulmans, d'autre part, l'aspiration à l'unité de la nation syrienne pour dépasser les divisions ethniques entre Turcs, Arabes et Caucasiens.

Pour Boutros Boustani, comme pour Khalil al-Khoury, auteur de *Kharabat Suriyya* publié en 1861, la Syrie forme un même ensemble historique et culturel et constitue une patrie (*watan*) dont le ciment est la langue arabe. Sans s'opposer à l'existence d'une citoyenneté ottomane, ces auteurs revendiquent une plus grande autonomie des provinces dans le cadre d'une réforme profonde de l'Empire (Kassir, 2003 : 212, 273-284 ; Hourani, 1991 : 284 et 311). L'affaire des « placards » en 1880-1881, ces affiches collées sur les murs de Beyrouth qui appellent à l'union du peuple syrien, témoigne de l'amplification des aspirations autonomistes soutenues par

certains hauts fonctionnaires ottomans, notamment du gouverneur de Damas, Midhat Pacha, apparemment impliqué dans l'affaire (Laurens, 2000 : 93).

Face à ce mouvement « syrianiste », autonomiste et séculier, on trouve les partisans d'un État maronite, centré sur le Mont Liban et protégé par la France. La *Notice historique sur l'origine de la nation maronite et sur ses rapports avec la France, sur la nation druze et sur les diverses populations du Mont Liban* de Nicolas Murad est considérée comme le texte fondateur des aspirations indépendantistes maronites (Firro, 2003 : 15 ; Kaufman, 2001 : 188). Son auteur, archevêque maronite de Lattaquié (Syrie) et représentant de l'Église maronite à Rome, est envoyé en 1840 par le Patriarche maronite auprès du Sultan à Constantinople pour plaider la restauration de l'émirat des Chéhab. La *Notice sur l'origine de la Nation maronite* est publiée dans un contexte marqué par les violences dont sont victimes les Chrétiens immédiatement après l'exil de Bachir II et l'instauration du double *caïmacama*. Ce court ouvrage, qui se présente comme une longue dissertation sur les relations entre les Maronites et la France, appelle Louis-Philippe à protéger les Maronites du Liban à l'image de ses prédécesseurs.

> « Depuis le roi Saint Louis, de sainte mémoire, tous les rois très-chrétiens ont honoré de leur puissante protection les Maronites du Liban, dont jamais la reconnaissance ne s'est démentie. » (Murad, 1844 : 4).

L'une des manifestations de l'opposition entre le « syrianisme » et le « maronitisme » est la rivalité entre les deux principales institutions universitaires de Beyrouth : le *Syrian protestant college*, déjà évoqué, et l'université Saint-Joseph, fondée en 1875 par les Jésuites avec le soutien de la France. À l'université Saint Joseph, le père Henri Lammens joue un rôle important dans la construction d'une identité syro-libanaise qui rompt totalement avec l'identité arabe. Ses travaux portent notamment sur les racines préchrétiennes et préislamiques de la Syrie : il défend l'origine non sémite des Maronites, il s'appuie sur le déterminisme géographique de l'école d'Élisé Reclus pour identifier les limites « naturelles » du territoire syrien, il construit certaines images d'Épinal du nationalisme libanais, comme la Montagne refuge des minorités opprimées et le génie commercial hérité des Phéniciens (Kaufman, 2001 : 178).

L'œuvre d'Henri Lammens inspire largement l'ouvrage considéré comme fondateur du nationalisme libanais. *La Question du Liban : étude d'histoire diplomatique et de droit international* de Boulos Nujaym, publié en 1908 à Beyrouth

sous le pseudonyme de Jouplain, appelle à l'indépendance du Liban sous la protection de la France et dans un cadre national syrien. Il trace les frontières « naturelles et historiques » du Liban qui comprend le Mont Liban, les villes côtières, la Bekaa, le Akkar et une partie du Jabal Amel. Pour justifier cette extension du territoire libanais, l'auteur utilise le déterminisme géographique - les montagnes entourées par la mer et le désert -, dénonce la mutilation d'une partie du territoire de l'émirat en 1840 et reprend la carte dessinée par l'état-major français lors des négociations de 1860.

C. LES GROUPES DE PRESSION PARMI LES EMIGRES A LA VEILLE DU DEMEMBREMENT DE L'EMPIRE OTTOMAN : QUELLES FRONTIERES POUR L'ESPACE SYRO-LIBANAIS ?

Après la prise du pouvoir par les Jeunes Turcs en 1908, dont le mouvement est divisé entre un courant fédéraliste et un courant unioniste, les revendications indépendantistes se multiplient dans les communautés syro-libanaises d'Égypte, d'Amérique et d'Europe. Les frontières entre les aspirations « libanistes » et « syranistes » sont encore très floues.

En 1908, Youssef al-Saouda, Antoun al-Gemayel, Iskandar Ammun et Auguste Adib créent à Alexandire le Parti de l'unité libanaise qui revendique l'indépendance du Liban dans ses frontières « naturelles et historiques » sous la protection des puissances européennes (et non sous celle de la France) (Firro, 2003 : 18 ; Kaufman, 2001 : 181-182).

En 1911, Na'um Mikarzel fonde à New York la Société pour la Renaissance libanaise qui demande un statut d'autonomie pour le Mont Liban avec un accès à la mer.

En 1912, les émigrés syro-libanais d'Égypte sont nombreux à participer à la fondation du Parti de la décentralisation administrative ottomane, auquel adhère également Rachid Rida, qui revendique un statut d'autonomie pour les provinces de l'Empire ottoman.

D'autres groupes militent pour l'union et l'indépendance de toute la Syrie, du Taurus au Sinaï, comme le Comité national syro-libanais fondé au Brésil ou la Ligue de Syrie et du Mont Liban pour la Libération. Cette dernière est fondée aux États-Unis et y adhérent le poète Jibran Khalil Jibran et le futur président de la République libanaise Ayoub Tabet (Firro, 2003 : 20).

En 1913, Choukri Ghanem crée avec Georges Samné le Comité central syrien, un an après avoir fondé le Comité libanais de Paris. Ils organisent le Congrès français de la Syrie avec le soutien des Chambres de commerce de Lyon et de Marseille. Ces dernières défendent le projet « Syrie française » auprès du Quai d'Orsay afin de créer un grand marché syro-libanais qui faciliterait le développement des échanges commerciaux avec la France. Les grandes lignes de ce projet sont développées dans l'ouvrage de Nadra Moutran, *La Syrie de demain*, publié en 1916, auquel fait écho le livre de Jacques Tabet, *La Syrie*, tardivement publié en 1920, dans lequel l'auteur imagine une Grande Syrie dont le fondement identitaire serait l'héritage phénicien (Labaki, 1984, 63-65 ; Firro, 2003 : 23, 27-28 ; Kaufman, 2001 : 182).

À la fin de la Première Guerre mondiale, trois délégations représentent les aspirations des peuples du Moyen-Orient à la conférence de paix qui se tient à Paris en janvier 1919. La première est celle du Comité central syrien de Choukri Ghanem. La deuxième est conduite par Fayçal, fils du shérif Hussein de La Mecque, qui cherche à créer un grand royaume arabe avec le soutien de la Grande-Bretagne. La troisième délégation est menée par le Patriarche maronite, Élias Hayek, qui demande la création d'une entitée libanaise indépendante dans des frontières élargies, dites « historiques et naturelles », et placée sous la protection de la France. Les arguments du Patriarche s'inspirent notamment de l'ouvrage de Boulos Nujaym qui abandonne le principe du cadre national syrien dans un nouvel article publié peu après et demande le rattachement au Liban de la plaine céréalière de la Bekaa et du port de Beyrouth, afin de garantir son indépendance alimentaire et économique (Kaufman, 2001 : 180-185, Firro, 2003 : 24-26).

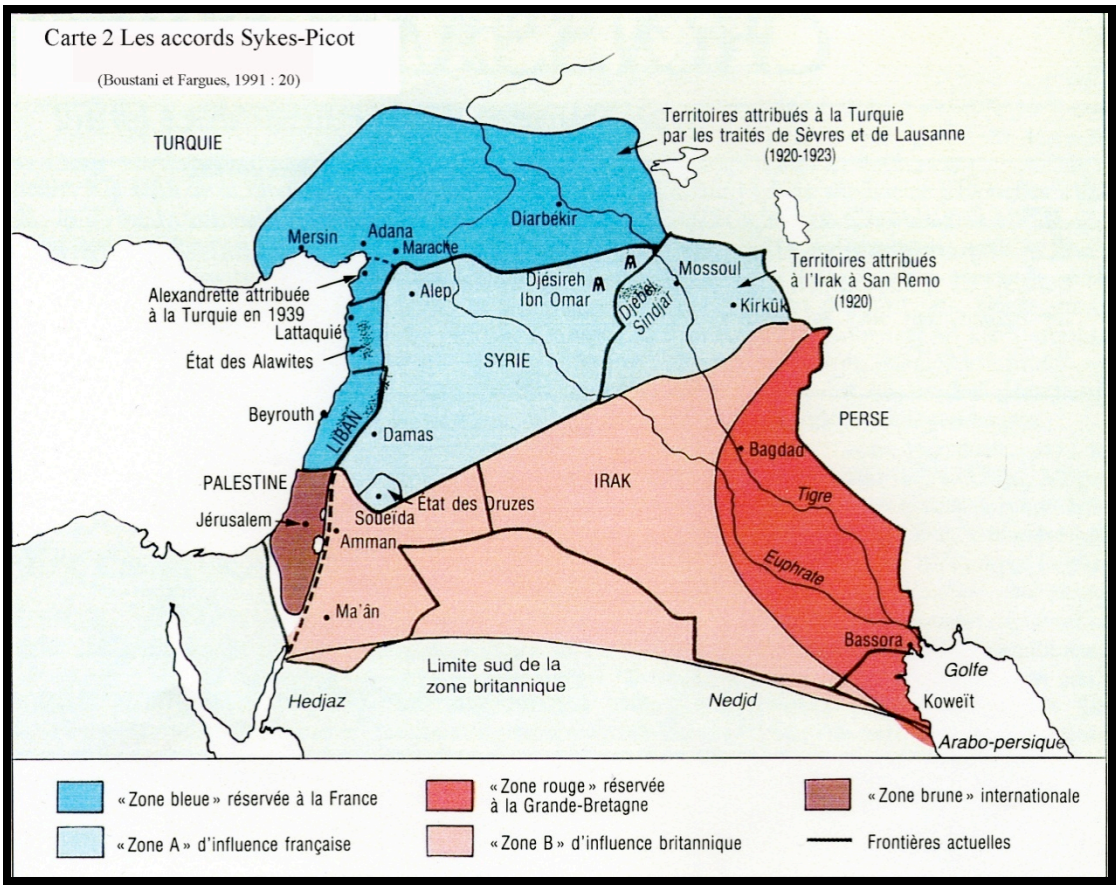
Le poids réel de ces groupes de pression et des arguments développés par les délégations moyen-orientales à la conférence de paix de Paris est difficile à mesurer tant le découpage territorial du Moyen-Orient est dicté par les intérêts des deux grandes puissances coloniales. La France et la Grande-Bretagne décident par avance du partage des territoires de l'Empire ottoman avant de mener des politiques totalement opposées dans leurs zones d'influence respectives. Contre le soutien britannique aux aspirations unionistes arabes, la France conduit une politique de défense des minorités dont la principale conséquence est la création du Grand Liban en 1920, sur laquelle nous reviendrons, qui marque un recul des aspirations « syrianistes » chez les Chrétiens, en particulier les Maronites (Firro, 2003 : 30).

B) Les conditions de l'attribution de la nationalité libanaise aux émigrés

1. La création de la nationalité libanaise

A. LA CREATION DU GRAND LIBAN : LA POLITIQUE FRANÇAISE DE DEFENSE DES MINORITES

La nouvelle carte politique du Moyen-Orient après la Première Guerre mondiale est le résultat d'une évolution complexe de la situation locale et internationale (Khoury, 1994 ; Picaudou, 1992). En 1916, Georges Picot et Mark Sykes négocient les zones d'influences respectives de la France et de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient en s'appuyant sur la correspondance entre le shérif Hussein et le haut-commissaire britannique au Caire Henry Mac-Mahon. Toutefois, le partage tel qu'il est prévu n'est pas strictement respecté par la suite puisque la Grande-Bretagne occupe la Palestine en 1917 et que Georges Clemenceau négocie la cession de Mossoul à l'Irak en échange d'une solution rigoureuse au problème de la Rhénanie en Europe (carte 2).



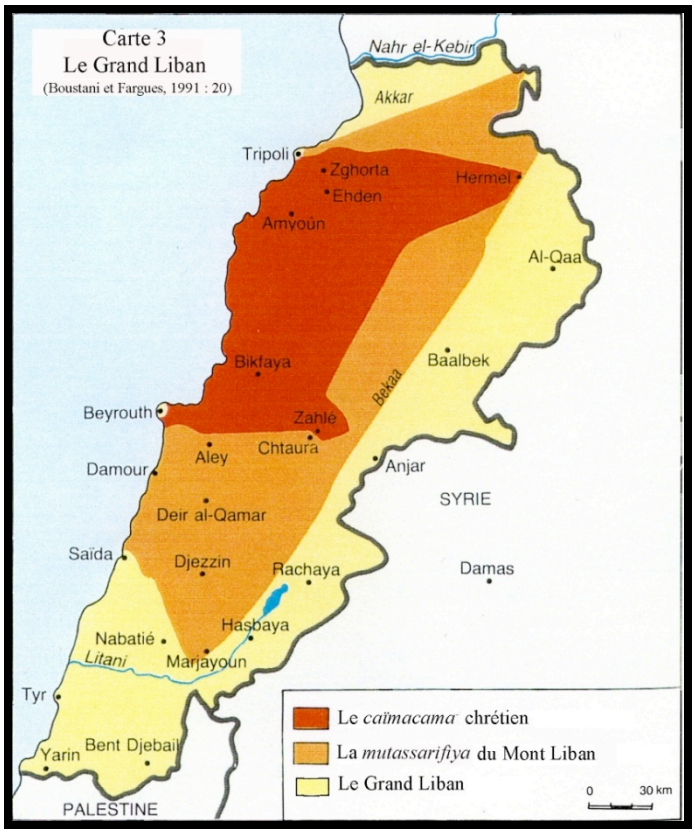
En 1918, l'armée britannique laisse les troupes françaises arriver à Beyrouth tout en permettant à Fayçal d'entrer à Damas à la tête de l'armée arabe avec laquelle il a conquis La Mecque, Médine et Aqaba. Les deux armées se font face, mais Georges Clemenceau ne veut pas d'un affrontement alors que se tiennent les négociations préparatoires à la conférence de paix de Paris. L'appel au respect de l'autodétermination des peuples lancé par la mission internationale chargée de recueillir les vœux des populations pousse la France et la Grande-Bretagne à accepter une forme de protectorat, appelé Mandat, dans les territoires qu'elles contrôlent.

Les termes du Mandat sont définis par l'article 22 du Pacte de la Société des Nations adopté le 28 avril 1919 à la conférence de paix de Paris, repris dans le traité de Versailles le 28 juin 1919. Il est requis de la puissance mandataire un niveau d'intervention gradué (A, B, C) en fonction du niveau de développement des peuples concernés. Les pays du Moyen-Orient sont classés dans le niveau A, qui correspond à une intervention réduite, préalable à l'indépendance complète (Rabbath, 1973 : 330-339 ; Khoury, 2002 : 87).

Dans les territoires dont elle reçoit la tutelle, la France mène une politique de défense des minorités qui s'appuie sur la communauté maronite, allié traditionnel, et sur les minorités musulmanes alaouites et druzes. Cette politique est imposée par le Parti colonial revenu au pouvoir après la défaite électorale de Georges Clemenceau, en janvier 1920, pour faire contrepoids à l'influence de la Grande-Bretagne qui soutient les aspirations unitaires et indépendantistes des nationalistes arabes et par crainte de la contagion du nationalisme arabe dans les colonies maghrébines.

Après la conférence de San Rémo en avril 1920, consacrée à l'application des Mandats français et britannique, le diplomate Georges Picot, haut-commissaire français en Syrie et au Liban, est remplacé par le général Gouraud qui lance les troupes françaises stationnées sur la côte syro-libanaise contre l'armée de Fayçal. Victorieux à la bataille de Mayssaloun, le 24 juillet, il mène une campagne de « pacification » en Syrie et au Liban particulièrement brutale dans le Jabal Amel.

Le traité de Sèvres, qui met l'Empire ottoman sous tutelle et qui réduit considérablement son territoire, est signé au mois d'août et le général Gouraud proclame solennellement la création du Grand Liban le 1er septembre (carte 3). Parallèlement, il divise la Syrie en cinq entités : les États de Damas et d'Alep, le Djebel druze et le Territoire des Alaouites, le sandjak d'Alexandrette (Morlin, 1989).



Toutefois, en Turquie, Kémal Atatürk dénonce le traité de Sèvres, renverse le Sultan et réunit une armée pour combattre les puissances occupantes menées par la Grèce. Victorieux au terme deux années de guerre (1921-1922), il impose un échange massif de population avec la Grèce et obtient par le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, la fin de la tutelle sur la Turquie, l'abolition de la dette ottomane et des Capitulations, et la restitution d'une partie des territoires perdus : la zone européenne contrôlée en 1914 (avec les Détroits démilitarisés), les régions d'Asie Mineure gagnées par la Grèce, la Cilicie occupée par la France, et l'essentiel du Kurdistan et une partie de l'Arménie qui disparaissent comme États indépendants.

B. LES PRINCIPES DE LA NATIONALITE : DU CRITERE DE RESIDENCE AU DROIT DU SANG

La souveraineté nominale turque sur les provinces moyen-orientales de l'Empire ottoman prend fin avec le traité de Lausanne dont les articles 30 à 36 (annexe 1) définissent les modalités par lesquelles les citoyens ottomans deviennent citoyens des États « détachés » de l'Empire ottoman : Liban, Syrie, Irak, Palestine, Transjordanie.

Selon l'article 30, tous les sujets ottomans obtiennent la nationalité du pays où ils résident habituellement à la date d'entrée en vigueur du traité, le 30 août 1924 au Liban selon l'arrêté du haut-commissaire n°2825 (annexe 2), qui reprend avec quelques nuances les articles 30 à 36 du traité de Lausanne.

L'arrêté 2825 crée la nationalité libanaise en vertu du critère de résidence, mais ses effets sont limités dans le temps et il est complété par l'arrêté du haut-commissaire n°15/S du 19 janvier 1925 (annexe 3) qui est fondé sur le droit du sang par filiation patrilinéaire.

L'arrêté 15/S précise les conditions de transmission de la nationalité, qui s'appliquent notamment aux enfants nés hors du Liban de parents libanais, de perte de la nationalité, qui traite notamment des cas de double nationalité, et d'acquisition de la nationalité pour les étrangers qui résident au Liban et les étrangères mariées avec un Libanais.

L'arrêté 15/S reprend largement la loi de nationalité ottomane du 19 janvier 1869 (annexe 4), mise en place lors de la réforme des *tanzimat* et directement inspirée par le Code civil français de 1803. Remarquons que la loi de nationalité ottomane ne fait pas partie de la Mejelle, le Code civil ottoman réalisé entre 1869 et 1877, qui propose une synthèse entre le droit occidental et le droit musulman de l'école hanafite.

L'arrêté 15/S est fondé sur le droit du sang par filiation patrilinéaire : seul l'homme peut transmettre la nationalité. De manière générale, ainsi que le précise également le traité de Lausanne, l'enfant mineur et la femme mariée suivent la condition juridique de leur tuteur, parent ou mari. Ainsi, la femme libanaise mariée avec un étranger perd sa nationalité (si elle peut obtenir celle de son mari) et, inversement, la femme étrangère mariée avec un Libanais devient automatiquement libanaise. L'arrêté 15/S prévoit toutefois des exceptions. D'abord, l'enfant ou la femme qui a acquis une autre nationalité du fait de son tuteur peut réintégrer sa nationalité d'origine à condition de revenir au Liban, après sa majorité pour l'enfant ou après la dissolution du mariage pour la femme[17].

17. Sur ce point, la loi ottomane de 1869 diffère sensiblement de l'arrêté 15/S puisque l'enfant mineur conserve sa nationalité si son tuteur est naturalisé ou s'il est déchu de sa nationalité, et la femme mariée à un étranger peut réintégrer sa nationalité dans les trois ans suivant le décès de son mari.

L'arrêté 15/S n'accorde aucune place au droit du sol, sauf cas exceptionnel[18]. L'étranger qui a résidé au moins cinq ans sur le territoire national, ou un an s'il est marié avec une Libanaise[19], peut obtenir la nationalité, mais uniquement sur décision du pouvoir exécutif, à l'image de l'étranger qui a rendu des services exceptionnels à la Nation. De plus, aucun assouplissement des conditions de naturalisation n'est prévu pour les sujets d'un autre État arabe, à la différence de la quasi-totalité des pays du Moyen-Orient (Dib, 1979).

Jusqu'à aujourd'hui, la législation libanaise, comme celle de la plupart des pays arabes, est fondée sur le droit du sang par filiation patrilinéaire, alors qu'ailleurs, en particulier dans les pays occidentaux, la législation a progressivement évolué au cours de XX^{e} siècle pour accorder aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Seule la loi du 11 janvier 1960 marque un petit progrès en autorisant la femme libanaise mariée à un étranger à conserver sa nationalité (Baz, 1969 : 242-243). Actuellement, plusieurs associations libanaises revendiquent de façon récurrente une modification de la législation afin de donner aux femmes le droit de transmettre la nationalité[20].

Pour Suad Joseph, la primauté du droit du sang est un héritage de la législation française (Joseph, 1994 : 271). L'arrêté 15/S s'inspire effectivement du Code Napoléon à travers la loi de nationalité ottomane, mais il est important de souligner que la législation française a pleinement intégré le droit du sol depuis 1889 et, surtout, que l'arrêté 15/S ne reprend pas les dispositions du Code civil français et de la loi de nationalité ottomane qui permettent à l'enfant né sur le territoire national de parents étrangers d'obtenir la nationalité sous condition qu'il réside sur le territoire national ou qu'il en fasse la demande à sa majorité (Brubaker, 2000 : 140 ; Weil, 2002 : 37-91).

18. Pour l'individu né sur le territoire du Grand Liban de parents inconnus, de nationalité inconnue, ou qui ne justifie pas avoir acquis, à sa naissance par filiation, une nationalité étrangère.

19. La loi du 27 mai 1939 a porté ce délai à dix ans, cinq ans en cas de mariage avec une Libanaise, mais cette disposition a été abrogée par le décret législatif n°48/LE du 30 mai 1940 (Baz, 1969 : 235-236).

20. « Le droit de la femme à octroyer la nationalité : campagne au Liban et percées dans le monde arabe », *l'Orient le Jour*, 17 février 2006 ; « Law does not recognize children from Lebanese female. CRTDA calls for right of all Lebanese to pass the nationality », *Daily Star*, 8 mars 2006.

Enfin, l'article 15/S prévoit plusieurs cas dans lesquels le gouvernement peut déchoir un individu de sa nationalité, s'il occupe une fonction conférée par un gouvernement étranger ou s'il obtient une deuxième nationalité. Dans ce deuxième cas, qui concerne les émigrés ayant obtenu la nationalité de leur pays d'accueil, la relative sévérité de la loi de nationalité ottomane est tempérée dans l'arrêté 15/S qui prévoit de déchoir de sa nationalité l'individu qui a acquis une deuxième nationalité après avoir été autorisé par le gouvernement à acquérir cette deuxième nationalité.

Cette nuance est importante car, en l'absence d'autorisation ou de congé de nationalité, l'État tolère implicitement la deuxième nationalité sans reconnaître les droits qu'elle confère. Les États-Unis sont les premiers à signer un accord bilatéral avec le haut-commissaire, l'accord Gouraud-Knabenshue, qui reconduit le traité américano-ottoman du 11 août 1874, pour permettre aux Libanais et aux Syriens naturalisés américains de bénéficier de la protection consulaire durant une période maximale de deux années après leur retour au Liban ou en Syrie (Baz, 1969 : 125-130, 246-249).

2. Le droit d'option pour la nationalité dans le traité de Lausanne (1923)

A. Le droit d'option dans les traites de Paix de 1919-1920 : une alternative au critere de residence

Les articles 30 à 36 du traité de Lausanne définissent les modalités selon lesquelles les citoyens ottomans deviennent citoyens des États « détachés » de l'Empire ottoman. Selon l'article 30, tous les sujets ottomans obtiennent la nationalité du pays où ils résident habituellement à la date d'entrée en vigueur du traité, le 30 août 1924 au Liban, date de l'arrêté du haut-commissaire n°2825.

Par ailleurs, les articles 31 à 34 envisagent le cas de ceux qui ne veulent pas de la nationalité du territoire détaché de l'Empire ottoman où ils résident à la date d'entrée en vigueur du traité. Pour ceux-là et pour les résidents dans un pays étranger, le traité de Lausanne permet de demander la nationalité turque ou celle d'un des pays détachés de l'Empire ottoman dans un délai de deux ans et sous certaines conditions.

Cette prérogative, appelée droit d'option, représente une alternative au critère de résidence qui détermine, selon l'usage juridique dominant, les modalités des changements de nationalité dans le cadre des remaniements territoriaux qui bouleversent la carte politique de l'Europe à la fin de la Première Guerre mondiale,

comme l'explique Maxime Nicolas, auteur d'une étude parue en 1928 sur *La nationalité au Liban d'après le traité de Lausanne* :

> « Les traités de Paix ne se sont pas contentés de régler les relations de nationalité entre l'État démembré et l'État annexant. Ils sont allés plus loin et par des dispositions plus générales ils ont consacré en quelque sorte le droit pour les individus dénationalisés par le changement de souveraineté sur une province, de se donner la patrie de leur choix. »
> (Nicolas, 1928 : 16)

Selon les articles 37, 85, 91, 106 et 113 du traité de Versailles (1919), le droit d'option pour la nationalité allemande est ouvert aux habitants des territoires cédés par l'Allemagne à la Belgique, à la Tchécoslovaquie, à la Pologne, au Danemark et de la ville libre de Dantzig. Inversement, le droit d'option pour la nationalité tchécoslovaque ou polonaise est ouvert aux Tchécoslovaques et aux Polonais de nationalité allemande qui résident en Allemagne et à ceux qui, résidant à l'étranger, n'ont pas acquis une autre nationalité.

Le droit d'option s'exerce dans un délai de deux ans après l'annexion du territoire concerné et il doit être suivi par le transfert de la résidence principale dans le pays de l'option dans un délai d'un an.

> « Les motifs de cette disposition sont connus ; l'État qui se constitue ou l'État annexant ne saurait sans danger conserver sur son territoire un groupe important d'habitants dont la seule présence après l'option serait une perpétuelle protestation contre l'annexion ou l'émancipation que le traité a réalisée. » (Nicolas, 1928 : 60)

Toutefois, cette disposition ne concerne pas les Tchécoslovaques et les Polonais de nationalité allemande habitant à l'étranger qui doivent se conformer aux conditions définies par les États tchécoslovaque et polonais. Cette nuance est importante, d'un côté, dans les territoires démembrés et annexés à l'issue de la Première Guerre mondiale, le droit d'option encourage le regroupement par nationalité ; de l'autre, dans les pays d'émigration, il autorise l'obtention de la nationalité du pays d'origine.

Le droit d'option est également intégré au traité de Saint Germain (1919) qui consacre le démembrement de l'Empire austro-hongrois. Les conditions pour exercer le droit d'option tiennent alors compte du statut de l'indigénat dans l'Empire austro-hongrois (*pertinenza*), de la langue et la race.

> « Les personnes qui ont l'indigénat dans un territoire faisant partie de l'ancienne monarchie austro-hongroise et qui y diffèrent par la race et la langue de la majorité de la population pourront, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent traité, opter pour l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, l'État serbo-croate-slovène et l'État tchéco-slovaque selon que la majorité de la population y sera composée de personnes parlent la même langue et ayant la même race qu'elles. »
> (traité de Saint Germain, art. 80)

Dans le traité de Saint Germain, le droit d'option vise à regrouper les populations de l'Empire austro-hongrois sur une base raciale, ce qui n'est pas sans soulever des problèmes de définition, et des problèmes linguistiques.

B. LES CONDITIONS DU DROIT D'OPTION POUR LES RESIDENTS DANS L'EMPIRE OTTOMAN

Dans le traité de Lausanne, le droit d'option combine les différentes conditions. Deux types d'option sont envisagés selon que le requérant réside dans l'ancien Empire ottoman ou à l'étranger.

Dans le premier cas, le requérant doit transférer sa résidence principale dans l'État dont il a choisi la nationalité au plus tard un an après avoir exercé son droit d'option, comme le précise l'article 33. En Syrie et au Liban, l'arrêté 2825 et la note n°216 du haut-commissaire du 19 septembre 1924 (Baz, 1969 : 225-226), permettent toutefois aux Syriens domiciliés au Liban et aux Libanais domiciliés en Syrie d'obtenir la nationalité syrienne ou libanaise sans avoir à transférer leur résidence principale.

Aucune condition supplémentaire n'est requise si le requérant demande la nationalité turque, comme le précise l'article 31, mais s'il demande la nationalité d'un État détaché de l'Empire ottoman, il doit différer par la « race » de la majorité de la population du pays où il réside et doit choisir un État où la majorité de la population est de la même « race », sous réserve du consentement de cet État, selon l'article 32. Pour Maxime Nicolas, l'utilisation du mot « race » doit être interprétée en fonction du but poursuivi par les traités de Paix.

> « Le but des traités de 1919-1920 a été d'essayer de réunir sur le même territoire et sous un même gouvernement national les individus de même race, de même langage et de même civilisation. Les cessions de territoire n'étaient pas suffisantes à cet effet ; des dispositions relatives à la

> nationalité ont été nécessaires pour les compléter. (…) Tout en rattachant le territoire à l'État pour lequel la majorité de la population avait le plus d'affinité, devait-on rédiger des dispositions permettant aux minorités d'opter pour l'État d'où elles venaient et dont elles se rapprochaient le plus. » (Nicolas, 1928 : 50).

Dans cette perspective, le mot « race » renvoie moins à une identité de caractère physiologique, difficile à rencontrer dans un grand État, qu'à l'unité linguistique, culturelle, ou religieuse.

> « À quel signe se reconnaît-elle [la race] ? La vérité est qu'il n'y en a pas, tout au moins d'objectif. Les traités issus de la guerre ont entendu reconstruire les groupements politiques sur le principe des Nationalités ; il est dans la logique de l'esprit qui les a inspirés d'admettre que le droit d'option doit être reconnu, non à ceux qui présentent tel ou tel caractère, plus ou moins accidentel, mais à ceux qui participent avec la majorité d'un autre État à ce « vouloir-vivre collectif » dont on s'est efforcé de faire la base des États nouveaux. » (Nicolas, 1928, 51)

Maxime Nicolas conclut que l'ambiguïté du mot « race » ouvre la porte à tous les arbitraires, moins de la part de l'État en faveur duquel s'exerce l'option, qui n'a pas besoin de justifier son refus d'accorder la nationalité, que de la part de l'État dont il a acquis la nationalité en vertu du critère de résidence.

> « [Les] autorités anglaises ont nettement et dans tous les cas refusé de reconnaître nos originaires Libanais devenus Palestiniens comme étant de race différente de celle de la majorité de la population palestinienne. (…) Ainsi donc, l'État que l'optant veut abandonner peut prétendre que les liens d'allégeances ne sont pas brisés en tirant argument de l'unité de la race. » (Nicolas, 1928 : 56-58)

Pour résumer, le droit d'option pour la nationalité turque ou pour la nationalité des États détachés de l'Empire ottoman par les résidents dans l'ancien Empire ottoman est conditionné au transfert de la résidence pincipale afin d'encourager les regroupements par nationalité. Toutefois, alors que le droit d'option pour la nationalité turque n'est soumis à aucune autre condition, le droit d'option pour les États détachés de l'Empire ottoman est soumis au bon vouloir des États concernés.

C. LES CONDITIONS DU DROIT D'OPTION POUR LES RESIDENTS A L'ETRANGER

Pour les résidents à l'étranger, autrement dit les émigrés, les conditions pour exercer le droit d'option diffèrent sensiblement. Premièrement, le requérant doit être « originaire » du pays en faveur duquel s'exerce le droit d'option et il doit appartenir à la même « race » que la majorité de la population de ce pays. L'utilisation du mot « race » pose les mêmes problèmes que précédemment, sur lesquels nous ne revenons pas, alors que le mot « originaire » soulève une autre question. En effet, la jurisprudence française comprend « origine » comme « lieu de naissance » et non dans le sens courant de « filiation ». Pour Maxime Nicolas, il faut pourtant comprendre « originaire » comme l'ensemble des émigrés nés au Liban et tous leurs descendants.

> « Si l'on songe que les efforts des Libanais, aussi bien ceux restés au pays que des émigrés, avaient comme objectif l'émancipation du Mont Liban de la sujétion turque, on se rend compte du désappointement de tous devant les clauses d'un traité qui a fait des Libanais avec des originaires de provinces restées turques, immigrés au Liban, et qui a refusé la condition libanaise aux originaires, dans la pensée desquels la province natale tenait lieu de patrie. (…) Par ce mot originaire, il faut entendre dans cette conception les émigrés nés au Liban, et aussi tous leurs descendants qui, bien que né à l'étranger, ont été élevés dans le même amour de la partie lointaine, ce Djebel-Liban qui, dans l'esprit de ses enfants, fait figure de petit État, avec son autonomie placée sous la garantie des grandes puissances. » (Nicolas, 1928 : 72-75)

De fait, le gouvernement et les députés libanais abordent cette question lors de la séance parlementaire du 24 mai 1927, alors que « plusieurs dizaines de milliers » de demandes de nationalité sont arrivées dans les consulats français de la part « d'individus majeurs nés à l'étranger de parents nés au Liban », et retiennent finalement le sens étendu du mot « originaire » (Nicolas, 1928 : 75).

Par ailleurs, la deuxième condition pour l'exercice du droit d'option par les émigrés est la signature d'accords « qui pourraient être nécessaires » entre les gouvernements concernés :

> « L'option de l'article 34 a pour objet de faire passer un individu résidant à l'étranger de la nationalité turque sous la nationalité libanaise. On peut

> avancer qu'à ce changement de condition l'État étranger ne peut rester qu'indifférent. (…) Il semble donc que l'accord prévu soit une formalité inutile. Mais les négociateurs de Lausanne ne pouvaient ignorer que la majorité d'émigrés libanais sont établis dans les États de l'Amérique du Sud et que les lois de ces pays transforment par application du *jus soli* ces émigrés en nationaux. (…) Ce n'est que pour ceux-là que la réserve des accords a pu être formulée dans le but de ne pas compliquer davantage une situation qui résulte des conflits de lois de nationalité. (…) L'accord prévu à l'article 34 n'est pas requis lorsque l'originaire est établi sur le territoire d'une Puissance signataire. Lorsque cet originaire est établi sur le territoire d'une Puissance non signataire, il peut opter et son option produit effet s'il n'a pas acquis la nationalité étrangère ; s'il a acquis la nationalité étrangère, l'option n'entraînera de changement de nationalité aux yeux même de la loi libanaise que lorsque l'accord visé à l'article 34 aura été conclu. » (Nicolas, 1928 : 88-90)

En Palestine, les autorités britanniques font de cet accord une condition préalable pour que l'option produise son effet et refusent systématiquement les options présentées par les émigrés qui possèdent une autre nationalité (Nicolas, 1928 : 91). Ce n'est pas le cas des autorités françaises qui ne font pas mention de cette condition dans l'arrêté 2825 et qui interprètent l'article 34 du traité de Lausanne de façon beaucoup moins contraignante. En effet, dans la pratique administrative, la déclaration souscrite par les émigrés dans les consulats français pour obtenir la nationalité libanaise se termine par une formule selon laquelle cet accord implique seulement la reconnaissance de la nationalité libanaise par le pays où le requérant réside et dont il est ressortissant.

> « La présente déclaration entraînera, au point de vue international, acquisition de la nationalité (libanaise) (…). Dans le pays où il serait considéré comme ressortissant du Gouvernement de ce pays, l'intéressé ne pourra se prévaloir de la nationalité ainsi acquise que sous réserve des accords à conclure avec ledit gouvernement et conformément à l'article 34 du traité de Lausanne. » (Nicolas, 1928 : 90-91)

Aucune contrainte légale ne limite l'exercice du droit d'option par les émigrés originaires du Liban, ni le transfère de la résidence principale, ni la double nationalité. Seul le cas des émigrés syro-libanais en Égypte pose temporairement un problème. Dans un premier temps, les délégations française et britannique signent un accord en

marge du traité de Lausanne qui prévoit la signature d'un accord entre la France et l'Égypte, où la souveraineté ottomane a nominalement cessé en 1914 (Nicolas, 1928 : 76-80), pour préciser les conditions du droit d'option pour la nationalité libanaise et syrienne[21]. Cet accord ne voit finalement pas le jour, puis le décret-loi du 31 mai 1926 sur la nationalité égyptienne impose, en cas d'option, le transfert de la résidence principale dans un délai de six mois. Finalement, cette condition est abrogée par la nouvelle loi de nationalité du 27 février 1929 (Abécassis et Kazazian, 1992).

Les conditions posées par l'article 34 du traité de Lausanne pour exercer le droit d'option et leur interprétation par les autorités françaises facilitent l'obtention de la nationalité libanaise par les émigrés originaires du Liban au lendemain du traité de Lausanne, mais nous verrons que les protestations se multiplient au Liban pour dénoncer l'injustice faite aux émigrés dont beaucoup n'ont pas obtenu la nationalité.

21. *Recueil des traités de la Société des Nations*, année 1925, p. 208

C) Antoun Saadé et Michel Chiha : les idéologues du nationalisme libanais et syrien face à la question de l'émigration

1. Des itinéraires personnels marqués par les migrations

Antoun Saadé et de Michel Chiha appartiennent à la génération qui s'engage en politique au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le premier, fondateur du Parti social national syrien (PSNS), est partisan de l'union de toute la Syrie et d'un régime séculier et socialiste. Le second, homme d'affaires, éditorialiste et conseiller politique, défend l'idée d'une association de communautés dans un Liban ouvert sur l'extérieur et libéral dont la viabilité économique serait assurée par la possession de la Bekaa et des villes côtières.

Les textes sur l'émigration d'Antoun Saadé ont été récemment rassemblés dans un même volume sous le titre *La subsistance de l'émigré* (*zad al-muhâjir*) (Saadé, 2002). Quant à Michel Chiha, ses conférences sur le sujet présentées au Cénacle[22] sont réunies dans le volume de ses œuvres intitulé *Visage et présence du Liban* (Chiha, 1964).

Dans ces textes, Antoun Saadé et Michel Chiha répondent différemment à la question des relations entre les émigrés et leur nation. Les deux aspects de cette question qui reviennent le plus souvent sont, d'une part, la préservation du sentiment identitaire et de la culture orientale à l'étranger, d'autre part, le rôle des revenus de l'émigration dans l'économie nationale. À la lecture de ces textes, on comprend que ces deux aspects sont directement liés, car l'économie libérale et extravertie de Michel Chiha, dont le cadre dépasse les frontières nationales, s'accompagne d'une forme de patriotisme très localisé, pour un village ou une région. Au contraire, le sentiment national pour une grande patrie syrienne, auquel aspire Antoun Saadé, va de pair avec une politique économique qui encourage l'agriculture et l'industrie, de manière à réduire l'émigration, et qui développe un marché national, afin de limiter la dépendance extérieure.

Avant d'y revenir, nous nous intéresserons aux trajectoires personnelles d'Antoun Saadé et de Michel Chiha qui ont certainement représenté une source importante d'inspiration. Le premier a effectué plusieurs longs séjours en Amérique

22. Le Cénacle est fondé par Michel Asmar en 1947 pour accueillir des conférences sur des sujets divers qui ont généralement trait au Liban. Près de cinq cents conférences y sont organisées jusqu'en 1974.

du Sud et le second, originaire d'Irak, s'est exilé à Alexandrie durant la Première Guerre mondiale.

Le père d'Antoun Saadé, Khalil Saadé, grec orthodoxe originaire de Dhour Choueir dans le Metn, étudie la médecine au *Syrian protestant college* avant de travailler à Istanbul, en Palestine, puis en Égypte de 1901 à 1913, où il adhère à la loge franc-maçonne *al-Muluk* et où il se rapproche du Parti de la décentralisation administrative ottomane. Juste avant la Première Guerre mondiale, il émigre en Argentine et, de là, à São Paulo au Brésil, où il y fonde le magazine culturel *al-Jarida*, ultérieurement renommé *al-Majalla*, puis devient l'éditeur de la prestigieuse revue littéraire *al-Rabita*.

Son fils, Antoun, qui est né au Liban en 1904, suit une partie de sa scolarité au Caire, avant de retourner au Liban après le décès de sa mère pour vivre chez ses grands-parents. En 1919, il part pour les États-Unis avec son frère, puis rejoint le Brésil l'année suivante où il travaille avec son père à la rédaction et à l'édition d'*al-Majala*. Ils partagent les mêmes convictions sur l'indépendance de la Syrie et adhèrent à la loge maçonnique Nejmat Suriyya. Antoun Saadé quitte la loge en 1926 et tente vainement de lancer un parti politique dans la communauté syro-libanaise de São Paulo pour militer contre le Mandat français et pour l'unité de la Syrie. Il retourne finalement au Liban où il fonde clandestinement le Parti national syrien en 1932, renommé plus tard Parti social national syrien.

Le PSNS est légalisé à la fin des années 1930 et commence à compter de plus en plus de partisans hors de la communauté grecque orthodoxe dans laquelle il s'est initialement développé. L'organisation du parti doit beaucoup aux modèles fasciste et nazi qui inspirent à Antoun Saadé le culte du chef et la cohésion des membres symbolisée par l'assermentation.

Après des heurts entre ses partisans et ceux du parti rival des Phalanges libanaises, Antoun Saadé est obligé de quitter le Liban car il est sous le coup d'un mandat d'arrêt. Il part à nouveau pour l'Amérique du Sud, cette fois l'Argentine, où il fonde deux journaux, *Suriya al-Jedida* et *al-Zawb'a*. Il revient à Beyrouth après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Lors des élections législatives de 1947, il s'oppose au tandem Béchara al-Khoury et Riad al-Solh, qui a conduit le Liban à l'indépendance quatre ans plus tôt, et lance une insurrection qui échoue dans des circonstances relativement troubles. Il est obligé de se réfugier en Syrie sous la protection du

Premier ministre Hosni al-Za'im, mais ce dernier le livre finalement aux autorités libanaises qui le condamnent pour complot contre l'État et l'exécute le 8 juillet 1949.

Le père de Michel Chiha, Antoine Chiha, Chaldéen[23] d'Irak, émigre à Beyrouth où il fonde une banque en 1876 en association avec la famille Pharaon, de confession grecque catholique, dont il épouse l'une des filles, Adma (Firro, 2003 : 31 ; 2004 : 18). Michel Chiha, né en 1891, fait ses études chez les jésuites, voyage en Angleterre, puis travaille dans la banque familiale à Beyrouth à partir de 1907.

Durant la Première Guerre mondiale, il quitte le Liban pour Alexandrie, où il fréquente les membres du Parti de l'unité libanaise, notamment Youssef al-Saouda. De retour à Beyrouth, il se lance dans la politique tout en continuant à gérer les affaires familiales. Il écrit des articles pour le journal profrançais *l'Éveil*, joue un rôle actif dans la mise en place des institutions mandataires, est élu en 1925 au Conseil représentatif, et participe l'année suivante à la rédaction de la Constitution libanaise (Firro, 2003 : 33).

Il n'occupe plus de fonctions électives par la suite, mais il exerce une influence profonde sur la vie politique en tant que propriétaire et éditorialiste du quotidien francophone *Le Jour* et en tant que conseiller de Béchara al-Khoury, qui préside le Liban de 1943 à 1952, dont il a épousé la sœur. Michel Chiha décède en 1954.

2. Les fonctions de l'émigration dans la formation de la nation et dans son économie

A. ANTOUN SAADE : LES EMIGRES, LEUR SOCIETE D'ACCUEIL ET LA NATION SYRIENNE

Antoun Saadé écrit deux ouvrages lors de ses séjours en prison sous le Mandat français : *La genèse des nations* et *La genèse de la nation syrienne.* S'appuyant sur le déterminisme géographique, il montre que les interactions à l'intérieur de frontières objectives sont à l'origine d'intérêts collectifs, d'une culture partagée, d'une identité commune, et d'une conscience nationale.

Pour Antoun Saadé, les frontières « objectives » de la nation syrienne vont de l'Euphrate à la Méditerranée et du Taurus au Sinaï. Le territoire naturel de cette

23. Latin selon Kassir (2003 : 157) et Grec catholique selon Zamir (1985 : 125), mais cette dernière hypothèse n'est pas vraisemblable parce que Michel Chiha a été élu au siège des minorités chrétiennes au Conseil représentatif sous le Mandat français (Firro, 2003 : 32).

Grande Syrie comprend la Syrie, le Liban, la Palestine, la Jordanie, l'Irak, le Koweït, le Sinaï en Égypte, la Cilicie en Turquie, le Chatt al-Arab en Iran et Chypre, qu'Antoun Saadé appelle l'étoile du croissant syrien.

Pour Antoun Saadé, selon une lecture de l'histoire à trois temps, l'histoire de la Syrie commence avec les Phéniciens, trouve son apogée sous les Omeyyades et les Abbassides, puis décline sous les Ottomans et avec le colonialisme européen. Pour retrouver sa place dans le monde civilisé, la Syrie doit connaître un changement révolutionnaire qui permettra de dépasser les divisions sectaires et de façonner une nouvelle identité nationale.

Il est inexact d'accuser Antoun Saadé d'être l'auteur « d'une construction idéologique racialiste qui puisait largement dans la philosophie du nationalisme allemand », comme le fait Samir Kassir (Kassir, 2003 : 406). En effet, si l'organisation du PSNS s'inspire du fascisme, la théorie nationaliste d'Antoun Saadé est fondée sur l'idée que les nations sont le résultat de la fusion de peuples divers dans un espace délimité par des frontières naturelles.

Cela explique qu'Antoun Saadé soit convaincu que les émigrés vont s'assimiler à la société dans laquelle ils vivent après quelques générations. Il appelle à freiner l'émigration et à encourager le retour des émigrés, tout en critiquant sévèrement l'intégration (*indimaj*) des émigrés. Il conseille une simple empathie à l'égard des sociétés d'accueil et la coopération dans les domaines économiques et culturels, à l'exemple de la Phénicie dont les colonies entretiennent des relations culturelles et économiques avec la métropole sans chercher à soumettre ou à imposer leurs lois aux peuples qui les entourent, comme le font les Romains ou les Grecs (Schuman, 2004 : 603-605).

> « Le pays de l'émigration (mahjar) est un trésor important pour la nation (*umma*), mais il est menacé de disparaître si la situation perdure ainsi. La génération qui a quitté son pays et qui rêve d'y retourner pour retrouver les souvenirs et les rêves qu'elle a laissés là-bas n'est pas éternelle, elle va être remplacée par une génération qui est née et qui a vécu dans un nouvel environnement et dont la majorité ignore même la langue du pays d'origine. S'il existe un espoir pour que ces émigrés reviennent dans leur nation et lui soient utiles, alors il ne faut pas attendre qu'il soit trop tard pour fournir l'effort nécessaire. Les gouvernements des pays où nos émigrés travaillent profitent de leurs compétences et s'accaparent le fruit

> de leur labeur en leur faisant oublier leur sentiment national et en assimilant leurs enfants. Pour cela, ils utilisent diverses méthodes comme l'école, la presse et une législation économique qui freine la fuite des capitaux. » (Saadé, 2002 : 37, traduction de l'auteur)

Antoun Saadé considère que l'intégration est inévitable, mais il conseille aux émigrés de limiter leurs relations avec la société d'accueil en attendant que des conditions économiques plus favorables leur permettent de revenir chez eux. Non seulement le manque d'opportunité économique encourage l'émigration, explique-t-il, mais il est vain de vouloir encourager le retour des émigrés si l'agriculture, l'industrie et le commerce ne sont pas développés. Les remises des émigrés sont une source de richesse à court terme seulement, il faut donc mettre en place un politique nationale pour réunir les conditions du développement économique. Antoun Saadé conclut que la Grande Syrie est le seul cadre politique et économique qui permette d'éradiquer les causes de l'émigration et d'encourager le retour des émigrés.

> « Pour quelles raisons les gouvernements damascène (*chami*) et libanais ont intérêt à s'occuper des émigrés et à encourager leur retour ? Il y a deux aspects à ce problème, le premier est l'augmentation de la population et le second l'augmentation des richesses (...). L'augmentation de la densité de la population et la réussite économique sont intimement liées. Le pays qui n'a ni agriculture, ni industrie et dont le commerce est bloqué ne peut pas aspirer à une forte natalité et à la prospérité. De ce fait, si l'objectif est l'augmentation de la population et de la natalité, les gouvernements devraient éradiquer les causes de l'émigration (...). Mais cela est difficile parce que l'émigration a justement pour origine l'absence d'opportunité économique. Le deuxième aspect est l'augmentation de la richesse du pays, il est clair que la richesse apportée par les émigrés n'est pas négligeable et si les émigrés reviennent avec leurs capitaux, ils dynamiseront l'économie du pays (…). Cela étant, cette dynamique ne serait que ponctuelle à cause des conditions politiques et économiques actuelles (…). Si nous voulons que reviennent nos émigrés, il ne faut pas les duper. Si nous ne faisons rien pour mettre en place une politique économique nationale qui tranquillise les émigrés et qui offre des garanties pour leurs capitaux, il est vain de vouloir les faire revenir (…). Le seul moyen pour inciter les émigrés au retour est de développer de nouvelles méthodes à la place des anciennes et de suivre une politique économique

nationale protégeant la production nationale et favorisant des échanges économiques sur une grande échelle. Ainsi, ce n'est pas la séparation économique entre le Liban et le pays damascène, et les obstacles économiques qu'elle soulève, qui incitera les émigrés au retour. »
(Saadé, 2002 : 34-35, traduction de l'auteur).

B. LES PARADOXES DE MICHEL CHIHA : LE PATRIOTISME DE L'EXIL ET L'EMIGRATION COMME SOURCE DE RICHESSE

Par certains aspects, la biographie de Michel Chiha illustre son projet politique pour le Liban : une société marchande dans laquelle les différentes communautés confessionnelles coexistent pacifiquement. S'appuyant également sur le déterminisme géographique, il considère que la nation libanaise est caractérisée par sa position entre deux espaces vides, la mer et le désert, et deux mondes, l'Orient et l'Occident. Les voies naturelles que sont la côte et la Bekaa en font un point de passage, un « pont », tandis que ses hautes montagnes représentent un « refuge ».

Ces paradoxes de la géographie libanaise, Michel Chiha les retrouve également dans l'origine du peuple libanais qui est identique à lui-même depuis des temps très anciens, tout en s'enrichissant continuellement de nouvelles vagues d'immigration. Pour Michel Chiha, ces spécificités différencient le Liban du reste du monde arabe.

> « Dira-t-on après cela que le Liban d'aujourd'hui est sémitique ? Dira-t-on qu'il est arabe ? La population du Liban est libanaise, tout simplement (…), elle n'est pas plus phénicienne qu'égyptienne, égéenne, assyrienne ou médique, grecque, romaine, byzantine, arabe avec ou sans consanguinité, ou européenne par les alliances, ou turque par exemple. »
> (Chiha, 1949 : 48)

Parallèlement à ce processus continuel d'immigration, le Liban connaît un mouvement d'émigration qui, explique Michel Chiha, remonte historiquement aux Phéniciens et constitue l'un des fondements de l'identité et du patriotisme libanais.

> « La présence du Liban est faite, pour les Libanais, d'innombrables absences. C'est le propre des peuples dont les routes maritimes (et maintenant aériennes) sont les chemins habituels. » (Chiha, 1964 : 166)

L'émigration libanaise est à la fois une tradition immémoriale remontant aux Phéniciens et l'aboutissement d'un cycle commencé avec l'exil, élément fondateur de l'identité libanaise pour tous ceux que le Liban a accueillis au cours des siècles.

> « Si le Libanais gagne sa vie où il peut, ce fût à l'origine pour la défense d'une foi (…). Le secret du Liban est dans ce fait que la montagne fût peuplée graduellement par des hommes inquiets, par des hommes traqués. Ces hommes avaient laissé leurs biens derrière eux pour sauver leur vie et leur âme. Une fois établis, ils cherchèrent la fortune au-delà des mers, rejoignant la tradition immémoriale (…). Tandis que les Libanais courent le monde, se mariant à l'étranger et mariant leurs enfants, notre petit pays ne se confond avec rien de ce qui l'entoure ; il défie le temps et c'est lui qui assimile tout. » (Chiha, 1964 : 167)

Pour Michel Chiha, le cycle de l'exil et de l'émigration, au centre duquel se trouve le Liban, constitue la manifestation la plus noble du patriotisme.

> « [Il faut différencier] un nationalisme systématique et buté de ce qu'il y a de plus légitime et de plus noble dans le sentiment national et dans l'amour de la patrie. » (Chiha, 1964 : 149)

> « (Le Libanais), émigrant plus facilement qu'aucun autre, de loin plus que de près encore, pour son village et pour une terre ingrate il ne cesse de soupirer et de languir d'amour. » (Chiha : 1964 : 154)

> « Cet amour ne peut exister naturellement qu'à l'échelle d'un territoire restreint. Le patriotisme s'oppose à l'orgueil national pour un vaste territoire, raison pour laquelle il serait vain de vouloir bâtir une patrie arabe. » (Chiha, 1964 : 152)

Pour Michel Chiha, partisan du libéralisme et d'une économie tournée vers le commerce plutôt que vers l'agriculture et l'industrie, les émigrés jouent un rôle économique primordial. Il propose d'encourager et de valoriser l'émigration afin d'accroître le volume des remises qu'il compare aux investissements étrangers. Pour cela, Michel Chiha propose de développer l'éducation, afin de valoriser la force de travail, et les moyens de transports, pour faciliter la circulation des personnes.

> « C'est de la présence du Liban à l'étranger (et sans doute aussi de la présence de l'étranger au Liban) que ce pays, sans sous-sol et sans matières premières, tire de vastes moyens d'existence. »
> (Chiha, 1964 : 156)

> « Toute la législation libanaise, toute la politique économique libanaise doivent tenir compte (…) de l'activité libanaise à l'étranger et avec l'étranger (…). Si on les inquiète prétentieusement au nom d'un

> enseignement économique ou d'un autre, au nom d'une idéologie ou d'une autre, elles peuvent tout simplement tarir. » (1964 : 159)
>
> « [Il faut que l'État] renonce à une politique économique et financière conformiste et qu'il aille bravement aux dernières limites du libéralisme (…). L'idéal, c'est de laisser le Libanais voyager à sa guise, mais en lui faisant un pays adapté à sa nature, un pays qui l'invite à ne point partir, et, sûrement, à revenir. » (Chiha, 1964 : 138)
>
> « [Il faut favoriser] une connaissance des langues, des usages, des moyens de transport de toutes sortes, du réseau du transit international, de la qualité des escales, de l'équipement des comptoirs, des frais de la manutention, du coût du périple entier, qu'il s'agisse de la marchandise ou du marchand qui sillonnent les mers et le ciel. » (Chiha, 1964 : 154)

Comme pour Antoun Saadé, le thème de l'émigration permet à Michel Chiha de réaffirmer les principes qui guident son projet pour le Liban : une République marchande, ouverte au commerce et aux idées, bilingue et biculturelle, dirigée par une élite multiconfessionnelle dans le cadre d'un système parlementaire. Ce projet, qui connaît son apogée après l'indépendance, va se heurter à la réalité criante des inégalités sociales produites par les excès du libéralisme et aux déséquilibres politiques engendrés par l'hégémonie chrétienne soutenue par l'Occident. Le projet de Michel Chiha, qui peut être considéré comme la recherche de dénominateurs communs aux différentes communautés (Firro, 2003 : 34), renvoie finalement au paradoxe d'une préférence pour l'Occident et d'une rupture impossible avec l'Orient (Hourani, 1991 : 331-332).

Dans le dernier quart du XIX^{e} siècle, la répression hamidienne pousse de nombreux intellectuels réformistes syro-libanais à s'exiler en Égypte où, dans le cadre des débats sur les fondements de l'identité arabe et sur la réforme de l'État, les partisans du sécularisme s'opposent à ceux du réformisme musulman. Au Liban, le nationalisme libanais né au croisement du communautarisme maronite et de l'identitarisme séculier syrien.

Après l'arrivée au pouvoir des Jeunes-Turcs, les communautés d'émigrés syro-libanais deviennent la caisse de résonance des aspirations nationales arabes, syriennes ou libanaises. Les frontières entre ces mouvements sont relativement floues jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, mais le démembrement de l'Empire ottoman impose de nouvelles frontières et de nouvelles identités.

Le droit d'option dans le traité de Lausanne (1923) s'inspire des mécanismes juridiques des traités de Paix de 1919-1920 qui encouragent les regroupements par nationalité dans les territoires perdus et démembrés. Le droit d'option peut être exercé pendant deux années, mais les résidents dans l'Empire ottoman doivent transférer leur résidence principale alors que les résidents à l'étranger n'y sont pas obligés. Enfin, la condition de « race » permet aux Etats concernés par le droit d'option de faciliter ou d'empêcher l'exercice de ce droit selon l'interprétation de ce mot.

Par ailleurs, les fonctions attribuées à l'émigration diffèrent en fonction de clivages idéologiques. Schématiquement, les partisans d'une nation fortement territorialisée, comme Antoun Saadé, veulent empêcher l'assimilation des émigrés dans leur société d'accueil tout en limitant l'émigration par une politique économique protectionniste fondée sur l'agriculture et l'industrie. À l'inverse, un libéral comme Michel Chiha voit l'émigration comme une source de richesse fondée sur l'exportation des ressources humaines, quitte à faire de l'exil le ciment identitaire d'une nation caractérisée par sa pluralité

.

Chapitre III

Les émigrés et les ratios confessionnels

Comment le statut des émigrés, majoritairement chrétiens et dont le poids démographique est considérable, permet-il de modifier les équilibres politiques et confessionnels internes ?

Le partage du pouvoir entre les communautés confessionnelles en fonction de leur poids démographique respectif est un principe fondateur de la Constitution de la République libanaise de 1926. Le statut des émigrés dans les ratios confessionnels pose rapidement problème car la très grande majorité d'entres eux sont chrétiens. Après un premier recensement organisé en 1921, dans lequel seuls les émigrés qui payent des taxes sont enregistrés, un second recensement est organisé en 1932. Une polémique éclate au sujet des émigrés qui n'ont pas exercé le droit d'option dans le délai imparti par le traité de Lausanne. Sont-ils libanais ? Doivent-ils être recensés au même titre que les résidents ? Doivent-ils être inclus dans les ratios confessionnels ?

Tout au long des années 1930 et jusqu'en 1943, l'intégration des émigrés à la communauté nationale et au corps politique est l'objet de mesures contradictoires qui visent à conditionner ou à faciliter cette intégration : obligation de résidence au Liban pour les émigrés n'ayant pas exercé le droit d'option et régime électoral censitaire pour les non-résidents, d'une part ; renouvellement pendant un an du délai pour exercer le droit d'option et adoption d'une définition large du corps électoral, d'autre part. Le statut des émigrés est finalement scellé au moment du Pacte national qui fonde le consensus pour le partage du pouvoir entre chrétiens et musulmans et qui permet de conduire le pays à l'indépendance à l'automne 1943, dans un contexte régional marqué par la marginalisation de la France et par l'hégémonie de la Grande-Bretagne.

A) Le partage du pouvoir entre les communautés confessionnelles

1. La Constitution de 1926 : la mise en place du régime consociatif

A. UNE MESURE TRANSITOIRE

La création du Grand Liban est proclamée par le général Gouraud le 1er septembre 1920. La réorganisation du système politique et administratif favorise les élites chrétiennes, en particulier maronites, au détriment des élites musulmanes. Le Grand Liban est divisé en quatre *sandjak* dont les capitales sont des villes chrétiennes (Zghorta pour le Liban Nord, Baabda pour le Mont Liban, Zahlé pour la Bekaa), à l'exception de la ville sunnite de Saïda, capitale du Liban Sud, et de Beyrouth et de Tripoli, qui possèdent un statut particulier (Firro, 2003 : 75).

Le Conseil d'administration de la *mutassarifiya* est remplacé par un Conseil représentatif où la majorité des sièges est allouée aux Chrétiens sur la base d'un premier recensement organisé en 1921, mais boycotté par les Musulmans qui marquent leur opposition au Grand Liban. L'élection des membres du Conseil représentatif est étroitement contrôlée par le haut-commissaire qui impose des listes électorales profrançaises sur la base d'alliances locales entre les familles *muqat'aji*, les notables et les grands marchands. Toutefois, le haut-commissaire ne réussit pas à imposer l'ensemble de ses candidats lors des élections de juillet 1925 (Firro, 2003 : 78, 101).

En 1925, les maladresses du successeur du général Gouraud, le général Sarrail, contribuent à l'extension à toute la Syrie d'une révolte druze partie du Haouran. Le général Sarrail, qui réprime violemment cette insurrection, est bientôt remplacé par le sénateur Henry de Jouvenel qui entame des négociations avec les insurgés sur le principe d'une relation mandataire plus équilibrée (Mizrahi, 2002 : 46-50).

Le partage de l'ensemble syro-libanais en plusieurs entités constitue le principal objet de discussion. Tout en cherchant à contenter les aspirations unionistes, Henry de Jouvenel veut garantir la pérennité de l'entité libanaise chrétienne. Pour assurer une large majorité démographique chrétienne au Liban, il propose de détacher du Grand Liban la ville portuaire de Tripoli et la plaine céréalière de la Bekaa, majoritairement musulman, pour les ratacher aux États de Damas et d'Alep réunifiés. Mais cette proposition fait face à une forte opposition dans les courants « libanistes »,

notamment le Patriarche maronite, pour qui cette cession menace l'indépendance économique et l'autosuffisance alimentaire du Liban.

Henry de Jouvenel charge alors un comité, auquel participe Michel Chiha, de rédiger un statut organique pour le Liban afin d'asseoir sa légitimité internationale. Le 23 mai 1926, le Conseil représentatif approuve la Constitution de la République libanaise qui instaure un système bicaméral inspiré des institutions de la Troisième République française. À l'issue de deux réformes constitutionnelles, le régime perd son caractère parlementaire avec la fusion de la Chambre des députés et du Sénat en 1927, puis le renforcement des pouvoirs du Président de la République en 1929. Enfin, en attendant un consensus sur les remaniements territoriaux, Henry de Jouvenel propose « à titre transitoire » de répartir équitablement entre les communautés confessionnelles les emplois publics et les charges ministérielles.

Immédiatement après avoir approuvé la Constitution, le Conseil représentatif se transforme en Chambre des députés. Le sunnite Mohammad al-Jisr est élu à la présidence de la Chambre et le grec orthodoxe Charles Debbas est élu à la présidence de la République. Ce dernier est choisi de préférence à un Maronite en signe de compromis avec les opposants à la politique française, alors que le haut-commissaire craint la propagation au Liban de la révolte syrienne qu'il n'a pas réussi à éteindre complètement.

Malgré la mise en place d'un régime constitutionnel, le haut-commissaire conserve l'essentiel du pouvoir. Il contrôle directement la politique extérieure et de défense, il a le droit d'annuler toute législation jugée contraire aux principes du Mandat, et il peut suspendre la Constitution. Par ailleurs, il gère l'ensemble syro-libanais comme une entité économique unique : la construction d'un oléoduc entre Kirkouk et Tripoli, l'exportation de biens manufacturés et l'importation de matières premières, le contrôle des routes maritimes et aériennes, sont autant de maillons de l'impérialisme français dont la « mission civilisatrice » est symbolisée par la diffusion de la langue française (Mizrahi, 2002 : 42-45).

B. LE CLIVAGE CONFESSIONNEL DE LA SCENE POLITIQUE

La défaite de l'armée de Fayçal face à l'armée française à Mayssaloun, puis la création du Grand Liban ont des conséquences importantes sur le champ politique libanais qui, sous le Mandat français, est caractérisé par un fort clivage entre les élites chrétiennes et musulmanes. Du côté chrétien, la majorité des notables se rassemble

dans une formation éphémère appelée Parti du progrès qui se scinde finalement en deux blocs.

Le premier, le Bloc national, dirigé par Émile Eddé, représente un courant minoritaire qui considère, comme Henry de Jouvenel, que l'entité libanaise, créée pour garantir la sécurité des Chrétiens, n'est viable politiquement que si les Chrétiens sont largement majoritaires, ce qui implique un nouveau découpage territorial et le maintien de la protection française.

Le second bloc, le Bloc constitutionnel, dirigé par Béchara al-Khoury, représente le courant majoritaire favorable au Grand Liban et à l'émancipation complète de la tutelle française, qui défend notamment les intérêts des grands commerçants de Beyrouth. Le Bloc constitutionnel est animé par un groupe d'auteurs, appelés « les nouveaux Phéniciens », qui compte Youssef al-Saouda, l'un des fondateurs du Parti de l'unité libanaise à Alexandrie, Charles Corm, ex-partisan de la Grande Syrie et directeur de *La Revue phénicienne*, le poète Saïd Aql (Firro, 2004 : 18 ; Kaufman, 2001 : 187). Ces derniers, qui recherchent un dénominateur commun entre les différentes confessions religieuses et entre le territoire de la Montagne et celui des villes côtières, considèrent que l'antiquité phénicienne représente le fondement identitaire de la nation libanaise.

Face à ces deux blocs, les principales figures politiques qui aspirent à l'unité syrienne et/ou arabe se sont exilées après la défaite de Mayssaloun et ont fondé le Comité syro-palestinien à Genève en 1921. Au Liban, les notables musulmans se regroupent dans une formation appelée Congrès du littoral en 1926, après la mise en place du régime constitutionnel. Le Congrès du littoral soutient les revendications unionistes des insurgés en Syrie et défend les intérêts économiques des grandes familles commerçantes des villes côtières dont les intérêts sont bouleversés par les mesures protectionnistes mises en place par le haut-commissaire. Ces mesures compliquent notamment les échanges avec la Palestine, comme en témoigne l'intense activité de contrebande qui se développe entre le Jabal Amel et la Galilée dans les années 1930 (Kassir, 2003 : 333).

Le Congrès du littoral est traversé par deux grands courants. L'un regroupe ceux qui acceptent des responsabilités électives et administratives tout en s'opposant à la politique française, comme le président de la Chambre des députés, Mohammed al-Jisr. L'autre rassemble les opposants à toute forme de collaboration avec les institutions mandataires, comme le mufti de Tripoli Abdel Hamid Karamé, à

l'initiative de qui le Congrès du littoral se réunit à Damas en 1928 avec les représentants des villes côtières syriennes (Lattaquié, Tartous et Banias) (Khazen, 1993 : 11).

Parallèlement à ce clivage entre élites chrétiennes et musulmanes, la scène politique sous le Mandat français est marquée par l'apparition de nouvelles organisations politiques en rupture avec les leaderships traditionnels. En 1924, Fouad Chémali crée le premier syndicat des ouvriers du tabac à Bikfaya et participe à la création du Parti du peuple, futur Parti communiste de Syrie et du Liban, alors que les échos de la révolution bolchevique encouragent la diffusion des idéaux socialistes (Kassir, 2003 : 404-406 ; Firro, 2003 : 129).

Si les communistes tendent à s'implanter dans toutes les communautés confessionnelles, comme le PSNS d'Antoun Saadé, d'autres mouvements populaires fondés dans les années 1930 représentent une communauté en particulier : les Phalanges libanaises (*al-kataëb al-lubnania*) de Pierre Gemayel et les Chemises blanches de Toufic Aouad sont essentiellement maronites alors que les Najjadeh d'Adnan Hakim sont sunnites.

2. Les émigrés chrétiens dans le recensement : un poids démographique considérable

A. LE RECENSEMENT DE 1921 : UNE FORMULE CENSITAIRE RESERVEE AUX EMIGRES

En 1921, moins d'un an après la création du Grand Liban, le général Gouraud organise un recensement de la population qui prépare l'élection des 16 membres du Conseil représentatif l'année suivante. En raison du boycott d'une partie de la population, suite à l'appel des leaders musulmans qui veulent marquer leur opposition à la politique française, les résultats du recensement de 1921 sont moins fiables que ceux du recensement organisé en 1932. Ils offrent toutefois un intérêt particulier, car les émigrés qui payent des taxes y sont enregistrés aux côtés des résidents par région d'origine et par confession, alors que ceux qui n'en payent pas sont classés à part sans que leur confession soit mentionnée, à l'image des étrangers.

Les émigrés taxés représentent près de 40 % du total des émigrés (130 784) et 82,48 % d'entre eux sont de confession chrétienne, alors que les Chrétiens ne représentent que 50,84 % des résidents. La surreprésentation des Chrétiens parmi les émigrés est particulièrement frappante chez les Maronites et les Grecs orthodoxes qui

représentent respectivement 47,4 % et 26,2 % des émigrés, mais seulement 31,6 % et 11,6 % de la population résidente. À l'inverse, les Sunnites et les Chiites sont largement sous-représentés, avec respectivement 5,7 % et 3,8 % des émigrés pour 21,9 % et 18,8 % des résidents, alors que la proportion de Druzes et de Grecs catholiques est presque la même parmi les émigrés et parmi les résidents (tableau 5).

Tableau 5 : Résidents et émigrés taxés par confession en 1921

Confession	Résidents		Emigrés taxés		Total	
Maronites	175 702	31,63%	23 480	47,40%	199 182	32,92%
Grecs orth.	64 416	11,60%	12 993	26,23%	77 409	12,79%
Grecs cath.	38 559	6,94%	3 903	7,88%	42 462	7,02%
Protestants	3 730	0,67%	485	0,98%	4 215	0,70%
Total Chrét.	**282 407**	**50,84%**	**40 861**	**82,48%**	**323 268**	**53,43%**
Sunnites	121 917	21,95%	2 824	5,70%	124 741	20,62%
Chiites	103 038	18,55%	1 879	3,79%	104 917	17,34%
Druzes	39 841	7,17%	3 792	7,65%	43 633	7,21%
Total Mslm.	**264 796**	**47,67%**	**8 495**	**17,15%**	**273 291**	**45,17%**
Divers	8 251	1,49%	185	0,37%	8 436	1,39%
Total*	**555 454**	**100,00%**	**49 541**	**100,00%**	**604 995**	**100,00%**

*Les totaux d'origine comportent des erreurs

d'après Himadeh, 1936, 410-411

B. LE RECENSEMENT DE 1932 : LA QUESTION DES EMIGRES N'AYANT PAS EXERCE LE DROIT D'OPTION

Après la mise en place de la Constitution en 1926, certains députés musulmans demandent un nouveau recensement pour remplacer celui de 1921 jugé inéquitable. Deux propositions de loi présentées par le député Abdallah Beyhum sont d'abord refusées en septembre 1930 et en mai 1931. Puis, à l'approche de l'élection présidentielle prévue pour 1932, deux lois sont votées le 24 novembre et le 19 décembre 1931 (annexes 5 et 6) qui ordonnent l'organisation d'un recensement.

Dans le cadre des débats parlementaires qui précèdent l'adoption de ces deux lois, le cas des émigrés fait polémique. D'un côté, les leaders musulmans refusent que les émigrés soient inclus dans les ratios confessionnels puisque, arguent-ils, ils ne résident pas au Liban et la plupart d'entre eux ne payent pas de taxes. D'un autre côté, les leaders chrétiens rappellent que les émigrés sont des citoyens à part entière et que les remises sont indispensables à l'économie. Leurs critiques se concentrent sur le délai de deux ans fixé par le traité de Lausanne pour exercer le droit d'option qui a empêché des dizaines de milliers d'émigrés d'obtenir la nationalité libanaise.

Un député chrétien, Joseph Saouda, propose même une nouvelle interprétation du traité du Lausanne. La *mutassarifiya* du Mont Liban ne peut être considérée comme un territoire détaché de l'Empire ottoman, explique-t-il, car elle relève du droit international depuis 1861. Dès lors, les émigrés qui en sont originaires ne sont pas concernés par les clauses de l'article 34 du traité de Lausanne, à la différence des émigrés originaires des territoires qui ont été annexés pour former le Grand Liban à qui s'applique le droit d'option.

> « Pour les premiers, le traité de Lausanne ne s'applique pas ; pour ceux-ci, ils n'ont été ni détachés, ni rattachés ; Libanais ils étaient, Libanais ils sont restés ; semblables en cela aux Égyptiens ils n'ont aucun droit à l'option de l'article 34 ; tous ces libanais où qu'ils se trouvent et quel que soit leur âge, doivent être considérés comme libanais et à ce titre, inscrits sans aucune formalité, sur les registres du recensement. » (Saouda, 1945 : 161)

Joseph Saouda propose alors un amendement à la loi du 19 décembre 1931 pour permettre le recensement des émigrés.

> « À la date du 17 Décembre 1931, j'ai présenté à la Chambre libanaise un additif à la loi sur le recensement ainsi conçu. "Art. 2 : La loi sur le recensement comprendra les Libanais établis dans le Pays, ainsi que les émigrés… un décret établira le mode d'inscription des Émigrés." L'exposé additif précisait que "la famille libanaise, une et indivisible dans le Pays et à l'étranger, ne pouvait être disloquée par le recensement. Tous les membres de cette famille, présents et absents, doivent être également inscrits." L'additif fut voté et régulièrement promulgué (Journal officiel du 21 décembre 1931 nº 2594) » (Saouda, 1945 : 161).

Cet amendement ne modifie pas la législation sur la nationalité en permettant aux émigrés de contourner le droit d'option, contrairement à ce qu'avance Rania Maktabi (Maktabi, 1999b : 222). En effet, le décret 8837 du 15 janvier 1932 (annexe 7), auquel fait allusion Joseph Saouda, précise que sont inscrits dans un registre spécifique (E) les émigrés qui ont exercé leur droit d'option et ceux qui ont obtenu la nationalité par leur présence au Liban le 30 août 1924. Malgré ces précisions, la polémique sur le recensement des émigrés continue de rebondir, notamment quand le *caïmacam* de la région du Akkar refuse dans une circulaire de recenser les enfants d'émigrés libanais nés à l'étranger.

C. AVEC OU SANS LES EMIGRES : DIFFERENTS RESULTATS DU RECENSEMENT DE 1932

Le recensement est mené au début de l'année 1932 de façon assez chaotique. La majorité des leaders musulmans demande à la population de s'enregistrer, mais certains, comme Mohammad Beyhum, appellent les Chiites et les Druzes à s'inscrire comme sunnite, alors que d'autres, comme Abdel Hamid Karamé, veulent être recensés en tant que Syrien. Les polémiques se poursuivent après la publication des résultats : d'un côté, le Patriarche maronite dénonce l'enregistrement d'Alaouites comme sunnites et d'Irakiens, de Syriens et de Palestiniens comme libanais ; de l'autre, les leaders musulmans critiquent le recensement des réfugiés arméniens comme libanais (Firro, 2003 : 117-118 ; 122-124).

Les émigrés sont recensés à part, selon leur confession, selon qu'ils paient des taxes ou non, et selon la période à laquelle ils sont partis, avant ou après le 30 août 1924, c'est-à-dire selon qu'ils ont obtenu la nationalité libanaise en raison de leur présence au Liban à cette date ou selon qu'ils ont dû exercer leur droit d'option. À l'image du recensement de 1921, 85 % des émigrés sont Chrétiens, 48,39 % Maronites et 22,37 % Grecs orthodoxes. Ces pourcentages varient relativement peu selon la période de départ et selon l'acquittement de taxes ou non (tableau 6).

Dans le recensement, le groupe des résidents comprend ceux qui sont physiquement présents au Liban et ceux, relativement peu nombreux, qui sont temporairement absents. Les résultats du recensement tels qu'ils sont généralement connus font apparaître un pourcentage de Chrétiens à peine supérieur aux Musulmans, 50,03 % contre 48,71 %. Ce résultat ne tient compte que des résidents et des « absents temporaires », mais pas des émigrés. Kaïs Firro, repris par Laurie Brand, confond les « absents temporaires » et les « émigrés » quand il affirme que les Chrétiens auraient été minoritaires si les émigrés n'avaient pas été pris en compte (Firro, 2003 : 121 ; Brand, 2006 : 134). Si l'on prend pour référence la totalité de la population, résidents et émigrés, la proportion de Chrétiens atteint 58,54 % et celle de Musulmans 40,44 %. (tableau 7).

Tableau 6 : Les catégories d'émigrés dans le recensement de 1932												
	Partis avant le 30 août 1924						Partis après le 30 août 1924					
Confession	**Emigrés taxés**		**Emigrés non taxés**		**Total**		**Emigrés taxés**		**Emigrés non taxés**		**Total**	
Sunnites	2 653	4,42%	9 840	7,75%	12 493	6,68%	1 089	5,02%	3 623	7,83%	4 712	6,93%
Chiite	2 977	4,96%	4 543	3,58%	7 520	4,02%	1 770	8,15%	2 220	4,80%	3 990	5,87%
Druzes	2 067	3,45%	3 205	2,52%	5 272	2,82%	1 183	5,45%	2 295	4,96%	3 478	5,11%
Total Mslm.	**7 697**	**12,83%**	**17 588**	**13,85%**	**25 285**	**13,52%**	**4 042**	**18,62%**	**8 138**	**17,58%**	**12 180**	**17,91%**
Maronites	31 697	52,85%	58 457	46,03%	90 154	48,21%	11 434	52,66%	21 809	47,11%	33 243	48,88%
Grecs Cath.	7 190	11,99%	16 544	13,03%	23 734	12,69%	1 855	8,54%	4 038	8,72%	5 893	8,67%
Grecs Orth.	12 547	20,92%	31 521	24,82%	44 068	23,57%	3 922	18,06%	9 041	19,53%	12 963	19,06%
Protestants	607	1,01%	1 575	1,24%	2 182	1,17%	174	0,80%	575	1,24%	749	1,10%
Armén. Orth.	1	0,00%	60	0,05%	61	0,03%	191	0,88%	1 718	3,71%	1 909	2,81%
Armén. Cath.	9	0,02%	50	0,04%	59	0,03%	20	0,09%	375	0,81%	395	0,58%
Syriaqies Orth.	6	0,01%	34	0,03%	40	0,02%	3	0,01%	54	0,12%	57	0,08%
Syriaqies Cath.	9	0,02%	196	0,15%	205	0,11%	6	0,03%	101	0,22%	107	0,16%
Chaldéens Orth.	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Chaldéens Cath.	0	0,00%	6	0,00%	6	0,00%	0	0,00%	19	0,04%	19	0,03%
Total Chrét.	**52 066**	**86,80%**	**108 443**	**85,39%**	**160 509**	**85,84%**	**17 605**	**81,08%**	**37 730**	**81,51%**	**55 335**	**81,37%**
Juifs	6	0,01%	214	0,17%	220	0,12%	7	0,03%	188	0,41%	195	0,29%
Anonymes	212	0,35%	758	0,60%	970	0,52%	59	0,27%	234	0,51%	293	0,43%
Total	**59 981**	**100,00%**	**127 003**	**100,00%**	**186 984**	**100,00%**	**21 713**	**100,00%**	**46 290**	**100,00%**	**68 003**	**100,00%**
Hommes	44 749	74,61%	72 447	57,04%	117 196	62,68%	16 578	76,35%	26 246	56,70%	42 824	62,97%
Femmes	15 232	25,39%	54 556	42,96%	69 788	37,32%	5 135	23,65%	20 044	43,30%	25 179	37,03%

d'après Journal Officiel de la République libanaise, n° 2718 du 10 octobre 1932

Tableau 7 : Résidents et émigrés dans le recensement de 1932										
Confession	**Résidents**				**Emigrés**				**Total**	
	Présents	**Absents temp.**	**Total**		**Av. 30 août 1924**	**Ap. 30 août 1924**	**Total**			
Sunnites	175 925	2 175	178 100	22,45%	12 493	4 712	17 205	6,75%	195 305	18,63%
Chiites	154 208	827	155 035	19,54%	7 520	3 990	11 510	4,51%	166 545	15,89%
Druzes	53 047	287	53 334	6,72%	5 272	3 478	8 750	3,43%	62 084	5,92%
Total Mslm.	**383 180**	**3 289**	**386 469**	**48,71%**	**25 285**	**12 180**	**37 465**	**14,69%**	**423 934**	**40,44%**
Maronites	226 378	1 422	227 800	28,71%	90 154	33 243	123 397	48,39%	351 197	33,50%
Grecs Cath.	45 999	710	46 709	5,89%	23 734	5 893	29 627	11,62%	76 336	7,28%
Grecs Orth.	76 522	790	77 312	9,74%	44 068	12 963	57 031	22,37%	134 343	12,81%
Protestants	6 712	157	6 869	0,87%	2 182	749	2 931	1,15%	9 800	0,93%
Armén. Orth.	25 462	640	26 102	3,29%	61	1 909	1 970	0,77%	28 072	2,68%
Armén. Cath.	5 694	196	5 890	0,74%	59	395	454	0,18%	6 344	0,61%
Syriaques Orth.	2 574	149	2 723	0,34%	40	57	97	0,04%	2 820	0,27%
Syriaqes Cath.	2 675	128	2 803	0,35%	205	107	312	0,12%	3 115	0,30%
Chaldéens Orth.	186	4	190	0,02%	0	0	0	0,00%	190	0,02%
Chaldéens Cath.	528	20	548	0,07%	6	19	25	0,01%	573	0,05%
Total Chrét.	**392 730**	**4 216**	**396 946**	**50,03%**	**160 509**	**55 335**	**215 844**	**84,65%**	**612 790**	**58,45%**
Juifs	3 518	70	3 588	0,45%	220	195	415	0,16%	4 003	0,38%
Anonymes	6 301	92	6 393	0,81%	970	293	1 263	0,50%	7 656	0,73%
Total	**785 729**	**7 667**	**793 396**	**100,00%**	**186 984**	**68 003**	**254 987**	**100,00%**	**1 048 383**	**100,00%**
Hommes	389 613	4 487	394 100	49,67%	117 196	42 824	160 020	62,76%	554 120	52,85%
Femmes	396 116	3 180	399 296	50,33%	69 788	25 179	94 967	37,24%	494 263	47,15%

d'après Journal Officiel de la République libanaise n° 2718 du 10 octobre 1932 ; Himadeh, 1936 : 408

Il est improbable que le nombre d'émigrés recensés en 1932 soit sous-évalué, comme le pense Hokeï Hashimoto qui confond les émigrés libanais et les émigrés syro-libanais quand il estime les premiers à plus de 600 000 (Hashimoto, 1992 : 76). Au contraire, on peut se demander si le nombre d'émigrés recensés en 1932 n'est pas surestimé.

Par rapport au recensement de 1921, le nombre d'émigrés recensés en 1932 est deux fois plus important : 130 784 en 1921 et 254 987 en 1932. Cela s'explique en partie par l'émigration durant les années 1920, même si le nombre d'émigrés recensés dans la catégorie « partis après le 30 août 1924 » (68 003) est supérieur à l'estimation du nombre de départ entre 1924 et 1931 (42 500) (Safa : 1960 : 195). Toutefois, ni les descendants d'émigrés nés à l'étranger, ni les retours - évalués à un tiers - ne sont pris en compte, ce qui influe sur le nombre d'émigrés recensés et sur l'estimation des flux d'émigration.

Par ailleurs, le nombre d'émigrés recensés dans la catégorie « partis avant le 30 août 1924 » (186 984) est difficile à vérifier puisqu'il n'existe pas d'entité politique ou administrative correspondant au Grand Liban avant 1920. Si l'on ajoute aux 100 000 émigrés partis de la *mutassarifiya* avant 1914, 23 000 émigrés partis du Grand Liban entre 1921 et 1923 (Safa, 1969 : 195), on peut évaluer le nombre d'émigrés partis avant 1920 des régions annexées au Grand Liban (villes côtières, Akkar, Bekaa, Jabel Amel) à 63 000 (186 000 - 123 000 = 63 000).

Le nombre d'émigrés ayant exercé le droit d'option est toutefois largement inférieur au nombre d'émigrés « partis avant le 30 août 1924 ». En effet, 18 207 personnes ont exercé le droit d'option pour la nationalité libanaise selon Jihad Aql (Aql, 2002 : 158) et Hokeï Hashimoto, qui a mené une enquête dans les archives du Mandat, compte 23 463 demandes individuelles ou familiales pour la nationalité libanaise et pour la nationalité syrienne, de trois personnes en moyenne, totalisant 112 780 bénéficiaires en 1926 (tableau 8). Outre le recensement d'émigrés n'ayant pas exercé le droit d'option, cette différence peut s'expliquer par les pratiques de l'administration française qui a continué à recevoir les demandes d'option après l'expiration du délai fixé par le traité de Lausanne (Hashimoto, 1992 : 77).

Tableau 8 : Demandes de nationalité et bénéficiaires parmi les émigrés syro-libanais en 1926					
Pays	**Demandes**	**Bénéficiaires**	**Pays**	**Demandes**	**Bénéficiaires**
Etats-Unis	1 168	3 504	Afrique du Sud	295	295
Brésil	9 376	32 865	Costa Rica	33	99
Argentine	6 332	20 627	Guinée	128	280
Egypte	592	1 776	Japon	47	93
Canada	0	0	Italie	56	84
Mexico	3 089	10 572	Grèce	74	74
Cuba	541	2 000	Libéria	0	0
Australie	0	0	Nicaragua	0	0
France	14 534	14 534	Suez	15	32
Chili	416	1 248	Maroc	7	30
Afr. française	1 932	5 796	Algérie	27	27
Uruguay	18	54	Chine	12	26
Colombie	848	2 544	Panama	13	25
Venezuela	2 188	6 280	San Salvador	23	23
Paraguay	170	545	Ethiopie	17	18
Turkey	533	1 728	Espagne	7	18
Rép. Dominicaine	467	1 582	Grande Bretagne	1	3
Guatemala	150	450	Bulgarie	8	8
Equateur	244	732	Pays-Bas (b)	8	8
Nvlle Zelande	50	150	Tunisie	6	8
Haiti	289	519	Allemagne (b)	6	6
Palestine	683	2 089	Mozambique (b)	4	4
Bolivie	169	507	Hongrie (b)	4	4
Afr. de l'Ouest	132	396	Autres	444	756
Trinité et Tobago	361	361	**Total**	**45 517**	**112 780**
				d'après Hashimoto, 1992 : 105	

Pour résumé, le régime censitaire appliqué en 1921 aux émigrés permet de comptabiliser une partie d'entre eux aux côtés des résidents et d'augmenter la proportion de Chrétiens dans la population de référence pour le partage de pouvoir. Dans le recensement de 1932, qui doit servir de base à un nouveau partage du pouvoir, les émigrés sont classés selon qu'ils payent ou non des taxes et selon qu'ils sont partis avant ou après le 30 août 1924, c'est-à-dire selon qu'ils ont dû exercer ou non le droit d'option pour obtenir la nationalité libanaise. Dans les années qui suivent le recensement, l'usage de ces deux critères permet d'exclure ou d'inclure les émigrés de la population nationale et du corps électoral afin de peser sur les équilibres confessionnels.

B) Démographie confessionnelle et équilibre politique : l'émergence d'un consensus

1. Le statut des émigrés : entre exclusion et intégration

A. LA NATIONALITE SOUS CONDITION DE RESIDENCE AU LIBAN ET UN REGIME ELECTORAL CENSITAIRE POUR LES EMIGRES

A la fin de l'année 1932, le haut-commissaire décide de suspendre la Constitution alors que les manifestations à caractère social se multiplient dans un climat économique mondial difficile marqué par la crise de 1929. Cette décision a également pout cause l'exacerbation du conflit politique entre Émile Eddé et Béchara al-Khoury à l'approche de l'élection présidentielle.

Trois ans plus tôt, Béchara al-Khoury a été contraint de démissionner du poste de Premier ministre à cause d'un bilan financier catastrophique : multiplication par deux du budget, dilapidation des fonds publics, clientélisme et corruption. Émile Eddé lui succède avec un programme d'économie budgétaire, mais son projet de suppression des écoles primaires publiques, qui accueillent surtout des élèves musulmans, suscite une vague d'opposition qui l'oblige à démissionner à son tour.

Quand Émile Eddé et Béchara al-Khoury entament leur campagne pour l'élection présidentielle, le haut-commissaire apporte d'abord son soutien au premier. Toutefois, le ministère des Affaires étrangères français décide finalement de soutenir Béchara al-Khoury après qu'Émile Eddé, à la vue des résultats du recensement, ait choisi comme thèmes de sa campagne le rattachement de Tripoli à la Syrie et la nécessité pour les Chrétiens d'être nettement majoritaires dans l'entité libanaise.

Émile Eddé, écarté de la course à la présidentielle faute du soutien français, décide de se ranger derrière la candidature du président de la Chambre, Mohammad al-Jisr, afin d'empêcher la victoire de son rival. Par crainte de voir un musulman élu à la tête de l'État, le haut-commissaire annule l'élection et prolonge le mandat du président de la République Charles Debbas jusqu'en 1934 (Firro, 2003 : 115).

Charles Debbas, qui cumule les mandats de président de la République et de Premier ministre, adopte plusieurs mesures visant les émigrés qui corrigent et contrebalancent les excès du recensement relatifs aux émigrés partis avant 1924. Ces mesures s'appuient sur les flous juridiques et administratifs du droit d'option et sur les ambiguïtés liées au statut des émigrés en tant que citoyen.

Premièrement, Charles Debbas décide de conditionner l'octroi de la nationalité aux émigrés « partis avant 1924 » à leur retour définitif au Liban. Cette décision assimile donc les émigrés aux résidents dans l'ancien Empire ottoman dont l'option n'est validée que s'ils transfèrent leur résidence principale. Cette modification est importante, car elle inspire directement la loi de nationalité votée en 1946 sous la présidence de Béchara al-Khoury.

Deuxièmement, le gouvernement de Charles Debbas transmet aux autorités françaises un tableau des résultats du recensement qui doit servir de base à la répartition des postes publics alloués à chaque communauté. En comparant ce tableau avec les résultats du recensement présentés ci-dessus, on remarque que les émigrés « partis avant 1924 » n'ont pas été inclus. En effet, la population de référence pour le partage du pouvoir correspond, à quelque chose près, à la somme de la population résidente et des émigrés « partis après 1924 » (tableau 9).

Tableau 9 : La répartition des pouvoirs et les différents résultats du recensement de 1932

Confession	**Le recensement selon le gouvernement libanais**		**Le recensement dans le Journal Officiel**			
			Résidents	**Emigrés après 30 août 1924**	**Total**	
Sunnite	181 842	20,78%	178 100	4 712	182 812	21,22%
Chiite	159 782	18,26%	155 035	3 990	159 025	18,46%
Druze	56 584	6,46%	53 334	3 478	56 812	6,60%
Total Mslm.	**398 208**	**45,50%**	**386 469**	**12 180**	**398 649**	**46,28%**
Maronite	270 938	30,96%	227 800	33 243	262 043	30,42%
Grec Cath.	55 754	6,37%	46 709	5 893	52 632	6,11%
Grec Orth.	93 781	10,71%	77 312	12 963	90 275	10,48%
Protestant	7 650	0,87%	6 869	749	9 739	1,13%
Armén. Orth.	26 294	3,00%	26 102	1 909	28 011	3,25%
Armén. Cath.	5 919	0,68%	5 890	395	6 285	0,73%
Syriaque Orth.	2 735	0,31%	2 723	57	2 780	0,32%
Syriaque Cath.	2 828	0,32%	2 803	107	2 910	0,34%
Chaldéen Orth.	190	0,02%	190	0	190	0,02%
Chaldéen Cath.	548	0,06%	548	19	567	0,07%
Total Chrét.	**466 637**	**53,31%**	**396 946**	**55 335**	**452 281**	**52,51%**
Juif	3 601	0,41%	3 588	195	3 783	0,44%
Divers	6 806	0,78%	6 393	293	6 686	0,78%
Total	**875 252**	**100,00%**	**793 396**	**68 003**	**861 399**	**100,00%**

sources : Firro 2003 : 120 ; Journal Officiel de la République libanaise n° 2718 du 10 octobre 1932

Troisièmement, l'article 4 de la loi électorale du 2 janvier 1934 institue un système censitaire pour les émigrés, à l'image du recensement de 1921. Selon cette loi, seuls les émigrés qui payent des taxes, en moyenne un tiers d'entre eux

(tableau 6), sont inscrits sur les listes électorales. Puisque la répartition des sièges parlementaires entre les communautés est fondée sur la composition confessionnelle du corps électoral, cette mesure limite le nombre de sièges attribués aux Chrétiens, à qui sont alloués 14 sièges sur 25 au Parlement en 1934.

Ces trois décisions jouent directement sur les équilibres confessionnels. Elles constituent des précédents importants qui, quelques années plus tard, inspirent Béchara al-Khoury quand il obtient de Riad al-Solh, l'un des principaux leaders musulmans, qu'il renonce au rattachement à la Syrie et qu'il accepte l'indépendance du Liban en échange d'un compromis sur le partage du pouvoir.

B. RENOUVELER LE DELAI POUR EXERCER LE DROIT D'OPTION (1937)

En 1934, à la fin de la prolongation du mandat de Charles Debbas, le haut-commissaire nomme Habib Pacha al-Saad pour le remplacer. À partir de 1935, les appels pour restaurer la Constitution se multiplient, notamment de la part de Béchara al-Khoury et du nouveau Patriarche maronite, Antoine Arida, qui cherchent alors à se rapprocher des leaders musulmans pour constituer un large front d'opposition au Mandat français. Signe de cette volonté de rapporchement, l'Église maronite annonce alors qu'elle soutient l'indépendance du Liban (c'est-à-dire qu'elle renonce à la protection française) et qu'elle n'exclut pas une forme de coopération économique et sociale avec la Syrie « sœur » (Khazen, 1993 : 9-10).

Cette importante déclaration est d'autant plus significative que le patriarcat maronite est traditionnellement profrançais, à la différence de Béchara al-Khoury qui a toujours été hostile à la tutelle française. L'une des raisons qui explique l'opposition entre le Patriarche Arida et le nouveau haut-commissaire, le Comte Damien de Martel, est le conflit sur la Régie des Tabacs qui a obtenu le monopole de la confection et du commerce des cigarettes contre les intérêts de l'Église maronite qui possède d'importantes surfaces cultivées de tabac au Mont Liban et qui défend les investissements des émigrés dans ce secteur (Rabbath, 1973 : 401).

Le haut-commissaire répond aux revendications du front antifrançais en rétablissant partiellement la Constitution et en permettant l'élection d'un nouveau président de la République. Émile Eddé est élu avec le soutien du haut-commissaire en janvier 1936 et, fidèle à la conviction que la viabilité de l'entité libanaise repose sur l'existence d'une large majorité chrétienne, il propose à nouveau de restituer à la

Syrie une partie des territoires du Grand Liban ou bien de déplacer vers la Syrie une partie de la population de confession musulmane.

Au printemps 1936, la victoire du Front populaire en France modifie la politique mandataire. Alors qu'une nouvelle révolte a éclaté en Syrie, le gouvernement français envoie une délégation chargée de négocier avec les insurgés un traité d'amitié, longtemps réclamé par ces derniers, qui constitue la première étape vers une indépendance totale. Le Djebel druze, le Territoire des Alaouites et le sandjak d'Alexandrette sont rattachés aux États de Damas et d'Alep, réunis depuis 1926, mais la France impose l'abandon de toute revendication territoriale sur le Liban.

Le traité d'amitié franco-syrien, signé le 22 décembre 1936, oblige le Congrès du littoral à réviser sa principale revendication, l'union de la Syrie et du Liban, et à revoir son positionnement politique dans la République libanaise. Dans un manifeste d'octobre 1936, le député Khazem al-Solh, propriétaire du journal *Al-Nida*', soutient qu'il faut accepter le Liban dans ses frontières élargies à condition de réaliser effectivement son indépendance à l'égard de la France, de favoriser l'épanouissement de son identité arabe profonde, et de répartir équitablement les responsabilités et les emplois publics. Kazem al-Solh exerce une influence importante sur Riad al-Solh, son cousin, qui est revenu de son exil égyptien l'année précédente[24] (Khazen, 1993 : 11).

L'acceptation « provisoire » des termes du traité franco-syrien par le Congrès du littoral marque la reconnaissance implicite de la République libanaise et favorise le rapprochement avec les leaders chrétiens opposés à la tutelle française. Malgré la non-ratification du traité franco-syrien par le Sénat et par le Parlement français, en raison de la pression des groupes coloniaux et des militaires après l'Anschluss en 1938, ce rapprochement ouvre la voie à l'alliance entre Béchara al-Khoury et Riad al-Solh qui mènent le pays à l'indépendance cinq ans plus tard (Mizrahi, 2002 ; Firro, 2003 : 126-150).

Un traité d'amitié est également signé entre la France et le Liban, mais ce dernier a surtout pour objectif de consolider la position d'Émile Eddé, fragilisée par le renforcement du front d'opposition au Mandat français. En 1937, à défaut d'un remaniement territorial qui assurerait une forte majorité chrétienne, Émile Eddé obtient le renouvellement pour une année du délai accordé aux émigrés pour exercer

24. « Actualité du manifeste de Kazem al-Solh en 1936 », par Antoine Messara, *l'Orient le Jour*, 18 avril 2008.

leur droit d'option en vertu de l'article 34 du traité de Lausanne. Puisque cet article n'impose pas le transfert de la résidence, le renouvellement du délai permet de contourner la décision de Charles Debbas qui imposait aux émigrés recensés en 1932 de revenir au Liban pour obtenir la nationalité.

Le renouvellement du délai pour exercer le droit d'option nécessite un accord bilatéral avec la Turquie car, d'un point de vue juridique, les émigrés originaires du Liban qui n'ont pas obtenu la nationalité libanaise sont toujours des citoyens ottomans. Cet accord est signé en 1937 dans le cadre d'un accord plus large relatif aux biens des optants turcs, syriens et libanais qui n'ont pas transféré leur résidence principale après avoir exercé leur droit d'option (Baz, 1969 : p. 259-254).[25]

Pour les personnes originaires du Liban ou de Syrie résidant à l'étranger, qui ont négligé d'exercer leur droit d'option pour la nationalité libanaise ou syrienne en vertu de l'article 34 du traité de Lausanne, l'annexe au traité franco-turc du 29 mai 1937 (annexe 9) renouvelle pendant un an, jusqu'au 29 mai 1938, le délai de deux ans initialement prévu par le traité de Lausanne.

Par ailleurs, cette annexe encourage également le regroupement par « nationalité » dans l'ancien Empire ottoman en accordant six mois supplémentaires (prolongés jusqu'au 15 août 1938 par le protocole du 4 juillet 1938) aux personnes résidants au Liban ou en Syrie, d'une part, en Turquie, d'autre part, qui ont exercé le droit d'option pour la nationalité turque, d'une part, libanaise ou syrienne, d'autre part, mais qui n'ont pas transféré leur résidence comme l'exige l'article 33 du traité de Lausanne[26].

La naturalisation des émigrés est alors vivement encouragée par le pouvoir, comme le montre un jugement de la Commission de nationalité, chargée depuis 1928 de juger les conflits de nationalité à la place des tribunaux et dont les membres sont nommés par le haut-commissaire (Baz : 1969 : 230). Il est difficile de voir un simple hasard de dates dans ce jugement rendu le 21 janvier 1937, quelques mois avant la

25. Cet accord ne doit pas être confondu avec l'Arrangement portant règlement des questions territoriales entre la Turquie et la Syrie du 23 juin 1939 par lequel le sandjak d'Alexandrette est cédé à la Turquie afin de garantir sa neutralité dans la perspective d'un conflit avec l'Allemagne. Remarquons que ce traité permet aux habitants du sandjak d'Alexandrette d'exercer un droit d'option pour la nationalité turque, syrienne ou libanaise.

26. Pour les résidents en Turquie, le droit d'option pour la nationalité libanaise et syrienne n'est pas régie pas le traité de Lausanne, mais par les conventions signées à Ankara le 30 mai 1926 et le 27 octobre 1932 (Nicolas, 1928 : 85 ; Baz, 1969 : 253-255).

signature du traité franco-turc, qui facilite les procédures administratives liées au droit d'option.

> « La commission a admis, comme valant option, au sens de l'article 34 du traité de Lausanne, tout acte apparaissant comme la manifestation évidente de la volonté de son auteur de conserver la nationalité syrienne ou libanaise, pourvu que cet acte ne soit entaché d'erreur ou de fraude.
>
> Ainsi, le sieur L d'origine libanaise, émigré à Cuba en 1898, inscrit comme optant pour la nationalité libanaise le 13 décembre 1924, sur une déclaration faite par son frère décédé à Cuba en 1933 a été considérée comme ayant eu, au moment de son décès, la nationalité libanaise parce qu'il a fait renouveler son inscription au consulat de France à Cuba et n'a jamais émis une protestation contre la déclaration faite en son nom par le truchement de son frère, déclaration qu'il n'a pu ignoré étant donné sa publicité. » (Abou Dib, 2001 : 86).

Le renouvellement du délai accordé aux émigrés pour exercer le droit d'option déclenche une polémique qui oppose certains leaders musulmans, comme Saeb Salam (Firro, 2003 : 157), aux partisans de l'octroi de la nationalité aux émigrés, parmi lesquels Antoun Saadé qui critique le caractère « confessionnel » de la polémique déclenchée par les leaders musulmans (Saadé, 2002 : 34 et 45-47).

La Deuxième Guerre mondiale suspend temporairement la polémique : le 1er septembre 1939, le haut-commissaire suspend la Constitution, congédie la Chambre et nomme un Conseil de directeurs présidé par Émile Eddé à la place du gouvernement.

2. La crise de l'été 1943 : les émigrés et le partage des sièges parlementaires

A. LA DEFINITION DU CORPS ELECTORAL

Après l'armistice du 22 juin 1940 entre la France et l'Allemagne, la Syrie et le Liban passent sous le contrôle du régime de Vichy. Du 8 juin au 14 juillet 1941, les troupes britanniques soutenues par la Première division des Forces françaises libres (FFL) affrontent les troupes de Vichy et prennent le contrôle de Damas et de Beyrouth.

Le Délégué général de la France libre en Syrie et au Liban, le général Catroux, promet d'abolir le Mandat et de laisser au Liban et à la Syrie le choix de se réunir ou de former deux États distincts, comme cela est convenu entre les Britanniques et le

général de Gaulle, mais ce dernier prend prétexte des menaces d'invasion allemande pour refuser d'octroyer leur indépendance à la Syrie et au Liban.

Au Liban, les agents français de la Délégation générale se substituent à ceux du haut-commissariat, tandis que le président profrançais Alfred Naccache, qui a remplacé Émile Eddé en avril 1941, est maintenu à son poste. Après les défaites allemandes en Afrique du Nord et en Russie au cours de l'année 1942, les Britanniques exercent d'importantes pressions sur la Délégation générale pour que la Constitution soit rétablie.

Le général de Gaulle est finalement obligé de céder au printemps 1943, alors qu'un large front antifrançais rassemble les leaders chrétiens et musulmans, notamment Béchara al-Khoury, le Patriarche Arida et Riad al-Solh, autour de l'idée émergente d'une « formule libanaise » qui permettrait aux Chrétiens et aux Musulmans de se partager le pouvoir. À la place d'Alfred Naccache, le général Catroux charge un Protestant qui a le soutien des Britanniques, le Docteur Ayoub Tabet, d'organiser les élections.

Ayoub Tabet, qui cumule les fonctions de Président et de Chef du gouvernement, modifie la loi électorale en supprimant le régime censitaire appliqué aux émigrés et en incluant dans le corps électoral tous les émigrés qui ont exercé leur droit d'option pour la nationalité libanaise, notamment lors du renouvellement du délai pendant un an par l'accord franco-turc de 1937 grâce auquel 120 000 personnes ont obtenu la nationalité libanaise (Chami, 2002 : II/13).

La loi électorale de 1934 est donc modifiée par l'article 4 du décret 49 du 17 juin 1943 :

> « le nombre de la population est formé des citoyens inscrits dans les registres de l'état civil à la date du 31 décembre 1942, auxquels sont ajoutées les personnes qui ne sont pas inscrites dans ces registres, mais dont l'origine est libanaise avec leur résidence à l'extérieur et qui viennent de choisir la nationalité libanaise. » (Chami, 2002 : II/15).

Sur la base de cette nouvelle définition du corps électoral, Ayoub Tabet attribue 32 sièges parlementaires aux Chrétiens et 22 aux Musulmans. La répartition des sièges n'a jamais été aussi favorable aux Chrétiens, puisque la Chambre a d'abord compté 14 Chrétiens pour 11 Musulmans, puis 22 Chrétiens pour 20 musulmans.

Quelques jours après la parution du décret, Ayoub Tabet transmet à la presse un communiqué dans lequel il explique que 159 573 émigrés ont exercé leur droit

d'option pour la nationalité libanaise dans le délai imparti par le traité de Lausanne, entre 1924 et 1926, puis lors du renouvellement de ce délai entre 1937 et 1938 :

> « Le traité de Lausanne avait accordé aux sujets ottomans de plus de 18 ans des territoires détachés de la Turquie le droit d'opter dans un délai de deux ans à partir du 30 août 1924 pour la nationalité de leur choix. Le délai avait été prorogé au 29 mai 1938 par un accord franco-turc. 159 573 émigrés ayant opté dans les délais pour la nationalité libanaise, le chiffre ayant servi pour la répartition des sièges comprend ce nombre et celui des Libanais résidents (1 084 421). » (Chami, 2002 : II/15).

Ayoub Tabet ne précise pas le nombre d'options pour chaque période, mais puisque 120 000 émigrés ont obtenu la nationalité libanaise grâce au renouvellement du délai en 1937-1938, on peut donc estimer le nombre d'options entre 1924 et 1926 à 40 000, ce qui confirme l'inexactitude du recensement de 1932 qui compte 186 984 émigrés « partis avant le 30 août 1924 » censés avoir exercé leur droit d'option.

Le communiqué d'Ayoub Tabet est accompagné d'une statistique qui offre des précisions sur la distribution des sièges parlementaires en fonction de la répartition confessionnelle des résidents et des optants. Selon cette statistique, les Chrétiens représentent 54,1 % des résidents, 88 % des optants et 58,4 % du total (tableau 10).

Tableau 10 : Les résidents, les optants et les sièges parlementaires selon Ayoub Tabet en 1943

Confession	Résidents		Optants		Total		Député	
							Total	Par électeurs
Sunnites	225 594	20,8%	4 913	3,1%	230 507	18,5%	10	23 051
Chiites	200 698	18,5%	9 367	5,9%	210 065	16,9%	9	23 341
Druzes	71 711	6,6%	4 863	3,0%	76 574	6,2%	3	25 525
Total Mslm.	**498 003**	**45,9%**	**19 143**	**12,0%**	**517 146**	**41,6%**	**22**	**23 507**
Maronites	318 201	29,3%	91 278	57,2%	409 479	32,9%	18	22 749
Grecs Cath.	61 956	5,7%	13 272	8,3%	75 228	6,0%	3	25 076
Grecs Orth.	106 658	9,8%	33 655	21,1%	140 313	11,3%	6	23 386
Armén. Orth.	58 007	5,3%	66	0,04%	58 073	4,7%	3	19 358
Minorités	41 596	3,8%	2 159	1,4%	43 755	3,5%	2	21 878
Total Chrét.	**586 418**	**54,1%**	**140 430**	**88,0%**	**726 848**	**58,4%**	**32**	**22 714**
Total	**1 084 421**	**100,0%**	**159 573**	**100,0%**	**1 243 994**	**100,0%**	**54**	**23 037**

d'après Chami, 2002 : II/15

En comparant ces résultats au recensement de 1932, dans lequel les Chrétiens représentent 50 % des résidents, 84,5 % des émigrés et 58,4 % du total de la population, on comprend que la catégorie « résident » de la statistique d'Ayoub Tabet inclut également les émigrés partis après 1924 qui n'ont pas exercé leur droit d'option. Cette confusion peut expliquer la force du taux d'accroissement des communautés maronites et grecques orthodoxes entre 1932 et 1943 dont s'étonnent Youssef Courbage et Philippe Fargues qui utilisent la statistique d'Ayoub Tabet sans savoir que la catégorie « présent » comprend également les émigrés « partis après 1924 » (Courbage et Fargues, 1973 : 21-24).

B. DES NEGOCIATIONS SOUS INFLUENCE

La nouvelle répartition des sièges parlementaires qu'Ayoub Tabet veut imposer suscite une profonde crise politique durant l'été 1943 qui remet en question la possibilité d'un éventuel accord entre Chrétiens et Musulmans pour le partage du pouvoir et, par là, la possibilité pour le Liban d'accéder à l'indépendance dans les frontières de 1920.

Alors que les leaders musulmans menacent de boycotter les élections si la répartition des sièges parlementaires n'est pas modifiée, la plupart des leaders chrétiens, dont le Patriarche maronite Arida, refusent toute concession sur ce qui est appelé le « droit de vote » des émigrés (Firro, 2003 : 202), en fait le décompte de tous les émigrés, en particulier ceux qui ont exercé le droit d'option, dans les ratios de la démocratie confessionnelle. La lettre de soutien envoyée à Ayoub Tabet par Pierre Gemayel, chef des Phalanges libanaises, résume bien les positions chrétiennes sur ce sujet.

> « De toutes les questions soulevées au cours de ce débat, il en est une à laquelle, tout en étant fermement décidé à ne pas intervenir dans les questions partisanes et confessionnelles, notre Mouvement attache une importance primordiale. Il s'agit du droit de vote des émigrés ayant opté pour la nationalité libanaise. Ces hommes, que tous leurs intérêts matériels poussaient à acquérir d'autres nationalités, qui ont été presque toujours délaissés par leurs concitoyens de la métropole, n'ont pas hésité à profiter des dispositions de l'article 34 du traité de Lausanne. Devenus dès lors citoyens libanais, ils sont suivant les termes de l'article 7 de la Constitution, *égaux vis-à-vis de la loi*. *Ils jouissent de tous les droits civils*

> *et politiques*. Leur droit au vote ne peut, dans ces conditions, être contesté. Aucune opportunité ou convenance ne saurait prévaloir contre sa reconnaissance. Si donc, comme le stipule l'arrêté 2/LR du 2 janvier 1934 (loi électorale), le chiffre de la population doit être pris pour base dans la répartition des sièges à la Chambre des Députés, notre Mouvement considère de son devoir de déclarer que ce chiffre doit comprendre les émigrés optant, électeurs éventuels au même titre que les résidents et les naturalisés ayant terminé la période requise. Toute mesure qui porterait atteinte à ce principe sera considérée par nous comme contraire à l'intérêt national. » (Gemayel, 1948 : 115-116).

De leur côté, les leaders musulmans se tournent vers les Premiers ministres égyptien et irakien qui interviennent directement auprès du général Catroux au début du mois de juillet pour qu'il révise le décret d'Ayoub Tabet qui, expliquent-ils, a outrepassé ses pouvoirs en incluant dans la population près de 160 000 Libanais résidant à l'étranger (Firro, 2003 : 203).

Le colonel Spears, représentant britannique en Syrie et au Liban, raconte cet épisode dans ses mémoires :

> « Je suis revenu à Beyrouth le 25 juillet et j'ai trouvé une étonnante pagaille même pour le Liban. Le Chef de l'État chrétien nommé par Helleu [Ambassadeur de France à Beyrouth], Dc. Ayoub Tabet, avait mené une manœuvre typique pour renforcer les intérêts chrétiens, qui étaient mieux disposés à l'égard des Français que des Musulmans, en donnant aux nombreux émigrés Libanais qui avaient conservé leur nationalité le droit de voter par correspondance lors des prochaines élections. Cela aurait assuré une majorité certaine aux Chrétiens, puisque sur une population totale légèrement supérieure à un million il y avait 67 450 émigrés dont 55 300 Chrétiens. » (Spears, 1977 : 212-213, traduction de l'auteur)

Étrangement, il évoque à peine la question du droit d'option, mais affirme qu'Ayoub Tabet veut instituer le vote par correspondance pour 67 450 émigrés, dont 55 300 chrétiens. Parce que ces chiffres sont presque les même que ceux des émigrés « partis après 1924 » dans le recensement de 1932, nous faisons l'hypothèse qu'au moment où Spears arrive à Beyrouth, plus d'un mois après le début de la crise, le projet d'inclure les optants dans le corps électoral est déjà abandonné. Les discussions

portent alors sur les émigrés partis après 1924 dont l'intégration dans le corps électoral serait justifiée par la mise en place du vote par correspondance.

La nouvelle répartition des sièges parlementaires proposée par le Premier ministre égyptien Nahhas Pacha et le général Catroux, 53 députés dont 29 Chrétiens et 24 Musulmans, se base sur le nombre des « résidents » selon Ayoub Tabet qui inclut les émigrés partis après 1924. À l'issue de nouvelles négociations auxquelles le colonel Spears est directement associé, le nombre de députés est porté à 55, dont 30 Chrétiens et 25 Musulmans, selon un ratio de 6 Chrétiens pour 5 Musulmans, en attendant l'organisation d'un nouveau recensement dans les deux années à venir qui doit notamment régler le problème des émigrés. Les élections sont finalement organisées le 29 août et le 5 septembre 1943 sur la base de ce compromis, après le remplacement d'Ayoub Tabet par Petro Trad, grec orthodoxe, et malgré les protestations de certains leaders chrétiens, notamment le Patriarche Arida et Émile Eddé.

Pendant près de cinquante ans, le ratio 6 députés chrétiens pour 5 députés musulmans reste inchangé malgré les fluctuations du nombre de députés : 77 députés dont 42 Chrétiens et 35 Musulmans en 1951, 44 députés dont 24 Chrétiens et 20 Musulmans en 1953, 66 Députés dont 36 Chrétiens et 30 Musulmans en 1957, 99 députés dont 54 Chrétiens et 45 Musulmans de 1960 à 1972. La crise de 1943 sur le *droit de vote* des émigrés est donc une illustration du modelage de la réalité démographique lors des négociations entre élites pour le partage du pouvoir dans lesquelles interviennent fortement les puissances étrangères. Lors de ces négociations, l'exclusion des optants des ratios confessionnels permet d'obtenir une répartition des sièges parlementaires moins défavorable aux Musulmans afin de permettre leur participation au jeu politique.

C. LE PACTE NATIONAL

Durant l'été 1943, au moment de la crise sur la répartition des sièges parlemenataire, Béchara al-Khoury et Riad al-Solh se rencontrent à plusieurs reprises pour s'entendre sur une série de compromis politiques qui constituent la base d'une entente durable entre Chrétiens et Musulmans dans le cadre de la République libanaise. Ces discussions, qui marquent l'aboutissement du rapprochement progressif entre les deux hommes initié au milieu des années 1930, débouchent sur un accord verbal, un *gentleman agreement*, sur les points suivants :

« 1 - Le Liban est une République indépendante, d'une indépendance absolue ; il est maître de lui-même ; nul traité ou accord ne l'engage à l'égard d'un quelconque État ;

2 - Le Liban a un visage arabe ; sa langue est l'arabe ; il fait partie intégrante du Monde arabe. Il possède son caractère particulier. Nonobstant son arabité, il ne saurait interrompre les liens de culture et de civilisation qu'il a noué avec l'Occident, du fait que ces liens ont eu pour effet justement de l'amener au progrès dont il jouit ;

3 - La vocation du Liban est dans sa coopération avec les États arabes, d'entrer dans la famille arabe, après que ces États auront reconnu son indépendance et son entité dans ses frontières actuelles. Il lui incombe de maintenir un état d'équilibre parmi eux tous, sans distinction ni préférence ;

4- La répartition de tous les emplois de l'État s'effectuera dans l'équité entre toutes les Communautés et, pour les fonctions proprement techniques, la compétence sera prise en considération. »
(Rabbath, 1986 : 547).

Sous le nom de Pacte national, l'accord verbal entre Béchara al-Khoury et Riad al-Solh devient l'institution fondatrice de la République libanaise avec pour projet l'union des Chrétiens et des Musulmans résumé par l'expression « arabiser les Chrétiens et libaniser les Musulmans ».

Les élections législatives de septembre 1943 portent Béchara al-Khoury à la présidence de la République et Riad al-Solh est nommé Premier ministre. En novembre, suite à l'abrogation des textes liant le Liban à la France, le général Catroux ordonne l'arrestation de Béchara al-Khoury et des membres du gouvernement, mais il est contraint de les libérer sous la pression des Britanniques le 22 novembre, qui devient le jour de la Fête nationale.

Avec la fin du Mandat français, le Pacte national permet de maintenir le statut-quo sur la base d'une « double négation » : le renoncement à la protection française pour les Chrétiens et à l'union avec la Syrie pour les Musulmans. Toutefois, le Pacte national est le résultat d'un accord entre élites qui ne repose pas sur une réelle volonté populaire d'alliance entre Chrétiens et Musulmans, comme le montre la rupture entre les Phalanges libanaises et les Najjadeh après l'indépendance. Par ailleurs, le Pacte national est étroitement lié à l'affaiblissement de l'influence française au Moyen-

Orient et à l'avènement de l'hégémonie britannique. Cette situation permet de stabiliser la vie politique libanaise pendant une décennie, alors même que les divisions confessionnelles continuent de rythmer la vie politique à l'occasion, par exemple, de l'adhésion du Liban à la Ligue arabe en 1945 ou de la participation de l'armée libanaise à la guerre contre Israël en 1948 (Khazen, 1993 ; Picard, 1988 : 105-120).

Le principe de partage du pouvoir entre les communautés confessionnelles est envisagé comme une mesure transitoire dans la constitution de 1926, en attendant qu'un remaniement territorial garantisse une nette majorité chrétienne dans l'entité libanaise. Selon le recensement de 1932, les émigrés représentent un cinquième de la population totale et plus de trois quarts d'entre eux sont Chrétiens. Si les émigrés sont inclus, les Chrétiens représentent près de 60 % de la population libanaise ; dans le cas contraire, ils représentent une petite majorité des résidents.

Le recensement de 1932 distingue les émigrés qui possèdent des biens immobiliers au Liban de ceux qui n'en ont pas et les émigrés qui doivent exercer le droit d'option de ceux qui ont obtenu la nationalité de par leur présence au Liban le 30 août 1924. Dans un premier temps, la naturalisation des émigrés partis avant 1924 est conditionnée à leur résidence au Liban et seuls les émigrés qui payent des taxes sont inclus dans le corps électoral. Ces mesures, qui limitent le poids des émigrés dans les ratios confessionnels, permettent un partage équilibré du pouvoir afin d'encourager les élites musulmanes à renoncer à l'union avec la Syrie. À l'inverse, l'accord franco-turc de 1937 favorise les Chrétiens en renouvelant le délai pour exercer le droit d'option.

En 1943, la nouvelle définition du corps électoral suscite un tollé car elle inclut tous les émigrés et accorde un nombre de sièges parlementaires beaucoup plus important aux Chrétiens. Finalement, le ratio de 6 députés chrétiens pour 5 députés musulmans qui est adopté à l'issue des négociations ne tient pas compte des émigrés partis avant 1924 qui doivent exercer le droit d'option pour obtenir la nationalité. Ce ratio, inchangé jusqu'à ce que l'accord de Taëf (1989) instaure la parité entre Chrétiens et Musulmans au Parlement, est l'un des éléments fondateurs du consensus sur le partage du pouvoir, à l'image des grands principes du Pacte national. La crise de 1943 sur le *droit de vote* des émigrés est une illustration du modelage de la réalité démographique lors des négociations entre élites pour le partage du pouvoir dans lesquelles interviennent fortement les puissances étrangères.

Chapitre IV

La diaspora après l'indépendance : la question des normes et des institutions

Les communautés libanaises de l'étranger, autrement dit la diaspora constituée par les émigrés et leurs descendants, représentent un double défi pour l'État après l'indépendance, sur le plan des normes juridiques et sur le plan de l'action publique, car il pose la question : qui est Libanais ?

Quels sont les enjeux et quels sont les usages de la législation sur la naturalisation des personnes d'origine libanaise ?

En 1946, une nouvelle loi conditionne la restitution de la nationalité aux personnes d'origine libanaise à leur retour définitif au Liban. Toutefois, le renouvellement du délai pour exercer le droit d'option est négocié avec la Turquie en 1949 et appliqué entre 1952 et 1958, ce qui permet aux émigrés qui n'ont pas exercé le droit d'option d'obtenir la nationalité sans être contraint de revenir au Liban. Par la suite, les usages de la loi sur la restitution de la nationalité et les limites du renouvellement du délai pour exercer le droit d'option témoignent du poids des logiques confessionnelles qui empêchent la réforme du code de la nationalité et contribuent à la paralysie de la décision politique pendant la guerre civile.

Quelle est la nature et quelles sont les limites des dispositifs institutionnels chargés d'organiser et de mobiliser la diaspora libanaise ?

En 1945, le parti des Phalanges libanaises obtient la création d'un secrétariat aux Émigrés au sein du ministère des Affaires étrangères qui est chargé des relations avec la diaspora, mais dont l'action est très limitée. Puis, en 1960, sous la présidence de Fouad Chéhab, l'État patronne la création d'une fédération internationale des associations d'émigrés libanais, l'Union libanaise mondiale, qui sert finalement de relais à l'étranger pour les milices durant la guerre civile.

A) La naturalisation des émigrés et de leurs descendants face aux équilibres confessionnels

1. L'adoption d'une nouvelle législation : les revirements du président Béchara al-Khoury

a. Conditionner la restitution de la nationalite au retour definitif

Le 31 janvier 1946, le parlement libanais vote une nouvelle loi de nationalité qui modifie certaines dispositions de la loi 15/S du 19 janvier 1925 (annexe 10). Cette loi réaffirme deux principes fondateurs de la République libanaise : l'indépendance face aux ingérences étrangères et le respect de l'équilibre confessionnel. La loi du 31 janvier 1946 durcit les conditions de perte de la nationalité alors que le gouvernement négocie le départ des troupes françaises stationnées au Liban. Ce durcissement concerne les Libanais qui acceptent des fonctions auprès d'un gouvernement étranger :

> « Perd la nationalité libanaise celui qui accepte des fonctions auprès d'un gouvernement étranger sans avoir obtenu au préalable une autorisation du gouvernement libanais.
>
> Le silence gardé par le gouvernement pendant deux mois à compter de la date à laquelle l'autorisation a été demandée constitue une décision de rejet ».

Toutefois, pour ceux qui sont déjà en fonction auprès d'un gouvernement étranger ou ceux qui résident à l'étranger, la loi du 31 janvier 1946 conserve la formule moins contraignante du décret 15/S du 19 janvier 1925 :

> « perd la nationalité libanaise celui qui conserve des fonctions auprès d'un gouvernement étranger nonobstant l'injonction du gouvernement à les quitter ».

De même, la loi du 31 janvier 1946 ne modifie pas substantiellement l'article du décret 15/S relatif à la double nationalité qui est remplacé par une formule équivalente :

> « perd la nationalité libanaise le Libanais qui acquiert une nationalité étrangère après avoir obtenu un congé de nationalité donné par décret du Chef de l'État. »

Par ailleurs, l'article 2 de la loi du 31 janvier 1946 réaffirme le principe d'équilibre entre les communautés confessionnelles en limitant les possibilités de

naturalisation des émigrés et de leurs descendants qui n'ont pas exercé le droit d'option.

> « Toute personne d'origine libanaise établie à l'étranger et qui n'a pas opté pour la nationalité libanaise peut demander, si elle retourne définitivement au Liban, d'être considérée comme Libanaise. Un décret sera pris en Conseil de ministres. »

Cette décision intervient alors que la polémique sur les 160 000 optants d'Ayoub Tabet continue de rebondir, notamment à l'occasion du Congrès des émigrés organisé par les Phalanges libanaises quelques mois plus tôt, sur lequel nous allons revenir. Le député Joseph Saouda dénonce le blocage de la procédure administrative pour obtenir la nationalité (Saouda, 1945 : 161), tandis que les organisateurs appellent au respect des droits des émigrés.

L'article 2 de la loi du 31 janvier 1946 s'inspire de la décision prise par le président Charles Debbas après le recensement de 1932 qui impose aux émigrés partis avant le 30 août 1924 de revenir au Liban pour obtenir la nationalité. Cet article marque donc une double rupture ; d'une part, avec le traité de Lausanne, qui n'oblige pas les résidents à l'étranger ayant exercé leur droit d'option à transférer leur domicile, à la différence des résidents dans les territoires détachés de l'Empire ottoman ; d'autre part, avec le principe du droit du sang, qui domine dans la législation libanaise sur la nationalité, puisque la condition de résidence définitive au Liban confère au territoire une importance nouvelle. On note toutefois que cette condition n'est pas contraignante puisqu'aucune sanction n'est prévue si l'engagement à résider définitivement au Liban n'est pas respecté (Baz, 1969 : 87 ; Abou Dib, 2001 : 125).

B. LE RENOUVELLEMENT DU DELAI POUR EXERCER LE DROIT D'OPTION

L'article 2 de la loi du 31 janvier 1946 ne clôt pas la polémique sur les optants puisque le gouvernent libanais signe quelques mois plus tard un accord avec la Turquie pour renouveler le délai d'option. Puisque cet accord répond à la revendication des Phalanges libanaises, qui demandent d'accorder la nationalité libanaise à tous les émigrés qui la demandent, on peut supposer que Béchara al-Khoury cherche par là à obtenir le soutien des Phalanges lors aux élections législatives de l'été 1947.

L'accord libano-turc est signé le 7 décembre 1946 par Saeb Salam, ministre de l'Intérieur qui assure l'intérim au ministère des Affaires étrangères depuis la mort de Sélim Takla l'année précédente, qui s'était pourtant opposé à la prolongation du délai d'option en 1937 (Baz, 1969 : 256 ; Alawiyeh, 1984 : 50) (annexe 11).

L'accord n'est toutefois pas ratifié et Béchara al-Khoury semble l'oublier après les élections alors qu'il atteint le sommet de son pouvoir avec un Parlement dominé par ses partisans, aucun rival dans la communauté maronite et un fort ascendant sur les principaux chefs sunnites, dont il manipule les rivalités. Les ambitions hégémoniques de Béchara al-Khoury suscitent toutefois de fortes oppositions, notamment Kamal Joumblatt et Camille Chamoun qui dénoncent des irrégularités électorales.

En 1948, Béchara al-Khoury saisit l'occasion de la guerre entre Israël et les pays arabes pour faire voter une loi spéciale qui l'autorise à briguer un deuxième mandat, alors que la Constitution l'interdit. Il est réélu président le 27 mai 1948, puis gagne à nouveau les élections législatives en 1951, malgré l'assassinat de son allié Riad al-Solh par un membre du PSNS pour venger l'exécution d'Antoun Saadé deux ans plus tôt. Au lendemain des élections, la position de Béchara al-Khoury est toutefois considérablement fragilisée par l'ampleur du mouvement d'opposition qu'il suscite. C'est dans ce contexte, alors qu'il cherche à renforcer sa popularité, que le Parlement ratifie la loi du 3 décembre 1951 relative à l'accord libano-turc du 7 décembre 1946 pour le renouvellement du délai d'option (annexe 12).

Moins d'un an plus tard, Béchara al-Khoury est contraint de démissionner après avoir été incapable de former un nouveau gouvernement, faute du soutien de l'armée et alors qu'un large mouvement de protestation exige son départ. L'accord pour le renouvellement du délai d'option entre en vigueur le 29 septembre 1952, quelques jours après l'élection à la présidence de la République de Camille Chamoun. Ce dernier renouvelle le délai pour exercer le droit d'option durant six ans, jusqu'au 29 septembre 1958, en réactualisant l'accord libano-turc à deux reprises par échange de lettres avec les officiels turcs, une première fois le 16 décembre 1954 sous la signature du ministre des Affaires étrangères Alfred Naccache et une seconde fois le 28 janvier 1957 sous celle du Premier ministre Sami al-Solh (Abou Dib, 2001 : 303 ; Alawiyeh, 1984 : 52 ; Baz, 1969 : 258-261).

Les sources statistiques ne permettent pas de connaître avec précision le nombre d'émigrés qui ont profité du renouvellement du délai entre 1952 et 1958. Un

total de 167 000 émigrés a exercé le droit d'option selon l'Union libanaise culturelle mondiale, peut-être 180 000.[27] Si l'on retient l'estimation basse et que nous la comparons à la statistique d'Ayoub Tabet, qui compte près de 160 00 optants en 1943, cela permet d'évaluer à 7 000 le nombre d'optants entre 1952 et 1958. Ce nombre relativement faible est souvent expliqué par l'absence de campagne d'information à l'attention des émigrés dans les ambassades et les consulats libanais.

En fait, le renouvellement du délai pour exercer le droit d'option, qui est perçu comme un mesure visant à accroître le nombre de Chrétiens, suscite de fortes réticences au sein même de l'État et l'enregistrement d'une partie des dossiers déposés entre 1952 et 1958 est bloqué par la Direction de l'état civil. Parallèlement et paradoxalement, la loi du 31 janvier 1946 permet de restituer la nationalité libanaise aux Chrétiens arrivés de Palestine en 1948 ou bien d'Égypte au début des années 1960.

2. L'application de la loi sur la restitution de la nationalité

A. AUX PALESTINIENS DE 1948 REFUGIES AU LIBAN

L'une des principales conséquences de la défaite des armées arabes contre Israël en 1948 est l'exode de plusieurs centaines de milliers de Palestiniens, dont 120 000 à 130 000 au Liban. Outre les Libanais qui ont émigré en Palestine entre les deux Guerres mondiales, 5 % de ces réfugiés sont d'origine libanaise (Sfeir-Khayyat, 2005 : 391 et 494). L'article 2 de la loi du 31 janvier 1946 permet à ces derniers d'obtenir la nationalité libanaise s'ils peuvent justifier de leur origine libanaise, comme le précise une note du ministre de la Justice au ministre de l'Intérieur datée du 12 novembre 1948.

> « Les dispositions de la susdite loi [du 31 janvier 1946] s'appliquent à toute personne d'origine libanaise qui rentre au Liban, que cette personne soit domiciliée sur le territoire d'un État détaché de l'Empire ottoman [dont la Palestine] ou sur un autre territoire. » (Baz, 1969 : 239)

En 1949, 75 chefs de famille arrivés de Palestine l'année précédente, dont deux tiers sont Chrétiens, obtiennent la nationalité libanaise au titre de l'article 2 de la loi du 31 janvier 1946. Dans leur cas, le décret de naturalisation publié au Journal officiel précise qu'il s'agit d'une « restitution de nationalité » (*i'ada al-jinsia*), à la

27. Fouad al-Turk, entretien à Beyrouth, 16 mai 2003.

différence de 186 chefs de famille palestiniens, dont plus de la moitié sont Chrétiens, qui obtiennent la nationalité par « naturalisation » (*tajnis*) (Sfeir-Khayyat, 1998 : 64).

À la fin de l'année 1949, le décret n°398 du 26 novembre 1949 (annexe 13) précise la procédure de restitution de la nationalité. Le requérant doit présenter au ministère de l'Intérieur les pièces attestant son origine libanaise (anciens registres d'état civil, généalogies familiales ou documents juridiques), dont l'authenticité est vérifiée par la Sûreté générale qui mène une enquête auprès de l'administration locale (*mukhtar*) et des habitants du village d'origine. Puis, le requérant s'engage par écrit à séjourner de façon définitive au Liban et son dossier est transmis au Conseil des ministres qui statue en fonction du rapport du Chef de l'état civil et de l'avis émis par le ministre de l'Intérieur. Enfin, le requérant déclare qu'il est disposé à remettre son ancien passeport à la Sûreté générale dès la parution du décret de restitution de la nationalité.

Alors que la loi du 31 janvier 1946 impose seulement deux conditions à la restitution de la nationalité, être d'origine libanaise et s'installer définitivement au Liban (Dib, 1979 : 10), le décret 398 donne au ministre de l'Intérieur le moyen d'exercer un contrôle plus strict sur les restitutions de nationalité, à l'image du pouvoir discrétionnaire du Chef de l'État sur les naturalisations, et permet de retirer l'ancien passeport de celui à qui la nationalité a été restituée.

Dans les années qui suivent, les restitutions de nationalité et les naturalisations des réfugiés de Palestine profitent essentiellement à des familles issues de l'élite ou bien aux familles chrétiennes qui représentent un quart du total des réfugiés (Sfeir, 2008 : 82-84). Par contre, l'implantation définitive de la grande majorité des réfugiés palestiniens (*tawtîn*) suscite de très fortes oppositions de la part des partis politiques chrétiens, notamment les Phalanges libanaises qui opposent dans leurs discours l'arrivée des Palestiniens et l'émigration des Libanais (Sfeir, 2008 : 102).

B. AUX « SHAWAM » D'ÉGYPTE

Dans les années 1950 et 1960, la croissance de l'économie libanaise est encouragée par la politique libérale imposée par l'élite politique et marchande. Le Liban signe des accords commerciaux avec la Syrie, l'Égypte, l'Irak et la Jordanie dès 1943, il met fin à l'Union douanière avec la Syrie en 1950, il instaure le secret bancaire en 1957. Parallèlement, le port de Beyrouth profite du déclin de celui d'Haïfa qui est coupé de son arrière-pays après 1948. Dans le même temps, l'aménagement

d'un nouveau terminal à l'aéroport de Beyrouth permet le développement du trafic aérien qui atteint 325 000 passagers en 1954, dont un tiers en transit (Attiée, 2004 : 40-42). Enfin, le Liban devient le principal intermédiaire des échanges entre l'Occident et les pétromonarchies du Golfe, ce qui explique l'explosion des dépôts bancaires qui passent de 215 millions de livres libanaises en 1950 à 8220 millions en 1970.

La prospérité économique du Liban encourage deux types d'immigration : d'une part, une immigration temporaire de travail majoritairement syrienne ; d'autre part, une immigration définitive et familiale de la bourgeoisie des pays arabes qui fuit, avec ses capitaux, l'instabilité politique de leur pays. Outre 60 millions de livres libanaises transférées de Palestine au Liban après 1948, 500 millions sont transférés depuis la Syrie après le coup d'État d'Adib Chichakli en 1949, 100 millions sont transférés depuis l'Égypte après la révolution des Officiers libres en 1952, et 150 millions sont transférés depuis l'Irak après la chute de la monarchie hachémite en 1958 (Picaudou, 1989 : 84).

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, la communauté syro-libanaise d'Égypte, les *Shawam*, quitte massivement le pays en raison de la politique de nationalisation des industries et des établissements commerciaux et financiers menée par Gamal Abdel Nasser. Une partie des *Shawam* se réfugient au Liban où ils obtiennent facilement la nationalité grâce à la loi du 31 janvier 1946.

En 1959, le ministre de la Justice, Hussein al-Uwayni, publie l'arrêté n°288 du 5 mai 1959 qui apporte des précisions importantes sur la procédure de restitution de la nationalité telle qu'elle est définie par le décret 398 du 29 novembre 1949. Selon cet arrêté, le requérant prouve son origine libanaise s'il identifie son nom, celui de son père ou celui de son grand père, soit dans le recensement de 1921 ou de 1932, soit dans le registre des résidents ou des émigrés de l'État civil libanais ou ottoman. L'arrêté rappel également que la restitution de la nationalité implique qu'elle n'a jamais été perdue, ce qui permet d'accorder automatiquement la nationalité aux descendants du requérant (Alawiyeh, 1984 : 54).

Les estimations du nombre de restitutions de nationalité sont difficiles à vérifier en raison du tabou qui entoure toute question liée à la démographique confessionnelle. Selon une estimation de l'Union libanaise culturelle mondiale, 62 856 demandes de nationalité ont été déposées par des émigrés et par leurs descendants

entre 1960 et 1972.[28] Par ailleurs, selon un rapport de 1975 de la Direction générale de l'état civil, commandé par l'ancien président Camille Chamoun, alors ministre de l'Intérieur, la nationalité a été attribuée par décret à 100 000 personnes depuis 1958, dont 88 000 Égyptiens d'origine libanaise à qui la nationalité a été restituée entre 1960 et 1964[29].

Signe de la politisation de cette question, le quotidien nationaliste arabe *As-Safir*, qui publie les grandes lignes de ce rapport, relaye quelque mois plus tard les critiques d'un haut fonctionnaire qui dénonce, sous couvert d'anonymat, l'illégalité des restitutions de nationalité aux émigrés d'origine libanaise et qui accuse le directeur du secrétariat aux Émigrés du ministère des Affaires étrangères d'avoir distribué la nationalité à des Libanais d'origine lors de sa tournée en Amérique du Sud[30].

28. « La nationalité des émigrés et leurs capitaux », *As-Safir*, 26 mars 1994.

29. « 43 000 demandes de nationalité autres que la demande des Arabes de Wadi Khaled, 15 000 naturalisations de droit et 100 000 naturalisations par décret depuis 1958 », *As-Safir*, 2 septembre 1975.

30. « Des dizaines de milliers d'émigrés accèdent à la nationalité… de façon cachée. », *As-Safir*, 7 janvier 1976.

B) Mobiliser la diaspora au service du Liban : les limites de l'institutionnalisation

1. La création du secrétariat aux Émigrés au ministère des Affaires étrangères (1945)

A. Le Congres des emigres des Phalanges libanaises

En septembre 1945, le mouvement des Phalanges libanaises organise le premier congrès des émigrés à Zahlé dans la Bekaa avec plusieurs objectifs : faire valoir le droit des émigrés à la nationalité et à la représentation politique, encourager les émigrés à investir et à travailler au Liban, et resserrer les liens entre les résidents et les émigrés.

Même si la création d'un groupe de pression politique n'est pas explicitement évoquée, ce congrès représente une réponse à la création de la Ligue arabe le 22 mars 1945 à Alexandrie, dont le Liban est un membre fondateur, qui suscite des réticences dans les rangs phalangistes pour qui la Ligue arabe est le préalable à une grande union arabe. En effet, deux mois avant le Congrès des émigrés, le député Joseph Saouda publie dans la revue francophone des Phalanges, *Les Cahiers de l'Est,* un article intitulé *Libanais de l'étranger. Colonies libanaises. Émigration et Immigration,* dans lequel il rappelle à quelles occasions les émigrés ont apporté leur soutien au Liban.

> « Il serait trop long d'énumérer les services rendus par les Émigrés à la Mère-patrie (…). Le fait le plus saillant à signaler consiste dans la garde que les Émigrés montent autour de l'Indépendance du Liban (…). On l'a constaté en 1908-1909, à la suite de la proclamation de la constitution turque et des propositions engageantes faites aux Libanais pour accepter l'intégration du Liban dans l'Empire ; en 1915-1917, à l'occasion du Mouvement pan-arabe sous le roi Hussein ; en 1919-1920, à propos d'un projet de fédération avec la Syrie ; tout dernièrement, à l'occasion des « Conversations de l'unité arabe » et du Protocole d'Alexandrie [création de la Ligue arabe] tendant à la confusion du Liban dans les États avoisinants, sous une forme ou sous un autre. À chaque alerte, le Liban de l'étranger - même à défaut de l'autre - était debout ; et il faudra écrire cette page glorieuse de l'Émigration. Il n'est pas impossible que ceux qui assument les responsabilités de l'avenir ne réalisent un jour - à la lumière de l'intérêt supérieur du pays - que l'Émigration libanaise est l'Empire colonial du Liban. » (Saouda, 1945 : 162-163).

Par ailleurs, le Congrès des émigrés est pour le chef des Phalanges libanaises, Pierre Gemayel, l'occasion de revendiquer le droit pour les émigrés à obtenir la nationalité sans condition de retour au Liban et d'être représentés dans les ratios confessionnels.

> « Libanais de l'étranger ! Les *Kataëb* s'adressent à vous aujourd'hui (…) Nous reprenons donc avec une nouvelle foi notre lutte pour la défense de vos droits. Vous êtes des nôtres. Vous êtes toujours Libanais ; et notre but est de concrétiser cet attachement des Libanais émigrés à leur mère patrie. Vous avez des droits que nous ferons reconnaître ; vous avez aussi des devoirs envers votre patrie d'origine et nous sommes sûrs que vous n'y faillirez pas.
>
> Ce premier Congrès que nous tenons pour l'étude des problèmes que pose la dispersion de la moitié de la nation libanaise dans toutes les régions du monde et la nécessité de les faire collaborer à l'œuvre de redressement national tout en protégeant leur droit là où ils se trouvent, ce Congrès n'est qu'une première étape dans cette entreprise que nous avons pris sur nous de réaliser » (Gemayel, 1948 : 158).

Pour Pierre Gemayel, le congrès vise à encourager les émigrés à investir au Liban et à venir y travailler, chacun dans son domaine de compétence, afin de poser les bases d'une économie nationale dans le cadre de l'indépendance nouvellement acquise.

> « Les Phalanges libanaises professent que la participation des absents à l'organisation du Liban est chose nécessaire et indispensable. (…) Trop longtemps cela a été négligé. (…) Il nous faut donc organiser notre demeure dans ces deux patries. Les faire mieux connaître l'un à l'autre. (…) Le Liban fait appel à ses émigrés pour qu'ils investissent leurs capitaux chez lui et pour qu'ils y viennent, spécialistes et techniciens, eux qui sont indiscutablement les seuls qualifiés à être les conseillers de la renaissance nationale. » (Gemayel, 1945 : 171-172)

Pierre Gemayel n'appelle pas seulement les émigrés à revenir au Liban, il veut également construire une nation qui repose sur deux socles, le « Liban résident » et le « Liban émigré ». Pour lui, la souveraineté du Liban ne s'exerce pleinement que dans l'union et la collaboration entre les émigrés et les résidents, grâce au développement des moyens de communication qui abolissent les distances (déjà !).

> « L'interférence des idées, des intérêts mondiaux et des langues, ainsi que les développements des moyens de communication ont fait que nos compatriotes d'outre-mer sont plus près de nous que jamais. (…) S'étonnera-t-on après cela de nous voir organiser un congrès dont le but est de (…) réaliser l'union et la collaboration entre les résidants et les émigrés. Établir les modalités pratiques de cette collaboration, telle est la raison déterminante du premier congrès des émigrés. (…) Maintenant il s'agit de construire des bases économiques nationales, tendons nos mains au-delà des mers pour réaliser la liaison avec la partie absente du Liban. C'est en cette union que résident la vie et la parfaite souveraineté du Liban. » (Gemayel, 1945 : 171-173).

Des quinze résolutions adoptées à l'issue du congrès, les trois plus importantes concernent la création d'un ministère des Émigrés, la législation sur la nationalité et la représentation politique des émigrés.

> « 1) Créer un "Ministère des Émigrés" pour s'occuper des questions intéressant les émigrés.
>
> 2) Reconnaître la nationalité libanaise à tout émigré qui en fait la demande, par la conclusion d'accords diplomatiques ou par la promulgation de toutes lois nécessaires.
>
> 3) Faciliter aux émigrés l'exercice de leur droit de participer à la représentation nationale, en modifiant, à cet effet, les lois électorales en vigueur. »[31]

Les autres résolutions concernent le développement du réseau consulaire et la protection et le rapatriement des émigrés ; des mesures pour encourager l'investissement au Liban, pour protéger les propriétés des émigrés et pour limiter l'émigration ; la diffusion de l'histoire libanaise aux émigrés et l'organisation de croisières pour visiter le Liban. L'ensemble de ces revendications renvoie aux quatre grands domaines dans lesquels l'État est invité à agir pour encourager les relations entre le Liban et les émigrés : la nationalité/citoyenneté, la protection consulaire, les échanges économiques et les relations culturelles.

31. Résolutions du Congrès des Emigrés organisé par les Phalanges. *Les Cahiers de l'Est*, tome 3, 1945, p. 149.

B. LA REPONSE DU GOUVERNEMENT AUX REVENDICATIONS PHALANGISTES

Le Congrès des émigrés intervient quelques mois après le départ de Riad al-Solh, poussé à la démission par Béchara al-Khoury qui utilise les rivalités entre les grands notables sunnites pour renforcer son propre pouvoir (Zisser, 2000 : 103-123). Après avoir été brièvement occupée par Abdel Hamid Karamé, la présidence du Conseil est confiée à Sami al-Solh, parent de Riad al-Solh, qui laisse Béchara al-Khoury contrôler tous les rouages du pouvoir tout en servant de bouclier contre les attaques d'Abdel Hamid Karamé.

En réponse aux revendications des Phalanges, le gouvernement prend plusieurs engagements.[32] Tout d'abord, la création d'un secrétariat aux Émigrés au sein du ministère des Affaires étrangères, un projet déjà envisagé par Émile Eddé dans sa déclaration ministérielle du 22 novembre 1929, qui n'avait pas vu le jour (Abu Jaoudé, 2004 : 353). Puis, l'extension du réseau diplomatique et consulaire grâce aux consulats honoraires et le développement de projets touristiques. Par contre, au lieu de permettre aux émigrés « qui le demandent » d'obtenir la nationalité, le gouvernement vote deux mois plus tard la loi du 31 janvier 1946 sur la restitution de la nationalité.

En juin 1946, les Phalanges libanaises organisent un second Congrès des émigrés à l'issue duquel elles demandent la création d'un ministère des Émigrés, au lieu d'un secrétariat, le recensement des émigrés et la signature d'un accord avec la Turquie pour permettre à ceux des émigrés qui ne l'ont pas fait d'exercer leur droit d'option et, en attendant, la délivrance de cartes d'identité et de passeports provisoires. Par ailleurs, les Phalanges proposent d'enseigner le portugais et l'espagnol dans les écoles libanaises et de diffuser dans les communautés d'émigrés libanais des informations sur le Liban à travers la presse et la publication de manuels d'histoire du Liban en portugais et en espagnol. Enfin, elles demandent la création d'un annuaire des industriels et commerçants d'origine libanaise et d'une Banque du Liban et de l'Outre Mer (Chami, 2002 : II/166).

L'accord libano-turc sur le renouvellement du délai d'option, signé en décembre 1946, est un geste de Béchara al-Khoury en direction des Phalanges libanaises, comme nous l'avons. Toutefois, cet accord n'est ratifié que cinq ans plus tard et Pierre Geyamel organise en 1949 une campagne de presse sur la restitution de

32. Résolutions adoptées par le gouvernement en Conseil des ministres le 6 ocotobre 1945. *Les Cahiers de l'Est*, tome 3, 1945, p. 150.

la nationalité à l'occasion de laquelle il demande que les 160 000 optants soient inclus dans le corps électoral (Chami, 2002 : II/288). Une lettre adressée par Pierre Gemayel au mouvement des Najjadeh au sujet du recensement offre un exemple des arguments avancés par les Phalanges libanaises :

> « Nous ne pensons pas que les Najjadés ignorent que la majorité des émigrés possèdent au Liban des propriétés pour lesquelles elle paie les mêmes impôts que les citoyens résidents. Cela étant, ces émigrés ont autant que les autres le droit d'être recensés et de jouir de leur droit de représentation à l'exemple de ce qui se fait dans les pays évolués, attachés à leur structure nationale, fiers de tous leurs fils. Et si une minorité infime d'émigrés n'acquitte pas ses impôts, les Najjadés ne croient-il pas (étant attaché à tout ce qui est national) que c'est une preuve d'attachement au patrimoine libanais et au nationalisme véritable que d'essayer de conserver aux émigrés leur nationalité et leur patriotisme, eux *qui ont relevé si haut le nom du Liban* ? » (Gemayel, 1948 : 185).

Pour Béchara al-Khoury, toutefois, toute modification de la répartition des sièges est impensable au nom du fragile équilibre qui a permis de conduire le pays à l'indépendance.

> « Premièrement, la majorité des émigrés, en particulier aux États-Unis, ont acquis la nationalité de leur pays d'accueil, ils ont perdu leurs droits d'être éligible ou électeur et celui d'être décompté dans les ratios de la démocratie confessionnelle. Deuxièmement, les émigrés ayant conservé la nationalité libanaise, ou l'ayant demandé dans le cadre du traité de Lausanne, ou étant rentrés définitivement au pays, jouissent complètement de ces droits, mais ils doivent être au Liban pour pouvoir voter. Enfin, il est hors de question de remettre en cause le ratio de 6 députés chrétiens pour 5 musulmans en faveur des premiers, étant donné le tollé qu'a suscité la tentative d'Ayoub Tabet. » (Chami, 2002 : II/354).

Cela n'empêche pas Béchara al-Khoury de soutenir différents projets visant à développer les relations avec les émigrés. En août 1950, le gouvernement de Riad al-Solh organise le « Mois des émigrés » pour encourager le tourisme et l'investissement au Liban. À cette occasion, Béchara al-Khoury et le Premier ministre syrien, Nazem Koudsi, inaugurent le Congrès des associations syro-libanaises qui accueille au Palais de l'UNESCO, construit deux ans plus tôt, 400 associations et 2 500 participants issus de la diaspora syro-libanaise (Chami, 2002 : II/352). Puis, en 1951, la Banque du

Liban et d'Outre Mer, futur BLOM Bank, voit le jour sous la direction du nouveau Premier ministre, Hussein al-Uwayni, un homme d'affaires qui a travaillé en Palestine, en Égypte et en Arabie Saoudite dans les années 1930 avant de faire une carrière politique au Liban après l'indépendance.

De manière générale, ces initiatives sont caractéristiques de la politique libanaise envers les émigrés qui se concentre sur l'économie. Sous la présidence de Camille Chamoun, le successeur de Béchara al-Khoury, alors que le secrétariat aux Émigrés semble totalement passif, c'est la délégation du Tourisme qui s'intéresse aux émigrés. Cette dernière organise plusieurs « étés des émigrés », notamment en 1954 à l'occasion du centième anniversaire du départ d'Antonios Bachalany, le premier émigré libanais aux États-Unis, et du voyage de Camille Chamoun au Brésil.

2. Fouad Chéhab et la création de l'Union libanaise mondiale (1960)

A. LA CRISE DE 1958 ET LES REFORMES CHEHABISTES

La création par l'Etat libanais d'une fédération des associations libanaises de la diaspora, l'Union libanaise mondiale, a pour contexte les réformes économiques et sociales engagées par le président Fouad Chéhab qui arrive au pouvoir en 1958 après une séries crises internes et régionales alimentée par la guerre froide.

Au Liban, la politique libérale menée au lendemain de l'indépendance produit de graves inégalités sociales. Autour de Beyrouth, des bidonvilles se forment progressivement alimentés par l'exode rural depuis les régions périphériques sous-développées à majorité musulmane. Les partis et les mouvements populaires s'y implantent sur la base de revendications sociales et dénoncent les logiques clientélistes qui commandent souvent l'allocation des ressources publiques par chaque député ou ministre dans sa circonscription : infrastructures, services sociaux, emplois administratifs. Toutefois, les frontières entre ces mouvements populaires et les leaders traditionnels (*za'im*) sont parfois poreuses, comme le montre l'exemple de Kamal Joublatt, héritier d'une des principales familles druze du Chouf et fondateur du Parti socialiste progressiste (PSP).

Après la démission de Béchara al-Khoury en septembre 1952, les députés élisent à sa place Camille Chamoun, notable maronite du Chouf, qui est soutenu par la plupart des leaders musulmans, par les pays arabes et par les Britanniques. Camille Chamoun entreprend une série de réformes qui ébranle le pouvoir des *za'im*.

Premièrement, il réduit leur influence électorale en baissant le nombre de députés, qui passe de 77 à 44, et en diminuant la taille des circonscriptions. Deuxièmement, il s'attaque au clientélisme dans l'administration en instaurant des concours de la fonction publique et en licenciant six cents fonctionnaires. Troisièmement, il encourage l'émergence de contre-pouvoir en instaurant la liberté de la presse et en réorganisant le système judiciaire, avec notamment la création de la Haute Cour. Ces réformes ont un effet limité, mais elles contribuent à renforcer l'influence politique de Camille Chamoun qui gagne les élections législatives de 1957 grâce à l'appui des Phalanges libanaises et du PSNS.

Parallèlement, les années 1950 sont marquées par de fortes tensions régionales liées aux nouveaux équilibres géopolitiques nés de la Guerre froide. En février 1955, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan signent le Pacte de Bagdad qui créé une alliance antisoviétique au Moyen-Orient. Gamal Abdel Nasser, arrivé au pouvoir en Égypte à la suite du coup d'État des Officiers libres de 1952, s'oppose à l'influence américaine et ambitionne d'unir les pays arabes derrière son leadership sur la base du non-alignement. En réponse au Pacte de Bagdad, Nasser forme le Pacte tripartite arabe avec la Syrie et l'Arabie Saoudite. Alors que Camille Chamoun tente de jouer un rôle de médiateur entre les deux camps, les relations entre Nasser et les États-Unis se dégradent après la livraison d'armes tchèques à l'Égypte (Attié, 2004 : 70-89). La guerre de Suez, menée par la Grande-Bretagne, la France et Israël contre l'Egypte après la nationalisation du Canale de Suez pas Nasser en juillet 1956, marque la fin de l'hégémonie britannique au Moyen-Orient et le début du conflit larvé entre les États-Unis et l'URSS.

Au Liban, ces tensions régionales ont une incidence directe sur la scène politique interne, à nouveau marquée par une forte opposition entre Chrétiens et Musulmans. Camille Chamoun accepte le programme américain d'aide économique et militaire en 1957, mais l'opinion publique musulmane soutient Nasser, devenu extrêmement populaire après 1956, et adhère au projet d'union syro-égyptienne qui voit le jour en février 1958 avec la République arabe unie (RAU) (Attié, 2004 : 98-122). La crise politique se focalise sur le renouvellement du mandat de Camille Chamoun, qui laisse planer le doute sur ses intentions. En mai 1958, les émeutes se transforment en combats violents après l'assassinat de Nassib Matni, propriétaire et directeur du journal d'opposition *al-Telegraph*. Contre les insurgés soutenus militairement par la RAU, Camille Chamoun demande l'aide des Etats-Unis qui se

décident à intervenir militairement après le coup d'État en Irak (14 juillet 1958), qui est soutenu par Nasser et les Soviétiques, et face aux menaces de coup d'État en Jordanie, où se déploie l'armée britannique (Attié, 2004 : 40-98 ; Picard, 1988 : 120-126).

Un accord politique permet d'élire le chef de l'armée, le général Fouad Chéhab à la place de Camille Chamoun, toutefois les Phalanges libanaises décident de lancer une « contre-révolution » après la nomination de Rachid Karamé, fils d'Abdel Hamid Karamé et chef des insurgés à Tripoli, au poste de Premier ministre. En octobre, un accord aboutit finalement à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale de quatre membres seulement : Pierre Gemayel, Rachid Karamé et deux personnalités modérées, Hussein al-Uwayni et Raymond Eddé, chef du Bloc national et fils d'Émile Eddé.

La crise de 1958 fait plusieurs milliers de victimes et d'importantes destructions. Elle démontre la fragilité du Pacte national, mais la neutralité de l'armée permet à Fouad Chéhab de gagner l'estime des deux camps. Il lance une politique de réunification nationale basée sur un programme de réformes visant à renforcer l'État central et à réduire les inégalités de développement dans les régions périphériques. Il développe de nombreuses infrastructures : construction d'un barrage électrique sur le fleuve Litani avec l'aide d'EDF ; création de la *Middle East Airlines* avec Air France ; développement du réseau routier et électrique, des services sociaux et des écoles. Dans la Bekaa et au Liban Sud, majoritairement chiites, deux tiers des villages sont connectés à ces réseaux et le nombre d'élèves scolarisés est multiplié par quatre en dix ans. Parallèlement, le recrutement de nouveaux fonctionnaires permet d'assurer une meilleure distribution confessionnelle des postes dans la fonction publique, essentiellement au profit de la communauté chiite.

Malgré sa popularité, Fouad Chéhab est incapable de construire une base politique solide. Son pouvoir repose sur l'armée et son service de renseignements, le Deuxième bureau, qui surveille étroitement l'opposition, manipule les élections et encadre la population (Picaudou, 1989 : 101-112). Paradoxalement, la politique développementaliste de Fouad Chéhab renforce l'oligarchie financière en permettant aux grands commerçants d'étendre leurs réseaux de distribution au détriment de l'artisanat et l'agriculture locale. À plusieurs reprises, par exemple, la Chambre de commerce de Beyrouth défend les intérêts des pharmaciens qui refusent une baisse du prix des médicaments ou des importateurs de cigarettes et de sucre qui s'opposent aux

projets d'extension des plantations de tabacs et de construction d'une deuxième raffinerie (Picard, 1988 : 149).

B. L'UNION : ENTRE TUTELLE ETATIQUE ET AUTONOMISATION

En 1959, deux congrès des émigrés libanais sont organisés à la Havane et à Mexico par Nataliu Chidiac et Boutros Chikha à l'issue desquels est créée la fédération internationale américano-libanaise (FIAL). L'idée d'une union des associations de la diaspora libanaise, lancée par Nataliu Chidiac, est relayée par l'ambassadeur du Liban au Mexique jusqu'au président Fouad Chéhab qui la soutient.[33]

Ce dernier souhaite en effet renforcer la présence de l'État parmi la diaspora et encourager les Libanais de l'étranger à soutenir la réconciliation nationale libanaise et le développement économique du Liban. Cette politique soulève un problème, celui de l'ingérence dans les affaires intérieures des pays d'accueil, qu'une fédération des émigrés libanais permet de contourner. Au sein du gouvernement restreint d'union nationale, ce projet est soutenu par Pierre Gemayel, chef des Phalanges libanaises, et par Hussein al-Uwayni, fondateur de la Banque du Liban et d'Outre Mer (Jabbour, 1995 : 84-85 ; Aql, 2002 : 345-346 ; Brand, 2006 : 147-150 ; *L'émigration libanaise et l'Union culturelle mondiale*, 1998).

Dans un premier temps, le gouvernement restreint d'Union national adopte plusieurs décrets[34] pour réorganiser le ministère des Affaires étrangères et des Émigrés afin, notamment, de créer des centres culturels dans les pays où existe une importante communauté libanaise et de donner une compétence régionale à certaines ambassades : Washington pour l'Amérique du Nord, Rio de Janeiro pour l'Amérique du Sud, Paris pour l'Europe, Le Caire pour l'Afrique de l'Est, Tunis pour l'Afrique du Nord et Accra pour l'Afrique de l'Ouest.

Puis, le gouvernement décide d'organiser un grand Congrès des émigrés, dont la date est fixée au 15 septembre 1960, à l'occasion duquel sera créée l'Institution permanente des émigrés libanais. Plusieurs commissions ministérielles sont créées dans le courant de l'année 1960 pour cela. Tout d'abord deux commissions, une principale et une secondaire, le 13 janvier 1960. La première compte des politiques, dont Pierre Gemayel, Hussein Al-Uwayni et Fouad Boutros, qui est proche de Fouad

33. Antoine Abboud, entretien à Beyrouth, 19 mai 2003.

34. nº 2885 du 19 décembre 1959, nº 4883 du 30 juillet 1960, non-numéroté du 7 mai 1960.

Chehab. La seconde regroupe plusieurs hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et des Émigrés et du ministère du Tourisme.

Quelques semaines plus tard, le décret n°3423 du 6 février 1960 créé une commission centrale pour l'organisation du Congrès des émigrés sous la présidence Hussein al-Uwayni, ministre des Affaires étrangères et des Émigrés, avec, pour membres, des hauts fonctionnaires issus de la Sécurité générale et de plusieurs ministères : Affaires étrangères, Tourisme, Plan, Travaux publics, Transports.

Finalement, trois commissions spécialisées sont mises en place le 19 mars : tourisme et information, culture, économie. La première, dont les membres sont des hauts fonctionnaires et des journalistes, a pour tâche l'accueil des congressistes et les échanges touristiques entre le Liban et les émigrés. La deuxième, composée de responsables des institutions d'enseignement, s'intéresse à la diffusion de la langue arabe auprès des descendants d'émigrés et à l'enseignement des langues étrangères au Liban. La troisième commission, la plus importante, comprend des représentants des Chambres de commerce et d'industrie, des banques et des syndicats d'agriculteurs, avec pour mission la rédaction de rapports sur les échanges commerciaux et l'investissement au Liban et dans les pays d'accueil.

À partir de mars 1960, les ambassades et les consulats libanais sont chargés de prendre contact avec les associations d'émigrés et les représentants des communautés libanaises de l'étranger pour les inviter au congrès. Le congrès est inauguré le 15 septembre 1960 par le président Fouad Chéhab et Philippe Takla, frère de Sélim Takla, devenu ministre des Affaires étrangères et des Émigrés dans le gouvernement de Saeb Salem formé en mai 1960. Après quatre jours de débats et de discussion, les congressistes venus de 36 pays décident de créer l'Union libanaise mondiale.

Le gouvernement s'engage à allouer un budget pour le fonctionnement du secrétariat général de l'Union dont les bureaux sont situés au ministère des Affaires étrangères et des Émigrés. Les membres du secrétariat, élus par les congressistes, sont essentiellement des hauts fonctionnaires qui ont participé à l'organisation du congrès et son président est Philippe Takla. Ce dernier, qui a hérité d'un projet qu'il n'a pas conçu, explique dans son discours qu'il n'est pas favorable au maintien de liens organiques entre son ministère et l'Union. De même, il encourage les congressistes à ne pas trahir l'allégeance à leur pays d'accueil et à se tenir éloignés des divisions politiques et confessionnelles libanaises internes (*Présentation générale du congrès*, 1960).

En 1964, un deuxième Congrès des émigrés est organisé à Beyrouth au cours duquel les participants dotent l'Union d'une constitution et d'un règlement interne. L'Union est une organisation indépendante, apolitique, aconfessionnelle, à but non lucratif, ouverte à tout Libanais qui a résidé cinq ans à l'étranger et a tout descendant de Libanais. L'Union a pour objectifs de veiller à l'indépendance du Liban, de préserver l'identité libanaise parmi les émigrés et leurs descendants, et de renforcer les liens économiques et culturels entre les pays où résident ces derniers et le Liban.[35]

L'Union est dirigée par un Conseil mondial qui est composé d'un président, de huit députés élus à chaque Congrès mondial et des présidents de chaque Conseil continental. Les Conseils continentaux sont élus par les conseils nationaux qui sont eux-mêmes élus par les clubs, unions et associations de chaque pays où l'Union possède une branche. Comme l'explique Antoine Abboud, responsable au sein de l'Union, l'adhésion peut se passer deux manières différentes :

> « Soit [l'Union] créé une filiale locale à laquelle les émigrés peuvent adhérer, soit elle discute avec une association locale qui existe déjà et qui peut faire partie de l'Union si elle accepte ses principes. (…) Toutefois, au Canada par exemple, la loi interdit que les nominations dans les associations soient effectuées en dehors. Cela implique que chaque branche nationale de l'Union possède son propre statut et [organise] ses propres élections. »[36]

Toutefois, le ministère des Affaires étrangères libanais conserve un pouvoir de contrôle important sur l'Union puisqu'il finance et héberge le secretariat général et qu'il nomme le secrétaire général en accord avec le président du Conseil mondial. La tutelle de l'État sur l'Union est une question importante car, comme nous le verrons, l'Union est profondément divisée pendant la guerre civile qui déchire le Liban entre 1975 et 1990, à l'image de l'ensemble des institutions étatiques qui s'effondrent durant cette période.

35. Fouad Ghandour, entretien à Beyrouth, 14 novembre 2003.

36. Antoine Abboud, entretien à Beyrouth, 19 mai 2003.

C) La diaspora et l'effondrement de l'État

1. La guerre civile (1975-1990)

A. DU CONFLIT INTERNE AU CONFLIT REGIONAL

Après l'échec de la RAU en 1961 et l'arrivée au pouvoir du parti Baas à Damas et à Baghdad en 1963, l'Égypte, la Syrie et l'Irak sont en rivalité pour le leadership régional, mais la défaite des armées arabes lors de la guerre des Six Jours en 1967 consacre la position dominante d'Israël au Moyen-Orient. Cette révolution géopolitique a pour conséquence le développement d'actions de guérilla et d'actions terroristes contre Israël. Elles sont menées par différents groupes palestiniens établis en Jordanie, en Syrie et au Liban que fédère l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) depuis 1964 ; organisation dont la création au sein de la Ligue arabe a été patronnée par Nasser.

Au Liban, les accrochages entre les *fedayin* palestiniens et l'armée libanaise se multiplient en raison des actions de guérilla menée depuis le Liban Sud et des opérations israéliennes de représailles contre la population et les infrastructures. Alors que les principaux leaders chrétiens exigent de l'armée qu'elle contrôle les *fedayin*, les leaders musulmans et les partis progressistes les soutiennent. En 1969, au Caire, le leader de l'OLP, Yasser Arafat, obtient de l'héritier politique et successeur de Fouad Chéhab, Charles Hélou, le droit d'attaquer Israël depuis le territoire libanais et un statut d'extraterritorialité pour les camps de réfugiés palestiniens où se concentrent les *fedayin*.

En Jordanie, en septembre 1970, à l'issue de violents combats, le roi Hussein chasse de son territoire les organisations palestiniennes armées qui se réfugient notamment au Liban où les accrochages avec l'armée se multiplient. Parallèlement, le candidat chéhabiste à l'élection présidentielle, Élias Sarkis, perd face à Sleiman Frangieh, frère de Hamid Frangieh et *zaim* de Zghorta, qui s'empresse de démanteler le Deuxième bureau et de purger l'armée, instruments des dérives autoritaires du régime chéhabiste, avec pour principale conséquence l'affaiblissement de l'appareil sécuritaire et le retour aux pratiques clientélistes.

Une solution politique globale au conflit israélo-arabe semble se dessiner après la guerre d'octobre 1973, qui oppose l'Égypte et la Syrie à Israël, mais

l'intransigeance israélienne empêche le démarrage de négociation avec l'OLP qui a pourtant accepté le principe d'un État palestinien limité à la Cisjordanie et à Gaza.

Au Liban, les partis politiques se dotent progressivement de milices armées. D'un côté, le Front libanais rassemble les milices chrétiennes : les Forces libanaises (FL) des Phalanges libanaises, les Tigres du Parti national libéral (PNL) de Camille Chamoun, la Brigade des Maradas du président Sleiman Frangieh, les Gardiens du Cèdre d'Étienne Sakr. De l'autre côté, le Mouvement national libanais (MNL) rassemble les partis progressistes : le PSP de Kamal Joumblatt qui dirige le MNL, le PSNS, le Parti communiste libanais (PCL), le Baas syrien, le Baas irakien, le Parti nassérien indépendant (Mourabitoun). Le MNL est allié au mouvement chiite Amal, milice du Mouvement des déshérités fondé par l'imam Musa Sadr, et à l'OLP qui fédère les différents groupes armés palestiniens, dont le Fatah de Yasser Arafat.

L'attaque d'un bus de civils palestiniens par des miliciens phalangistes le 13 avril 1975 marque le début de la guerre civile. Les milices s'affrontent pour le contrôle du centre ville de Beyrouth durant l'été 1975, puis les combats se poursuivent pour homogénéiser le contrôle qu'elles exercent dans leurs secteurs respectifs. Cette deuxième étape est marquée par l'anéantissement des camps palestiniens situés dans le secteur chrétien et par plusieurs massacres de civils. Au début de l'année 1976, une partie de l'armée libanaise rejoint le camp palestino-progressiste qui lance une vaste offensive pour prendre le contrôle des régions chrétiennes. Pour empêcher l'effondrement du camp chrétien, le président Sleiman Frangieh lance un appel au président syrien, Hafez al-Asaad, qui fait entrer son armée au Liban et impose un cessez-le-feu.

Idéologiquement, le Baas syrien de Hafez al-Assad est proche du mouvement palestino-progressiste, mais son soutien au camp chrétien s'explique par l'intérêt stratégique que représente la présence de son armée au Liban dans le cadre du conflit avec Israël. L'intervention syrienne est facilitée par les États-Unis dont la priorité est de sécuriser leur approvisionnement pétrolier en favorisant une solution globale au conflit israélo-arabe, dont la première étape est la négociation secrète d'un accord de paix israélo-égyptien qu'une intervention américaine au Liban ou une guerre syro-israélienne pourrait compromettre.

Au printemps 1976, Hafez al-Assad obtient la légalisation de sa présence armée au Liban avec la création de la Force arabe de dissuasion (FAD). Parallèlement, le successeur de Sleiman Frangieh, Élias Sarkis, forme un gouvernement restreint

sous la direction d'un technocrate indépendant, Sélim al-Hoss, qui a pour mission de restaurer l'ordre public et de reconstruire les zones détruites. En 1977, la situation se normalise malgré l'assassinat de Kamal Joumblatt, qui provoque l'implosion du MNL, et de fortes tensions au Liban Sud, où l'Armée du Liban Sud (ALS), une milice chrétienne soutenue par Israël, défie le mouvement Amal et l'OLP, tandis que les négociations pour le déploiement de l'armée libanaise le long de la frontière piétinent.

B. LE RETOURNEMENT DES ALLIANCES ET L'ENLISEMENT DU CONFLIT

La visite du président égyptien Anouar al-Sadate à Jérusalem en novembre 1977, suivie par les accords de Camp David moins d'un an plus tard, bouleverse l'équilibre régional des forces et relance le conflit libanais. Pour écarter l'OLP des négociations de paix, Israël bombarde le Liban Sud et occupe avec l'aide de l'ALS une bande frontalière appelée « zone de sécurité ». La Syrie, isolée diplomatiquement et opposée à une paix jugée trop favorable à Israël et aux États-Unis, s'éloigne des partis chrétiens et apporte son soutien au camp adverse, notamment le mouvement Amal. Au sein du camp chrétien, Sleiman Frangieh décide de rester fidèle à la Syrie tandis que les FL commandées par Bachir Gemayel, fils de Pierre Gemayel, absorbent progressivement les autres milices chrétiennes grâce au soutien que leur apporte secrétement Israël. L'attaque de la résidence des Frangieh à Ehden par les FL, au cours de laquelle le fils de Sleiman Frangieh est tué avec sa famille, marque la rupture entre les FL et la Syrie qui bombarde Beyrouth-Est.

En 1981, la position de la Syrie au Liban est fragilisée par deux défaites dans la Bekaa, tout d'abord contre les FL lors de la bataille pour le contrôle de Zahlé, située le long de la route entre Beyrouth et Damas, puis contre l'aviation israélienne, qui a pour objectif le retrait des missiles sol-air syriens installés au Liban. En 1982, alors que Beyrouth est touchée par une vague d'attentats contre les intérêts américains, français et irakiens sur fond de guerre Iran-Irak, Israël décide d'envahir la totalité du Liban Sud afin de démanteler l'OLP, de contraindre l'armée syrienne à se retirer et de porter Bachir Gemayel au pouvoir afin de signer avec lui un traité de paix.

L'armée israélienne envahit le Liban en juin 1982, progresse rapidement jusqu'au Chouf où elle rejoint les FL, puis poursuit son avancée jusqu'à Beyrouth en forçant l'armée syrienne à reculer. Yasser Arafat, acculé, accepte le départ des *fedayins* sous la protection de la Force multinationale, essentiellement composée de troupes américaines et françaises. Bachir Gemayel est élu à la présidence de la

République, mais meurt dans un attentat trois semaines après son élection. Les FL « vengent » sa mort en massacrant plusieurs milliers de civils palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila avec l'aide logistique du ministre de la Défense israélien, Ariel Sharon.

Amin Gemayel, le frère de Bachir Gemayel, devient président de la République et lance un vaste projet de reconstruction de l'État avec le soutien des États-Unis. Ce projet est fondé, d'une part, sur le renforcement de l'armée et des Forces de sécurité intérieure (FSI), d'autre part, sur le retrait de l'armée israélienne sur la base d'un accord de paix qui est signé le 17 mai 1983. Dans les faits, ce projet s'effondre rapidement.

Tout d'abord, plusieurs milliers de Chrétiens sont massacrés durant l'été 1983 lors de la guerre du Chouf entre les FL et le PSP de Walid Joumblatt, qui a succéder à son père Kamal Joumblatt à la tête du parti. Puis, la Force multinationale quitte le Liban après l'attentat contre son quartier général en octobre 1983. Ensuite, l'armée libanaise est chassée de Beyrouth-Ouest par le PSP et le mouvement Amal de Nabih Berri, qui a succédé à l'imam Musa Sadr à la tête d'Amal après la « disparition » de ce dernier en Lybie.

Dans ce contexte, les conférences de paix de Genève, en octobre 1983, et de Lausanne, en mars 1984, débouchent sur un échec, tandis que les opérations de résistances contre l'armée israélienne et l'ALS se multiplient au Liban Sud. La Syrie, fortement soutenue par l'URSS, redevient la maîtresse du jeu dans le courant de l'année 1984. Elle affronte à Tripoli le mouvement islamiste Tawhid et les groupes palestiniens fidèles à Yasser Arafat, qui cherche à reprendre pied au Liban, puis elle accroît son soutien au mouvement Amal, qui fait le siège les camps palestiniens au Liban Sud, et enfin elle entre dans Zahlé avec l'aide d'une partie des FL, divisées depuis mars 1985 entre Élie Hobeika, qui accepte de collaborer avec la Syrie, et Samir Geagea, qui s'y oppose.

À la fin de l'année 1985, Hafez al-Assad propose aux trois principales milices, les FL, le PSP et Amal, un accord de paix, dit de Damas, qui prévoit une nouvelle répartition du pouvoir entre les communautés confessionnelles et la signature de traités bilatéraux pour la politique étrangère et la défense. Toutefois, l'accord échoue après la prise de contrôle des FL par Samir Geagea et le revirement de Walid Joumblatt. Pour imposer sa domination, la Syrie s'appuie alors totalement sur le mouvement Amal, qui attaque de nouveau les camps palestiniens en 1986, affronte le

PSP à Beyrouth Ouest en 1987, et combat le Hezbollah, soutenu par l'Iran, dans la banlieue sud de Beyrouth en 1988.

À partir de 1987, après l'arrivée au pouvoir de Michael Gorbatchev en URSS et le retournement de la guerre Iran-Irak en faveur de Saddam Hussein, Hafez al-Assad se rapproche progressivement des États-Unis. Ces derniers envoient Richard Murphy à Damas à la fin de l'année 1988 pour désigner le successeur d'Amin Gemayel et s'entendre sur la réforme du système politique libanais. Amin Gemayel, qui refuse les conditions syro-américaines, nomme le commandant en chef de l'Armée, le général Michel Aoun, à la tête d'un gouvernement militaire de transition. Le Premier ministre par intérim, Sélim al-Hoss, nommé en 1987 après l'assassinat de Rachid Karamé, ne reconnaît pas le gouvernement de Michel Aoun et refuse de démissionner.

Au printemps 1989, Michel Aoun lance les brigades de l'armée libanaise qui lui sont fidèles contre l'armée syrienne avec le soutien des FL. Parallèlement, les États-Unis appuient une « solution arabe » dont l'objectif est de limiter la marge de manœuvre de la Syrie. Après l'échec d'un premier comité où six pays arabes sont représentés, un comité plus restreint prépare un accord global de paix qui concerne à la fois le rééquilibrage du pouvoir au niveau interne et les relations syro-libanaises. En octobre 1989, les députés libanais se réunissent à Taëf en Arabie Saoudite pour approuver cet accord après une série de modifications imposées par la Syrie que refuse Michel Aoun. En novembre, René Moawad, député chéhabiste de Zghorta, partisan d'un compromis avec Michel Aoun, est élu président, mais il est assassiné deux semaines plus tard et remplacé par Élias Hraoui, député de Zahlé proche de la Syrie.

Michel Aoun, qui bénéficie d'un large soutien populaire, décide d'affronter les FL au nom d'un projet de dissolution des milices préalable à l'organisation d'élections libres. La Syrie, en échange de sa participation à la coalition internationale contre l'Irak qui a envahi le Koweït en août 1990, obtient des États-Unis qu'ils lui permettent de lancer une offensive aérienne et terrestre contre l'armée libanaise de Michel Aoun. Ce dernier est contraint d'abandonner le palais présidentiel le 13 octobre, puis il se réfugie en France. Le Liban entre alors dans une période durable de paix, à l'exception du Liban Sud où le Hezbollah mène la résistance contre l'occupation israélienne.

2. L'équilibre démographique et les réseaux de soutien à l'étranger

A. LES NATURALISATIONS : TENTATIVES DE COMPROMIS CONFESSIONNELS

Tout au long des années 1960, avant même que n'éclate la guerre civile au Liban, la multiplication des conflits de nationalité témoigne de la nécessité d'une révision globale de la législation sur la nationalité et la naturalisation qui apparaît comme l'un des chantiers incontournables de la réforme globale du système politique. Toutefois, l'élaboration d'un code de la nationalité homogène et cohérent se révèle impossible en raison des enjeux confessionnels que soulève la naturalisation des étrangers installés au Liban, réfugiés palestiniens ou immigrés syriens et égyptiens.

La loi n°68 du 4 décembre 1967, sur la compétence des tribunaux judiciaires pour juger les conflits de nationalité, est l'occasion d'un compromis entre Chrétiens et Musulmans pour régler des naturalisations en attente : d'une part, celles qui concernent des émigrés ayant exercé leur droit d'option dont le dossier est bloqué ; d'autre part, celles d'apatrides et de réfugiés qui résident au Liban et qui ont intenté des procès contre l'État pour obtenir la nationalité libanaise (Baz, 1969 : 205 ; 214-217).

Deux groupes sont concernés parmi ces derniers : les « Arabes de Wadi Khaled » et les « Palestiniens des sept villages ». Les premiers sont des bédouins sunnites qui n'ont pas obtenu la nationalité en 1924, car l'administration mandataire a considéré qu'ils n'étaient pas sédentarisés dans la vallée de la Bekaa. Les seconds, réfugiés au Liban en 1948, sont originaires de plusieurs villages chiites situés à la frontière libano-palestinienne qui ont d'abord été rattaché au Grand Liban avant d'être cédé à la Palestine en 1922 par un traité entre la France et la Grande Bretagne. Leur cas est à l'origine d'un long débat juridique sur la date de création de la nationalité libanaise. En effet, la nationalité libanaise a été créée le 30 août 1924 avec la parution du décret d'application du traité de Lausanne, c'est-à-dire après la cession des 7 villages à la Palestine. Toutefois, si une date antérieure était retenue - la création du Grand Liban le 1er septembre 1920 ou le recensement de 1921 par exemple - les Palestiniens des 7 villages pourraient demander à être considérés comme étant d'origine libanaise et ainsi bénéficier de la restitution de nationalité (Alawiyeh, 1984).[37]

37. Issam Naaman, entretien à Beyrouth, 29 septembre 2005.

L'article 3 la loi n°67/68 du 4 décembre 1967 tente de régler simultanément leur cas et celui des optants :

> « Seront considérés comme définitifs et exécutoires sans aucune autre formalité, les jugements rendus par les tribunaux avant la mise en vigueur de la présente loi, même s'ils ont fait l'objet d'une voie de recours.
>
> Seront également considérés comme définitifs et exécutoires sans aucune autre formalité, les décisions des agents diplomatiques et consulaires ainsi que les options de nationalité présentées avant le 29 septembre 1958 et déposées toutes jusqu'à la date ci-dessus au Ministère des Affaires étrangères et des Libanais d'Outre Mer et à la Direction générale de l'état civil. » (Baz, 1969 : 245)

En fait, cette loi n'est pas vraiment appliquée et une partie des dossiers d'option restent bloqués à la Direction de l'état civil, nous y reviendrons. Par la suite, les problèmes continuent d'être réglés au cas par cas et sur la base de compromis confessionnels qui aggravent le caractère discrétionnaire de la loi. Par exemple, le rapport de la Direction de l'état civil adressé à Chamoun en 1975, cité précédemment, suggère d'octroyer la nationalité aux Arabes de Wadi Khaled en échange de la régularisation de la situation des personnes dont la naissance à l'étranger n'a pas été déclarée (*maktoum*), qui sont majoritairement Chrétiens et dont le nombre est évalué à 15 000[38].

Le cas de ces derniers est en effet complexe car, même s'ils sont Libanais du point de vue de la loi, leur enregistrement sur les registres de l'état civil peut s'avérer complexe. Dans une étude publié en 1998, le Centre consultatif pour l'étude et la documentation (CCSD), proche du Hezbollah, rappelle que ceux qui ne sont pas inscrits à l'état civil, dont l'aïeul est parti après la création de la nationalité libanaise, peuvent obtenir la nationalité par une simple opération administrative à l'ambassade ou au consulat (*L'opinion légale sur la naturalisation des émigrés*, 1998). L'avocat Bédaoui Abou Dib, auteur d'un ouvrage sur la nationalité libanaise et qui a souvent plaidé les contentieux de nationalité, précise toutefois que le requérant doit assigner l'État en justice et qu'il doit produire les preuves de sa filiation, mais s'il n'est pas

38. « 43 000 demandes de nationalité (…) », *As-Safir*, 2 septembre 1975.

obligé de s'engager à revenir définitivement au Liban comme les descendants des émigrés qui n'ont pas exercé le droit d'option.[39]

B. L'IMPOSSIBLE REFORME DE LA LOI DE NATIONALITE

Durant la guerre civile, alors même que les institutions s'effondrent, les disputes juridiques continuent de rythmer la question de la restitution de la nationalité. Par exemple, alors que le projet de loi de nationalité, présenté en 1975 par le Premier ministre Rachid al-Solh, prévoit de restituer la nationalité aux Libanais d'origine s'ils résident de façon continue au Liban,[40] le projet de loi présenté par les Phalanges en 1978 supprime cette condition.[41]

En 1984, le président de la République, Amin Gemayel, qui tente de restaurer l'autorité de l'État, crée plusieurs commissions chargées de préparer une réforme globale des institutions, notamment une nouvelle la loi de nationalité. Les projets d'Amin Gemayel échouent et, à la fin de son mandat en 1988, ce dernier signe un décret de naturalisation malgré l'opposition du Premier ministre Sélim al-Hoss. Ce décret accorde la nationalité libanaise à 68 000 Chrétiens et 46 000 Musulmans, dont 20 000 Syriaques orthodoxes, 17 500 Arméniens majoritairement catholiques, 17 000 Palestiniens des 7 villages, 15 000 Grecs Orthodoxes, près de 14 000 Chaldéens et Catholiques latins, 13 000 Arabes de Wadi Khaled, 9 500 Turcs et 7 000 Alaouites.[42]

Selon Bédoui Abou Dib, ces naturalisations illégales ont toutes été annulées,[43] mais Issam Naaman, juriste et homme politique proche de Sélim al-Hoss, doute que ce soit vraiment le cas et fait le lien avec la restitution de la nationalité :

> « De manière générale, les autorités chrétiennes insistaient sur le fait que beaucoup de Libanais à l'extérieur voulaient retrouver la nationalité libanaise. Les autorités et les politiciens chrétiens exerçaient des pressions sur le gouvernement pour qu'il permette à ceux des Libanais qui ne pouvaient pas retrouver leur nationalité de le faire. En fait, le gouvernement qui était composé de Chrétiens et Musulmans essayait

39. Bédaoui Abou Dib, entretien à Beyrouth, 8 octobre 2005.

40. « Le texte secret du nouveau projet de loi de naturalisation », *Al-Mouharrir*, 1er avril 1975.

41. « Texte du projet de loi de nationalité des Phalanges », *Al-Liwa'*, 9 septembre 1978.

42. « La présidence du Conseil : actuellement, [nous n'avons] pas l'intention de promulguer des décrets pour octroyer la nationalité » ; « Contrat de naturalisation organisé par la présidence [de la République] : 46 500 musulmans et 67 275 chrétiens », *As-Safir*, 12 et 22 août 1988.

43. Bédaoui Abou Dib, entretien à Beyrouth, 8 octobre 2005.

> toujours de le faire. Mais, voyez vous, les émigrés libanais ne répondaient pas, ils ne viennent pas ici. Donc, ce problème a été traité ultérieurement à travers la naturalisation. C'est-à-dire que les présidents [Camille] Chamoun et [Amin] Gemayel ont essayé de… ils ont naturalisé des personnes par décrets, mais certains [décrets] ont été adopté de façon illégale. (…) Ces décrets ont-ils été publiés [au Journal officiel] ? Personne ne le sait. (…) Certains fonctionnaires reçoivent le décret, voient la signature du président de la République et considèrent que cela est suffisant pour exécuter les clauses du décret. (…) Ils vont au [service] de l'état civil du ministère de l'Intérieur, qui est généralement réparti dans les différents départements du Liban et ils font ce qu'ils doivent faire : enregistrer les personnes. (…) C'est ainsi que certaines personnes, des Chrétiens palestiniens et Égyptiens généralement, sont devenus Libanais. »[44]

Dans le chapitre 6, nous verrons comment un schéma semblable se reproduit après la fin de la guerre civile quand, face à l'absence de consensus politique sur la réforme de la loi de nationalité, le gouvernement octroie massivement la nationalité par décret.

C. L'UNION MINEE PAR LES DIVISIONS POLITIQUES

Le quatrième Congrès mondial de l'Union a lieu en 1972, deux ans après l'élection de Sleiman Frangieh, *za'im* de Zghorta, à la présidence de la République libanaise, dans un contexte de très fortes tensions politiques internes. Bédaoui Abou Dib, originaire de Zghorta, est nommé secrétaire général de l'Union, comme il le raconte :

> « J'étais l'avocat conseil de cette institution [l'Union] (…) et il devait y avoir un Congrès mondial au Liban. Le secrétaire général de l'Union Mansour Charita (…) s'est brouillé avec le président de l'Union qui était du Mexique et il a présenté sa démission, qui a été acceptée. Or, la date [du congrès mondial] était proche et l'ambassadeur du Liban au Mexique, qui a épousé la sœur du président de l'Union, est venu me voir. (…) Il m'a dit : "Je vous demande à vous de faire cette expérience, il ne faut pas refuser parce que le congrès est imminent" (…) Je lui ai dit "Écoutez mon

44. Issam Naaman, entretien à Beyrouth, 29 septembre 2005, traduction de l'auteur.

ami, moi je suis de Zghorta et le président [Sleiman] Frangié est mon compatriote, je ne peux pas vous dire oui si je n'ai pas sa bénédiction."[45]

A l'issue du congrès, Bédaoui Abu Dib est nommé secrétaire général et Anwar al-Khalil, un homme d'affaires de confession druze né au Nigéria, est élu président de l'Union. Face aux branches américaines traditionnellement dominées par des Chrétiens, l'élection de ce dernier est significative de la montée en puissance des branches africaines qui représentent la nouvelle vague d'émigration chiite vers l'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, le règlement interne de l'Union est modifié afin d'insister sur l'allégeance des membres à leurs pays d'accueil et sur la réciprocité des relations entre ces pays et le Liban. L'Union est rebaptisée Union libanaise culturelle mondiale (ULCM) à la demande des délégués brésiliens dont le pays n'autorise les associations étrangères qu'à condition qu'elles soient culturelles (Aql, 2002 : 350-356). Bédaoui Abou Dib insiste sur le caractère non étatique de l'Union et sur son rôle d'intermédiaire aux côtés du réseau diplomatique et consulaire libanais :

« Organiser la diaspora, ça dépasse la dimension du secrétaire générale de l'Union libanaise mondiale et ses possibilités matérielles. Il faudrait un budget de plusieurs millions et du personnel pour ça. (…) Les ambassades libanaises dans les pays de la diaspora n'ont pas le droit d'être en contact avec les libanais qui sont devenus mexicains, colombiens, vénézuéliens ou brésiliens car cela peut froisser les pays d'accueil [qui diraient] : "Qu'ont-ils à faire avec nos citoyens ?". Alors, on compte sur l'Union libanaise culturelle mondiale mais [son budget] n'est pas suffisant ».[46]

Le cinquième Congrès mondial a lieu un an plus tard et le ministère de l'Intérieur libanais reconnaît officiellement l'Union comme une association libanaise. Toutefois, Anwar al-Khalil démissionne de son poste de président alors que les tensions politiques de la scène libanaise se répercutent directement sur l'Union qui représente une plate-forme de mobilisation au niveau international, comme le raconte Bédaoui Abu Dib :

« [Je suis resté secrétaire général] six ans, mais au bout de la troisième année il y avait les prémices de la guerre. Ils ont attaqué l'Union et depuis elle ne s'est plus redressée. (…) Il y avait un autre courant, celui des émigrés d'Afrique, politisés et pro-palestiniens. Moi je devais tenir tête.

45. Bédaoui Abou Dib, entretien à Beyrouth, 8 octobre 2005.

46. Bédaoui Abu Dib, entretien à Beyrouth, 26 mai 2003.

> (…) Ils ont compris (…) que les émigrés pouvaient jouer un grand rôle, alors ils ont torpillé l'Union. Ils ont fait la guerre contre moi et ils ont soulevé contre moi le président [de l'Union] qui était un druze, Anwar el Khalil. (…) Ils mettaient les émigrés dans le sens politique qu'ils souhaitaient. Ses sœurs et ses frères faisaient la quête pour les *fedayin,* alors on ne pouvait pas être d'accord. Moi je faisais ma tournée en Amérique, je militais pour aider les chrétiens qui étaient en train de se battre pour les chrétiens et pour les musulmans afin que le pays soit pour tout le monde (…). C'était ça le point de vue que je défendais dans la diaspora, mais j'étais en conflit avec les Phalanges (…) parce qu'un Liban chrétien n'est pas viable ».[47]

En 1975, alors que la guerre civile vient d'éclater, Bédaoui Abou Dib convoque un Congrès mondial exceptionnel à Mexico pour élire un nouveau président du Conseil mondial, mais l'Union est paralysée. À la fin des deux premières années de guerre, en 1977, le septième Congrès mondial a lieu à Beit Mery sur les hauteurs de Beyrouth. La guerre semble terminée et le nouveau Premier ministre, Sélim al-Hoss, appelle les émigrés à participer à la reconstruction du pays.

L'internationalisation du conflit à partir de 1978 confère à l'Union un rôle spécifique, car l'issue de certaines batailles, comme celle de Zahlé entre les FL et la Syrie, se joue en partie sur la scène internationale en fonction de la capacité des belligérants à mobiliser des soutiens à l'extérieur. Dans cette perspective, le rôle des Libanais de l'étranger est déterminant pour influer sur la politique étrangère du gouvernement de leur pays de résidence. Face aux divisions internes qui paralysent l'Union, de nouvelles organisations voient le jour dans les années 1970 qui regroupent les Libanais de l'étranger sur des bases confessionnelles ou politiques, comme l'Union maronite mondiale, proche du Patriarche maronite, ou la Ligue américano-libanaise, proche des FL.

Au sein de l'Union, les tensions sont extrêmement fortes entre les branches africaines, proches du mouvement Amal, et les branches américaines, proches des forces chrétiennes. Lors du huitième Congrès mondial, qui est organisé à Montréal en 1981, l'élection d'un nouveau président du Conseil mondial est bloquée faute de candidat consensuel. Pour éviter la scission, les participants décident d'élire deux

47. Bédaoui Abu Dib, entretien à Beyrouth, 26 mai 2003 et 8 octobre 2005.

présidents, Samy al-Khoury et Ali al-Sabbah, et de nommer deux secrétaires généraux, Fadi Gemayel et Rashad Salamé, qui exercent un demi-mandat chacun.

Le neuvième Congrès mondial a lieu à São Paulo quatre ans plus tard, en 1985, au moment où la Syrie cherche à imposer un accord de paix aux trois principales milices. Contre la volonté des branches africaines minoritaires, les branches américaines, qui sont opposées à cet accord, élisent Nicolas al-Khoury, originaire de Zahlé et président du Conseil national canadien, à la présidence du Conseil mondial (Aql, 2002 : 355-357 ; Brand, 2006 : 152). Quelques mois plus tard, en janvier 1986, les branches africaines se réunissent à Freetown en Sierra Leone à l'occasion de leur Congrès continental auquel participe le chef du mouvement Amal, Nabih Berri. Les résolutions adoptées à l'issue du Congrès marquent le soutien des branches africaines à l'accord de paix de Damas et leur opposition à l'élection de Nicolas al-Khoury jugée illégale. Les branches africaines demandent la dissolution du Conseil mondial qui a été élu à São Paulo et l'organisation d'un Congrès mondial exceptionnel dans les trois mois[48].

La présence de Nabih Berri au Congrès continental des branches africaines en 1985 ne s'explique pas seulement par l'intérêt que ce dernier porte à l'Union. En effet, Nabih Berri est à Freetown pour soutenir l'un des principaux financiers d'Amal, Jamil Said Mohammed, en lutte avec un homme d'affaires israélien proche du Mossad, Shabtaï Kalmanovitch, pour le contrôle des ressources liées l'extraction des diamants et de l'or en Sierra Leone. Jamil Said Mohammed, établi en Sierra Leone dans les années 1970, a largement financé le régime de l'ancien président Siaka Stevens en échange d'importantes participations dans les entreprises nationales d'or et de diamant. Devenu très influent politiquement dans les années 1980, Jamil Said Mohammed est le principal architecte du rapprochement entre la Sierra Leone et l'Iran, qui fournit du pétrole à Freetown et et dont l'ambassade est très active au niveau régional. Israël, qui cherche à démanteler les réseaux chiites en Afrique de l'Ouest, apporte son soutien à Shabtaï Kalmanovitch qui se rapproche du successeur de Siaka Stevens, Joseph Momoh, au détriment de Jamil Said Mohammed, qui doit finalement s'exiler en Grande-Bretagne en 1988 après avoir été accusé de complicité dans un coup d'État manqué contre Joseph Momoh (Gberie, 2002 ; Ellis, 1988).

48. « Le congrès du continent africain termine ses travaux : approbation de l'esprit et du texte de l'accord de Damas », *As-Safir*, 29 janvier 1986.

L'historien Ahmad Beydoun confirme l'existence de relations multiples entre des personnalités libanaises chiites installées à l'étranger et Nabih Berri, qui achète et qui gére des propriétés foncières au Liban en échange d'une commission. Il explique égalemement que le mouvement Amal est souvent en concurrence avec le Hezbollah sur ce terrain, même si ce-dernier s'appuie plutôt sur les réseaux chiites iraniens.[49] Dans une perspective plus large, on retiendra avec Elizabeth Picard la logique générale du financement extérieur des milices :

> « [Les ressources des milices] proviendraient pour moitié de l'extérieur – soit d'État "patron", soit d'individus ou d'institutions communautaires. Ouvrant des "ambassades" dans les pays d'émigration (Europe occidentale, Amérique, Afrique de l'Ouest), les milices captent les capitaux des émigrés, jusqu'alors investis au Liban à travers des réseaux familiaux et personnels. Créant l'insécurité et pratiquant le pillage, elles seules sont désormais en mesure de garantir à ces investisseurs lointains l'accès au bien confié (dépôt bancaire, achat foncier ou immobilier). » (Picard, 1996a : 77)

En 1989, au moment de l'accord de Taëf, Nicolas al-Khoury décide d'ajourner le dixième Congrès mondial dans l'attente d'une solution globale au conflit libanais qui constitue le préalable d'une éventuelle réunification de l'Union. De plus, Nicolas al-Khoury souhaite profiter de sa position pour s'imposer à la tête du ministère des Émigrés que le Premier ministre Sélim al-Hoss prévoit de créer afin de soutenir la reconstruction. Toutefois, la réunification de l'Union et l'action du ministère des Émigrés se heurtent à l'opposition des branches américaines, qui s'opposent à l'accord de Taëf, et à celle du ministre des Affaires étrangères, qui refuse de céder une partie de ses prérogatives, comme nous le verrons.

49. Ahmad Beydoun, entretien à Beyrouth, 15 décembre 2003.

La législation sur la naturalisation, enjeu central de l'équilibre démographique entre les communautés confessionnelles, répond à des normes contradictoires et est appliquée de façon discriminatoire. La loi du 31 janvier 1946, qui conditionne la restitution de la nationalité aux personnes d'origine libanaise à leur retour définitif au Liban, permet paradoxalement de naturaliser des réfugiés palestiniens et des *Shawam* égyptiens majoritairement chrétiens. À l'inverse, le renouvellement du délai pour exercer le droit d'option ne permet d'accorder la nationalité qu'à un nombre réduit d'émigrés, notamment parce que l'enregistrement de leurs dossiers est bloqué par la Direction de l'état civil. L'absence de consensus sur une réforme globale des lois de nationalité encourage finalement les pratiques discriminatoires du pouvoir exécutif qui, sous la présidence d'Amin Gemayel, tente sans succès de naturaliser par décret plusieurs dizaines de milliers de personnes majoritairement chrétiennes.

La diaspora représente également un soutien important en matière de développement économique et d'influence politique. Après la création du secrétariat aux Émigrés en 1945, l'Union libanaise mondiale représente une solution institutionnelle alternative, moins contraignante pour l'État, afin de resserer les liens avec la diaspora. La nouvelle vague d'émigration à partir des années 1960 modifie progressivement la composition confessionnelle de la diaspora, majoritairement chrétienne jusqu'alors. Les émigrés de confession chiite qui émigrent en Afrique de l'Ouest prennent une place de plus en plus importante dans l'Union. À partir des années 1970, les partis politiques et les milices s'appuient sur l'Union et sur de nouvelles organisations politiques ou confessionnelles, qui servent de relais au sein de la diaspora, pour financer la guerre civile.

Chapitre V

La deuxième vague d'émigration et l'économie de rente

L'émigration, relativement faible depuis les années 1930, augmente à partir des années 1960, s'amplifie pendant la guerre civile, baisse dans la première moitié des années 1990, avant de reprendre depuis la fin des années 1990.

Dans quelle mesure les instruments statistiques utilisés par les démographes sont-ils fiables et quelles sont les caractéristiques de la deuxième vague d'émigration ?

Les statistiques officielles de l'émigration sont, quand elles existent, souvent surévaluées et les différentes estimations de l'émigration depuis 1975 varient du simple au triple. Cette deuxième vague d'émigration, qui touche l'ensemble des communautés confessionnelles, se caractérise par un niveau moyen de qualification très élevé qui s'explique par le rôle du système éducatif dans la formation de ressources humaines destinées à l'exportation.

Quel est le rôle de l'émigration dans l'économie libanaise ?

Les remises des émigrés représentent une part importante du produit intérieur, parfois considérable. Les déséquilibres structurels de l'économie libanaise, son ouverture, son niveau de consommation, le volume de ses transferts de et vers l'extérieur, se sont aggravés après le premier choc pétrolier en 1973 et durant la guerre civile. L'économie a évolué vers un système rentier, largement fondé sur les remises des émigrés, avec lequel la politique de reconstruction menée après la fin de la guerre n'a pas rompu.

A) Qui sont les émigrés depuis 1960 et combien sont-ils ?

1. Des difficultés statistiques et typologiques persistantes

a. L'emigration pendant la guerre civile

L'émigration est relativement faible depuis les années 1930 mais elle se développe à partir des années 1960 vers les pays développés, où la croissance économique est forte, et vers les pays arabes pétroliers, qui lancent d'importants programmes d'équipement et d'industrialisation financés par la rente pétrolière (Arabie Saoudite, Koweït, Libye, Irak, Oman, Émirats arabes unis). Entre 1960 et 1975, on compte en moyenne 8 000 à 10 000 départs par an (Courbage et Fargues, 1973 : 43 ; Faour, 1993 : 42 ; Labaki, 1989 : 40 ; Aql, 2002 : 184).

Le déclenchement de la guerre civile au printemps 1975 provoque l'exode de plusieurs centaines de milliers de personnes vers des pays proches, notamment la Syrie, Chypre et la Grèce, ainsi que vers les pays où sont déjà implantées des communautés libanaises, en Amérique du Nord et du Sud, en Australie, en Europe, en Afrique de l'Ouest et dans la péninsule arabique. Au moins la moitié d'entre elles reviennent au Liban à la fin des deux premières années de guerre, quand l'espoir d'une paix durable est le plus fort. Toutefois, l'absence de réelle solution politique et la dégradation progressive de la situation économique entraînent un fort mouvement d'émigration et de re-émigration dans les années 1980.

Pour la période 1975-1984, le nombre total d'émigrés est évalué entre 400 000 et 500 000 selon trois estimations différentes. Selon la première estimation, le nombre global d'émigrés entre 1975 et 1985 est de 400 000 (Faour, 1992 : 231). La deuxième estimation est plus précise : 400 000 personnes quittent le pays en 1975 et 297 000 reviennent avant la fin de l'année 1977, un solde négatif de 103 000, puis 360 000 personnes (ré)émigrent entre 1977 et 1984, soit un total de 460 0000 émigrés entre 1975 et 1984 (Riad Tabbarah cité par Labaki et Abou Rjeily, 1993 : 91 et cité par Bourgey, 1985 : 6). Enfin, la troisième estimation compte 625 000 départs en 1975 suivis de 353 000 retours en 1977, un solde négatif de 272 000, puis de 234 000 départs jusqu'en 1984, soit un total de 506 000 émigrés entre 1975 et 1984 (Nabil Harfoush cité par Aql, 2002 : 202-204).

L'importance de l'émigration jusqu'au milieu des années 1980 s'explique par le poids des émigrés dans les pays arabes producteurs de pétrole où résident jusqu'à

50 % à 60 % du total des émigrés (Labaki, 1992 : 611). Selon deux estimations différentes, le nombre d'émigrés libanais dans les pays arabes producteurs de pétrole passe de 50 000 en 1975 à 77 000 en 1979 (Fargues, 1980 : 52) et à un nombre compris entre 168 000 et 250 000 en 1982 (Riad Tabbarah cité dans Labaki, 1992 : 608 ; Bourgey, 1985 : 6). Parallèlement, la part des émigrés actifs dans le total de la population active passe de 10 % en 1975 à 25 % en 1982 (Labaki, 1992 : 611), soit 240 000 émigrés actifs en 1982 selon une première estimation (*Les transferts des émigrés*, 1982 : 22) et 187 000 à 225 000 émigrés actifs selon une seconde estimation de 1979 (Khalaf et Rimlinger, 1982 : 308).

Toutefois, le nombre d'émigrés dans les pays arabes producteurs de pétrole baisse significativement dans la deuxième moitié des années 1980 en raison de la chute des cours du pétrole. Les estimations pour l'ensemble des pays arabes producteurs de pétrole font malheureusement défaut pour cette période, mais le nombre d'émigrés libanais dans les pays du Golfe retombe à 65 000 en 1987 (Shehadi et Harney, 1989 : 44).

L'importance de ces flux tournants rend très difficile l'estimation du nombre total d'émigrés pendant la guerre civile de 1975 à 1990. Les statistiques officielles fondées sur les entrées et les sorties aux frontières, qui permettent de calculer le solde migratoire, ne sont pas fiables car l'État ne contrôle pas ses frontières terrestres et maritimes après 1982. L'aéroport de Beyrouth étant souvent fermé ou inaccessible, les habitants des zones contrôlées par la Syrie utilisent celui de Damas, tandis que ceux des zones contrôlées par les FL rejoignent l'aéroport de Chypre par bateau depuis le port de Jounieh où transitent jusqu'à 150 000 personnes par an (Aql, 2002 : 198).

Pourtant, l'estimation la plus courante de l'émigration entre 1975 et 1990 (tableau 11) est fondée sur les entrées et les sorties du territoire selon la Direction de la sécurité générale pour les périodes 1975-1979 et 1984-1990. Pour la période 1980-1983, faute de statistiques officielles, le nombre d'émigrés est estimé en comparant les prévisions de croissance de population effectuées avant la guerre aux estimations de la population pendant la guerre (Labaki et Abou Rjeily, 1993 : 93).

Tableau 11 : L'émigration entre 1975 et 1990	
Année	Solde
1975	-400 000
1976	297 000
1977	-38 000
1978	-76 000
1979	-49 000
1980	-33 000
1981	-33 000
1982	-33 000
1983	-33 000
1984	-61 605
1985	-70 201
1986	-73 907
1987	-67 000
1988	-67 000
1989	-85 200
1990	-71 804
Total	-894 717

d'après Labaki et Abou Rjeily, 1993 : 93

L'émigration pendant la guerre civile est couramment évaluée à 900 000, alors que trois autres estimations avancent des résultats différents. La première, fondée sur un échantillon de 422 familles, avance une estimation relativement proche avec 729 000 émigrés entre 1975 et 1996[50]. Bien que cela ne soit pas précisé, la différence peut s'expliquer par la vague de retour après la guerre civile, estimée à 45 000,[51] liés aux départs des pays du Golfe en 1990-1991 (Hamdan, 1992 : 25-30) et à la reprise économique dans le contexte de la reconstruction.

La deuxième estimation, fondée sur le déficit de la population par rapport aux prévisions de croissance, évalue le nombre d'émigrés pendant la guerre civile à 515 000, c'est-à-dire les 3/5 de l'estimation précédente (Hamdan, 1992 : 11). La troisième estimation est encore plus faible : le nombre d'émigrés partis définitivement entre 1975 et 1990 est évalué entre 330 000 et 440 000. Ce résultat est basé sur une très large enquête menée au début des années 2000 auprès des chefs de famille de 18 000 ménages au Liban qui ont indiqué le nombre d'émigrés dans leur famille proche. L'estimation finale est pondérée afin de tenir compte des doublons, mais la

50. « L'émigration libanaise entre 1975 et 1996 : une saignée assassine pour les cerveaux et les bras », par Anis Abi Farah, *An-Nahar*, 7 juillet 1997.

51. « La guerre a fait entre 150 000 et 200 000 tués entre 1975 et 1990 », *l'Orient le Jour*, 12 septembre 1994.

méthode utilisée exclut de fait les émigrés qui n'ont plus de famille au Liban. L'enquête permet également d'estimer à 267 000 le nombre d'émigrés temporaires, c'est à dire qui ont vécu au moins six mois à l'étranger pendant la guerre civile, soit 6,8 % de la population (Kasparian, 2003 : III : 1, 14 et 28).

B. L'INCOHERENCE DES STATISTIQUES OFFICIELLES DEPUIS 1990

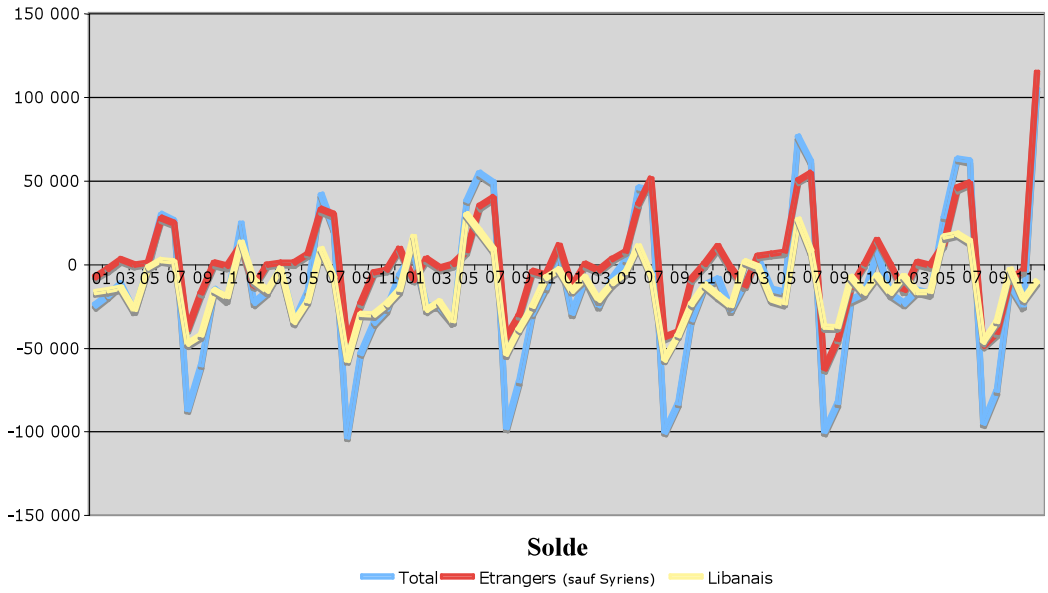
Les déficiences des statistiques officielles et l'importance des migrations temporaires expliquent les contradictions entre les différentes estimations de l'émigration pendant la guerre civile, mais le même type de problèmes persiste pour la période contemporaine. La Direction de la sûreté générale enregistre toutes les entrées et les sorties du territoire et l'Administration centrale de la statistique publie mensuellement la statistique détaillée du solde migratoire par nationalité ou groupe de nationalité (Libanais, Arabes, Asiatiques, Américains, Européens, Africains, Australiens). Entre 1991-2005, le déficit du solde migratoire des Libanais totalise deux millions de personnes, alors que les excédents d'étrangers pendant la même période atteignent 1,8 million (tableau 12[52]).

52. Seuls les passages à l'aéroport sont enregistrés en 1992 et 1993. Les entrées et les sorties des Syriens ne sont pas enregistrées après 1998.

Tableau 12 : Solde migratoire du Liban (1991-2006)									
Année	Arrivées			Départs			Solde		
	Libanais	Etrangers	Total	Libanais	Etrangers	Total	Libanais	Etrangers	Total
1991	-	-	-	-	-		-50 000	-	-
1992	527 118	-	-	565 563	-	-	-38 445	-	-
1993	644 032	-	-	692 082	-	-	-48 050	-	-
1994	733 394	2 054 816	2 788 210	790 148	1 422 852	2 213 000	-56 754	631 964	575 210
1995	1 011 832	2 515 620	3 527 452	1 118 644	2 017 709	3 136 353	-106 812	497 911	391 099
1996	1 284 211	2 261 024	3 545 235	1 471 201	1 911 083	3 382 284	-186 990	349 941	162 951
1997	1 352 116	2 206 684	3 558 800	1 504 190	1 861 793	3 365 983	-152 074	344 891	192 817
1998	1 477 189	623 212	2 100 401	1 650 379	612 834	2 263 213	-173 190	10 378	-162 812
1999	2 238 857	734 760	2 973 617	2 515 533	738 876	3 254 409	-276 676	-4 116	-280 792
2000	1 907 894	798 985	2 706 879	2 094 911	802 815	2 897 726	-187 017	-3 830	-190 847
2001	1 965 300	901 347	2 866 647	2 210 385	915 554	3 125 939	-245 085	-14 207	-259 292
2002	2 321 336	1 028 122	3 349 458	2 462 785	1 030 936	3 493 721	-141 449	-2 814	-144 263
2003	2 413 357	1 091 482	3 504 839	2 629 292	1 096 833	3 726 125	-215 935	-5 351	-221 286
2004	2 652 169	1 363 470	4 015 639	2 796 599	1 366 653	4 163 252	-144 430	-3 183	-147 613
2005	2 286 496	1 323 462	3 609 958	2 414 430	1 224 259	3 638 689	-127 934	99 203	-28 731
2006	914 716	1 225 875	2 140 591	926 888	1 261 650	2 188 538	-12 172	-35 775	-47 947
Total	23 730 017	18 128 859	40 687 726	25 843 030	16 263 847	40 849 232	-2 163 013	1 865 012	-161 506
Aéroport de Beyrouth uniquement de 1992 à 1993					d'après CARIM ; Labaki, 1998 : 87 ; *Facts about Lebanese Emigration 1991-2000*, 2001 : 3				
Etrangers : Syriens non compris à partir 1998 / dont catégorie spéciale en 2006									

Ce résultat semble incohérent car le Liban serait vidé des deux tiers de sa population qui serait remplacée par des étrangers, mais nous n'avons pas réussi à identifier l'origine de l'erreur. À partir du tableau précédent, nous avons dessiné la courbe du solde migratoire mensuel qui met en évidence une très forte corrélation entre les flux migratoires et les saisons touristiques. Le solde migratoire des Libanais est excédentaire en juin et juillet, alors qu'il est déficitaire le reste de l'année, comme le solde migratoire des étrangers qui est excédentaire en juin et en juillet, puis déficitaire en août et septembre, excédentaire en décembre et déficitaire en janvier (graphique 1).

Graphique 1 : Solde migratoire mensuel (2000-2005)



L'hypothèse selon laquelle les émigrés binationaux, qui représentent plus de 55 % du total des émigrés (Kasparian, 2003 : III, 15) et qui reviennent régulièrement au Liban pour les vacances, seraient enregistrés comme étranger à l'arrivée et comme Libanais au départ ne peut pas être retenue car le même document d'identité doit être utilisé pour entrer et sortir du territoire. Au contraire, la faiblesse de l'émigration en 2006 pourrait s'expliquer par l'évacuation massive de touristes et de résidents libanais ayant un passeport occidental lors de la guerre entre Israël et le Hezbollah.

En 1998, se fiant aux chiffres de la Direction de la sécurité générale, le démographe Boutros Labaki, alors vice-président de Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR), publie un article dans lequel il estime le nombre d'émigrés

entre 1991 et 1998 à près de 640 000, autrement dit une moyenne annuelle de 90 000 émigrés supérieure à la moyenne de l'émigration pendant la guerre civile (Labaki, 1998) ! D'abord écrit en français, cet article est traduit et publié dans la presse arabophone[53] deux ans plus tard, quelques mois après les élections de l'été 2000 qui ramènent Rafic al-Hariri au pouvoir.

Moins d'un an plus tard, le journal d'opposition *An-Nahar* publie l'enquête[54] de la société d'étude Information international qui avance une estimation de l'émigration moins beaucoup importante : 300 000 émigrés entre 1991 et 2000 (*Facts about Lebanese Emigration 1991-2000*, 2001). Cette estimation s'appuie sur la statistique des arrivées et des départs à l'aéroport de Beyrouth, mais soustrait du total les travailleurs immigrés au Liban, évalués à 150 000 sans les Syriens. Le résultat obtenu correspond aux statistiques de l'immigration libanaise dans les principaux pays d'accueil, à l'exclusion des principaux pays arabes où aucun chiffre n'est disponible. Cette enquête est intégralement reprise par l'agence papale *Catholic Near East Welfare Association* (CNEWA) dans son rapport sur l'émigration en Palestine, en Syrie, en Jordanie et au Liban publié en janvier 2002 (*Christian Emigration from the Middle East*, 2002).

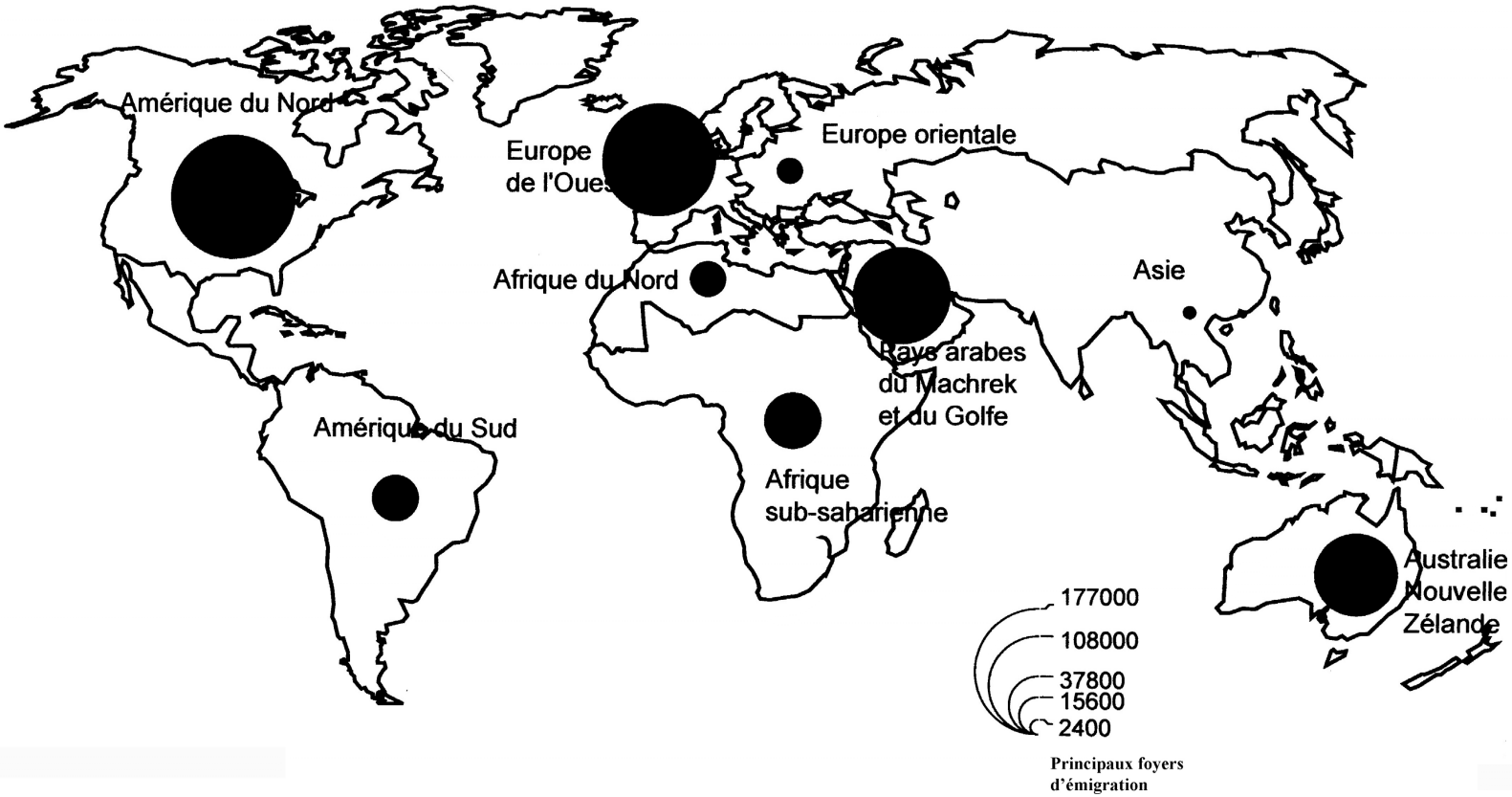
En 2003, deux ans plus tard, sont publiés les résultats d'une autre enquête, déjà citée, menée auprès de 18 000 ménages au Liban (Kasparian, 2003). L'estimation avancée corrobore l'estimation basse puisque le nombre d'émigrés entre 1975 et 2001 est évalué à 600 000, dont 110 000 de 1991 à 1995 et 160 000 de 1996 à 2001, soit 270 000 entre 1991 et 2001 (Kasparian, 2003 : III, 5). L'enquête montre également que l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, les pays arabes du Golfe et l'Australie accueillent l'essentiel des émigrés (carte 4).

53. « De la mondialisation à la régionalisation : l'émigration depuis la fin des guerres à l'intérieur du Liban », par Boutros Labaki, *Mustaqbal al-Arabi*, nº 264, février 2001.

54 .« Les vrais chiffres sont en deçà de ceux couramment cités, mais ils sont importants, dangereux et tabous/L'émigration [définitive] vers l'Europe, l'Amérique, le Canada et l'Australie, [l'émigration] de travail vers les Émirats, l'Afrique, l'Arabie saoudite et le Koweit », *An-Nahar*, 26 novembre 2001 ; « Les Chiites sont les plus [nombreux] parmi les émigrés, ils sont suivis par les Maronites… et les Sunnites sont les plus pressés/Le Mont Liban en premier, puis le Sud et la Bekaa… le Liban menacé de perdre ses jeunes », *An-Nahar*, 27 novembre 2001.

Carte 4 : L'émigration depuis 1975

(Kasparian, 2003)



Les statistiques de l'immigration dans les pays où émigrent les Libanais corroborent les évaluations basses. La Banque mondiale évalue le stock d'émigrés libanais dans le monde en 2007 à 621 000 (Ratha et Xu, 2008) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) estime le nombre de personnes nées au Liban[55] et résidant dans l'OCDE à 350 000. Les principales communautés d'émigrés libanais dans l'OCDE sont aux États-Unis (110 00), au Canada et en Australie (autour de 70 000), en France (35 000), en Suède (20 000), au Danemark et au Royaume-Uni (10 000) (tableau 13).

Pour les pays arabes, africains et sud-américains, les statistiques font défaut. Toutefois, il est intéressant de remarquer que l'émigration vers les pays arabes producteurs de pétrole est proportionnellement plus importante en terme de flux que vers les pays de l'OCDE. Parmi les Libanais ayant résidé plus de six mois à l'étranger entre 1975 et 2001, par exemple, 45 % ont résidé dans un pays arabe et 40 % dans l'OCDE (Kasparian, 2003 : III/14 ; Verdeil *et al.*, 2007 : 36). Dans les années 1970, les études menées sur les filières migratoires libanaises dans les pays du Golfe montrent que l'émigration vers les pays arabes pétroliers est caractérisée par un important mouvement « tournant », avec une durée moyenne des séjours est de 15 à 18 mois, et des allées et venues fréquentes. Le flux de migrants est estimé au double du stock permanent (Longuenesse, Beaugé, Nancy, 1986).

55. Parmi les personnes nées au Liban et résidant dans l'OCDE, 75 % possèdent la nationalité du pays d'accueil. Parmi les émigrés libanais, l'OCDE différencie donc les « étrangers » qui possèdent seulement la nationalité libanaise et les « nationaux » qui possèdent la nationalité du pays d'accueil.

Tableau 13 : Les personnes nées au Liban résidant dans l'OCDE en 2007					
Pays	**Statut**	**Emigrés**	**Pays**	**Statut**	**Emigrés**
Australie	Etranger	5 068	Irlande	Etranger	122
Australie	National	65 125	Irlande	National	45
Australie	Inconnu	1 156	**Irlande**	**Total**	**167**
Australie	**Total**	**71 349**	**Japon**	**Etranger**	**42**
Autriche	Etranger	372	Luxembourg	Etranger	70
Autriche	National	744	Luxembourg	National	23
Autriche	Inconnu	31	**Luxembourg**	**Total**	**93**
Autriche	**Total**	**1 147**	**Mexique**	**Inconnu**	**1 143**
Belgique	Etranger	1 173	Pays Bas	Etranger	852
Belgique	National	2 116	Pays Bas	National	2 259
Belgique	Inconnu	4	**Pays Bas**	**Total**	**3 111**
Belgique	**Total**	**3 293**	Norvège	Etranger	416
Canada	Etranger	10 940	Norvège	National	928
Canada	National	57 935	Norvège	Inconnu	2
Canada	**Total**	**68 875**	**Norvège**	**Total**	**1 346**
Suisse	Etranger	2 024	**N. Zélande**	**Inconnu**	**411**
Suisse	National	1 940	Portugal	Etranger	35
Suisse	**Total**	**3 964**	Portugal	National	24
Tchéquie	Etranger	98	**Portugal**	**Total**	**59**
Tchéquie	National	107	Slovaquie	Etranger	15
Tchéquie	Inconnu	2	Slovaquie	National	23
Tchéquie	**Total**	**207**	Slovaquie	Inconnu	1
Danemark	Etranger	4 663	**Slovaque**	**Total**	**39**
Danemark	National	7 485	Suède	Etranger	3 197
Danemark	**Total**	**12 148**	Suède	National	17 614
Espagne	Etranger	1 023	**Suède**	**Total**	**20 811**
Espagne	National	1 030	Turquie	Etranger	200
Espagne	**Total**	**2 053**	Turquie	National	932
Finlande	Etranger	88	**Turquie**	**Total**	**1 132**
Finlande	National	182	Etats-Unis	Etranger	34 225
Finlande	Inconnu	26	Etats-Unis	National	76 550
Finlande	**Total**	**296**	**Etats-Unis**	**Total**	**110 775**
France	Etranger	9 646	Italie	Etranger	2 277
France	National	24 680	Italie	National	1 429
France	**Total**	**34 326**	**Italie**	**Total**	**3 706**
Royaume Uni	**Inconnu**	**10 459**	Pologne	Etranger	108
Grèce	Etranger	1 178	Pologne	National	216
Grèce	National	1 048	Pologne	Inconnu	6
Grèce	Inconnu	1	**Pologne**	**Total**	**330**
Grèce	**Total**	**2 227**	Total Etranger		77 910
Hongrie	Etranger	78	Total National		262 504
Hongrie	National	69	Total Inconnu		13 243
Hongrie	Inconnu	1	**Total**		**353 657**
Hongrie	**Total**	**148**			
					d'apres OCDE, 2007

C. QUI EST LIBANAIS : LES ESTIMATIONS DE LA TAILLE DE LA DIASPORA

L'estimation du nombre de Libanais dans le monde, la diaspora libanaise, se heurte tout d'abord à un problème de définition. Retenir la nationalité libanaise comme critère exclut ceux et celles qui ont un parent libanais, mais qui n'ont pas la nationalité, soit parce qu'ils n'y ont pas droit, en cas notamment de filiation par la mère, soit parce qu'ils n'ont pas fait les démarches nécessaires pour l'obtenir. À l'inverse, identifier comme Libanais tous ceux et celles qui ont un aïeul libanais n'a aucun sens tant les modes d'intégration juridique et culturelle sont variables selon les pays d'accueil. De plus, les estimations fondées sur une extrapolation du nombre de descendants d'émigrés se heurtent aux incertitudes statistiques de l'émigration et à la confusion entre l'émigration libanaise et l'émigration syrienne jusqu'en 1920.

Les estimations les plus réalistes de la diaspora évaluent le nombre de personnes d'origine libanaise dans le monde entre trois et quatre millions (Verdeil *et al.*, 2007 : 34), dont un quart seulement possède la nationalité (*Facts about Lebanese Emigration 1991-2000*, 2001).

L'estimation de la diaspora est l'objet de surenchères médiatiques et politiques. Dans les années 1970, l'Union libanais culturelle mondiale avance différentes estimations du nombre de Libanais dans le monde : entre 4 et 5 millions dont 2 millions au Brésil et 1,3 million aux États-Unis (*L'émigration : problème libanais ?*, 1974) ; 4 059 410 dont 1,5 million aux États-Unis, 2,25 millions en Amérique du Sud, 112 910 en Afrique, 90 000 en Australie et Nouvelle-Zélande, 80 000 au Canada, 73 000 dans les pays arabes et 42 000 en Europe.[56]

Depuis les années 1990, il est courant de trouver dans la presse libanaise ou étrangère des estimations beaucoup plus importante, jusqu'à 15 ou 20 millions[57], plus souvent 12 millions[58]. L'origine de ces estimations est incertaine, mais l'Union évalue avec une précision surréaliste la taille de la diaspora : 13 307 905 dont 5,8 millions au Brésil, 3,5 millions aux États-Unis, 1,25 million en Colombie et 1,2 million en Argentine (*L'émigration libanaise et l'Union culturelle mondiale*, sans date). Le

56. « L'émigration libanaise : le secret des chiffres et le drame des contraintes [administratives] », par Carole Dagher, *As-Safir*, 24 mars 1994.

57. « La restitution de la nationalité : inconvénients et conditions », par Mustafa Jouzou, *An-Nahar*, 12 septembre 1997.

58. « Les Libanais dans le monde », *l'Express*, 24 octobre 2002.

Patriarcat maronite fait de même quand il compte 8 223 225 Maronites dans le monde (*La nationalité et la naturalisation*, 1996 : 69).

Cette inflation de l'estimation de la taille de la diaspora peut s'expliquer, d'une part, par le phénomène de renouveau identitaire chez les descendants d'émigrés (Picard, 1998), d'autre part, par l'importance de la diaspora pour les institutions chrétiennes, désormais marginalisées politiquement et démographiquement (Tabar, 2006). Cela explique que le ministère des Emigrés, contrôlé par le mouvement Amal, ou le CCSD, qui dépend du Hezbollah, retiennent les estimations de la diaspora les plus basses[59] (*La nationalité et la naturalisation*, 1996 : 69).

2. Les principales caractéristiques de l'émigration contemporaine

A. UNE EMIGRATION MULTICONFESSIONNELLE, JEUNE ET MASCULINE

À la différence de la première vague d'émigration essentiellement chrétienne, l'émigration depuis les années 1960 touche l'ensemble des communautés confessionnelles. Selon l'enquête menée par *Information international*, un tiers des émigrés est maronite, un tiers chiite, près d'un cinquième sunnite et le cinquième restant grec orthodoxe, grec catholique et druze (*Facts about Lebanese Emigration 1991-2000*, 2001).

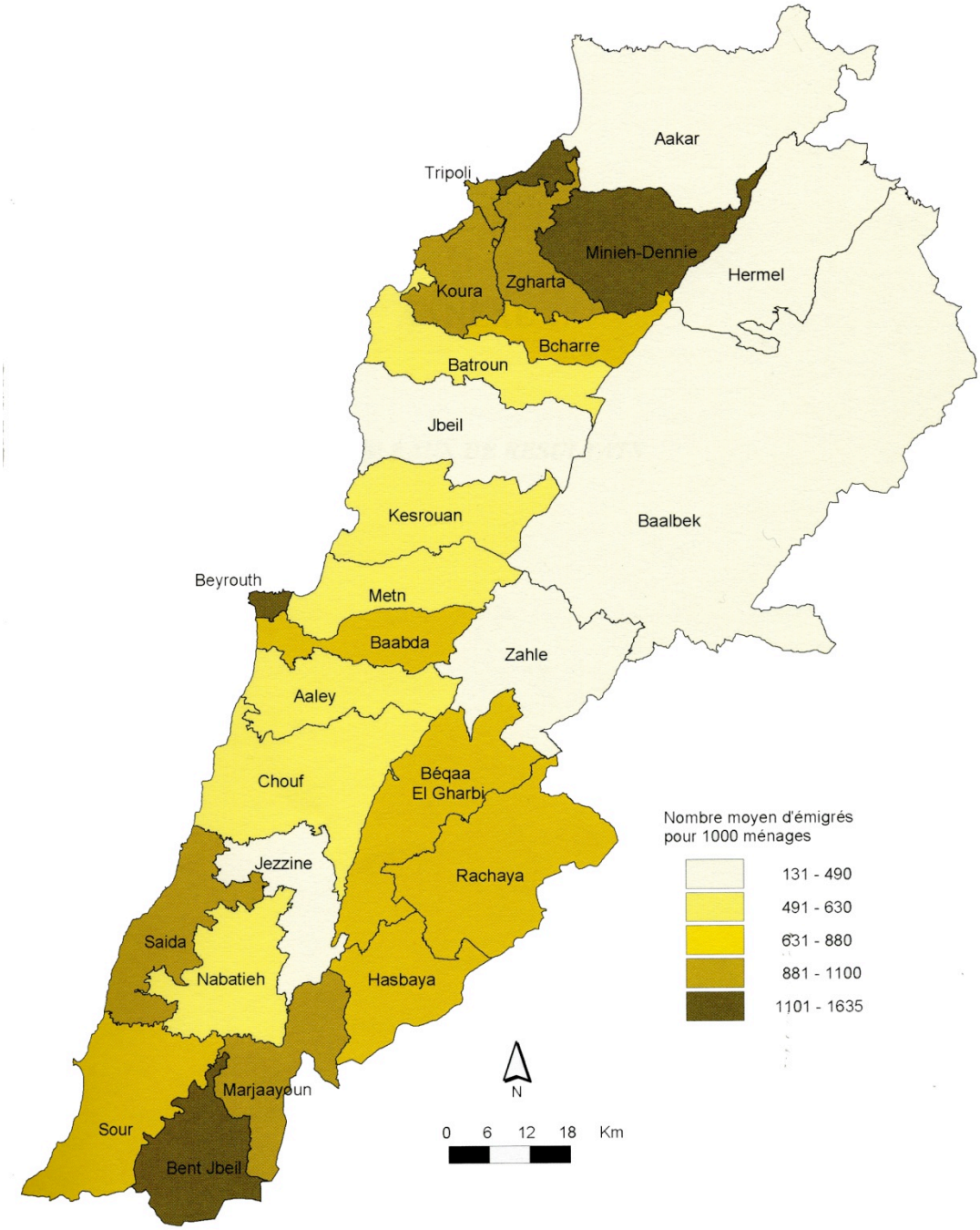
L'émigration est relativement plus forte dans la communauté maronite qui est généralement considérée comme la plus petite des trois principales communautés libanaises. Toutefois, il est difficile de mesurer avec précision l'importance relative de l'émigration dans chaque communauté en l'absence de recensement récent et d'estimation fiable.

Par ailleurs, les inégalités face à l'émigration sont moins confessionnelles que régionales. Beyrouth, le Liban Sud (à l'exception du *caza* de Jezzine) et le Liban Nord (à l'exception du *caza* du Akkar) sont les principaux foyers de l'émigration (carte 5).

59. Haytham Joumaa, entretien à Beyrouth, 6 novembre 2003.

Carte 5 : L'émigration par *caza*

(Kasparian, 2003)



La deuxième caractéristique importante de l'émigration est qu'elle est principalement le fait d'hommes jeunes, ce qui a des conséquences importantes sur le taux de célibat féminin, particulièrement élevé, et sur l'évolution des structures familiales vers un modèle nucléaire (*Youth and Development*, 1998 : 102).

Plus de la moitié des émigrés sont âgés de 25 à 39 ans et deux tiers d'entre eux sont des hommes (tableau 14).

Tableau 14 : Les émigrés selon l'âge et le sexe (2003)

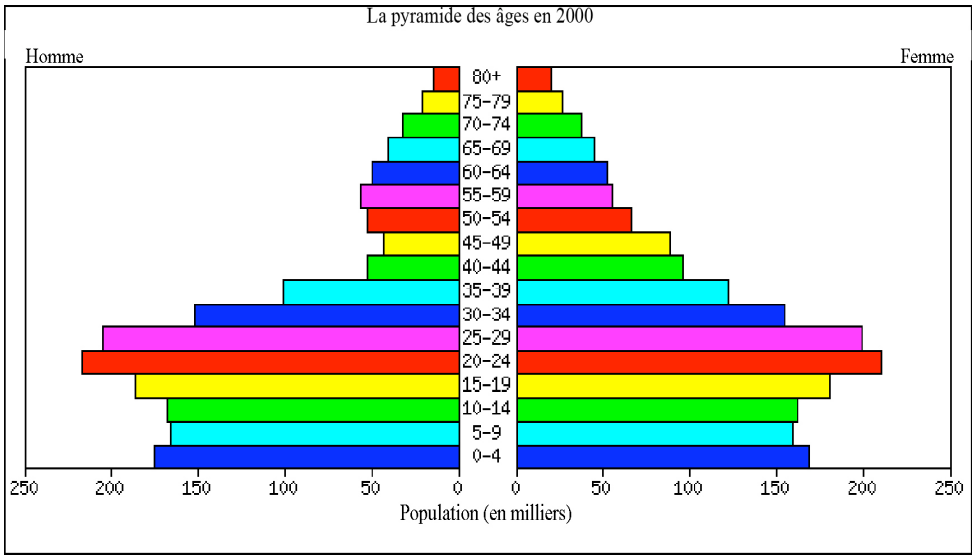
Âge	Homme (%)	Femme (%)	Total (%)	Rapport de masculinité
- de 25 ans	6,3	5,2	11,5	124
25 à 29 ans	7,7	5,1	12,8	152
30 à 34 ans	11,4	6,3	17,7	182
35 à 39 ans	12,6	6,1	18,8	206
40 à 44 ans	9,9	4,6	14,5	217
45 à 49 ans	6,2	2,7	9	227
50 à 54 ans	3,9	1,6	5,6	237
+ de 55 ans	4,5	3,2	7,7	142
Indéterminé	1,5	0,8	2,3	
Total	**64,4**	**35,6**	**100**	**181**

d'après Kasparian, 2003, III : 9

La majorité des hommes émigrent pour le travail, alors que les femmes émigrent pour des raisons familiales. Deux tiers des hommes émigrés sont des célibataires âgés 20 et 34 ans au moment du départ, alors que deux tiers des femmes émigrées sont mariées ou avec leur famille au moment du départ. Le taux d'activité parmi les émigrés est de 90 % chez les hommes et de 30 % seulement chez les femmes, bien que ces dernières soient relativement plus actives que les femmes âgées de 15 à 64 ans au Liban (Kasparian, 2003 : III/11-17).

Selon les déclarations des émigrés recueillies dans le cadre de l'enquête dirigée par Chohig Kasparian auprès de 18 000 ménages au Liban, la raison principale de l'émigration est le travail pour une forte majorité des hommes et l'accompagnement du conjoint ou d'un membre de la famille pour la moitié des femmes. Toutefois, la cause principale de l'émigration diffère selon qu'il s'agit d'un départ pendant la guerre civile ou dans les années 1990 : un tiers des émigrés partis entre 1975 et 1990 déclarent avoir quitté le Liban à cause de la guerre ou de la situation générale contre un sur dix par la suite (13,9 % de 1991 à 1995 et 7,3 % de 1996 à 2001) (Kasparian, 2003 : III, 19-21).

La pyramide des âges pour l'année 2000 affiche un fort déséquilibre entre les hommes et les femmes : alors que le nombre de garçons est légèrement supérieur à celui des filles avant 25 ans, ce rapport s'inverse par la suite et atteint son maximum entre 40 à 55 ans en raison de l'émigration et de la guerre civile (graphique 2).



d'après US Census Bureau

La pyramide des âges permet également de constater que les classes d'âge les plus nombreuses sont celles du *baby-boom* des années 1970. L'arrivée de ces classes d'âge sur le marché de l'emploi dans le courant des années 1990 à une période de stagnation de l'économie explique l'importance de l'émigration à cette période.

B. UNE EMIGRATION QUALIFIEE

L'émigration libanaise se caractérise également par le haut niveau de qualification des émigrés. Selon Chohig Kasparian, un quart des émigrés partis depuis 1975 ont suivi des études supérieures, un quart ont été jusqu'au secondaire et la moitié jusqu'au niveau complémentaire. D'autres études avancent des résultats différents : 21,9 % des émigrés n'ont pas dépassé le niveau complémentaire, 30,4 % ont le niveau secondaire, et 47,7 % le niveau supérieur ou universitaire selon Information international (*Facts about Lebanese Emigration 1991-2000*, 2001). Enfin, 85 % des émigrés n'ont pas dépassé le niveau complémentaire, plus de 6 % ont le niveau secondaire et plus de 8 % le niveau supérieur ou universitaire selon le ministère des Affaires sociales (Barakat, 2001 : 41).

Les pays de l'OCDE drainent l'émigration qualifiée : 40 % du total des émigrés libanais dans les pays de l'OCDE sont hautement qualifiés, soit 138 000 personnes. Ce rapport est extrêmement élevé par rapport aux pays où le taux

d'émigration[60] est comparable à celui du Liban, comme le Mexique ou le Maroc qui exportent massivement une main d'œuvre très peu qualifiée (Ketkar et Ratha, 2007 : 18). Remarquons que le pourcentage d'Égyptiens, d'Iraniens, de Jordaniens ou de Palestiniens avec un diplôme universitaire dans les pays de l'OCDE est plus importants que le pourcetange de Libanais avec un diplôme universitaire dans les pays de l'OCDE (Adams, 2006) parce que le nombre total de Libanais dans l'OCDE est beaucoup plus important.

Cette spécificité de l'émigration libanaise s'explique par la valorisation des ressources humaines au Liban qui fait écho au projet de Michel Chiha, évoqué au chapitre 2, selon qui les remises des émigrés sont l'un des piliers de la richesse du pays. Le système éducatif libanais privé et public a un rôle central dans la formation de ressources humaines qualifiées. Les trois quarts des émigrés diplômés ont reçu leur diplôme au Liban, sauf en médecine où 40 % d'entre eux seulement ont un diplôme libanais (Verdeil *et al.*, 2007 : 37). L'essentiel des émigrés qualifiés ont suivi une filière scientifique (sciences, mathématiques, informatique, technologie, génie), un cinquième une filière de services et de gestion, 15 % une filière médicale, et le reste une filière juridique, littéraire ou de sciences humaines (Kasparian, 2003 : III/12).

Une étude approfondie, bien qu'ancienne, sur la formation et le marché de l'emploi des ingénieurs et des architectes permet de comprendre les stratégies développées par les institutions universitaires libanaises dont l'ambition est de faire du Liban une plate-forme régionale de formation et de recrutement.

> « Le système de formation d'ingénieurs et d'architectes au Liban, pris globalement, n'a pas cherché simplement à répondre aux besoins d'une économie locale, mais s'est fixé dès le départ un cadre de développement : celui d'un système extraverti formant des ingénieurs, nationaux ou non, pour et en fonction des besoins de la région. » (Saleh, 1986 : 264)

L'AUB est dans une position plus favorable pour imposer ses étudiants sur le marché de l'emploi régional et international grâce à la supériorité du système éducatif anglo-saxon sur les filières francophones ou arabophones. Au début des années 1980, les ingénieurs diplômés de l'AUB et adhérant à l'association des anciens élèves

60. L'OCDE calcule le taux d'émigration en divisant la population expatriée d'un pays par sa population totale (expatriés + résidents). Avec 7,4 %, le Liban se situe au même niveau que la Bulgarie, peu après le Mexique (8,6 %) ou la République dominicaine (8,4 %), mais loin derrière la Jamaïque (24,4 %) et la Guyane (29,7 %) qui représentent des cas particuliers en raison des liens avec leurs métropoles.

travaillent pour 46 % d'entre eux au Liban et pour 40 % dans un pays arabe, généralement dans les pays du Golfe (Saleh, 1986 : 285).

La guerre civile a contraint les principales entreprises établies au Liban à déplacer leur siège en Jordanie, dans le Golfe, à Chypre ou en Grèce, ce qui a largement contribué à l'émigration de la main d'œuvre qualifiée entre 1975 et 1990 (Labaki, 1992 ; Verdeil *et al.*, 2007 : 45). Inversement, après la fin de la guerre civile, la reconstruction du centre ville de Beyrouth et des infrastructures du pays, ainsi que la réorganisation de l'administration et de l'enseignement public, ont encouragé le retour d'émigrés qualifiés.

Dans cette perspective, le projet TOKTEN[61] (Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals) a débuté au Liban en 1995 financé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'UNESCO, puis par le PNUD et le CDR. Ce programme a permis à une soixantaine d'experts de venir exercer leurs compétences au Liban, mais il a finalement été arrêté en 1999 faute de financement[62].

61. Programme des Nations Unies qui vise à financer le retour d'experts dans leur pays d'origine pour participer à des projets de développement sur la base d'un volontariat indemnisé pour les frais de transport et le séjour.

62. Élise Bouvet, entretien à Beyrouth, automne 2002. Habib Debs, entretien à Beyrouth, le 25 avril 2003.

B) Les remises des émigrés et le système économique rentier

1. La mutation de l'économie libanaise

A. CARACTERISTIQUES DU MODELE ECONOMIQUE RENTIER

Avant de s'intéresser au poids et au rôle des remises dans l'économie, il est nécessaire de revenir sur l'évaluation de la situation économique au Liban depuis les années 1960. Une lecture superficielle de l'histoire économique libanaise ferait le constat d'une étonnante réussite économique brisée par la guerre civile avec laquelle la reconstruction tente de renouer. Au contraire, les analyses critiques mettent l'accent sur la permanence des déséquilibres structurels dont la cause principale est la dépendance extérieure.

La forte croissance économique dans les années 1960, de 5,8 % par an en moyenne, repose essentiellement sur le développement du secteur tertiaire qui est dopé par les investissements réalisés par les pays producteurs de pétrole et par les bourgeoisies arabes fuyant les politiques socialisantes de leur gouvernement. À la veille de la guerre civile, le tertiaire représente 75 % du produit intérieur. La faiblesse des secteurs agricole et industriel, ainsi que le libéralisme sauvage, aggravent les inégalités sociales et les écarts régionaux en matière de développement. La culture du tabac se développe au détriment de celle du blé, en particulier au Liban Sud, selon des modalités comparables à la sériciculture un siècle plus tôt au Mont-Liban.

L'émergence d'importantes sociétés capitalistes, au détriment de la grande propriété familiale, et la dépendance accrue des petits producteurs, face à un marché contrôlé par les commerçants et les gros exploitants, aggravent le phénomène de prolétarisation et l'exode rural vers Beyrouth. La population active employée dans l'agriculture, majoritairement composée de travailleurs indépendants et d'aides familiaux, décline de 48,9 % en 1959 à 18,9 % en 1970, tandis que la majorité des petits exploitants ne subsistent que grâce à une activité principale non agricole (Longuenesse *et al.*, 1986). L'émigration vers les pays industrialisés et vers les pays arabes producteurs de pétrole se développe, comme nous venons de la voir.

Les remises des émigrés, dont le volume ne cesse d'augmenter, financent essentiellement des dépenses non productives : services, biens manufacturés importés, terrain, construction immobilière. Après le choc pétrolier de 1973, le système économique évolue vers un système de type rentier fondé sur l'expansion du secteur

financier. Ce modèle est caractérisé par des entrées massives de capitaux qui aboutissent paradoxalement

> « à détériorer de manière sensible et durable la situation des secteurs producteurs de biens internationalement échangeables »
> (Nahhas, 2005 : 53).

L'afflux de capitaux entraîne automatiquement une augmentation de la consommation domestique qui encourage les importations faute de production domestique. La principale conséquence de cet « excès » de demande est l'augmentation du prix des biens et des services « non-échangeables », c'est-à-dire qui ne sont pas susceptibles d'être exportés ou importés : services d'éducation et de santé, construction, restaurants et services personnels, intermédiation financière (Labaki et Abou Rjeily, 1993 : 118-127).

L'augmentation du prix des biens et des services « non échangeables » encourage, d'une part, la réaffectation des ressources domestiques, travail et capital, à la production de ces biens et de ces services, d'autre part, la concentration de l'activité sur les phases finales de la transformation qui incorporent le maximum de composants « non-échangeables ». Par contre, les secteurs producteurs de biens et de services « échangeables » souffrent d'un manque d'investissements et d'une baisse de compétitivité sur le marché local comme à l'export. De plus, les échanges interentreprises sont réduits au minimum, ce qui limite les effets d'entraînements et freine la diffusion spatiale et sectorielle de l'activité.

L'augmentation du coût des facteurs internes de production, dont le travail, encourage le recours à une main d'œuvre immigrée peu qualifiée et bon marché. La concentration des emplois dans les zones de résidences des catégories les plus fortunées exacerbe les disparités régionales. Enfin, la faiblesse de la part du salariat accroît la pression sur l'embauche publique qui est intégrée aux mécanismes politiques de la redistribution, le clientélisme et la corruption, comme le sont les services publics et les subventions aux secteurs déficitaires, notamment l'électricité et la culture du tabac.

Cette analyse des mécanismes économique de la rente et de ses effets politiques et sociaux s'inspire largement du concept d'Etat rentier développé dans les années 1960 par des économistes travaillant sur les Etats exportateurs de pétrole. La principale caractéristique de l'Etat rentier est qu'il reçoit une rente substantielle d'individus, d'intérêts ou de gouvernements étrangers (Mahdavi, 1970). Monopolisant

directement les revenus de cette rente non liée à la production et étant l'agent central de sa redistribution, l'Etat rentier se voit dispensé de rendre des comptes à sa population et sa politique de redistribution le met à l'abri des revendications démocratiques (Beblawi et Luciani, 1987).

Les analyses critiques du concept d'Etat rentier soulignent les limites du lien structurel entre autonomie politique et autonomie fiscale (Matsugana, 2000), mais j'insisterai simplement sur le caractère flou de la notion de rente (Catusse, 2006 : 225). En effet, dans le cas des pays exportateurs de main d'œuvre comme le Liban, les ressources exogènes ne sont pas directement captées par les Etats. Cela implique de distinguer le concept d'Etat rentier et celui d'économie de rente, mais cette question dépasse le cadre de cette recherche.

B. L'ECONOMIE DE LA GUERRE CIVILE

La guerre civile accélère la mutation du système économique en raison de l'importance des flux financiers destinés aux milices et de l'augmentation spectaculaire du volume des remises. Entre 1970 et 1980, le volume des remises est multiplié par dix et la part de ces dernières dans le PIB devient considérable (tableau 15). Dans le tableau suivant, certaines années n'ont pas été reportées car le volume des remises pose problème : l'estimation est étrangement basse en 1976 et haute en 1987 ; elle varie entre 600 milliards de dollars et 2 600 milliards de dollars en 1988 selon les auteurs (Labaki et Abou Rjeily, 1993 : 125 ; Hamdan, 1992 : 24) ; la part des remises dans le PIB en 1982 varie entre 28,2 %, 54 % et 75 % selon les auteurs (Labaki et Abou Rjeily, 1993 : 112 ; Nasr, 1986 : 316 ; Hamdan, 1989 : 21), car l'estimation du PIB est incertaine (Saïdi, 1987 : 44).

Jusqu'en 1982, l'effet négatif des destructions et de la crise commerciale et industrielle est amorti grâce aux effets positifs de la réorganisation de l'espace économique. La destruction du centre ville et les nouvelles frontières intérieures dessinées par les milices contraignent les acteurs économiques à déplacer dans les régions leurs activités concentrées dans la capitale. Ce mouvement de décentralisation a des effets positifs sur les investissements et permet une revalorisation de certaines activités, en particulier le commerce et le bâtiment. D'autre part, les revenus de l'activité économique sont remplacés par d'importants flux financiers en provenance de l'étranger.

Tableau 15 : Les remises de 1970 à 1988				
Année	**Remises** (en million de LL)	**Remises** (en million de US$)	**PIB** (en million de US$)	**Remises / PIB**
1970	800	251	1 330	18,9%
1971	884	272	1 440	18,9%
1972	935	307	1 490	20,6%
1973	943	361	1 670	21,6%
1974	2 125	912	3 492	26,1%
1975	1 178	515	3 567	14,4%
1977	3 420	1 114	3 300	33,8%
1978	2 027	685	3 830	17,9%
1979	5 742	1 772	4 472	39,6%
1980	7 664	2 252	4 912	45,8%
1981	8 640	1 920	4 528	42,4%
1982	8 370	1 200	-	-
1983	-	900	4 570	19,7%
1984	-	700	4 860	14,4%
1985	-	400	2 940	13,6%
1986	-	850	2 650	32,1%

d'après Labaki et Abou Rjeily, 1993 : 125 ; Nasr, 1986 : 316 ; Hamdan, 1992 : 24 ; Bourgey, 1985 : 7

L'invasion israélienne en 1982 marque une rupture importante avec une dégradation profonde de l'activité intérieure et une baisse des flux financiers en provenance de l'étranger. En effet, les remises envoyées par les émigrés diminuent fortement en raison du départ d'une partie de la main d'œuvre employée dans les États arabes producteurs de pétrole. Ces derniers abandonnent une partie des grands chantiers immobiliers et des projets industriels en raison de la baisse des prix du pétrole liée à la récession mondiale, provoquée par le double choc pétrolier, et au coût de la guerre menée par Saddam Hussein contre l'Iran, financée en partie par les pays du Golfe.

Au Liban, cette baisse des flux financiers en provenance de l'étranger conjuguée à la fuite des capitaux entraîne une augmentation du déficit de la balance des paiements qui atteint 1,3 milliard de dollars en 1984. L'effondrement des recettes publiques, largement spoliées par les milices qui prélèvent taxes, droits de douane et impôts, conjugué à l'augmentation des dépenses militaires, voulues par Amin Gemayel pour restaurer l'armée, aggravent considérablement le déficit budgétaire. L'escalade incontrôlée de la dette publique interne a pour conséquence une forte augmentation de l'inflation et la chute du cours de la Livre libanaise, qui s'était maintenu jusque-là, de 60 % par rapport au dollar en 1985.

Le retournement favorable de la conjoncture économique dans la deuxième moitié des années 1980 est lié à l'augmentation de la valeur de la production agricole et industrielle, à la croissance du volume des exportations et à la réduction du déficit

commercial. Toutefois, ce retournement ne permet pas de rééquilibrer la balance des paiements et les dépenses publiques, essentiellement les salaires des fonctionnaires, ne sont plus couvertes : la dette publique interne explose, l'inflation se transforme en hyperinflation et le cours de la Livre libanaise s'effondre. La baisse du pouvoir d'achat liée à l'insuffisance des ajustements de salaires et à la dépendance aux importations entraîne une dégradation dramatique des conditions de vie. La crise du travail salarié ne se conjugue pas avec un chômage important, comme le montre l'augmentation du taux global d'activité, mais les familles multiplient les sources de revenus alternatives (travail des femmes, activités multiples, émigration) pour compenser la baisse du pouvoir d'achat, tandis que les taux de profits des entrepreneurs sont exceptionnellement élevés (Hamdan, 1989 ; Saïdi, 1987).

2. Les échecs de la relance après la guerre civile

A. LA RECONSTRUCTION DE BEYROUTH ET DES INFRASTRUCTURES

Le bilan humain de la guerre civile est extrêmement lourd pour une population inférieure à trois millions d'habitants : entre 71 000 et 150 000 tués, entre 100 000 et 150 000 blessés graves, entre 2 000 et 20 000 disparus, entre 1 800 et 13 000 personnes enlevées (Labaki et Abou Rjeily, 1993 : 19-42). De plus, un cinquième de la population est considéré comme réfugiée ou déplacée, dont les deux tiers à Beyrouth et sa banlieue. Ces déplacements forcés sont liés à l'insécurité caractérisée dans certaines zones (combats, bombardements, etc.), à la destruction des moyens d'existence et enfin aux politiques d'homogénéisation confessionnelle (massacres, expulsions), en particulier lors du partage de Beyrouth en 1975-1976 et de la guerre du Chouf en 1983-1984.

La reconstruction des infrastructures soulève donc des enjeux économiques et politiques extrêmement divers selon le domaine concerné : réseau routier, infrastructures portuaires et aéroportuaires, communications, production et réseau électrique, traitement et distribution de l'eau, services et administration publics, aménagement du littoral.

Malgré les promesses d'aide des pays arabes et de la communauté internationale lors des conférences de Baghdad (mai 1990) et de Paris (décembre 1990), le gouvernement formé en décembre 1990 sous l'autorité d'Omar Karamé, frère du Premier ministre Rachid Karamé assassiné en 1987, fait face à une grave

crise financière. En raison de l'absence de réelle capacité budgétaire, le cours de la Livre libanaise s'effondre complètement entre le printemps et l'été 1992, après que la Banque du Liban ait renoncé à sacrifier ses dernières réserves pour le soutenir.

Les révoltes populaires qui éclatent au mois de mai 1992 contraignent Omar Karamé à démissionner. L'arrivée au pouvoir de Rafic al-Hariri après les élections législatives de l'été 1992 marque une rupture. Né en 1944 dans une famille sunnite modeste de Saïda, Rafic al-Hariri émigre en Arabie Saoudite en 1966 où il devient un important entrepreneur grâce aux relations étroites qu'il noue avec le prince héritier Fahd ben Abdel Aziz Al-Saoud. En 1979, il mène à bien le chantier du centre de conférence de Taëf, qui doit accueillir la troisième Conférence islamique, après avoir racheté la société française de construction Oger qui devient progressivement un important groupe international (Naba, 1999).

Grâce aux relations étroites qu'il entretient avec l'Arabie Saoudite et à ses réseaux personnels dans les organisations financières, Rafic al-Hariri réussit à mobiliser rapidement d'importants capitaux pour soutenir les finances publiques (Débié, 2003 : 124-136). Il obtient la nomination de plusieurs de ses proches à la tête des principales institutions publiques chargées du budget, des finances et de la reconstruction, notamment Fouad Siniora au ministère des Finances, Riad Salamé à la Banque du Liban, Fadl Chalak au CDR, Antoine Andraos au Fond des déplacés, Zafer al-Hassan au secrétariat général des Affaires étrangères.

Le grand projet de Rafic al-Hariri est la reconstruction du centre ville de Beyrouth, à l'image de ce qu'il a déjà entrepris à Saïda dans les années 1980 (Bonne, 1985). Il prévoit de financer la reconstruction par des contrats BOT (*Build, Operate, Transfer)* qui permettent à un concessionnaire privé de prendre en charge la construction d'infrastructures publiques, selon un cahier de charges précis, en échange des bénéfices liés à leur exploitation.

Le centre ville de Beyrouth, symbole du miracle économique et de la coexistence d'avant-guerre dont il ne reste que les ruines, est à la fois un cas particulier et exemplaire de la reconstruction (Verdeil, 2003). En décembre 1991, avant l'arrivée au pouvoir de Rafic al-Hariri, les députés votent une loi qui confie la reconstruction du centre ville à Solidere, une société foncière dont Rafic al-Hariri est l'actionnaire majoritaire. Les propriétaires du centre ville, qui sont expropriés, peuvent choisir d'être indemnisés avec des actions Solidere ou avec une somme d'argent relativement modique.

Solidere est exemptée d'impôt pendant dix ans, elle devient propriétaire d'une partie des terrains du centre ville et des zones gagnées sur la mer qu'elle peut vendre et louer à son profit, comme les immeubles reconstruits. De plus, l'État est débiteur de l'ensemble des travaux d'infrastructures effectués par Solidere. Il peut choisir de rembourser en cédant les terrains à Solidere ou en lui attribuant les droits d'exploitation des services publics pour ces infrastructures. Ce projet suscite de nombreuses oppositions, que Rafic al-Hariri noient en partie en acceptant quelques concessions ciblées (Corm, 1991 et 1993).

Les réseaux personnels de Rafic al-Hariri et ses propres entreprises permettent de mobiliser les capitaux nécessaires aux gigantesques travaux de démolition, d'aménagement urbain, de remblaiement, de restauration et de construction des immeubles. Les travaux commencent en 1994 et sont achevés en 2001 pour l'infrastructure de la partie terrestre et la réhabilitation des parties conservées. Les restaurants, les commerces de luxe et les entreprises s'implantent rapidement, suivis par les particuliers dans les zones résidentielles. Certains projets continuent toutefois de rencontrer des difficultés financières et politiques, en particulier le vaste centre commercial sur l'ancien site des souks et le centre d'affaires dans les zones gagnées sur la mer. Les perspectives de développement de Solidere sont finalement revues à la baisse et la durée du projet passe de vingt-cinq à soixante-quinze ans.

À part le centre ville de Beyrouth, la planification de la reconstruction est confiée au Conseil du Développement et de la Recontruction (CDR) qui avait été créé en 1978. Sous l'autorité directe du Premier ministre et dirigé par un proche de Rafic al-Hariri, le CDR joue le rôle d'un super ministère du Plan et contrôle progressivement l'ensemble des rouages de la reconstruction. Il est doté d'une structure administrative moderne, fait appel à des sociétés de conseil privées et embauche des équipes réduites d'experts souvent formés dans des universités françaises et anglo-saxonnes (Ingels, 1999 : 274-276). Quatre grands programmes sont élaborés entre 1993 et 1995 : le *National Emergency and Recovery Program* sur trois ans, le *Parallel Program for Reconstruction and Development* sur cinq ans, la première version du plan Horizon 2000 pour la période 1993-2000 et la seconde version de ce plan pour la période 1995-2007.[63]

63. Boutros Labaki, démographe et vice-président du CDR, présente les grands axes de ces projets dans l'un de ses articles (Labaki, 1993).

Ce projet de reconstruction et de relance insiste sur la valorisation des ressources humaines, en particulier le retour des émigrés hautement qualifiés et le développement d'un enseignement élitiste tourné vers le marché du travail, comme l'explique Rafic al-Hariri dans son programme-bilan publié en 1999, qui fait écho aux idées de Michel Chiha.

> « Notre succès à réintégrer le Liban dans la carte financière mondiale et à restaurer la confiance locale et internationale dans l'économie libanaise, s'est essentiellement fondée sur notre succès à mobiliser des experts de haut niveau parmi la communauté libanaise expatriée et à nommer des spécialistes de niveau mondial à des postes de responsabilité dans les principales institutions économiques comme la Banque Centrale, les ministères de l'Économie et des Finances, le Conseil du Développement et de la Reconstruction et l'IDAL [Investment Development Authority of Lebanon].
>
> (…) Des générations successives de Libanais ont réussi à occuper des postes importants dans divers pays du monde, à constituer des fortunes appréciables, sans pour autant perdre le lien affectif avec la mère patrie, et sans perdre l'espoir de contribuer à son bien-être. C'est pourquoi l'équation de base pour la relance de l'économie nécessite des institutions compétentes et des politiques susceptibles d'encourager le retour des hautes compétences libanaises expatriées, et de favoriser les investissements étrangers au Liban (…).
>
> Le renforcement du secteur de l'éducation suppose un programme éducatif à long terme qui facilite l'accès au savoir de toutes les couches sociales, mais avec un intérêt égal pour la formation d'une élite rompue aux technologies et à la recherche scientifique. La démocratie de l'enseignement est certes un critère important, mais la qualité de l'enseignement l'est tout autant. D'où la nécessité pour l'État d'encourager une coopération étroite entre les institutions éducatives publiques et privées (écoles, lycées techniques, universités) d'une part, et le marché du travail d'autre part. Ainsi, les programmes éducatifs seront au diapason de la demande de futurs emplois, ce qui permettrait d'orienter les jeunes vers les filières scientifiques adaptées au développement de l'économie mondiale » (Hariri, 1999 : 40, 87-88).

B. LA SPIRALE DE LA DEPENDANCE : LA DETTE ET LES REMISES

Rafic al-Hariri mise sur l'effet d'entraînement de la reconstruction pour relancer le secteur privé et, à moyen terme, réduire le déficit budgétaire et la dette publique tout en contrôlant l'inflation et le taux de change de la Livre (Kubursi, 1999).

Dans la première moitié des années 1990, le secteur de l'immobilier privé connaît une forte croissance en raison d'intéressants retours sur investissements liés à la faiblesse des coûts de construction, notamment les bas salaires des ouvriers immigrés majoritairement Syriens, et aux tarifs très élevés de l'immobilier de luxe, destiné aux Arabes du Golfe et aux Libanais de l'étranger (grands hôtels, appartements luxueux et *gate communities*). En 1994, une loi légalise les constructions et les transactions foncières réalisées sans permis pendant la guerre, ce qui entraîne une explosion des projets immobiliers, notamment dans certaines régions situées à la périphérie de Beyrouth. Toutefois, alors que le nombre de logements accessibles aux petits revenus reste insuffisant, le secteur immobilier entre en crise dès la fin des années 1990 avec l'abandon d'une partie des projets immobiliers et la sous-utilisation des surfaces de luxe.

Parallèlement, entre 1993 et 1995, l'attractivité des taux d'intérêt sur les bons du Trésor en Livres libanaises permet d'attirer un flux considérable de capitaux au Liban. La politique de rémunération attractive du capital menée par Rafic al-Hariri vise à encourager les placements sous la forme de dépôts bancaires et de créances publiques fortement rémunérées. Le secteur financier privé constitue le principal canal d'attraction des capitaux extérieurs, libanais ou étrangers, qui sont massivement investis dans les dépôts bancaires, plutôt que dans des activités de production dont la rentabilité est forcément moindre, comme l'explique l'économiste Charbel Nahhas.

> « Les capitaux viennent gonfler le passif des banques qui les réemploient domestiquement sous la forme de prêts à l'État et au secteur privé. À travers des canaux divers, ce flux de prêts finit par alimenter les flux de consommation et, dans une bien moindre mesure, d'investissement. Ce mécanisme suppose bien évidemment la réalisation de trois conditions : que le flux se perpétue, que les banques aient intérêt à placer domestiquement la quasi-intégralité des capitaux attirés et que les emprunteurs ne soient pas empêchés d'utiliser les fonds pour financer la consommation. » (Nahhas, 2005 : 54).

Grâce à ce flux de capitaux, la balance des paiements est largement excédentaire malgré l'accroissement du déficit commercial dû à la forte augmentation de la consommation. Le mode de gestion de ce système repose sur deux axes, l'un principal et l'un complémentaire.

> « [Le premier] tient à la mise en place d'une politique monétaire (l'ancrage de la Livre sur le dollar et l'administration des taux effectifs) capable d'attirer un flux permanent de capitaux (tout en retenant le stock accumulé) et d'une gestion du système bancaire qui le conduise à utiliser ces capitaux d'abord pour financer le déficit des échanges extérieurs en finançant, au passage, les déficits publics. [L'axe complémentaire] relève de la régulation et tient, d'une part, à financer les réserves en devises de la Banque centrale (notamment à travers les émissions d'eurobonds) pour encourager les flux entrants et, d'autre part, à accroître la pression fiscale et à restreindre les dépenses publiques pour contraindre la consommation. » (Nahhas, 2005 : 64).

Dans cette logique, l'augmentation de la dette publique et l'accumulation des dépôts et des crédits sont des problèmes secondaires, dont seul l'excès présente un risque d'étouffement pour l'ensemble du système. La dette publique croit spectaculairement : 2 milliards de dollars en 1992, 23 milliards en 1999, 40 milliards en 2006, soit près de 200 % du PIB, l'un des rapports les plus élevés au monde. La dette est essentiellement interne dans un premier temps, mais la dette externe en dollars et en euros augmente dans la deuxième moitié des années 1990 avec pour objectif le maintien du flot des devises vers le Liban.

Les adversaires de la politique économique menée par Rafic al-Hariri, qui défendent un interventionnisme étatique modéré pour valoriser les ressources agricoles et hydrauliques du pays, arrivent au pouvoir à la fin de l'année 1999 (Corm, 1998, 2001 ; Nahhas, 2005). Toutefois, leur marge de manœuvre gouvernementale est faible en raison de la politique d'austérité budgétaire et de réformes financières (privatisations, taxes indirectes) recommandée par les institutions financières internationales (Baroudi, 2002 ; Mufti, 2004 : 89-95).

L'utilisation des remises pour améliorer la situation économique et financière[64] est alors l'objet de plusieurs projets qui n'aboutissent pas. Au printemps

64. Les études menées par les organisations financières internationales, notamment la Banque mondiale, sur l'émission de bonds du Trésor destinés à la diaspora dans les pays en

2000, le ministre des Finances, Georges Corm, lance l'idée d'une souscription auprès des émigrés pour des bons du Trésor de 100 000 dollars chacun échelonnés sur cinq ans et sans intérêt[65]. Cette idée, suggérée par l'homme d'affaires Hikmat Kassir, fait écho à l'appel aux émigrés lancé par Georges Corm en avril 1999 qui a permis au Trésor libanais de recevoir 35 millions de dollars de dons après les bombardements israéliens de juin 1999. De même, cette idée fait écho à celle du président du Parlement, Nabih Berri, qui a proposé deux ans plus tôt de créer un Fond national d'aide au Trésor libanais financé par les émigrés[66].

Toutefois, aucun de ces projets n'est repris par Rafic al-Hariri quand il revient au pouvoir à la fin de l'année 2000. Il poursuit la même politique d'austérité et de réformes sans réussir à stabiliser le ratio dette/PIB en raison du poids du service de la dette qui représente l'équivalent de la totalité des revenus annuels de l'État ! L'utilisation de différentes techniques pour diminuer formellement la dette publique déplace progressivement les risques de rupture du taux de change et du financement de l'État à la solvabilité du système bancaire et à la déperdition des ressources de bases de l'économie. Les risques de crise financière sont alors d'autant plus inquiétants qu'une défaillance de l'État entraînerait une crise globale du secteur bancaire en raison de l'imbrication du secteur public et du secteur privé.

À partir de 2002, les finances publiques bénéficient d'un sursis grâce à la baisse des taux internationaux et à la mobilisation exceptionnelle des bailleurs de fonds lors de la conférence de Paris II. Parallèlement, l'économie connaît une brève embellie grâce au développement de l'économie touristique, liée à la réorientation du tourisme arabe après le 11 septembre 2001, et à la hausse du volume des remises des émigrés qui contribue à rééquilibrer la balance des paiements. En effet, alors que le volume des remises a nettement baissé après la fin de la guerre civile, il augmente fortement à partir de la fin des années 1990. En 2005, le Liban appartient aux groupes de tête des principaux pays récepteurs de remises en volume (4,9 milliards de dollars en 2005) et en pourcentage du PIB (22,4 % en 2005). Paradoxalement, les transferts

développement ou sur la titrisation des remises sortent du cadre de cette recherche en raison de leur technicité.

65. « Des bons du Trésor à l'intention des émigrés », *l'Orient le Jour*, 7 juin 2000 ; « La diaspora un élément décisif dans le processus de reconstruction », *l'Orient le Jour*, 26 juin 2000.

66. « Berry préconise la création d'un Fonds national d'aide au Trésor libanais », *l'Orient le Jour*, 20 mars 1998 ; « Ouverture du congrès des clubs et des associations de l'émigration/Berry propose un projet de souscription dans l'intérêt du Trésor et du pays », *As-Safir*, 20 mars 1998.

sortants d'immigrés syriens, égyptiens ou sri lankais travaillant au Liban sont presque aussi importants (tableau 16).

Tableau 16 : Les remises de 1990 à 2005

Année	**Remises reçues** (en million de US$)	**Remises reçues** (en % du PIB)	**Remises payées** (en million de US$)	**Remises payées** (en % du PIB)	**Balance des remises** (en million de US$)	**Balance des remises** (en % du PIB)	**PIB** (en million de US$)
1990	1 818	64,1					2 838
1991	1 895	42,6					4 451
1992	2 016	36,4					5 545
1993	2 050	27,2					7 535
1994	2 165	22,6					9 599
1995	1 225	10,5					11 718
1996	1 225	8,9					13 690
1997	1 225	7,9					15 594
1998	1 225	7,2					16 910
1999	1 402	8,2					17 009
2000	1 582	9,4					16 821
2001	2 307	13,4					17 211
2002	3 111	16,6	2 521	13,47	590	3,15	18 712
2003	4 672	23,6	4 081	20,61	591	2,99	19 798
2004	5 592	25,8	4 233	19,54	1 359	6,27	21 662
2005	4 924	22,4	4 233	19,29	691	3,15	21 944

d'après The World Bank, 2007

Comme cela a déjà été souligné, les remises participent directement à la logique rentière du système économique puisqu'elles financent essentiellement la consommation courante des ménages, pour 56 %, les frais de scolarité et les soins médicaux, pour 24 %, mais très peu d'investissements productifs, pour moins de 10 %[67].

Depuis 2005, les conséquences économiques de la dégradation de la situation politique, après l'assassinat de Rafic al-Hariri en février, et l'importance des destructions provoquées par la guerre entre Israël et le Hezbollah, placent le Liban dans une situation financière alarmante à laquelle la communauté internationale a répondu en janvier 2007 par l'organisation d'une nouvelle conférence des donateurs, Paris III (Verdeil, 2007 ; Vignal, 2007).

67. « Les transferts des émigrés ont représenté 5,6 milliards de dollars en 2006 », par Sibylle Rizk, *le Commerce du Levant*, juin 2007.

L'utilisation du solde migratoire pour mesurer l'émigration est très contestable, d'une part, parce que l'État ne contrôle pas ses frontières durant la guerre civile, d'autre part, parce que les résultats obtenus sont parfois invraisemblables. Il est donc nécessaire de confronter ces résultats à d'autres estimations fondées sur des échantillons représentatifs et aux statistiques publiées par les États d'accueil. L'estimation de la diaspora, souvent démesurée, se heurte à un problème de fond : l'absence de normes précises qui définissent les Libanais de la diaspora.

L'émigration depuis les années 1960 est essentiellement une émigration de travail, multiconfessionnelle, jeune et masculine, conjuguée à une forte émigration familiale dans les années 1980. Dans les années 1990, l'arrivée sur le marché du travail de la classe d'âge du baby-boom des années 1970 explique la très forte augmentation de l'émigration durant cette période alors que l'économie fait face à un net ralentissement. Le haut niveau de qualification des émigrés s'explique par le rôle du système universitaire public et privé dont l'ambition est de faire du Liban un centre régional de formation dont les capacités sont largement supérieures aux besoins locaux.

Les remises des émigrés représentent l'un des piliers du système économique rentier qui caractérise l'économie libanaise depuis les années 1970. La politique de reconstruction et de développement menée par le Premier ministre Rafic al-Hariri entraîne les finances publiques dans la spirale de la dette faute d'une reprise économique soutenue. L'émigration représente à nouveau l'une des principales sources de revenus du pays depuis la fin des années 1990 et, en 2006, le Liban fait à la fois partie des pays dans lesquels la part des remises dans le PIB est la plus haute et de ceux dans lesquels le volume des remises est le plus important.

Chapitre VI

Le ministère des Émigrés et les naturalisations : instruments des divisions internes (1989-1996)

À l'issue de la guerre civile, l'accord de Taëf (1989) impose une nouvelle formule de partage du pouvoir et entérine la présence de l'armée syrienne au Liban.

Quels sont les enjeux politiques et institutionnels de la création du ministère des Émigrés et quelles sont les causes de sa paralysie ? Comment cette question s'articule-t-elle à la restitution de la nationalité aux Libanais de la diaspora et à la polémique sur l'équilibre démographique entre les communautés.

Le ministère des Émigrés, créé en 1993 pour soutenir la reconstruction du pays et la libération du Liban Sud occupé par Israël, représente pour le nouveau président du Parlement, Nabih Berri, qui dirige le mouvement Amal, l'occasion d'exercer un contrôle direct sur l'Union, dont les branches américaines sont opposées à la tutelle syrienne, et d'institutionnaliser les relations avec les émigrés chiites, particulièrement implantés en Afrique de l'Ouest. Parallèment, en 1994, le gouvernement de Rafic al-Hariri naturalise par décret plusieurs dizaines de milliers d'individus et de familles majoritairement musulmans.

Les partis et les représentants chrétiens, politiquement divisés et marginalisés à l'issue de la guerre civile, résistent en ordre dispersé. D'un côté, le président de la République, Elias Hraoui, et le ministre des Affaires étrangères, Farès Boueiz, paralysent l'action du ministère des Émigrés tout en se rapprochant des branches américaines de l'Union. De l'autre, la Ligue maronite et les forces politiques chrétiennes de l'opposition dénoncent le non-respect de l'équilibre confessionnel lors des naturalisations, attaquent ces dernières devant le Conseil d'Etat et demandent, en compensation, un assouplissement de la législation sur la restitution de la nationalité.

A) La Deuxième République et le nouvel ordre régional après 1990

1. Les réformes politiques internes : l'accord de Taëf (1989)

a. Renouveler les principes fondateurs du Pacte national

Pour analyser la politique menée par l'Etat libanais en direction de sa diaspora au lendemain de la guerre civile, il est indispensable de revenir sur le nouveau partage pouvoir sous tutelle syrienne entériné par l'accord de Taëf. Appelé Document d'entente nationale, l'accord de Taëf est issu des travaux du Haut comité tripartite arabe (Arabie Saoudite, Algérie et Maroc) créé lors du sommet arabe de Casablanca en mai 1989. Il a pour principe fondamental l'interconnexion des problèmes internes et externes dans le conflit libanais, comme l'accord intermilice de 1985 qui ne bénéficiait toutefois pas du soutien des autres pays arabes et de la communauté internationale (Maïla, 1990). La première version de l'accord est d'abord modifiée sur demande de la Syrie qui refuse les allusions critiques à son rôle dans la guerre civile libanaise. Puis, le 22 octobre 1989, les députés libanais élus en 1972, dont le mandat a été régulièrement prolongé, se réunissent à Taëf en Arabie Saoudite où ils adoptent le Document d'entente nationale par 58 voix sur 62, après de sensibles modifications de la partie relative aux réformes politiques internes.

L'accord est composé de quatre parties relatives aux réformes politiques internes, à la présence de l'armée syrienne au Liban, au retrait israélien du Liban Sud et aux relations syro-libanaises. La première partie consacre des compromis déjà débattus sur l'identité du Liban et sur le partage du pouvoir entre les communautés confessionnelles. Elle est divisée en trois chapitres (Principes généraux, Réformes politiques et Autres réformes) que nous analyserons en détail, à l'exception du troisième qui porte seulement sur la création du Conseil économique et social pour le développement, de la Haute cour de justice et du Conseil constitutionnel.

Le point A des Principes généraux réaffirme « la souveraineté, la liberté et l'indépendance de la patrie libanaise », comme dans les accords de Genève en 1983 et de Damas en 1985. Le point A précise que le Liban est une « patrie définitive pour tous ses fils », selon une expression qui rappelle l'esprit du Pacte national de 1943 et que l'on retrouve dans différent projets de notabilités musulmanes et de représentants religieux. Le point A proclame également l'unité « de la terre, du peuple et des institutions », à la fois contre toutes formes de fédéralisme ou de décentralisation et

contre la thèse du pluralisme ethnique des Libanais. Remarquons que le point relatif à la décentralisation administrative dans le chapitre « Autres réformes » ne prévoit que des mesures de déconcentration et non de décentralisation.

Le point B des « Principes généraux » scelle l'insoluble et récurrent débat sur la nature de l'identité libanaise : *« le Liban arabe d'appartenance et d'identité »*. Cette question a déjà fait l'objet d'un consensus dans les accords de Genève en 1983 et de Damas en 1985. Le compromis sur l'arabité du Liban a pour fonction politique de renouveler le compromis fondateur du Pacte national selon lequel les Chrétiens reconnaissent l'arabité du Liban en échange de l'acceptation par les Musulmans de son indépendance.

Les points C à F rappellent les principes fondamentaux de la République libanaise : démocratie parlementaire, liberté d'opinion et de croyance, égalité entre les citoyens, séparation des pouvoirs et libéralisme économique. Les points G et H soulignent la nécessité d'œuvrer en vue d'une justice sociale globale et d'un développement équilibré entre les régions et les communautés.

Le problème des populations déplacées pendant la guerre civile est abordé dans la deuxième partie de l'accord, qui prévoit une législation sur le droit au retour et la reconstruction des villages détruits, et le point I des « Principes généraux » offre une garantie supplémentaire en rappelant que chaque Libanais a le droit de vivre où il le souhaite. Le point I insiste également sur le refus de l'implantation (*tawtin*) des réfugiés palestiniens au Liban, considérée comme une menace pour l'équilibre confessionnel, et sur l'application pour ces derniers du droit au retour prévu par les résolutions onusiennes. Enfin, le point J marque la reconnaissance de la nature pluricommunautaire de la société libanaise en instaurant le principe de vie commune (*al-aysh al-mushtarak*) qui implique une volonté partagée de vivre ensemble et le respect de l'autre dans sa différence.

B. L'ENRACINEMENT DU CONFESSIONNALISME POLITIQUE

Le deuxième chapitre de la première partie de l'accord traite des réformes politiques (Maïla, 1990).

Le président de la Chambre des députés, traditionnellement de confession chiite, est élu pour quatre ans au lieu d'une année, ce qui lui permet d'avoir une position suffisamment stable pour influer sur l'élection du président de la République, sur la formation du gouvernement, sur le vote des lois et sur le contrôle de l'activité

gouvernementale. Toutefois, il n'exerce qu'une influence limitée sur l'élection du président du Conseil des ministres qui est nommé par le président de la République sur la base de consultations parlementaires. L'élection du Premier ministre directement par les députés est une proposition récurrente des projets de réformes chiites qui aurait considérablement renforcé les pouvoirs du président du Parlement si elle avait été retenue.

L'accord de Taëf prévoit de créer un Sénat pour représenter les communautés confessionnelles et de supprimer le système de répartition communautaire des sièges parlementaires, qui est toutefois maintenu en attendant. Le ratio de 6 députés chrétiens pour 5 députés musulmans, instauré en 1943 dans les circonstances décrites au chapitre III, est abandonné au profit d'une représentation proportionnelle entre les régions et les confessions dans un cadre paritaire entre Chrétiens et Musulmans. Le nombre de sièges parlementaires est augmenté, de 99 à 108 et finalement à 124, et les sièges vacants sont exceptionnellement comblés par nomination avant l'organisation d'élections.

Selon l'accord de Taëf, la nouvelle loi électorale élaborée par le gouvernement doit être basée sur des circonscriptions de grande taille afin de diluer les clientèles locales et de susciter une dynamique d'intégration nationale par la diversification confessionnelle. En effet, il est important de rappeler que les députés représentent à la fois la Nation, leur communauté et leur circonscription. Dans le système électoral libanais, les électeurs votent pour l'ensemble des sièges de leur circonscription indifféremment de leur confession et de celle du candidat. Chaque électeur peut composer lui-même la liste des candidats à qui il donne sa voix, dans le respect du nombre et de la qualité confessionnelle des sièges à pourvoir. Toutefois, la plupart des électeurs votent pour des listes préétablies qui sont conduites par une figure politique dont le rôle est d'encourager le report de voix sur ses colistiers. La cooptation des candidats sur les listes électorales est donc l'objet de négociations complexes dans lesquelles les jeux de pouvoir au niveau local sont aussi importants que les alliances politiques au niveau national.

Par ailleurs, l'accord de Taëf réduit considérablement les pouvoirs du président de la République qui, depuis la réforme constitutionnelle de 1929, concentre l'essentiel du pouvoir exécutif entre ses mains. Traditionnellement maronite, il a été à la fois le garant de la liberté politique et de la sécurité des Chrétiens, ainsi que l'instrument et le symbole de la domination maronite. La réduction des pouvoirs

présidentiels, déjà retenue dans l'accord de Damas en 1985 et dans la conciliation américaine en 1988, a été l'une des principales revendications du camp islamo-progressiste avant et pendant la guerre civile.

L'accord de Taëf réduit la fonction présidentielle à un rôle symbolique. Le président de la République est le garant du respect de la Constitution, de l'unité du pays et de son indépendance. Il est le chef de l'armée, mais son commandement relève du Conseil des ministres, et il préside le Conseil des ministres sans participer au vote. De plus, le président de la République est tenu de transmettre au Parlement les projets de loi, de promulguer les décrets du gouvernement dans un délai déterminé et il ne peut pas utiliser son droit de renvoi en cas d'opposition avec le Premier ministre. Enfin, il partage avec le président du Parlement le pouvoir de désigner le Premier ministre sur la base du résultat des consultations parlementaires et il partage avec le Premier ministre le pouvoir de signer le décret de désignation du gouvernement.

L'accord de Taëf transfère l'essentiel des pouvoirs présidentiels au Conseil des ministres qui est chargé de définir la politique de l'État, de l'élaboration des lois et de leur application, du commandement de l'armée, du contrôle de l'administration et de la nomination des fonctionnaires. Le Premier ministre, traditionnellement sunnite et dont le siège est désormais au Grand Sérail, a le pouvoir de convoquer et de présider le Conseil des ministres et de choisir l'ordre du jour.

Le vote au sein du Conseil des ministres est régi par la majorité simple avec un quorum des deux tiers, sauf pour les questions fondamentales (*masîr*) qui nécessitent la majorité des deux tiers du Conseil. Les questions fondamentales sont, d'une part, les questions primordiales pour la vie de la nation, comme l'état d'urgence, la guerre et la paix et les traités internationaux, d'autre part, les questions relatives au principe de vie commune et à l'existence des communautés confessionnelles, comme la législation du statut personnel, le code de la nationalité, la loi électorale et la nomination des hauts fonctionnaires.

La première partie de l'accord de Taëf se conclut par un appel à l'abolition du confessionnalisme politique décrit comme un « objectif national essentiel qui nécessite que tout soit mis en œuvre pour le réaliser selon un plan par étapes ». L'accord prévoit la création d'un Comité national pour la suppression du confessionnalisme qui ne verra pas le jour. Cet appel à la suppression du confessionnalisme, qui fait écho au caractère « transitoire » du partage du pouvoir

entre les communautés confessionnelles dans la Constitution de 1926, est d'autant plus paradoxal que la volonté d'abolir le confessionnalisme politique contredit la reconnaissance du principe de vie commune et la réaffirmation des principes du Pacte national de 1943 : indépendance du Liban, reconnaissance de son identité arabe, participation au pouvoir sur une base communautaire.

Les modifications constitutionnelles entérinées par l'accord de Taëf transforment profondément la nature du système politique. L'accord de Taëf ne reproduit pas de manière inversée la dyarchie inégalitaire entre les deux pôles de l'exécutif, le président de la République et le Premier ministre, qui caractérisait le système politique après l'indépendance.

La réduction des pouvoirs présidentiels au profit du Conseil des ministres correspond moins à un transfert qu'à une « dilution de pouvoir » (Charara, 1992 : 167), car les règles du vote au sein du Conseil des ministres (quorum, majorité simple, majorité qualifiée), dessinées pour garantir le respect du principe de vie commune, menacent constamment de paralysie la décision politique. Pour autant, en l'absence de droit de veto, ces règles ne représentent pas une garantie suffisante pour les communautés confessionnelles dont l'exclusion ou la non participation au processus de décision politique menace la cohésion même de la société, à la différence d'un parti politique qui démissionne d'une assemblée collégiale.

En l'absence d'instance exécutive puissante et indépendante et en raison des pouvoirs conférés au président du Parlement, la vie politique de la Deuxième République libanaise est caractérisée par les relations entre le Président de la République, le Premier ministre et le Président du Parlement : la troïka.

2. Le tutelle syrienne sur le Liban : un enjeu stratégique

A. La Syrie et Israël dans l'accord de Taëf

Les trois autres parties de l'accord de Taëf, imposées par la Syrie, renvoient aux dimensions externes de la guerre civile libanaise qui, pendant quinze ans, a été le point de fixation des tensions régionales et du conflit larvé entre la Syrie et Israël. Le président syrien Hafez al-Assad, qui s'est imposé comme le partenaire incontournable de la paix au Liban, obtient trois avantages majeurs grâce l'accord de Taëf : le maintien de l'armée syrienne au Liban, l'appel au retrait de l'armée israélienne du

Liban Sud, et la signature d'accords-cadre pour une large coopération syro-libanaise (Maïla, 1991b ; Picard, 1991).

La deuxième partie de l'accord de Taëf porte sur le démantèlement des milices, le renforcement de l'armée et des FSI, et le retour des personnes déplacées dans leurs villages d'origine. L'armée syrienne doit apporter son soutien à l'État libanais pour désarmer les milices et pour encadrer le retour des personnes déplacées avant de se redéployer dans les deux ans le long d'une ligne de crête stratégique située à l'entrée de la Bekaa. La deuxième partie de l'accord légalise donc la présence de l'armée syrienne au Liban alors que cette dernière n'a plus de couverture légale depuis 1983, date de la dissolution de la FAD, qui avait été créé en 1976 pour offrir un cadre légal à l'intervention militaire syrienne au Liban.

La troisième partie de l'accord de Taëf exige le retrait de l'armée israélienne de la zone qu'elle occupe depuis 1978 au Liban Sud au nom la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies. L'accord précise, d'une part, que la libération du territoire occupé peut être obtenue par « tous les moyens », ce qui légitime les actions armées de la résistance libanaise menée par le Hezbollah, d'autre part, que le retrait de l'armée israélienne est inconditionnel, ce qui interdit tout traité de paix libano-israélien et impose la concomitance des volets syriens et libanais dans le cadre des négociations pour un accord global de paix. La troisième partie de l'accord fait donc d'Israël l'unique ennemi du Liban, à la différence de la Syrie qui est considérée comme le partenaire incontournable d'une solution à la guerre civile.

La quatrième partie de l'accord de Taëf pose les bases d'une coopération bilatérale syro-libanaise approfondie : « coordination et coopération dans tous les domaines » en particulier pour la sécurité ; engagement réciproque à ne pas devenir une « source de menace » l'un pour l'autre, même si la Syrie est la seule à se réserver le droit d'intervenir au Liban ; « relations privilégiées » (*mumayaza*) liant les deux pays « dans le cadre de la souveraineté et de l'indépendance de chacun », justifiées par « les racines de la parenté, de l'histoire et des intérêts fraternels communs ». La quatrième partie de l'accord inspire largement le Traité de fraternité, de coopération et de coordination signé par la Syrie et le Liban le 22 mai 1991 qui, pour Damas, a l'avantage d'être moins contraignant que l'accord de Taëf parrainé par la communauté internationale.

B. LA CARTE LIBANAISE DANS LES NEGOCIATIONS SYRO-ISRAELIENNES

En août 1990, moins d'un an après la signature de l'accord de Taëf, l'Irak envahit le Koweït. Quelques mois plus tard, la Syrie obtient le feu vert des États-Unis pour écarter le général Michel Aoun, principal opposant à l'accord de Taëf, en échange de sa participation à la coalition internationale contre l'Irak. La défaite de l'Irak et, parallèlement, l'effondrement de l'URSS, permettent aux États-Unis d'affirmer leur hégémonie sur l'ensemble du Moyen-Orient tout en favorisan l'émergence de deux nouvelles puissances régionales aux côtés d'Israël, la Turquie et l'Iran (Picard et Roussillon, 1990 ; Maïla, 1992b).

Le président George Bush parraine l'organisation d'une conférence de paix pour initier un règlement global du conflit israélo-arabe. Suite à la conférence de Madrid, organisée en octobre 1991, Israël engage des négociations bilatérales avec ses voisins et avec l'OLP. Le président syrien Hafez al-Assad s'oppose au principe des négociations bilatérales, plus avantageuses pour Israël, et leur préfère une négociation globale. S'il ne peut pas empêcher la Jordanie de négocier directement avec Israël, ni l'OLP de mener des négociations secrètes, il impose la concomitance du volet syrien sur le Golan et du volet libanais sur le Liban Sud.

Les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité exigent qu'Israël se retire du Golan, comme de tous les territoires occupés à l'issue de la guerre de 1967, mais les négociations sont difficiles et complexes. Le plateau du Golan, annexé au territoire israélien depuis 1981, est un site stratégique de première importance, car il domine à la fois la vallée de la Galilée au nord d'Israël et la plaine située au sud de Damas. Par ailleurs, les ressources hydrauliques du plateau du Golan sont riches et alimentent directement le lac Tibériade en Israël. Enfin, la restitution de la totalité du Golan représente un enjeu idéologique et politique pour le régime d'Hafez al-Assad qui fonde sa légitimité sur le refus de toute concession territoriale.

En juillet 1993, deux mois avant la signature officielle de l'accord d'Oslo à Washington et alors que les négociations syro-israéliennes piétinent, Israël lance une campagne de bombardements sur les villages du Liban Sud où son armée et la milice libanaise qu'elle entretient, l'ALS, sont régulièrement attaquées par le Hezbollah. L'objectif de cette campagne de bombardements, qui contraint la population à fuir, est de faire pression sur la Syrie à travers le Hezbollah et le gouvernement libanais. Toutefois, le Hezbollah sort renforcé de l'épreuve de force et Rafic al-Hariri annonce

que les négociations libano-israéliennes seront désormais menées en coordination totale avec la Syrie, alors qu'au mois de février il déclarait encore être disposé à signer un accord avec Israël sur la base de la résolution 425 du Conseil de sécurité, indépendamment d'avancées sur les autres volets du processus de paix.

Les négociations syro-israéliennes reprennent quelques mois plus tard après la rencontre entre Hafez al-Assad et Bill Clinton à Genève en janvier 1994. Elles sont sur le point d'aboutir en mai 1995 après que le Premier ministre israélien, Itzhak Rabin, se soit engagé à restituer la totalité du Golan occupé depuis 1967, une promesse tenue secrète en raison des fortes oppositions qu'elle suscite en Israël, et qu'un accord ait été élaboré pour offrir à Israël des garanties de sécurité. Toutefois, l'assassinat d'Itzhak Rabin en novembre 1995 empêche la réalisation de cet accord et Shimon Pérès décide de geler les négociations avec la Syrie pour se concentrer sur le volet palestinien (Abou Diab, 1996 ; Kodmani-Darwish et Chartouni-Dubarry, 1996 ; Picard, 1997a ; Bahout, 1998 ; Chartouni-Dubarry, 1998 ; Daoudy, 2005).

3. Les limites du retour à la démocratie

A. LA MARGINALISATION DES FORCES POLITIQUES CHRETIENNES

Les milices sont progressivement démantelées et intégrées à l'armée et à l'administration libanaise à partir de mars 1990. En octobre, l'armée syrienne chasse le général Michel Aoun, qui est exilé en France, et coordonne la réorganisation de l'armée libanaise, commandée par le général Émile Lahoud, qui sera élu président de la République en 1998. Les officiers aounistes sont mis à l'écart, plusieurs milliers de conscrits sont appelés sous les drapeaux et des brigades mixtes, du point de vue confessionnel, sont créées.

Le Parlement entérine les réformes constitutionnelles de l'accord de Taëf en septembre 1990 et, avec l'aval du président syrien Hafez al-Assad, le président Élias Hraoui forme un gouvernement d'union nationale dirigé par Omar Karamé avec des personnalités politiques proches de Damas, les représentants des principales milices à l'exception du Hezbollah, et des notables fortement implantés localement. Trois ministères sont attribués aux FL et aux Phalanges, mais l'exil des principaux leaders chrétiens, Michel Aoun, Amin Gemayel et Raymond Eddé, est significatif de la marginalisation politique des Chrétiens. Parallèlement, 40 députés sont nommés en juin 1991 aux 31 sièges vacants et aux 9 sièges supplémentaires du Parlement sur la

base d'une liste établie par la Syrie qui comprend des personnalités politiques qui lui sont proches, des ministres du gouvernement d'union nationale et des notables locaux.

Quelques mois après ces nominations, plusieurs signes indiquent que la Syrie est favorable à l'organisation d'élections législatives dès l'été suivant. L'une des raisons qui explique cet empressement, outre le besoin de légitimer le Parlement par les urnes, est l'échéance prévue par l'accord de Taëf pour le redéploiement des troupes syriennes dans la Beka, qui doit avoir lieu deux ans après le vote des réformes constitutionnelles, c'est-à-dire le 21 septembre 1992. Hafez al-Assad, qui ne compte pas respecter cette échéance, veut au moins apparaître aux yeux de la communauté internationale comme l'opérateur du retour de la démocratie au Liban.

Toutefois, l'opinion chrétienne et ses leaders en exil s'opposent à l'organisation d'élections et dénoncent la mainmise syrienne sur le pays. Ils sont bientôt rejoints par Samir Geagea, qui craint une sanction électorale, et par le Patriarche maronite Nasrallah Sfeir, qui cherche à se rapprocher de l'opinion chrétienne qu'il s'est aliénée en prenant position pour l'accord de Taëf. De plus, certains leaders musulmans font part de leur réserve considèrant que le boycott des élections par les Chrétiens menace le processus de réconciliation.

B. DES ELECTIONS LEGISLATIVES SOUS CONTROLE

En mai, des émeutes sociales forcent Omar Karamé à démissionner. Il est remplacé par Rachid al-Solh qui est chargé de préparer la loi électorale et d'organiser les élections. Contre l'accord de Taëf et en fonction d'impératifs clientélistes, le nombre de sièges est porté à 128 et le principe de la grande circonscription électorale est abandonné dans la Bekaa, divisée en trois circonscriptions, et au Mont Liban, où chaque circonscription correspond à un *caza*. Le scrutin, qui se déroule en trois étapes, est marqué par de nombreuses irrégularités : inexactitudes des listes électorales, bourrages d'urnes, intimidations et violences (Maïla, 1992a ; Bahout, 1993).

La première étape se déroule au Liban Nord et dans la Bekaa. La plupart des candidats du pouvoir sont élus avec un faible taux de participation, sauf le président du Parlement Hussein al-Husseini, l'un des fondateurs du mouvement des Déshérités, qui est battu par le Hezbollah dans la Bekaa.

La deuxième étape se déroule à Beyrouth et au Mont Liban. Dans la capitale, le Premier ministre Rachid al-Solh est battu par l'ancien Premier ministre Sélim al-Hoss, qui a rassemblé derrière son nom des personnalités issues de la société civile. Au Mont Liban, l'appel au boycott est très largement suivi au point qu'au Kesrouan l'élection est reportée et qu'à Jbeil et à Baabda les candidats du pouvoir sont élus d'office faute de concurrent. Dans le Chouf et à Aley, où Walid Joumblatt et ses alliés s'imposent facilement, l'élection est essentiellement marquée par le problème de la participation des réfugiés.

Enfin, la troisième étape se déroule au Liban Sud où les risques sont plus importants en raison de l'occupation israélienne, des menaces de l'ALS et de l'influence des miliciens du Hezbollah et d'Amal. La défaite du leader traditionnel Kamel al-Assad marque un profond renouvellement de la représentation politique chiite au profit du mouvement Amal allié au Hezbollah, au PSNS et au Baas. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, succède à Hussein al-Husseini à la tête du Parlement.

C. DES INSTITUTIONS AU SERVICE DU COMPROMIS POLITIQUE : LA TROÏKA ET L'ARBITRAGE SYRIEN

Hafez al-Assad, qui cherche à se rapprocher de l'Arabie Saoudite, permet la nomination de l'homme d'affaires Rafic al-Hariri comme Premier ministre au lendemain de ces élections. Ce dernier, dont la carrière d'homme d'affaires en Arabie Saoudite a déjà été évoquée, a fait ses premiers pas en politique après l'invasion israélienne de 1978 en finançant des opérations humanitaires pour les populations sinistrées du Liban Sud, puis en créant une fondation qui a délivré près de 15 000 bourses d'études de 1982 à 1992. Proche du roi Fahd d'Arabie Saoudite, qui accède au pouvoir en 1982, Rafic al-Hariri entretient d'étroites relations avec l'ambassadeur d'Arabie Saoudite Ali Chaer et sert occasionnellement d'intermédiaire auprès des FL, *via* le chef des renseignements militaires de l'armée libanaise Johnny Abdo. Il participe à l'organisation des conférences de Genève et de Lausanne en 1983 et 1984,

puis il fait partie de la délégation saoudienne lors de l'accord de Taëf en 1989 (Naba, 1999).

Le nouveau gouvernement compte trente ministres, dont douze ministres d'État, parmi lesquels plusieurs ministres du gouvernement précédant. Les ministères sont répartis entre des personnalités proches de Damas, les proches du président de la République, du Premier ministre et du président du Parlement, des personnalités politiques importantes au niveau local ou régional et quelques indépendants. Les principaux leaders chrétiens sont toutefois absents de ce gouvernement et, en février 1994, Samir Geagea est arrêté après un attentat dans une église à Zouk Michaël. Face à la marginalisation de leurs leaders, les Chrétiens en général et les Maronites en particulier évoquent un sentiment de désillusion et de frustration (*ahbat*).

La confiance dont jouit Rafic al-Hariri dans les milieux financiers internationaux lui permet de lancer rapidement son programme de reconstruction et de relance de l'économie. Toutefois, la réalisation de ses projets dépend des rapports de force au sein de la troïka et des équilibres de pouvoir complexes qui régissent le Conseil des ministres. Les relations entre Rafic al-Hariri et le nouveau président du Parlement Nabih Berri, déterminé à faire valoir les nouveaux pouvoirs de sa fonction, sont particulièrement tendues. Face aux résistances qu'il rencontre, Rafic al-Hariri présente sa démission à plusieurs reprises, mais celle-ci est toujours refusée par Hafez al-Assad qui arbitre en dernière instance ces rivalités internes (Salem, 1994 ; Bahout, 1994b : 64 ; Débié, 2003 : 118).

La prolongation du mandat d'Élias Hraoui offre un exemple de ces arbitrages caractéristiques du jeu politique sous tutelle syrienne. Le mandat d'Élias Hraoui arrive à terme en novembre 1995 et la Constitution lui interdit de briguer un deuxième mandat. Le chef de l'armée, le général Émile Lahoud, pressenti pour lui succéder, a le soutien du président du Parlement Nabih Berri, mais pas celui de Rafic al-Hariri.

L'opposition de Rafic al-Hariri à Émile Lahoud ne s'explique pas seulement par les multiples tensions qui ont émaillé leurs relations au sujet du budget de l'armée ou de la nomination de certains officiers. Elle est l'expression des tensions internes entre les trois principales forces du pays : l'armée qui incarne la sécurité intérieure, le Premier ministre qui représente la reconstruction et la prospérité économique, et enfin le Hezbollah qui incarne la résistance à l'occupation israélienne (Bahout, 1998).

Pour empêcher l'élection d'Émile Lahoud à la présidence de la République, Rafic al-Hariri demande le vote d'un amendement constitutionnel afin de prolonger le

mandat d'Élias Hraoui. Le président du Parlement Nabih Berri s'y refuse et Rafic al-Hariri présente sa démission en mai 1995. Toutefois, Hafez al-Assad dont la priorité est de conserver sa principale connection avec l'Arabie sadoudite et la communauté internationale, au moment où les négociations sur le Golan sont sur le point d'aboutir, envoie son fils Bachar al-Assad à Beyrouth. Rafic al-Hariri accepte de diriger un nouveau gouvernement duquel sont écartés plusieurs ministres proches de Damas[68] et il obtient finalement la prolongation du mandat d'Élias Hraoui jusqu'en 1998.

68. « Le Liban de Hariri commence à choisir les nouveaux membres de son gouvernement après l'influente visite du fils d'Assad », *Mideast Mirror*, 22 mai 1995 ; « Comprendre la ligne du nouveau gouvernement », *Mideast Mirror*, 25 mai 1995.

B) La création et la paralysie du ministère des Émigrés

1. L'ambition ministérielle du président de l'Union

A. REPOUSSER L'ELECTION D'UN NOUVEAU PRESIDENT DE L'UNION

Dès la signature de l'accord de Taëf en 1989, la création d'un ministère des Émigrés est sérieusement envisagée par le Premier ministre Sélim al-Hoss qui souhaite mobiliser les Libanais de l'étranger pour qu'ils financent et qu'ils participent à la reconstruction du pays, comme il les avait appelés à le faire lors du septième Congrès mondial de l'Union en 1977.

Dans un premier temps, le président de l'Union Nicolas al-Khoury est pressenti pour devenir ministre des Émigrés. Ce dernier a été élu en 1985 par les branches américaines, proches du camp chrétien et opposées à l'accord de Damas de 1985, contre les branches africaines qui ont refusé de reconnaître sa légitimité. En 1989, Nicolas al-Khoury soutient l'accord de Taëf puis il devient ministre d'État dans le gouvernement d'union nationale d'Omar Karamé (décembre 1990) en attendant la création du ministère des Émigrés. Le choix d'un Maronite pour ce ministère s'explique par deux raisons : d'une part, le portefeuille des Affaires étrangères et des Émigrés est traditionnellement attribué à un Chrétien ; d'autre part, la création d'un ministère des Émigrés est une revendication phalangiste depuis 1943.

Nicolas al-Khoury fait toutefois face à une double opposition de la part de personnalités politiques maronites au sein même du gouvernement. Le président de la République, Élias Hraoui, veut l'écarter car il représente un concurrent potentiellement dangereux dans le jeu politique local de la ville de Zahlé d'où l'un et l'autre sont originaires[69]. Le ministre des Affaires étrangères et des Émigrés, Farès Boueiz, s'oppose à la création du ministère des Émigrés car il amputerait son ministère d'une partie de ses prérogatives et de ses attributions.

Farès Boueiz, que nous allons souvent évoquer, fils d'un député du Kesrouan, a épousé la fille d'Élias Hraoui en 1985, puis il est devenu son représentant personnel quand ce dernier a été élu Président de la République en 1989. En décembre 1990, Farès Boueiz est nommé ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement d'Omar Karamé, puis en juin 1991 il est nommé député au siège occupé par son père.

69. « Est-ce que la secousse du Mexique va pousser les responsables à trouver une solution radicale ? », *As-Safir*, 1er juin 1992.

Nicolas al-Khoury cherche alors à retarder l'organisation du dixième Congrès mondial de l'Union, qui doit avoir lieu depuis 1989, afin d'éviter que l'élection d'un nouveau président amenuise ses chances d'obtenir le portefeuille des Émigrés (Brand, 2006 : 155). Face aux pressions qui se multiplient, Nicolas Khoury convoque une réunion exceptionnelle du Conseil mondial de l'Union à Paris le 19 avril 1991. À l'issue de cette réunion, il obtient la prolongation de son mandat de président et une dérogation pour cumuler cette fonction avec celle de ministre, alors que le règlement interne de l'Union le lui interdit.

Toutefois, les acquis de cette réunion sont fragiles car les représentants des branches américaines de l'Union annoncent qu'ils ne participeront pas au dixième Congrès mondial s'il a lieu au Liban en raison de la présence de l'armée syrienne. Ils dénoncent, d'une part, les menaces qui pèsent sur certains d'entre eux en raison de leur affiliation politique et les restrictions à la liberté d'expression imposées par la présence syrienne, d'autre part, le projet de politique arabe d'émigration promu par les branches africaines de l'Union.[70]

En effet, à l'occasion de leur Congrès continental organisé au Caire en juin 1991, où la Ligue arabe siège de nouveau depuis septembre 1990, les branches africaines de l'union appellent à la mise en place d'une politique arabe commune en matière de relation avec les émigrés.[71] Les branches américaines craignent tout particulièrement le projet de coordination avec la Fédération des entités argentino-arabes (FEARAB). Cette dernière, créée en 1973 par des associations syro-libanaises sud-américaines, a pour vocation de rassembler les émigrés arabes, qu'elle représente au sein de la Ligue arabe, mais elle est essentiellement dirigée par des Syriens (Jabbour, 1995 : 92-95). Comme l'explique Antoine Abboud, qui est proche des branches américaine de l'Union, la coopération avec la FEARAB et la création du ministère des Émigrés visent à affaiblir les chrétiens après l'occupation du Liban par la Syrie, car « l'Union est la dernière organisation qui s'oppose à la tutelle syrienne après la marginalisation des principaux partis politique chrétiens. »[72]

---

70. « Élargissement du Conseil mondial et tenue du prochain congrès à Beyrouth », par Bakhous Feghali, *Al-Anouar*, 23 avril 1991 ; « L'Union culturelle entre Chtaura et Washington », par Ali al-Raz, *Al-Hayat*, 27 août 1991.

71. « Protection égyptienne à l'ombre de la disparition de [l'Union] officielle / Jumelage de l'émigration libanaise et de l'émigration arabe », par Fayçal Salman, *As-Safir*, 29 mai 1991.

72. Antoine Abboud, entretien à Beyrouth, 19 mai 2003.

B. IMPOSER UN COMPROMIS POUR REUNIFIER L'UNION.

Les représentants des branches américaines de l'Union, à l'exception du Canada et du Brésil, décident de se réunir à Barranquilla en Colombie. D'un côté, le président du Conseil national chilien, Carlos Ibrahim, veut organiser le prochain Congrès mondial de l'Union à Washington. De l'autre, le ministre des Affaires étrangères Farès Boueiz envoie un médiateur, Fouad al-Turk, pour convaincre les participants de venir au Liban en proposant, comme garanties, d'organiser le congrès dans la région du Grand Beyrouth sous la protection de l'armée libanaise et sous le patronage du président de la République, Élias Hraoui.

Trois jours avant la réunion de Barranquilla, Nicolas al-Khoury annonce sans consultation préalable que le dixième Congrès mondial aura lieu à Chtaura, dans la Bekaa, qui est totalement contrôlée par l'armée syrienne. En réponse à cette annonce, qui vise à torpiller la médiation du ministère des Affaires étrangères, les représentants des branches américaines réunis à Baranquilla publient un communiqué. Tout en ménageant le président Élias Hraoui, qui est présenté comme le garant de la souveraineté du Liban, et à travers lui Farès Boueiz, le communiqué demande la démission de Nicolas al-Khoury sous prétexte que la réunion du Conseil mondial organisé en avril 1991 à Paris est illégale. Par ailleurs, le communiqué dénonce l'occupation du Liban par des armées étrangères, c'est-à-dire la Syrie, et appelle à tenir le prochain Congrès mondial de l'Union à Washington[73].

Nicolas al-Khoury reprend alors à son compte l'initiative d'un compromis et organise une réunion à l'hôtel Coral Beach de Beyrouth le 11 août 1991 à laquelle participent les branches africaines et la branche brésilienne de l'Union. Au cours de cette réunion, les participants décident que l'organisation du dixième Congrès mondial sera confiée à une commission temporaire présidée par Ali al-Sabbah, coprésident de l'Union de 1981 à 1985.

À son tour, le ministre des Affaires étrangères Farès Boueiz saborde l'initiative de Nicolas al-Khoury en publiant un décret qui met fin à son mandat de président de l'Union au nom de l'article 22 du règlement intérieur selon lequel le ministère des Affaires étrangères statut en dernier recourt en cas de conflit. Ce décret, qui remet en question l'indépendance de l'Union vis-à-vis du gouvernement libanais,

73. « Les émigrés libanais au bord de la division », par Fayçal Salman, *As-Safir*, 29 juin 1991 ; « L'Union culturelle entre Chtaura… », *Al-Hayat*, 27 août 1991.

soulève une vive polémique qui oblige le président Élias Hraoui et le Premier ministre Omar Karamé à intervenir pour soutenir la décision de Farès Boueiz. Ce dernier reprend alors à son compte l'initiative de Nicolas al-Khoury et, un mois plus tard, réuni au ministère des Affaires étrangères la commission temporaire pour l'organisation du dixième congrès mondial sous la présidence d'Ali al-Sabbah.

Quelques mois plus tard, en janvier 1992, Fouad al-Turk, les membres de la commission temporaire et les représentants des branches américaines se réunissent à Miami. Ils décident d'organiser une réunion élargie à Mexico du 14 au 16 mai suivant afin d'élire les membres du Conseil mondial, de modifier le règlement intérieur de l'Union et d'organiser le dixième congrès mondial de l'Union à Beyrouth du 18 au 20 mars 1993[74].

Nicolas al-Khoury, qui n'a pas participé à la réunion de Miami, conteste la légalité du décret émis par Farès Boueiz et porte l'affaire devant le Conseil d'État qui tranche finalement en sa faveur quelques jours avant la réunion de Mexico[75]. Alors que, au nom de cette décision, Nicolas al-Khoury prétend toujours diriger l'Union, le président du Conseil national mexicain, Anouar al-Khoury, profite de la réunion de Mexico pour se faire élire président du Conseil mondial. Toutefois, les circonstances de cette élection sont l'objet de vives contestations de la part des membres de la commission temporaire présidée par Ali al-Sabbah. L'Union éclate finalement en trois courants, celui de Nicolas al-Khoury, celui d'Anouar al-Khoury et celui d'Ali al-Sabbah, qui est seul à bénéficier du soutien officiel du président du Parlement Nabih Berri et de Farès Boueiz, du moins dans un premier temps (Aql, 2002 : 359-362)[76].

74. « Le dixième congrès réunit les deux groupes de l'Union libanaise culturelle », *Al-Hayat*, 29 octobre 1992.

75. « Le Conseil d'État replace Nicolas al-Khoury président de l'Union culturelle dans le monde », *An-Nahar*, 14 avril 1992.

76. « Est-ce la secousse du Mexique… », *As-Safir*, 1er juin 1992 ; « Le dixième congrès… », *Al-Hayat*, 29 octobre 1992 ; « Azar : nous sommes la légitime [représentation] des émigrés et l'État se fait des ennemis parmi ses amis », *Al-Hayat*, 30 octobre 1992.

2. Contrôler les opposants à la tutelle syrienne au sein de l'Union.

A. LES COMPROMIS SUR LES PREROGATIVES ET SUR LE CHOIX DU MINISTRE DES ÉMIGRES

Après les élections législatives de 1992 et la nomination de Rafic al-Hariri à la tête du gouvernement, ce dernier s'engage à créer huit nouveaux ministères, dont un ministère des Émigrés, dans un délai de trois à six mois. Ce projet, justifié par l'immensité du travail de reconstruction, répond également aux nécessités de la réconciliation politique puisqu'il permet d'asseoir l'autorité et la légitimité du gouvernement en y intégrant un large éventail des factions partisanes, confessionnelles et locales libanaises[77].

Nabih Berri, qui soutient la création de ce ministère depuis les années 1980[78], veut imposer l'un ses proches à sa tête. Comme l'explique l'un de ses conseillers, Ali Hamdan, le ministère des Émigrés représente pour le mouvement Amal un moyen de « trouver des investisseurs » et « d'organiser la diaspora afin de préserver les liens des Libanais de l'étranger avec leur pays d'origine ». Pour cela, le mouvement Amal propose de créer des Attachés de l'émigration chargés des relations avec la diaspora au sein des ambassades et des consulats. Dans les grands pays comme la France ou l'Angleterre, ajoute-t-il, la représentation diplomatique du Liban est assurée par un ambassadeur, mais dans les pays où les communautés libanaises son importantes, notamment en Afrique et en Amérique latine, les Attachés de l'émigration sont chargés de « nouer des liens avec ces communautés ».[79]

En fait, le portefeuille des Émigrés représente pour Nabih Berri un moyen de contrôler l'Union, d'institutionnaliser les réseaux du mouvement Amal et de bénéficier d'un canal diplomatique alternatif, indépendant du ministère des Affaires étrangères, pour soutenir activement la résistance contre Israël et, par là, la concomitance des volets syrien et libanais dans les négociations de paix.

Contre Nabih Berri, Nicolas al-Khoury ne bénéfice d'aucun soutien : ni des branches américaines de l'Union, qui lui reprochent de collaborer avec le nouveau

77. « Les nouveaux ministères : équilibre politique et besoin réel. Le ministère des Émigrés : patronner l'émigration et activer son rôle. Wahid : la construction de la politique de l'émigration est limitée contre notre volonté. », par Ghasib al-Mukhtar, *As-Safir*, 3 juillet 1993.

78. « Le congrès du continent africain… », *As-Safir*, 29 janvier 1986.

79. Ali Hamdan, entretien à Beyrouth, 3 novembre 2003.

régime sous tutelle syrienne ; ni du ministre des Affaires étrangères et des Émigrés Farès Boueiz, qui ne veut pas que lui échappe une partie de ses prérogatives ; ni du président de la République Élias Hraoui, qui voit en lui un concurrent à Zahlé.

Nabih Berri obtient la nomination d'un de ses proches à la tête du ministère des Emigrés, Rida Wahid, qui a participé à la fondation du mouvement Amal et qui bénéficie d'une image d'intégrité et d'indépendance. Rida Wahid a été proche du président Fouad Chéhab, qui l'a nommé directeur général du ministère des Affaires sociales et du Travail de 1960 à 1964, et de son successeur Charles Hélou, qui l'a chargé de fonder et de diriger le Fonds de la sécurité sociale en 1965 et qui l'a nommé ministre de la Santé en 1966.

En mars 1993, le gouvernement présente son projet de loi pour la création du ministère des Émigrés. Au Parlement, un amendement qui permet au ministère des Émigrés d'exercer un « contrôle légal » (*ishraf qanuni*) sur les travaux de tous les comités émanant des émigrés, dont l'Union, provoque une vive polémique. Farès Boueiz n'intervient pas car il est lié par la solidarité gouvernementale, mais plusieurs députés critiquent une mesure qui va à l'encontre du principe d'indépendance de l'Union et du respect de la souveraineté des pays où sont établies les associations libanaises.

Au cours du débat, Nabih Berri descend de son perchoir dans un mouvement d'humeur pour dénoncer la passivité du ministère des Affaires étrangères et des Émigrés face aux propos « insolents » tenus par « certains responsables de l'Union » à l'égard du Parlement qui est accusé d'être une institution fantoche. Au delà de la susceptibilité personnelle de Nabih Berri, cet argument montre bien que la reprise en main de l'Union par le gouvernement vise à étouffer les voix qui dénoncent la tutelle syrienne sur le Liban (Brand, 2006 : 164).

Le terme « contrôle légal » est finalement remplacé par « patronage » (*ri'aya),* qui est moins contraignant, et les députés votent le 23 mars 1993 la loi nº213 qui créé le ministère des Émigrés. Selon l'article 2 de cette loi, le ministère des Émigrés est chargé :

> « d'activer le rôle des Libanais de l'étranger, de veiller aux affaires des émigrés, de resserrer leurs liens avec la mère patrie, de développer la

coopération et de participer aux activités internationales en relation avec l'émigration ».[80]

La Direction générale du ministère comprend quatre services : « Émigrés et Émigration » qui est chargé des intérêts des émigrés, de leur participation à la reconstruction et des règlements internationaux ; « Propriétés et Enregistrement » pour les titres de propriété, l'état civil et le rapatriement ; « Information et Culture » pour les médias, la culture et la langue arabe ; « Relations publiques pour les affaires de l'émigration » pour le contrôle et la coopération avec les associations des émigrés.

Le ministère des Affaires étrangères perd son additif « et des Émigrés » et son service des Affaires de l'émigration, qui perd l'essentiel de ses prérogatives, est chargé de faire la liaison entre les missions diplomatiques et le ministère des Émigrés. Ce dernier est chargé de contrôler les associations d'émigrés enregistrées au Liban, dont l'Union, en attribuant le droit de représenter légalement les émigrés, en supervisant leurs élections internes et en patronnant leurs travaux. Enfin, le ministère des Émigrés peut nommer dans certaines missions diplomatiques des Attachés de l'émigration qui sont placés sous l'autorité de l'ambassadeur ou du consul.

B. LES LIMITES DE LA TUTELLE ETATIQUE FACE AUX ALLIANCES POLITIQUES TRANSVERSALES

Le conflit sur les prérogatives du ministère des Émigrés ne prend pas fin avec le vote de la loi qui créé le ministère des Émigrés, mais se déplace au cœur de l'Union où le conflit se poursuit entre Anouar al-Khoury et Ali al-Sabbah. Le premier conteste la légitimité de la commission temporaire présidée par le second sous prétexte que l'invalidation par le Conseil d'État du décret qui a mis fin au mandat de Nicolas al-Khoury implique l'annulation de cette commission. Quant au second, il refuse de reconnaître l'élection d'Anouar al-Khoury à la présidence de l'Union sous prétexte qu'elle n'a pas eu lieu dans le cadre d'un Congrès mondial, mais d'une réunion informelle à laquelle ne participaient pas l'ensemble des branches de l'Union.

L'un et l'autre se livrent une guerre médiatique. Anouar al-Khoury appelle à tenir le dixième Congrès mondial à Beyrouth à l'hôtel Bristol du 15 au 17 mars 1993 et Ali al-Sabbah à l'hôtel Coral Beach du 13 au 15 mars 1993 ; Ali al-Sabbah nomme au poste de secrétaire général de l'Union le président du Conseil national nigérien Mansour Azzar et Anouar al-Khoury réplique en nommant Joseph Younès à ce poste.

80. Loi n°213/Décret n° 4859, Ministère des Émigrés, Liban République, archives personnelles.

Rida Wahid déclare d'abord qu'il ne prendra pas partie pour l'une ou l'autre faction de l'Union, tandis que Farès Boueiz, qui a d'abord joint sa voix à celle de Nabih Berri pour soutenir Ali al-Sabbah, prend progressivement position en faveur d'Anouar al-Khoury. Il confie le bureau de l'Union situé au ministère des Affaires étrangères à Joseph Younès, puis il charge son directeur des Affaires de l'émigration, Samir Hobeika, d'accueillir Anouar al-Khoury au Liban, montrant là qu'il le considère comme le président de l'Union (Aql, 2002 : 363).[81]

Peu après, Anouar al-Khoury organise une réunion exceptionnelle des branches américaines au Chili au cours de laquelle plusieurs résolutions sont adoptées : confiance dans le président Élias Hraoui, soutien à Farès Boueiz, indépendance de l'Union face au ministère des Émigrés, refus d'organiser le dixième Congrès mondial au Liban en raison de la présence de forces étrangères, appel à l'organisation d'un congrès exceptionnel à São Paulo.

Ces résolutions provoquent une réaction en chaîne : Rida Wahid déclare que l'organisation d'un congrès exceptionnel hors du Liban est une trahison, Joseph Younès accuse Rida Wahid de partialité en faveur d'Ali al-Sabbah, ce dernier manifeste son soutien à Nabih Berri et à Rida Wahid, et enfin Anouar al-Khoury salue le courage de Farès Boueiz et loue la politique de reconstruction du gouvernement dans un geste qui semble destiné à rallier Rafic al-Hariri au moment où les relations entre ce dernier et Nabih Berri sont tendues.[82]

La situation se complique avec la nomination par Nabih Berri d'un cadre du mouvement Amal, Haytham Joumaa, de confession chiite, au poste de Directeur du ministère des Émigrés. Rida Wahid, qui est également chiite et qui ne veut pas que son ministère soit confessionnellement marqué, s'oppose à cette nomination et menace de démissionner (Brand, 2006 : 158). Toutefois, cette menace se retourne contre Rida Wahid car Anouar al-Khoury organise au même moment un Congrès mondial exceptionnel de l'Union à São Paulo à l'occasion duquel il demande la démission du ministre des Émigrés. Acculé, Rida Wahid décide de publier un décret,

81. « Le bureau d'al-Sabbah répond à la réponse de Younès : la légalité à l'Union des émigrés ne se décide pas à l'étranger », *Al-Hayat*, 13 mars 1993 ; « L'Union culturelle ne tiendra pas son congrès avant le retrait des armées [étrangères du Liban] et elle brandit la menace [d'un congrès] américaine», *An-Nahar*, 18 mars 1993.

82. « L'Union des émigrés : les amendements du projet du ministère [des Émigrés] sont une attaque mortelle contre la politique du gouvernement d'al-Hariri », *An-Nahar*, 19 mars 1993.

le premier de son ministère, qui interdit à l'Union de représenter les émigrés libanais[83].

Au lieu de le soutenir, Nabih Berri charge Manuel Younès, l'un des parlementaires qui a critiqué la loi sur le ministère des Émigrés, d'annoncer que des initiatives conjointes vont être prises pour réunifier l'Union et organiser le prochain Congrès mondial au Liban. Une semaine plus tard, après un entretien entre Rafic al-Hariri et Hafez al-Assad à Damas au cours duquel plusieurs litiges en suspens sont tranchés[84], Rida Wahid est contraint de retirer sa démission et d'accepter la nomination d'Haytham Joumaa.

3. La paralysie du ministère des Émigrés

A. UN MINISTERE FANTOME

Malgré ces premières difficultés, Rida Wahid s'engage dans la promotion de son ministère dans les mois qui suivent. Lors de plusieurs interviews, il explique les raisons qui justifient la création du ministère des Émigrés et comment il conçoit le partage des compétences avec le ministère des Affaires étrangères. Sur ce point, le flou de ses explications est révélateur d'un problème de fond. Si la situation des ressortissants libanais à l'étranger relève des consulats, qui dépendent du ministère des Affaires étrangères, à quel titre le ministère des Émigrés peut-il entreprendre des actions auprès des Libanais à l'étranger ?

Rida Wahid explique que le ministère des Affaires étrangères est chargé des relations avec les autres États et des problèmes entre les gouvernements étrangers et les émigrés libanais. Quant au ministère des Émigrés, « l'attention » (*'inaya*) qu'il porte aux Libanais à l'étranger en tant « qu'être humain » (*insan*) et « communautés humaines » (*tajamu'at bacharia*) est une extension de l'attention que porte l'État aux résidents, mais cette attention ne dépasse la « société humaine des émigrés » (*al-mujtam'a al-ightirabi al-bachari*)[85].

La situation de Rida Wahid est d'autant plus précaire que son ministère n'a encore ni budget, ni locaux. Le ministre s'entasse avec son directeur, deux conseillers

83. « L'Union culturelle n'est pas légale et n'a pas le droit de représenter l'émigration », *An-Nahar*, 14 mai 1993.

84. « Hraoui et Hariri en visite à Damas au moment où le débat sur les nominations administratives fait rage », *Mideast Mirror*, 21 mai 1993.

85. « Les nouveaux ministères… », *As-Safir*, 3 juillet 1993.

et une secrétaire dans deux pièces sous-équipées prêtées par le ministère de l'Information ! Comme l'explique laconiquement Haytham Joumaa à la presse, ils passent le temps en s'intéressant à différentes questions relatives à l'émigration, ils réfléchissent à la meilleure façon d'utiliser les compétences des Libanais de l'étranger, et ils imaginent différents projets comme le Conseil économique libanais dans le monde, la Fête de l'émigré ou la création de quatre cents écoles d'arabe[86].

Cette situation est d'autant plus humiliante que le décret interdisant à l'Union de représenter les émigrés libanais n'est absolument pas respecté. Le secrétaire général de l'Union nommé par Anouar al-Khoury, Joseph Younès, convoque la presse dans son bureau du ministère des Affaires étrangères pour annoncer la tenue d'un congrès des décideurs (*f'aliyat*) de l'émigration à Washington dont l'objectif est de créer un lobby pour le retrait de toutes les armées étrangères du Liban, sous-entendu Syrie y compris, et contre l'implantation des réfugiés palestiniens[87].

Une polémique oppose bientôt Rida Wahid au ministère des Affaires étrangères. Le quotidien francophone d'oppostion *l'Orient le Jour* publie les extraits d'un communiqué émanant de « plusieurs organisations de la colonie libanaise du Mexique » qui s'opposent à la visite de Rida Wahid à Mexico. Ce dernier répond qu'il n'a pas prévu de se rendre à Mexico et que ce communiqué émane de « parties » qui « sévissent » au ministère des Affaires étrangères qui les « couvre d'une manière illégale » et leur « fournit des facilités » pour diviser les émigrés et pour « ternir l'image de l'État, car le ministère des Émigrés en fait partie »[88].

B. UNE ADMINISTRATION BLOQUEE

En soutenant Anouar al-Khoury et en entretenant la polémique, Farès Boueiz, cherche à retarder la publication du décret-cadre du ministère des Émigrés qui doit permettre de définir avec précision l'organigramme du ministère et les formes de la

86. « Wahid : l'Union culturelle fait du mal à la réputation du Liban et elle vit maintenant dans le climat de division de 1975 », *Nida' al Watan*, 10 juillet 1993 ; « L'émigration libanaise est le nœud brulant des divisions intérieures », par Ghada Maroni Aid, *Nida' al Watan,* 27 septembre 1993, traduction de l'auteur.

87. « Younès : le congrès de la diaspora à Washington pour [défendre] la cause des occupations [du Liban] et pour construire un lobby », *An-Nahar*, 1er octobre 1993.

88. « Protestations au Mexique contre la visite du ministre Wahid », *l'Orient le Jour*, 17 février 1994 ; « Le ministère des Émigrés s'en prend à l'hôtel Bustros [le ministère des Affaires étrangères] », *l'Orient le Jour*, 18 février 1994 ; « Échange d'accusations entre le ministre des Émigrés et le palais Bustros », *l'Orient le Jour*, 19 février 1994.

coopération avec les Affaires étrangères. Ce décret-cadre est finalement approuvé par le Conseil des ministres le 2 février 1994, presque un an après le vote de la loi qui a créé le ministère des Emigrés. Le quotidien *As-Safir* le publie immédiatement dans son intégralité[89], marquant là son soutien à Rida Wahid, puis il publie une série de trois articles très documentés sur les enjeux politiques et économiques que représentent les émigrés pour le Liban.[90]

Un mois plus tard, le président Élias Hraoui appose finalement sa signature sur le décret-cadre, nº 4859 du 10 mars 1994. Plusieurs quotidiens publient également le décret,[91] sauf *l'Orient le Jour* et *An-Nahar* qui représentent l'opposition. Peu après, *l'Orient le Jour* critique implicitement l'absence de politique visant à encourager le retour des émigrés[92] et *An-Nahar* dénonce le coût budgétaire de la création du ministère des Émigrés, tout en annonçant la fin du conflit avec le ministère des Affaires étrangères, appelé la « guerre des compétences » et « la guerre de la publication du décret »[93].

En attendant d'obtenir des locaux suffisamment grands, Rida Wahid et Haytham Joumaa se préparent à déménager dans un appartement prêté par Ali al-Sabbah dans le quartier de Ramlet al-Beida, dans la banlieue sud de Beyrouth majoritairement chiite. Parallèlement, une commission conjointe est créée pour définir précisément le partage des compétences entre le ministère des Émigrés et celui des Affaires étrangères. Selon le décret, le ministère des Émigrés compte 115 employés, dont quatre directeurs de service, trois conseillers, vingt-deux Attachés de l'émigration, quinze directeurs de départements et de sections, quatre traducteurs, deux ingénieurs d'étude et un statisticien (graphique 3).

---

89. « Le droit de délivrer les autorisations et les dissolutions pour les associations et les clubs des émigrés. Un conseil consultatif selon les besoins des continents », *As-Safir*, 5 février 1994.

90. « L'émigration libanaise : entre rêve et réalité », « L'émigration libanaise : le secret des chiffres et le drame des contraintes [administratives] », « L'émigration libanaise : la nationalité des émigrés et leurs capitaux », par Carole Dagher, *As-Safir*, 23, 24 et 26 mars 1994.

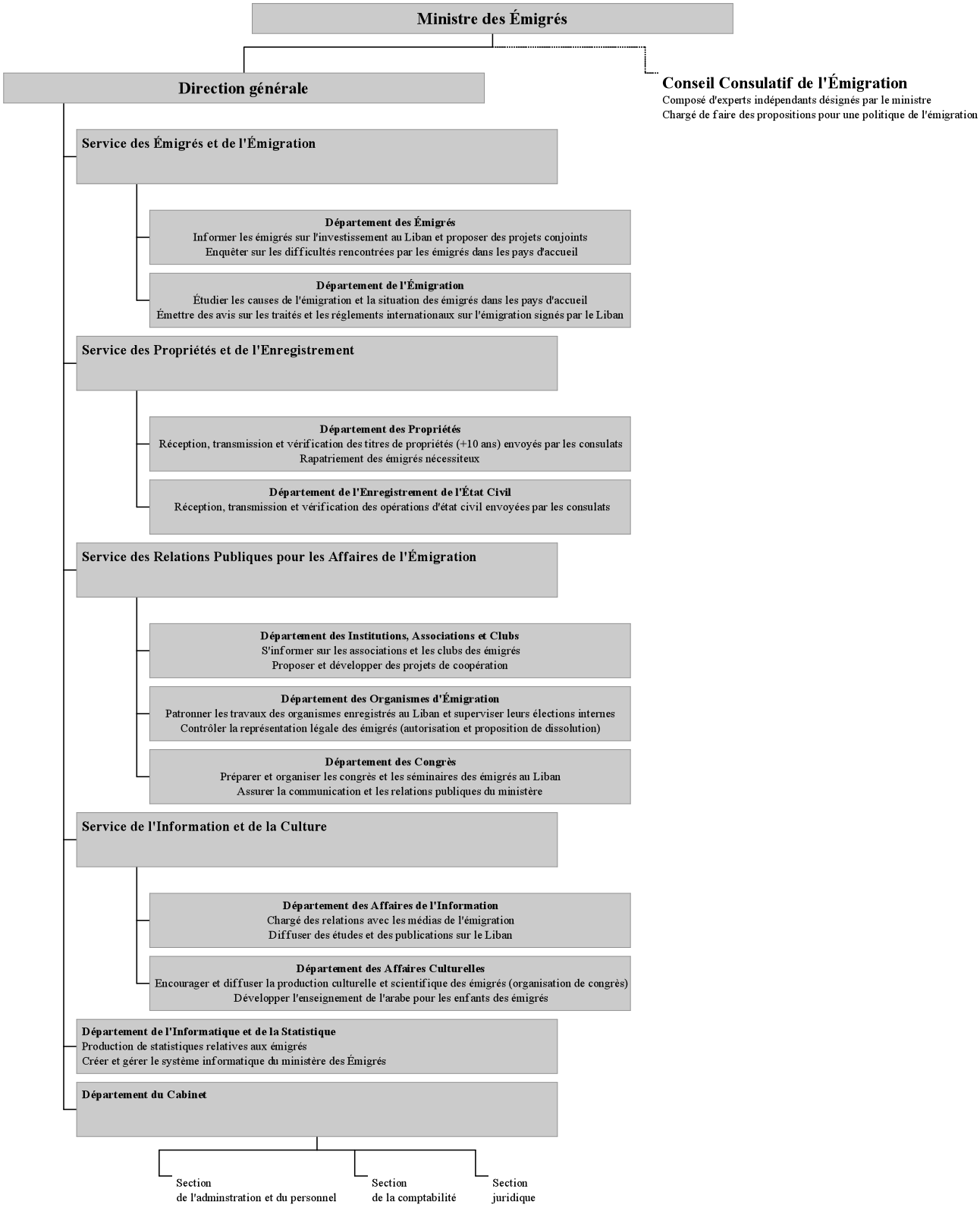
91. « Décret-cadre du ministère des Émigrés : l'autorisation [des réunions] des associations d'émigrés », *Al-Hayat*, 15 mars 1994 ; « Un conseil consultatif [composé] des décideurs parmi les émigrés, des Attachés de l'émigration dans les ambassades, un service pour les propriétés des émigrés et leur état civil, l'Union libanaise est dissoute », *Al-Anouar*, 5 avril 1994.

92. « Publication du cadre du ministère des Émigrés, *l'Orient le Jour*, 12 mars 1994 ; « Libanais de Californie : pourquoi ils y restent », par Jocelyne Hallage, *l'Orient le Jour*, 26 mars 1994.

93. « Le ministère des Émigrés s'installe à Ramlet al-Beida et le décret-cadre met fin à la guerre des compétences », par Maya Abboud Abi Aql, *An-Nahar*, 5 mars 1994.

Graphique 3 : Organigramme du ministère des Émigrés

(selon le décret 4859)



Jusque là, Farès Boueiz s'est opposé au ministère des Émigrés par personne interposée : il a torpillé la candidature de Nicolas al-Khoury, il a instrumentalisé les divisions de l'Union, et il a tenté de retarder la publication de la loi et du décret-cadre. Désormais, il ne peut plus éviter la confrontation directe s'il veut empêcher le ministère des Émigrés d'hériter d'une partie des prérogatives des Affaires étrangères. Pour paralyser le fonctionnement du ministère des Émigrés, Farès Boueiz refuse alors le transfert de certains services administratifs et empêche le détachement des Attachés de l'émigration dans les missions diplomatiques.

Premièrement, les consulats continuent à envoyer les déclarations d'état civil (mariages, naissance, décès) et les titres de propriété des émigrés au département des Propriétés et de l'Enregistrement du service des Affaires de l'Émigration du ministère des Affaires étrangères, qui les transmet aux services centraux compétents. Le service des Propriétés et de l'Enregistrement du ministère des Émigrés reste donc désespérément vide, comme celui des Émigrés et de l'Émigration dont les fonctions sont accaparées par le département des Émigrés et de l'Émigration des Affaires étrangères (Aql, 2002 : 299-300).

Deuxièmement, l'affectation des Attachés de l'émigration dans les missions diplomatiques, dont la propre fille de Nabih Berri, est bloquée par les Affaires étrangères sous prétexte que l'examen de sélection organisé fin 1993 par le ministère des Émigrés, suivis d'une formation de six mois, n'est pas valide car il n'a pas été supervisé par les services centraux de la fonction publique (Aql, 2002 : 301-304 ; Brand, 2006 : 167-168).

C. LE LIVRE BLANC : UN PROJET MORT-NE

Rida Wahid, de plus en plus marginalisé au cours de l'année 1994, comme nous allons le voir, publie au début de l'année 1995 le Livre blanc du ministère des Émigrés. Il y définit les cadres de l'action de l'État auprès des Libanais de l'étranger. Il traite, d'une part, des questions liées au statut des émigrés, à l'action de l'État, au fonctionnement de l'Union et à la création du ministère des Émigrés, d'autre part, de projets et d'idées relatifs aux Libanais de l'étranger dans les domaines économique, associatif et culturel.

Après une introduction très générale, le premier chapitre propose une classification des Libanais de l'étranger en trois grandes catégories en fonction des différentes vagues d'émigration. La première catégorie est celle des « descendants »

(*al-mutahadirun*) des émigrés partis avant la Première Guerre mondiale, installés dans les Amériques et qui ont progressivement coupé toute relation avec le Liban. La deuxième catégorie, les dispersés (*al-muntashirun*), est plus floue : à travers l'exemple des émigrés en Afrique de l'Ouest, Rida Wahid évoque le cas de ceux qui n'ont pas été assimilés à la société du pays d'accueil et qui ont conservé des liens étroits avec le Liban même après plusieurs générations. Enfin, la troisième catégorie est celle des émigrés (*al-mughtaribun*) qui sont partis pendant la guerre civile en raison de la situation économique et sécuritaire. Politiquement, cette classification n'est pas neutre puisqu'elle suppose que l'identité libanaise des « descendants » ne repose sur aucune réalité sociale, qu'il s'agisse de la langue, de la culture ou des relations avec le Liban, alors même que de nombreuses personnalités politiques chrétiennes revendiquent l'assouplissement des conditions de restitution de la nationalité pour ces derniers, comme nous allons le voir.

Le chapitre suivant traite de l'organisation des relations entre l'État et les émigrés. Selon Rida Wahid, l'absence d'engagement réel de l'État auprès des émigrés s'explique par le poids des divisions politiques et confessionnelles et par le nombre insuffisant de consulats. L'État doit aider les « émigrés » et les « dispersés » à faire face aux situations difficiles et dangereuses auxquelles ils sont confrontés dans certains pays africains et latino-américains tout en tenant compte des évolutions socio-économiques récentes des communautés libanaises à l'étranger, par exemple, le poids de l'émigration familiale ou la part des investissements à long terme effectués par les Libanais dans l'agriculture, dans l'industrie et dans la finance locale.

Dans le chapitre suivant, Rida Wahid explique que les différentes tentatives « non-officielles » ou « para-officielles » pour organiser les relations avec les émigrés ont échoué jusqu'à la création du ministère des Émigrés ! Il consacre un long développement à l'Union, à sa fondation et à ses objectifs initiaux, à ses relations avec le ministère des Affaires étrangères et à ses conflits internes. En guise de conclusion, il tente de justifier sa décision d'interdire l'Union et insiste sur l'importance du processus de reconnaissance légale de toutes les associations d'émigrés par son ministère.

Le quatrième chapitre traite des raisons qui justifient l'existence du ministère des Émigrés. Rida Wahid rappelle que la création de ce ministère est revendiquée depuis la fin des années 1950, mais il omet significativement les revendications phalangistes antérieures à cette date. En raison de l'incapacité des groupes politiques

et confessionnels à représenter tous les émigrés, poursuit-il, le ministère des Émigrés répond au besoin d'une autorité centrale chargée de superviser les questions consulaires et politiques relatives aux émigrés, comme c'est le cas dans d'autres pays où des institutions similaires ont été créées. De plus, le contexte local, régional et international est favorable en raison du soutien apporté par les émigrés durant la guerre civile, du rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la région après l'établissement de la paix et de leur place dans le nouvel ordre international de la mondialisation.

Dans le chapitre suivant, Rida Wahid évoque les obstacles dressés contre la création du ministère des Émigrés. Alors que la concurrence institutionnelle et le chevauchement des compétences est central pour comprendre le conflit entre le minstère des Émigrés et le ministère des Affaires étrangères, Rida Wahid se contente de simples allusions à ce conflit, oppose l'esprit de « faction » et d'« intérêts » à l'esprit des « institutions » et compare avec optimisme sa mission à celle qu'il a accomplie dans les années 1970 quand il a créé puis dirigé la Caisse de sécurité sociale.

Le dernier chapitre du Livre blanc est consacré à plusieurs idées et projets d'ordre économique, institutionnel et culturel. Le premier développement traite du retour des émigrés partis pendant la guerre civile, de la reconstruction du pays et de l'emploi de travailleurs étrangers. Le deuxième explique en détail le processus de reconnaissance des associations habilitées à représenter les émigrés : le ministère des Émigrés est obligé de coopérer avec les associations d'émigrés libanais en tenant compte de leur diversité, mais chaque association doit obtenir la reconnaissance légale du ministère afin que ce dernier puisse être le promoteur d'un « dénominateur commun » entre ces associations et que « l'homogénéité » (*al-tajanus*) de la société libanaise soit le « lien permanent » (*al-luma qaima*) entre ces communautés.

Enfin, Rida Wahid avance différents projets : le recensement des associations, des spécialistes et des responsables libanais dans le monde ; l'élection de comités représentatifs, dont la fonction est toutefois imprécise ; la création d'un conseil consultatif de l'émigration sur le modèle du Conseil économique et social, qui pourrait se transformer en Parlement de l'émigration ; la création de la carte de l'émigré qui permettrait de bénéficier de réduction au Liban et dont le produit financerait les associations. Il revient également sur le rôle des Attachés de l'émigration, sur l'enseignement de la langue arabe, sur la coopération avec les

médias libanais, sur l'importance du service des Propriétés et de l'Enregistrement dont il critique la politisation.

Le Livre blanc témoigne de la multitude des projets et des idées de Rida Wahid dont plusieurs seront repris par la suite comme le Conseil de l'émigration, le projet de zones franches pour les émigrés dans certaines villes côtières - évoqué par Rida Wahid lors de son retour des États-Unis[94]-, ou encore la carte de l'émigré - présentée par *l'Orient le Jour* comme la première étape avant la restitution de la nationalité libanaise après un déjeuner entre Rida Wahid et le Patriarche Sfeir ![95] Toutefois, les projets imaginés par Rida Wahid ne réussissent pas à voir le jour faute de moyens budgétaires et face à l'opposition d'Élias Hraoui et de Farès Boueiz que ne tempère aucun soutien de la part de Nabih Berri.

Enfin, la principale lacune du Livre blanc est qu'il évite la question du chevauchement des compétences avec le ministère des Affaires étrangères et celle du contrôle des associations d'émigrés libanais qui, basées en dehors du territoire libanais, possèdent de fait une large autonomie. Dans cette perspective, le modèle institutionnel chéhabiste, qui semble inspirer Rida Wahid, fondé sur un État central fort et un service publique étendu, apparaît particulièrement inadapté pour administrer les relations entre le Liban et sa diaspora fondées sur des logiques de réseaux.

4. Le ministère des Émigrés au service du mouvement Amal

A. La reunification de l'Union sans Rida Wahid

Rida Wahid est d'autant plus impuissant face à Farès Boueiz que le président Élias Hraoui le tient systématiquement à l'écart de ses activités relatives aux Libanais de l'étranger, alors qu'il manifeste justement un intérêt grandissant pour l'aide que ces derniers pourraient apporter à la reconstruction. Il s'agit, pour Elias Hraoui, de redorer son image dans l'opinion chrétienne, où les questions liées aux émigrés ont généralement bonne presse, alors que les appels répétés du Patriarche maronite pour le retrait des troupes syriennes[96] le touche indirectement et qu'il ne bénéficie pas d'une

94. « Le projet de zone franche pour les émigrés afin de faire du Liban le centre mondial d'exportation de leur produit », *An-Nahar*, 7 février 1995.

95. « Wahid : organisation des relations entre les résidents et la diaspora », *l'Orient le Jour*, 10 janvier 1995 ; « Wahid va distribuer des cartes d'émigration aux membres de la diaspora », par Rolla Beydoun, *l'Orient le Jour*, 12 janvier 1995.

96. « Texte intégral du message pascal du Patriarche maronite », *l'Orient le Jour*, 27 avril 1994 ; « L'assemblée des évêques maronites critique les récentes décisions du pouvoir », *l'Orient le Jour*,

large assise populaire dans la communauté maronite, à la différence de Rafic al-Hariri dans la communauté sunnite et de Nabih Berri dans la communauté chiite. Un an et demi avant la fin de son mandat, cette impopularité est d'autant plus inquiétante qu'elle contribue à la marginalisation de la fonction présidentielle.

Le voyage d'Élias Hraoui en Côte d'Ivoire pour les obsèques du président Houphouët-Boigny en février 1994 est l'occasion d'initier un rapprochement entre les parties rivales de l'Union sous son patronage. L'importance de la communauté libanaise en Côte d'Ivoire et l'ancienneté de son implantation expliquent qu'Élias Hraoui arrive à la tête d'une large délégation. Significativement, Rida Wahid n'en fait pas partie, mais celle-ci comprend des proches de chacun des trois présidents libanais et du président syrien.[97] Outre Farès Boueiz, Haytham Joumaa, le ministre des Finances Fouad Siniora, proche de Rafic al-Hariri, et Ghassan Matar, membre du PSNS et proche de la Syrie, la délégation compte deux personnalités politiques proches de Nabih Berri choisies en raison de leur connaissance des réseaux libanais en Afrique :

- premièrement, le ministre des Affaires parlementaires, Anwar al-Khalil : proche de Nabih Berri, de confession druze, né au Nigéria où il a fondé plusieurs sociétés, brièvement président de l'Union en 1972-1973, puis président de la Fédération des banques arabes de 1983 à 1989, et finalement nommé député de Hasbaya-Marjayoun en 1991 et élu 1992 ;

- deuxièmement, Ahmad Ajami, également proche de Nabih Berri, de confession chiite, homme d'affaires au Libéria dans les années 1960, revenu au Liban en 1975 où il est notamment l'associé en affaires de Nabih Berri qui le faire élire sur sa liste au Liban Sud lors des élections législatives de 1992.

La branche ivoirienne de l'Union est dirigée par Najib Zaher qui préside le Conseil continental africain de l'Union depuis juillet 1993. Najib Zaher, né en Afrique de l'Ouest de parents libanais, est l'un des principaux entrepreneurs du chantier de Yamoussoukro, village natal du président Houphouët-Boigny devenu la capitale administrative de la Côte d'Ivoire en 1983. Par la suite, Najib Zaher étend les activités de sa société de construction Africof aux pays voisins, notamment la Guinée où il

8 septembre 1994 ; « La souveraineté : thème principal du plaidoyer de Sfeir en Occident » et « Sfeir : le Liban est toujours privé de sa liberté de décision », par Émile Khoury, *l'Orient le Jour*, 3 novembre 1994.

97. « Hraoui aux Libanais de Côte d'Ivoire : Participer à la reconstruction », *l'Orient le Jour*, 7 février 1993.

obtient de nombreux contrats publics. Toutefois, à partir de 1990, sa position est fragilisée par les changements de régime en Afrique, comme en témoigne son procès contre la Société générale des banques en Côte d'Ivoire (SGBCI), à propos d'une dette colossale due puis indue, puis le procès avec la Banque islamique de Guinée (BIG)[98].

Après le voyage d'Élias Hraoui en Côte d'Ivoire, la presse n'évoque aucun projet de réunification de l'Union, mais des bribes d'information qui paraissent entre les mois d'avril et de juin 1994 témoignent de l'amorce d'un rapprochement avec les branches américaines de l'Union, et des pressions exercées sur Rida Wahid pour qu'il supprime le décret qui interdit à l'Union de représenter les émigrés.

Dans un premier temps, les branches américaines de l'Union réitèrent leur opposition à la tutelle syrienne en adressant une lettre au secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, dans laquelle est dénoncée « une tentative de génocide organisé contre une partie du peuple libanais »[99]. Malgré cette formule, qui dénonce de façon caricaturale la marginalisaton politique des Chrétiens, Élias Hraoui leur tend la main un mois plus tard en annonçant qu'il va « très prochainement » faire une tournée auprès de « tous les émigrés où qu'ils se trouvent et notamment en Amérique latine »[100].

Parallèlement, Élias Hraoui convoque Rida Wahid pour « l'entretenir des résultats de son voyage en Côte d'Ivoire »[101], mais ce dernier tente peu après de saborder le processus de réunification en déposant une plainte contre Najib Zaher pour usurpation du titre de président du Conseil continental africain de l'Union[102]. Puis, il annonce son intention de boycotter le Conseil des ministres[103] en signe de protestation contre la marginalisation de son ministère et compare finalement ses opposants au sein du gouvernement à Michel Aoun, toujours exilé en France, qui vient de réunir ses partisans à Paris :

98. « David fait peur à Goliath », par Assou Massou, *Jeune Afrique*, 22 mai 2001 ; « Le PDG d'Africof refait surface », par Amadou Tham Camara, Guinée News, 1er novembre 2007.

99. « Message de l'ULCM à Boutros Ghali », *l'Orient le Jour*, 9 avril 1994.

100. « Hraoui annonce une prochaine tournée auprès de tous les émigrés libanais », *l'Orient le Jour*, 14 mai 1994.

101. « Message… », *l'Orient le Jour*, 9 avril 1994.

102. « Mirza a entendu le témoignage de Zaher au sujet de la plainte déposée contre lui par le ministre des Émigrés », *An-Nahar*, 12 mai 1994.

103. « Wahid : le ministère de l'Émigration est négligé », *l'Orient le Jour*, 3 juin 1994.

> « Je crains que ceux qui entravent l'action du ministère des Émigrés ne jouent inconsciemment le jeu de ceux qui sont réunis à Paris. (…) Certains tentent d'exploiter l'émigration à des fins politiques contre l'État, le ministère des Émigrés a pris des positions responsables à l'égard de ceux qui prétendent représenter l'émigration et continuera à le faire en vue de sauvegarder l'unité de la diaspora. »[104]

Mais Rida Wahid ne peut pas empêcher la réunification de l'Union. En septembre 1994, le dixième Congrès mondial de l'Union est organisé à São Paulo sous la houlette de la branche brésilienne, seule branche du continent américain qui est proche des branches africaines. Le président du Conseil national brésilien, Georges Antoun, est élu à la tête de l'Union à la place d'Anouar al-Khoury, le secrétaire général Joseph Younès est remplacé par Joseph Francis, qui conserve le bureau de l'Union aux Affaires étrangères, et un nouveau Conseil mondial est formé avec les présidents de chaque continent, notamment Najib Zaher pour l'Afrique et Carlos Ibrahim pour l'Amérique du Sud et les Caraïbes[105].

Le communiqué publié à l'issue du dixième Congrès mondial insiste sur la volonté de dialogue des nouveaux dirigeants avec le ministère des Émigrés, ultérieurement qualifié « d'autorité de référence » par Georges Antoun[106], et les résolutions sont consensuelles : appel à la stabilisation du Liban (et non au retrait des de la Syrie), refus de l'implantation des Palestiniens, restitution de la nationalité aux descendants d'émigrés, instauration du vote à l'étranger pour les émigrés[107].

B. SOUTENIR LES RESEAUX CHIITES EN AFRIQUE

Rida Wahid, qui continue de refuser tout compromis avec l'Union après le congrès de São Paulo, se retrouve progressivement dans une impasse politique. Son ministère est incapable d'exercer les missions pour lesquelles il a été créé, d'une part, parce que le ministère des Affaires étrangères bloque le processus de transfert des compétences administratives, d'autre part, parce que l'ensemble des branches

104. « Le manifeste de Paris passé au crible à Beyrouth », par Émile Khoury, *l'Orient le Jour*, 16 juin 1994.

105. « Les résolutions du congrès des émigrés à Sao Paulo : restitution de la nationalité et droit de vote », *An-Nahar*, 21 septembre 1994.

106. « Le nouveau président de l'ULCM pour une politique d'ouverture », *l'Orient le Jour*, 27 octobre 1994.

107. « Passation de pouvoir à l'ULCM », *l'Orient le Jour*, 7 octobre 1994.

américaines ou africaines de l'Union rejette la tutelle de son ministère. En mars 1995, le ministère des Émigrés est même accusé d'avoir cherché à s'immiscer dans les élections internes du Conseil national ivoirien de l'Union, sans succès puisque Najib Zaher est réélu.[108]

Dans ces conditons, il est probable que Nabih Berri attend l'occasion propice pour remplacer Rida Wahid par l'un de ses proches à même de soutenir activement les réseaux africains d'Amal, d'entériner la réunification de l'Union et de négocier un compromis avec Farès Boueiz, notamment au sujet de l'affectation des Attachés de l'émigration qui est toujours bloquée.

Ali al-Khalil, le successeur de Rida Wahid, fait parler de lui quelques mois avant sa nomination lors de l'affaire de l'expulsion des Libanais du Zaïre. Après la fin de la guerre froide, les pressions s'accentuent pour que le président Mobutu initie la démocratisation de son régime. Il accepte d'abord la création d'une assemblée représentative en 1992, mais il continue à diriger le pays. Un gouvernement de transition est finalement formé en 1994 qui, pour démanteler les réseaux du président, expulse les membres de plusieurs grandes familles libanaises sous l'accusation de contrefaçon de monnaie.[109]

Je n'ai malheureusement pas réussi à savoir s'il s'agit des mêmes deux clans libanais, les Khanafer et les Ahmad, cités dans le rapport des Nations Unies sur la République démocratique du Congo en raison de leurs activités criminelles (trafic de diamant, blanchiment d'argent et contrefaçon de monnaie) au profit de généraux de Mobutu (*Final Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Form of Wealth of the Democratic Republic of Congo*, 2002 ; Marysse, 1999). Le clan Khanafer aurait également servi d'intermédiaire entre les autres alliés des États-Unis en Afrique centrale, dont le Zaïre, et la rébellion angolaise anticommuniste.[110]

Au Liban, le vice-président du mouvement Amal, Ayoub Hmayed, et Ali al-Khalil, qui est député du Liban Sud, dénoncent ces expulsions et critiquent le ministère des Affaires étrangères qui a attendu trois jours pour réagir. Ali al-Khalil

108. « Les représentants de l'Union libanaise reviennent », *Al-Shiraa*, 6 mars 1995.

109. « Plusieurs dizaines de Libanais vont être expulsés du Zaïre » ; « Une centaine de Libanais vont être expulsés du Zaïre », *l'Orient le Jour*, 24 et 25 février 1995.

110. « Un groupe d'experts demande aux Nations unies d'agir pour empêcher le pillage des richesses de la République démocratique du Congo », *Agence France Presse*, 10 mai 2001.

interpelle le gouvernement et lui demande d'envoyer au Zaïre un haut responsable afin d'obtenir des garanties pour les Libanais « à l'ombre d'une campagne médiatique minutieusement étudiée, alimentée notamment par les sionistes ».[111] Rafic al-Hariri répond à cet appel trois semaines plus tard en dépêchant au Zaïre son conseiller Basile Yared, notamment chargé des relations avec le Président français Jacques Chirac, qui annonce depuis le Zaïre la fin des expulsions.[112] Cette affaire illustre les formes d'imbrication et de collaboration entre les réseaux politiques français et libanais en Afrique, mais ce sujet dépasse le cadre de cette recherche.

À la suite de cette affaire, les signes avant-coureurs de la démission de Rida Wahid se multiplient. Après une tournée en Australie du directeur du ministère des Émigrés, Haytham Joumaa, ce dernier déclare à la presse que la coopération avec le ministère des Affaires étrangères est totale alors que Rida Wahid, qui vient de rencontrer Fouad al-Turk, l'un des conseillers de Farès Boueiz, s'abstient de tout commentaire ![113] Peu après, Rida Wahid ne se présente pas au congrès annuel de la Commission épiscopale de la diaspora où il est pourtant attendu.[114] Finalement, il est écarté du gouvernement et remplacé par Ali al-Khalil à l'occasion du remaniement gouvernemental de mai 1995, provoqué par la démission de Rafic al-Hariri puis son retour après l'intervention d'Hafez al-Assad.

C. L'ACTION DU NOUVEAU MINISTRE DES ÉMIGRES ALI AL-KHALIL

Ali al-Khalil a commencé sa carrière politique au parti Baas avant de se rapprocher de Nabih Berri sans toutefois jamais intégrer Amal. En 1972, il est élu député de Tyr pour la première fois, puis il est nommé plusieurs fois ministre à partir de 1973, notamment au ministère du Tourisme et au ministère des Finances. Au ministère des Émigrés, l'action d'Ali al-Khalil contraste avec celle de son prédécesseur, d'une part, parce qu'il cherche à normaliser les relations entre son ministère, l'Union et le ministère des Affaires étrangères, d'autre part, parce qu'il

111. « Boueiz juge injustes les expulsions de Libanais du Zaïre » ; « L'expulsion de Libanais du Zaïre : El-Khalil juge insuffisante l'action du gouvernement », *l'Orient le Jour*, 28 février et 2 mars 1995.

112. « Pas de nouvelles expulsions du Zaïre assure le Premier ministre zaïrois à l'émissaire de Hariri », *l'Orient le Jour*, 17 mars 1995.

113. « Joumaa appelle à un renforcement des liens avec l'Australie », *l'Orient le Jour*, 27 avril 1995.

114. « Le congrès *Jour de l'émigré mondial* confirme l'importance de la diaspora pour l'Église », *An-Nahar*, 15 mai 1995.

multiplie les tournées à l'étranger, notamment en Afrique, afin de défendre l'agenda politique du mouvement Amal et ses intérêts parmi les communautés libanaises de l'étranger.

Peu après sa nomination, Ali al-Khalil part pour le Canada et pour l'Europe où il invite les Libanais à participer à la reconstruction et où il fait part de son intention de se rendre prochainement en Sierra Leone après avoir appris qu'une famille libanaise vient d'y être assassinée[115]. Il s'y rend dès le mois suivant et visite également le Zaïre où il prépare le retour prochain des Libanais expulsés au mois de février précédent.[116] Il effectue une deuxième tournée africaine dès le mois d'octobre au Libéria, en Guinée et au Sénégal.[117]

Entre temps, Ali al-Khalil se rend également aux États-Unis où il rencontre plusieurs hauts responsables du département d'État. Il évoque alors le droit à la résistance contre l'occupation israélienne au Liban Sud et demande la levée de l'interdiction de voyager au Liban pour les ressortissants américains, qui a été imposée pendant la guerre civile.[118] Cette deuxième revendication s'inscrit dans le cadre des efforts menés depuis au moins un an par des groupes de pression libano-américains proches du parti Républicain pour obtenir de l'administration démocrate qu'elle lève cet embargo partiel. Quelques mois plus tôt, par exemple, Rafic al-Hariri a invité au Liban un représentant républicain d'origine libanaise, Ray Lahood.[119] Surtout, l'American Task Force for Lebanon (ATFL), fondée en 1988, a envoyé en novembre 1994 au Liban une délégation présidée par Thomas Nassif, d'origine libanaise, ancien chef du protocole et sous-secrétaire d'État pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud Est sous Ronald Reagan et ancien ambassadeur des États-Unis au

115. « 5 Libanais brulés vifs par les rebelles en Sierra Leone » ; « El-Khalil appelle les émigrés à participer à la reconstruction », *l'Orient le Jour*, 3 et 10 juillet 1995.

116. « El-Khalil à Freetown : dialogue constructif et permanent avec les émigrés », *l'Orient le Jour*, 7 août 1995 ; « 7 Libanais autorisés à regagner le Zaïre », *l'Orient le Jour*, 31 janvier 1996 ; « Le ministère des Émigrés : les Attachés de l'émigration constituent son fondement et leur non-affectation paralyse son fonctionnnememnt », *Al-Liwa'*, 23 janvier 1996.

117. « El-Khalil quitte Monrovia pour Conakry » ; « El-Khalil reçu par le Premier minitre sénégalais », *l'Orient le Jour*, 9 et 13 octobre 1995.

118. « El-Khalil : Washington est sur le point de lever tous les interdits », *l'Orient le Jour*, 20 septembre 1995.

119. « Lahood : certains endroits au Liban sont plus dangereux que les États-Unis » ; « Lahood souhaite que les USA aident d'avantage le Liban », *l'Orient le Jour*, 19 et 20 avril 1995.

Maroc.[120]

Après son voyage aux États-Unis, Ali-al Khalil rencontre le président Élias Hraoui et le Premier ministre Rafic al-Hariri pour leur faire part du résultat de ses entretiens avec le département d'État américain et pour évoquer « l'action du ministère des Émigrés ».[121] Il s'agit pour Ali al-Khalil d'obtenir un budget plus important pour son ministère et d'exercer des pressions indirectes sur le ministre des Affaires étrangères, Farès Boueiz, pour qu'il débloque la nomination des Attachés de l'émigration dans les ambassades et qu'il accepte le transfère des compétences administratives du ministère des Affaires étrangères au ministère des Émigrés. En échange, Ali al-Khalil propose d'annuler le décret pris par Rida Wahid qui prive l'Union du droit de représenter les émigrés libanais.

Dans un premier temps, Farès Boueiz semble accepter de nommer une commission de hauts fonctionnaires afin de valider le recrutement des Attachés de l'émigration après leur avoir fait passer un examen oral. Toutefois, par la suite, il continue de refuser leur affectation dans les ambassades sous prétexte que la fonction d'Attaché de l'émigration ne respecte pas les usages diplomatiques et que certains pays, notamment le Brésil, considère leur rôle comme une atteinte à leur souveraineté nationale.[122]

Ali al-Khalil, qui a retiré la plainte déposée par Rida Wahid au nom du ministère des Émigrés contre Najib Zaher,[123] retourne voir le président Élias Hraoui pour lui expliquer l'utilité des Attachés de l'émigration.[124] N'obtenant pas satisfaction, il dénonce les relations que le ministère des Affaires étrangères entretient avec l'Union, menace de recourir à son droit de « patronage » à l'occasion du prochain Congrès mondial et met en garde ceux qui franchissent les « lignes rouges »

120 « L'*American Task Force for Lebanon* rencontre Hraoui, Berry et Murr » ; « La direction de l'ATFL appelle au retrait de toutes les troupes étrangères » ; « La délégation de l'ATFL sonde les perspectives d'investissement au Liban » ; « Siniora : coexistence, démocratie et liberté, bases de notre système politico-économique », « Le président de l'ATFL : les Libanais sont sur la bonne voie » ; « Notre objectif : l'*International Task Force for Lebanon* avant fin 1995 », *l'Orient le Jour*, 8 au 14 novembre 1994.

121. « Hariri examine avec El-Khalil l'action du ministère des émigrés », *l'Orient le Jour*, 21 septembre 1995.

122. Fouad al-Turk, entretien à Beyrouth, 16 mai 2003.

123. « Le ministère des Émigrés demande le retrait de la plainte. Mirza interdit le jugement contre Najib Zaher », *As-Safir*, 6 janvier 1996.

124. « L'affaire des Attachés de l'émigration au centre d'un entretien Hraoui-El-Khalil », *l'Orient le Jour*, 16 janvier 1996.

en critiquant l'accord de Taëf ou la résistance à l'occupation israélienne au Liban Sud.[125] Ces tensions se répercutent sur l'Union qui menace à nouveau d'imploser alors que des rumeurs circulent sur une éventuelle prolongation du mandat de Georges Antoine.[126]

À la différence de Rida Wahid, Ali al-Khalil est soutenu par le président du Parlement Nabih Berri qui dénonce publiquement les entraves à l'affectation des Attachés de l'émigration[127]. Faute de résultat, Nabih Berri profite de sa position de président du Parlement pour faire voter en catimini deux lois visant à contourner le véto du ministère des Affaires étrangères. Les lois n°490 et n°527 du 24 mai 1996 confient au Conseil des ministres le pouvoir d'entériner l'affectation des Attachés de l'émigration sur proposition du ministère des Émigrés.[128] Toutefois, même après la parution du décret nº8647 du 21 juin 1996 pour l'application de ces lois, le ministre des Affaires étrangères Farès Boueiz continue à refuser de recevoir les Attachés de l'émigration dans les ambassades.[129]

L'affectation des Attachés de l'émigration représentent pour Nabih Berri l'une des façons d'exercer une diplomatie parallèle, directe ou indirecte, en faveur de la libération du Liban Sud, alors que les accrochages entre les groupes de la résistance libanaise et l'armée israélienne sont de plus en plus fréquents en raison du gel des négociations syro-israéliennes. Dans les semaines qui précèdent l'opération militaire israélienne *Raisins de la colère* contre le Liban Sud, sur laquelle nous reviendrons, Nabih Berri insiste sur la création d'un groupe de pression libanais à l'occasion, par exemple, de ses visites officielles en Côte d'Ivoire[130] ou au Brésil, où il inaugure parallèlement le deuxième Congrès des parlementaires d'origine libanaise[131]. Nabih Berri propose également de créer une banque d'investissement pour soutenir la reconstruction[132] et il se prononce en faveur de « la participation des émigrés à la vie

125. « Le ministère des Émigrés… », *Al-Liwa*, 23 janvier 1996.

126. « Nous sommes ni avec le ministère des Affaires étrangères, ni avec le ministère des Émigrés. Qu'ils nous laissent les mains libres et nous pouvons assurer des millions de dollars », *As-Safir*, 6 février 1996.

127. « Émigrés : Toujours pas d'attachés spéciaux », *l'Orient le Jour*, 12 janvier 1996.

128. « Une solution de compromis tranche la question de l'Audiovisuel », *l'Orient le Jour*, 24 mai 1996.

129. « Le projet de déménagement des Attachés de l'émigration aux Affaires étrangères soulèvent des réticences et des questions dans le corps diplomatique », *As-Safir*, 26 mai 1999.

130. « Berry appelle les émigrés à participer à la vie politique libanaise », *l'Orient le Jour*, 18 mars 1996.

131. « Berry propose la création d'un secrétariat permanent », *l'Orient le Jour*, 9 mars 1996.

132. « L'émigration : un immense potentiel inexploité », *l'Orient le Jour*, 2 avril 1996.

politique libanaise »,[133] nous y reviendrons.

Après les élections législatives de 1996, Ali al-Khalil est remplacé par l'émir Talal Arslan, considéré comme un proche de la Syrie. Pour Mohammed Abdel Hamid Beydoun, membre du mouvement Amal exclu en 2003, la politique de Nabih Berri s'est soldée par un échec :

> « Nous, les Chiites, nous étions fascinés par le ministère des Émigrés depuis les années 1980. Nous voulions ce ministère. Ça été un échec complet, car nous n'avions pas de stratégie (…) seulement des prises d'intérêt précises et politiques. (…) Si l'on avait investi cent ou deux cents millions [de dollars] dans le retour des Chrétiens de l'étranger, cela aurait été important symboliquement et positif pour l'économie. (…) S'il y avait un programme pour le retour de la classe moyenne, si on leur donnait des postes [dans l'administration] avec un bon salaire et qu'on leur faisait des prêts avantageux, ce serait très profitable pour l'économie. (…) Les remises des émigrés représentent chaque année 4,4 milliard de dollars, c'est-à-dire 20 % du PNB, mais il n'y a pas de stratégie étatique à cause du divorce entre l'économie et le politique. (…) Berri avait beaucoup de très grands projets pour son image, mais il n'a jamais fait attention à l'effectivité de ces projets. (…) Aujourd'hui les chiites veulent un changement. Ils ne veulent plus de Berri. »[134]

133. « Berri appelle… », *l'Orient le Jour*, 18 mars 1996.

134. Mohammed Abdel Hamid Beydoun, entretien à Beyrouth, 6 mars 2006.

C) L'équilibre démographique : les inquiétudes chrétiennes

1. Les naturalisations au lendemain de la guerre civile

A. L'ECHEC DE LA REFORME DE LA LOI DE NATIONALITE

Nous avons évoqué précédemment les différentes tentatives de réformes de la législation sur la nationalité et la naturalisation avant et pendant la guerre civile. Après l'accord de Taëf, le Premier ministre Omar Karamé prépare la rédaction d'un nouveau code de la nationalité et, dans le cadre des consultations préalables, Farès Boueiz soulève la question de la restitution de la nationalité aux personnes d'origine libanaise. La Syrie, explique-t-il, a récemment voté une nouvelle loi qui permet aux personnes d'origine syrienne d'obtenir la nationalité syrienne. Le Liban, qui a besoin des capitaux et des compétences des Libanais de l'étranger pour la reconstruction, doit suivre cet exemple. Farès Boueiz propose de modifier la loi du 31 janvier 1946, analysée au chapitre IV, afin de permettre la restitution de la nationalité sans condition de retour définitif au Liban.

Toutefois, Farès Boueiz précise que la restitution de la nationalité ne doit concerner que ceux qui n'ont pas obtenu une deuxième nationalité « avec l'autorisation de l'État ».[135] Cette condition d'allégeance semble limiter les conséquences de la modification de la loi du 31 janvier 1946 qui pourrait permettre de restituer la nationalité à des centaines de milliers de descendants d'émigrés partis avant la Première Guerre mondiale dont la grande majorité sont de confession chrétienne. En fait, cette condition est un leurre puisque l'obtention d'une autre nationalité sans l'autorisation de l'État est courante et a pour seule conséquence l'impossibilité de se prévaloir du statut de ressortissant étranger devant les instances officielles libanaises, comme nous l'avons évoqué aux chapitres II et IV.

Après l'arrivée au pouvoir de Rafic al-Hariri, ce dernier reprend le projet de réforme des lois de nationalité et créé une commission interministérielle chargée de rédiger un nouveau code de la nationalité. La commission est présidée par le ministre des Affaires culturelles, Michel Eddé, propriétaire du quotidien francophone *l'Orient le Jour* et réputé proche du Patriarche maronite Nasrallah Sfeir. Les autres membres de la commission sont le ministre de l'Intérieur Béchara Merhej, proche du régime

135. « Est légalement considéré de nationalité libanaise celui qui n'a pas acquis une autre nationalité », *An-Nahar*, 1er mai 1992.

syrien, le ministre de la Justice Bahige Tabbara, proche de Rafic al-Hariri, le ministre de la Santé et des Affaires sociales Marwan Hamadé, proche de Walid Joumblatt, le ministre du Tourisme Nicolas Fattouch, le ministre d'État Chahé Barsoumian et le juge Mohammed Mourtada.

Sélim al-Hoss, l'un des principaux opposants à Rafic al-Hariri dans la communauté sunnite, et Issam Naaman, qui vient d'être élu au Parlement sur la liste de Sélim al-Hoss à Beyrouth, organisent une conférence de presse au cours de laquelle ils présentent un projet de loi de nationalité[136] qui se distingue par la place accordée au droit du sol. Ce projet de loi a été élaboré six ans plus tôt dans le cadre de la commision de nationalité créée par l'ancien président Amin Gemayel, comme le raconte Issam Naaman :

> « En 1984, Amin Gemayel avait formé des comités chargés de la réforme de l'administration, de la nationalité et de la naturalisation, de la démocratie, etc. En tant que politicien, j'avais été nommé membre du comité chargé de la nationalité et de la naturalisation. J'avais donc préparé une nouvelle loi, mais à ce moment l'athmosphère politique était instable et ce projet n'avait pas été adopté. (…) Les élections ont eut lieu en 1992, j'ai été élu, j'ai repris mon ancien projet et j'ai présenté une proposition de loi au Parlement. (…) Le gouvernement de Rafic al-Hariri était gêné car son propre projet de loi n'était pas près. [Les alliés de Rafic al-Hariri] ont donc demandé à leurs amis au Parlement de ne pas discuter mon projet et ils m'ont demandé d'attendre que leur projet soit prêt afin qu'il soit étudié au même moment par le Comité parlementaire de la justice et de l'administration présidé par le fameux Auguste Bakhos. (…) Soudainement, le gouvernement annonce qu'il va promulguer dans deux ou trois mois un décret pour naturaliser ceux qui ont droit [à la nationalité] et il appelle ceux qui sont intéressés à présenter une demande. Ainsi, des milliers et des milliers de demandes ont été présentées et après cinq ou six mois ce décret a été promulgué. »[137]

136. « Issam Naaman présente un projet de loi de nationalité en 50 articles au nom du Bloc du sauvetage et du changement », *As-Safir*, 10 décembre 1992.

137. Issam Naaman, entretien à Beyrouth, 25 octobre 2005, traduction de l'auteur.

B. LE DECRET DE NATURALISATION (1994) : OPACITE ET DESEQUILIBRE CONFESSIONNEL

En effet, Rafic al-Hariri coupe court aux débats à la fin de l'année 1993 et charge le ministre de l'Intérieur Béchara Merhej de préparer un décret de naturalisation. Une commission est créée qui est chargée de rassembler les demandes de naturalisation. Elle est présidée par Habib Efrem, président de la Ligue syriaque orthodoxe, qui a participé en 1984 à la commission de nationalité créée par Amin Gemayel. Elle compte un représentant de chaque communauté confessionnelle qui est chargé de centraliser les demandes de naturalisation pour sa communauté.

Le représentant maronite, dont nous allons souvent reparler, s'appelle Nemet Allah Abi Nasr. Il occupe la fonction de trésorier de la Ligue maronite, une association, plutôt qu'un parti politique, fondée en 1952 pour défendre un Liban « libre, souverain et pluriel », dont les principaux objectifs sont la protection des intérêts maronites au Liban, le soutien au Patriarche maronite et la coopération entre les Maronites du Liban et ceux établis dans le reste du monde. La Ligue maronite compte un nombre limité d'adhérents, généralement des hommes politiques, des hauts fonctionnaires, des hauts-gradés de l'armée ou de la police, des professions libérales, des chefs d'entreprise, des universitaires, etc.

Nemet Allah Abi Nasr décide de quitter la commission avant la promulgation du décret. La Ligue maronite, explique-t-il, demande une loi de nationalité qui durcisse les conditions de la naturalisation et assouplisse celle de la restitution de la nationalité, car le Liban est un pays exportateur de main d'œuvre où le chômage est important, dont les ressources sont limitées et qui n'a pas les moyens d'accueillir des étrangers. De plus, la naturalisation de Syriens et de Palestiniens musulmans pèse sur l'équilibre politique et confessionnel qui a été « scrupuleuseument » respecté jusque là ! [138]

Le gouvernement adopte le décret de naturalisation avec l'assentiment de la Syrie et le consentement du président de la République Élias Hraoui. Le ministre de l'Intérieur Béchara Merhej organise une conférence de presse le 22 juin 1994 au cours de laquelle il annonce la parution du décret de naturalisation nº 5257 du 20 juin. Béchara Merhej explique que le décret a été réalisé dans le respect des « impératifs de l'entente nationale » et des « engagements de Taëf », c'est-à-dire dans le respect de

138. Nemet Allah Abi Nasr, entretien à Jounieh, 27 janvier 2006.

l'équilibre confessionnel et de la non-implantation des réfugiés palestiniens. Le nombre de personnalités politiques qui assistent à la conférence de presse est réduit : les députés du Akkar Wajih al-Baarini et Talal Miribi et des représentants religieux sunnites, druzes, grecques catholiques, syriaques, chaldéens et alaouites.[139]

Béchara Merhej annonce que 38 900 demandes individuelles ou familiales ont été acceptées, mais il n'apporte aucune précision sur le nombre exact de personnes concernées, sur leur origine et sur leur confession. Les spéculations vont bon train, car une même ligne du décret peut correspondre à un seul individu ou une large famille, par exemple « Mr Untel, sa femme et ses enfants ». Les premières estimations publiées avant la parution du décret semblent n'avoir aucun fondement sinon qu'elles sont très proches du décret mort-né d'Amin Gemayel[140]. Après la parution du décret, la presse d'opposition cite des « sources anonymes » selon lesquelles 138 000 personnes ont été naturalisées, dont seulement 50 000 Chrétiens car « le critère de résidence a été privilégié au détriment de l'équilibre confessionnel »[141]. Le nombre de naturalisés est souvent surestimé par la suite, jusqu'à 400 000 personnes selon Nemet Allah Abi Nasr[142] ou le quotidien anglophone *Daily Star* par exemples[143].

Selon une estimation fondée sur deux méthodes de calculs différentes, le nombre des personnes naturalisées en 1994 est évalué entre 108 000 et 210 000 (Atallah, 1999 : 114). Cette estimation correspond à chiffre avancé par l'ancien ministre et député Mohammed Abdel Hamid Beydoun selon qui 120 00 Musulmans et 37 000 Chrétiens ont été naturalisés en 1994,[144] et aux résulats du rapport du ministère de l'Intérieur publié en mars 2006 qui compte 153 452 naturalisations en 1994.[145]

139. « Discrétion de rigueur pour une réalisation historique », *l'Orient le Jour*, 23 juin 1994.

140. « Le dossier de naturalisation dans la phase préalable aux demandes. Joie au début de la mise en œuvre du rêve, observations et réclamations », par Fida Itani, *As-Safir*, 1er septembre 1993.

141. « L'État accorde la nationalité libanaise à 130 000 personnes », *l'Orient le Jour*, 27 juin 1994 ; « Entre la frustration des Chrétiens et les limites de la réalité », par Scarlett Haddad, *l'Orient Le Jour*, 23 septembre 1994.

142. Nemet Allah Abi Nasr, entretien à Jounieh, 7 novembre 2003.

143. « Un projet de loi accorde des droits limités aux émigrés », *Daily Star*, 12 mai 1999.

144. Mohammed Abdel Hamid Beydoun, entretien à Beyrouth, 6 mars 2006.

145. « Combien sont-ils et qui sont-ils ? » par Suzanne Baalkani, *l'Orient le Jour*, 8 septembre 2008.

C. LES REACTIONS : SOUTIENS, RETISCENCES ET CRITIQUES

Pour les partis progressistes et les partis musulmans, ce décret incarne la rupture avec les logiques confessionnelles et marque le début d'un régime fondé sur la laïcité et le droit du sol, sujet sur lequel nous reviendrons lorsque nous traiterons du débat juridique sur la restitution de la nationalité. Le ministre de l'Intérieur Béchara Merhej et sa Fédération des ligues et comités populaires insistent sur le caractère historique de ce décret. Le député du mouvement Amal, Ahmad Ajami, salue un changement politique « qualitatif » fondé sur l'octroi de la nationalité à ceux qui vivent sur le territoire libanais. Le PSNS accueille une étape importante vers un État laïc dans lequel la « concorde nationale » ne rime pas avec la « concorde confessionnelle ». Le PCL salue une décision « nationale » qui apporte une solution à un problème social et politique chronique face aux « considérations confessionnelles » qui ont bloqué jusque là la construction de l'État, le progrès social et la démocratie[146].

La méthode employée suscite toutefois des réserves qui tiennent, en particulier, à l'absence de traitement judiciaire de cette question, comme l'explique Issam Naaman :

> « Certains dossiers n'avaient pas été l'objet d'une enquête. Selon la loi, [les demandes de naturalisation] font l'objet d'une enquête pour vérifier si son contenu est vrai ou faux. Rien de cela n'a été fait et des milliers de demandes ont été acceptées : quelques Palestiniens, beaucoup de Syriens et, bien sûr, une majorité de Libanais qui méritaient vraiment la nationalité. (…) Selon mon projet de loi [de nationalité], les naturalisations auraient pu être effectuées en vertu de la loi. Dans ce cas, des tribunaux spéciaux auraient enquêté et prononcé un jugement. Il est préférable que des tribunaux soit chargés [de la naturalisation] plutôt que des employés de l'administration qui n'y connaissent peut être rien. »[147]

Par ailleurs, les partis chrétiens de l'opposition dénoncent le non-respect du principe constitutionnel de vie commune qui implique de tenir compte de l'équilibre confessionnel. Nemet Allah Abi Nasr est l'un des premiers à réagir. Après un entretien avec le Patriarche Sfeir, il dénonce l'inexactitude des chiffres présentés par

146. « De vives objections accueillent le décret. Des voix exigent la naturalisation des émigrés », *As-Safir*, 24 juin 1994.

147. Issam Naaman, entretien à Beyrouth, 29 septembre 2005.

le gouvernement, l'absence d'équilibre confessionnel et le risque de minorisation des Chrétiens :

> « Entre l'implantation [des Palestiniens], la naturalisation déséquilibrée, l'émigration chrétienne intensive, nos enfants qui ne peuvent pas se marier du fait de la crise du logement et qui, quand ils le peuvent, ont peur d'enfanter à cause du coût de l'enseignement et de la santé, nous demandons s'il existe une volonté d'homogénéiser le Liban, d'autant que la vente de terres aux Arabes ne cesse pas. »[148]

Pour compenser ces déséquilibres, Nemet Allah Abi Nasr demande que la restitution de la nationalité aux personnes d'origine libanaise soit facilitée. Il est bientôt suivi par les principales instances politiques et religieuses maronites. Les Phalanges et le Bloc national, dont le président Raymond Eddé est en exil à Paris, demandent également l'octroi de la nationalité aux Libanais d'origine et critiquent l'adoption du critère de résidence alors que les naturalisations devraient être fondée sur « l'intérêt national » et la situation économique et sociale des demandeurs.[149]

Le Patriarche maronite se fait également l'écho de ces critiques lors de son homélie dominicale. Il regrette que les personnes d'origine libanaise n'aient pas été naturalisées, il évoque le nombre important de ceux qui veulent émigrer et rappelle que le respect de l'équilibre confessionnel est lié au principe constitutionnel de la coexistence.

> « Nous remercions Dieu avec tous ceux qui ont obtenu la nationalité libanaise après une longue attente. Mais nous regrettons qu'un grand nombre de ceux qui y ont droit, et qui sont d'origine libanaise, en aient été empêchés. En revanche, nous voyons que beaucoup d'autres qui la détiennent déjà cherchent à en avoir une autre. Le Document d'entente nationale a fait de la loi sur la nationalité, et donc de son octroi, une question capitale à l'instar de la paix, de la guerre et de la loi électorale. En effet, l'équilibre démographique est l'une des principales caractéristiques du Liban. J'entends par là, la coexistence. Ne faut-il pas

148. « De vives objections… », *As-Safir*, 24 juin 1994, traduction de l'auteur.

149. « Les prises de position se répètent au sujet du décret de naturalisation. Accueil positif et méfiance au sujet des descendants [d'émigrés] », *As-Safir*, 28 juin 1994 ; « Naturalisations : les Kataëb et le B.N. émettent des critiques », *l'Orient le Jour*, 28 juin 1994 ; « Saadé : les émigrés ont le droit à la nationalité », *l'Orient le Jour*, 4 juillet 1994.

penser aux mesures à prendre en vue de sauvegarder la formule du pays, de son identité, ses caractéristiques, et l'authenticité de son peuple. »[150]

Certaines instances communautaires des autres églises chrétiennes demandent également la restitution de la nationalité aux personnes d'origine libanaise, mais elles associent cette revendication avec leurs intérêts propres. Le Conseil consultatif syriaque catholique demande la restitution de la nationalité tout en se félicitant de la publication du décret, comme les instances arméniennes et des minorités chrétiennes, qui sont les principaux bénéficiaires du décret parmi les Chrétiens.[151] Par ailleurs, le Conseil épiscopal grec catholique et le Rassemblement démocratique grec catholique saisissent l'occasion pour se plaindre de l'iniquité de la répartition des postes administratifs de première et de troisième catégorie.[152]

2. Le rejet du décret de naturalisation : un catalyseur pour l'opposition chrétienne

A. L'IMPLANTATION DES REFUGIES PALESTINIENS ET LA POLARISATION CONFESSIONNELLE

Le gouvernement ne réagit pas à ces critiques, à l'exception de quelques voix qui rappellent la nécessité de rédiger une nouvelle loi de nationalité. C'est le cas du ministre d'État Ali Osseiran, fils de l'ancien président de la Chambre des députés Adel Osseirane, et du ministre de l'Enseignement Mikhaël Daher, candidat consensuel des États-Unis et de la Syrie à l'élection présidentielle de 1988. Ce dernier propose notamment de naturaliser les étrangers mariés à une Libanaise après dix ans de résidence au Liban afin de régulariser la situation de leurs enfants à qui la mère ne peut transmettre la nationalité libanaise.[153]

Béchara Merhej, qui assure qu'il n'est pas question de naturaliser les Palestiniens, reconnaît toutefois que des erreurs « administratives » ont pu être commises.[154] Il évoque également des problèmes administratifs qui empêchent la

150. « Naturalisation : Sfeir emet des réserves », *l'Orient le Jour*, 27 juin 1994.

151. « Naturalisation : … », *l'Orient Le Jour*, 27 juin 1994, « Mgr Hayek : le décret de naturalisation, un acte courageux », *l'Orient Le Jour*, 14 juillet 1994 ; « Entre la frustration… », *l'Orient le Jour*, 23 septembre 1994.

152. « Les prises de position… », *As-Safir*, 28 juin 1994 ; « Naturalisations : les Grecs catholiques expriment leur inquiétude », *l'Orient Le Jour*, 30 juin 1994.

153. « Les prises de position… », *As-Safir*, 28 juin 1994.

154. « Merhej : pas question d'accorder la nationalité libanaise aux Palestiniens », *l'Orient le Jour*, 4 juillet 1994.

restitution de la nationalité aux personnes d'origine libanaise, tout en précisant que son ministère a considérablement accéléré le traitement des dossiers de naturalisation transmis par les ambassades, alors que ces démarches étaient bloquées depuis des années en raison du chaos administratif provoqué par la guerre civile.[155]

Parallèlement, le ministre des Émigrés Rida Wahid, dont les services sont censés transmettre les déclarations d'état civil des émigrés au ministère de l'Intérieur, promet que son ministère va mettre un terme à « l'hémorragie des pertes de nationalité » qui a pour cause l'incompétence de certains services, sous-entendu le ministère des Affaires étrangères, et le relâchement des liens entre l'État et les émigrés.[156]

Les déclarations contre le décret de naturalisation s'enveniment au cours de l'été 1994. Dans son homélie dominicale du 17 juillet, le Patriarche Sfeir s'inquiète de « la perte de l'identité libanaise » :

> « On n'a pas pris la peine de vérifier si [les naturalisés] sont vraiment imbus de l'esprit libanais, celui de pardon, de démocratie, de la liberté responsable et du respect des droits de l'homme. »[157]

Le chef du PSP et ministre des Déplacés, Walid Joumblatt, principal allié politique de Rafic al-Hariri, lui répond deux jours plus tard lors d'une conférence de presse consacrée à ses différents politiques avec l'opposition chrétienne :

> « Ces nouveaux Libanais [les naturalisés] n'ont apparemment pas le sang pur, ils ne savent pas utiliser les fourchettes et les couteaux. Ils devraient donc d'abord subir un examen dans les laboratoires de Bkerké [le Patriarcat maronite] puis un autre à [l'Université Saint-Esprit de] Kaslik. Après cela on verra si les Arabes de Wadi Khaled, les habitants des 7 villages et tous ceux qui viennent d'obtenir la nationalité libanaise en sont dignes. »[158]

Parallèlement, la presse d'opposition relaie l'opinion de certains ministres qui, sous condition d'anonymat, considèrent qu'il serait souhaitable de rééquilibrer les

155. « Nous avons porté notre attention sur les pièges du problème et nous sommes prêts à solutionner le problème des descendants [d'émigrés] », *An-Nahar*, 30 juin 1994.

156. « Naturalisations, émigrés, réfugiés : à tout prendre, un même problème », par Émile Khoury, *l'Orient le Jour*, 14 juillet 1994.

157. « Sfeir : gare à une perte de l'identité nationale », *l'Orient Le Jour*, 18 juillet 1994.

158. « Joumblatt s'en prend à Bkerké [le siège du patriarcat maronite], à [l'Université Saint Esprit de] Kaslik… et au Parlement », *l'Orient le Jour*, 21 juillet 1994.

naturalisations en faveur des chrétiens sans pour autant revenir sur ce qui a déjà été fait. Ces sources ministérielles anonymes ajoutent qu'un compromis pourrait être négocié au sujet des réfugiés palestiniens dont le sort n'a pas été réglé par les accords d'Oslo signé en septembre 1993. Leur implantation au Liban, est-il suggéré, serait compensée par la restitution de la nationalité aux personnes d'origine libanaise, par des garanties politiques pour les Chrétiens et par un dédommagement financier[159].

Les craintes que suscite l'installation définitive des réfugiés palestiniens au Liban se matérialisent un mois plus tard quand Walid Joumblatt propose de réinstaller trois mille Palestiniens qui squattent le centre ville de Beyrouth et qui vont être délogés par le chantier de la reconstruction dans la région de l'Iqlim al-Kharoub. La polémique sur l'équilibre confessionnel atteint alors son paroxysme et plusieurs ministres chrétiens proches de la Syrie, que Rafic al-Hariri cherche à évincer du gouvernement, dénoncent le projet de Walid Joumblatt. C'est le cas du ministre des Affaires rurales et des Municipalités Sleiman Tony Frangieh, petit fils de l'ancien président Sleiman Frangieh, dont les parents ont été assassinés par les FL en 1977 et qui a hérité du fief politique familial à Zghorta. C'est également le cas du ministre de l'Information Michel Samaha, membre des Phalanges libanaises jusqu'en 1985 et proche d'Élie Hobeika au sein des FL.[160]

La polémique au sujet de l'implantation des Palestiniens polarise le champ politique. Comme l'explique le député Nabil de Freige, issue d'une importante famille chrétienne de la Bekaa et membre du bloc parlementaire de Rafic al-Hariri, il ne peut y avoir d'assouplissement de la législation sur la restitution de la nationalité tant qu'une solution n'a pas été trouvée au problème palestinien au Liban :

> « Il n'y aura pas [de loi] pour encourager [les Libanais de l'étranger] à prendre la nationalité avant le règlement du problème palestinien, pour ne pas être obligé [de refuser la nationalité] aux Palestiniens qui sont là depuis 1948. Nous refusons absolument qu'un Palestinien prenne la

159. « Naturalisations, émigrés… », *l'Orient le Jour*, 14 juillet 1994 ; « Naturalisation : et maintenant le tour des émigrés », par Émile Khoury, *l'Orient Le Jour*, 26 juillet 1994, « L'implantation, persistante obsession pour le Liban officiel », par Émile Khoury, *l'Orient le Jour*, 26 août 1994.

160. « La polémique sur le relogement de déplacés palestiniens s'envenime », *l'Orient le Jour*, 25 août 1994 ; « Relogement palestinien : risque de crise politique », dossier par Émile Khoury, *l'Orient le Jour*, 26 août 1994 ; « Réfugiés : le pouvoir tente de désamorcer la crise », dossier par Michel Touma, *l'Orient le Jour*, 30 août 1994 ; « Les Palestiniens du Liban : quel avenir ? », dossier par Paul Khalifeh, *l'Orient le Jour*, 1er septembre 1994.

nationalité libanaise : ils sont là en tant que réfugiés, ils ont un statut de réfugié et ils vont rester en tant que réfugié. Il est hors de question qu'ils prennent la nationalité libanaise, c'est la base [de l'accord de Taëf]. Si on ouvre cette question [la naturalisation de la diaspora], plein de gens vont dire : "ces pauvres palestiniens qui sont là…". Donc on préfère régler le problème palestinien et après je suis pour donner le passeport libanais à toutes personnes qui a un casier judiciaire vide et qui a une origine libanaise. »[161]

De même, Nemet Allah Abi Nasr refuse de lier la restitution de la nationalité à l'implantation des réfugiés palestiniens :

« On a peur de la présence de 475 000 Palestiniens sur le territoire libanais qui doivent retourner en Palestine d'après la résolution 194 de l'ONU. (…) On ne peut pas subir la présence de 475 000 personnes qui représentent 12 % de la population. (…) Qu'est ce qu'il reste de l'élément libanais, pour ne pas dire de l'élément chrétien ?

[Question : la question de l'implantation des Palestiniens au Liban est-elle liée à celle des droits des émigrés ?]

Non. Elle est liée à un pays très peuplé, surpeuplé. On ne peut pas trouver du travail pour nos enfants, on ne peut plus accorder la nationalité et donner du travail à n'importe qui, que ce soit un Palestinien, un Syrien, un Chrétien ou un Musulman.

[Question : est-ce deux combats politiques différents ?]

C'est autre chose. Il y a deux facteurs : (…) cette mosaïque de confessions qui fait l'équilibre d'un pays et la cohabitation entre deux civilisations depuis des siècles. »[162]

Le glissement progressif des prises de position sur le décret de naturalisation est caractéristique de la polarisation confessionnelle du débat politique. Les critiques, qui portent d'abord sur les critères de la naturalisation, sont associées à la revendication pour la restitution de la nationalité. Le non-respect de l'équilibre confessionnel s'impose progressivement comme la question centrale du débat quand le décret devient le vecteur de la critique contre le gouvernement, qui ne respecte pas le principe constitutionnel de la coexistence entre les communautés et dont la

161. Nabil de Freige, entretien à Beyrouth, 10 février 2003.

162. Nemet Allah Abi Nasr, entretien à Jounieh, 19 avril 2003.

politique économique aggrave le déséquilibre confessionnel. Finalement, la polarisation politique au sujet de l'implantation des Palestiniens enferme le débat sur la nationalité dans la logique anxieuse des compromis confessionnels.

B. LE RECOURS JURIDIQUE ET LES LIMITES DU REEQUILIBRAGE

Au moment où la polémique sur l'installation de trois milles réfugiés palestiniens dans l'Iqlim al-Kharroub bat son plein, Nemet Allah Abi Nasr et deux autres avocats de la Ligue maronite, Antoine Akl et Hafez Zakhour, déposent un recours contre le décret de naturalisation auprès du Conseil d'État.[163] Ils dénoncent la naturalisation de réfugiés palestiniens, spécifiquement interdite par l'accord de Taëf, la naturalisation de repris de justice et la naturalisation de Syriens qui ne résident pas au Liban. L'objectif de ce recours est moins l'improbable révision du décret que l'expression d'une opposition de principe et un moyen de pression dans le cadre de négociations futures.

Trois jours plus tard, le comité exécutif de la Ligue maronite se réunit pour entériner une série de nominations, notamment celle de Nemet Allah Abi Nasr au poste de secrétaire général, et pour adopter une série de résolutions. La Ligue maronite rappelle son attachement à la souveraineté du Liban et à la coexistence islamo-chrétienne. Elle demande un partage équitable du pouvoir sur la base d'une nouvelle loi électorale et le renforcement des pouvoirs présidentiels. Elle réclame l'annulation du décret de naturalisation et l'adoption d'un nouveau code de la nationalité qui permette d'octroyer la nationalité aux personnes d'origine libanaise. Enfin, elle s'inquiète des conséquences sociales la politique économique du gouvernement et du projet de relogement des Palestiniens dans l'Iqlim al-Kharroub.[164]

L'Assemblée des évêques maronites se fait l'écho de ces revendications à la fin du mois de septembre. Elle évoque les dangers que fait peser l'implantation des Palestiniens sur la spécificité de l'identité libanaise et dénonce la gravité de la situation socio-économique.[165] Au même moment, le président de la commission de

163. « La Ligue maronite présente un recours en annulation du décret de naturalisation », *l'Orient le Jour*, 27 août 1994.

164. « La Ligue maronite réclame l'amendement de la constitution et de la loi électorale », *l'Orient le Jour*, 30 août 1994.

165. « L'assemblée des évêques maronites critique les récentes décisions du pouvoir », *l'Orient Le Jour*, 27 août et 8 septembre 1994.

naturalisation, Habib Efrem, est reçu par le Patriarche Sfeir et par le président de la Ligue maronite, Ernest Karam.[166]

La presse commence alors à évoquer un projet d'annexe au décret qui le rééquilibrerait en naturalisant vingt mille Chrétiens, dont deux tiers de Maronites.[167] L'origine des Chrétiens qui bénéficieraient de l'annexe pose problème. Selon Nemet Allah Abi Nasr, six mille Maronites qui résident au Liban et ne possèdent pas la nationalité libanaise ont été recensés par la Ligue maronite au moment de la préparation du décret de naturalisation, mais ni la commission de naturalisation, ni la Sécurité générale ne l'ont contacté pour qu'il transmette leurs dossiers, bien que le Patriarche Sfeir ait écrit une lettre officielle à ce sujet.[168]

Selon la presse, les deux tiers des six milles dossiers de naturalisation recueillis par la Ligue maronite et présentés par Nemet Allah Abi Nasr n'ont pas été retenus par la commission de naturalisation car ils concernent des Maronites qui résident à l'étranger[169] alors que la principale condition de la naturalisation est la résidence au Liban. C'est également ce qu'avance Bédaoui Abu Dib :

> « Une des conditions de la naturalisation c'est d'avoir passé un certain temps au Liban. (…) D'ailleurs, on a attaqué ce décret devant le Conseil d'État parce qu'il y a des gens qui n'ont jamais résidé au Liban et à qui on a accordé la nationalité. (…) Ça ne marche pas pour les émigrés, parce qu'ils sont établis à l'étranger. (…) Les émigrés, ce n'est pas la naturalisation qu'ils réclament, s'ils voulaient revenir au Liban pour être inscrits [sur les régistres de l'état civil] ils seraient venus, mais ils ne viennent pas. »[170]

Par ailleurs, le projet d'annexe au décret suscite même des réserves de la part de la Ligue maronite qui insiste sur la révision de la loi de nationalité afin de permettre la restitution de la nationalité. La Ligue maronite vise particulièrement les Maronites de la troisième ou de la quatrième génération que les associations chrétiennes de l'étranger et les ambassades libanaises pourraient se charger de

166. « Sfeir évoque le dossier de la naturalisation avec Karam et Ephrem », *l'Orient le Jour*, 20 septembre 1994.

167. « Entre la frustration… », *l'Orient le Jour*, 23 septembre 1994.

168. Nemet Allah Abi Nasr, entretien à Jounieh, 27 janvier 2006.

169. « Entre la frustration… », *l'Orient le Jour*, 23 septembre 1994.

170. Bédaoui Abu Dib, entretien à Beyrouth, 8 octobre 2005.

retrouver, notamment en Amérique latine, comme l'explique un responsable de la Ligue :

> « Qu'est-ce que 4 000 dossiers de plus alors qu'il s'agit surtout d'une question démographique ? Les 10 000 musulmans de plus aujourd'hui seront 100 000 dans dix années, alors que le nombre de Chrétiens diminue sensiblement. C'est cela le véritable drame des Chrétiens aujourd'hui. »[171]

Tout au long de l'année 1995, la situation reste inchangée. D'un côté, le vice-président du Conseil des ministres, Michel al-Murr, qui a remplacé Béchara Merhej au ministère de l'Intérieur, annonce lors du Festival des Émigrés de Dhour Choueir qu'il s'engage au nom du président Élias Hraoui « à prendre en considération et à étudier d'une manière sérieuse et responsable les droits que [les émigrés] revendiquent. ».[172] De l'autre, Nemet Allah Abi Nasr,[173] le secrétaire général de l'Union, Joseph Francis,[174] et la Commission épiscopale de la diaspora,[175] qui dépend de l'APELC, demandent la restitution de la nationalité aux émigrés, tandis que l'ex-ministre Michel Samaha critique épisodiquement le décret de naturalisation.[176]

171. « Entre la frustration… », *l'Orient le Jour*, 23 septembre 1994.

172. « Murr s'engage à étudier les revendications des émigrés », *l'Orient Le Jour*, 21 août 1995.

173. « Abi Nasr dénonce le déséquilibre au niveau des naturalisations », *l'Orient le Jour*, 23 février 1995 ; « Naamatallah réclame la naturalisation des émigrés », *l'Orient le Jour*, 23 juin 1995 ; « Séminaire de la Ligue maronite en présence des représentants chrétiens », *l'Orient le Jour*, 18 novembre 1995

174. « Le secrétaire général de l'Union culturelle propose d'organiser la naturalisation des émigrés », *An-Nahar*, 28 mars 1995

175. « La Commission épiscopale de la diaspora invite l'État à protéger les droits des émigrés et leurs relations [avec le Liban] », *An-Nahar*, 31 mars 1995

176. « Samaha met en garde contre le danger du décret de naturalisation », *l'Orient le Jour*, 18 août 1995

La création du ministère des Émigrés, sérieusement envisagée par le gouvernement dès 1990, suscite une double opposition : d'une part, du ministre des Affaires étrangères, Farès Boueiz, proche de président de la République, Elias Hraoui, qui refuse d'abandonner une partie des prérogatives de son institution, d'autre part, des opposants à la tutelle syrienne au sein de l'Union qui s'opposent à la réorganisation et à la réunification de leur organisation sous la houlette du ministère des Émigrés.

Finalement créé en 1993, le ministère des Émigrés tombe sous le contrôle du nouveau président du Parlement, Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, qui nomme à sa tête l'un de ses proches, Rida Wahid. Ce dernier, qui cherche à attenuer le mécontentement des forces politiques chrétiennes afin d'asseoir sa légitimité auprès de l'Union, s'oppose bientôt à Nabih Berri qui impose un cadre du mouvement Amal, Haytham Joumaa, au poste de directeur général.

Faute de réel soutien politique, Rida Wahid est progressivement écarté du gouvernement et son ministère reste une coquille vide. D'un côté, le ministère des Affaires étrangères bloque le transfert des services chargés des émigrés et la nomination des Attachés de l'émigration, de l'autre, Elias Hraoui soutien la réunification de l'Union avec l'accord de Nabih Berri sans tenir compte du décret d'interdiction de l'Union émis par Rida Wahid.

Parallèlement, le Premier ministre Rafic al-Hariri abandonne la réforme de la nationalité et décide de publier un décret de naturalisation pour régulariser la situation des nombreux apatrides et résidents de longue durée au Liban, outre les réfugiés palestiniens. Face à l'opacité et aux déséquilibres confessionnels de ce décret, la Ligue maronite saisit le Conseil d'État et demande, avec les autres forces politiques chrétiennes, un assouplissement de la loi sur la restitution de la nationalité. La contestation contre le décret contribue à rapprocher les différentes composantes de l'opposition chrétienne, mais elle alimente également les dérapages confessionnels du débat politique au moment où le processus de paix soulève à nouveau le problème de l'implantation des réfugiés palestiniens au Liban.

Chapitre VII

Resserrer les liens avec la diaspora : multiplication des projets et des revendications (1996-2000)

La période 1996-2000 est marquée par l'échec des négociations syro-israéliennes, les préparatifs successoraux en Syrie, l'enracinement du régime de Taëf et l'alternance à la tête du gouvernement libanais.

Comment le ministère des Émigrés, puis le gouvernement à travers la politique d'émigration, essaient-ils de mobiliser la diaspora face à l'occupation israélienne et face à la crise économique ?

De 1996 à 1998, le ministère des Émigrés est confié à un proche du régime syrien, Talal Arslan, qui insuffle une nouvelle dynamique, mais se heurte à l'Union et au ministère des Affaires étrangères, comme ses prédécesseurs. À partir de 1999, le nouveau Premier ministre, Sélim al-Hoss, qui cumule également le portefeuille des Affaires étrangères et celui des Émigrés, prépare la suppression du ministère des Émigrés tout en chargeant une commission de définir une politique d'émigration.

Comment les revendications en faveur de la restitution de la nationalité s'articulent-elles aux revendications en faveur du droit de vote à l'étranger ?

À l'occasion des élections législatives de 1996, marquée par une plus grande participation chrétienne, les partis et les notables chrétiens réclament à la fois la restitution de la nationalité et le droit de vote à l'étranger. Des représentants de la société civile proposent au contraire de dissocier ces deux revendications afin de dégager un consensus sur le droit de vote à l'étranger, auquel Nabih Berri semble également favorable.

Par la suite, les élections révèlent l'instrumentalisation clientéliste du décret de naturalisation et le ministre de l'Intérieur, Michel al-Murr, qui en est l'un des principaux bénéficiaires, cherche à promulguer l'annexe au décret de naturalisation. Ce projet échoue, puis le président Elias Hraoui présente un projet de loi sur la restitution de la nationalité, tout en rejetant le droit de vote à l'étranger, et Michel al-Murr reprend finalement la proposition d'Elias Hraoui dans son projet de nationalité.

A) 1996-2000 : une période de transition en Syrie et au Liban

1. La Syrie face aux changements

a. L'échec des negociations syro-israeliennes

L'assassinat du Premier ministre israélien, Itzak Rabin, et le gel des négociations avec la Syrie en 1995 ont pour conséquence un regain de tension à la frontière libano-israélienne. En avril 1996, le Premier ministre israélien, Shimon Perès, ordonne une intense campagne de bombardement du Liban Sud et de la banlieue sud de Beyrouth, l'opération *Raisins de la colère*, afin d'affaiblir le Hezbollah, dont les fusées Katioucha menace le nord d'Israël, et de consolider son image dans l'opinion à l'approche des élections anticipées de mai.

Toutefois, les réactions de l'opinion internationale après le bombardement de civils réfugiés dans un camp de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) à Cana (18 avril 1996), qui fait plus de cent morts, et l'implication du président français, Jacques Chirac, qui revient d'un voyage officiel au Liban à l'invitation de Rafic al-Hariri, permettent de dépasser l'unilatéralisme américain en faisant intervenir les différents acteurs impliqués dans le conflit, dont l'Iran, et d'imposer un cessez-le-feu.

L'accord de cessez le feu, signé le 26 avril, octroie de larges prérogatives à un comité de surveillance où siégent le Liban, Israël, la Syrie, la France et les États-Unis. De plus, les parties en confit s'engagent ne pas attaquer les civils, ce qui constitue finalement un avantage stratégique en faveur du Hezbollah puisque Israël ne peut plus avoir recours aux bombardements face aux opérations de guérilla de plus en plus meurtrières menées par le Hezbollah contre l'ALS, qui est de moins en moins fiable, et contre Tsahal dans la zone occupée.

Benyamin Netanyahu gagne les élections israéliennes, arrive au pouvoir en juin 1996 et refuse de respecter les accords d'Oslo. L'occupation du Liban Sud suscite alors de vifs débats qui transcendent les clivages politiques traditionnels. Ariel Sharon, artisan de l'invasion du Liban en 1982, est partisan d'un retrait unilatéral du Liban Sud afin de priver la Syrie de son principal atout dans les négociations sur le Golan. Benyamin Netanyahu propose un retrait progressif en échange du désarmement du Hezbollah et de la signature d'un traité de paix séparé. La Syrie et le

Liban, qui défendent la concomitance des négociations sur le Golan et le Liban Sud, demandent un retrait sans condition.

L'arrivée au pouvoir du travailliste Ehud Barak, en mai 1999, permet la reprise des négociations avec la Syrie sous le patronage de Bill Clinton à Sheperdstown en janvier 2000. Toutefois, les Israéliens refusent de se retirer de la totalité du Golan, comme Itzak Rabin s'y était engagé, et les négociations échouent malgré l'implication du président américain qui veut obtenir à un accord de paix syro-israélien avant la fin de son mandat et qui rencontre Hafez al-Asaad à Genève en mars 2000.

À défaut d'obtenir un accord, Ehud Barak annonce au mois d'avril 2000 le retrait des troupes israéliennes du Liban Sud au plus tard le 9 juillet suivant. À la fin du mois de mai, les Israéliens abandonnent leurs positions et le Hezbollah prend le contrôle des territoires libérés. Les membres de l'ALS s'enfuient en Israël ou sont remis à la justice militaire libanaise. L'armée libanaise ne déploit que 1000 hommes dans l'ancienne zone occupée, malgré les pressions exercées par la France et les États-Unis pour que l'État y réaffirme son autorité (Donati, 2000 ; Picard, 2000).

Le tracé exact de la frontière libano-israélienne, la « ligne bleue », pose un certain nombre de problèmes en raison des empiétements israéliens, mais la plupart de ces litiges sont réglés dans les mois qui suivent. Toutefois, Israël refuse de se retirer des fermes de Cheba, un hameau situé à l'intersection des frontières syriennes, libanaises et israéliennes, dans une zone stratégique et riche en ressources hydrauliques, qui est occupé depuis 1967. Selon Israël, les fermes de Cheba sont syriennes et leur libération relève des négociations sur le Golan. Le Hezbollah et la Syrie estiment que ce territoire est libanais et considèrent donc que la résolution 425 du Conseil de Sécurité, relative au retrait israélien du Liban Sud, n'a pas été totalement appliquée, ce qui justifie la poursuite des opérations de résistance contre Israël.

B. LA SUCCESSION D'HAFEZ AL-ASSAD

Dans la deuxième moitié des années 1990, la succession d'Hafez al-Assad suscite des inquiétudes. À la tête de l'État depuis 1970, ce dernier a centralisé le pouvoir autour de lui en jugulant toute forme d'opposition, en contrôlant les différents organes du régime par un système complexe de pouvoirs et de contre-pouvoirs et en s'appuyant sur des réseaux familiaux et de la communauté alaouite, une branche du

chiisme qui représente près de 10 % de la population syrienne et à laquelle appartient Hafez al-Assad. Même si les risques d'implosion de l'État après sa mort ne semblent pas fondés, car l'armée et les principaux services de sécurité ont intérêt à défendre le système malgré les rivalités qui opposaient leurs chefs, les souvenirs des violences civiles qu'a connues la Syrie au début des années 1980 alimentent les inquiétudes (Seurat, 1989 : 15-52 ; Perthes, 1998).

En effet, en 1983, alors qu'Hafez al-Assad était hospitalisé pour de graves problèmes cardiaques, son frère Rifaat al-Assad tente de s'emparer du pouvoir à la tête des Brigades de défense qui viennent d'écraser l'insurrection des frères musulmans dans la ville de Hama. Les Brigades de défense affrontent sporadiquement les unités fidèles à Hafez al-Assad, jusqu'au moment où ce dernier reprend la situation en main et écarte Rifaat al-Assad du pouvoir. Hafez al-Assad s'appuie alors sur son fils aîné, Bassel al-Assad, mais la mort accidentelle de ce dernier en 1994 ruine ses plans de succession.

Hafez al-Assad rappelle à ses côtés son deuxième fils, Bachar al-Assad, étudiant en ophtalmologie en Grande-Bretagne, à qui il fait suivre une formation accélérée d'officier et qu'il implique dans les principaux dossiers politiques : le Liban, les postes clés, la communauté alaouite et la communauté internationale.

Au Liban, dès 1995, Bachar al-Assad renouvelle les réseaux de l'influence syrienne. Il écarte progressivement le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam, en charge du dossier libanais. Puis, en 1998, il impose le chef de l'armée libanaise, le général Émile Lahoud, comme président de la République, entraînant la démission de Rafic al-Hariri, opposé à Émile Lahoud, et son remplacement par Selim al-Hoss.

En Syrie, Bachar al-Assad mène une campagne anticorruption à partir de 1997, qui lui permet d'écarter ses principaux rivaux et de se construire une image d'intégrité. Le chef des Renseignements généraux, Bachir Najjar, est contraint de quitter ses fonctions en 1997 sous l'accusation de corruption. Le chef de l'état-major de l'armée, le général Hikmat Chehabi, est poussé à la retraite avant de fuir aux États-Unis sous l'accusation de corruption, puis d'être réhabilité en juillet 2000. Sont également accusés de corruption, les anciens ministres Mahmoud Zohbi, qui met fin à ses jours en mai 2000, ainsi que Selim Yassine et Mufid Abd al-Karim, écartés en juillet 2000. Parallèlement, Bachar al-Assad place ses proches aux postes clés, notamment son beau-frère Assef Chawqat à la tête des Renseignements militaires et son frère cadet Maher à la tête de la Garde républicaine.

Bachar al-Assad affirme également son emprise sur la communauté alaouite en démentelant les réseaux de son oncle Rifaat al-Assad, qui utilise le port de Lattaquié pour ses activités de contrebande, et en entravant les activités de ses cousins, les fils de Rifaat al-Assad, dont l'un possède une chaîne de télévision panarabe basée à Londres (ANN).

Enfin, Bachar al-Assad se présente progressivement comme un futur chef d'État aux yeux de la communauté internationale. À partir de 1999, il reçoit le président iranien Khatami dont le pays est un allié stratégique de la Syrie, il renoue avec la Jordanie, où Abdallah II vient de succéder à son père, et il mène des discussions avec l'Arabie Saoudite et la France, principaux alliés de Rafic al-Hariri.

Hafez al-Assad n'a jamais clairement annoncé son intention de transmettre le pouvoir à son fils, car il craint les réactions des caciques du régime, en particulier le vice-président Abdel Halim Khaddam, qui espèrent se partager le pouvoir après sa mort. Au début de l'année 2000, Hafez al-Assad charge le nouveau Premier ministre Mohammed Miro de préparer le neuvième congrès du parti Baas, quinze ans après le huitième congrès qui remonte à 1985. Ce congrès doit permettre à Bachar al-Assad d'entrer dans les instances dirigeantes du parti. C'est la dernière étape du plan successoral élaboré par Hafez al-Assad au terme duquel Bachar al-Assad contrôle les trois principaux organes du régime syrien : le gouvernement, l'armée et le parti.

Hafez al-Assad espère probablement que son fils lui succédera à la fin de son septennat présidentiel commencé en février 1999, au moment où ce dernier aura quarante ans, l'âge légal pour devenir président. Toutefois, Hafez al-Assad meurt d'un arrêt cardio-vasculaire le 10 juin 2000, deux semaines après le retrait israélien du Liban Sud. Ce décès prématuré contraint Bachar al-Assad à accélérer le processus de succession. Immédiatement après la mort d'Hafez al-Assad, le vice-président Abdel Halim Khaddam est contraint de signer un décret qui attribue le commandement en chef de l'armée à Bachar al-Assad qui apparait à la télévision entouré des personnages clés du régime en qui il a confiance : le ministre de la Défense Moustafa Tlass, le chef des Renseignements intérieurs Bahjat Suleiman, le chef d'état-major de l'armée Ali Aslan (Boukhaima, 2000 ; Droz-Vincent, 2001a).

Dans les jours qui suivent, la Constitution est amendée, au cours d'une session parlementaire extraordinaire retransmise à la télévision, afin de permettre à Bachar al-Assad de devenir président malgré ses trente-quatre ans. Puis, le Commandement régional du parti Baas propose Bachar al-Assad comme candidat à la présidence de la

République, après avoir éliminé l'exigence statutaire pour le candidat à la présidence d'être préalablement membre de ce Commandement. Lors des obsèques, Bachar al-Assad accueille les nombreuses délégations et chefs d'État étrangers : le roi Abdallah II de Jordanie, le président iranien Khatami, le président français Chirac, la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright, le président de la République libanaise Émile Lahoud, le Premier ministre libanais Rafic al-Hariri et le président du Parlement libanais Nabih Berri. Une semaine plus tard, lors du neuvième congrès du Baas, Bachar al-Assad est élu secrétaire général du parti. Il dirige le Comité des Six chargé de renouveler la composition du Commandement régional et du Comité central du parti. Enfin, le Parlement approuve sa candidature à la présidence de la République et Bachar al-Assad est plébiscité par le peuple le 10 juillet 2000.

2. Vers une reconfiguration de la scène politique libanaise

A. L'ENRACINEMENT DU REGIME DE TAËF

Au Liban, les élections législatives de 1996 ont lieu à l'échéance prévue malgré la détérioration de la situation régionale consécutive à l'assassinat d'Itzak Rabin et au bombardement du Liban Sud. La nouvelle loi électorale est presque identique à celle de 1992, à l'exception de la Bekaa qui forme désormais une seule circonscription au lieu de trois. Une dizaine de députés saisissent le Conseil constitutionnel pour demander l'invalidation de la loi électorale, car elle ne respecte pas les principes fixés par l'accord de Taëf, mais le Conseil constitutionnel rejette leur plainte au nom des « circonstances d'une extrême gravité » que traverse le pays.

Au Mont Liban et au Liban Nord, plusieurs personnalités politiques chrétiennes, parmi celles qui ont boycotté le scrutin en 1992, décident de revenir dans le jeu politique, alors que les leaders politiques chrétiens en exil continuent de prôner le boycott. Cette stratégie s'avère payante pour Boutros Harb, élu au Liban Nord, Pierre Dacache, élu à Baabda sur une liste d'alliance avec le Hezbollah, Nassib Lahoud, élu dans le Metn, mais Albert Moukhaiber ne réussit pas à vaincre la machine électorale du ministre de l'Intérieur Michel al-Mur dans le Metn.

Au Liban Sud et dans la Bekaa, le mouvement Amal de Nabih Berri est sérieusement menacé par la popularité du Hezbollah qui incarne totalement la résistance à Israël après les bombardements d'avril 1996. Pour éviter d'être

marginalisé, Nabih Berri sollicite Hafez al-Assad qui impose des listes communes Amal-Hezbollah au Liban Sud et dans la Bekaa.

Enfin, à Beyrouth, le scrutin a valeur de test pour Rafic al-Hariri qui, après une campagne extrêmement coûteuse, gagne la plupart des sièges de la capitale.

Les élections de 1996 consacrent l'influence des réseaux syriens dans la vie politique et marquent l'enracinement du régime politique de Taëf. Le taux de participation est supérieur à 40 %, un résultat relativement important qui montre les limites du boycott et qui apporte une réelle légitimité aux députés. Le nouveau Parlement, beaucoup plus homogène que le précédent, est dominé par les blocs parlementaires de Nabih Berri, qui est réélu président du Parlement, et de Rafic al-Hariri. Ce dernier est reconduit dans ses fonctions, mais il est contraint d'accepter un nombre important de ministres proches la Syrie dans son gouvernement (Rougier, 1997 ; *The Parliement of Yes-Men*, 1996 ; *The 1996 Elections by Region*, 1996).

À la fin du mandat d'Élias Hraoui en novembre 1998, Rafic al-Hariri ne peut empêcher l'élection d'Émile Lahoud à la présidence de la République. Comme en 1995, il refuse alors d'être candidat à sa propre succession, espérant probablement susciter l'intervention d'Hafez al-Assad alors que son rôle clé dans la reconstruction implique son maintien au pouvoir. Toutefois, Rafic al-Hariri est remplacé par Sélim al-Hoss qui compose un gouvernement restreint avec des proches de Damas et plusieurs technocrates indépendants[177], dans lequel il cumule les fonctions de Premier ministre, de ministre des Affaires étrangères et de ministre des Émigrés. Le départ de Farès Boueiz du ministère des Affaires étrangères et l'arrivée de Sélim al-Hoss marque un renforcement des pressions diplomatiques exercées par le Liban en faveur de la résistance à l'occupation israélienne et de la libération sans condition du Liban Sud, en coordination avec la Syrie.

Pour l'opinion publique, l'arrivée au pouvoir d'Émile Lahoud et de Sélim al-Hoss marque le début d'une nouvelle ère caractérisée par la fin de l'affairisme qui a terni l'image de Rafic al-Hariri et de ses proches. Dans un contexte économique difficile en raison du ralentissement de la croissance et de l'augmentation de la dette publique, le nouveau régime reçoit le soutien de l'administration américaine et de la

177. « Le soutien américain pourrait compenser le départ de Hariri » ; « Sélim al-Hoss numéro trois fait face à son défi le plus difficile », *Mideast Mirror*, 9 et 13 décembre 1998.

Banque mondiale pour mettre en place un programme de réduction du déficit public fondé sur la création de nouvelles taxes et la réforme de l'administration.

L'élection d'Émile Lahoud à la présidence est également ressentie comme la fin de la marginalisation politique des Chrétiens imputable, entre autres causes, à l'affaiblissement de la fonction présidentielle à laquelle Émile lahoud veut mettre fin. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'engagement du nouveau président à promouvoir une loi électorale plus juste pour les Chrétiens.

B. LE TOURNANT DES ELECTIONS LEGISLATIVES DE 2000

La loi électorale adoptée à la fin de l'année 1999 pour les élections de l'été 2000 est un compromis entre les petites circonscriptions, dans lesquelles l'électorat est confessionnellement homogène, et les grandes circonscriptions, où l'électorat chrétien a tendance à être noyé dans l'électorat musulman. Beyrouth est divisée en trois circonscriptions, le Liban Nord, la Bekaa ;le Liban Sud[178] en deux circonscriptions et le Mont Liban en quatre circonscriptions. La nouvelle loi électorale est relativement plus avantageuse pour les députés chrétiens que les lois de 1992 et de 1996 car ces derniers s'adressent à un électorat plus homogène. Le rattachement du *caza* de Bcharré à la circonscription de Denniyé marque toutefois la limite de cette ouverture politique puisqu'il a pour objectif de noyer l'électorat chrétien du fief de Samir Geagea (Nassif, 2000 ; Haddad, 2000 ; Picard, 2001).

Les élections ont lieu trois mois après le retrait unilatéral de l'armée israélienne du Liban Sud et l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad. Un certain flottement au sein du régime syrien explique la multiplication des appels pour le retrait de l'armée syrienne lors de la campagne électorale, alors que ce sujet était *quasi* tabou jusqu'alors.

Au Mont Liban, Walid Joumblatt, qui fait figure d'opposant contre les candidats soutenus par Émile Lahoud et Sélim al-Hoss, créé un axe druzo-chrétien en s'alliant avec les principales figures politiques maronites locales. Lors de la campagne, Walid Joumblatt attaque avec virulence le nouveau régime, dénonçant sa militarisation et l'intervention des services de sécurité dans la politique depuis l'arrivée au pouvoir d'Émile Lahoud. Parallèlement, il multiplie les gestes en

178. Les deux circonscriptions du Liban Sud sont temporairement considérées comme une seule en raison de l'occupation israélienne, mais ce découpage est maintenu malgré le retrait israélien.

direction de l'opposition chrétienne : appel à la libération de Samir Geagea et au retour d'exil de Michel Aoun, présence massive de ses partisans aux obsèques de Raymond Eddé, mort en exil à Paris et dont le corps est rapatrié au Liban. La victoire de Joumblatt est totale dans la circonscription du Chouf et son allié Fouad Al-Saad obtient sept sièges sur onze à Baabda-Aley. Dans le reste du Mont Liban, les candidats de l'opposition font de meilleurs scores qu'en 1996, comme Nassib Lahoud, Albert Moukhaiber et Pierre Amin Gemayel, le fils d'Amin Gemayel, qui obtiennent trois sièges sur sept dans le Metn face au ministre de l'Intérieur Michel al-Murr.

Les listes soutenues par le pouvoir subissent également plusieurs revers au Liban Nord et ces élections marquent le début d'une nouvelle dynamique politique pour les Chrétiens. Nassib Lahoud fonde le mouvement du Renouveau démocratique sur la base d'un programme de dépassement du confessionnalisme et d'émancipation de la tutelle syrienne. Le Patriarche maronite Nasrallah Sfeir rassemble autour de lui les principales forces politiques maronites, dont les FL et Amin Gemayel revenu d'exil, dans le cadre du rassemblement de Kornet Chehwan qui a pour objectif le retrait de l'armée syrienne du Liban.

À Beyrouth, Rafic al-Hariri présente trois listes contre Sélim al-Hoss qui s'est allié à deux autres figures politiques sunnites de la capitale, Tammam Salam et Fouad Makhzoumi. Il créé la surprise en imposant l'ensemble de ses candidats grâce à des moyens financiers sans précédent et, probablement, l'appui de certains services de renseignement. Ces résultats constituent un désaveu pour Sélim al-Hoss, sanctionné sur son bilan économique, et pour Émile Lahoud, qui a mobilisé la communauté sunnite contre lui en voulant renforcer la fonction présidentielle au détriment du Premier ministre.

Enfin, au Liban Sud et dans la Bekaa, les listes communes d'Amal et du Hezbollah, qui incarnent la victoire contre l'occupation israélienne, sont plébiscitées.

Le résultat des consultations parlementaires contraignent Émile Lahoud à nommer Rafic al-Hariri à la présidence du Conseil des ministres, alors qu'il a souvent répété qu'il ne gouvernerait pas avec lui. Rafic al-Hariri prend la tête d'un large gouvernement de trente ministres avec ses proches et ceux d'Émile Lahoud, de Nabih Berri, de Walid Joumblatt et de Damas, ainsi qu'avec des figures locales ou communautaires et quelques ministres indépendants.

B) Mobiliser la diaspora face à l'occupation israélienne et à la crise économique

1. La nouvelle dynamique du ministère des Émigrés

A. L'ECHEC DE LA BREVE REUNIFICATION DE L'UNION

Nous avons vu précédemment le rôle joué par Rida Wahid, puis par Ali al-Khalil à la tête du ministère des Emigrés. Talal Arslan, qui leur succède après les élections législatives de 1996, n'est pas un proche de Nabih Berri. Il est le fils de l'émir Majid Arlsan, figure politique de l'indépendance et chef d'une ancienne et importante famille druze du Chouf traditionnellement rivale de la famille Joumblatt. Il est également apparenté à la famille Joumblatt par sa mère, Khawla Joumblatt, que son père a épousé en deuxième noce. Après le décès de son père, Talal Arslan a suivi une partie de sa scolarité à l'étranger et a obtenu une licence de science politique à l'université Georges Washington aux États-Unis. Revenu au Liban à la fin de la guerre civile, il a été nommé ministre du Tourisme dans le gouvernement d'Omar Karamé de 1990 à 1992 et a occupé le siège parlementaire de son père à Baabda-Aley à partir de 1991.

Au ministère des Émigrés, Talal Arslan fait face, tout d'abord, aux tensions qui minent l'Union depuis plusieurs mois, que nous avons décrit précédemment. Le mandat du président Georges Antoine, élu deux ans plus tôt à Sao Paulo, a pris fin au mois de septembre sans qu'un accord soit trouvé sur le nom de son successeur. Le président du Conseil continental nord américain, Naji Naïm, se rend alors au Liban où il rencontre le Patriarche maronite, Nasrallah Sfeir, auprès de qui il dénonce le « complot » fomenté par le ministère des Émigrés pour contrôler l'Union.[179]

Peu après, au début de l'année 1997, le secrétaire général de l'Union, Joseph Francis, nommé en même temps que Georges Antoun à Sao Paulo, rencontre le Patriarche maronite qui prépare une grande tournée au Brésil au début du mois de mars.[180] Deux jours après cette entrevue, Joseph Francis annonce que le prochain Congrès mondial de l'Union, le onzième, aura lieu au Liban au mois d'avril. Il précise

179. « Certains parties désirent imposer leur contrôle sur les émigrés », *l'Orient le Jour*, 24 septembre 1996.

180. « La prochaine visite de Sfeir au Brésil évoquée à Bkerké », *l'Orient le Jour*, 23 janvier 1997.

que le ministre des Émigrés, Talal Arslan, qui prépare également une tournée en Amérique du Sud,[181] reconnaît l'indépendance de l'Union.[182]

Le onzième congrès n'a toutefois pas lieu à Beyrouth, car Naji Naïm contre attaque après le retour du Patriarche Sfeir du Brésil. En avril, il invite une quarantaine de représentants de l'Union à Los Angeles pour y tenir le Congrès mondial de l'Union. À l'issue de congrès, Naji Naïm est élu à la présidence de l'Union pour un an, jusqu'au douzième Congrès mondial prévu en avril 1998, et le secretariat général est confié à Joseph Younès, qui a déjà occupé cette fonction sous Anouar al-Khoury. De plus, Anouar al-Khoury est élu à la tête d'un conseil d'arbitrage chargé de régler le conflit avec Georges Antoun qui, sans surprise, tranche quatre mois plus tard en faveur de Naji Naïm.[183]

Les congressistes adoptent également plusieurs résolutions opposées à la Syrie et au ministère des Émigrés, mais favorables au ministère des Affaires étrangères : déploiement de l'armée libanaise sur tout le territoire et fin des ingérences étrangères ; révision des prérogatives du ministère des Émigrés, annulation du décret interdisant l'Union et appel au dialogue avec Arslan ; soutien à Farès Boueiz pour ses positions en faveur des droits des émigrés.[184] Toutefois, ces résolutions placent Farès Boueiz dans une situation délicate et le nouveau secrétaire général Joseph Younès annonce un mois plus tard la rupture définitive des relations entre l'Union et le ministère des Affaires étrangères.[185]

Peu après le congrès de Los Angeles, les branches africaines de l'Union annoncent qu'elles refusent de reconnaître la légitimité de Naji Naïm et de Joseph Francis.[186] Le président du Parlement, Nabih Berri, propose alors de tenir le prochain congrès mondial de l'Union au Liban et de la restructurer sous l'égide d'un Conseil supérieur de l'émigration qui serait également chargé de définir une politique de l'émigration (*siyasa ightirabia).*[187]

---

181. « Arslan reçoit des personnalités de la Diaspora libanaise », *l'Orient le Jour*, 19 février 1997.

182. « Le 11e congrès de l'ULCM en avril à Beyrouth », *l'Orient le Jour*, 29 janvier 1997.

183. « Naïm et Younès sont légitimes, mais pas Antoun et Francis », *An-Nahar*, 30 août 1997.

184. « Nouvelles résolutions, dialogue avec le ministère et suppression du n°1 », *An-Nahar*, 9 avril 1997.

185. « L'ULCM rompt avec le ministère des Affaires étrangères », *l'Orient le Jour*, 21 mai 1997.

186. « Contre-offensive de la branche Afrique de l'ULCM », *l'Orient le Jour*, 22 mai 1997 ; « Le continent africain de l'Union culturelle : la direction de Los Angeles est illégale », *As-Safir*, 22 mai 1997.

187. « Les émigrés, un potentiel que le système transforme en slogan creux », *l'Orient le Jour*, 1er août 1997.

Parallèlement, Talal Arslan rencontre Nabih Berri, le président Élias Hraoui et le Premier ministre Rafic al-Hariri à l'occasion du camp d'été que son ministère vient d'organiser pour des jeunes d'origine libanaise.[188] Deux jours plus tard, il annonce la tenue du onzième Congrès mondial de l'Union à Beyrouth le 23 novembre suivant, sous le patronage d'Élias Hraoui et au palais de l'Unesco, où elle a été fondée quarante ans plus tôt.[189]

Si Élias Hraoui apporte sa caution à Talal Arslan, alors qu'il n'a jamais soutenu le ministère des Émigrés, c'est qu'il a besoin du soutien de ce dernier et de la branche brésilienne de l'Union pour sa tournée au Brésil, prévue en septembre, à l'occasion de laquelle il espère imposer une modification de la loi sur la restitution de la nationalité, comme nous le verrons.

Finalement, le onzième Congrès de l'Union n'a pas lieu en novembre 1997 au Palais de l'Unesco, mais en janvier 1998 à l'hôtel Coral Beach, là où s'est réunie en 1991 la commission temporaire présidée par Ali al-Sabbah. Le congrès est effectivement placé sous le patronage d'Élias Hraoui, mais ce denier n'est pas présent à l'inauguration. Talal Arslan rappelle dans son discours que l'Union ne doit pas être une tribune politique pour « exciter les passions confessionnelles et attaquer l'État ». Il demande également au ministère des Affaires étrangères de permettre l'affectation des Attachés de l'émigration dans les ambassades et affirme qu'il soutient la restitution de la nationalité à ceux des émigrés « qui le méritent ».[190]

Le congrès de l'hôtel Coral Beach confirme Georges Antoun et Joseph Francis dans leurs fonctions de président et de secrétaire général de l'Union. Par ailleurs, le président du Conseil continental africain, Najib Zaher, prend la tête d'un conseil d'arbitrage pour régler le conflit avec Naji Naïm. Enfin de nouveaux représentants sont choisis pour chaque continent (Aql, 2002 : 378-379).[191] Joseph Younès, le

188. « Les jeunes émigrés reçus à Baabda » ; « Berry : cessons de traiter la diaspora comme une vache laitière », *l'Orient le Jour*, 12 et 13 août 1997.

189. « Arslan demande la convocation du 11e congrès de l'ULCM le 23 novembre à Beyrouth », *l'Orient le Jour*, 27 août 1997.

190. « Arslan met en garde contre les divisions dans les rangs de l'émigration », *l'Orient le Jour*, 10 janvier 1998.

191. « Arslan met en garde contre les divisions dans les rangs de l'émigration », *l'Orient le Jour*, 10 janvier 1998 ; « Le premier congrès de l'Union culturelle à Beyrouth depuis 25 ans. Antoun président, Nasser, Hojeij et Abou Sleiman députés et Francis secrétaire général », *As-Safir*, 10 janvier 1998 ; « L'ULCM met l'accent sur l'unité des rangs », *l'Orient le Jour*, 12 janvier 1998 ; « Un comité pour consolider l'unité, des centres culturels et éducatifs, des incertitudes sur la légalité des élections et des appels aux retrouvailles », *Ad-Diar*, 12 janvier 1998.

secrétaire général de la faction rivale de l'Union, n'attend pas la fin du congrès de Coral Beach pour attaquer Georges Antoun et Joseph Francis qu'il juge illégitimes. Il organise une conférence de presse au ministère des Affaires étrangères, avec qui il n'a pas vraiment rompu, et une rencontre avec le Patriarche Sfeir.[192]

La polémique enfle dans les jours suivants avec les déclarations virulentes des représentants américains et australiens de l'Union, auxquels s'associe même le président du Conseil national zaïrois qui refuse finalement le poste auquel il vient d'être élu.[193] Le directeur général du ministère des Émigrés, Haytham Joumaa, reconnaît alors que les élections du congrès de Coral Beach n'ont pas été transparentes, mais il assure que le ministère est neutre dans le conflit qui divise l'Union.[194]

B. RECREER L'UNION A DEFAUT DE LA REUNIFIER

Face aux échecs successifs rencontrés par les tentatives de mise sous tutelle et de réunification de l'Union, Talal Arslan adopte une stratégie différente qui consiste à organiser des congrès sous le patronage du ministère des Émigrés. Dès le mois de février 1998, Talal Arslan et le ministre de l'Information, Bassem Sabeh, proche de Rafic al-Hariri, inaugurent la « Rencontre des médias de l'émigration » au cours de laquelle une quarantaine de responsables de presse discutent de la coopération médiatique entre le Liban et sa diaspora, plus précisément du rôle des médias dans la lutte contre l'occupation israélienne. Les congressistes adoptent plusieurs résolutions, notamment de la rééditer l'année suivante et de créer un secrétariat général (Aql, 2002 : 323).

192. « Younès : sur quelle loi se fonde l'ancien comité pour organiser son congrès », *l'Orient le Jour*, 9 janvier 1998 ; « Les émigrés lancent un défi au sujet de la révision bidon de la ligue » *Daily Star*, 12 janvier 1998.

193. « Nouvelles objections à la rencontre de Coral Beach. Désapprobation de l'Australie et de l'Amérique latine », *An-Nahar*, 13 janvier 1998 ; « Le congrès des émigrés au Coral Beach vivement contesté », *l'Orient le Jour*, 16 janvier 1998 ; « Antoun : certaines personnes ne bénéficient d'aucune légalité. Naïm : l'Union rejette la mainmise comme fait accompli », *Ad-Diar*, 16 janvier 1998.

194. « Le ministère des Émigrés assure qu'il est neutre et considère que les élections sont truquées. Les échanges d'accusation entre les élus et les opposants imposent une intervention rapide pour régler le problème », *Al-Liwa*, par Hassan Mahi ad-Din, 16 janvier 1998.

L'exceptionnelle couverture médiatique de cette réunion permet à Talal Arslan de faire parler de son ministère,[195] même si le quotidien d'opposition *An-Nahar* saisit cette occasion pour publier deux tribunes qui critiquent cette administration.[196] Talal Arslan dénonce notamment la situation des Attachés de l'émigration qui sont toujours bloqués à Beyrouth. En effet, après sa nomination au ministère des Émigrés, le ministre des Affaires étrangères, Farès Boueiz, lui a promis de régler rapidement ce problème, mais l'affectation des Attachés de l'émigration dans les ambassades continue d'être reportée sous prétexte que leurs prérogatives ne respectent pas les usages diplomatiques de la convention de Vienne et que, outre le Brésil, le Mexique, l'Australie et le Canada refusent leur nomination.[197]

Le 19 février 1998, moins d'un mois après la Rencontre des médias de l'émigration, s'ouvre un autre congrès organisé par Talal Arslan qui rassemble 150 associations et 250 hommes d'affaires, médecins, avocats ou ingénieurs de la diaspora libanaise. Le « Congrès des ligues, des associations et des clubs de l'émigration » se tient au Palais de l'Unesco sous le patronage de Nabih Berri. Lors de l'inauguration, ce dernier rappelle les multiples projets liés à la diaspora qu'il soutient : télévision satellitaire, fonds d'investissement, recensement de la diaspora, carte de l'émigré, participation des émigrés à la vie politique, etc. Quand à Talal Arslan, il insiste sur la création d'un groupe de pression et sur l'affectation des Attachés de l'émigration. Il propose également d'organiser un congrès des hommes d'affaires émigrés, de créer

195. « Une tentative pour renforcer les relations [entre le Liban et les émigrés] et pour transmettre une image vivante de la patrie. Reproches des émigrés et espoir… et un appel pour la nomination des Attachés de l'émigration » par Saada Allou, « Clôture du congrès médiatique de l'émigration : appel pour ré-étudier la diffusion [des émissions] de politique par satellite », « Recommandations du premier congrès médiatique de l'émigration : un secrétariat général permanent et un congrès annuel à Beyrouth », *As-Safir*, 20, 23 et 25 février 1998 ; « Coopération en matière d'information entre le Liban et la diaspora », « Plaidoyer pour une coopération accrue entre les médias locaux et ceux de l'émigration », *l'Orient le Jour*, 21 et 23 février 1998 ; « Arslan annonce un plan complet pour la réalité de l'émigration. Al-Sabba invite les journalistes, les résidents et les émigrés à la coordination », *Ash-Sharq al-Awsat*, 21 février 1998 ; « Arslan dénonce l'echec de la construction de liens avec les émigrés » par Zayan Khalil, « Obeid appelle à la création d'un organisme médiatique mondial pour promouvoir les relations avec la diaspora » par Marlin Dick, « Appel de la conférence des médias : rester en relation pour construire des liens avec la diaspora », par Nadine Alfa, *Daily Star*, 21, 23 et 25 février 1998.

196. « Une communication difficile totalement coupée et boycottée » par Wissam Saab, « Le ministère des Émigrés est un titre qui cherche un contenu » par Nizar Dandash, *An-Nahar*, 25 février 1998.

197. « Le défi de garder la diaspora libanaise en relation avec les racines de son pays d'origine », *Daily Star*, 10 juillet 1997 ; « Les émigrés un potentiel… », *l'Orient le Jour*, 1er août 1997 ; Antoine Abboud, entretien à Beyrouth, 19 mai 2003.

une chambre de commerce et d'industrie de la diaspora libanaise et de mettre en place des zones franches destinées aux émigrés dans les villes portuaires libanaises, comme l'a déjà imaginé Rida Wahid.[198]

À l'issue du congrès, différentes résolutions sont adoptées : respect de l'autorité du ministère des Émigrés, soutien à l'armée libanaise et à la résistance contre l'occupation israélienne, mise en place d'une politique culturelle et linguistique dans la diaspora, restitution de la nationalité et droit de vote à l'étranger, exemption de service militaire pour les enfants d'émigrés, coopération entre les associations de la diaspora et le Liban, organisation d'un nouveau congrès l'année suivante, etc. L'une des résolutions rappelle que l'Union est la base de la représentation des émigrés, mais ce congrès apparaît comme un premier pas vers la création d'une nouvelle fédération des associations de la diaspora (Aql, 2002 : 323-324).[199]

Malgré ces résolutions consensusuelles et le relatif succès de ce congrès, le ministère des Émigrés reste embourbé dans le conflit qui l'oppose au ministère des Affaires étrangères. Dans un contexte marqué par la dégradation des capacités budgétaires du gouvernement, en raison du ralentissement économique et de l'augmentation de la dette publique, plusieurs articles d'opinion s'interrogent alors sur l'avenir du ministère des Émigrés. Dans le quotidien d'opposition *An-Nahar*, Boustros Andari, journaliste établi en Australie, critique les ambitions hégémoniques du ministère des Émigrés, son absence de stratégie globale et la faiblesse de ses réalisations et propose de le supprimer ou de l'intégrer dans le ministère des Affaires étrangères.[200] Le journaliste Hussein Hassoun du quotidien *As-Safir* reconnaît également les dysfonctionnements du ministère des Émigrés, mais explique que ses

198. « Berry préconise la création d'un Fonds national d'aide au Trésor libanais », *l'Orient le Jour*, 20 mars 1998 ; « Berri lors de l'ouverture du premier congrès des ligues et des associations de l'émigration : pas d'accomplissement pour le Liban sans la participation de ses citoyens à la vie politique », *An-Nahar*, 20 mars 1998 ; « Ouverture du congrès des clubs et des associations de l'émigration : Berri avance un projet de souscription dans l'intérêt du Trésor et du pays », *As-Safir*, 20 mars 1998.

199. « Le congrès des ligues et des clubs de l'émigration au jour des résulats. Les inquiétudes de l'intérieur et de l'extérieur s'accumulent envers les épreuves dans différents domaines », *Al-Liwa*, 24 mars 1998 ; « Recommandations du congrès de l'émigration à la clôture de ses travaux : soutien à l'armée et à la résistance et [appel à la] libération du Sud », *An-Nahar*, 24 mars 1998.

200. « Le conflit entre la Deuxième République et l'émigration », *An-Nahar*, par Boutros Andari, 16 mai 1998.

difficultés ont pour origine l'antagonisme avec le ministère des Affaires étrangères, les ingérences politiciennes et les querelles internes de l'Union.[201]

Dans les mois qui précèdent la fin du mandat présidentiel d'Élias Hraoui, Talal Arslan exerce d'ultimes pressions pour débloquer la situation dans laquelle son ministère se débat depuis sa création. À l'occasion de sa tournée aux États-Unis, il propose de créer une nouvelle fédération des associations de la diaspora,[202] mais ce projet n'a aucune suite. Il obtient également du gouvernement deux arrêtés puis un décret relatifs à l'affectation les Attachés de l'émigration,[203] datés du 27 mai et du 4 juin 1998 et nº 11138 du 9 octobre 1998, mais Farès Boueiz continue de s'y opposer. Seule la deuxième édition du camp d'été des jeunes d'origine libanaise connaît un relatif succès.[204]

Progressivement, même les partisans du ministère des Émigrés semblent considérer sa suppression, ou son inclusion dans le ministère des Affaires étrangères, comme l'unique solution. Lors de la troisième rencontre des parlementaires d'origine libanaise organisée par Nabih Berri au printemps 1998, par exemple, les résolutions portent sur la réunification de l'Union, l'enseignement de l'arabe dans la diaspora, la restitution de la nationalité, le développement des relations commerciales et touristiques entre le Liban et la diaspora, mais aucune ne traite des problèmes du ministère des Émigrés.[205]

Le quotidien *As-Safir*, qui a toujours défendu le ministère des Émigrés, relaie les propositions d'un diplomate anonyme qui propose de remplacer le ministère des Émigrés par un Conseil national pour les affaires de l'émigration, patronné par le ministère des Affaires étrangères et lié au Parlement, dont les membres élus seraient

201. « Mise en garde contre la transformation de l'émigré en descendant », par Hussein Hassoun, *As-Safir*, 21 mars 1998.

202. « Arslan : pour la conversion de l'argent de l'émigration en un lobby qui soutienne la libération du Liban », « L'unité de l'émigration est source de force », *An-Nahar*, 31 août et 3 septembre 1998.

203. « Les blocs parlementaires soutiennent [la réforme de la loi] pour résoudre un problème vieux de quatre ans. Al-Hoss pourrait demander l'ajournement pour un complément d'étude et de conseil » par Kamal Zabian, *Ad-Diar*, 26 mai 1999.

204. « Arslan : le ministère des Émigrés n'a pas reçu le soutien attendu de l'État », *Al-Anouar*, 25 juillet 1998 ; « Des barrières linguistiques, mais un dénominateur commun : l'attachement au pays d'origine », *l'Orient le Jour*, 27 juillet 1998.

205. La Revue parlementaire, Direction générale du Centre d'étude et de documentation de l'Assemblé nationale libanaise, vol. 27, juin 1998, p. 50.

issus de la diaspora.[206] L'ancien ministre des Émigrés Radi Wahid, qui ne s'est pas exprimé sur ce sujet depuis sa démission, revient sur la paralysie de son ministère et prédit sa disparition après l'élection présidentielle.[207]

Après l'arrivée au pouvoir d'Émile Lahoud, l'inclusion du ministère des Émigrés dans le ministère des Affaires étrangères est présentée comme l'un des aspects d'une réforme globale des structures de l'État.[208] Pour Ali Hamdan, le consensus sur la suppresion du ministère des Émigrés répond finalement au besoin de reconciliation.[209]

2. La politique d'émigration : une alternative au ministère des Emigrés

A. LES ECUEILS DE LA SUPPRESSION PROGRAMMEE DU MINISTERE DES ÉMIGRES

L'élection d'Émile Lahoud à la présidence de la République et la nomination de Sélim al-Hoss à la tête du gouvernement à la fin de l'année 1998 marquent pour l'opinion publique et, dans un moindre mesure, pour la communauté internationale, le début d'une nouvelle ère caractérisée par une présidence forte, la fin de l'affairisme et l'assainissement des finances publiques. Sélim al-Hoss prend la tête d'un gouvernement restreint dans lequel il cumule les fonctions de Premier ministre, de ministre des Affaires étrangères et de ministre des Émigrés.

Lors de la cérémonie de transmission des pouvoirs entre Talal Arslan et Sélim al-Hoss ce dernier n'évoque pas l'avenir du ministère des Émigrés qui est confié à son directeur Haytham Joumaa.[210] Ce dernier représente le ministère des Émigrés quand plusieurs centaines de Libanais sont bloqués au milieu des combats à Freetown en Sierra Leone,[211] puis il élabore un plan de travail pour l'année 1999 avec l'assistance

206. « Un plan en quatre points pour construire une politique de l'émigration » par le rédacteur des Affaires étrangères, *As-Safir*, 20 août 1998.

207. « Nous estimions que le face à face aurait lieu au niveau du droit et des décrets-cadres, mais [il y avait] un plan pour en neutraliser l'application. Notre désaccord de principe avec les personnes insatisfaites du ministère des Affaires étrangères oppose l'esprit des institutions à l'esprit des factions » par Hassan Muhi ad-Din, *Al-Liwa*, 14 octobre 1998.

208. « Vers un retour du ministère des Émigrés dans le cadre des Affaires étrangères, un début pour une étape spécifique et pour un rôle plus actif », *Al-Liwa*, 24 novembre 1998.

209. Ali Hamdan, entretien à Beyrouth, 3 novembre 2003.

210. « Le Premier ministre : les émigrés sont une vraie richesse pour le Liban », *al-Kifah al-Arabi*, 10 décembre 1998.

211. « Le directeur des Émigrés à al-Anouar : les forces africaines ont permi aux Libanais d'évacuer le centre de Freetown » par Rana Sidani, *Al-Anouar*, 15 janvier 1999 ; « La

d'un conseiller de Sélim al-Hoss, Ahmad Tabbarah. Ce plan, adopté par le gouvernement au mois de février 1999, perpétue les initiatives de Talal Arslan et reprend d'anciens projets : organisation du troisième camps d'été des jeunes d'origine libanaise, du deuxième congrès des associations de la diaspora et du premier congrès pour l'enseignement de l'arabe ; affectation des Attachés de l'émigration dans les ambassades ; encadrement des associations de la diaspora et mise à l'écart de l'Union ; création d'un lobby contre Israël ; recensement des émigrés.[212]

Le ministère des Émigrés continue d'être l'objet de vives critiques, en particulier de la part du quotidien d'opposition *An-Nahar* qui l'accuse de dilapider inutilement un budget de cinq milliards de Livres libanaises, c'est-à-dire 3,3 millions dollars.[213] Cette estimation semble toutefois surévaluée comparé au budget du ministère sous Talal Arslan qui, selon ce dernier, n'a pas dépassé un milliard de Livres libanaises.[214]

Le deuxième Congrès des associations de la diaspora a lieu au mois de mai 1999. Dans son discours inaugural, Sélim al-Hoss rappelle les grandes lignes de sa politique étrangère et appelle à la création d'un groupe de pression au sein de la diaspora pour défendre les causes arabes. Toutefois, il n'évoque pas l'avenir de l'Union, dont Najib Zaher demande par ailleurs le renforcement,[215] et se prononce contre le droit de vote à l'étranger sous pretexte que cela soulève d'importantes difficultés logistiques.[216] Durant le congrès, cinq commissions spécialisées abordent

confiance entre l'État et les communautés libanaises [de l'émigration] est nécessaire. Nous avons mis en place des questionnaires sur la diaspora et un plan d'urgence » par Mohammed Khalil Saba'i, *Al-Anouar*, 24 février 1999.

212. « Les nominations claires et objectives sur un principe ambitieux et légal. Le mécanisme d'application pour assurer le lien et pour renforcer la confiance entre le Liban des résidents et les émigrés », *al-Liwa*, 16 février 1999 ; « Joumaa : l'État veut sérieusement consolider les liens avec l'émigration et il se porte garant de la déclaration présidentielle et de la déclaration ministérielle » *Al-Liwa'*, 9 mars 1999.

213. « Le ministère des Émigrés travaille… sans politique d'émigration » par H. Homsi, *An-Nahar*, 5 mars 1999.

214. « Les partis ont dévoré l'administration, mais la réforme était nécessaire », *Al-Afkar*, 18 janvier 1999.

215. « Najib Zaher : l'Union culturelle dans le monde doit se développer et le conflit entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Émigrés nous a desservi », *An-Nahar* (suppl.), 5 mai 1999.

216. « Hoss : l'émigré peut exercer son droit de vote », *l'Orient le Jour*, 8 mai 1999 ; « Le Premier ministre définit les articulations de la politique étrangère et appelle les émigrés à participer à la reconstruction », *An-Nahar*, 8 mai 1999.

thématiques suivantes : les associations, la nationalité et l'état civil, l'enseignement et la jeunesse, les affaires sociales et les familles, l'investissement. [217]

Les travaux de cette cinquième commission débouchent sur la création du Conseil libanais de l'émigration pour l'investissement (*al-majlis al-ightirabi al-lubnani lil-istithmar*) ou Lebanese International Business Council (LIBC).[218] Ce conseil est chargé d'encourager la diaspora libanaise à investir au Liban, comme le fait déjà à un niveau beaucoup plus large l'Agence pour le développement des investissements au Liban (IDAL), créée par Rafic al-Hariri en 1994. Le LIBC est coprésidé par Ahmad Tabbarah, conseiller de Sélim al-Hoss, et un homme d'affaires originaire du Liban Sud qui a récemment émigré aux États-Unis, Nassib Fawaz. Questionné par les journalistes, Ahmad Tabbarah précise que cet organisme n'a pas pour vocation de se substituer à l'Union ou de devenir un conseil consultatif.

Au moment où se tient le deuxième Congrès des associations de la diaspora, deux lois sont présentées au Parlement. La première, sur laquelle nous allons revenir, est présentée par le ministre de l'Intérieur Michel al-Murr qui propose d'assouplir les conditions de la restitution de la nationalité dans le cadre d'une réforme générale de la loi de nationalité. La deuxième vise à transférer les Attachés de l'émigration du ministère des Émigrés au ministère des Affaires étrangères, où ils auraient la fonction d'Attaché commercial tout en conservant leur rang administratif, leur salaire et leurs droits d'ancienneté.

L'initiative de cette loi revient aux Attachés de l'émigration eux-mêmes qui, craignant d'être déclassés dans la hiérarchie de la fonction pulbique en cas de suppression du ministère des Émigrés, ont convaincu différents responsables politiques et religieux de les soutenir et de présenter une loi en leur faveur. Nabih Berri, dont la fille est l'une des Attachés de l'émigration, soutient cette proposition de loi qui est présentée par dix députés de divers horizons politiques : Nassib Lahoud et Boutros Harb, deux figures politiques maronites du Mont Liban et du Liban Nord ; Chaker Abou Sleiman, ancien président de la Ligue maronite ; Assem Qanso et Abdel Rahman Abdel Rahman, respectivement ancien secrétaire régional et responsable

217. « Une semaine pour consolider les relations des clubs [de la diaspora] avec le Liban et pour étudier le développement de leur travail dans l'émigration », *Al-Anouar*, 5 mai 1999 ; « 155 ligues au deuxième Congrès des associations et des clubs de l'émigration. Al-Hoss : le Liban vous appelle à porter son nom et à contribuer à son développement », *As-Safir*, 8 mai 1999.

218. « Création du Conseil libanais de l'émigration pour l'investissement à la diaspora. Un cadre pour les hommes d'affaires qui soutiennent le processus de reconstruction », *As-Safir*, 15 mai 1999.

pour le Liban Nord du parti Baas ; Abdo Bejjani, ancien haut fonctionnaire des douanes proche de Rafic al-Hariri ; Agop Jokhadarian, du parti arménien Tachnag et ancien conseiller d'Élias Hraoui ; Ahmad Soueid, du bloc parlementaire de Nabih Berri, et Bahaeddine Itani, d'une importante famille sunnite de Beyrouth.

Lors des discussions parlementaires, Nabih Berri insiste pour que cette loi soit adoptée rapidement, mais Sélim al-Hoss, qui craint des réactions au sein du ministère des Affaires étrangères, demande un délai supplémentaire pour préparer la fusion du ministère des Émigrés dans les Affaires étrangères et pour s'atteler à la réunification l'Union.[219]

B. UNE COMMISSION DE L'EMIGRATION POUR DEFINIR LA POLITIQUE D'EMIGRATION

À partir du mois de juin 1999, la presse rend progressivement compte des grandes lignes d'un rapport élaboré par Ahmad Tabbarah, conseiller du Premier ministre Sélim al-Hoss, qui doit servir de base à la future politique de l'émigration (*siyasa ightirabia*) du gouvernement.[220] Ce rapport, finalement publié dans son intégralité par le quotidien *al-Kifah al-Arabi* au mois d'août,[221] reprend très largement le Livre blanc du ministère des Émigrés élaboré par Rida Wahid. Il utilise la même terminologie (« descendants », « dispersés » et « émigrés ») ; il dénonce également la politisation des associations de la diaspora et la partialité du service chargé de l'état civil des émigrés au ministère des Affaires étrangères ; il insiste pareillement sur les

219. « Une proposition [de loi] pour transférer les Attachés de l'émigration aux Affaires étangères soulève des questions et des réticences dans le corps diplomatique » par le rédacteur des Affaires étrangères, *As-Safir*, 26 avril 1999, « Les blocs parlementaires… », *Ad-Diar*, 26 mai 1999 ; « L'histoire des Attachés de l'émigration est bloquée à l'étage des rééquilibrages politiques à l'ombre de la méfiance et des tensions entre le législatif et l'executif », *Al-Liwa'*, 1er juin 1999.

220. « L'équilibre entre la recontruction et l'emploi en offrant des chances de retour et des garanties sociales. Mise en place d'une zone de libre échange pour l'économie bancaire, industrielle et commerciale de l'émigration. » *Al-Liwa*, 22 juin 1999 ; « Priorité absolue pour renforcer les liens entre l'émigré et sa nation », *Al-Kifah al-Arabi*, 16 juillet 1999.

221. « Mise en place de zones de libre échange spécialisées pour attirer l'investissement des émigrés selon différents catalyseurs. L'organisation de l'émigration à travers des institutions actives qui connaissent ses besoins et ses exigeances », « L'esprit du futur à travers des propositions complètes pour resserrer l'interdépendance avec le Liban émigré », « Le travail à travers les ligues de l'émigration pour mettre en place un service partagé par tous les Libanais et un cadre regroupant tous les États jusqu'à ce qu'il forme une formule mondiale », « Tenue d'une large rencontre de l'émigration en septembre pour former des ligues temporaires d'un an dont le rôle est d'organiser les branches de l'Union culturelle et de tenir un congrés mondial au Liban », par Mahmoud Jabboul, *Al-Kifah al-Arabi*, 14 au 18 août 1999.

problèmes spécifiques rencontrés par les émigrés en Afrique et sur l'importance du ministère des Émigrés comme institution spécifiquement chargée de ces questions.

Ce rapport reprend différents projets du Livre blanc et du Rida Wahid : le recensement de la diaspora, la création de la carte de l'émigré, l'enseignement de la langue arabe dans la diaspora, le développement de la coopération médiatique, la mise en place de zones de libre-échange reservées aux émigrés. Il propose aussi d'autres projets, comme l'organisation de congrès de spécialistes et de professionnels au Liban, le retour d'experts issus de la diaspora sur le modèle du programme TOKTEN des Nations Unies, qui a été évoqué précédemment, et le développement des services hospitaliers libanais, un projet qui n'a toutefois pas de rapport direct avec la diaspora, pour faire du Liban un centre régional de santé.

Le rapport d'Ahmad Tabbarah annonce enfin la tenue d'une importante réunion au mois de septembre qui doit constituer le préalable à la réunificaton de l'Union. Après le bombardement par Israël des infrastructures électriques à la fin du mois de juin 1999, dans un contexte marqué par le blocage des négociations syro-israéliennes, ce projet a pour perspective l'appel du président Émile Lahoud, du Premier ministre Sélim al-Hoss et du président du Parlement Nabih Berri à créer un groupe de pression libanais sur la scène internationale. Comme le précise Ahmad Tabbarah, les émigrés ont certes des droits, mais ils ont également le devoir de soutenir les « causes nationales ».[222]

Le rapport prévoit donc un mécanisme pour réunifier et réactiver l'Union sous le patronage de l'État. Un comité temporaire doit être formé lors d'une réunion prévue au mois septembre 1999 à laquelle sont invités les responsables de l'Union, les personnalités importantes et les présidents des associations de la diaspora. Ce comité devra rédiger un nouveau règlement et préparer le prochain congrès mondial, le douzième, au cours duquel un comité administratif élu entérinera la modification du règlement interne et le nouvel organigramme de l'Union. Parallèlement, les ambassades et les consulats doivent mener une enquête sur la légitimité des représentants de chacune des branches nationales de l'Union, en fonction du nombre de membres et d'associations affiliés, puis enregistrer les adhésions des associations

222. « Hoss pour une réunification et une réactivation de l'ULCM », « Proche Orient : le Liban n'est pas optimiste dit Hoss », « Lahoud aux jeunes émigrés : nous bâtirons un État dont vous serez fiers », *l'Orient le Jour*, 19, 23 et 24 juillet 1999 ; « Berri appelle à créer un lobby libanais pour faire face au lobby israélien. Hoss n'est pas optimiste en raison de la négativité d'Israël et des positions de Barak », *Ash-Sharq Al-Awsat*, 23 juillet 1999.

et des individus qui souhaitent intégrer l'Union, et enfin organiser des élections sous la supervision du ministère des Émigrés pour choisir les membres des comités administratifs et des conseils nationaux de l'Union.

Le rapport d'Ahmad Tabbarah suggère enfin d'approfondir la coopération avec les autres associations d'émigrés arabes pour former un groupe de pression contre l'occupation par Israël du Liban Sud et « d'autres terres ». Le rapport cherche à noyer la polémique en évitant toute référence à la FEARAB, mais la conclusion du rapport menace, à l'attention de ceux qui s'opposeraient à ce mécanisme, de remplacer l'Union par « l'Union des institutions et des associations libanaises dans le monde », qui regrouperait les associations invitées lors des congrès des associations, et par la « Jeunesse d'origine libanaise dans le monde », qui rassemblerait les jeunes invités aux camps d'été des jeunes d'origine libanaise.

Sur la base de ce rapport, le Premier ministre, Sélim al-Hoss, publie le décret nº133/99 qui créé une commission chargée de définir une politique de l'émigration. La commission de l'émigration est composée, entre autres, par Ahmad Tabbarah, Haytham Joumaa, Adonis Naamé, conseiller du président Émile Lahoud, et Fouad al-Turk, du ministère des Affaires étrangères.

Le rapport de la commission de l'émigration, publié par la presse au début du mois d'octobre (Annexe 14),[223] propose de baser la politique de l'émigration sur le renforcement et la réciprocité des liens entre l'État libanais, les communautés libanaises de l'étranger et les États d'accueil.

Tout d'abord, il définit une nouvelle terminologie (*mustalahat*) distincte de celle du Livre blanc et du rapport d'Ahmad Tabbarah. Cette terminologie distingue deux types de Libanais « dispersés » (*muntashirin*) dans le monde : ceux qui sont nés au Liban et qui ont émigré, appelés « émigrés » (*mughtaribin*), et ceux qui sont nés à

223. « La commission de l'émigration présente son rapport à al-Hoss avec les résultats de son travail au sujet des liens [avec les émigrés] et de l'Union culturelle », *Ad-Diar*, 1er octobre 1999 ; « Un plan novateur pour rallier la diaspora », *Daily Star*, 1er octobre 1999 ; « La commission de l'émigration présente le rapport de son plan à al-Hoss. Recensement des compétences et des institutions et préparation d'un congrès à Beyrouth », *As-Safir*, 2 octobre 1999 ; « Les principaux titres de la cause essentielle exigent un mécanisme fonctionnel entre la nationalité, la langue, l'investissement, les médias, la culture et le tourisme », *Al-Liwa*, 5 octobre 1999 ; « Pour une large politique de l'émigration large », par Haytham Joumaa et Walid Barakat, *An-Nahar*, 5 octobre 1999 ; « Lahoud garantie l'unité de la politique de l'émigration et al-Hoss demande le recensement des compétences et un congrès des hommes d'affaires au printemps », par Kamal Zabian, *Ad-Diar*, 12 octobre 1999 ; « La diaspora libanaise dans le monde représente un potentiel politique considérable qui pourrait être utilisé pour défendre les droits du Liban dans les milieux internationaux et régionaux », *Nida al-Watan*, 21 octobre 1999.

l'étranger, appelés « descendants » (*mutahadirin*). Par ailleurs, le rapport précise qu'il est important de différencier ceux qui ne possédent que la nationalité libanaise, ceux qui ont plusieurs nationalités et ceux qui n'ont pas la nationalité libanaise.

Puis, le rapport de la commission de l'émigration reprend différents projets du Livre blanc et du rapport d'Ahmad Tabbarah : recensement de la diaspora, organisation de congrès de professionnels et de spécialistes, création d'un groupe de pression, enseignement de l'arabe dans la diaspora, exemption de service militaire pour les descendants d'émigrés, diffusion des médias libanais à l'étranger, promotion du tourisme au Liban, création d'une « Maison du Liban de l'émigration ».

Le rapport de la commission de l'émigration évoque aussi plusieurs sujets politiquement sensibles. Premièrement, il propose d'intégrer le ministère des Émigrés au ministère des Affaires étrangères, tout en insistant sur l'importance du lobbying contre Israël et sur l'assistance aux émigrés dans les pays africains. Deuxièmement, il s'oppose au droit de vote à l'étranger, sous pretexte qu'il soulève d'importants problèmes « de principes et logistiques », mais elle recommande de nommer des représentants de l'Union au Conseil économique et social qui dépend de la présidence du Conseil. Troisièmement, au sujet de la restitution de la nationalité, la commission se range derrière le projet de loi de nationalité que doit présenter le ministre de l'Intérieur Michel al-Murr, comme nous allons le voir. Enfin, le rapport aborde le problème de la réunification de l'Union.

En effet, le mécanisme de réunification proposé par Ahmad Tabbarah est déjà enrayé. Le président de l'Union, Georges Antoun, élu à Beyrouth l'année précédente, n'a pas répondu à l'invitation de Sélim al-Hoss et d'Ahmad Tabbarah, alors que le président de la branche rivale de l'Union, Naji Naïm, élu lors du congrès de Los Angeles, a accepté de participer à la réunion prévue pour le mois de septembre.[224] Dans ce contexte, la branche suisse de l'Union critique le projet de réforme de l'Union et demande le respect de l'indépendance de l'Union et de la souveraineté de Liban dans un communiqué publié dans le quotifien *An-Nahar*,[225] avant que le

224. « Le conflit au sein de l'organisme de la diaspora pourrait prendre fin », *Daily Star*, 4 octobre 1999 ; « Efforts pour réunifier l'ULCM », *l'Orient le Jour*, 5 octobre 1999.

225. « Déclaration de l'Union culturelle dans le monde - Conseil national suisse », *An-Nahar*, 5 novembre 1999.

président de la FEARAB colombienne, Talal Qardaoui, réponde de façon provoquante à ce communiqué quelques jours plus tard.[226]

Finalement, Georges Antoun accepte de se rendre à Beyrouth pour rencontrer les membres de la commission de l'émigration et la présidence de l'Union est temporairement confiée à Fouad al-Turk avec pour mission la réorganisation de l'Union et la préparation du prochain congrès mondial. Parallèlement, le Premier ministre Sélim al-Hoss charge chaque ambassade de lui fournir une liste de dix personnes importantes parmi la communauté libanaise locale afin de sélectionner les membres d'un Haut Comité également chargé de réformer l'Union.[227]

C. LE DIFFICILE TRANSFERT DES ATTACHES DE L'EMIGRATION AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Le rapport de la commission de l'émigration suscite relativement peu de réaction, à l'exception d'un article critique dans le quotidien *An-Nahar*.[228] Sélim al-Hoss se concentre sur l'organisation d'un congrès des hommes d'affaires, prévu pour le mois de juin, et sur la suppression du ministère des Émigrés, préférée à son intégration dans les Affaires étrangères qui soulève trop de problèmes légaux et administratifs (Aql, 2002 : 336).

Le cas des Attachés de l'émigration pose problème car, sous la pression du corps diplomatique, Sélim al-Hoss exige qu'ils présentent le concours d'entrée du ministère des Affaires étrangères avant d'y être rattaché. Mais, Nabih Berri s'y oppose et fait voter la proposition de loi présentée six mois plus tôt par Boutros Harb, Nassib Lahoud et plusieurs autres députés, qui garantie le transfert des Attachés de l'émigration au ministère des Affaires étrangères sans condition et avec un statut administratif et un salaire équivalent.

226. « L'union culturelle est morte et le succès de la politique de l'émigration dépend d'un nouveau départ national et non sectaire ! L'investissement au Liban est complexe, le secteur touristique est incapable de remplir totalement son rôle » *Al-Liwa*, 9 novembre 1999.

227. « Al-Hoss demande aux représentations diplomatiques de lui donner des noms pour former un nouveau comité mondial. Les pouvoirs présidentiels sont confiés à Al-Turk pour organiser les branches et préparer des élections », Kamal Zabian, *Ad-Diar*, 17 novembre 1999.

228. « L'émigré est un humain et pas une pompe à finance » par Jannous Qandil, An-Nahar, 23 octobre 1999.

Cette loi, n°213 du 28 décembre 1999, est attaquée par une dizaine de députés qui présentent un recours auprès du Conseil constitutionnel. Parmi ces deputés, on compte Farès Boueiz, Hussein al-Husseini -ancien président du Parlement-, Walid Joumblatt, Marwan Hamadé -conseiller de Walid Joumblatt-, Elie Skaff -*za'im* de Zahlé-, et plusieurs députés indépendants (Najah Wakim, Pierre Daccache, Nadim Salem, Wadih Aql et Jamil Chammas).[229] Toutefois le recours est rejeté et l'intégration des Attachés de l'émigration au sein des Affaires étrangères supprime le dernier obstacle à la suppression du ministère des Émigrés qui est entérinée six mois plus tard, juste avant les élections législatives, par la loi n° 213 du 7 août 2000 (Aql, 2002 : 306-310).

Parallèlement, Sélim al-Hoss prépare un important congrès des hommes d'affaires de l'émigration. Ce congrès, prévu pour le mois de juin, est l'occasion pour Sélim al-Hoss de démontrer sa capacité à mobiliser des investisseurs extérieurs alors que son bilan économique et financier est fortement critiqué à l'approche des élections législatives. Sélim al-Hoss charge la commission de l'émigration de superviser l'organisation du congrès auquel sont associées plusieurs institutions publiques et privées : ministères, chambres de commerce et d'industrie, banques, assurances. Trois mille hommes d'affaires sont invités dans l'un des plus grands hôtels du centre ville de Beyrouth, le Phoenicia, pour participer à des conférences et des commissions spécialisées.

Toutefois, seulement cinq cents participants répondent à l'invitation et le retentissement médiatique du congrès est largement éclipsé par la libération du Liban Sud qui a lieu deux semaines plus tôt.[230] Lors de l'inauguration, Sélim al-Hoss

229. « Le conseil des ministres conditionne la formation [des Attachés des l'émigration] et les députés l'accordent sans condition. Des observateurs [remarquent] : où est le principe de séparation des pouvoirs et pourquoi [y a-t-il] du favoritisme dans l'État de droit » par Rada Marouni Eid, *Nida al-Watan*, 18 décembre 1999 ; « 11 députés présentent un recours légal contre le transfèrt des Attachés de l'émigration » *An-Nahar*, 21 janvier 2000 ;« Le rôle indispensable de la diaspora libanaise soulève une question : pourquoi ne pas supprimer, fusionner ou réactiver le ministère des Émigrés ? » par Assad al-Khoury, *Nida al-Watan*, 28 février 2000.

230. « Le congrès de l'émigration pour l'investissement est un étape pour attirer les investissements des émigrés. Des commissions spécialisées étudient des dossiers et présentent des projets efficaces » par Assad al-Khoury, *Nida al-Watan*, 31 janvier 2000 ; « Beyrouth est une ville sûre, il n'est pas nécessaire d'ajourner le rendez-vous, les invitations ont été envoyées aux représentations diplomatiques et la facture est de 100 millions de Livres [libanaises] » par Milak Aqil, *Ad-Diar,* 13 mars 2000 ; « L'État recherche des moyens pour coopérer avec 10 millions [de personnes] d'origine libanaise. Le congrès des hommes d'affaires émigrés en juin et un plan pour transformer les émigrés en touristes » par Jocelyne Rizk, *al-Anouar*, 19 mars 2000 ; « Premier congrès des hommes d'affaires libanais émigrés à

propose de créer une « Ligue des médias de l'émigration », son conseiller Ahmad Tabbarah suggère de mettre en place une institution des hommes d'affaires de la diaspora et le ministre des Finances, George Corm, imagine des bons du Trésor sans intérêt achetés par les Libanais les plus riches de la diaspora. Pendant trois jours, des ministres, des responsables institutionnels et des hommes d'affaires se succédent à la tribune pour appeler à investir dans telle région du Liban ou dans tel secteur d'activité, notamment le tourisme et l'industrie.[231]

Beyrouth. Une nouvelle formule pour activer le secteur des affaires entre le Liban et les pays de l'émigration », Sana al-Jak, *Ash-sharq al-Awsat*, 23 mai 2000.

231. « Hoss loue le rôle des émigrés pour la rétablissement de la nation » par Ramzi Mansour, *Daily Star*, 6 juin 2000 ; « Hoss appelle à la création d'un lobby libanais dans le monde », *l'Orient le Jour*, 6 juin 2000, « Corm retient une proposition pour disposer de 10 milliards de dollars pour annuler la dette par la souscription des bons du Trésor de 100 000 dollars chacun sur cinq ans par 100 émigrés », *An-Nahar*, 7 juin 2000 ; « De chaudes discussions, mais des résulats qui attendent l'avenir », *An-Nahar* (supplément), 19 juillet 2000 ; « Nous essayons de rassembler les hommes d'affaires des deux pays afin de réaliser de larges échanges commerciaux », *Nida al-Watan* 22 juillet 2000.

C) Les droits des émigrés : opposition et impuissance chrétienne

1. Le droit de vote à l'étranger : émergence d'une revendication

A. LA RECHERCHE D'UN DENOMINATEUR COMMUN

Les partis chrétiens, qui s'inquiètent de leur marginalisation politique et de la minorisation démographique de leur communauté, associent souvent la restitution de la nationalité au droit de vote à l'étranger, c'est-à-dire à la mise en place d'une formule qui permette aux émigrés de participer aux élections législatives sans être obligés de revenir au Liban. Il ne s'agit pas, comme c'était le cas en 1943, de modifier la distribution confessionnelle du corps électoral, afin d'augmenter le nombre de députés chrétiens, puisque l'accord de Taëf a instauré la parité entre les députés chrétiens et musulmans.

Toutefois, le droit de vote à l'étranger favorise naturellement les communautés confessionnelles qui sont les plus nombreuses parmi les émigrés et les partis politiques qui sont les mieux implantés à l'étranger. L'émigration contemporaine touche toutes les communautés confessionnelles, comme nous l'avons vu, mais les Chiites ont émigré dans des proportions plus importantes depuis les années 1960. Il est généralement admis que les Chrétiens et les Chiites représentent les deux principaux groupes parmi les émigrés. Le droit de vote à l'étranger représente donc un point de convergence entre les intérêts chrétiens et chiites, à condition de le dissocier de la restitution de la nationalité qui n'avantage que les Chrétiens.

C'est la position de Michel Aoun et de ses partisans, dès 1996, qui revendiquent uniquement le droit de vote des émigrés lors du Congrès national libanais qui se tient à Paris.[232] De même, pour les associations de la société civile créées au lendemain de la guerre civile, le droit de vote à l'étranger représente un Plus Petit Dénominateur Commun, c'est à dire une revendication commune sur la base de laquelle il est possible de construire un débat public déconfessionnalisé (Karam, 2006).

L'Association pour la démocratie des élections au Liban (LADE), dont l'objectif est d'améliorer la représentation électorale et de contrôler le scrutin, est créée quelques mois avant les élections législatives de 1996. Ses fondateurs sont un groupe d'une quarantaine de militants associatifs et d'intellectuels dont certains ont

232. « Le communiqué final du CNL publié à Paris », *l'Orient le Jour*, 23 février 1996.

participé quelques mois plus tôt à la création de l'Association pour la défense des droits et des libertés (ADDL), destinée à défendre et à promouvoir les libertés politiques et associatives (Karam, 2006 : 106-110).

Peu avant les élections législatives, l'avocat Ghassan Moukhaiber, neveu du député Albert Moukhaiber et membre fondateur de ces associations, présente une série de recommandations pour réformer la loi électorale dans le cadre d'un séminaire de l'université d'Oxford. Il propose d'accorder le droit de vote aux « Libanais non-résidents » (*the right to vote of non-resident lebanese*), une expression significative de sa position qui, à la différence de l'opposition chrétienne, prend soin de distinguer le droit de vote à l'étranger, qui ne concerne que les émigrés ayant la nationalité libanaise, de la restitution de la nationalité, qui concerne toutes les personnes d'origine libanaise.

Ghassan Moukhaiber n'évoque ni l'équilibre confessionnel, ni le principe de coexistence, mais il considère que le droit de vote à l'étranger profite autant aux Musulmans qu'aux Chrétiens car ces derniers ne représentent plus la majorité des émigrés. Dans tous les cas, ajoute-t-il, l'accord de Taëf garantie un nombre égal de sièges aux Chrétiens et aux Musulmans. Si cet argument éloigne le spectre de la crise de 1943, il ne répond ni aux enjeux confessionnels, ni aux enjeux partisans de la composition de l'électorat dans chaque circonscription. Ce que Ghassan Moukhaiber ne dit pas, finalement, c'est que le droit de vote à l'étranger représente un moyen de modifier les équilibres politiques internes figés par les alliances préélectorales et le clientélisme.

B. NABIH BERRI : « LA PARTICIPATION DES EMIGRES A LA VIE POLITIQUE »

Quelques mois avant les élections de 1996, le président du Parlement Nabih Berri se prononce en faveur de la « participation des émigrés à la vie politique »[233]. Selon l'un de ses conseillers, Bilal Sharara, Nabih Berri soutient le droit de vote à l'étranger sur le principe, mais le principal problème est l'absence de statistiques officielles des Libanais résidant à l'étranger. Cette question, précise-t-il, dépend du pouvoir executif, mais dans tous les cas, ceux qui possèdent la nationalité libanaise peuvent revenir au Liban pour participer au scrutin législatif.[234] En fait, l'expression

233. « Berry appelle les émigrés à participer à la vie politique libanaise », *l'Orient le Jour*, 18 mars 1996.

234. Bilala Sharara, entretien à Beyrouth, 10 novembre 2003.

« participation des émigrés à la vie politique », comme le pretexte des difficultés administratives ou logistiques, sont significatifs des inquiétudes que suscite le droit de vote à l'étranger en raison de ses conséquences sur les équilibres électoraux internes.

Un rapport de 1997, intitulé « La participation des émigrés à la vie politique », commandé par le ministère des Émigrés et le PNUD, propose plusieurs formules de représentation des émigrés qui ne bouleverse pas les équilibres politiques internes. Khalil Chemayel, son auteur, rappelle d'abord que l'objectif de la participation des émigrés à la vie politique est de rapprocher le Liban et ses émigrés, mais que le droit de vote à l'étranger soulève d'importants enjeux politiques et confessionnels *a fortiori* s'il est associé à la restitution de la nationalité.

Parmi les pays qui autorisent le droit de vote à l'étranger, Khalil Chemayel distingue deux formules selon que les émigrés votent pour les candidats de leur circonscription d'origine ou selon qu'ils votent pour des députés ou des sénateurs de l'étranger qui les représentent spécifiquement. Au Liban, explique-t-il, le vote pour les candidats des circonscriptions d'origine pourrait résoudre le conflit au sujet de la taille des circonscriptions électorales, car la dilution du vote chrétien dans les grandes circonscriptions serait compensée par la participation des émigrés. Toutefois, Khalil Chemayel recommande une formule qui ne bouleverse pas « l'équilibre intérieur délicat » du Liban. Il suggère de créer un collège électoral, sur le modèle du Parlement des Grecs de l'étranger ou du Conseil supérieur des Français de l'étranger chargé d'élire, qui serait chargé d'élire 5 représentants des émigrés au Conseil économique et social (un par continent) et 10 sénateurs, si un Sénat de 60 membres est créé comme le prévoit l'accord de Taëf (Chemayel, 1997).

Ces suggestions ont certainement inspirées Mohammad Abdel Hamid Beydoun, alors député et membre du mouvement Amal, qui présente en décembre 1999 une proposition de loi pour ajouter au Parlement six « députés de l'étranger », comme il l'explique :

> « Le système que je propose est simple, car les émigrés sont représentés par six membres, un par communauté religieuse et un par continent. (…) J'ai eu [cette idée] en faisant un voyage en France et en discutant avec des sénateurs français. Je me suis inspiré du modèle des sénateurs de l'étranger. J'en ai donc discuté avec [Nabih] Berri, qui était intéressé, et avec les différents blocs parlementaires pour fixer le nombre de représentants. Au début je pensais à 24, puis il a fallu descendre à 12 et

finalement à 6, un par communauté. La raison pour laquelle je m'intéressais à ce sujet c'est que beaucoup d'émigrés chiites voulaient avoir des représentants. »

Les termes de cette proposition de loi, dont nous n'avons pas réussi à obtenir une copie, sont très flous. En effet, la presse précise que ces députés de l'étranger seraient de simples observateurs nommés par le président du Parlement,[235] mais Mohammed Abdel Hamid Beydoun, qui n'a pas conservé la copie de son projet, prétend que ces représentants seraient élus, sans savoir exactement par qui !

« Ces représentants seraient élus. (…) Les associations des émigrés, par exemple l'Union, pourraient élire un représentant chacune qui, à leur tour, éliraient ces six représentants. Ces représentants seraient donc élus par des grands électeurs. Ces représentants devraient être Libanais [de nationalité], mais, selon le règlement, ceux qui n'ont pas la nationalité pourraient peut-être voter. »[236]

Les critiques contre le droit de vote à l'étranger se concentrent souvent sur les obstacles logistiques qu'il soulève. La nomination de représentants des émigrés dans les institutions étatiques est alors souvent présentée comme une solution alternative. Ali Hamdam, cadre du mouvement Amal, reprend l'argument des droits et des devoirs également utilisé au sujet de la restitution de la nationalité et se demande si les émigrés devraient payer des taxes pour exercer leur droit de vote.[237]

Toutefois, ces arguments cachent mal les enjeux confessionnels du droit de vote, comme l'explique Mohammed Abdel Hamid Beydoun au sujet de sa proposition de loi :

« Pour les Chrétiens, l'objectif [du droit de vote à l'étranger] était de contrecarrer la baisse de la population chrétienne. Cela était donc mal vu par les Musulmans. Ce que voulaient les émigrés chiites, industriels et hommes d'affaires, c'était une représentation politique. »[238]

235. « Berri à la recherche d'un rôle pour la diaspora libanaise au Parlement » par Zeina Abu Rizk, *Daily Star*, 15 décembre 1999.

236. Mohammed Abdel Hamid Beydoun, entretien à Beyrouth, 6 mars 2006.

237. Ali Hamdan, entretien à Beyrouth, 3 novembre 2003.

238. Mohammed Abdel Hamid Beydoun, entretien à Beyrouth, 6 mars 2006.

2. Le rejet de l'annexe au décret de naturalisation de 1994

A. DENONCER LES PRATIQUES CLIENTELISTES

À l'approche des élections législatives de 1996, le vice-président du Conseil des ministres et ministre de l'Intérieur Michel al-Murr est montré du doigt quand éclate le scandale des « parachutages ». Cette expression désigne l'inscription des personnes naturalisées en 1994 dans les registres de l'état civil d'une circonscription différente de celle de leur résidence habituelle afin de constituer des clientèles électorales. Michel al-Murr a centralisé la distribution des extraits d'état civil à la Direction générale de l'état civil à Beyrouth et au service de l'état civil du *caza* du Metn,[239] dans son fief électoral. Dans les circonscriptions du Metn, qui n'est toutefois pas la seule circonscription concernée par le « parachutage »,[240] la part des naturalisés atteint parfois 35 % des électeurs (Verdeil, 2005 : 14).

Face à Michel Samaha et à plusieurs députés qui demandent la création d'une commission judiciaire pour vérifier les procédures d'inscription à l'état civil, Michel al-Murr annonce alors la formation d'une commission d'enquête, ce dont se félicite notamment Nemet Allah Abi Nasr.[241] En fait, la commission d'enquête a son siège au ministère de l'Intérieur et elle est composée par les directeurs généraux de la Sécurité générale, des FSI et du Service de l'état civil ! Michel al-Murr précise que cette commission est assistée de plusieurs sous-commissions chargées d'étudier les plaintes qui lui seront remises jusqu'au 20 juillet 1996 et de vérifier la conformité du lieu de naissance avec celui de l'enregistrement. En cas de non correspondance, cette commission peut proposer au ministre de l'Intérieur d'annuler la naturalisation du contrevenant. Michel al-Murr, qui reconnaît que des erreurs ont été commises lors de la distribution des extraits d'état civil, charge également cette commission de les rectifier. Enfin, il confie à la commission d'enquête le soin de rassembler des dossiers de naturalisation de Chrétiens afin de corriger les déséquilibres du décret de naturalisation en y ajoutant une annexe.[242]

Si la promesse de rééquilibrer le décret de naturalisation peut séduire l'électorat chrétien, la commission d'enquête permet surtout à Michel al-Murr

239. « Murr organise l'octroi d'extraits de l'état civil aux personnes naturalisées », *l'Orient le Jour*, 16 février 1995.

240. « Naturalisations : de nouvelles naturalisations soulignent la gravité du problème », *l'Orient le Jour*, 24 mai 1996.

241. « Abi Nasr préconise un nettoyage des registres de l'état civil », *l'Orient le Jour*, 5 juin 1996.

242. « Commission d'enquête sur l'enregistrement des naturalisés, annonce Murr », *l'Orient le Jour*, 4 juin 1996.

d'exercer une pression considérable sur les personnes naturalisées deux ans plus tôt. En effet, la commission a le pouvoir d'annuler leur naturalisation si une erreur est trouvée dans l'état civil, si le lieu de naissance ne correspond pas à celui de l'enregistrement par exemple. Elle offre donc à Michel al-Murr une garantie supplémentaire pour s'assurer de la fidélité électorale des naturalisés, dont il fait sa clientèle politique et qui sont même transportés par bus jusque dans les bureaux de vote le jour des élections.

B. PRIVILEGIER LE RECOURS JURIDIQUE

Comme nous l'avons vu au chapitre II et au IV, les émigrés partis avant la création de la nationalité libanaise en 1924 ont eu la possibilité d'exercer un droit d'option pour la nationalité libanaise sans être contraint de revenir au Liban. Le délai initial de deux ans a été renouvelé à plusieurs reprises, d'abord 1937 et 1938, puis entre 1952 et 1958. Une partie des dossiers d'option déposés durant cette deuxième période n'ont pas été traités par les services de l'état civil et le compromis négocié en 1969, à l'occasion du vote de la loi 67/68, n'a pas réglé ce problème.

Au moment des élections de 1996, à la demande de la Ligue maronite, le ministre des Affaires étrangères, Farès Boueiz, envoie une requête, nº 288/6 du 6 septembre 1996, à la Direction générale de l'état civil, qui dépend du ministère de l'Intérieur, pour demander l'inscription des dossiers d'option déposés en 1958. En l'absence de réponse, Farès Boueiz réitère cette demande quelques mois plus tard par une deuxième requête, nº 77/3 du 3 mars 1997 (Annexe 15).

Entre temps, cette affaire est projetée sur la scène politique quand Nemet Allah Abi Nasr pose une question au président du Parlement Nabih Berri dans le cade des sessions parlementaires :

> « Pourquoi l'émigré d'origine libanaise n'a-t-il pas le droit d'obtenir la nationalité de ses pères et de ses ancêtres alors que la législation syrienne donne ce droit à ses émigrés ? Pourquoi priver nos fils dans la diaspora de la nationalité libanaise alors qu'elle a été accordée à des centaines de milliers d'étrangers de manière tout à fait illégale ? Pourquoi des demandes de naturalisation en provenance de différents consulats et ambassades sont-elles encore enfouies depuis le 20 septembre 1958 dans des sacs de jutes auprès de la direction générale de l'État civil (…) ? Où sont les droits civiques de l'émigré libanais ? Pourquoi n'a-t-il pas le droit

de présenter sa candidature (aux élections) et de voter à l'instar des résidents ? ».[243]

Peu après, le quotidien *Ad-Diar* publie la copie d'un mémorandum de l'ambassade du Liban en Afrique du Sud. Ce mémorandum concerne plus de deux milles Sud-Africains d'origine libanaise dont les aïeuls n'ont pas exercé le droit d'option pour la nationalité et qui ont déposé des dossiers individuels ou familiaux pour demander la nationalité libanaise. Le cas des Libanais d'Afrique du Sud, qui sont majoritairement maronites à la différence des autres communautés libanaises d'Afrique,[244] a déjà été évoqué cinq ans plus tôt par Farès Boueiz au moment où il a proposé d'assouplir les conditions de restitution de la nationalité. [245]

Ad-Diar précise que l'ambassade du Liban en Afrique du Sud a commencé à recevoir les demandes de nationalité à partir de juillet 1996, conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, Michel al-Murr, après la formation de la commission chargée de régler le problème des « parachutages » et de préparer l'annexe au decret de naturalisation. Michel al-Murr, qui a récemment déclaré n'avoir reçu aucune demande de nationalité de la part de descendants de Libanais à l'étranger, est accusé d'avoir menti. *Ad-Diar* ajoute que, le 6 décembre 1996, l'ambassade du Liban en Afrique du Sud a envoyé trois caisses pleines de dossiers au ministère des Affaires étrangères qui les a transmises au ministère de l'Intérieur.[246]

Michel al-Murr tente de se justifier en expliquant au secrétaire général de l'Union, Joseph Francis, que la publication de l'annexe au décret de naturalisation demande du temps.[247] Trois mois plus tard, il annonce que son ministère recevra les demandes de naturalisation à partir du 14 avril, [248] mais il est obligé de reculer face aux nombreuses critiques. Peu après, il interrompt le processus d'enregistrement sous pretexte que ses services sont mobilisés par l'élection législative partielle du Metn.[249]

L'essentiel de ces critiques proviennent des leaders chrétiens. Pour Nemet Allah Abi Nasr, le verdict du Conseil d'État doit précéder l'annexe :

---

243. « Abi Nasr critique la politique du pouvoir à l'égard des émigrés », *l'Orient Le Jour*, 10 janvier 1997.

244. « Les Libanais d'Afrique du Sud relancent le débat sur les naturalisations », *l'Orient le Jour*, 24 mars 1999.

245. « Est légalement considéré de nationalité libanaise… », *An-Nahar*, 1er mai 1992.

246. « Ad-Diar publie par noms et par numéros le mémorandum attesté par l'ambassade : 521 demandes de restitution de la nationalité pour 2 036 descendants de Libanais en Afrique du Sud », *Ad-Diar*, 14 janvier 1997.

247. « Le second train de naturalisations n'est pas pour bientôt », *l'Orient le Jour*, 28 janvier 1997.

248. « Délai d'un mois pour la présentation des demandes de naturalisation », *l'Orient le Jour*, 11 avril 1997.

249. « Suspension des demandes de naturalisations », *l'Orient le Jour*, 24 mai 1997.

« Il ne faut pas corriger une faute par une faute. C'est à dire qu'il faut d'abord re-rédiger le decret de naturalisation pour enlever [la nationalité] à ceux qui n'y ont pas droit et après cela passer à l'annexe. »[250]

Selon Issam Naaman, proche de Sélim al-Hoss, l'opposition des partis chrétiens à l'annexe a deux raisons principales :

« Peut être [les partis chrétiens] voulaient-ils que le Conseil d'État rende son verdict en premier lieu, considérant que cela serait une bonne chose d'abroger un nombre important de dossiers avant d'accepter cette solution [l'annexe]. Il est également possible que Monsieur Murr n'ait pas trouvé beaucoup de noms de Chrétiens à naturaliser. »[251]

C'est ce que pense également l'avocat Bédaoui Abou Dib :

« On a voulu faire un additif, l'annexe au décret, mais cela n'a pas été fait parce qu'il n'y a pas beaucoup de Maronites qui avaient besoin d'être naturalisés. La plupart sont Libanais, ils sont là. [Élias Hraoui n'a pas signé l'annexe] parce qu'elle ne rétablissait pas l'équilibre, elle n'effaçait pas l'injustice. On a voulu faire cette annexe pour rétablir l'équilibre et pour cesser de demander l'annulation de ce décret, mais alors on était perdant en tant que Chrétiens. On aurait admis l'application de cette annexe, mais pas en échange du désistement de la poursuite devant le Conseil d'État. Le jeu n'en valait pas la chandelle, il valait mieux continuer à demander l'annulation [du décret]. »[252]

Mohammad Abdel Hamid Beydoun, député et ministre, exclu du mouvement Amal en 2003, confirme cette analyse :

« [Rafic al-Hariri] avait donné la nationalité à 157 000 personnes dont seulement 37 000 chrétiens. Comme il s'est rendu compte que cela posait beaucoup de problèmes, il a cherché avec Michel el-Murr à compenser [ce déséquilibre]. Pendant un an et demi, ils ont cherché des Chrétiens à naturaliser, des Coptes en Égypte ou des Irakiens, mais à la fin ils n'avaient pas plus de 5 000 noms. Personne n'est intéressé par la nationalité libanaise, car le Liban est un pays instable. Donc, ils ont été

250. Nemet Allah Abi Nasr, entretien à Jounieh, 27 janvier 2006.

251. Issam Naaman, entretien à Beyrouth, 19 septembre 2005.

252. Bédaoui Abou Dib, entretien à Beyrouth, 8 octobre 2005.

obligé d'abandonner, car 5 000 par rapport à 157 000, ce n'était rien du tout. »[253]

Dans les mois qui suivent, les représentants chrétiens multiplient les déclarations contre l'annexe. Pour Nemet Allah Abi Nasr, celle-ci est un moyen d'accorder la nationalité à des Palestiniens ; pour l'Église maronite, le nombre de Chrétiens ayant déposé une demande de nationalité est insuffisant pour rééquilibrer le décret de naturalisation[254] ; pour le nouveau président de la Ligue maronite, Pierre Hélou, comme pour l'ancien vice-président du Parlement, Michel Maalouli, la priorité est l'annulation du décret de naturalisation[255] ; pour le député de la Bekaa, Jamil Shammas, la commission mise en place par Michel al-Murr est corrompue.[256]

Ces critiques suscitent quelques réactions, notamment de la part du mufti de la République, Mohammed Rachid Kabbani, qui s'indigne de la tournure confessionnelle de cette polémique,[257] mais le projet d'annexe est abandonné. Il resurgit toutefois une dernière fois à la fin du mandat d'Élias Hraoui en novembre 1998. Dès le mois d'août, la presse fait état de rumeurs selon lesquelles l'annexe est en préparation[258], puis l'information est confirmée dans la semaine qui précède le départ d'Élias Hraoui : ce dernier serait déterminé à signer le décret de naturalisation de 50 000 personnes dont 45 000 Chrétiens pour moitié catholiques (Grecs catholiques, Chaldéens, Maronites) et pour moitié orthodoxes (Grec orthodoxes, Coptes et Syriaques).[259]

Élias Hraoui fait durer le suspens jusqu'à la dernière minute de son mandat. Les principaux leaders maronites l'exhortent de renoncer à ce projet, mais des représentants syriaques orthodoxes le pressent de signer le décret. Nabih Berri et Rafic al-Hariri prennent soin de rester à l'écart d'une question dont ils considèrent qu'elle ne concerne que les Chrétiens. Élias Hraoui décide finalement de ne pas signer

253. Mohammad Abdel Hamid Beydoun, entretien à Beyrouth, 6 mars 2006.

254. « Les naturalisations, une passerelle pour l'implantation, selon des sources de l'Est » par Philippe Abi Akl, *l'Orient le Jour*, 5 février 1997 ; « Le dialogue entre les Libanais doit déboucher sur une réconciliation globale, souligne l'Église maronite », *l'Orient le Jour*, 9 juin 1997.

255. « Premier communiqué officiel de la Ligue : le décret de naturalisation, un scandale », *l'Orient le Jour*, 18 juillet 1997 ; « Maalouli critique le nouveau projet de naturalisation », *l'Orient le Jour*, 17 avril 1997.

256. « Question du député Chammas sur les naturalisations », *l'Orient le Jour*, 22 avril 1997.

257. « Les muftis pour le respect de la loi », *l'Orient le Jour*, 1er mai 1997.

258. « Mise en garde de la Ligue maronite contre de nouvelles naturalisations », *l'Orient le Jour*, 1er août 1998.

259. « Valses hésitations », « Murr s'entretient avec Berry, Hraoui patiente et Hariri hésite », *l'Orient le Jour*, 18 novembre 1998.

l'annexe, mais il fait part de sa confiance dans le Conseil d'État qui a « la compétence suffisante pour annuler tout décret ».[260] En effet, comme nous le verrons, le Conseil d'État demandera cinq ans plus tard l'annulation des naturalisations illégales.

3. La restitution de la nationalité : échec des réformes législatives

A. LE PRESIDENT ÉLIAS HRAOUI FACE AU PREMIER MINISTRE RAFIC AL-HARIRI

Entre temps, durant la dernière année du mandat d'Élias Hraoui, ce derneir et le ministre de l'Intérieur, Michel al-Murr, élaborent un projet de loi pour faciliter la restitution de la nationalité. Elias Hraoui présente son projet de loi au Conseil des ministres quelques jours avant son départ pour le Brésil où il se rend en visite officielle. Selon ce projet de loi, l'article 2 de la loi du 31 janvier 1946, qui conditionne la restitution de la nationalité au retour définitif au Liban, est remplacé par le texte suivant :

> « Tout individu d'origine libanaise résidant en dehors du Liban et qui n'a pas choisi la nationalité libanaise peut demander à être considéré comme Libanais, ce qui lui est accordé par décret sur proposition du ministre de l'Intérieur. »

Selon les arguments développés en marge du projet du loi, le décret d'application de la loi du 31 janvier 1946, n°398 du 29 novembre 1949, empêche de réactiver le « sentiment d'appartenance » des personnes d'origine libanaise, car il leur impose de revenir définitivement au Liban et de renoncer à leur nationalité, alors que le gouvernement a pour objectif de rapprocher le Liban et ses émigrés. [261]

La particularité de ce projet de loi est qu'il donne un rôle central au ministère de l'Intérieur : la Direction générale de l'état civil, qui en dépend, reçoit directement les demandes de restitution de la nationalité déposées dans les ambassades et les consulats, sans passer par le ministère des Émigrés qui se plaint d'être marginalisé, et

260. « Berry : je me lave les mains du sang de ce juste », « Adieux ministériels détendus à Baabda », « Hraoui : je ne voulais pas signer l'annexe au décret », *l'Orient le Jour*, 19, 20 et 21 novembre 1998.

261. « Pas d'obligation de retour et maintien de la nationalité actuelle » par Ahmad Ayach, *An-Nahar*, 2 septembre 1997 ; « La restitution de la nationalité hors du droit et des amendements : considérations nationales ou politiques ? 178 000 restitutions de nationalité par le traité de Lausanne et seulement quatre demandes depuis 4 mois », *As-Safir*, 12 septembre 1997.

le ministre de l'Intérieur est chargé de rédiger le décret d'application de la loi et de présenter le décret de restitution de la nationalité au Conseil des ministres.[262]

Au sein du gouvernement, Élias Hraoui et Michel al-Murr peuvent compter sur Farès Boueiz, qui s'est explicitement prononcé pour la restitution de la nationalité et pour le droit de vote à l'étranger lors du quatrième Congrès annuel de la Commission épiscopale de la dispersion.[263] Par ailleurs, Élias Hraoui semble avoir cherché à obtenir le soutien du ministre des Émigrés, Talal Arslan, en acceptant de patronner le onzième Congrès mondial de l'Union, comme cela a été évoqué précédemment, mais ce dernier a toutefois exprimé des réserves sur le sujet.[264]

Le lendemain du jour où ce projet de loi est présenté en Conseil des ministres, l'Agence nationale d'information annonce dans le bulletin officiel du Conseil des ministres que le projet de loi a été adopté et qu'il sera présenté au Parlement au nom du gouvernement.[265] Toutefois, une partie du gouvernement, en particulier les proches de Rafic al-Hariri, conteste cette version et prétend que le projet a été discuté, mais pas adopté. Le torpillage de ce projet de loi par Rafic al-Hariri s'explique par la concurrence entre les deux pôles de l'executif un an avant l'élection présidentielle. Élias Hraoui subit là le contre-coup de son opposition à plusieurs projets soutenus par Rafic al-Hariri, notamment le financement de la reconstruction et la réforme des Forces de sécurités intérieures.[266]

Dans un glissement caractéristique du débat politique libanais, les opposants à ce projet de loi dénoncent un moyen artificiel de limiter la minorisation démographique des Chrétiens, en donnant la nationalité à des personnes qui n'ont plus de contact régulier avec le Liban, alors que les partisans du projet de loi dénoncent le sectarisme de ceux qui refusent de reconnaître le droit à la nationalité des descendants d'émigrés.

---

262. « La naturalisation des émigrés… une longue histoire » par Omar Hobnjar, *As-Sayyad*, 12 septembre 1999.

263. « Boueiz : restitution de la nationalité aux émigrés sous conditions, puis droit de vote [à l'étranger] », *An-Nahar*, 4 août 1997 ; « Boueiz : la nationalité libanaise aux émigrés sous certaines conditions », *l'Orient le Jour*, 4 août 1997.

264. « Arslan en faveur de l'octroi de la nationalité libanaise à tous les émigrés qui le méritent », *l'Orient Le Jour*, 7 juillet 1997 ; « Le défi de maintenir la diaspora libanaise en relation avec les racines de son pays d'origine » par Samar Kadi, *Daily Star*, 10 juillet 1997.

265. « L'identité libanaise aux émigrés : équivoque autour du projet de loi », *l'Orient le Jour*, 30 août 1997.

266. « Naturalisation des descendants ou amoncellement de dossiers présidentiels. Vétos réciproques dans l'attente de l'heure zéro », *As-Safir*, 5 septembre 1997 ; « Le cadeau aux émigrés : une affaire de plus en plus interne » par Philippe Abi Akl, *l'Orient le Jour*, 12 septembre 1997.

Walid Joumblatt, par exemple, évoque le « cercle vicieux » de la naturalisation des émigrés qui menace « l'unité nationale » comme le retrait de l'armée syrienne menace l'accord de Taëf. Dans une allusion aux réfugiés palestiniens, il ajoute qu'il faudrait un nouveau décret de naturalisation pour ceux qui vivent dans des conditions sociales difficiles au Liban et qui méritent plus d'obtenir la nationalité que ceux qui ont émigré depuis des dizaines d'années. [267]

Le ministre de la Défense, Mohsen Dalloul, proche de la Syrie, demande un nouveau délai pour examiner ce projet de loi sous pretexte que le ministre de l'Intérieur, Michel al-Murr, ne l'a transmis au Conseil des ministres que dix jours plus tôt. Il ajoute :

> « Il s'agit de chercher des candidats à la naturalisation qui existent et non les morts ou ceux qui ont émigré voici cent ans (…). Que celui qui souhaite devenir Libanais revienne au Liban et s'y réinstalle. »[268]

Selon des sources proches du président du Parlement, ce dernier souhaite conditionner la restitution de la nationalité au retour au Liban et au renoncement à une autre nationalité, afin d'empêcher les naturalisations « opportunistes » en fonction des « saisons électorales » à travers le droit de vote à l'étranger.[269] Le ministre de l'Habitat et des Coopératives, Mahmoud Abou Hamdan, du mouvement Amal, qui demande à soumettre de nouveau ce projet de loi au Conseil des ministres, critique la restitution de la nationalité dont le principe est inutile et dangereux car celui qui demande la nationalité doit avoir des attaches avec le Liban.[270] C'est également la position de Selim al-Hoss, qui se prononce à titre personnel, pour qui la citoyenneté implique des devoirs comme l'impôt et le service militaire.[271]

Ali Hamdan, cadre du mouvement Amal, justifie la position de son parti en racontant que beaucoup de descendants d'émigrés ne veulent pas la nationalité libanaise. Il cite l'exemple de Jocelyne, franco-libanaise enlevée par le groupe

---

267. « Joumblatt : une entrée pour déstabiliser ce qui reste de l'unité. Abou Hamdan, Dalloul, Musqawi et Barbir : il est nécessaire de réétudier [le projet de loi] », *As-Safir*, 10 septembre 1997 ; « Les socialistes le refusent [le projet de loi] et al-Saad pour stopper l'émigration », *An-Nahar*, 10 septembre 1997.

268. « Campagne pour le rééxamen du projet de loi sur l'octroi de la nationalité aux émigrés », *l'Orient le Jour*, 1er septembre 1997.

269. « Naturalisation des descendants… », *As-Safir*, 5 septembre 1997.

270. « Joumblatt : une entrée pour déstabiliser… », *As-Safir*, 10 septembre 1997.

271. « Hoss critique le projet de loi sur la naturalisation », *l'Orient le Jour*, 4 septembre 1999 ; « La naturalisation des émigrés… », *As-Sayyad*, 12 septembre 1999.

philippin Abu Sayyaf, qui n'est même pas venue au Liban remercier les autorités libanaises de leurs démarches auprès du président libyen, Mohammar Kadhafi, qui a joué le rôle d'intermédiaire auprès des ravisseurs.[272]

Depuis le Brésil, le président Élias Hraoui multiplie les concessions pour désamorcer la polémique sur son projet de loi présenté par la presse comme le « cadeau » du président de la République à la communauté libanaise du Brésil. Élias Hraoui annonce qu'il s'oppose au droit de vote à l'étranger et explique que la restitution de la nationalité ne concerne que « ceux des émigrés qui la méritent », selon l'expression du ministre des Émigrés Talal Arslan.[273] Le ministre de la Santé, Sleiman Frangieh, et *za'im* de Zghorta, lui apporte son soutien en expliquant que seules les personnes ayant de la famille et une propriété au Liban obtiendront la nationalité.

Au contraire, la Ligue maronite dénonce « ceux qui tentent d'imposer des conditions aux Libanais de la diaspora désireux de recouvrer leur nationalité d'origine »[274] ; le secrétaire général des Phalanges libanaises, Georges Saadé, évoque au sujet de la restitution de la nationalité un « droit constitutionnel (…) que nul ne peut dénier » aux émigrés[275] ; Ibrahim Kanaan, proche de Michel Aoun et exilé à Londres, dénonce le risque d'implantation des Palestiniens au Liban[276] ; comme Pierre Daccache et le Patriarche Sfeir qui critique le « sentiment confessionnel » qui prévaut sur « l'intérêt national ».[277]

Revenu du Brésil, le président Élias Hraoui tente à nouveau de faire passer son projet de loi en Conseil des ministres en ajoutant comme conditions à la restitution de

272. Ali Hamdan, entretien à Beyrouth, 3 novembre 2003.

273. « Hraoui rappelle à Sao Paulo sa promesse de faire naturaliser les émigrés », « Hraoui appelle les émigrés à préserver leur unité », *l'Orient le Jour*, 5 et 6 septembre 1997.

274. « Pas d'obligation de retour… », *An-Nahar*, 2 septembre 1997 ; « La Ligue maronite se félicite de la visite du chef de l'État », *l'Orient le Jour*, 5 septembre 1997 ; « Frangieh appelle à organiser la restitution de la nationalité. La Ligue maronite s'étonne des oppositions », *As-Safir*, 5 septembre 1997.

275. « Saadé : les émigrés ont droit à la nationalité », *l'Orient le Jour*, 9 septembre 1997.

276. « Naturalisation : un centre d'étude met en garde contre l'adoption du critère de la domiciliation », *l'Orient le Jour*, 9 septembre 1997.

277. « Daccache met en garde contre les naturalisations, l'implantation et la partition », *l'Orient le Jour*, 10 septembre 1997.

la nationalité la possession d'une parcelle de terrain et des séjours réguliers au Liban, mais il est finalement contraint d'abandonner.[278]

B. LE DEBAT JURIDIQUE SUR LE DROIT DU SANG ET LE DROIT DU SOL

Parallèlement à la polémique politicienne, plusieurs quotidiens publient des articles de fond qui synthétisent l'histoire longue et complexe du droit d'option depuis le traité de Lausanne. Le quotidien *An-Nahar* publie une enquête de la journaliste Roula Beydoun qui interviewe plusieurs personnalités favorables à la restitution de la nationalité : Farès Boueiz et son conseiller Fouad al-Turk, le secrétaire de l'Union, Joseph Younès, Bédaoui Abou Dib, avocat et auteur d'un ouvrage sur la nationalité libanaise.[279]

An-Nahar publie également deux articles de Mustafa Jouzou, professeur de l'Université libanaise, qui analyse la restitution de la nationalité dans la perspective des conflits politiques liés à l'équilibre confessionnel depuis la création du Grand Liban. Rappelant la naturalisation des Palestiniens de confession chrétienne, il s'oppose à la restitution de la nationalité sans condition tout en critiquant ceux qui prétendent introduire le droit du sol dans la loi libanaise.[280]

De son côté, le quotidien *As-Safir* publie une enquête du journaliste Georges Bkasini qui rappelle que le délai pour exercer le droit d'option à été prolongé à plusieurs reprises et que le nombre de demandes de restitution de la nationalité est extrêmement faible, raisons pour lesquelles il est inutile d'amender la loi du 31 janvier 1946.[281]

Quelques mois plus tard, le CCSD, qui dépend du Hezbollah, publie une courte étude intitulée *Avis juridique sur la question de la naturalisation des émigrés*. Cette étude tente de démontrer que la restitution de la nationalité doit être conditionnée par le retour définitif au Liban. Selon l'auteur, l'article 2 de la loi du 31

278. « Nationalité : vive controverse mais dossier gelé » par Émile Khoury, *l'Orient le Jour*, 17 septembre 1997 ; « Il y a deux groupes d'émigrés : l'un a ses racines au Liban et la restitution de la nationalité est un droit, l'autre peut obtenir la nationalité s'il a des propriétés au Liban, s'il y investi ou s'il le visite chaque année », par Émile Khoury, *An-Nahar*, 17 septembre 1997 ; « Hraoui et Arslan discutent du dossier de l'émigration », *l'Orient le Jour*, 27 septembre 1997.

279. « La restitution de la nationalité aux émigrés : entre le droit et les considérations politiques et confessionnellles » par Roula Beydoun, *An-Nahar*, 8 septembre 1997.

280. « La restitution de la nationalité : enjeux et conditions », « Un risque au-delà de ce que le Liban peut supporter » par Mustafa Jouzou, *An-Nahar*, 12 et 13 septembre 1997.

281. « La restitution de la nationalité hors du droit… », *As-Safir*, 12 septembre 1997.

janvier 1946 s'inspire directement du traité de Lausanne dont les articles 31 à 33 imposent le transfert de la résidence principale en cas d'option. Intentionnellement ou non, l'auteur ne précise pas que ces articles concernent seulement les résidents des territoires détachés de l'Empire ottoman, comme nous l'avons montré dans le chapitre II, alors que les résidents à l'étranger relèvent de l'article 34, qui ne les oblige pas à transférer leur résidence en cas d'option. Cette omission permet de conclure que le droit du sang (*rabita ad-dam*) et le droit du sol (*rabita al-ard*) sont les deux conditions nécessaires à la restitution de la nationalité. Il est intéressant de remarquer que le mot arabe *rabita*, qui signifie textuellement « lien », permet un amalgame entre le droit du sol et la condition de résidence. Finalement, selon l'auteurs, ces conditions garantissent le maintien de liens avec le Liban et la « loyauté » envers la nation tout en empêchant « l'État de rechercher les Libanais de l'étranger pour les naturaliser » (*Avis juridique sur la question de la naturalisation des émigrés*, 1998).

Le débat se poursuit dans les années qui suivent. Dans la deuxième édition de son ouvrage sur la nationalité libanaise, parue en 2001, Bédaoui Abou Dib oppose le décret de naturalisation de 1994 à la non-naturalisation des émigrés :

> « Si le pourcentage d'émigrés qui a choisi la nationalité libanaise est très faible, le pourcentage de ceux qui sont revenus définitivement au Liban parmi ceux qui ont émigrés dans les Amériques, en particulier, est nul, à la différence des caravanes [de réfugiés et d'immigrés] venus de certains pays arabes au Liban à la suite d'événements que ces pays ont connus. Dernièrement, la facilité avec laquelle la nationalité a été donnée a causé une sclérose administrative et juridique qui a touché le bien comme le mal. » (Abou Dib, 2001 : 123, traduction de l'auteur).

Au cours d'un entretien, Bédaoui Abou Dib dénonce à nouveau l'injustice faite aux émigrés lors du traité de Lausanne et évoque finalement les enjeux politiques de la restitution de la nationalité : le régime consociatif et l'équilibre démographique entre Chrétiens et Musulmans.

> « La plupart des Libanais étaient à l'étranger à la suite de la crise de 1860, c'est-à-dire de la guerre civile entre les Maronites et les Druzes, plus généralement entre les Chrétiens et les Musulmans. (…) Le traité de Lausanne a pensé à ces Libanais d'Outre Mer. Quel sort leur a-t-il réservé ? Eux ne se connaissaient pas d'appartenance. Étaient-ils syriens ? Étaient-ils libanais ? Certains se disaient français, d'autres italiens. (…) Le

> traité de Lausanne a donné à ces émigrés d'origine libanaise deux ans pour s'inscrire comme libanais, (…) mais les consulats de France dans les pays d'émigration (…) ne connaissaient pas ces émigrés et eux étaient dans l'ignorance. Les demandes de nationalité libanaise [n'ont pas été] proportionnelle au nombre d'émigrés qui se trouvaient à l'étranger. J'ai toujours dit que c'était une injustice, (…) que le délai de deux ans ne doit pas être un délai butoir et qu'il fallait laisser la possibilité ouverte [d'opter pour la nationalité]. (…) À chaque fois [chaque renouvellement du délai] les émigrés n'ont pas été informés et certains croyaient (…) qu'ils perdraient la nationalité du pays où ils se trouvaient. (…) Le Liban est un pays qui est gouverné selon un régime confessionnel, il repose sur un certain équilibre. Maintenant, cet équilibre est en défaut. Les Musulmans sont majoritaires, les Chrétiens établis au Liban sont devenus une minorité. (…) Pour rétablir cet équilibre, il fallait encourager les Libanais d'Outre Mer à accéder à la nationalité libanaise, à opter pour la nationalité libanaise »[282]

Si l'intrumentalisation politique et l'exagération du fait minoritaire chrétien est souvent critiquée, de nombreuses personnalités musulmanes, religieux ou intellectuels laïcs, reconnaissent l'importance de la présence chrétienne au Liban. Pour l'historien Ahmad Beydoun, par exemple, cette dernière garantie à l'ensemble des Libanais le respect de certains privilèges, d'une plus grande liberté.[283]

Issam Naaman, qui se présente comme musulman d'origine et laïc de conviction, reprend cet argument et insiste sur l'importance de la coexistence islamo-chrétienne au Liban. Puisque la représentation parlementaire paritaire instaurée depuis l'accord de Taëf désamorce les enjeux confessionnels, explique-t-il, il est favorable à la naturalisation de Coptes égyptiens s'ils souhaitent s'installer au Liban :

> « Bien que je sois musulman et que je sois né dans une famille druze, je suis laïc et la religion n'a pas d'importance pour moi. Toutefois, en tant que citoyen d'origine musulmane, je pense que les Chrétiens d'origine libanaise ont le droit d'avoir la nationalité libanaise, ce que le gouvernement devrait faciliter, parce que le peuple libanais est composé de Chrétiens et de Musulmans. C'est un fait historique et tout ce qui peut participer à l'équilibre entre ces deux communautés doit être adopté. (…)

282. Bédaoui Abou Dib, entretien à Beyrouth, 26 mai 2003.

283. Ahmad Beydoun, entretien à Beyrouth, 15 décembre 2003.

> Maintenant le Parlement est à moitié [chrétien] et à moitié [musulman], bien que près de deux tiers des Libanais au Liban soient musulmans. (…) Dès lors, pourquoi ne pas faciliter la restitution de la nationalité aux Chrétiens qui le voudraient ? (…) Je souhaite la naturalisation de nombreux chrétiens même s'ils ne sont pas d'origine libanaise parce que cela produit une sorte d'équilibre. Voyez-vous, la chrétienté arabe est très importante comme facteur de stabilisation pour le monde arabe et les Chrétiens [ne sont présents] que dans l'Orient arabe, c'est-à-dire le Liban, la Syrie, l'Irak, la Jordanie, la Palestine et l'Égypte. Il ne faut pas que nous les perdions. Les Égyptiens chrétiens émigrent aux États-Unis, car ils peuvent avoir une carte verte et éventuellement la nationalité. Si le Liban leur donnait la nationalité, ils viendraient peut-être ici. En tant qu'Arabe, nous avons plus le droit de les avoir que les Américains et je pense qu'ils souhaitent être ici. La loi que j'ai présentée en 1992 les aiderait [à obtenir la nationalité]. (…) [Pour les autorités maronites], il serait déplacé de demander la naturalisation des Chrétiens arabes, mais leur réponse toute prête est : "pourquoi ne pas naturaliser les personnnes d'origine libanaise ?" Pourquoi pas. (…) Mais les Chrétiens du Liban émigrent et personne ne revient, c'est pourquoi, si les Coptes souhaitent venir au Liban, je dis : "Pourquoi ne pas [les naturaliser] ?" »[284]

Si le courant politique progressiste auquel appartient Issam Naaman est attentif à l'équilibre confessionnel, sa position au sujet de la nationalité et de la naturalisation se distingue par la place qu'il accorde au droit du sol. Au contraire, le Patriarche et la Ligue maronite défendent une législation fondée sur le droit du sang et refusent toute concession au droit du sol qu'ils considèrent comme le préalable à l'implantation des réfugiés palestiniens. Cette différence est importante, elle renvoie schématiquement à deux conceptions différentes de la Nation : territorialisée chez les premiers, identitaire chez les seconds.

C. L'ABANDON DU PROJET DE LOI DE NATIONALITE

Dans le courant de l'année 1999, après l'élection d'Émile Lahoud à la présidence de la République et la nomination de Sélim al-Hoss comme Premier ministre, ce dernier créé plusieurs commissions chargées d'étudier les dossiers politiques sensibles. La commission chargée d'élaborer une loi de nationalité est

284. Issam Naaman, entretien à Beyrouth, 29 septembre 2005, traduction de l'auteur.

présidée par le ministre de la Justice, Joseph Chaoul, doyen de la Faculté de droit à l'Université Saint-Esprit de Kaslik, et coprésidée par l'inamovible ministre de l'Intérieur, Michel al-Murr.

En mai 1999, au moment où se tient le deuxième Congrès des associations de la diaspora organisé par le ministère des Émigrés, Michel al-Murr fait part de son intention d'assouplir les conditions de la restitution de la nationalité. Selon le projet de loi en gestation, explique-t-il, il suffira de résider un an au Liban au lieu de s'engager à y résider définitivement. Michel al-Murr annonce également que les personnes d'origine libanaise pourront bénéficier d'un statut spécifique, appelé « citoyen émigré », qui ne permet pas de bénéficier de droits politiques, mais qui offre des avantages comparables à la « carte de l'émigré ».[285]

L'assouplissement des conditions de la restitution de la nationalité et la création du statut de « citoyen émigré » représentent un compromis qui masque le rôle central confié au ministre de l'Intérieur dans le processus de naturalisation. En effet, le nouveau projet de loi de nationalité lui donne le pouvoir d'annuler toute naturalisation pendant une période probatoire de cinq ans en cas de crime ou de « collaboration avec l'ennemi ».[286] Cela permet au ministre de l'Intérieur de se constituer une large clientèle politique auprès des naturalisés, selon une logique similaire à celle décrite précédemment au sujet de la commission de vérification des parachutages.

L'avocat Nizar Saghié, membre actif d'association de défense des droits civils, explique comment il a été sollicité pour donner son avis sur ce projet de loi :

> « Une copie du projet de loi m'a été remise par la Ligue maronite, sûrement par Pierre Hélou que je connais bien. Ce qui m'a le plus choqué dans ce projet, c'est qu'il permettait au ministère de l'Intérieur de révoquer la nationalité dans le cas où [la personne naturalisée] est simplement accusée d'avoir commis un délit ou si elle collabore avec un pays étranger. Cela permettait donc au ministère de l'Intérieur de se constituer une clientèle politique sur qui il pouvait faire peser la menace de la révocation de la nationalité. Cela était très clair, d'autant que le ministre de l'Intérieur, Michel al-Murr, avait commis beaucoup d'irrégularités durant

285. « Un projet de loi accorde des droits limités aux émigrés », *Daily Star*, 12 mai 1999 ; « Le comité des magistrats a achevé ses travaux », *l'Orient le Jour*, 12 mai 1999 ; « L'affaire des naturalisations revient sur le tapis », *l'Orient le Jour*, 17 mai 1999.

286. « Deux dossiers délicats : la décentralisation et les naturalisations », *l'Orient le Jour*, 16 juin 1999.

> les élections de 1996. Le projet de loi contenait un deuxième volet sur la naturalisation des émigrés. C'était une manière de faire passer la pilule auprès des Chrétiens, notamment la Ligue maronite et le Patriarche [maronite]. »[287]

Au moment où le projet de loi doit être présenté au Conseil des ministres, plusieurs personnalités politiques chrétiennes indépendantes font part de leurs réticences à Sélim al-Hoss. L'ancien ministre chéhabiste Fouad Boutros critique le rôle central du ministère de l'Intérieur, le député Nadim Salem rappelle que la loi de nationalité doit préserver les « équilibres nationaux » et le président de la Ligue maronite Pierre Hélou refuse de nouvelles naturalisations et demande l'annulation du décret de naturalisation de 1994.[288] Nemet Allah Abi Nasr, qui a récemment fondé son propre parti, l'Union démocrate chrétienne (UDC), se fait l'écho de ces critiques et demande que « les Palestiniens, les travailleurs immigrés et les employées de maison » soient expressément exclus de la naturalisation.[289]

Face à ces critiques, la présentation du projet de loi au Conseil des ministres est reportée tandis que Pierre Hélou et Nemet Allah Abi Nasr sont reçus par Michel al-Murr. Ce dernier s'engage à interdire la naturalisation des Palestiniens, à annuler les naturalisations illégales de 1994 « par décision du Conseil d'État » et sur la base du rapport de la commission de vérification qu'il avait créée en 1996, et à créer une commission chargée de préparer une nouvelle annexe au décret de naturalisation sous la présidence d'un juge ![290]

Dans les mois qui suivent, tandis que la présentation du projet de loi de nationalité au Conseil des ministres est régulièrement reportée, la Ligue maronite et Nemet Allah Abi Nasr ne cessent de réclamer l'annulation du décret de naturalisation[291]. Au printemps 2000, le nouveau président de la Ligue maronite, l'émir Harès Chéhab, rappelle que l'annulation du décret de naturalisation est l'une de

287. Nizar Saghié, entretien à Beyrouth, 19 août 2005.

288. « La mise en garde contre la loi en gestation », *l'Orient le Jour*, 18 juin 1999 ; « Les naturalisations ou la décentralisation aujourd'hui en Conseil des ministres », *l'Orient le Jour*, 23 juin 1999 ; « Salem : la loi sur les naturalisations est une affaire grave », *l'Orient le Jour*, 24 juin 1999 ; « La ligue maronite appelle les députés à faire preuve de courage », *l'Orient le Jour*, 9 juillet 1999.

289. « Abi Nasr critique la loi sur les naturalisations », *l'Orient le Jour*, 9 juillet 1999.

290. « Murr promet une révision du décret », *l'Orient le Jour*, 14 juillet 1999.

291. « Pierre Hélou : non à un nouveau décret 1993 [1994] », « Plaidoyer pour une législation plus stricte », *l'Orient le Jour*, 3 septembre 1999 ; « Naturalisation et implantation : double menace », *l'Orient le Jour*, 27 novembre 1999 ; « Forcing de la Ligue maronite pour obtenir un verdict », *l'Orient le Jour*, 2 décembre 1999.

ses priorités.[292] Nemet Allah Abi Nasr, qui se présente au Parlement sur la liste de l'homme d'affaires Georges Frem, fait de cette question l'un des thèmes de sa campagne électorale.[293]

292. « Chéhab veut que la Ligue fasse plus pour la diaspora », *Daily Star*, 29 juin 2000.

293. « Nemet Allah axe sa campagne sur le refus des naturalisations massives », *l'Orient le Jour*, 20 juin 2000.

En 1996, la nomination de Talal Arslan au ministère des Émigrés, alors que l'Union est à nouveau divisée, insuffle une nouvelle dynamique fondée sur le renouvellement des réseaux au sein de la diaspora. Toutefois, Talal Arslan ne parvient pas à trouver un terrain d'entente avec Farès Boueiz, selon qui la fonction d'Attaché de l'émigration contredit les principes qui régissent les relations diplomatiques. Le ministère des Émigrés est finalement supprimé en août 2000 par le Premier ministre Sélim al-Hoss, après que Nabih Berri ait obtenu l'intégration sans conditions des Attachés de l'émigration au corps diplomatique.

Entre temps, Sélim al-Hoss charge une commission de définir une politique d'émigration, mais les travaux de cette commission ne débouchent sur aucun résultat concret. Le mécanisme pour réunifier l'Union sous la tutelle du gouvernement s'enraye rapidement, la restitution de la nationalité et le droit de vote à l'étranger sont éludés et le congrès des hommes d'affaires de la diaspora est occulté par la libération du Liban Sud.

Par ailleurs, les revendications en faveur du droit de vote à l'étranger se multiplient, mais elles recouvrent des propositions et des stratégies diverses : accroître le poids des chrétiens dans le corps électoral en l'associant à la restitution de la nationalité ; trouver un consensus au delà des barrières confessionnelles en dissociant ces deux revendications et débloquer le jeu électoral ; lui substituer la nomination de représentants de la diaspora pour préserver la donne électorale.

La polémique sur les « parachutages » des naturalisés, lors des élections législatives de 1996, donne au ministre de l'Intérieur, Michel al-Murr, l'occasion d'accroître le contrôle qu'il exerce sur sa clientèle électorale, tout en promettant de rééquilibrer le décret de naturalisation en faveur des Chrétiens. Le projet de loi sur la restitution de la nationalité, présenté par le président Elias Hraoui, puis le projet de réforme de la nationalité, préparé par Michel al-Murr, ont en commun d'accroître le rôle du ministère de l'Intérieur dans le processus de naturalisation. L'échec de ces propositions témoigne finalement de la faiblesse des pôles chrétiens au sein de l'exécutif en raison de l'architecture du pouvoir et de leur manque de légitimité.

Chapitre VIII

Le droit de vote à l'étranger et les nouveaux équilibres politiques (2001-2008)

La période qui suit le retour au pouvoir de Rafic al-Hariri est marquée par une recomposition des alliances politiques interne en réponse aux tensions que suscitent la nouvelle politique américaine au Moyen-Orient.

Quelles sont les conséquences de la suppression du ministère des Émigrés et son intégration dans le ministère des Affaires étrangères ?

L'ancien ministère des Émigrés devient la Direction des Émigrés sans réel changement tandis que se succèdent à la tête du ministère des Affaires étrangères (et des Émigrés) des partisans de l'alliance stratégique avec la Syrie, en particulier deux diplomates chiites politiquement indépendants. Dans ce contexte, les vagues projets de réunification de l'Union échouent rapidement alors que l'aggravation des tensions politiques contribuent à approfondir la division entre ses branches.

Dans quelle mesure le droit de vote à l'étranger et la restitution de la nationalité représentent-ils les instruments d'un rééquilibrage politique ?

En 2003, le Conseil d'État soutenu par le président de la République, Émile Lahoud, demande la révision du décret de naturalisation de 1994, contre la volonté de Rafic al-Hariri. Cette décision, difficilement applicable, est l'occasion pour le député Nemet Allah Abi Nasr de proposer un compromis sur la restitution de la nationalité et sur le droit de vote à l'étranger. À l'occasion des élections législatives de 2005, plusieurs initiatives en faveur du droit de vote à l'étranger voient le jour dans la diaspora. Par la suite, la présence de Ziad Baroud, issu de la société civile, dans la commission chargée de préparer une nouvelle loi électorale, puis sa nomination au ministère de l'Intérieur, à l'automne 2008, contribuent à l'adoption du droit de vote à l'étranger, dont l'application est toutefois repoussée à 2013.

A) Des tensions régionales de plus en plus fortes

1. Des pressions accrues sur la Syrie (2000-2004)

a. Les limites de la liberalisation et des reformes

En Syrie, après l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad, le régime connait une brève période d'ouverture au cours de laquelle d'amples projets de réforme sont entrepris, en particulier dans le domaine économique. Les attentes de la population sont particulièrement fortes, car la Syrie accuse de profonds retards de développement, souffre d'un fort taux de chômage, aggravé par la croissance continue de la population, et pâtit de l'inefficacité d'une administration pléthorique et corrompue, tandis que le budget est bridé par la baisse de ses revenus pétroliers et des aides extérieures (Droz-Vincent, 2001b).

Un programme de réformes est lancé avec le soutien de l'Union européenne autour de quatre grands axes : la rénovation du secteur bancaire et financier, l'allégement du secteur public, la refonte du cadre juridique et l'augmentation des ressources à travers l'exportation des hydrocarbures et la coopération économique. Toutefois, ces réformes se heurtent rapidement aux intérêts d'une classe d'entrepreneurs proches de Bachar al-Assad, notamment son beau-père Fawaz Al-Akhras, son oncle maternel Muhammad Makhlouf et le fils de ce dernier, Rami Makhlouf. Les critiques sont muselés : l'économiste Aref Dalila et le député Riad Seif sont emprisonnés pour avoir dénoncés la constitution de monopoles dans dans le secteur privé, en particulier la téléphonie mobile ; le ministre Bachar Issam Zaïm, ancien technocrate des Nations Unies chargé du Plan puis de l'Industrie, est accusé de corruption (Picard, 2005).

Parallèlement, le régime de Bachar al-Assad bloque toute forme d'ouverture politique face à l'Appel des 99, en septembre 2000, et l'Appel des 1000, en janvier 2001, qui demandent la fin de l'état d'urgence, la libération des prisonniers politiques, l'organisation d'élections libres, la liberté d'expression et le multipartisme. Dans le courant de l'année 2001, les services de sécurité limitent le fonctionnement des cercles de discussion qui se sont ouverts depuis la mort d'Hafez al-Assad, puis ils contraignent la plupart d'entre eux à fermer et mènent finalement une campagne d'arrestations dans les milieux intellectuels. Parallèlement, le régime de Bachar al-Assad part à la reconquête de sa base en renouvelant profondément les cadres du parti Baas et ceux de certaines administrations.

La fin de la brève période d'ouverture du régime syrien peut s'expliquer par le recul de la position syrienne au niveau régional qui, indirectement, fragilise l'autorité de Bachar al-Assad. En effet, le retrait israélien du Liban Sud a réduit la marge de manœuvre syrienne dans les négocations avec Israël sur le Golan et a remis en question la légitimité de la présence de l'armée syrienne au Liban. Lors de la campagne pour les élections législatives de 2000, de nombreuses voix se sont élevées au Liban pour demander une redéfinition des relations avec la Syrie.

B. METTRE FIN A LA TUTELLE SYRIENNE SUR LE LIBAN

Après le 11 septembre 2001, le régime syrien fait face à la politique aggressive du président Georges W. Bush contre l'Axe du mal, puis à son projet de remodelage du Moyen-Orient. L'invasion de l'Irak donne aux États-Unis une position géostratégique dominante et Bachar al-Assad, qui est accusé de faciliter le passage de combattants étrangers en Irak, est directement menacé de subir le même sort que Saddam Hussein. Le *Syrian Accountability Act*, voté par le Congrès américain à la fin de l'année 2003, impose des sanctions diplomatiques et économiques à la Syrie, tandis que le *Lebanese Sovereignity Restoration Act* exige de la Syrie qu'elle retire son armée du Liban et qu'elle cesse de s'ingérer dans les affaires intérieures libanaises.

Face à ces menaces, Bachar al-Assad renforce son contrôle sur le Liban où la cohabitation entre le président Émile Lahoud, qu'il a fait élire en 1998, et le Premier ministre Rafic al-Hariri, revenu au pouvoir en 2000 après sa victoire électorale, est très difficile. Outre l'animosité entre les deux hommes et la concurrence entre les deux pôles de l'éxécutif libanais, l'opposition entre Émile Lahoud et Rafic al-Hariri reflète les tensions internes du régime syrien où Bachar al-Assad veut écarter du pouvoir « l'ancienne garde » de son père, en particulier le vice-président Abdel Halim Khaddam, proche de Rafic al-Hariri et chargé du dossier libanais jusqu'en 1998.

En avril 2003, Bachar al-Assad impose un remaniement ministériel au Liban afin de renforcer son contrôle sur les portefeuilles stratégiques au moment où les États-Unis envahissent l'Irak. Puis, il manifeste son intention de maintenir au pouvoir le président Émile Lahoud, dont le mandat prend fin à l'automne 2004, malgré l'opposition de Rafic al-Hariri.

Le Président français Jacques Chirac, proche de Rafic al-Hariri, profite de cette occasion pour renouer avec l'administration américaine et tourner la page de son

opposition à l'invasion de l'Irak. En septembre 2004, alors que le Parlement libanais vote la prolongation du mandat d'Émile Lahoud, comme il l'a fait pour Élias Hraoui en 1995, le Conseil de Sécurité adopte la résolution n°1559, sur proposition de la France et des Etats-Unis, qui condamne les ingérences syriennes au Liban et qui exige le désarmement du Hezbollah. Peu après, Rafic al-Hariri démissionne et est remplacé par Omar Karamé qui forme un gouvernement composé essentiellement de personnalités proches de la Syrie. Le gouvernement d'Omar Karamé est chargé de préparer une nouvelle loi électorale pour les élections législatives de l'été 2005.[294]

À la fin de l'automne, Walid Joumblatt constitue une alliance électorale avec les forces politiques chrétiennes réunies depuis 2001 dans le Rassemblement de Kornet Chehwan. Ils fondent le Rassemblement du Bristol dont le principal objectif est le retrait des troupes syriennes et auquel le Courant du futur de Rafic al-Hariri s'associe comme « observateur ». Face à eux, le mouvement Amal, le Hezbollah, le PSNS, la Jamaa islamiyya, le Baas et les personnalités politiques proches de la Syrie créent la Rencontre d'Ain Tineh, du nom du domicile de Nabih Berri, pour défendre l'alliance stratégique avec la Syrie contre Israël que menace la résolution 1559.

2. Le Liban après le retrait syrien (2005-2008)

A. LE « PRINTEMPS DE BEYROUTH »

Les événements s'accélèrent après l'attentat du 14 février 2005 contre Rafic al-Hariri (Favier, 2006). Le soir même, ses proches et ses principaux alliés politiques, en particulier Walid Joumblatt, accusent publiquement les services de sécurité syro-libanais d'avoir fomenté l'attentat. Dans les semaines qui suivent, la mission d'enquête des Nations Unies envoyée à Beyrouth constate de graves irrégularités dans l'enquête en cours et accuse la Syrie d'être à l'origine de la tension politique régnant avant l'attentat. Le Conseil de Sécurité adopte la résolution 1595 qui créée une commission d'enquête internationale.

Parallèlement, le Courant du futur rejoint pleinement le Rassemblement du Bristol, tandis que la Rencontre d'Ain Tineh implose. Face aux pressions internationales, Bachar al-Assad annonce le retrait de ses troupes du Liban. Le Hezbollah organise alors une manifestation de soutien à la Syrie, le 8 mars 2005, qui

294. Afin que les élections législatives ne tombent pas la même année que l'élection présidentielle, les premières sont exceptionnellement repoussées d'un an et la législature parlementaire dure cinq années au lieu de quatre.

rassemble 700 000 à 800 000 personnes dans le centre ville de Beyrouth. Le 14 mars, une contre-manifestation au moins aussi importante que la précédente est organisée par l'ensemble des forces qui demandent la fin de la tutelle syrienne et qui sont désormais nommées « Mouvement du 14 mars ».

Ces deux manifestations sont à la fois la marque d'une forte polarisation confessionnelle de la scène politique, opposant les Chiites unis derrière le Hezbollah aux Sunnites soudés par l'assassinat de leur leader, et l'expression d'un désir de changement face aux blocages et aux dérives clientélistes et sécuritaires du système politique, miné par les ingérences syriennes ; et face à la marginalisation des principaux partis chrétiens, notamment les FL et le Courant patriotique libre (CPL) de Michel Aoun qui font le retour sur la scène politique.

Le Premier ministre Omar Karamé, qui a annoncé sa démission dès le 7 mars, est finalement remplacé par Najib Mikati dont la candidature fait consensus bien qu'il soit proche de Bachar al-Assad. Ce dernier forme un gouvernement restreint chargé d'organiser les élections et dont les membres ne sont pas candidats aux législatives. Pour que les élections soient organisées au plus vite, comme le souhaitent les ambassades françaises et américaines, le projet de loi électorale présenté par le gouvernement d'Omar Karamé au Parlement, basée sur des petites circonscriptions et qui est en cours de discussion, est abandonné au profit de la même loi électorale qu'en 2000.

Cette décision, imposée par les quatres principaux leaders musulmans, Walid Joumblatt, Nabih Berri, le secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah et le fils de Rafic al-Hariri, Saad al-Hariri, contre les autres forces politiques, en particulier les Chrétiens, provoque l'implosion du Rassemblement de Kornet Chehwan. En effet, ses membres et Michel Aoun, revenu d'exil, sont incapables de s'entendre lors des négociations pour la formation des listes électorales. Aux termes d'alliances improbables, les candidats de Michel Aoun constituent des listes communes avec des figures locales proches de Damas, comme Michel al-Murr dans le Metn et Elie Skaff à Zahlé, tandis que les autres candidats chrétiens sont intégrés dans les listes du Courant du futur, du PSP, d'Amal et du Hezbollah, parfois à l'instigation des ambassades françaises et américaines.

La campagne électorale est marquée par plusieurs attentats dans les régions chrétiennes et contre des personnalités opposées à la tutelle syrienne. Dans un contexte extrêment tendu, les candidats multiplient les surenchères confessionnelles et

la communauté internationale envoie plusieurs missions d'observation pour surveiller le déroulement des élections.

Au terme du scrutin, les listes de Saad al-Hariri remportent l'ensemble des sièges à Beyrouth et celles d'Amal et du Hezbollah sont plébiscitées au Liban Sud. Au Liban Nord, les deux circonscriptions sont gagnées par le mouvement du 14 mars qui regroupe le Courant du futur, le Bloc tripolitain, les FL, le mouvement du Renouveau démocratique de Nassib Lahoud et la Gauche démocratique. Dans la Bekaa, les candidats de Walid Joumblatt et de Saad al-Hariri s'imposent dans la circonscription de la Rachayya-Bekaa Ouest, mais la liste du Hezbollah gagne la circonscription de Baalbeck-Hermel et celle d'Élie Skaff et du CPL emporte la circonscription de Zahlé. Enfin, au Mont Liban, Walid Joumblatt s'impose dans son fief du Chouf et à Baabda-Aley, mais il est devancé par les listes du CPL dans la circoncription du Kesrouan-Jbeil et dans celle du Metn, où Michel Aoun est allié à Michel al-Murr.

Le mouvement du 14 mars obtient la majorité des sièges au Parlement avec 72 députés sur 128, dont 36 pour le Courant du Futur. Michel Aoun, qui obtient 21 sièges avec ses alliés, s'affirme comme la principale force politique chrétienne. Enfin, Nabih Berri, le Hezbollah et leurs alliés obtiennent 35 députés. Nabih Berri est réélu à la présidence du Parlement et l'ancien ministre des Finances de Rafic al-Hariri, Fouad Siniora, est choisi comme Premier ministre. Après plusieurs semaines de tractations, il constitue un gouvernement d'union nationale comprenant 24 ministres, dont 15 pour le Mouvement du 14 mars, 8 pour Amal et le Hezbollah, et un ministre indépendant sur qui repose l'issue des scrutins nécessitant les deux tiers des voix au sein du Conseil des ministres.

Le gouvernement de Fouad Siniora est chargé de traiter trois dossiers difficiles :

- premièrement, l'enquête internationale sur l'assassinat de Rafic al-Hariri dont la Syrie et ses alliés dénonçent l'intrumentalisation au profit des intérêts israélo-américains.

- deuxièmement, l'échange d'ambassades entre Damas et Beyrouth, qui implique la reconnaissance formelle de l'existence du Liban par la Syrie, et le tracé de la frontière syro-libanaise, qui pose la question de la libanité des fermes de Chebaa et de l'occupation ou non d'un partie du territoire libanais par Israël.

- troisièmement, le désarmement du Hezbollah et le déploiement de l'armée au Liban-Sud qui renvoient aux négociations syro-israélienne sur le Golan et à l'influence iranienne au Proche-Orient.

B. LA « GUERRE DES 33 JOURS » ET LA MENACE D'UNE NOUVELLE GUERRE CIVILE

À la fin de l'été 2005, les quatre principaux responsables des services de sécurité libanais sont arrêtés à la demande de la commission d'enquête internationale sur l'assassinat de Rafic al-Hariri dont le rapport, publié à la fin du mois d'octobre, accuse Bachar al-Assad et son entourage d'avoir planifié l'attentat contre Rafic al-Hariri.

Face aux pressions internationales et à l'isolement diplomatique, Bachar al-Assad renforce son pouvoir à l'intérieur du régime syrien tout en consolidant la position régionale de la Syrie. Dès juin 2005, il coopte son beau-frère Assef Chawqat et son frère Maher al-Assad dans les instances dirigeantes du Baas, à l'occasion du 10e congrès du parti. Puis, il écarte progressivement plusieurs personnalités importantes, comme le Premier ministre Mustafa Nero, le ministre de la Défense Mustafa Tlass, le chef des renseignements intérieurs Bahjat Suleiman, le vice-président Abdel Halim Khaddam et le ministre de l'Intérieur Ghazi Kanaan, qui a dirigé les services de renseignement syriens au Liban de 1982 à 2002. Parallèlement, il consolide son alliance avec l'Iran, améliore ses relations avec la Turquie en acceptant de renoncer officiellement au *sandjak* d'Alexandrette et renouvelle son soutien au Hamas palestinien dont plusieurs dirigeants sont réfugiés à Damas.

Au Liban, après un attentat contre le directeur du quotidien *An-Nahar*, Jibrane Tuéni, en décembre 2005, les six ministres chiites du gouvernement s'opposent à l'élargissement du mandat de la commission d'enquête internationale à l'ensemble des attentats perpetrés contre des personnalités du 14 mars et suspendent leur participation au gouvernement de Fouad Siniora qui menace d'imploser.

Le CPL, qui ne participe pas au gouvernement, se rapproche alors du Hezbollah avec qui il signe le Document d'entente mutuelle le 6 février 2006. Cet accord entérine une série de concessions mutuelles en particulier sur les conditions du désarmement du Hezbollah et sur le rééquilibrage des relations syro-libanaises.

Parallèlement, Nabih Berri invite les principaux leaders politiques et communautaires à se retrouver autour d'une même table pour discuter des principaux

problèmes politiques qui minent le pays. Ces négociations, intitulées Conférence du dialogue, sont espacées sur plusieurs mois et permettent de dégager un consensus au sujet de l'enquête internationale, du désarmement des groupes palestiniens hors des camps et de la libanité des fermes de Chebaa. Toutefois, aucun accord n'est trouvé au sujet du désarmement du Hezbollah. Alors que le mouvement du 14 mars demande le déploiement de l'armée libanaise au Liban Sud et l'intégration de la résistance dans l'armée libanaise, le Hezbollah s'y oppose et considère qu'une stratégie de guérilla est l'unique moyen de contrer la supériorité militaire d'Israël.

Le 12 juillet 2006 marque le début de la guerre de 33 jours entre Israël et le Hezbollah avec la capture par ce dernier de deux soldats israéliens au cours d'un violent accrochage frontalier. Israël répond par une vaste offensive aérienne puis terrestre qui a pour objectif l'élimination des principaux chefs du Hezbollah et la destruction de son arsenal militaire. Le bombardement des infrastructures sur l'ensemble du territoire et des zones d'habitations dans les régions chiites (Liban Sud, banlieue sud de Beyrouth et Bekaa) fait plus de 1000 victimes civiles, provoque un déplacement massif de population et cause de très importantes destructions. Le Hezbollah, créant la surprise, réussit à repousser l'invasion terrestre et accepte, après un mois de combats, la résolution 1701 du Conseil de Sécurité qui impose le retrait complet des forces israéliennes et le déploiement de l'armée libanaise dans la zone frontalière aux côtés de la FINUL fortement renforcée.

La « guerre des 33 jours » torpille la Conférence du dialogue. Dans les mois qui suivent, le gouvernement de Fouad Siniora et l'opposition menée par le Hezbollah ne cessent de s'accuser mutuellement de faire le jeu de leurs parrains étrangers, les États-Unis et la France pour les uns, la Syrie et l'Iran pour les autres. En novembre 2006, après l'assassinat du ministre de l'Industrie Pierre Gemayel, le fils d'Amin Gemayel, les ministres chiites s'opposent à nouveau à l'élargissement du mandat de la commission d'enquête internationale et démissionnent du gouvernement.

Le Hezbollah, le mouvement Amal, le CPL et les Maradas de Sleiman Frangieh organisent d'importantes manifestations dans le centre-ville de Beyrouth pour obtenir un droit de veto au sein du gouvernement, c'est à dire un tiers de blocage lors du vote pour les décisions importantes. Après des affrontements armés entre manifestants et contre-manifestants qui font plusieurs morts au mois de janvier 2007, l'opposition renoncent à poursuivre la grève générale, mais maintien son sit-in au centre ville de Beyrouth.

La crise s'enlise dans l'attente de la fin du mandat d'Émile Lahoud en novembre 2007. Au printemps, après de nouveaux attentats contre des personnalités politiques progouvernementales, l'armée libanaise affronte pendant trois mois un groupe islamiste palestinien, Fatah al-Islam, retranché dans le camp de Nahr al-Bared à côté de Tripoli. Ces événements renforcent la position du commandant en chef de l'armée, le général Michel Sleiman, qui fait figure de candidat consensuel pour succéder à Émile Lahoud. Toutefois, les négociations entre le gouvernement et l'opposition butent sur la composition du prochain gouvernement dans lequel cette dernière exige d'avoir un tiers des sièges.

En mai 2008, après l'interdiction par le gouvernement du réseau de communication du Hezbollah, ce dernier affronte les milices du Courant du Futur à Beyrouth et celle du PSP dans le Chouf. Le Hezbollah prend le contrôle de la capitale en quelques jours, puis se retire pour laisser place à l'armée libanaise. L'émir du Qatar intervient comme médiateur et invite l'ensemble des protagonistes à Doha pour négocier une sortie de crise. L'accord de Doha accorde à l'opposition un tiers de blocage dans le futur gouvernement et une nouvelle loi électorale basée sur des petites circonscriptions. Dans les semaines qui suivent, Michel Sleiman est élu à la présidence de la République et Fouad Siniora est à nouveau chargé de composer un gouvernement d'union nationale.

Parallèlement, Bachar al-Assad s'impose comme un acteur régional incontournable en raison de sa capacité à peser sur la situation politique et sécuritaire au Liban et en l'absence d'alternative sérieuse à son régime, ou souhaitable pour les pays occidentaux. Le président français Nicolas Sarkozy encourage la reprise des relations diplomatiques avec la Syrie après que Bachar al-Assad se soit engagé à accepter un échange d'ambassadeurs avec le Liban et à autoriser le tracé de la frontière syro-libanaise. À l'automne 2008, une amorce de réconciliation s'engage entre les différents protagonistes de la crise libanaise alors qu'une nouvelle Conférence du dialogue doit définir une stratégie de défense nationale dans la perspective des élections législatives du printemps 2009.

B) Les piétinements de la cohabitation

1. L'abandon de la politique d'émigration

A. UNE DIPLOMATIE DE SOUTIEN A LA RESISTANCE

Après le retour au pouvoir de Rafic al-Hariri en 2000, le ministère des Affaires étrangères et des Émigrés, qui porte à nouveau ce nom depuis le mois d'août 2000, est confié à diplomate de carrière proche de la Syrie, Mahmoud Hammoud, qui est le premier chiite à occuper cette foncion puisque l'usage voulait que ce portefeuille soit attribué à un Chrétien.

Le regroupement des différents services de l'émigration est repoussé,[295] à l'exception des Attachés de l'émigration nommés à l'étranger et promus consuls en Afrique ou à Détroit pour certains[296]. De même, les projets élaborés par Rida Wahid dans le Livre blanc du ministère des Émigrés et par la commission de l'émigration créée par Sélim al-Hoss sont totalement abandonnés, à l'exception de la carte de l'émigré sur laquelle nous reviendrons.

L'ancien ministère des Émigrés est renommé Direction générale des émigrés. Son directeur, Haytham Joumaa, conserve son poste et apparaît occasionnellement dans la presse au sujet de l'Union, qui est profondément divisée comme nous allons le voir, ou lorsque des Libanais sont menacés dans des pays africains en guerre. POur Haytham Joumaa, qui s'inspire de Rida Wahid, les ambassades s'occupent de la diplomatie et du statut personnel alors que son service a pour vocation de développer un travail « socio-humanitaire » tourné vers les associations et les clubs libanais de l'étranger.

Dans les mois qui suivent, la Direction des Émigrés organise des « semaines » de promotion des relations entre le Liban et un pays d'émigration (France, Australie, Côte d'Ivoire, etc.), continue d'organiser le camp d'été des jeunes émigrés, anime un site internet (http://www.emigrants.gov.lb) et correspond avec des écoles libanaises à l'étranger.[297] Par contre, les affaires relatives à l'état civil ou aux propriétés des émigrés relèvent de la Division des émigrés, c'est-à-dire de l'ancien secrétariat aux

295. « Le nouveau système du ministère des Affaires étrangères et des Émigrés attend un accord politique pour être appliqué », *As-Safir*, 10 février 2001.

296. Antoine Abboud, entretien à Beyrouth, 19 mai 2003 ; Ahmad Beydoun, entretien à Beyrouth, 15 décembre 2003.

297. Haytham Joumaa, entretien à Jnah, 6 novembre 2003.

Émigrés, dont les locaux sont situés au siège du ministère des Affaires étrangères dans le quartier d'Ashrafieh à Beyrouth, alors que la Direction des Émigrés occupe le même bâtiment où avait été installé le ministère des Émigrés, à Jnah dans la banlieue sud de Beyrouth.

Le relatif désintérêt du président du Parlement Nabih Berri pour la Direction des Émigrés depuis 2000 peut s'expliquer par l'attribution du ministère des Affaires étrangères à des partisans de l'alliance stratégique avec la Syrie qui rend inutile le besoin d'une diplomatie parallèle fondée sur les réseaux de la diaspora. En avril 2003, Mahmoud Hammoud est nommé au ministère de la Défense et Jean Obeid, proche de la Syrie et ancien conseiller du président Amin Gemayel, le remplace aux Affaires étrangères et aux Emigrés, avant que Mahmoud Hammoud retrouve ce portefeuille dans le gouvernement d'Omar Karamé en octobre 2004.

Le retrait de l'armée syrienne du Liban au printemps 2005 ne marque pas de réelle rupture. Dans le gouvernement de Fouad Siniora formé en juin 2005 après les élections, le ministère des Affaires étrangères est confié à Fawzi Salloukh, soutenu par le Hezbollah, qui est également un diplomate de carrière de confession chiite. Après la départ de Fawzi Salloukh en novembre 2006, qui démissionne du gouvernement avec les autres ministres chiites, le ministre de la Culture, Tareq Mitri, est chargé de l'intérim au ministère des Affaires étrangères, puis Fawzi Salloukh obtient à nouveau le portefeuile des Affaires étrangères en juillet 2008 dans le deuxième gouvernement de Fouad Siniora.

B. LES REPERCUSSIONS DES TENSIONS POLITIQUES INTERNES SUR L'UNION

En juin 2001, la faction de l'Union présidée par Naji Naïm se rebaptise Union des émigrés et organise le douzième Congrès mondial à Mexico. Béchara Béchara, de la branche mexicaine, est élu président et les congressistes appellent au retrait des troupes syriennes du Liban.[298] Trois mois plus tard, le président du Parlement Nabih Berri organise le premier Congrès des émigrés d'Amal à Beyrouth auquel s'associent les branches africaines de l'Union.[299]

298. « Le douzième Congrès de l'Union des émigrés suggère un mécanisme pour le retrait de l'armée syrienne », *An-Nahar*, 1er juin 2001.

299. « Le mouvement Amal rend hommage à la diaspora » par Dania Shebaro, *Daily Star*, 17 août 2001 ; « L'Union des émigrés critique la déclaration de Beyrouth. Approbation de la

Pour éviter un nouveau face-à-face, le vice-président du Parlement, Issam Farès, qui a fait fortune à l'étranger avant de s'engager en politique au Liban, tente de réunifier l'Union. Il persuade l'Union des émigrés de réorganiser le douzième Congrès mondial à Las Vegas en mars 2002. Les congressistes évitent d'évoquer le retrait des troupes syriennes et acceptent le principe d'une coopération avec l'État. Ils proposent notamment la création d'un Conseil de l'émigration et acceptent d'organiser le prochain congrès mondial de l'Union à Beyrouth en juillet 2003.[300]

Toutefois, l'Union des émigrés apporte peu après son soutien aux revendications de l'Union maronite mondiale[301] qui demande le « retrait total de l'armée syrienne du Liban et la fin de son hégémonie politique, militaire et économique » lors de son congrès mondial à Los Angeles en juin 2002. Ce congrès, suscite de fortes réactions au Liban en raison de la convergence entre les résolutions du congrès et les exigences israéliennes.[302]

Quelques semaines plus tard, le PSNS organise son propre congrès des émigrés du sous le patronage du président Émile Lahoud. Le PSNS s'inspire largement des textes d'Antoun Saadé évoqués au chapitre II dans sa vision des relations entre les émigrés et le Liban tout en cherchant à surmonter la contradiction entre la rigidité des allégeances nationales et la fluidité des mouvements migratoires, comme l'explique Georges Daher, cadre du PSNS :

> « Selon le Parti social national syrien, l'émigré doit être loyal à la société, mais il doit entretenir des liens culturels et économiques avec son pays d'origine. Les émigrés sont les vecteurs de liens et d'échange entre la société d'origine et [la société] d'accueil. L'émigré a un rôle à jouer auprès de la société d'accueil. (…) Il doit défendre les positions politiques qui sont celle de la nation syrienne. (…) Les sections internationales du PSNS (…) fonctionnent comme un lobby qui cherche à sensibiliser la société d'accueil (…) Le militantisme à l'étranger est complètement

déclaration des Patriarches dans la diaspora », *An-Nahar*, 10 septembre 2001 ; « Réponse de Beyrouth à la déclaration de l'Union des émigrés », *An-Nahar*, 1er octobre 2001.

300. « Farès invite l'Union culturelle à l'unité », *As-Safir*, 1er mars 2002 ; « Pas de retour aux lacunes passées et aux compromis. Pour renforcer la légitimité libanaise et ses institutions » *Al-Liwa'*, 19 mars 2002 ; « L'Union des émigrés clotûre son congrès à Las Vegas : accord pour l'indépendance [de l'Union], l'harmonisation [des relations] avec Lahoud et les arcanes de l'État, et [l'organisation] d'un congrès à Beyrouth », *An-Nahar*, 19 mars 2002.

301. « Béchara et l'Union maronite mondiale », *An-Nahar*, 8 juillet 2002.

302. « Coïncidence frappante », par Joseph Samaha, *As-Safir*, 25 juin 2002 ; « Congrès général de l'Union maronite mondiale », *An-Nahar*, 25 juin 2002.

différent, (…) car l'émigré doit se soumettre aux lois du pays dans lequel il vit. (…) Mais un jour, ces émigrés seront dissous dans la société d'accueil, car ils perdent peu à peu leur culture et leur langue. En effet, les Syriens émigrés ne sont pas une secte [religieuse]. »[303]

Pour le PSNS, l'objectif de ce congrès est de mobiliser les membres du parti au service de la cause arabe « étant donné que l'Union libanaise culturelle mondiale connaît d'importantes divisions »,[304] comme l'explique encore Georges Daher :

> « Le PSNS est en relation avec les communautés libano-syriennes, ses clubs et ses associations, mais ceux-ci sont morcelés et divisés en de nombreux clubs sectaires [qui] sont plus réputés, car ils sont soutenus par le clergé. Le PSNS est en relation avec la *Syrian cultural association* au Brésil et en Argentine, par exemple, qui est un club séculier où différentes religions sont présentes. (…) Le PSNS soutien aussi l'Union libanaise culturelle mondiale (…). L'organisation d'une conférence a été proposée au président Émile Lahoud afin d'élire un nouveau directoire. (…) Le processus est difficile car la priorité n'est pas donnée à l'unification des migrants, mais au travail de communication afin que ces associations puissent aider le Liban. »[305]

Dans les jours qui suivent le congrès du PSNS, le conseiller du ministère des Affaires étrangères, Fouad al-Turk, fait part du refus du président Émile Lahoud de patronner le Congrès mondial de l'Union à Beyrouth tant que cette dernière ne sera pas réformée et réunifiée.[306] L'Union des émigrés[307] refuse alors la tenue du douzième

303. Georges Daher, entretien à Beyrouth, 5 décembre 2003.

304. « Arayji chez Berri pour la tenue d'un congrès des Émigrés », *l'Orient le Jour*, 3 juillet 2002 ; « Lahoud et le PSNS discutent de l'unité de la diaspora », *Daily Star*, 9 juillet 2002 ; « Lahoud va patronner la conférence de la diaspora du PSNS », *Daily Star*, 17 juillet 2002 ; « Le PSNS appelle à une loi de naturalisation des émigrés libanais », *l'Orient le Jour*, 26 juillet 2002 ; « Lahoud discute du rôle de la diaspora avec le PSNS », *Daily Star*, 3 août 2002.

305. Georges Daher, entretien à Beyrouth, 5 décembre 2003.

306. « Al-Turk prend des contacts pour mettre en place un nouveau système pour l'Union des émigrés » par Émile Khoury, *An-Nahar*, 25 juillet 2002 ; « Fouad al-Turk s'efforce de réédifier l'ULCM » par Émile Khoury, *l'Orient le Jour*, 26 juillet 2002.

307. « Le secrétaire général de l'Union des émigrés répond à Émile Khoury », *An-Nahar*, 25 juillet 2002.

Congrès mondial au Liban[308] et le processus de réunification proposé par Haytham Joumaa.[309]

Dans les années qui suivent, les congrès de la diaspora se succèdent et se concurrencent dans un contexte marqué par des tensions politiques internes de plus en plus fortes. Le *Lebanese International Business Council*, créé en mai 1999 sous le patronage de Sélim al-Hoss, organise au printemps 2003 un important congrès des hommes d'affaires à São Paulo à l'occasion du voyage de Rafic al-Hariri au Brésil.[310] En août 2003, le deuxième congrès des émigrés du PSNS appelle à la réunification de l'Union pour soutenir la résistance libanaise et faire face aux États-Unis et à Israël.[311] Juste avant, en juin 2003, l'Union des émigrés organise le treizième Congrès mondial de l'Union à Miami et demande la restauration de la souveraineté libanaise.[312]

Deux ans plus tard, en juin 2005, après l'assassinat de Rafic al-Hariri et le retrait des troupes syriennes, les branches américaines, européennes et australienne de l'Union organisent le quatorzième Congrès mondial à Sydney et demandent l'application de la résolution 1559.[313] Parallèlement, Nabih Berri et la Direction générale des émigrés tiennent le douzième Congrès mondial de l'Union à Beyrouth sous le patronage du président Émile Lahoud. Georges Antoun est écarté au profit

308. « Les divisions reportent le congrès de l'Union libanaise culturelle. Nasser : Nous accueillons le dialogue avec les opposants », *As-Safir*, 17 août 2002.

309. « Est-ce que l'Union libanaise culturelle se dirige vers l'unité et la coopération ? » par Joseph Qoseifi, *Al-Kifah al-Arabi*, 1er novembre 2002 ; « Des ambassadeurs et des décideurs de l'émigration demandent une initiative du président de la République pour le sauvetage de la diaspora. Les instances religieuses et partisanes ont légué leur divisions à la diaspora et ont chassé les investisseurs » par Yasar al-Hariri, *Ad-Diar*, 12 décembre 2002.

310. « Al-Hariri accueille la position de Lahoud : l'invitation à appliquer la Constitution arrive au bon moment. Da Silva : les Libanais ont leur place dans notre société et le congrès marque le début de l'élargissement de nos relations » Sabine Oueiss, *An-Nahar*, 10 juin 2003 ; « Hamadé : le Liban a un rôle pivot entre le monde arabe et l'Afrique. Siniora : nous nous sommes pressés d'élargir le marché et de le rendre attractif pour l'investissement », *Al-Kifah al-Arabi*, 10 juin 2003 ; « Al-Hariri : nous préparons des accords pour attirer les entreprises et construire une ligne maritime » *As-Safir*, 11 juin 2003.

311. « Travaux de l'émigration en présence de 200 émigrés », *Al-Kifah al-Arabi*, 6 août 2003, « Abdallah : L'unité nationale est la barrière la plus forte contre les obstacles. Samaha met en garde contre l'exil américano-sioniste » « Appel pour relancer l'Union libanaise culturelle et réunifier les institutions de l'émigration », *Ash-Sharq*, 9 et 16 août 2003.

312. « Congrès de l'Union des émigrés à Miami : efforts internationaux pour appliquer la résolution 520 », *An-Nahar*, 11 juin 2003 ; « L'ULCM appelle au retrait de toutes les forces étrangères du Liban », *l'Orient le Jour*, 26 août 2003.

313. « L'Union culturelle élit Karabet président contre Bahayni et Saliba, Atallah, Keyrouz, Doueyhi et Chedid députés », *An-Nahar*, 16 juin 2005.

d'Ahmad Nasser, proche des branches africaines et vice-président de l'Union depuis le onzième Congrès mondial à Beyrouth en 1999.[314]

2. L'annulation des naturalisations illégales

A. UNE DECISION DU CONSEIL D'ÉTAT SOUTENUE PAR LE PRESIDENT ÉMILE LAHOUD

Quand Rafic al-Hariri revient au pouvoir à l'automne 2000, plus de six ans se sont écoulés depuis que la Ligue maronite a déposé un recours auprès du Conseil d'État contre le décret de naturalisation de 1994 sans qu'aucun verdict ne soit rendu. En février 2001, le Conseil d'État recommande de suspendre les effets du décret de naturalisation tout en remettant à une date ultérieure sa décision définitive.[315] Cet avis a pour perspective le conflit qui oppose Rafic al-Hariri à Émile Lahoud. Alors que le premier s'est toujours opposé à une révision du décret de naturalisation, le second la soutient à la fois pour affaiblir son rival et pour renforcer sa position parmi les Chrétiens.

Durant les deux années qui suivent, la révision du décret de naturalisation est moins souvent revendiquée qu'auparavant par l'opposition chrétienne, même si la thématique de la coexistence et de l'équilibre confessionnel reste extrêmement présente. Après la création du Rassemblement de Kornet Chehwan en avril 2001, qui rassemblent les forces politiques maronites, le Patriarche maronite Nasrallah Sfeir multiplie les tournées à l'étranger au cours desquels il dénonce la politique économique du gouvernement et la tutelle de la Syrie qui poussent les Chrétiens à émigrer, en particulier les jeunes.[316]

À partir de 2002, l'ex-président de la Ligue maronite Pierre Hélou, qui est ministre d'État dans le gouvernement de Rafic al-Hariri, se fait l'écho de ces critiques et demande à nouveau l'annulation du décret de 1994.[317] Il est suivi par le Patriarche Sfeir, par l'émir Harès Chéhab, qui préside la Ligue maronite, et par Nemet Allah Abi

314. « Naser au Safir : Ce qui nous importe est loin de la politique et [nous soutenons] la création d'une carte de l'émigration » par Fatan Qobeissi, *As-Safir*, 1er août 2005.

315. « Le Conseil d'État recommande la suspension des effets du décret de 1994 », *l'Orient le Jour*, 16 février 2001.

316. « La diaspora a la volonté de revenir si ceux qui doivent partir s'en vont » par Abda Mata, *Daily Star*, 2 avril 2001, « Sfeir : le Liban n'a plus ni dignité, ni souveraineté, ni libre décision », « Sfeir a cloturé sa tournée en Europe et en Amérique latine », *l'Orient le Jour*, 21 et 24 novembre 2001.

317. « Hélou : le gouvernement n'a pas tenu parole », « Hélou plaide pour l'annulation du décret de naturalisation », *l'Orient le Jour*, 5 janvier et 11 février 2002.

Nasr, élu député en 2000.[318] Ces derniers rappellent que le délai légal de dix ans pour jouir de tous les droits civiques après la naturalisation, notamment se présenter aux élections et devenir fonctionnaire, expire dans deux ans. Au Parlement, Nemet Allah Abi Nasr, Salah Honein, Nayla Moawad, veuve du président assassiné René Moawad, et Gabriel al-Murr, frère et rival de Michel al-Murr, posent au gouvernement une question à ce sujet. Rafic al-Hariri accuse alors les Chrétiens d'entretenir un climat pessimiste et le ministre de la Justice, Samir al-Jisr, membre du Courant du Futur, doute publiquement de l'aboutissement du recours.[319]

Toutefois, en mai 2003, le Conseil d'État accepte à l'unanimité le recours présenté par le Ligue maronite contre le décret de naturalisation de 1994. Les juges reconnaissent les deux principaux arguments de la Ligue : l'atteinte au principe de coexistence en raison de l'absence d'équilibre confessionnel et la menace de l'implantation des réfugiés palestiniens en raison de l'adoption du critère de résidence. Par contre, ils rejètent le troisième argument selon lequel le président de la République, à l'époque Élias Hraoui, n'est pas compétent pour signer le décret.

Les juges rejettent également les contre-arguments du gouvernement, à savoir l'incompétence du Conseil d'État à juger des actes de gouvernement et l'incapacité de la Ligue maronite à requérir en tant qu'association. Bien que le Conseil d'État juge ce deuxième argument recevable dans l'absolu, il le rejette en raison des « circonstances » dans lesquelles le décret a été adopté, de son impact sur « l'équilibre interne » et « l'entente nationale », et du caractère « fondamental » de la nationalité pour la « coexistence ».[320]

L'attention portée à la fonction présidentielle est l'une des manifestations de l'influence du président Émile Lahoud sur cette décision. Ce dernier se déclare « satisfait » par une décision qui « lève les ambiguïtés » sur la naturalisation des réfugiés palestiniens. Pour la presse, c'est un cadeau du président à l'opinion chrétienne ou une compensation après l'éviction du gouvernement des ministres proches de l'opposition chrétienne lors du remaniement du mois précédent.

---

318. « La Ligue maronite revient à la charge au sujet de l'implantation et des naturalisations », « Abi Nasr accuse le gouvernement de suivre une politique de discrimination », « La Ligue maronite revient à la charge », *l'Orient le Jour*, 19 février, 9 et 15 mars 2002 ; « La décision politique n'est pas prise au Liban. Nous demandons l'équilibre avec la Syrie », *Ad-Dabbour*, 1er février 2002.

319. « Hariri reproche aux Chrétiens d'entretenir un climat négatif », « Jisr répond à la Ligue maronite », *l'Orient le Jour*, 12 et 16 mars 2002.

320. « Le Conseil d'État accepte le recours de la Ligue maronite », *l'Orient le Jour*, 9 mai 2003.

Nemet Allah Abi Nasr, l'émir Harès Chehab et la plupart des partis chrétiens, notamment les Phalanges et le PNL, saluent une victoire de la justice. De son côté, Rafic al-Hariri s'engage à ne pas faire obstacle à l'application de la décision du Conseil d'État, tout en refusant d'endosser seul la responsabilité des naturalisations de 1994. Il renvoie la balle dans le camp de Nabih Berri en évoquant la naturalisation des « Palestiniens des 7 villages » qui sont essentiellement chiites.[321]

B. UNE DECISION DIFFICILEMENT APPLICABLE

Élias al-Murr, fils de Michel al-Murr et gendre du président Émile Lahoud, a sucédé à son père au ministère de l'Intérieur en 2000. Il est chargé par le Conseil d'État de réexaminer l'ensemble des dossiers et d'annuler les naturalisations illégales. Bien que le Conseil d'État ne lui impose pas de délai, Élias al-Murr s'engage à réviser dans les mois qui suivent l'ensemble des dossiers, en particulier les apatrides qui ont pu servir de paravent à des réfugiés palestiniens.[322]

La plupart des reponsables politiques saluent la décision du Conseil d'État, mais certains comme Sélim al-Hoss, Ghazi Aridi, ministre de la Culture et proche de Walid Joumblatt, les députés chrétiens Boutros Harb, Auguste Bakhos ou Farid Haïkal al-Khazen regrettent que le ministère de l'Intérieur soit chargé de la révision des dossiers et s'inquiètent des conséquences injustes de cette décision pour les naturalisés et leur familles.[323] Comme l'explique Issam Naaman, les naturalisés ont acquis des droits qu'il est difficile d'abroger :

> « Il est très difficile d'abroger ce qui a été fait. D'un côté, on peut vous accuser de sectarisme, de l'autre ces personnes bénéficient de droits acquis : ils se sont mariés et ont eu des enfants qui eux-mêmes ont obtenu la nationalité libanaise. Comment pouvez-vous dire après dix ans : "Vous n'êtes pas Libanais, c'était une erreur de vous donner la nationalité." Peut-

321. « Satisfaction dans les milieux politiques chrétiens », « Lahoud veillera à l'application de la décision du Conseil d'État », « Plutôt qu'une victoire, un lot de consolation pour l'Est » par Émile Khoury, « Le gouvernement disposé à éliminer les naturalisations douteuses », *l'Orient le Jour*, 9, 10, 12 et 13 mai 2003.

322. « Murr : Les formalités frauduleuses seront annulées au fur et à mesure qu'elles seront établies », « Lahoud : la vérification des dossiers douteux se fera sans retard », *l'Orient le Jour*, 10 et 12 mai 2003.

323. « Murr : les formalités frauduleuses… », « Hoss : qui va demander des comptes à l'autorité politique pour ces erreurs », *l'Orient le Jour*, 10 et 12 mai 2003 ; « Les critiques demandent des réponses au sujet des naturalisations frauduleuses » par Sabine Darrous, *Daily Star*, 13 mai 2003.

être certains dossiers peuvent être abrogés, ceux où l'erreur est flagrante, mais pas tous. »[324]

La presse publie différentes estimations du nombre total de dossiers à réviser, entre 55 000 et 87 000, du nombre de dossiers illégaux, entre 1 760 et 6 000, et du nombre de personnes qui risquent de perdre la nationalité, entre 10 000 et 30 000.[325]

La Ligue maronite insiste sur l'annulation de toutes les naturalisations illégales, en particulier celles des réfugiés palestiniens, y compris ceux des « 7 villages », ainsi que les repris de justice et les Syriens qui ne résident pas au Liban. Elle demande également l'annulation de tous les actes liés à ces naturalisations : mariages, naissances, achats de biens immobiliers. Enfin, elle propose de créer un comité de magistrats ou une commission mixte à laquelle elle participerait et qui assisterait la Direction générale de l'état civil pour superviser le processus de révision du décret.[326]

Après quelques atermoiements, le ministre de l'Intérieur, Élias al-Murr, créé une commission de vérification du décret de naturalisation. Cette commission est présidée par le commandant en chef des FSI, non par un magistrat comme Élias al-Murr s'y était engagé dans un premier temps, et elle est composée pour moitié de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, fonctionnaires de l'État civil ou officiers des FSI et de la Sûreté générale, et pour moitié de juristes du ministère de la Justice.[327]

Face aux difficultés que soulève l'annulation de milliers de naturalisations, le député Auguste Bakhos et l'éditorialiste du quotidien *l'Orient le Jour*, Émile Khoury, évoquent un rééquilibrage confessionnel à travers une annexe au décret de naturalisation réservée aux Chrétiens ou l'assouplissement de la législation sur la

---

324. Issa la presse publie différentes estimations du nombre total de dossiers à réviser, entre 55 000 et 87 000, du nombre de dossiers illégaux, entre 1 760 et 6 000, et du nombre de personnes qui risquent de perdre la nationalité, entre 10 000 et 30 000.[324]m Naaman, entretien à Beyrouth, 29 septembre 2005, traduction de l'auteur.

325. « Satisfaction… », « Le Conseil d'État… », « Lahoud : la vérification… », « Le gouvernement disposé… », *l'Orient le Jour*, 9, 10, 12 et 13 mai 2003 ; « Les critiques demandent… », *Daily Star*, 13 mai 2003.

326. « Hoss : qui va demander … », « La Ligue maronite souhaite suivre la révision du décret », *l'Orient le Jour*, 12 et 13 mai 2003.

327. « La commission de vérification est sur le point d'être formée », « Une commission de vérification sera formée dans les prochaines 48 heures pour vérifier les dossiers », « Récriminations de la Ligue maronite contre le ministère de l'Intérieur », « Tout décret illégal sera abrogé, affirme Murr », *l'Orient le Jour*, 26 juin, 7, 8 et 14 août 2003.

restitution de la nationalité[328]. Au Parlement, Nemet Allah Abi Nasr pose une question au gouvernement au sujet des dossiers d'option qui n'ont pas été enregistrés par l'état civil depuis 1958,[329] puis deux propositions de loi, l'une sur la restitution de la nationalité et l'autre sur le droit de vote à l'étranger.

Ces propositions de loi sont concomittantes de la 47e session annuelle de l'APELC qui est consacrée à l'émigration et la diaspora et qui se tient sous le patronage du Patriarche maronite Nasrallah Sfeir.[330] Dans le sillage du Synode maronite, il s'agit pour les Églises orientales catholiques de faire face à l'assimilation des émigrés dans l'Église romaine. Il s'agit également d'amorcer une réflexion sur le rôle politique des Chrétiens au Liban après la guerre civile face à leur minorisation et à leur marginalisation (Tabar, 2006). Dans cette perspective, l'APELC dénonce l'émigration, demande la restitution de la nationalité et le droit de vote à l'étranger et insiste sur l'inscription des enfants nés à l'étranger dans les registres de l'état civil.[331]

Nemet Allah Abi Nasr présente donc deux propositions de loi, dont une au sujet de la restitution de la nationalité (Annexe 16).[332] Il propose de remplacer la condition de retour définitif de la loi du 31 janvier 1946 par un séjour de trois mois minimum. Cette concession à la condition de résidence s'inspire du projet de loi de nationalité présenté par Michel al-Murr en 1999. Significativement, Nemet Allah Abi

328. « Les critiques demandent… », *Daily Star*, 13 mai 2003 ; « Des députés songent à interroger sérieusement le cabinet Hariri sur les naturalisations » par Émile Khoury, *l'Orient le Jour*, 13 mai 2003.

329. « Question d'Abi Nasr au gouvernement », *l'Orient le Jour*, 20 juin 2003 ; « Abi Nasr questionne le gouvernement sur sa politique pour attirer les émigrés et sur leur non enregistrement », *Ad-Diar*, 20 juin 2003 ; « Abi Nasr présente une question au gouvernement sur la négligeance de l'enregistrement des opérations d'option de nationalité par les émigrés », *Ash-Sharq*, 21 juin 2003.

330. « Sfeir : la justice est devenue tributaire de la politique des humeurs », « Les prélats catholiques réclament l'application intégrale de l'accord de Taëf », *l'Orient le Jour*, 11 et 17 novembre 2003 ; « Sfeir : la justice est liée à la politique et un grand nombre de jeunes qui ont émigré veulent revenir », « Le Conseil patriarcal refuse ce qui est imposé : il est impératif d'appliquer Taëf, de modifier le service militaire, de protéger la main d'œuvre et de naturaliser les émigrés », *An-Nahar*, 11 et 16 novembre 2003 ; « Sfeir à l'ouverture du Conseil des patriarches catholiques : si Taëf était entré en vigueur nous ne serions pas arrivés là où nous sommes arrivés », *As-Safir*, 11 novembre 2003 ; « Le Conseil patriarcal demande l'application complète de Taëf », *Al-Mustaqbal*, 17 novembre 2003.

331. Sleiman Younès, entretien à Beyrouth, 9 décembre 2003 ; Conférences présentées dans le cadre de l'APELC, archives personnnelles.

332. « Impressions positives dans la communauté [libanaise] en France au sujet du projet [de loi] d'Abi Nasr pour la restitution de la nationalité » par Pierre Atallah, *An-Nahar*, 9 septembre 2003 ; « Présentation d'une proposition de loi pour la restitution de la nationalité. Abi Nasr : un besoin pour les enfants des émigrés et l'utilisation de leur compétences », *Ad-Diar*, 11 septembre 2003 ; « Les expatriés ont attendu 45 ans pour la citoyenneté » par Maurice Kaldawi, *Daily Star*, 1er octobre 2003 ; « Projet Abi Nasr pour la récupération de la nationalité libanaise », *l'Orient le Jour*, 1er octobre 2003.

Nasr insiste dans son argumentaire sur le droit du sang comme principe de la nationalité libanaise afin d'éviter que cette concession n'apparaisse comme une reconnaissance du droit du sol. Cette proposition de loi est étudiée par le ministère de l'Intérieur, selon Nemet Allah Abi Nasr,[333] mais elle n'a pas de suite.

Quelques mois plus tard, le ministère de l'Intérieur Élias al-Murr se rend auprès du Patriarche Sfeir à la demande du président Émile Lahoud pour annoncer qu'un décret publié dans quelques semaines annulera la naturalisation de 3 000 ou 4 000 personnes dont les dossiers comportent des irrégularités et qui, selon la presse, sont essentiellement de confession sunnite. Le lendemain, le Premier ministre Rafic al-Hariri annonce la création d'une autre commission pour vérifier que les dossiers transmis par le ministère de l'Intérieur comportent effectivement des irrégularités. La polémique retombe quand Élias al-Murr rappelle au Premier ministre que rien ne le force à signer le décret d'annulation des naturalisations.[334]

Rafic al-Hariri démissionne en septembre 2004 sans avoir signé le décret d'annulation,[335] ce qui ouvre une nouvelle polémique sur le gel du décret de naturalisation qui empêche les naturalisés de postuler à des emplois publics ou de se présenter aux élections bien que le délai légal de dix années après la naturalisation soit écoulé.[336]

Dans le gouvernement d'Omar Karamé, le ministère de l'Intérieur est confié à Sleiman Frangieh qui tente d'annuler près de 2 000 dossiers de naturalisations, selon Nemet Allah Abi Nasr.[337] Toutefois, ce dossier est abandonné par Hassan al-Sabaa, officier de la Sécurité générale proche de Saad al-Hariri, à qui est confié le portefeuille de l'Intérieur dans le gouvernement de Najib Mikati et dans celui de Fouad Siniora. En septembre 2005 et en août 2007, Nemet Allah Abi Nasr, qui a été réélu sur la liste du CPL, interpelle le gouvernement à deux reprises au sujet de

333. Nemet Allah Abi Nasr, entretien à Jounieh, 7 novembre 2003.

334. « Près de 4 000 personnes perdront la nationalité acquise illégalement annonce Murr », « Hariri souhaite former une nouvelle commission pour vérifier les dossiers », « Un dossier miné par la polémique », « Entente parfaite entre Lahoud et Hariri sur tous les sujets abordés en Conseil des ministres », *l'Orient le Jour*, 21, 22, 23, 27 avril 2004.

335. « Le retrait de la nationalité à ceux qui ne l'a mérite pas n'attend plus que la signature de Hariri, affirme Abi Nasr », *l'Orient le Jour*, 12 août 2004.

336. « La question des naturalisés suscite un débat à l'Assemblé », *l'Orient le Jour*, 5 novembre 2004.

337. Discours de Nemet Allah Abi Nasr au Parlement, 8 août 2008, archives personnelles.

l'annulation des naturalisations illégales,[338] à la différence les partis chrétiens de la majorité gouvernementale qui restent discrets sur ce sujet.

3. Les députés de l'étranger : l'échec d'un compromis sur le droit de vote à l'étranger

A. UNE FORMULE QUI PRESERVE LES EQUILIBRES ELECTORAUX INTERNES

Comme nous l'avons vu, le droit de vote à l'étranger et le droit à la restitution de la nationalité sont des revendications récurrentes de l'opposition chrétienne, en particulier de la Ligue maronite et des branches américaines de l'Union, depuis le début des années 1990. Les associations de défense des libertés politiques soutiennent également le droit de vote à l'étranger, mais elles dissocient cette revendication de la restitution de la nationalité afin de trouver une base de revendication commune transcommunautaire. Enfin, le président du Parlement Nabih Berri appelle à « la participation des émigrés à la vie politique », mais préfère une formule de représentation moins risquée pour le jeu électoral et suggère de nommer des représentants de la diaspora dans les institutions étatiques.

En novembre 2003, Nemet Allah Abi Nasr présente une proposition de loi qui représente une solution de compromis entre ces différents intérêts. Au lieu que de voter à l'étranger pour les candidats des circonscriptions d'origine, il s'agit d'ajouter douze sièges parlementaires supplémentaires pour représenter les « Libanais résidant à l'extérieur », selon l'expression déjà utilisée par Ghassan Moukheiber en 1996 qui vise à éviter toute confusion avec les descendants d'émigrés libanais qui n'ont plus la nationalité.

Nemet Allah Abi Nasr s'inspire de la formule algérienne[339] selon laquelle les Algériens résidant à l'étranger élisent huit députés de l'étranger, quatre pour la France, deux pour le reste de l'Europe et deux pour le reste du monde. L'article premier de sa proposition de loi précise que ces douze députés sont pour moitié Chrétiens, pour moitié Musulmans et repartis proportionnellement entre les confessions, selon la formule de l'accord de Taëf relative à la loi électorale. L'article deux confie au Conseil des ministres le soin de créer des circonscriptions régionales

338. « Abi Nasr menace l'État d'un procès si le jugement sur le retrait de nationalité n'est pas appliqué », « Abi Nasr se prépare à interpeller le gouvernement sur la remise en question du décret de naturalisation », *l'Orient le Jour*, 14 septembre 2005 et 10 août 2007.

339. Nemet Allah Abi Nasr, entretien à Jounieh, 8 avril 2005.

ou continentales en fonction de la répartition des Libanais dans le monde, de préparer les listes électorales, de choisir les centres de vote et d'organiser le scrutin en un ou plusieurs tours.

Cette formule écarte le risque d'une modification des équilibres politiques et confessionnels internes consécutive au poids électoral des Libanais de l'étranger, tout en permettant aux représentants de ces derniers d'avoir une réelle légitimité politique, ce qui ne serait pas le cas s'ils étaient nommés. Cette proposition de loi représente donc un compromis sur le droit de vote à l'étranger, comme la proposition de loi sur la restitution de la nationalité présentée un mois plus tôt qui impose une condition de résidence minimim de trois mois, quelques mois après la décision du Conseil d'État au sujet du décret de naturalisation de 1994.

Ces propositions de loi, si elles sont votées, représentent pour Nemet Allah Abi Nasr l'occasion d'attacher son nom à deux revendications phares de l'opposition chrétienne au moment où se tient l'APELC. D'autant que sa réélection est peut être compromise par les problèmes de santé de George Frem, sur sa liste qui il a été élu en 2000, qui est contraint de se retirer de la vie politique.

Finalement, comme l'explique Ghassan Moukhaiber, cette proposition de loi représente un moyen de poser la question de la marginalisation des Chrétiens :

> « [Cette formule] n'est pas un changement [important], mais un mode de participation. (…) Ajouter des sièges évite la compétition avec ceux qui sont déjà en place. C'est donc une tactique politique. (…) L'argument confessionnel est très rarement exprimé ou avancé, mais on peut voir cette loi comme une phase d'approche. Elle permet de mettre un pied dans la porte et, si ça passe, de pouvoir faire mieux plus tard. D'autre part, c'est de la politique politicienne. Abi Nasr espère attacher son nom à une belle histoire législative qui lui permettra de gagner des voies aux élections. C'est légitime. Pour Abi Nasr, la question du droit de vote va avec d'autres sujets proches comme le décret de naturalisation ou le *tawtin* [l'implantation des Palestiniens]. Le but est de faire passer une loi, de faire un premier pas. »[340]

Dans un premier temps, Nemet Allah Abi Nasr fait circuler sa proposition de loi lors d'une réunion de la commission parlementaire de l'Administration et de la Justice, comme il le raconte :

340. Ghasssan Moukhaiber, entretien à Beyrouth, 16 avril 2005.

> « Au départ, je pensais présenter cette loi tout seul, mais je suis à la commission de l'Administration et de la Justice au Parlement et j'ai sorti le texte que j'avais prépapé lors d'une de nos sessions. Mon voisin a voulu le lire, il était d'accord et puis tous les autres ont signés aussi. »[341]

C'est ce que confirme Ahmad Fatfat, membre du Courant du Futur :

> « Au début, [Nemet Allah Abi Nasr] voulait présenter cette loi seul, puis il me l'a montré et je lui ai dit que c'était une loi intéressante. Nous l'avons alors tous signé. [Nemet Allah Abi Nasr] ne pensait pas que cela intéresserait les autres communautés, mais je lui ai expliqué que si. Il y a un grand malentendu entre les confessions. »[342]

Huit autres membres de cette commission acceptent de signer cette proposition de loi, mais Nemet Allah Abi Nasr refuse d'autres signatures pour éviter que sa proposition de loi ne devienne une motion contre le gouvernement.

Les dix cosignataires sont d'horizons politiques très divers :

- Nemet Allah Abi Nasr, Ghassan Moukhaiber, Boutros Harb et Robert Ghanem sont des députés chrétiens indépendants ;

- Fouad al-Saad, chrétien également, est allié de Walid Joumblatt ;

- Ahmad Fatfat est membre du Courant du Futur ;

- Ali Bazzi, Ghazi Zeayter et Yassin Jaber sont membres du mouvement Amal ou proche de Nabih Berri ;

- Ghassan al-Achkar est membre du PSNS.

Cela ne signifie pas que les différents partis ou courants politiques auxquels appartiennent les signataires soutiennent totalement et inconditionnellement cette proposition, comme l'explique George Daher, un cadre du PSNS :

> « Au sujet du droit de vote pour les émigrés, le secrétaire général du parti, Jibrane Areiji, a déclaré il y a deux ans [en 2001] que le parti soutenait cette revendication. (…) L'analyse que le parti fait de cette question n'est pas confessionnelle, car [le PSNS] est un parti séculier. (…) Au sujet de la loi d'Abi Nasr sur la représentation des émigrés au Parlement par 12 députés, un député du parti, Ghassan al-Achkar, a aussi signé cette loi, mais cette question n'a pas encore été discutée au sein du parti. Il est vrai que [cette formule] peut entraîner un conflit d'intérêts entre la nation et les

341. Nemet Allah Abi Nasr, entretien à Jounieh, 8 avril 2005.

342. Ahmad Fatfat, entretien à Beyrouth, 28 avril 2005.

> émigrés, mais le nombre de votants ne sera probablement pas si important si des élections étaient organisées à l'étranger. (…) Au lieu de faire six députés musulmans et six députés chrétiens, cette représentation [des émigrés] pourrait être l'occasion d'avoir des députés qui ne seraient pas élus selon un système confessionnel. Ce serait un bon commencement pour passer à un système laïc. »[343]

La proposition de loi de Nemet Allah Abi Nasr est finalement enregistrée sous le numéro 1230/2003 (Annexe 17) et le président du Parlement Nabih Berri demande aux commissions parlementaires de l'étudier, tout en suggèrant de diminuer le nombre de députés de l'étranger. Le rôle central du président du Parlement à cette étape du processus législatif est caractéristique du fonctionnement du Parlement, comme l'explique Ghassan Moukhaiber :

> « Pour faire passer une loi au Parlement, il est nécessaire de dépasser le contrôle du président [du Parlement] sur l'action législative. Il est donc nécessaire de proposer des lois qui ne génèrent pas d'antagonismes. Nabih Berri a exercé des pressions pour que cette loi soit étudiée par les commissions parlementaires et c'est déjà une victoire qu'elle le soit. »[344]

B. OPPOSITIONS POLITIQUES ET OBSTACLES CONSTITUTIONNELS

Dans les jours qui suivent, la presse évoque timidement la proposition de loi d'Abi Nasr qui suscite peu de réactions, à part une critique de l'ancien président de la Colombie, Julio César Torbey, originaire du Liban et en visite à Beyrouth, pour qui la politique libanaise doit être décidé au Liban.[345] L'Assemblée des patriarches catholiques, devant qui Nemet Allah Abi Nasr présente sa proposition de loi, lui apporte un soutien timide, ainsi que la Ligue maronite un mois plus tard.[346]

La quasi-absence de réaction de la part des forces politiques qui revendiquent habituellement le droit de vote pour les émigrés, opposition chrétienne ou société civile, montre que la formule adoptée ne les satisfait qu'à moitié car elle interdit aux

343. Georges Daher, entretien à Beyrouth, 5 décembre 2003.

344. Ghasssan Moukhaiber, entretien à Beyrouth, 16 avril 2005.

345. « Abi Nasr demande que les expatriés puissent élire leurs députés », *Daily Star*, 11 novembre 2003 ; « Proposition de loi pour l'élection de 12 nouveaux députés, issus de l'émigration », « Trobey : la politique libanaise doit être décidée au Liban », *l'Orient le Jour*, 11 novembre 2003 ; « Torbey refuse la représentation des émigrés au Parlement qui leur donne le droit de changer les réalités politiques », *An-Nahar*, 15, 16 et 29 novembre 2003 et 15 janvier 2004, *Al-Anouar*, 5 décembre 2003.

346. « Le Conseil patriarcal… », *An-Nahar*, 16 novembre 2003 ; « La Ligue maronite et Abi Nasr se sont penchés sur le décret de naturalisation et sur la diaspora libanaise », *Al-Anouar*, 5 décembre 2003.

émigrés de peser sur les équilibres politiques internes. Michel Eddé, qui préside la Ligue maronite de 2003 à 2005, se dit sceptique quand à la possibilité de faire campagne et d'organiser un scrutin à l'étranger pour des élections législatives, tout en critiquant vivement Nemet Allah Abi Nasr qu'il accuse de vouloir monnayer l'élection des sièges de députés de l'étranger.[347] De son côté, Pierre Gemayel, fils d'Amin Gemayel et membre des Phalanges libanaises, considère que la formule de Nemet Allah Abi Nasr à moins de chances d'aboutir que celle qui permet aux Libanais résident à l'étranger de voter pour les candidats de leur circonscription d'origine.[348]

La proposition de loi de Nemet Allah Abi Nasr se heurte finalement à plusieurs obstacles juridiques, lors de son examen par le Conseil des ministres en janvier 2004, qui s'avèrent rédhibitoires en l'absence de réel soutien politique (Annexe 18). Le ministre des Affaires étrangères et des Émigrés, Jean Obeid, ne soulève aucune objection de principe et cite l'exemple de la France où des sénateurs de l'étranger sont élus par les expatriés. Le ministre de l'Intérieur et des Municipalités, Élias al-Murr, rappelle que le Conseil des ministres n'a pas le pouvoir de délimiter les circonscriptions électorales qui sont définies par la loi électorale votée par le Parlement, hors c'est le cas dans cette proposition de loi. Enfin, le ministre de la Justice, Bahige Tabbarah, proche de Rafic al-Hariri, émet de fortes réserves à travers le comité législatif et consultatif selon qui l'article 24 de la Constitution, qui prévoit de répartir les sièges parlementaires à égalité entre Chrétiens et Musulmans et proportionnellement entre les communautés et entre les régions, interdit la création de circonscriptions correspondant à un pays ou à un continent hors du territoire national.

Je n'ai pas pu consulter la transcription des discussions au sein des commissions parlementaires, malgré plusieurs demandes adressées à la présidence du Parlement, mais cet argument a d'abord été soulevé par le comité de la Réforme des lois, présidé par Auguste Bakhos, comme le raconte Ghassan Moukhaiber qui fait le lien entre ce problème et celui de l'inscription des électeurs dans leur circonscription de résidence et non dans leur circonscription d'origine.

> « La loi a été transmise à la commission parlementaire des Affaires Etrangères et à la commission parlementaire des Lois où elle a été

347. Michel Eddé, entretien à Amchit, 16 août 2005.

348. « La diaspora libanaise devrait-elle avoir le droit de vote ? » par Nayla Assad, *Daily Star*, 6 février 2004.

> discutée. Elle a aussi été discutée par le comité de la Réforme des lois présidé par Auguste Bakhos. Ce comité a rendu comme opinion l'inconstitutionnalité de la loi sur la base des accords de Taëf, qui prévoient le *mohafazat* comme circonscription, et sur la base de l'égalité des citoyens devant la loi. C'est un avis que je ne partage pas et nous avions même préparé des arguments contre, car nous nous attendions à cette opposition sur la base de l'anticonstitutionnalité de la loi (…) Je suis pour qu'il y ait une révision de cet avis. Le débat a été très général, plutôt sérieux par rapport au niveau habituel des débats au Parlement, mais nous ne sommes pas rentrés dans les détails sur l'organisation technique du vote. Alors que le changement de circonscription électorale [c.-à-d. l'inscription dans une autre circonscription] est compliqué, comment imaginer que l'on puisse transférer les émigrés dans des circonscriptions de l'étranger ? Le transfert de circonscription pour un électeur est possible légalement, mais il n'est pas pratiqué car il y a eu des abus, certains ayant transféré des électeurs dans leur circonscription. Et puis il y a le problème de Beyrouth qui compte un million et demi d'habitants et qui devrait être représenté par 70 députés au lieu de 17 ! Donc [le changement de circonscription] est légal, mais il n'est pas pratiqué, au point que les gens croient que c'est impossible. »[349]

Après l'examen de sa proposition de loi en Conseil des ministres, Nemet Allah Abi Nasr accuse Rafic al-Hariri d'avoir bloqué sa propositon de loi, alors que celle-ci est soutenue par les présidents Émile Lahoud et Nabih Berri et par les ministres Élias al-Murr et Jean Obeid. Nemet Allah Abi Nasr ne cesse de répéter que la Constitution n'interdit pas de créer ce type de circonscriptions extraterritoriales, lors d'interview à la presse[350] ou d'entretien,[351] mais il ne développe pas d'arguments précis, notamment dans l'argumentaire qui accompagne sa proposition de loi.

Pour Nabil de Freige, député chrétien de la Bekaa proche de Rafic al-Hariri, les difficultés logistiques posées par l'organisation d'un scrutin à l'étranger sont le

349. Ghassan Moukhaiber, entretien à Beyrouth, 16 avril 2005.

350. « Abi Nasr : la proposition de loi n'exige pas d'amendement constitutionnel et la diaspora libanaise n'est pas un danger mais une force », *An-Nahar,* 16 novembre 2003.

351. Nemet Allah Abi Nasr, entretien à Jounieh, 8 avril 2005.

principal obstacle à la proposition de Nemet Allah Abi Nasr.[352] Les enjeux réèls de cette proposition sont toutefois différents, comme il l'explique :

> « Les émigrés représentent une force économique excessivement importante pour le Liban (…) malheureusement je trouve que le gouvernement libanais ne leur donne pas beaucoup d'importance. Je considère qu'il faut une relation directe entre les autorités politiques libanaises et les émigrés dans le monde. (…) L'idéal, c'est de stimuler les émigrés en leur permettant de participer et de voter aux élections législatives. Mais je comprends que l'on ne le fasse pas parce que les élections législatives au Liban sont très très très politisées. (…) Si jamais vous voulez faire participer les millions de Libanais qui sont au Brésil, en Afrique, en Europe, au Canada, en Australie, en Europe, ils vont voter pour des slogans qui sont très beaux mais qui sont inapplicables. Par exemple, le retrait des Syriens du Liban : je considère que la présence syrienne au Liban est une garantie pour l'avenir des Chrétiens au Liban, (…) car après le 11 septembre l'extrémisme [islamiste] est en train de prendre. (…) Le président Chirac a été très clair quand il est venu à Beyrouth, (…) il a expliqué que l'armée syrienne au Liban était une garantie contre une poussée de l'extrémisme islamiste. (…) Les émigrés ne pensent pas comme moi parce qu'ils ne vivent pas ce que nous vivons. [Les projets] ne pourront pas être applicables, d'autant que le nombre d'émigrés est trois fois plus important que le nombre de Libanais au Liban. Il y a douze millions d'émigrés, nous sommes quatre millions. »[353]

La principale manifestation de l'opposition de Rafic al-Hariri à la proposition de loi de Nemet Allah Abi Nasr est la contre-proposition présentée par l'un des députés de son bloc parlementaire, Serge Toussarkissian. Ce dernier, qui est membre de la commission parlementaire de l'Administration et de la Justice comme Nemet Allah Abi Nasr, présente une proposition de loi (Annexe 19) un jour après que le rejet de la proposition de Nemet Allah Abi Nasr par le Conseil des ministres. Serge Toussarkissian propose de créer un comité parlementaire de l'Émigration et des Émigrés composé de quatorze députés élus par le reste du Parlement. Le nombre de député est justifié par la représentation des Libanais de confession arménienne qui

352. « Abi Nasr à la soirée de discussions de sa proposition : les députés de l'émigration sont élus par une loi normale », *An-Nahar*, 15 janvier 2004 ; « La diaspora libanaise devrait-elle… », *Daily Star*, 6 février 2004.

353. Nabil de Freige, entretien à Beyouth, 10 février 2003.

sont considérés comme la septième communauté, ainsi que l'explique Serge Toussarkissian :

> « Mon projet prévoit la création d'un comité spécial de l'émigration au Parlement avec un budget spécial dont le premier travail serait d'établir une carte de l'émigration [un recensement] avec le maximum d'informations sur ces émigrés. Ont-ils la nationalité libanaise ? Parlent-ils l'arabe ? Etc. (…) Ce comité serait composé de 14 députés, afin de permettre la représentation des Arméniens car, selon l'accord de Taëf, les Arméniens sont la septième communauté au Liban. Au conseil des ministres ou dans les commissions parlementaires, un membre sur 7 est toujours arménien. Comme il s'agit de quatorze députés [dans cette proposition de loi], sept chrétiens et sept musulmans, au moins un serait arménien. À la différence de la proposition de Nemet Allah Abi Nasr, ce comité serait élu par les membres du parlement et non par les émigrés. Je soutiens toutes les initiatives relatives à l'émigration, mais je pense que mon projet est plus pratique et moins compliqué à mettre en place que le vote à l'étranger. »[354]

On peut se demander si, avec ce projet, l'objectif de Serge Toussarkissian n'est pas simplement de torpiller la proposition de Nemet Allah Abi Nasr. Dans les semaines qui suivent, il obtient le soutien du Patriarche Sfeir et du nouveau président de Ligue maronite, Michel Eddé, avant de voir sa proposition rejetée par le Conseil des ministres pour inconstitutionnalité (Annexe 20).[355]

Finalement, même les députés qui ont cosigné la proposition de loi de Nemet Allah Abi Nasr reprennent à leur compte les réserves du gouvernement et des alliés de Rafic al-Hariri. Ahmad Fatfat, membre du Courant du Futur, insiste sur les obstacles constitutionnels soulevés par la formule des députés de l'étranger et sur les difficultés logistiques posées par l'organisation d'un scrutin à l'étranger, à moins d'organiser un scrutin électronique via internet.[356]

Fouad al-Saad, député chrétien du Chouf proche de Walid Joumblatt, est favorable au droit de vote à l'étranger qui peut renforcer les relations avec les

354. Serge Toussarkissian, entretien à Beyrouth, le 20 mai 2005.

355. « Ils vivent à l'étranger, mais ils sont quand même libanais », *Daily Star*, 19 février 2004 ; « Toussarkissian après son entrevue avec Sfeir : nous invitons au consensus et soutenons la municipalité », *Al-Mustaqbal*, 19 février 2004.

356. Ahmad Fatfat, entretien à Beyrouth, 28 avril 2005.

Libanais de l'étranger et, par là, favoriser les investissements de la diaspora au Liban et la formation d'un lobby libanais sur la scène internationale. Pour lui, il est toutefois illusoire de penser que cela puisse contribuer à renforcer politiquement les Chrétiens, d'une part, parce que les descendants des émigrés du début du siècle n'ont plus aucun lien avec le Liban ; d'autre part, parce que l'émigration depuis les années 1960 est multiconfessionnelle.[357]

357. Fouad al-Saad, entretien à Beyrouth, 12 avril 2005.

C) La possibilité d'un consensus après le retrait syrien

1. Le rôle de la société civile

A. LES CONTRADICTIONS DE LA LADE

En mars 2004, la LADE publie un fascicule dont la rédaction est confiée à Nizar et Rana Saghié, deux avocats engagés dans la défense des libertés publiques, qui proposent un ensemble de réformes de la loi électorale (Saghié, 2004). Nizar Saghié rappelle, comme nous le faisions en introduction, que le droit de vote à l'étranger soulève des questions de fond liées aux normes de la nationalité et de la citoyenneté et à l'application de ces normes au Liban :

> « [Le droit de vote à l'étranger] renvoie à un débat national sur la citoyenneté, la nationalité, l'identité. (…) Les normes [internationales] ne permettent pas de résoudre vraiment les problèmes [au Liban], car celles qui existent concernent des pays d'immigration et non d'émigration. L'importation [des normes] n'est donc pas possible ou bien inappropriée. Le Liban est incapable des produire ses propres normes, car le discours juridique est subordonné au discours politique. (…) Le débat reste confessionnel, en raison du problème de l'équilibre démographique. Pour l'instant, il y a parité [entre Chrétiens et Musulmans] au Parlement mais jusqu'à quand ? Il n'y aurait plus aujourd'hui que 25 % des chrétiens qui votent. Cela peut durer 10 ou 20 ans, mais après ? Le vote des émigrés et la naturalisation [restitution de la nationalité] vont de paire, car ce qui compte n'est pas tant le sens du vote, mais l'équilibre [confessionnel] au niveau des listes [électorales] afin de justifier la parité au Parlement. »[358]

Selon une demarche adoptée dès 1996, Nizar et Rana Saghié suggèrent de dissocier la question du droit de vote à l'étranger de la restitution de la nationalité afin de déconfessionnaliser cette revendication. Puis, ils proposent d'aplanir les difficultés liées à la vérification des listes électorales et à l'organisation des bureaux de vote en créant un nombre limité de centres de vote dans les principaux pays d'émigration et en distribuant des cartes électorales.

Nizar et Rana Saghié rejettent la formule de Nemet Allah Abi Nasr, qui propose de créer des députés de l'étranger, car ils pensent qu'il n'est pas souhaitable d'augmenter le nombre de députés. À la place, ils proposent d'inscrire l'ensemble des

358. Nizar Saghié, entretien à Beyrouth, 19 aout 2005.

émigrés dans une même circonscription. Cette formule évoque le cas de la Pologne où les 15 millions d'émigrés sont enregistrés dans une même circonscription, le premier arrondissement de Varsovie, que représente un seul député sur plus de 400 au Parlement. Sur le plan de la représentation, cette formule est proche de celle de Nemet Allah Abi Nasr puisque, dans les deux cas, l'électorat émigré est représenté par un nombre réduit de députés. Étrangement, Nizar et Rana Saghié proposent d'enregistrer l'ensemble des émigrés à Beyrouth si la capitale forme une seule circonscription, au lieu de trois comme dans la loi électorale de 2000. Cette formule permet aux émigrés d'être représentés par un nombre relativement important de députés (19 sur 124 en 1996), mais elle menace de noyer l'électorat beyrouthin.

L'avocat Ziad Baroud, l'un des fondateurs de l'ADEL, rejette également la formule proposée par Nemet Allah Abi Nasr non pas parce qu'il s'oppose à l'augmentation du nombre de députés, mais en raison de la répartition des députés de l'étranger par continent, qu'il juge absurde, et par confession, dont il considère qu'elle contribue à la polarisation confessionnelle des Libanais de l'étranger. Il s'oppose également à la formule proposée par Rana et Nizar Saghié, car les Libanais qui résident à l'étranger doivent, selon lui, voter pour les candidats de la circonscription dans laquelle ils sont inscrits, c'est-à-dire leur circonscription d'origine.

Cette formule est également soutenue par les Phalanges libanaises, mais Ziad Baroud juge leurs motivations trop confessionnelles. Il insiste sur la nécessité de différencier le droit de vote de la restitution de la nationalité et évoque un « droit élémentaire » qui ne soulève ni problème légal, ni obstacle technique. Par ailleurs, Ziad Baroud rejette l'argument du déséquilibre entre le « pays légal » et le « pays réel », c'est-à-dire entre le lieu où sont inscrits les électeurs et le lieu habituel de leur résidence. Pour lui, le député représente l'ensemble de la nation libanaise, et pas seulement sa circonscription, ce qui fait de l'élection législative un suffrage universel et non une élection territoriale. De plus, le risque de modifier le jeu électoral menace surtout les partis et les personnalités qui sont déjà au pouvoir, comme il l'explique.

> « LADE soutient le droit de vote des Libanais de l'étranger depuis 1996. (…) Nous ne parlons pas des descendants des Libanais émigrés qui n'ont pas la nationalité, mais des Libanais qui ont conservé la nationalité, qu'ils soient partis depuis 3 mois où quinze (…). Puisque le vote n'est pas obligatoire, il concerne ceux qui tiennent à leur nationalité et qui expriment leur appartenance citoyenne à travers le vote. Pour LADE, c'est

> un droit élémentaire et le contraire est une aberration sans justification. (…) Pratiquement, c'est possible à organiser et aujourd'hui, avec Internet et le satellite, les Libanais de l'étranger suivent ce qui se passe au Liban, ils sont au courant de la politique. (…) Au sujet de la loi Abi Nasr, je pense personnellement [pas au nom de LADE] que cela n'est pas possible, que c'est absurde à cause des problèmes que pose la répartition par continent et par communauté. (…) Il vaut mieux un conseil de la diaspora, éventuellement élu, qui travaille avec le gouvernement ou bien des délégués [de la diaspora] au Parlement. (…) L'idée selon laquelle il y a un trop grand déséquilibre [entre résidents au Liban et résidents à l'étranger] est une conception gouvernementale. [Les émigrés] peuvent nuire au *statut quo* car ils ne sont pas pris par le clientélisme. (…) Selon la constitution, le député représente la nation et non sa circonscription. Même si vous êtes originaire de Tripoli, vous pouvez vous présenter à Beyrouth (…) Alors que, pour les municipales, il faut être originaire de la localité [où on se présente]. Pour cette raison, je ne considère pas les élections parlementaires comme des élections territoriales, mais comme des élections nationales auxquelles doivent participer les émigrés. »[359]

Le rejet par Ziad Baroud des formules proposées par Nemet Allah Abi Nasr et par Nizar et Rana Saghié au profit de la formule fondée sur les circonscriptions d'origine est important en raison du rôle que Ziad Baroud est amené à jouer à partir de 2005 comme membre de la commission chargée de préparer une nouvelle loi électorale, puis comme ministre de l'Intérieur à partir de 2008. Ses arguments témoignent des difficultés que soulève le droit de vote à l'étranger tant en raison de ses conséquences sur les équilibres politiques internes que de ses effets sur la qualité de la représentation électorale et sur le caractère territorial ou national de l'élection législative.

B. LES MOBILISATIONS DU « PRINTEMPS DE BEYROUTH »

Dans le contexte de la médiatisation internationale de la crise politique libanaise après l'assassinat de Rafic al-Hariri, des Libanais résidant à l'étranger, notamment en France et aux États-Unis, se mobilisent individuellement ou par petits groupes pour obtenir du gouvernement qu'il autorise le droit de vote à l'étranger : plusieurs pétitions sont lancées sur Internet, une simulation d'élection est organisée à

359. Ziad Baroud, entretien à Beyrouth.

Paris, un site web propose des billets d'avion pour le Liban afin de participer aux élections législatives.

Ces différentes initiatives ont pour perspective le regain général d'intérêt pour la politique au printemps 2006, immédiatement après le retrait des troupes syriennes, toutefois la première pétition est lancée peu de temps avant l'assassinat de Rafic al-Hariri. Son auteur, Maya Hobeika, est étudiante en France, elle n'adhère ni à un parti politique, ni à une association, mais elle dit avoir été marquée par les images d'émigrés Irakiens participant depuis l'étranger aux élections législatives organisées après la chute de Saddam Hussein en janvier 2005.

> « J'ai commencé la pétition, à ma connaissance la première du genre, le 17 janvier 2005 quand j'ai vu que les Irakiens s'apprêtaient à voter depuis 14 pays. Je me suis dit : s'ils peuvent voter, pourquoi pas nous ? C'est une initiative complètement personnelle, j'ai tout fait de A à Z. J'ai rédigé le texte toute seule et j'essaie de motiver mon entourage pour qu'ils m'aident à récolter des signatures. (…) Cette pétition a évidemment pour but de sensibiliser l'opinion publique, de montrer que les émigrés se sentent quand même concernés par la situation au Liban et qu'ils veulent être impliqués dans l'avenir et dans les décisions politiques. Elle s'adresse également aux autorités (je t'avouerais que pour le moment je n'ai pas encore bien réfléchi à qui cela pourrait être), aux media, etc. Pour mettre en place le vote des émigrés, il n'y aurait apparemment même pas besoin de modifier la loi actuelle, puisque rien ne spécifie que les Libanais à l'étranger n'ont pas le droit de vote. C'est *a priori* une simple question de volonté politique et de logistique. »[360]

La pétition, mise en ligne sur un site internet spécialisé dans l'hébergement gratuit de pétitions, est rédigée en français et en anglais, mais pas en arabe (http://www.ipetitions.com/petition/Lebanese_elections/). Le texte demande aux « autorités compétentes » de permettre « à nos compatriotes » de voter dans les ambassades et consulats libanais à l'image des Irakiens. Elle fait l'objet d'un article dans le quotidien libanais anglophone *Daily Star*[361] et recueille 4 400 signatures dans les mois qui suivent.

360. Maya Hobeika, courrier électronique du 21 avril 2005.

361. « Un site web relaie les plaintes des citoyens qui ne seront pas au Liban pour les élections » par Nada Raad, *Daily Star*, 8 février 2005.

Une seconde pétition est lancée après la grande manifestation du 14 mars par quatre amis qui, comme Maya Hobeika, n'adhèrent ni à un parti politique, ni à une association. Ils créént un site Internet dont la première page s'ouvre sur une simple phrase traduite en arabe, en anglais, en français et en espagnol : « Nous exigeons le droit de vote en tant que citoyen libanais » (http://www.lebanese-abroad.com).

L'un des quatre initiateurs de cette pétition, Gibran Karam, est revenu au Liban après avoir longuement vécu aux États-Unis, alors que deux autres, Nada Abu Zeid et Marc Abboud, vivent en France et la quatrième, Nada Boustany, aux États-Unis. Gibran Karam insiste sur leur absence d'affiliation partisane et le caractère « citoyen » de leur démarche. Malgré cette référence implicite à la société civile, Gribran Karam n'adhère pas à la démarche de la LADE qui dissocie le droit de vote à l'étranger de la restitution de la nationalité. Pour lui, l'adoption du droit de vote à l'étranger a pour perspective la minorisation des Chrétiens au Liban et constitue une première étape avant le recensement des Libanais de l'étranger et la modification de la loi sur la restitution de la nationalité. [362]

Après la mise en ligne de la pétition, Gibran Karam contacte l'avocat Chibli Mallat qu'il charge d'écrire une proposition de loi et de médiatiser leur pétition. Chibli Mallat, dont le père a présidé le Conseil constitutionnel, est surtout connu pour avoir été l'un des trois avocats des survivants du massacre de Sabra et Chatila. Ces rescapés ont porté plainte en 2002 contre Ariel Sharon en Belgique en vertu de la loi de 1993 sur la compétence universelle des tribunaux belges dans les crimes contre l'humanité. À la fin du mois d'avril 2005, Chibli Mallat organise une conférence de presse au cours de laquelle il présente un projet de décret qui précise le mécanisme administratif par lequel les Libanais résidant à l'étranger pouront voter dans les ambassades et les consulats pour les candidats de leurs circonscriptions d'origine (Annexe 21).[363] Cette médiatisation explique que cette seconde pétition recueille plus de 25 000 signatures, un nombre de signatures beaucoup plus important que la première.

362. Gibran Karam, entretien à Beyrouth, 26 avril 2005.

363. « Relance de la campagne pour l'octroi du droit de vote à l'étranger », *l'Orient le Jour*, 27 avril 2005 ; « Donner aux Libanais qui vivent à l'étranger une chance de vote » par Nada Abou Zeid, Nasri Béjani, Gebran Karam et Chibli Mallat, « Une propositon de loi pour permettre aux expatriés de voter » par Nada Bakri, *Daily Star*, 28 avril et 10 mai 2005.

Le groupe de Gibran Karam contacte Maya Hobeika pour lui proposer d'unifier leurs pétitions, mais ce projet se heurte à des obstacles juridiques, comme le raconte cette dernière :

> « Ma pétition a été lancée près d'un mois avant l'attentat qui a tué Rafic Hariri. Depuis, d'autres pétitions ont vu le jour, une aux États-Unis (…) et l'autre à Paris. La personne qui a lancé *Lebanese abroad* m'a contactée dès qu'elle a su que ma pétition circulait déjà. Nous sommes en contact régulier. Nous ne pouvons pas fusionner les 2 pétitions, comme on l'a d'abord pensé, et comme on nous l'a suggéré, pour des raisons éthiques et techniques: ni l'une ni l'autre ne peut prendre la décision d'utiliser les signatures qu'elle a recueillies pour sa propre pétition au bénéfice de l'autre, et puis les bases de données étant assez différentes, cela poserait de nombreux problèmes techniques. »[364]

La troisième initiative, parmi les différentes initiatives de la diaspora en faveur du droit de vote à l'étranger, est la simulation d'élections organisée à Paris. Nicolas Chikhani, l'auteur de cette initiative, n'appartient pas à un parti politique, mais il préside la branche européenne de l'Amicale des anciens du collège de Jammour, un établissement scolaire très réputé, tenu pas les Jésuites et situé à côté de Beyrouth. Dans un premier temps, Nicolas Chikhani prend contact avec Maya Hobeika et Nada Abu Zeid, mais à défaut de réunifier les pétitions et en raison des désaccords avec Nada Abu Zeid au sujet de la dissociation entre le droit de vote à l'étranger et la restitution de la nationalité, Nicolas Chikhani décide de lancer sa propre initiative en faveur du droit de vote à l'étranger.

Il imagine organiser un scrutin électoral fictif à Paris qui, outre sa résonance médiatique, vise à contrer l'argument selon lequel le vote à l'étranger soulève d'insurmontables problèmes logistiques. Nicolas Chikhani contacte les représentants parisiens des partis politiques libanais pour qu'ils s'associent à cette initiative et présentent des candidats à cette élection fictive. Toutefois, il ne s'adresse qu'aux partis opposés à la tutelle syrienne, dont le CPL de Michel Aoun, à l'exclusion des partis qui soutiennent l'alliance avec la Syrie, le mouvement Amal, le Hezbollah, le PSNS ou encore les Maradas.[365]

364. Maya Hobeika, courrier électronique du 21 avril 2005.

365. Nicolas Chikhani, entretien à Beyrouth, 12 septembre 2005.

Un site internet est créé pour relayer l'ensemble des informations et des consignes relatives au scrutin (http://voteraparis2005.free.fr). Treize sièges sont à pourvoir répartis par spécialités comme s'il s'agissait de portefeuilles ministériels : Agriculture, Éducation, Tourisme, etc. Les candidats ne doivent pas être affiliés à un parti politique et les électeurs doivent se présenter munis d'une pièce d'identité libanaise et d'un document prouvant qu'ils résident en France. Pour assurer la couverture médiatique de l'événement, Nicolas Chikhani contacte les patrons de la presse libanaises proches du mouvement du 14 mars : Ghassan Tuéni, Michel Eddé et Jamil Mroué pour les quotidiens *An-Nahar, l'Orient le Jour* et *Daily Star*. Le scrutin a lieu le 3 juillet 2005, après les élections libanaises, au Trocadéro où des urnes et des isoloirs ont été installés avec l'autorisation de la préfecture de Paris. Il rassemble une cinquantaine de candidats et près de quatre cents électeurs[366].

Dans les mois qui suivent, Nicolas Chikhani, Gribran Karam et Nada Abu Zeid continuent de se mobiliser pour le droit de vote à l'étranger. Ils développent leurs sites internet en y ajoutant une revue de la presse ou des informations sur le droit de vote à l'étranger dans les autres pays du monde, ils participent au congrès organisé par le CPL à Paris consacré au droit de vote à l'étranger et ils présentent leur projet à la commission libanaise chargée de rédiger un nouvelle loi électorale.

C. LE PROJET DE LOI DE LA COMMISSION ELECTORALE

Nous avons vu dans quelles circonstances les quatre principaux leaders musulmans, Nabih Berri, Walid Joumblatt, Hassan Nasrallah et Saad al-Hariri, ont décidé d'adopter la loi électorale de 2000 pour les élections de 2005 et quelles ont été les conséquences de cette décision pour les forces politiques chrétiennes. Après les élections, le premier Conseil des ministres du gouvernement d'union nationale de Fouad Siniora décide de créer une commission chargée de préparer une nouvelle loi électorale qui garantisse « une représentation juste dans des cadres démocratiques ».

La présidence de cette commission est confiée à Fouad Boutros, juriste, ancien ministre chéhabiste et personnalité politique respectée. Ziad Baroud, qui représente la LADE, fait partie de cette commission de douze membres qui rassemble des juristes

366. « Des Libanais en France organisent des élections pour les expatriés » par Jim Quilty, « Des élections symboliques ont été tenues à Paris par des expatriés libanais », *Daily Star*, 22 juin et 7 juillet 2005 ; « Voter à Paris ou comment prouver que les Libanais de l'étranger peuvent aussi élire leur représentants » par Michel Hajji Georgiou, « Vote symbolique des Libanais à Paris pour prouver la faisabilité d'un scrutin ouvert à la diaspora », *l'Orient Le Jour*, 29 juin et 13 juillet 2005.

et des universitaires non affiliés à un parti politique et issus des différentes communautés confessionnelles. On compte, d'une part, le président de la Cour de Cassation, Ghassan Abou Alwan, le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Tripoli, Khaldoun Naja, le président de la commission des libertés publiques et des droits de l'homme de l'Ordre des avocats, Abdel Salam Cheaïb, et l'avocat spécialiste des arbitrages, Ghaleb Mahmassani. D'autre part, le recteur de l'Université libanaise, Zouhair Chokr, le doyen et le vice-doyen de la faculté de droit de l'université Saint-Joseph, Fayez Hajj-Chahine et Michel Tabet, la présidente de l'université arménienne Haïgazian, Ada Akmakji, le directeur du Carnegie Middle East Center, Paul Salem, et un professeur de l'AUB, Nawaf Salam.[367]

La commission définit plusieurs objectifs de travail : délimiter les circonscriptions électorales, définir le mode de scrutin, réglementer la campagne électorale, créer une Haute autorité électorale, assurer une meilleure représentation des femmes et organiser le droit de vote à l'étranger. La commission décide de s'appuyer sur les anciens projets de loi électorale et sur les recommandations d'experts internationaux et lance un appel aux partis, aux personnalités politiques et aux associations pour qu'ils lui soumettent leurs propositions.[368]

La commission propose aux représentants politiques et associatifs de remplir un questionnaire dans lequel ils se prononcent sur les différents projets de réformes de la loi électorale.[369] 85 % se prononcent pour le droit de vote à l'étranger, mais le choix d'une formule continue de susciter des discussions. Nemet Allah Abi Nasr présente deux formules à la commission électorale : les députés de l'étranger et les circonscriptions d'origine. Le président du Conseil national de l'Union au Ghana, Said Fakhry, présente un projet inspiré par la formule des députés de l'étranger. Par contre, Gibran Karam soutient la formule des circonscriptions d'origine dans le cadre d'un projet de loi présenté avec le Lebanese Emigration Research Center (LERC) de l'université Notre-Dame-de-Louaizé (NDU). Nicolas Chikhani, qui vient de créer

367. « Douze experts pour une loi électorale, Fouad Boutros aux commandes », *l'Orient le Jour*, 9 août 2005.

368. « Commission Boutros : le travail commence aujourd'hui », « Délai d'un mois pour présenter les propositions à la commission Boutros », *l'Orient le Jour*, 11 et 18 août 2005.

369. Le site internet de la commission nationale de la loi électorale rassemble de nombreuses informations sur les travaux de la commission : http://www.elections-lebanon.org.

l'association Intishar, s'appuie sur l'expérience du scrutin fictif à Paris pour montrer que l'organisation du vote à l'étranger ne pose pas de problème logistique[370].

Par ailleurs, le droit de vote à l'étranger est l'une des revendications du Document d'entente mutuelle signé entre le CPL et le Hezbollah au mois de février 2006. Au même moment, la branche française du CPL, le Rassemblement pour le Liban (RPL), organise une large conférence à Paris intitulée « Voter c'est mon droit » à laquelle participent les députés aounistes Ibrahim Kanaan et Farid al-Khazen, ainsi que Nada Abu Zeid.[371] Le RPL soutient la formule des circonscriptons d'origine tout en prenant soin d'éviter les arguments partisans et confessionnels. Selon le RPL, cette formule encourage le retour des émigrés et l'investissement au Liban et elle ne nécessite qu'une simple « mise à jour » de la loi électorale, comme l'a suggéré Chibli Mallat. Au contraire, le RPL pense que la formule des députés de l'étranger risque d'aggraver les polarisations confessionnelles entre les émigrés, selon l'argument déjà avancé par Ziad Bourad. Enfin, le RPL suggère de créer des délégations consulaires en présence d'huissiers dans les régions où il n'y a ni consulat ni ambassade libanaise, à la différence de Nizar et Rana Saghié qui proposent de créer un nombre réduit de bureaux de vote afin de limiter les difficultés logistiques.[372]

Au sein de la commission électorale, Ziad Baroud est le principal défenseur du droit de vote à l'étranger qu'il présente comme un droit constitutionnel et démocratique reconnu par un nombre croissant de pays. Il insiste sur la différence avec la restitution de la nationalité, car seuls ceux qui possédent la nationalité libanaise et qui sont déjà inscrits sur les listes électorales sont concernés par le vote à l'étranger, environ 500 000 personnes selon lui. Enfin, il n'exprime pas explicitement sa préférence pour l'une des deux formules électorales précitées, les députés de l'étranger ou les circonscriptions d'origine.[373]

---

370. « L'association Intishar réclame le droit de vote pour les Libanais à l'extérieur » par Sana Diab, *Al-Balad*, 12 janvier 2006 ; « Le vote de 500 000 Libanais », *Magazine*, 13 janvier 2006 ; « Chikhani : le vote des émigrés est un droit garanti par la constitution », *An-Nahar*, 14 janvier 2006 ; « L'association Intishar a soumis son projet de loi à la commission Boutros », *l'Orient le Jour*, 14 janvier 2006.

371. « Le CPL présente à Paris son projet pour le vote des Libanais de l'étranger » par Émile Khoury, *l'Orient le Jour*, 27 février 2006 ; « Réunion à Paris sur le droit de vote des Libanais de l'étranger », *Al-Anwar*, 28 février 2006.

372. Textes des interventions au Palais des congrès de Paris le 26 février 2006 disponibles sur http://www.lebanese-abroad.com

373. Ziad Baroud, entretien à Beyrouth, 29 novembre 2005.

Au mois de mars 2006, les désaccords au sujet du mode de scrutin et du découpage des circonscriptions conduisent les deux représentants maronites au sein de la commission électorale, Ziad Baroud et Michel Tabet, à présenter leur démission.[374] La principale caractéristique du projet de loi électorale, qui est finalement présentée au gouvernement en mai 2006, est de combiner deux modes de scrutin : 77 députés élus au scrutin majoritaire dans les *cazas* et 51 élus au scrutin proportionnel dans les *muhafazas*. Par ailleurs, la commission adopte le droit de vote à l'étranger selon la formule des circonscriptions d'origine en précisant que seules les personnes déjà insrites sur les listes électorales peuvent voter. Cette restriction est importante, car elle réduit probablement de façon significative le nombre d'électeurs concernés par le vote à l'étranger. Enfin, le projet de loi électoral prévoit la création d'une Commission électorale indépendante chargée de superviser l'ensemble du processus électoral, notamment la coordination avec le ministère des Affaires étrangères pour l'envoi des listes électorales aux consulats et aux ambassades et le choix des centres de vote et du personnel responsable du scrutin (articles 115 à 117).[375]

2. Les limites de l'adoption du droit vote à l'étranger

A. LE PROBLEME DE LA RESTITUTION DE LA NATIONALITE

En février 2008, le ministre de la Justice, Charles Rizk, ancien conseiller du président Émile Lahoud qui s'est rapproché du mouvement du 14 mars, annonce l'adoption de deux mesures en faveur des émigrés : le droit de vote à l'étranger, comme l'a proposé la commission électorale, et la carte de l'émigré, adoptée par le gouvernement le 24 novembre 2007, juste après la fin du mandat d'Émile Lahoud.[376] La carte de l'émigré doit permettre aux personnes d'orgine libanaise d'être exemptées de visa et d'échapper aux restrictions auxquelles sont soumis les étrangers qui

374. « Des membres de la commission électorale démissionnent à cause de blocages internes » par Leila Hatoum, *Daily Star*, 8 mars 2006 ; « Tabet et Baroud confirment leur démission du comité pour la loi électorale », *As-Safir*, 8 mars 2006 ; « Tabet et Baroud se retirent de la commission pour la loi électorale », « Boutros appelle les Chrétiens à être tranquilles : vos intérêts seront préservés », « Boutros, Tabet et Baroud se réunissent chez Siniora », *l'Orient le Jour*, 8, 14 et 18 mars 2006.

375. Le projet de loi électorale de la commission nationale de la loi électorale est disponible en arabe et en anglais sur : http://www.elections-lebanon.org.

376. « Rizk affirme l'intérêt que porte le gouvernement aux émigrés libanais », *l'Orient le Jour*, 23 février 2008 ; « Rizk assure aux émigrés l'intérêt du gouvernement [pour eux] », *As-Safir*, 23 février 2008.

acquièrent des biens immobiliers, mais elle ne permet pas de jouir des droits politiques.

Imaginée par l'ancien ministre des Émigrés, Rida Wahid, et souvent revendiquée par les représentants politiques chiites,[377] la carte de l'émigré représente une alternative à la restitution de la nationalité destinée à favoriser le tourisme et l'investissement de la diaspora au Liban. L'adoption de ce projet de loi par le gouvernement en l'absence des ministres chiites, démissionnaires depuis novembre 2006, marque un pas vers un consensus sur le droit de vote à l'étranger. Toutefois, renoncer à la restitution de la nationalité ne fait pas l'unanimité parmi les forces politiques chrétiennes, qu'elles appartiennent à la majorité gouvernementale ou non. Les Phalanges, par exemple, revendiquent de nouveau une modification de la législation sur la restitution de la nationalité libanaise au moment où le mouvement du 14 mars envisage d'organiser un important Congrès des émigrés.[378] Autre exemple, l'avocat Bédaoui Abu Dib qui adresse une lettre ouverte au futur président de la République Michel Sleiman dans le quotidien *An-Nahar* pour dénoncer les conséquences démographiques du droit d'option et du décret de naturalisation de 1994.[379]

Dans un premier temps, le nouveau président de la République, Michel Sleiman, s'engage à « reconnaître » et à « restituer » leurs droits aux émigrés.[380] Comme pour son prédécesseur Émile Lahoud, cet engagement vise à conforter la légitimité de la présidence de la République qui, en raison de la nature confessionnelle du système politique, repose largement sur la popularité du président dans l'opinion chrétienne, comme la légitimité du Premier ministre et du président du Parlement reposent sur leurs popularités respectives parmi les Sunnites et les Chiites.

La première conséquence de l'engagement de Michel Sleiman est le jugement rendu par de l'Inspection centrale de l'administration, qui dépend du Premier ministre, en faveur de Nemet Allah Abi Nasr qui a déposé plainte contre la Direction générale

377. « Nasser au Safir… », *As-Safir*, 1er août 2005 ; Discours du ministre des Affaires étrangères et des Émigrés, Fawzi Salloukh, et du directeur de la Direction des Émigrés, Haytham Joumaa, le Jour de l'émigré (12 mars 2006) : http://www.emigrants.gov.lb.

378. « Mekataff présente les objectifs du congrès sur l'émigration », *l'Orient le Jour*, 15 mars 2008 ; « La majorité politique libanaise tente d'élargir son influence » par Mouna Naïm, *Le Monde*, 15 mars 2008.

379. « Lettre ouverte au président de la République Michel Sleiman » par Bédaoui Abu Dib, *An-Nahar*, 29 avril 2008.

380. « Le discours d'investiture, un programme clair, audacieux et ambitieux », « Sleiman : les forces de l'ordre font preuve de fermeté dans le maintien de la sécurité », *l'Orient le Jour*, 26 mai et 13 juin 2008.

de l'état civil au sujet des dossiers d'option bloqués depuis 1958 (Annexe 22). Puis, Michel Sleiman se concentre sur le droit de vote à l'étranger dans le courant du mois de juillet 2008. Premièrement, c'est l'une des propositions retenues par la commission parlementaire de l'Administration et de la Justice chargée d'élaborer une nouvelle loi électorale sur la base de l'accord de Doha et du projet de loi électorale de la commission électorale.[381] Pour son président, Robert Ghanem, député maronite indépendant de la Bekaa, le droit de vote à l'étranger est une réforme « envisageable », comme le sont l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans ou la règlementation du financement des campagnes électorales.[382] Deuxièmement, Ziad Baroud est nommé à la tête du ministère de l'Intérieur, l'un des trois portefeuilles reservés à Michel Sleiman dans le cadre de la repartion des postes ministériels entre la majorité, l'opposition et le président de la République.[383]

Dans le courant du mois du juillet, alors que Michel Aoun[384] et le Patriarche Sfeir[385] se font l'écho des promesses de Michel Sleiman en faveur de la restitution de la nationalité, ce dernier annonce qu'il s'engage à faciliter l'adoption du droit de vote à l'étranger. Il promet également de « restituer aux Libanais de l'émigration les papiers d'identité qu'ils n'ont plus, soit à cause des négligences de l'État, soit à cause de leur propre négligence ».[386] Cette formule fait allusion aux cas d'enfants nés à l'étranger de père libanais qui ont droit à la nationalité, mais qui n'ont pas été inscrits sur les registres d'état civil et qui rencontrent des obstacles administratifs pour être reconnus comme Libanais. Il ne s'agit donc pas d'assouplir la législation sur la restitution de la nationalité.

Le Patriarche Sfeir, qui ne s'y trompe pas, répond indirectement en reconnaissant le bien-fondé du problème posé par la négligence des services de l'état civil chargé de l'inscription des Libanais nés à l'étranger, tout en précisant qu'« accorder la carte de l'émigration aux Libanais de l'étranger est une bonne

381. « Les réformes du projet Boutros à l'examen place de l'Étoile », *l'Orient le Jour*, 1er juillet 2008.

382. « Applaudies sur le principe, les réformes proposées par la commission Boutros critiquées dans la forme », *l'Orient le Jour*, 15 juillet 2008.

383. « Enfin la composition [du gouvernement] après 45 jours de négociations », *Al-Akhbar*, 12 juillet 2008.

384. « Aoun se livre à un attaque en règle contre Israël et les USA et défend la Résistance tout azimuts », *l'Orient le Jour*, 5 juillet 2008.

385. « Sfeir plaide en faveur de l'alternance et pour le droit des émigrés au vote », *l'Orient le Jour*, 7 juillet 2008.

386. « Sleiman s'engage à œuvrer pour accorder aux émigrés le droit de vote », *l'Orient le Jour*, 23 juillet 2008.

démarche qui doit toutefois être complétée en leur accordant la nationalité ».[387] Le Patriarche Sfeir confirme sa position à l'occasion d'une rencontre avec un représentant de Saad al-Hariri quelques jours plus tard : il demande aux émigrés « d'inscrire [dans les consulats] leur enfants nés à l'étranger » et aux responsables politiques « de faciliter la participation des émigrés à la vie nationale en leur accordant le droit de vote, après qu'ils récupèrent la nationalité libanaise ».[388] Dans les jours qui suivent, cette triple revendication sur le droit de vote, la restitution de la nationalité et l'inscription à l'état civil est reprise par la Ligue maronite[389], Amin Gemayel[390] et Nemet Allah Abi Nasr lors de son discours au Parlement lors du vote de confiance au gouvernement.[391]

B. L'APPLICATION DU DROIT DE VOTE A L'ETRANGER REPOUSSEE A 2013

Malgré ces revendications, le consensus politique sur le droit de vote à l'étranger dissocié de la restitution de la nationalité s'impose progressivement. Le débat politique glisse alors sur les poblèmes logistiques soulevés par l'organisation d'un scrutin dans les ambassades et les consulats. Avant même l'adoption du droit de vote à l'étranger par la commission parlementaire de l'Administration et de la Justice au début du mois d'août, le député Boutros Harb met en garde le « pouvoir éxécutif » contre les promesses qui risquent de ne pas être tenues. Il demande au ministre de l'Intérieur de prouver qu'il possède les capacités logistiques pour organiser un scrutin à l'étranger.[392] Le quotidien *Al-Akhbar*, proche de l'opposition, se demande également comment résoudre les problèmes des candidats du Hezbollah inscrits sur les listes terroristes américaines ou européennes.

Au début du mois de septembre, la commission parlementaire de l'Administration et de la Justice se réunit à nouveau en présence du ministre de l'Intérieur, Ziad Baroud. Reprenant les arguments de ce dernier, le président de la

387. « Sfeir : la carte d'émigration doit être completée en accordant la nationalité à ses détenteurs », *l'Orient le Jour*, 29 juillet 2008.

388. « Sfeir appelle à accorder le droit de vote aux émigrés », *l'Orient le Jour*, 30 juillet 2008.

389. « Restituer leur nationalité aux Libanais de la diaspora et leur redonner leur droit politiques », *l'Orient le Jour*, 5 août 2008.

390. « Gemayel appelle à soutenir les émigrés afin qu'ils puissent voter à l'étranger », *l'Orient le Jour*, 8 août 2008.

391. « Le bon papa », *Ad-Diar*, 28 juillet 2008 ; Discours de Nemet Allah Abi Nasr au Parlement, archives personnelles, 8 août 2008.

392. « Abaissement de la majorité électorale et vote des émigrés : Harb met en garde contre des promesses qui risquent de ne pas être tenues », *l'Orient le Jour*, 30 juillet 2008.

commission, Robert Ghanem, considère que le droit de vote est un droit constitutionnel pour toute personne inscrite sur les listes électorales, qu'elle réside ou non au Liban. L'un des membres de la commission, l'ancien ministre de la Justice Bahige Tabbarah, juriste de renom proche de Rafic al-Hariri, soumet une proposition écrite dans laquelle il précise les étapes de l'organisation du vote à l'étranger (Annexe 23). Schématiquement, les Libanais qui résident à l'étranger et qui sont inscrits sur les listes électorales s'inscrivent dans les ambassades et les consulats libanais avant le 31 novembre 2008. Puis, le ministère de l'Intérieur élabore les listes électorales des résidents à l'étranger par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères et des Émigrés. Enfin, une semaine après que les élections se soient déroulées au Liban, les résidents à l'étranger votent dans les ambassades et les consulats pour les candidats de leur circonscription d'origine.

Lors d'une nouvelle séance de la commission parlementaire de l'Administration et la Justice, Robert Ghanem annonce que les Libanais résidant à l'étranger pourront voter dans les ambassades et les consulats au moyen de leur carte d'identité ou de leur passeport, selon le mécanisme défini par Bahige Tabbarah.[393] Toutefois, à la fin du mois de septembre, le rapporteur de la commission parlementaire de l'Administration et de la Justice, le député du Hezbollah Nawar Sahili, transmet la réponse du ministre des Affaires étrangères, Fawzi Salloukh, selon qui les services de son ministère n'ont ni le temps, ni les moyens d'organiser un scrutin à l'étranger lors des prochaines élections législatives au printemps 2009.[394] Peu après, le quotidien *Al-Akhbar* justifie la décision de Fawzi Salloukh : manque de temps, absence de statistiques précises des Libanais résidant à l'étranger, difficultés de communication entre le ministère et les associations d'émigrés, problèmes liés à l'organisation du scrutin et à son contrôle, mesures juridiques adoptées contre le Hezbollah dans certains pays.[395]

393. « Ghanem : nous attendons les réponses des ministères pour le vote des non-résidents », « L'Administration et la Justice adoptent le mécanisme de vote des résidents à l'étranger », *l'Orient le Jour*, 3 et 9 septembre 2008 ; « La commission de l'Administration reduit le délai de démission avant d'être candidat à six mois [pour les élus muncipaux] et accepte le droit de vote pour les émigrés au moyen de leur passeport », *Al-Anouar*, 9 septembre 2008.

394. « Le principe du vote en un seul jour approuvé en commission », *l'Orient le Jour*, 20 septembre 2008 ; « Un mécanisme pour le vote des non résidents… en 2013 », *Al-Akhbar*, 20 septembre 2008.

395. « Les raisons pour lesquelles le ministère des Affaires étrangères ne met pas en place l'élection dans la diaspora », *Al-Akhbar*, 22 septembre 2008.q

Le vote des Libanais résidant à l'étranger est donc repoussé aux prochaines élections de 2013. Le Bureau central de la coordination nationale de Roger Azzam, créé à la fin des années 1980 pour soutenir Michel Aoun, puis opposé à ce-dernier en raison de sa politique d'alliance avec le Hezbollah, s'attaque directement à Fawzi Salloukh qu'il accuse de s'opposer au droit de vote des Libanais de l'étranger. Par contre, Nemet Allah Abi Nasr, qui vient d'être élu sur la liste de Michel Aoun, ne cache pas sa déception, mais accepte les arguments de Fawzi Salloukh.[396]

Lors de la séance parlementaire consacrée à la loi électorale, qui a lieu à la fin du mois de septembre, Robert Ghanem reconnaît que la logistique du scrutin à l'étranger pose des problèmes. Plusieurs députés demandent quand même sa mise en place dès les prochaines élections : Nemet Allah Abi Nasr et Ghassan Moukhaiber, du bloc parlementaire aouniste, Antoine Zahra et George Adwan, membres des FL, Nayla Moawad et Boutros Harb, figures chrétiennes du Liban Nord, Bahige Tabbarah, du Courant du Futur, Anouar al-Khalil, du bloc parlementaire de Nabih Berri. Cette question au vote et, malgré un soutien transversal, la mise en place du droit de vote à l'étranger est repoussée à 2013.[397]

À la demande du président Michel Sleiman, le ministre de l'Intérieur, Ziad Baroud, impose un texte annexe à la loi électorale pour garantir l'application du vote à l'étranger en 2013. Dans ce texte, il demande à son ministère et au ministère des Affaires étrangères de conduire une étude globale sur la mise en place du vote à l'étranger.[398] Il propose également de mettre en place des urnes fictives dans les ambassades, pour encourager les émigrés à participer au scrutin législatif en 2013, ou de mettre en place un scrutin par Internet.[399] Parallèlement, il s'engage à régler le problème des options de nationalité, assurant avoir déjà régularisé 700 dossiers sur 7 000,[400] et promet à Nemet Allah Abi Nasr d'annuler les naturalisations illégales, tout en se prononçant en faveur d'une modification de la loi sur la restitution de la nationalité.[401]

---

396. « Abi Nasr : les AE ont bloqué le vote des Libanais de l'étranger », *l'Orient le Jour*, 25 septembre 2008.
397. « La nouvelle loi électorale adoptée », *l'Orient le Jour*, 30 septembre 2008.
398. « Baroud chez Sleiman : assurer le vote des expatriés dès les premières élections après 2009 », *l'Orient le Jour*, 3 octobre 2008.
399. « Baroud plus déterminé que jamais à œuvrer pour les réformes », *l'Orient le Jour*, 7 octobre 2008.
400. « Baroud chez Sleiman… », *l'Orient le Jour*, 3 octobre 2008 ; « Abi Nasr : les émigrés ont le droit de voter en 2009 et le mécanisme [du scrutin] est prêt », *Al-Bayrak*, 3 octobre 2008.
401. « Où en est-on du litige sur les naturalisations ? » par Suzanne Baaklini, « Abi Nasr : Baroud nous a promis le retrait de la nationalité à ceux qui n'y ont pas droit », *l'Orient le Jour*, 8 septembre 2008.

La nomination à la tête du ministère des Affaires étrangères et des Émigrés de diplomates chiites partisans de l'alliance stratégiques avec la Syrie marque une rupture puisque l'usage attribuait ce portefeuille à un Chrétien. Le ministère des Émigrés est supprimé et devient la Direction des Émigrés au sein des Affaires étrangères sans modification de l'organigramme, ce qui laisse en suspens la question de sa fonction exacte et des relations avec l'Union, toujours divisée. L'abandon des projets liés à la politique d'émigration a pour conséquence la multiplication des projets confessionnels et partisans visant à développer les liens avec la diaspora.

La décision du Conseil d'État, qui demande au gouvernement de corriger les erreurs de décret de naturalisation de 1994, se révèle difficilement applicable en raison des droits acquis par les naturalisés et leurs familles. Par contre, cette décision ouvre la porte à un compromis sur le droit de vote à l'étranger. En proposant l'élection de douze députés de l'étranger, Nemet Allah Abi Nasr imagine une solution qui ne menace pas les équilibres électoraux internes tout en permettant aux Libanais de l'étranger de participer au processus électoral. Toutefois, cette proposition n'est soutenue ni par les principales forces politiques chrétiennes, ni par Rafic al-Hariri qui la torpillent.

La société civile est également divisée sur le type de scrutin à adopter, mais les initiatives en faveur du droit de vote à l'étranger dans le contexte des élections législatives de 2005 contribuent à médiatiser cette revendication au-delà de ces différences. L'année suivante, le droit de vote à l'étranger est inclus, d'une part, dans les recommandations de la commission électorale, d'autre part, dans le document d'entente mutuelle entre le CPL de Michel Aoun et le Hezbollah.

L'adoption du droit de vote à l'étranger à l'automne 2008 s'inscrit finalement dans une double perspective : la possibilité d'un consensus entre le gouvernement et l'opposition après l'accord de Doha et le renforcement de la fonction présidentielle, qui incarne la défense des intérêts chrétiens, après l'élection de Michel Sleiman. Toutefois, malgré les pressions exercées par ce dernier et son ministre de l'Intérieur, Ziad Baroud, le ministre des Affaires étrangères repousse à 2013 l'application du droit de vote à l'étranger. Cette décision montre finalement les limites d'un consensus sur cette question qui, par ailleurs, relance les revendications en faveur de la restitution de lanationalité.

Conclusion

Dans les trois premiers chapitres, nous nous sommes intéressés à l'émigration depuis le Mont Liban avant la Première Guerre mondiale durant la « première mondialisation », à l'émergence du nationalisme libanais, à la création du Grand Liban par la France, aux conditions d'obtention de la nationalité libanaise après le traité de Lausanne et à la mise en place du régime consociatif. Nous avons montré pourquoi les émigrés représentent un enjeu central, et pourtant méconnu, du Pacte national de 1943, dans le mesure où leur mise à l'écart du corps électoral permet de trouver un formule consensuelle de partage du pouvoir entre les leaders chrétiens et musulmans. Dans le chapitre suivant, nous évoquons dans cette perspective les usages politiques de la naturalisation et des dispositifs institutionnels chargés de la diaspora après l'indépendance.

Puis, après un chapitre consacré aux caractères de l'émigration contemporaine et au rôle des remises dans le système économique, les trois derniers chapitres traitent du ministère des Émigrés, de l'Union, de la politique d'émigration, de la restitution de la nationalité et du droit de vote à l'étranger durant la période contemporaine, c'est à dire depuis la fin de la guerre civile. Le conflit entre le ministère des Emigrés, l'Union et le ministère des Affaires étrangères est analysé dans ses dimensions politiques et institutionnels : antagonisme entre partisans de l'alliance stratégique avec le Syrie et opposants à la tutelle syrienne ; refus du ministère des Affaires étrangères d'abandonner le monopole qu'il exerce sur l'action à l'étranger. Parallèlement, nous montrons que les revendications en faveur de la restitution de la nationalité et du droit de vote à l'étranger représentent un moyen de faire évoluer le jeu politique, gelé par la tutelle syrienne et la troïka, pour les partis chrétiens politique marginalisés et pour la société civile émergente. Dans cette perspective, l'adoption du droit de vote à l'étranger à la fin de l'année 2008 représente l'une des manifestations du nouveau consensus, encore fragile, qui se dessine depuis la fin de le retrait des troupes syriennes du Liban.

Ces conclusions résultent, d'une part, d'une recherche historique sur le recensement de 1932, les lois de nationalité et les lois électorales, et d'autre part,

d'une observation de la vie politique libanaise contemporaine pour identifier les débats, les propositions de lois et les projets politiques relatifs aux émigrés et à la diaspora. Elles fondent la principale hypothèse de cette recherche : *le processus de définition des frontières de la communauté nationale comme modalité de la régulation dans le système consociatif.* Si cette hypothèse peut contribuer au débat scientifique sur l'histoire et la sociologie politique du Liban, elle n'est pas généralisable ou transposable à d'autres pays où les structures politiques et les mouvements migratoires sont le fruit d'une histoire particulière.

Dans l'introduction, le cadre problématique privilégie la notion de formation de l'État et le concept de frontière sociale afin de répondre aux spécificités du cas libanais. Cette approche contribue finalement à la discussion sur la formation de l'État en mettant l'accent sur le caractère instrumental et structurant du rapport entre l'État et la diaspora, au lieu de privilégier une dialectique d'opposition binaire entre territoires et réseaux et au lieu de comprendre la relation entre Etats et mondialisation comme un processus d'adaptation post-traumatique, la résilience. Le cas libanais nous invite donc à adopter une posture de recherche alternative dans laquelle les réponses apportées par les États aux questions de l'émigration et de la diaspora représentent les solutions à des problèmes internes plutôt que les conséquences d'un conflit entre Etat et mondialisation.

Pour conclure, nous évoquerons différentes pistes de recherche qui, dans la continuité de ce travail, peuvent contribuer à enrichir cette discussion et à affiner notre hypothèse. En effet, l'adoption du droit de vote à l'étranger à l'automne 2008 promet de relancer à court et moyen termes les questions liées, d'une part, aux statuts et aux droits des émigrés et de leurs descendants, d'autre part, aux dispositifs institutionnels chargés des relations avec la diaspora.

La carte de l'émigré annoncée au début de l'année 2008 n'a pas encore été mise en place et plusieurs personnalités politiques et religieuses, dans leur majorité maronite, ont demandé l'application de la décision du Conseil d'État relative au décret de 1994, l'enregistrement des dossiers d'option bloqués à la Direction de l'état civil, et l'assouplissement de la législation sur la restitution de la nationalité.

Tout d'abord, on peut se demander si l'adoption d'une législation facilitant la restitution de la nationalité aurait un effet réel sur la démographie confessionnelle. En effet, il n'est pas certain qu'un nombre important de descendants des émigrés partis avant l'application du traité de Lausanne (30 août 1924) - les seuls concernés qui

seraient concernés - souhaitent obtenir la nationalité libanaise. En fait, la restitution de la nationalité cache les autres enjeux du problème de la transmission de la nationalité dans la diaspora. On retiendra en particulier l'impossibilité pour les femmes de transmettre la nationalité à leurs enfants et à leur mari s'il est étranger, essentiellement en raison de l'opposition des autorités religieuses, chrétiennes et musulmanes, attachées au principe de filiation patrilinéaire.

De plus, il est important d'insister sur les conséquences politiques des lacunes de la recherche au sujet des politiques de naturalisation menées au Liban depuis l'indépendance. Quel est le nombre et l'origine des personnes naturalisées ? Quelles sont les procédures de naturalisation (décret, restitution, procès contre l'État) ? Quelles sont les responsabilités politiques et administratives (corruption, clientélisme, discrimination sociale et confessionnelle) ? Pour répondre à ces questions, différentes recherches pourraient s'appuyer sur la jurisprudence relative aux conflits de nationalités, sur les archives de la Direction de l'état civil, et sur les décrets de naturalisations publiés au Journal officiel.

D'autre part, on peut se demander si le consensus sur le droit de vote à l'étranger résisterait à un assouplissement de la loi sur la restitution de la nationalité. En effet, la dissociation entre ces deux revendications à partir du milieu des années 1990 a été l'une des conditions préalables de l'émergence d'un consensus. La réponse à cette question renvoie aux modalités d'application du droit de vote à l'étranger lors des élections législatives de 2013 qui risquent d'exercer une influence considérable sur la participation et sur les résultats de ces élections.

La question du mode de scrutin (députés de l'étranger ou circonscription d'origine) est déjà tranchée, mais les conditions de la participation sont encore floues. Selon la proposition de loi présentée à l'automne 2008 pour organiser le droit de vote à l'étranger, les Libanais qui résident à l'étranger et qui sont inscrits sur les listes électorales peuvent exercer leur droit de vote s'ils en font préalablement la demande au consulat. Mais qu'en sera-t-il de ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales ? Devront-ils se déplacer au Liban pour être enregistrés ou pourront-ils effectuer cette démarche dans les consulats ? Par ailleurs, le choix du nombre et de la localisation des centres de vote par la Haute autorité électorale en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères représente également un sujet de conflit potentiel.

Enfin, on peut se demander quelles seront les conditions de la campagne électorale. Comment atteindre un électorat dispersé dans le monde ? Les thématiques

privilégiées sont-elles les mêmes que celles développées localement (enjeux locaux, idéologiques, confessionnels, internationaux) ? Quel est le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication (télévisions satellitaires, journaux et sites sur Internet) ? Sur quels types de réseau transnational les candidats s'appuient-ils (partisans, associatifs ou villageois) ? Les grandes formations politiques sont-elles avantagées au détriment des notables locaux ? Les *returnees* qui ont vécu à l'étranger et qui se sont engagés en politique après leur retour sont-ils favorisés ? Comment entretenir une clientèle politique dans un espace « translocal » ?

Par ailleurs, l'adoption du droit de vote à l'étranger soulève indirectement le problème du rôle de la Direction des Émigrés et de la réunification de l'Union. Actuellement, aucun signe n'indique qu'un processus de réunification soit engagé, ni que la Direction des Émigrés soit amenée à jouer plus important au sein du ministère des Affaires étrangères. Dans tous les cas, les échecs du ministère des Émigrés rappellent que ce rôle a pour limites l'autonomie relativement importante de l'Union, qui fédère des associations aux statuts extrêmement divers, et la souveraineté des États d'accueil, dont certains s'opposent à ce qu'ils considèrent comme une ingérence dans leurs affaires internes.

D'autre part, la Direction des Émigrés ne saurait définir seule une politique d'émigration qui fait sens dans le cadre de la politique économique et de la politique étrangère. À cet égard, la commission chargée par le Premier ministre Sélim al-Hoss de tracer les grandes lignes d'une politique d'émigration en 1999 représente à la fois un exemple et un contre-exemple. Un exemple, parce qu'elle marque la volonté de coordonner l'action des différents ministères concernés, un contre-exemple parce que les contraintes exercées par l'alliance stratégique avec la Syrie empêchaient de traiter sérieusement de la nationalité et de la citoyenneté dans la diaspora et parce que les projets favorisant le tourisme et les investissements de la diaspora perpétuent le système rentier.

Finalement, l'incapacité de l'État libanais à être activement présent dans la diaspora, alors que l'assistance consulaire et l'action culturelle lui confèrent une marge de manœuvre relativement large, renvoie au rôle des institutions communautaires dans la diaspora. Le cas de l'Église maronite est un exemple intéressant en raison de l'importance de la question de l'émigration et de la diaspora dans le Synode maronite ouvert depuis 2003. Pour l'Église maronite, il s'agit de préserver ses spécificités cultuelles et d'empêcher sa dilution dans l'Église romaine,

tout en redéfinissant la relation organique qu'elle entretient avec l'État libanais et son territoire (Tabar, 2006).

Nous terminerons en rappelant simplement que la perspective adoptée dans cette recherche, celle de l'État libanais, reste incomplète sans la perspective inverse, celle de la diaspora, pour cerner les dynamiques complexes de soutien et d'opposition entre les multiples organismes et réseaux qui la composent et qui sont liés au Liban.

Table des tableaux, cartes et graphiques

Tableaux

Tableau 1 : La population de la *mutassarifiya* (1911) 43
Tableau 2 : Immigrants aux États-Unis
en provenance de Turquie asiatique (1899-1924) 49
Tableau 3 : Résidents et émigrés par *caza* (1913) 50
Tableau 4 : L'émigration entre 1923 et 1933 51
Tableau 5 : Résidents et émigrés taxés par confession en 1921 90
Tableau 6 : Les catégories d'émigrés dans le recensement de 1932 93
Tableau 7 : Résidents et émigrés dans le recensement de 1932 94
Tableau 8 : Demandes de nationalité et bénéficiaires
parmi les émigrés syro-libanais en 1926 96
Tableau 9 : La répartition des pouvoirs et les différents résultats
du recencement de 1932 98
Tableau 10 : Les résidents, les optants et les sièges parlementaires
selon Ayoub Tabet en 1943 104
Tableau 11 : L'émigration entre 1975 et 1990 148
Tableau 12 : Solde migratoire du Liban (1991-2006) 150
Tableau 13 : Les personnes nées au Liban et résidant
dans l'OCDE en 2007 155
Tableau 14 : Les émigrés selon l'âge et le sexe (2003) 159
Tableau 15 : Les remises de 1970 à 1988 166
Tableau 16 : Les remises de 1990 à 2005 174

Cartes

Carte 1 : Le Mont Liban 33
Carte 2 : Les Accords Sykes-Picot 63
Carte 3 : Le Grand Liban 65
Carte 4 : L'émigration depuis 1975 153
Carte 5 : L'émigration par *caza* 158

Graphiques

Graphique 1 : Solde migratoire mensuel (2000-2005) 151
Graphique 2 : La pyramide des âges en 2000 160
Graphique 3 : Organigramme du ministère des Émigrés 201

Liste des sigles

ADDL : Association pour la Défense des Droits et des Libertés
ALS : Armée du Liban Sud
APELC : Assemblé des Patriarches et Évêques Catholiques au Liban
ATFL : American Task Force for Lebanon
AUB : American University of Beirut
CCSD : Consultative Center for Studies and Documentation
CDR : Conseil du Développement et de la Reconstruction
CPL : Courant Patriotique Libre
FAD : Force Arabe de Dissuasion
FEARAB : Confederación de las entidades argentino-árabes
FINUL : Force Intérimaire des Nations-Unies au Liban
FL : Forces libanaises
FSI : Forces de Sécurité Intérieure
IDAL : Investment Development Authority of Lebanon
LADE : Lebanese Association for Democratic Elections
LIBC: Lebanese International Business Council
MNL : Mouvement National Libanais
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique.
OLP : Organisation de Libération de la Palestine
PCL : Parti Communiste Libanais
PNL : Parti National Libéral
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PSNS : Parti Social National Syrien
PSP : Parti Socialiste Progressiste
RAU : République Arabe Unie
RPL : Rassemblement Pour le Liban
TOKTEN : Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals
UDC : Union Démocrate Chrétienne
ULCM : Union Libanaise Culturelle Mondiale

Liste des entretiens

Abboud, Antoine : représentant de l'Union libanaise culturelle mondiale,
entretien le 19 mars 2003, Beyrouth.

Abi Nasr, Nemet Allah : député,
entretiens le 19 avril et le 7 novembre 2003, le 8 avril 2005,
le 27 janvier 2006, Jounieh.

Abou Dib, Bédaoui : avocat et secrétaire de l'Union libanaise culturelle mondiale,
entretiens le 26 mai 2003 et le 8 octobre 2005, Beyrouth.

Akl, Antoine : président de l'Union internationale des avocats,
entretien le 15 novembre 2003, Jounieh.

al-Azi, Ghassan : universitaire,
entretien le 15 juin 2003, Beyrouth.

Baroud, Ziad : ministre et membre de la société civile,
entretiens le 20 mai et le 29 septembre 2005, Beyrouth.

Berri, Mahmoud : membre du mouvement Amal,
entretien le 10 novembre 2003, Beyrouth.

Beydoun, Ahmad : universitaire,
entretien le 11 décembre 2003, Beyrouth.

Beydoun, Mohammed Abdel Hamid : ancien membre du mouvement Amal,
entretien le 6 mars 2006, Beyrouth.

Bouvet, Élise : responsable de programme TOKTEN (PNUD),
entretien le 15 octobre 2002, Beyrouth.

Charara, Bilal : membre du mouvement Amal,
entretien le 10 novembre 2003.

Chikhani, Nicolas : initiateur de *Voter à Paris* et fondateur d'Intishar,
entretien le 21 septembre 2005, Beyrouth.

Daher, Georges : responsable des relations extérieures au PSNS,
entretien le 5 décembre 2003, Beyrouth.

Debs, Habib : urbaniste et architecte,
entretien le 25 avril 2003, Beyrouth.

Eddé, Michel : président de la Ligue maronite,
entretien le 17 août 2005, Jbeil.

Fatfat, Ahmad : député, entretien le 28 avril 2005, Beyrouth.

de Freige, Nabil : député,
entretien le 10 février 2003, Beyrouth.

Ghandour, Fouad : secrétaire général de l'Union libanaise culturelle mondiale,
entretien le 14 novembre 2003, Beyrouth.

Hamdan, Ali : responsable des relations extérieures du mouvement Amal,
entretien le 3 novembre 2003, Beyrouth.

al-Hashem, Mounjed : évêque maronite de la Bekaa,
entretien le 10 novembre 2003, Kaslik.

Hobeika, Maya : initiatrice d'une pétition pour le droit de vote à l'étranger,
échanges de courriers électroniques au printemps 2005.

Honein, Salah : député,
entretien le 20 février 2003, Beyrouth.

Joumaa, Haytham : directeur de la Direction des Émigrés,
entretien le 6 novembre 2003, Beyrouth.

Karam, Gibran : initiateur de *Lebanese-abroad*,
entretien le 26 avril 2005.

Karam, Khalil : membre de la Ligue maronite,
entretiens le 15 novembre 2003 et le 17 août 2005, Beyrouth.

Loqman, Slim : membre de la société civile,
entretien le 14 août 2005, Beyrouth.

Moukhaiber, Ghassan : député,
entretien 15 avril 2005, Beyrouth.

Naaman, Issam : député,
entretien le 29 septembre 2005, Beyrouth.

al-Saad, Fouad : député,
entretien le 12 avril 2005, Beyrouth.

Saghié, Nizar : membre de la société civile,
entretien le 19 août 2005, Beyrouth.

Salhab, Sami : universitaire,
entretien le 2 mai 2003, Beyrouth.

Tabet, Marouan : secrétaire général des Écoles catholiques au Liban,
entretien le 19 mai 2003, Beyrouth.

Toussarkissian, Serge : député,
entretien le 20 mai 2005, Beyrouth.

al-Turk, Fouad : conseiller au ministère des Affaires étrangères,
entretien le 16 mai 2003, Beyrouth.

Younès, Sleiman : secrétaire de l'APELC,
entretien le 7 décembre 2003, Beyrouth.

Notices biographiques

Les notices suivantes concernent les acteurs politiques libanais contemporains dont le nom est cité au moins une fois. Toutefois, cette liste n'est pas exhaustive, d'une part, parce que je n'ai pas retenu l'ensemble des figures historiques ou contemporaines les plus connues, d'autre part, parce qu'il ne m'a pas été possible de rassembler suffisamment d'informations au sujet de certains acteurs secondaires, notamment les responsables de l'Union.

Par ailleurs, plusieurs types de sources ont été utilisés pour élaborer ces notices. Le *Who's Who* Liban et Moyen-Orient, les notices biographiques du *Lebanon Report* en 1992 et 1996, l'encyclopédie libre Wikipédia en français, en anglais et en arabe, et des sources journalistiques diverses. Nous avons, autant que possible, recoupé ces différentes sources, mais il n'est pas exclu que des erreurs se soient glissées au sujet de la date de naissance, du parcours universitaire ou encore des portefeuilles ministériels occupés.

ABDEL RAHMAN, Abdel Rahman : né en 1946, originaire de Tripoli (Liban Nord), de confession alaouite, diplômé de science politique à l'Université du Caire, chef du parti Baas pour le Liban Nord, député du Akkar (Liban Nord) depuis 1991.

ABI NASR, Nemet Allah : né en 1936, originaire de a Chnan'ir (Mont Liban), de confession maronite, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph, avocat, membre de la Ligue maronite, fondateur de l'Union Chrétienne Démocrate, député du Kesrwan depuis 2000.

ABOU HAMDAN, Mahmoud : né en 1957, originaire de Chtaura (Bekaa), de confession chiite, responsable du mouvement Amal pour la Bekaa, nommé député chiite de Baabda (Mont Liban) en 1991, élu député chiite de Rachaya (Békaa Ouest) de 1992 à 2000, ministre de l'Habitat et des Coopératives (1992-1998), exclu d'Amal en 2003.

ABOU SLEIMAN, Chaker : né en 1927, mort en 2000, originaire de Mtein (Mont Liban), de confession maronite, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), avocat, président de la Ligue maronite (1974-1990), médiateur dans les conflits interchrétiens durant la guerre civile, député du Metn (Mont Liban) en 1996.

AL-ACHKAR, Ghassan : originaire de Dick el Mehdi (Mont Liban), de confession maronite, fils d'Assad al-Achkar (président du PSNS et député du Metn), diplômé d'économie et de philosophie à l'Université d'Oxford, député du Metn (Mont Liban) de 1991 à 2005.

AJAMI, Ahmad : né en 1931, originaire d'Abassiyyeh (Tyr), de confession chiite, homme d'affaires, émigré au Libéria, revient au Liban en 1975, partenaire commercial de Nabih Berri, député de Tyr (Liban Sud) en 1992.

ANDRAOS, Antoine : né en 1950, originaire de Beyrouth, de confession grecque orthodoxe, diplôme d'ingénieur à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth) et de gestion financière à l'Université de Paris II, intègre Oger France en 1976, proche de Rafic al-Hariri, président du Fond des déplacés de 1993 à 1996, député du Chouf (Mont Liban) depuis 1996.

AQL, Wadih : né en 1931, originaire de Dammour (Mont Liban), de confession maronite, diplômé de droit de l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), haut fonctionnaire au Conseil des douanes, au Conseil des ministres et à la Sécurité sociale de 1951 à 1995, député du Chouf (Mont Liban) en 1996.

ARIDI, Ghazi : né en 1954, originaire de Beysour (Mont Liban), de confession druze, membre du PSP, fondateur et directeur de la radio *La Voix de la Montagne* de 1984 à 1995, conseiller de Walid Joumblatt, ministre de l'Information puis ministre de la Culture de 2000 à 2004, député de Beyrouth depuis 2000.

ARSLAN, Talal : né en 1965, originaire de Choueyfat (Chouf), fils de l'émir Majid Arslan (importante famille druze et figure de l'indépendance), effectue une partie de sa scolarité au Royaume-Uni, diplômé de science politique de l'Université Georges Washington, ministre du Tourisme de 1990 à 1992 puis ministre des Émigrés de 1996 à 1998, fondateur du Parti démocratique en 2002, député du Chouf (Mont Liban) depuis 1991.

BAKHOS, Auguste : né en 1922, originaire de Sid al-Bauchrié (Metn), de confession maronite, diplômé de droit de l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), avocat, président du Conseil municipal de Jdeidé-Sid al-Bauchrié de 1952 à 1963, l'un des fondateurs du Parti Démocrate avec Emile Bitar en 1969, député du Metn (Mont Liban) de 1972 à 1996.

BAROUD, Ziad : né en 1970, originaire de Jeita (Mont Liban), diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), membre actif de la société civile, membre du mouvement du Renouveau démocratique de 2001 à 2005, secrétaire général de l'ADEL de 2005 à 2008, membre de la commission nationale pour la loi électorale, participe à la conférence interlibanaise de La Celle-Saint Cloud en août 2007, ministre de l'Intérieur depuis août 2008.

BAZZI, Ali : né en 1958, originaire de Bent Jbeil (Liban Sud), de confession chiite, diplôme d'administration publique aux États-Unis, homme d'affaires, membre d'Amal, revient au Liban, député de Bint Jbeil (Liban Sud) depuis 2000.

BEJJANI, Abdo : né en 1931, originaire d'Aley (Chouf), de confession maronite, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), fonctionnaire des douanes, proche de Hariri, directeur général des douanes de 1993 à 1995, conseiller à l'IDAL, député du Chouf (Mont Liban) en 1996.

BERRI, Nabih : né en 1938 en Sierra Leone, originaire de Tebnin (Liban Sud), de confession chiite, diplômé de droit à l'Université libanaise et à l'Université de la Sorbonne, avocat pour *General Motors*, réside à Détroit de 1976 à 1978, occupe différentes fonctions dans le Mouvement Amal de Musa Sadr avant d'en devenir le président en avril 1980, ministre du Sud et de la Recontruction de 1984 à 1988, ministre de la Justice de 1984 à 1988, ministre des Ressources hydrauliques et Électriques de 1984 à 1990, ministre de l'Habitat et des Coopératives de 1988 à 1990, ministre d'État de 1990 à 1992, président du Parlement depuis 1992.

BEYDOUN, Mohammed Abdel Hamid : né en 1952, originaire de Beyrouth, de confession chiite, diplômé d'art à l'Université libanaise (Beyrouth) et doctorat de mathématique à l'Université Jean Moulin (Lyon), conseiller municipal de Beyrouth en 1972, membre du bureau politique d'Amal à partir de 1982, participe aux conférences de paix et à l'accord tripartite, président du Conseil du Sud en 1985, ministre de

l'Habitat et des Coopératives de 1990 à 1992, ministre des Ressources hydrauliques en 1992, ministre de l'Énergie et de l'Eau de 2000 à 2003, député de Tyr (Liban Sud) de 1991 à 2005, exclu d'Amal en 2003.

BOUEIZ, Farès : né en 1955, originaire de Zouk Mikhaël, de confession maronite, fils de Nouha Boueiz (député maronite du Kesrouan), diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth) et à l'Université Jean Moulin (Lyon), avocat, gendre d'Elias Hraoui, représentant personnel du président de la République en 1989, ministre des Affaires étrangères de 1990 à 1998, député du Kesrouan (Mont Liban) de 1991 à 2005.

BOUTROS, Fouad : né en 1920, de confession grecque orthodoxe, juriste, proche du président Fouad Chehab et de ses successeurs Charles Hélou et Elias Sarkis, vice-premier ministre et plusieurs fois ministre de 1959 à 1968 (Plan, Éducation nationale, Justice, Tourisme, Défense et Affaires étrangères), puis de 1976 à 1982 (vice-Premier ministre, Défense et Affaires étrangères), député de Beyrouth en 1960, médiateur entre le Patriarche Sfeir et Bachar al-Assad en 2001, président de la commission pour la réforme de la loi électorale en 2005.

CHAMMAS, Jamil : né en 1936, originaire de Zahlé (Bekaa), de confession syriaque, diplôme de comptabilité, journaliste, entrepreneur (Arab Marble Compagny), membre du conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie, membre du conseil d'administration de l'Association des industriels, député de Beyrouth en 1996.

CORM, George : né en 1940, diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, doctorat en droit constitutionnel à l'Université de Paris I, haut fonctionnaire au ministère du Plan puis au ministère des Finances de 1963 à 1969, cadre dans le secteur bancaire au Liban, en France et en Algérie de 1969 à 1985, consultant pour des organisations internationales notamment la Banque mondiale de 1985 à 1988, ministre des Finances de 1998 à 2000, auteur de nombreux ouvrages et articles sur la finance, l'économie et l'histoire contemporaine du Moyen-Orient.

DACCACHE, Pierre : né en 1926, originaire de Hadath (Mont Liban), de confession maronite, diplômé de médecine à l'Université Saint-Joseph et de chirurgie à l'Université de Boston, médecin et chirurgien, député de Baabda (Mont Liban) en 1972, en 1996 et en 2006, l'un des fondateurs d'al-Multaqa en 2007.

DAHER, Mikhaël : né en 1928, originaire Qobayate (Akkar), de confession maronite, diplômé de droit, soutenu par la Syrie et les États-Unis pour succéder à Amin Gemayel en 1988, ministre de l'Éducation nationale de 1992 à 1995, député du Akkar entre 1972 et 1992 et en 2000.

DALLOUL, Mohsen : né en 1933, originaire de la Bekaa, de confession chiite, proche de Kamal Joumblatt, chef du Conseil de commandement du PSP, mène les négociations avec les Palestiniens, la Syrie et le général Aoun, ministre de l'Agriculture, puis ministre de la Défense de 1989 à 1998, député de Baalbeck Hermel (Bekaa) de 1991 à 2005.

EDDE, Michel : né en 1928, originaire du Jbeil, de confession maronite, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), avocat et homme d'affaires, ministre de l'Information, puis ministre du Télégraphe, des Postes et des Télécommunications de 1966 à 1968, ministre de l'Information de 1980 à 1982, ministre des Affaires culturelles et de l'Enseignement supérieur, puis ministre d'État de 1992 à 1998, président du quotidien l'*Orient le Jour* depuis 1990, président de la Ligue maronite de 2003 à 2006.

FATFAT, Ahmad : né en 1953, originaire Dinniyé (Liban Nord), de confession sunnite, fils de Mohammed Fatfat (député de Dinniyé en 1960 et 1968), diplômé de médecine à l'Université de Louvain, médecin, membre du Courant du Futur, ministre de la Jeunesse et des Sports de 2005 à 2008, ministre de l'Intérieur par intérim en 2006, député de Dinniyé depuis 1996.

FATTOUCH, Nicolas : né en 1943, originaire de Zahlé (Bekaa), diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth) et à l'Université d'Aix en Provence, avocat, conseiller municipal de Zahlé depuis 1971, ministre du Tourisme de 1992 à 1998, élu député de Zahlé (Bekaa) depuis 1992.

FRANGIEH, Sleiman Tony : né en 1964, originaire de Zghorta (Liban Nord), de confession maronite, fils de Tony Frangieh (chef de la milice des Maradas, assassiné en 1978) et petit-fils de Sleiman Frangieh (président de la République de 1970 à 1976), ministre d'État, puis ministre de l'Habitat et des Coopératives, puis ministre des Affaires rurales et municipales, puis ministre de la Santé, puis ministre de

l'Agriculture de 1990 à 2000, ministre de l'Intérieur de 2004 à 2005, député de Zghorta (Liban Nord) de 1991 à 2005.

FREM, Georges : né en 1934, mort en 2006, originaire de Jbeil (Mont Liban), de confession maronite, homme d'affaires et industriel (groupe INDEVO), ministre des Postes et des Télécommunications, puis ministre de l'Industrie de 1980 à 1982, ministre des Ressources hydrauliques et électriques de 1992 à 1993, ministre de l'Industrie de 2000 à 2003, député du Kesrouan en 2000.

GEMAYEL, Pierre Amin : né en 1972, assassiné en 2006, originaire de Bikfaya (Mont Liban), de confession maronite, fils d'Amin Gemayel (président de la République de 1982 à 1988) et petit-fils de Pierre Gemayel (fondateur des Phalanges libanaises), scolarité à Nice, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph, membre du parti réformateur Kataëb, ministre de l'Industrie de 2005 à 2006, député du Kesrouan (Mont Liban) de 2000 à 2006.

GHANEM, Robert : né en 1942, originaire de Saghbin (Bekaa), de confession maronite, fils du général Iskandar Ghanem (Commandant en chef de l'armée libanaise), diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph, avocat d'affaires en France et en Europe de 1977 à 1992, ministre de l'Éducation nationale, puis de la Jeunesse et des Sports de 1995 à 1996, député de la Bekaa Ouest depuis 1992.

HAMADE, Marwan : né en 1939, originaire de Beyrouth, de confession druze, issu d'une importante famille druze, diplômé de droit et d'économie à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), correspondant pour la presse française dans les années 1970 (RTL, Le Point), il fut membre du PSP et proche de Walid Joumblatt, participe aux différentes négociations de paix pendant la guerre civile, membre de nombreux conseils d'administration (An-Nahar Press, Crédit libanais, First National Bank, Ciment de Sibline), ministre du Tourisme de 1980 à 1982, ministre de l'Économie et du Commerce, puis de la Santé et des Affaires sociales de 1990 à 1996, ministre des Déplacés, puis de l'Économie, puis des Télécommunications de 2000 à 2008, échappe à une tentative d'assassinat en octobre 2004, député druze du Chouf (Mont Liban) depuis 1991.

HAMMOUD, Mahmoud : né en 1935, originaire de Kfarkila (Liban Sud), de confession chiite, ambassadeur aux Émirats arabes unis de 1978 à 1983, en

République fédérale allemande de 1983 à 1985, en URSS et en Finlande de 1986 à 1990, au Royaume-Uni de 1990 à 1999, ministre des Affaires étrangères, puis ministre de la Défense de 2000 à 2005.

HARB, Boutros : né en 1944, originaire de Tannourine (Liban Nord), de confession maronite, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), avocat, ministre des Travaux Publics et des Transports, puis ministre de l'Éducation de 1979 à 1980, ministre de l'Éducation de 1990 à 1992, député du Liban Nord en 1972 et depuis 1996.

AL-HARIRI, Rafic : né en 1944, assassiné en 2005, originaire de Saïda, de confession sunnite, diplômé de commerce à l'Université arabe de Beyrouth, émigré en Arabie Saoudite en 1966, proche du prince héritier et ministre de l'Intérieur Fahd, rachète la société de construction française Oger, à la tête d'un empire financier, immobilier et médiatique, participe aux conférences de paix de Genève et de Lausanne, puis à l'accord de Taëf au sein de la délégation saoudienne, Premier ministre du Liban de 1992 à 1998, puis de 2000 à 2004, député de Saïda (Liban Sud) de 1992 à 2005.

HELOU, Pierre : né en 1928, mort en 2003, originaire de Baabda (Mont Liban), de confession maronite, homme d'affaires et industriel, fils d'Henri Hélou (industriel) et gendre de Michel Chiha, ministre de l'Industrie de 1972 à 1973, ministre d'État de 2000 à 2003, député d'Aley (Mont Liban) de 1972 à 1996 et de 2000 à 2003.

HMAYED, Ayoub : né en 1945, originaire de Beit Lif (Liban Sud), de confession chiite, doctorat de droit à l'Université libanaise, vice-président d'Amal, ministre des Affaires sociales de 1996 à 1998 et ministre de l'Énergie et de l'Eau de 2003 à 2004, député de Bent Jbeil (Liban Sud) depuis 1992.

HONEIN, Salah : né en 1956, originaire du Kfar Chima (Mont Liban), de confession maronite, fils d'Edouard Honein (député de Baabda), doctorat de droit maritime à l'Université de Southampton, avocat en France et en Suisse, député de Baabda (Mont Liban) de 1996 à 2005.

AL-HOSS, Sélim : né en 1929, originaire de Beyrouth, de confession sunnite, doctorat d'économie à l'Université d'Indiana, professeur d'Université et conseiller pour les organisations financières arabes, Premier ministre, ministre de l'Économie et du

Commerce, ministre de l'Information et ministre de l'Industrie de 1976 à 1980, ministre de l'Éducation, ministre du travail, Premier ministre par intérim et Premier ministre de 1984 à 1990, Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et ministre des Émigrés de 1998 à 2000, député de Beyrouth de 1992 à 2000, président du Cénacle de l'action nationale et membre Forum de l'Unité nationale.

HRAOUI, Elias : né en 1925, mort en 2006, originaire de Zahlé (Bekaa), de confession maronite, diplômé de commerce à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), homme d'affaires (agriculture), député de Zahlé (Bekaa) en 1972, ministre des Travaux publics de 1980 à 1982, président de la République de 1989 à 1998.

AL-HUSSEINI, Hussein : né en 1937, originaire de Chamstar (Bekaa), de confession chiite, diplômé d'administration des affaires à l'Université du Caire, haut fonctionnaire d'Électricité du Liban, conseiller municipal de Chamstar (Bekaa) de 1957 à 1998, membre fondateur du mouvement Amal et président de 1978 à 1980, président du Parlement de 1984 à 1992, député de Baalbeck de 1972 à 2008.

ITANI, Bahaeddine : né en 1941, originaire de Beyrouth, de confession sunnite, diplômé de science politique à l'AUB, participe à de nombreuses activités culturelles et sociales à Beyrouth, député de Beyrouth en 1996.

JABER, Yassin : né en 1951, originaire de Nabatiyeh (Liban Sud), de confession chiite, diplômé d'administration publique à l'AUB, homme d'affaires en Arabie Saoudite, en Afrique de l'Ouest, au Royaume-Uni et aux États-Unis, membre de plusieurs conseils d'administration au Liban (Casino du Liban, Liban, Bourse de Beyrouth), proche de Nabih Berri, ministre de l'Économie et du Commerce de 1995 à 1996, ministre du Transport de 2004 à 2005, député de Nabatiyeh (Liban Sud) depuis 1996.

AL-JISR, Samir : né en 1944, originaire de Tripoli, de confession sunnite, diplômé de droit à l'Université arabe de Beyrouth, avocat, membre actif de la société civile, président du conseil des délégués de l'Assemblée nationale de l'action sociale en 1990, bâtonnier de l'Ordre des avocats au Liban Nord en 1994, membre du Comité de la modernisation des lois et du Conseil d'arbitrage, coordinateur du Courant du futur au Liban Nord, ministre de la Justice, puis ministre de l'Éducation et de

l'Enseignement Supérieur de 2003 à 2004, député de Tripoli (Liban Nord) depuis 2005.

JOKHADARIAN, Agop : né en 1934, originaire de Beyrouth, de confession arménienne catholique, avocat, membre du parti arménien Tachnag, conseiller du président Élias Hraoui, ministre de l'Environnement de 1990 à 1992, député de Beyrouth de 1992 à 2000.

JOUMBLATT, Walid : né en 1949, originaire de Mukhtara (Chouf), de confession druze, fils de Kamal Joumblatt (importante famille druze et fondateur du PSP), diplômé de science politique à l'AUB, journaliste, prend la tête du PSP après l'assassinat de son père, ministre des Travaux publics et des Transports, ministre du Tourisme et ministre de la Reconstruction et du Sud de 1984 à 1990, ministre des Déplacés de 1992 à 1998, député du Chouf (Mont Liban) depuis 1991.

KANAAN, Ibrahim : né en 1962, de confession maronite, juriste, proche du général Michel Aoun, s'exile en Grande-Bretagne en 1990, membre fondateur du CPL et du Rassemblement libano-britannique pour la liberté au Liban, revient au Liban en 2005, député maronite du Metn (Mont Liban) depuis 2005.

KARAME, Omar : né en 1934, originaire de Tripoli (Liban Nord), de confession sunnite, fils d'Abdel Hamid Karamé (figure de l'indépendance et Premier ministre) et frère de Rachid Karamé (Premier ministre assassiné en 1987), diplômé de droit à l'Université libanaise et à l'Université du Caire, ministre de l'Éducation de 1989 à 1990, Premier ministre de 1990 à 1992, puis de 2004 à 2005, député de Tripoli (Liban Nord) de 1991 à 2005, dirige le Rassemblement national depuis 2006 qui regroupe des personnalités proches de la Syrie.

AL-KHALIL, Ali : né en 1937, mort en 2005, originaire de Tyr (Liban Sud), de confession chiite, doctorat de science politique (États-Unis), professeur d'université, membre du parti Baas, proche de Nabih Berri, ministre du Tourisme, puis ministre d'État de 1973 à 1974, ministre des Finances, puis ministre du Tourisme de 1979 à 1982, ministre des Finances de 1990 à 1992, ministre des Émigrés de 1995 à 1996, député de 1972 à 2005.

AL-KHALIL, Anouar : né en 1938 au Nigeria, de confession druze, diplômé de droit (Royaume-Uni), homme d'affaires au Nigeria et au Liban, président de l'Union libanaise culturelle mondiale de 1972 à 1973, président de la Fédération des banques arabes de 1983 à 1989, ministre des Affaires parlementaires, puis ministre de la Réforme administrative de 1992 à 1996, ministre de l'Information et ministre des Déplacés de 1998 à 2000, député de Hasbaya-Marjayoun (Liban Sud) depuis 1991.

AL-KHAZEN, Farid Haykal : né en 1970, de confession maronite, issu d'une importante famille du Kesrouan, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), avocat, ministre du Tourisme de 2004 à 2005, député du Kesrouan de 2000 à 2005.

AL-KHAZEN, Farid Elias : de confession maronite, doctorat de relations internationales à l'Université de John Hopkins (États-Unis), professeur de science politique à l'AUB depuis 1988, participe au Rassemblement de Kornet Chehwan, député du Kesrouan depuis 2005.

AL-KHOURY, Nicolas : né en 1938, originaire de Zahlé, de confession maronite, entrepreneur en Arabie Saoudite (Aramco Project), puis au Canada (complexe Place du Quartier), président de la branche canadienne de l'Union à partir de 1984, président du Conseil mondial de l'Union libanaise culturelle de 1985 à 1991, ministre d'État de 1990 à 1992.

LAHOUD, Nassib : né en 1944, originaire de Baabda (Mont Liban), de confession maronite, fils de Salim Lahoud (ministre et député du Metn) et neveu de Fouad Lahoud (député du Metn), diplôme d'ingénieur à l'Université de Loughborough (Royaume-Uni), fondateur d'une importante société régionale de construction industrielle (Lahoud Engineering Co. Ltd), participe à l'accord de Taëf, ambassadeur du Liban aux États-Unis de 1990 à 1991, participe au Rassemblement de Kornet Chehwan, fondateur du Mouvement du renouveau démocratique en 2001, député du Metn (Mont Liban) de 1991 à 2005, ministre d'État depuis 2008.

MAALOULI, Michel : originaire de la Bekaa Ouest, de confession grecque orthodoxe, vice-président du Parlement et député grec orthodoxe de la Beqaa Ouest en 1972.

MALLAT, Chabli : né en 1960, de confession maronite, fils de Wajdi Mallat (président du Conseil constitutionnel de 1993 à 1997), doctorat en droit à l'Université de Londres, professeur de droit et de science politique à l'Université Saint-Joseph et à l'Université de l'Utah, avocat, membre actif de la société civile, candidat à la présidence libanaise en 2005.

MATAR, Ghassan : né en 1948, originaire de Tannourine (Mont Liban), de confession maronite, membre du PSNS, journaliste au quotidien *Kifah al-Arabi*, député de Beyrouth de 1992 à 2000.

MERHEJ, Béchara : né en 1946, originaire de Beyrouth, de confession grecque orthodoxe, diplômé de commerce à l'AUB, membre du parti Baas, membre du conseil de commandement du Mouvement national de 1975 à 1977, fondateur de la Fédération des Ligues et Comités Populaires en 1975, ministre de l'Intérieur, ministre d'État, puis ministre de la Réforme administrative de 1992 à 1998) et ministre d'État de 2000 à 2003, député de Beyrouth de 1992 à 2000.

MOAWAD, Nayla : née en 1940, originaire de Bcharré (Mont Liban), de confession maronite, fille de Najib Issa al-Khoury (avocat), diplômée de littérature et d'histoire à l'Université Saint-Joseph et à l'Université de Cambridge (Royaume-Uni), journaliste au quotidien *l'Orient*, mariée à René Moawad (président de la République assassiné en 1989), présidente la fondation René Moawad, député de Zghrota depuis 1991, participe au Rassemblement de Kornet Chehwan.

MOUKHAIBER, Albert : né en 1908, mort en 2002, originaire de Beit Méry (Mont Liban), de confession grecque orthodoxe, médecin, ministre de la Santé en 1958, vice-premier ministre de 1972 à 1973, député du Metn (Mont Liban) de 1957 à 1968, de 1972 à 1992 et de 2000 à 2002.

MOUKHAIBER, Ghassan : né en 1958, originaire de Beit Méry (Mont Liban), de confession grecque orthodoxe, neveu d'Albert Moukhaiber (député), diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph et à l'Université d'Harvard (États-Unis), conseiller politique et juridique d'Albert Moukhaiber, professeur de droit, membre actif de la société civile, membre fondateur de l'ADDL et de LADE, député du Metn (Mont Liban) depuis 2002.

AL-MURR, Michel : né en 1932, originaire de Bteghrine (Mont Liban), de confession grecque orthodoxe, diplôme d'ingénieur, émigre en Sierra Leone, fonde et dirige plusieurs sociétés de travaux publics, ministre de l'Habitat, des Postes et des Télécommunications de 1979 à 1982, participe aux négociations de l'accord de Damas en 1985, vice-premier ministre et ministre de la Défense, puis ministre de l'Intérieur de 1990 à 2000, député grec orthodoxe du Metn (Mont Liban) en 1968 et depuis 1991, vice-président du Parlement depuis 2004.

NAAMAN, Issam : né en 1937, originaire de Saïda (Liban Sud), de confession druze, diplômé de droit et de science politique à l'AUB et doctorat de science politique à l'Université de Columbia (États-Unis), journaliste, membre du Cénacle de l'action nationale et du Forum de l'unité nationale, ministre des Télécommunications de 1998 à 2000, député de Beyrouth en 1992.

OBEID, Jean : né en 1939, originaire de Zghorta (Liban Nord), de confession maronite, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph, journaliste aux quotidiens *As-Sayyad, Al-Ahrar* et *Al-Anouar*, conseiller des présidents Élias Sarkis et Amin Gemayel, ministre d'État, puis ministre de l'Éducation nationale de la Jeunesse et des Sports de 1993 à 1998, ministre des Affaires étrangères et des Émigrés de 2003 à 2004, député du Chouf (Mont Liban) en 1991 et député de Zghorta de 1992 à 2005.

OSSEIRANE, Ali : né en 1947, originaire de Saïda, de confession chiite, fils d'Adel Osseirane (président de la Chambre des députés et ministre), diplômé de science politique et d'économie de l'Université du Maryland, ministre d'État de 1992 à 1995, député de Saïda depuis 1992.

QANSO, Assem : né en 1937, originaire de Baalbeck (Bekaa), de confession chiite, diplôme d'ingénieur à l'Université de Zagreb (Yougoslavie) et à l'Université de Bucarest (Roumanie), secrétaire régional du parti Baas de 1966 à 1989 et de 2000 à 2006, ministre d'État, puis ministre du Travail de 2003 à 2005, député de Baalbeck (Bekaa) de 1996 à 2005.

RIZK, **Charles** : né en 1935, originaire de Beyrouth, de confession maronite, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph, diplôme d'art à l'Université de Lyon, doctorat de droit à l'IEP de Paris, directeur de l'Institut d'études du Service civil de 1960 à 1967, directeur de l'Agence nationale d'information de 1967 à 1970, inspecteur général de

l'Inspection centrale, directeur général de l'Office national du Litani de 1973 à 1978, directeur général de *Télévision du Liban* de 1978 à 1982, émigre aux États-Unis, travail pour la société Electronic Data System après son retour au Liban, représentant du président Émile Lahoud au conseil de l'Agence internationale de la Francophonie, ministre de l'Information et ministre du Tourisme en 2005, ministre de la Justice de 2005 à 2008.

AL-SAAD, Fouad : né en 1941, originaire d'Ain Traz (Mont Liban), de confession maronite, diplômé en droit public, science politique et histoire à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), avocat, ministre de la Réforme administrative de 2000 à 2003, député d'Aley (Mont Liban) depuis 1991.

SABEH, Bassem : né en 1951, de confession chiite, diplômé d'information à l'Université libanaise (Beyrouth), journaliste aux quotidiens *Al-Liwa, Al-Balad, Al-Sharq, As-Safir*, secrétaire général de l'Ordre des journalistes libanais de 1979 à 1996, secrétaire général de l'Ordre des journalistes arabes de 1983 à 1996, membre du Courant du Futur, ministre de l'Information de 1996 à 1998, député de Baabda (Mont Liban) depuis 1992.

SALEM, Nadim : né en 1935, mort en 2008, originaire de Kfar Falous (Liban Sud), de confession grecque catholique, fils de Nicolas Salem (député de Jezzine), ministre des Transports et des Travaux publics de 1990 à 1992, ministre d'État, puis ministre de l'Industrie de 1995 à 1998, participe au Rassemblement de Kornet Chehwan, membre du comité exécutif du Mouvement du renouveau démocratique, député de Jezzine de 1972 à 2000.

SALLOUKH, Fawzi : né en 1931, originaire de Qammatieh (Mont Liban), de confession chiite, diplômé de science politique à l'AUB, haut-fonctionnaire aux Affaires étrangères, ambassadeur en Sierra Leone de 1964 à 1971, au Nigéria de 1978 à 1985, en Algérie de 1985 à 1987, en Autriche de 1990 à 1994, et en Belgique de 1994 à 1995, secrétaire général de l'Université islamique de 1998 à 2005, ministre des Affaires étrangères depuis 2005.

SAMAHA, Michel : né en 1948, originaire de Jouar (Mont Liban), de confession grecque catholique, membre des Phalanges libanaises, proche d'Elie Hobeika, ministre du Tourisme, puis ministre de l'Information de 1992 à 1995, député du Metn

en 1992, ministre de l'Information de 2003 à 2004, participe à la fondation du Mouvement du renouveau démocratique en 2001, puis rejoint le Rassemblement national d'Omar Karamé en 2006.

SINIORA, Fouad : né en 1943, originaire de Saïda, de confession sunnite, diplômé d'économie à l'AUB, professeur d'université et conseiller pour des organisations financières, rejoint le groupe financier de Rafic al-Hariri en 1982, ministre des Finances de 1992 à 1998 et de 2000 à 2004, artisan de la conférence de Paris II, Premier ministre depuis 2005.

SKAFF, Elie : né en 1949, originaire de Zahlé, de confession grecque catholique, fils de Joseph Skaff (député de Zahlé), diplôme d'ingénieur agricole à l'AUB, entrepreneur, ministre de l'Industrie, puis ministre de l'Agriculture de 2003 à 2005 et depuis 2008, député de Zahlé depuis 1991.

SOUEID, Ahmad : né en 1929, originaire Kfar Hamam (Bekaa), de confession sunnite, diplômé de droit à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth) et à l'Université de Damas, avocat et homme d'affaires, membre d'Amal, député de Marjayoun-Hasbayya (Liban Sud) de 1992 à 2000.

TABBARAH, Bahige : né en 1929, originaire de Beyrouth, de confession sunnite, universitaire et juriste, ministre de l'Économie et du Commerce en 1973, conseiller juridique de Rafic al-Hariri, ministre de la Justice de 1992 à 1998, ministre d'État, puis ministre de la Justice de 2000 à 2004, député de Beyrouth depuis 2005.

TOURSARKISSIAN, Serge : né en 1965, originaire de Beyrouth, de confession arménienne catholique, diplômé de droit à l'Université libanaise, membre du Courant du futur député de Beyrouth depuis 2000.

AL-TURK, Fouad : né en 1931, originaire de Zahlé (Bekaa), de confession grecque catholique, diplômé d'histoire et de journalisme à l'Université libanaise et à l'Université d'Ottawa, Attaché aux Affaires étrangères, Attaché à l'ambassade d'Ottawa de 1957 à 1964, Premier secrétaire à l'ambassade de Bogota de 1964 à 1966, Chargé d'affaires à l'ambassade de Colombie, de Bolivie, d'Équateur et du Pérou de 1966 à 1969, responsable du département international au ministère des Affaires étrangères en 1969, représentant du président de la République Sleiman

Frangieh en Afrique de l'Ouest en 1971, ambassadeur en Argentine, au Chili, en Uruguay et au Paraguay de 1973 à 1978, ambassadeur en Iran et en Afghanistan de 1978 à 1983, secrétaire général des Affaires étrangères de 1983 à 1988, ambassadeur en France de 1988 à 1990, ambassadeur en Suisse de 1990 à 1995.

WAHID, Rida : né en 1920, originaire de Tyr (Liban Sud), de confession chiite, diplômé de médecine à l'Université Saint-Joseph et à l'Université de Montpellier, médecin, député de Tyr en 1957, directeur général du ministère des Affaires sociales et du Travail de 1960 à 1964, ministre de la Santé en 1966, fondateur et directeur du Fonds de la sécurité sociale de 1965 à 1983, ministre des Émigrés de 1992 à 1995.

WAKIM, Najah : né en 1946, originaire de Barbara (Mont Liban), de confession grecque orthodoxe, diplômé de droit à l'Université arabe de Beyrouth, avocat, membre du courant nassérien, fondateur du Mouvement du peuple en 2001, député de Beyrouth de 1972 à 2000.

YOUNES, Manuel : né en 1920, originaire de Tannourine (Mont Liban), de confession maronite, enseignant et homme d'affaires, émigre au Venezuela, revient au Liban et fonde plusieurs sociétés (Société des téléphériques du Liban, Raffinerie du Liban, Banque Rif), député de Batroun (Mont Liban) en 1964 et de 1992 à 2000.

ZAHER, Najib : né en Afrique de l'Ouest, fonde la société de construction Africof en Côte d'Ivoire en 1983, l'un des entrepreneurs chargés de la construction de la nouvelle capitale ivoirienne Yamoussoukro par le président Houphouët-Boigny, mène de nombreux projets en Guinée et dans plusieurs pays africains, en procès avec la Société générale des banques en Côte d'Ivoire (SGBCI) depuis 1990 à propos d'une dette colossale due puis indue et avec la Banque islamique de Guinée (BIG) depuis 1999.

ZEAYTER, Ghazi : né en 1949, originaire de Blouza (Bekaa), de confession chiite, diplômé de droit, membre d'Amal, avocat, administrateur du *caza* de Nabatiyeh, ministre de la Défense de 1998 à 2000, ministre des Affaires sociales de 2004 à 2005, ministre de l'Industrie depuis 2008, député de Baalbeck Hermel (Bekaa) depuis 1996.

Bibliographie

Ouvrages

Ouvrages, ouvrages collectifs, numéros spéciaux de périodiques,
thèses et mémoires, rapports

Encyclopédie de l'Islam. Leiden et Paris: E. J. Brill et Maisonneuve et Larose.

« Entre diaspora et État-nation ». *Débat*, 2007, 144.

« Figures et expériences diasporiques ». *REMI*, 2003, 22, 1.

« Flux et reflux ». *Hommes et migrations*, 2001, 1233.

« Géopolitique des diasporas ». *Hérodote*, 1989, 53.

Global Economic Prospects 2006: Economic Implications of Remittances and Migration. Washington: The World Bank, 2005. 180 p.

International mobility of the highly skilled. Paris: OECD Publishing, 2001. 352 p.

« Israel and the Diaspora: New Perspectives ». *Israel Studies*, 2005, 10, 1.

L'émigration : problème libanais ? Kaslik: Université Saint-Esprit de Kaslik, 1974. 63 p.

« L'international sans territoire ». *Cultures et Conflits*, 1996, 21-22.

La Syrie et le Liban sous l'occupation et le Mandat français, 1919-1927. Paris: Berger-Levrault, 1927. 336 p.

« Les approches critiques de la sécurité ». *Cultures & Conflits*, 2004, 54.

« Les démocraties consociatives ». *Revue internationale de politique comparée*, 1997, 4, 3.

« Les diasporas ». *CEMOTI*, 2000, 30.

« Liban : la montée des périls ». *Maghreb, Machrek, Monde arabe*, 2007, 192.

« Liban, État et société : la reconstruction difficile ». *Confluences Méditerranée*, 2003, 47.

« Où va le Liban ? » *Confluences Méditerranée*, 2006, 56.

Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2007. Paris: Éditions de l'OCDE, 2007. 416 p.

« Qu'est-ce qu'un évènement ». *Terrain*, 2002, 38.

« Reflections on Israel and the diaspora ». *Israel Studies*, 1996, 1, 1.

« Sécurité et immigration ». *Cultures & Conflits*, 1998, 31-32.

« The Second Republic of Lebanon ». *Arab Studies Quarterly*, 1999, 21, Hors-série.

« The study of transnationalism ». *Ethnic and Racial Studies*, 1999, 22, 2.

« Transnational Migration: International Perspectives ». *International Migration Review*, 2003, 37, 3.

« Troubler et inquiéter : les discours du désordre international ». *Cultures & Conflits*, 1995, 19-20.

« Vers un monde postnational ? ». *Critique internationale*, 2004, 23.

Who's Who in Lebanon. Beyrouth: Publitec Publication.

Abdulkarim, Amir. *La diaspora libanaise en France : processus migratoire et économie ethnique*. Paris: L'Harmattan, 1996. 261 p.

Abou, Sélim. *Liban déraciné : immigrés dans l'autre Amérique*. (première éd. 1972). Paris: Plon, 1978. 663 p. (Terre Humaine).

Abou, Sélim. *L'identité culturelle : relations interethniques et problèmes d'acculturation*. (première éd. 1981). Paris: Hachette, 1995. 249 p. (Pluriel).

Aboujaoude, Joseph. *Les partis politiques au Liban*. Kaslik: Université Saint-Esprit de Kaslik, 1985. 455 p.

Abraham, Nabil et **Shryock, Andrew** (dir.). *Arab Detroit: from Margin to Mainstream*. Detroit: Wayne State University Press, 2000. 629 p.

Ajami, Fouad. *The Arab Predicament: Arab Political Thought and Pratice Since 1967*. (première éd. 1981). Cambridge: Cambridge University Press, 1992. 279 p.

Al-Ali, Najde et **Koser, Khalid** (dir.). *New Approaches to Migration? Transnational Communities and the Transformation of Home*. London and New York: Routeledge, 2002. 246 p. (Research in Transnationalism).

Alliès, Paul. *L'invention du territoire*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble, 1980. 184 p. (Critique du droit).

Alonso, William et **Starr, Paul** (dir.). *The Politics of Numbers*. New York: Russel Sage Foundation, 1987. 474 p.

Anderson, Benedict. *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London: Verso, 1983. 160 p.

Anteby-Yemini, Lisa ; Berthomière, William et Sheffer, Gabriel (dir.). *Les diasporas, 2000 ans d'histoire*. Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2005. 497 p.

Appadurai, Arjun. *Modernity at Large: Cultural Dimension of Globalization*. Minneapolis: University of Minneapolis Press, 1996. 229 p.

Arbid, Walid ; **Kançal, Salgur** ; **Mizrahi, Jean-David** et **Saul, Samir** (dir.). *Méditerranée, Moyen Orient : deux siècles de relations internationales : recherches en hommage à Jacques Thobie*. Paris: L'Harmattan et Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul Georges Dumézil, 2003. 671 p.

Assaf, Raoul et **Barakat, Liliane** (dir.). *Atlas du Liban : géographie, histoire, économie*. Beyrouth: Presses de l'Université Saint-Joseph, 2003. 107 p.

Attié, Caroline C. *Struggle in the Levant: Lebanon in the 1950s*. London: I. B. Tauris, 2004. 257 p.

Awit Adwan, **Jehane** al-. *L'action politique et diplomatique du siège maronite de Bkerké sous la patriarcat de Nasrallah Boutros Sfeir*. 685 p. Thèse de doctorat: Science politique: Institut d'Études Politiques: Paris: 2006.

Badie, Bertrand. *Les deux États : pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam*. Paris: Fayard, 1986. 334 p. (L'espace du politique).

Badie, Bertrand. *L'État importé : essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Paris: Fayard, 1992. 334 p. (L'espace du politique).

Badie, Bertrand. *La fin des territoires : essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris: Fayard, 1995. 276 p. (L'espace du politique).

Badie, Bertrand et **Smouts, Marie-Claude**. *Le retournement du monde : sociologie de la scène internationale*. Paris: Presses de la FNSP, 1992. 248 p. (Amphithéâtre).

Bahout, Joseph. *Les entrepreneurs syriens : économie, affaires et politique*. Beyrouth: CERMOC, 1994. 154 p. (Les Cahiers du CERMOC).

Bahout, Joseph et **Douayhi, Chawqi** (dir.). *La vie publique au Liban : expressions et recomposition du politique*. Beyrouth: CERMOC, 1997. 327 p. (Les Cahiers du CERMOC).

Balibar, Etienne et **Wallerstein, Immanuel**. *Race, nation, classe : les identités ambigües*. Paris: La Découverte, 1988. 307 p.

Balta, Paul et **Corm, Georges** (dir.). *L'avenir du Liban dans le contexte régional et international*. Paris: Les Éditions ouvrières, 1990. 310 p. (Études et documentation internationales).

Barth, Frederik (dir.). *Ethnic groups and boundaries: the social organization of culture difference*. Boston: Little Brown, 1969. 153 p.

Basch, Linda ; **Glick Schiller, Nina** et **Szanton Blanc, Cristina** (dir.). *Nation Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States.* New York and Amsterdam: Gordon and Breach, 1994. 344 p.

Bauböck, Rainer (dir.). *Migration and Citizenship: Legal Status, Rights and Political Participation*. Amsterdam: Amsterdam University Press, 2006. 129 p.

Bayart, Jean-François (dir.). *La greffe de l'État*. Paris: Karthala, 1996. 306 p. (Hommes et sociétés).

Baz, Jean. *Étude sur la nationalité libanaise*. (deuxième éd.). Jounieh: F. Biban, 1969. 271 p.

Beaugé, Gilbert et **Buttner, Friedmann** (dir.). *Les migrations dans le monde arabe*. Paris: Éditions du CNRS, 1991. 327 p.

Beaugé, Gilbert et **Roussillon, Alain**. *Le Migrant et son double : migrations et unité arabe*. Paris: PubliSud, 1988. 191 p.

Beblawi, Hazem et **Luciani, Giacomo**. *The Rentier State*. London: Croom Helm, 1986. 240 p.

Berthomière, William et **Chivallon, Christine** (dir.). *Les diasporas dans le monde contemporain : un état des lieux*. Paris: Karthala, 2006. 419 p. (Hommes et sociétés).

Beydoun, Ahmad. *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*. Beyrouth: Publications de l'Université libanaise, 1984. 610 p.

Binder, Leonar (dir.). *Politics in Lebanon*. New York: Wiley, 1966. 345 p.

Bocco, Riccardo et **Djalili, Mohammed-Reza** (dir.). *Moyen-Orient : migrations, démocratisation, médiations*. Paris et Genève: PUF et Publications de l'IUHEI, 1994. 405 p.

Bonne, Emmanuel. *Vie publique, patronage et clientèle : Rafic Hariri à Saïda*. Aix-en-Provence et Beyrouth: IREMAM et CERMOC, 1995. 108 p. (Les Cahiers de l'IREMAM).

Bonté, Pierre ; **Conte, Édouard** et **Dresch, Paul** (dir.). *Émirs et présidents : figures de la parenté et du politique dans le monde arabe*. Paris: Éditions du CNRS, 2001. 370 p.

Bookman, Milicia Z. *The Demographic Struggle for Power: the Political Economy of Demographic Engineering in the Modern World*. London: Frank Cass, 1997. 273 p.

Bourdieu, Pierre. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris: Seuil, 2001. 423 p. (Points Essais).

Boustani, Rafic et **Fargues, Philippe**. *Atlas du monde arabe : géopolitique et société*. Paris: Bordas, 1991. 144 p.

Brand, Laurie A. *Citizens Abroad: Emigration and the State in the Middle East and North Africa*. Cambridge et New York: Cambridge University Press, 2006. 264 p.

Brubaker, Rogers W. (dir.). *Immigration and the Politics of Citizenship in Europe and North America*. Lanham: University Press of America, 1989. 187 p.

Brubaker, Rogers W. *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge: Harvard University Press, 1992. 270 p.

Bruneau, Michel. *Diasporas et espaces transnationaux*. Paris: Anthropos, 2004. 249 p. (Villes-géographies).

Cassarino, Jean-Pierre. *Tunisian New Entrepreneur and their Past Experiences of Migration in Europe: the Formation of Network Mechanism*. 323 p. Thèse de doctorat: Political and Social Science: European University Institute: Florence: 1998.

Chaliand, Gerard et **Rageau, Pierre**. *Atlas des diasporas*. Paris: Odile Jacob, 1991. 182 p.

Chami, Joseph G. *Le Mémorial du Liban*. Beyouth: 2002. 6 vol.

Chartouni, Charles. *Conflict Resolution in Lebanon: Myth and Reality*. Beirut: Foundation for Human and Humanitarian Rights, 1994. 95 p.

Chartouni, Charles (dir.). *Histoire, société et pouvoir au Proche et Moyen-Orient : travaux dédiés à Toufic Touma*. Paris: Geuthner, 2001. 2 vol., 298 et 306 p.

Chattou, Zoubir et **Belbah, Mustapha**. *La double nationalité en question : enjeux et motivations de la double appartenance*. Paris: Karthala, 2002. 202 p.

Chédemail, Sylvie. *Migrants internationaux et diasporas*. Paris: Armand Colin, 1998. 187 p.

Chémayel, Khalil. *Participation des émigrés à la vie publique au Liban*. Beyrouth: Ministère des Émigrés et PNUD,1997. 47 p. [non publié].

Chevallier, Dominique. *La société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*. Paris: Librairie orientaliste P. Geuthner, 1971. 316 p. (Bibliothèque archéologique et historique).

Chiha, Michel. *Visage et présence du Liban*. Beyrouth: Cénacle libanais, 1964. 169 p. (Les Conférences du Cénacle).

Chiha, Michel. *Propos d'économie libanaise*. Beyrouth: Éditions du Trident, 1965. 247 p.

Cinel, Dino. *The National Integration of Italian Return Migration, 1870-1929*. Cambridge et New York: Cambridge University Press, 1991. 280 p.

Cohen, Robin. *Global Diasporas: an Introduction*. London: UCL Press, 1997. 228 p. (Global Diaspora).

Cohen, Robin et **Layton-Henry, Zig** (dir.). *The Politics of Migration*. Northampton: Edward Elgar, 1997. 341 p. (The International Library of Studies on Migration).

Cohen, Robin et **Vertovec, Steven** (dir.). *Migration, Diasporas and Transnationalism*. Cheltenham: Edward Elgar, 1999. 663 p. (The International Library of Studies on Migration).

Colonomos, Ariel (dir.). *Sociologie des réseaux transnationaux : communautés, entreprises et individus : lien social et système international*. Paris: L'Harmattan, 1995. 300 p. (Dossiers Sciences humaines et sociales).

Corcuff, Philippe. *Les nouvelles sociologies : constructions de la réalité sociale*. Paris: Nathan, 1995. 126 p. (128).

Corm, Georges. *Liban : les guerres de l'Europe et de l'Orient 1840-1992*. Paris: Gallimard, 1992. 437 p. (Folio Actuel).

Corm, Georges. *Le Proche-Orient éclaté, 1956-2003*. (première éd. 1988). Paris: Gallimard, 2003. 1068 p. (Folio Histoire).

Courbage, Youssef et **Fargues, Philippe**. *La situation démographique au Liban*. Beyrouth: Publications de l'Université libanaise, 1973. 104 p.

Cragg, Kenneth (dir.). *The Tragedy of Lebanon*. Westminster: John Knox Press, 1991. 336 p. (The Arab Christian: a History in the Middle East).

Dakhli, Leyla. *Les intellectuels syro-libanais dans la première moitié du XX^e siècle (1908-1940)*. 636 p. Thèse de doctorat: Histoire: Université de Provence: Aix-en-Provence: 2003.

Daniels, Roger. *Guarding the Golden Door: American Immigration Policy and Immigrants since 1882*. New York: Hing and Wang, 2004. 328 p.

Debié, Franck et **Pieter, Danuta**. *La paix et la crise : le Liban reconstruit ?* Paris: PUF, 2003. 284 p. (Géographies).

Della Porta, Donatella ; **Kriesi, Hanspeter** et **Rucht, Dieter** (dir.). *Social Movements in a Globalizing World*. London et New York: Basingstoke et Macmillan Press, 1999. 256 p.

Déloye, Yves. *Sociologie historique du politique*. Paris: La Découverte, 1997. 123 p. (Repères).

Deschouwer, Kris et **Luther, Kurt R.** (dir.). *Party Elites in Divided Societies: Political Parties in Consociational Democracies*. London: Routledge, 1999. 312 p. (ECPR Studies in European Political Science).

Dieckhoff, Alain (dir.). *La constellation des appartenances : nationalisme, libéralisme et pluralisme*. Paris: Presses de Sciences Po., 2004. 407 p.

Dinimant, Antoine. *La politique dans la diaspora libanaise à Paris en 1988-90 : réseau, identité et territoires*. 95 p. Mémoire de DEA: Science politique: Institut d'Études Politiques: Paris: 1998.

Doraï, Mohamed Kamel. *Les réfugiés palestiniens du Liban : une géographie de l'exil*. Paris: Éditions du CNRS, 2006. 252 p.

Dubar, Claude et **Nasr, Salim**. *Les classes sociales au Liban*. Paris: Presse de la FNSP, 1976. 364 p. (Les Cahiers de la FNSP).

Duburquois, Alix. *Le Liban est-il à la reconquête de sa diaspora ?* Mémoire de fin d'étude: École spéciale militaire de Saint-Cyr: 2000.

Dufoix, Stéphane. *Les diasporas*. Paris: PUF 2003. 127 p. (Que sais-je?).

Entelis, John P. *Pluralism and Party Transformation in Lebanon: Al-Kata'ib, 1936-1970*. Leiden: E. J. Brill, 1974. 227 p. (Social, Economic and Political Studies of the Middle East).

Fargues, Philippe. *Réserve de main d'œuvre et rente pétrolière : étude démographique des migrations de travail vers les pays arabes du Golfe*. Beyrouth et Lyon: CERMOC et Presses universitaires de Lyon, 1980. 148 p.

Favier, Agnès (dir.). *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*. Beyrouth: CERMOC, 2001. 438 p. (Les Cahiers du CERMOC).

Favier, Agnès. *Logiques de l'engagement et modes de contestation au Liban : genèse et éclatement d'une génération de militants intellectuels (1958-1975)*. 656 p. Thèse de doctorat: Science politique: Université Paul Cézanne: Aix-en-Provence: 2004.

Fawaz, Leila Tarazi. *Merchants and Migrants in Nineteenth-Century Beirut*. Cambridge: Harvard University Press, 1983. 182 p.

Fawaz, Leila Tarazi. *An Occasion for War: Civil Conflict in Lebanon and Damascus in 1860*. Berkeley: University of California Press, 1994. 302 p.

Firro, Kais M. *Inventing Lebanon: Nationalism and the State under the Mandate*. London: I.B. Tauris, 2003. 274 p. (The Library of the Middle East History).

Gates, Caroline L. *The Merchant Republic of Lebanon: Rise of an Open Economy*. London: I.B. Tauris, 1998. 248 p.

Geisser, Vincent (dir.). *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs : trajectoires sociales et itinéraires migratoires*. Paris: Éditions du CNRS, 2000. 304 p. (Études de l'Annuaire de l'Afrique du Nord).

Gellner, Ernest. *Nations and nationalisme*. (première éd. 1983). Paris: Payot, 1989. 208 p. (Bibliothèque historique).

Gemayel, Pierre. *Au service du Liban : connaissance des kataëb, leur doctrine et leur politique nationales dans les déclarations, messages, articles et lettres officielles depuis 1936*. Beyrouth: Département des études, 1948.

Gilroy, Paul. *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*. London: Verso, 1993. 261 p.

Glasser, Bradley Louis. *Economic Development and Political Reform: the Impact of External Capital in the Middle East*. Cheltenham: Edward Elgar, 2001. 147 p.

Habermas, Jürgen. *Après l'État-nation : une nouvelle constellation politique*. Paris: Fayard, 2000. 157 p.

Hacking, Ian. *Entre science et réalité : la construction sociale de quoi ?* Paris: La Découverte, 2001. 298 p. (Textes à l'appui).

Hall, Stuart (dir.). *Questions of Cultural Identity*. London: Sage, 1996. 208 p.

Hammar, Thomas. *Democracy and the Nation State: Aliens, Denizens and Citizens in a World of International Migration*. Aldershot: Avebury, 1990. 226 p.

Hammar, Thomas ; **Brochman, Grete** ; **Tamas, Kristof** et **Faist, Thomas** (dir.). *International Migration, Immobility and Development: Multidisciplinary Perspective*. Oxford et New York: Berg, 1997. 316 p.

Hanf, Theodor. *Coexistence in Wartime Lebanon: Decline of a State and Rise of a Nation*. Oxford et London: Center for Lebanese Studies et I.B. Tauris, 1993. 712 p.

Hanf, Theodor (dir.). *Dealing with Difference: Religion, Ethnicity and Politics: Comparing Cases and Concepts*. Baden-Baden: Nomos, 1999. 456 p. (Studien zu Ethnizität, Religion und Demokratie).

Hanf, Theodor et **Salam, Nawaf**. *Lebanon in a Limbo: Postwar Society and State in an Uncertain Regional Environment*. Baden-Baden: Nomos, 2003. 228 p. (Studien zu Ethnizität, Religion und Demokratie).

Hanssen, Jens. *Fin de siècle Beirut: the Making of an Ottoman Provincial Capital*. Oxford et New York: Clarendon Press et Oxford University Press, 2005. 307 p.

Hariri, Rafic. *Pouvoir et responsabilité : coût de la paix et perspectives d'avenir*. Beyrouth: Arab United Press C°, 1999. p.

Himadeh, Said B. (dir.). *Economic Organization of Syria*. Beyrouth: American University of Beirut, 1936. 467 p.

Hobsbawm, Eric J. *Nations et nationalismes depuis 1780 : programme, mythe, réalité*. (première éd. 1992). Paris: Gallimard, 2001. 371 p. (Folio Histoire).

Hobsbawn, Eric J. et **Ranger, Terence O.** (dir.). *The Invention of Tradition*. Cambridge: Cambridge University Press, 1993. 322 p. (Canto).

Hoerder, Dirk (dir.). *Labor Migration in the Atlantic Economies: the European and North American Working Classes during the Period of Industrialization*. Westport et London: Greenwood Press, 1985. 491 p. (Contributions in Labor History).

Hollifield, James F. *L'immigration et l'État-nation à la recherche d'un modèle national*. Paris: l'Harmattan, 1997. 107 p. (Logiques politiques).

Hooglund, Eric J. (dir.). *Crossing the Waters: Arabic-Speaking Immigrants to the United States before 1940*. Washington: Smithsonian Institute Press, 1987. 188 p.

Hourani, Albert. *Syria and Lebanon: a Political Essay*. London: Oxford University Press, 1946. 402 p.

Hourani, Albert. *The Emergence of the Modern Middle East*. London: The Macmillan Press, 1981. 243 p.

Hourani, Albert. *La pensée arabe et l'Occident*. Paris: Naufal Europe, 1991. 415 p.

Hourani, Albert et **Shehadi, Nadim** (dir.). *The Lebanese in the World: a Century of Emigration*. London: I. B. Tauris et Center for Lebanese Studies, 1992. 741 p.

Hudson, Michael C. *The Precarious Republic. Political Modernization in Lebanon*. (première éd. 1968). Boulder: Westview Press 1985. 364 p.

Humphrey, Michael. *Islam, Multiculturalism and Transnationalism from the Lebanese Diaspora*. London: I. B. Tauris et Center for Lebanese Studies, 1998. 200 p.

Ibrahim Lethem, Barbara. *Career Planning and Migration among Young Arab Elite*. 99 p. Master thesis: Sociology: American University of Beirut: Beyrouth: 1975.

Ingels, Christophe. *L'administration libanaise au sortir de la guerre civile : permanence de l'enjeu partisan et impératifs fonctionnels de la reconstruction à portée nationale*. 392 p. Thèse de doctorat: Science politique: Université Paul Cézanne: Aix-en-Provence: 1999.

Iskandar,Marwan.*Rafic Hariri and the Fate of Lebanon*. London: Saqi, 2006. 227 p.

Issawi, Charles P. (dir.). *The Economic History of the Middle East, 1800-1914: a Book of Reading*. Chicago: University of Chicago Press, 1966. 543 p.

Issawi, Charles P. *An Economic History of the Middle East and North Africa*. New York: Columbia University Press, 1982. 304 p.

Issawi, Charles P. *The Fertile Crescent 1800-1914: a Documentary Economic History*. New York: Oxford University Press, 1988. 502 p.

Jabbour, Milia. *Actions gouvernementales envers les émigrés : le cas du Liban et de la Syrie*. 135 p. Mémoire de DEA: Science politique: Institut d'Études Politiques: Aix-en-Provence: 1995.

Jaber,Hana et **Métral, France** (dir.). *Monde en mouvements : migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du XXI^e^ siècle*. Beyrouth: IFPO, 2005. 407 p.

Jaulin, Thibaut. *Histoire et sociologie de l'intégration de Bent Jbeil (Sud-Liban) dans le territoire national*. 82 p. Mémoire de DEA: Science politique: Institut d'Études Politiques: Aix-en-Provence: 2001.

Jean, François et **Ruffin, Jean-Claude**. *Économie des guerres civiles*. Paris: Hachette, 1996. 539 p. (Pluriel).

Johnson, Michael. *Class and Client in Beirut: the Sunni Muslim Community and the Lebanese State 1840-1985*. London et New Jersey: Atlantic Highlands et Ithaca Press, 1986. 243 p.

Joseph, Suad (dir.). *Gender and Citizenship in the Middle East*. Syracuse: Syracuse University Press, 2000. 400 p. (Contemporary Issues in the Middle East).

Karam, Karam. *Le mouvement civil au Liban : revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*. Paris et Aix-en-Provence: Karthala et IREMAM, 2005. 361 p.

Karpat, Kemel. *Ottoman Population, 1830-1914: Demographic and Social Characteristics*. Madison: University of Wisconsin Press, 1985. 242 p.

Kasparian, Choghig. *L'entrée des jeunes libanais dans la vie active et l'émigration : les Libanais émigrés depuis 1975*. Beyrouth: Université Saint-Joseph, 2002. vol. III, 100 p.

Kasparian, Robert ; **Abou, Sélim** et **Beaudoin, André**. *La population déplacée par la guerre au Liban*. Paris: L'Harmattan, 1995. 196 p. (Comprendre le Moyen-Orient).

Kassir, Samir. *La guerre du Liban : de la dissension nationale au conflit régional*. Paris et Beyrouth : Karthala et CERMOC, 1994. 510 p.

Kassir, Samir. *Histoire de Beyrouth*. Paris: Fayard, 2003. 732 p.

Kazimirski Biberstein, Albin de. *Dictionnaire Arabe-Français*. Beyrouth: Librairie du Liban, 1860 p.

Keck, Margareth E. et **Sikkink, Kathryn** (dir.). *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Cornell University Press, 1998. 228 p.

Keith, Michael et **Pile, Steve** (dir.). *Place and the Politics of Identity*. London, 1993. 235 p.

Kepel, Gilles (dir.). *Exils et royaumes : les appartenances au monde arabo-musulman aujourd'hui : études réunies pour Rémy Leveau*. Paris: Presse de la FNSP, 1994. 418 p.

Kerr, Michael. *Imposing Power-Sharing: Conflict and Coexistence in Northern Ireland and Lebanon*. Dublin: Irish Academic Press, 2006. 244 p.

Khater, Akram F. *Inventing Home: Emigration, Gender and the Middle Class in Lebanon, 1870-1920*. Berkeley: University of California Press, 2001. 257 p.

Khazen, Farid el-. *The Communal Pact of National Identities:the Making and Politics of the 1943 National Pact*. Oxford: Centre for Lebanese Studies, 1993. 68 p. (Papers on Lebanon).

Khazen, Farid el-. *Lebanon First Post War Parliamentary Election, 1992: an Imposed Choice*. Oxford:Centerfor Lebanese Studies, 1998p. (Prospects for Lebanon).

Khazen, Farid el-. *The Breakdown of the State in Lebanon, 1967-1976*. London: I.B. Tauris et The Center for Lebanese Studies, 2000. 432 p.

Khoury, Gérard D. *La France et l'Orient arabe : naissance du Liban moderne, 1914-1920*. Paris: Armand Colin, 1993. 418 p. (Histoire).

Khoury, Gérard D.(dir.). *Sélim Takla 1895-1945 : une contribution à l'indépendance du Liban*. Paris et Beyrouth: Karthala et Dar an-Nahar, 2004. 556 p.

Khoury,Joseph. *Le désordre libanais.* Paris: L'Harmattan, 1998. 287 p. (Comprendre le Moyen-Orient).

Kienle, Ebehart (dir.). *Politics from Above, Politics from Below: the Middle East in the Age of the Political Reform*. London: Saqi, 2003. 349 p.

Kingdon, John W. *Agendas, Alternatives, and Public Policies*. New York: Harper Collins College Publishers, 1984. 240 p.

Kojok, Salma. *Les Libanais en Côte d'Ivoire de 1920 à 1960*. 522 p. Thèse de doctorat: Histoire: Université de Nantes: Nantes: 2002.

Labaki, Boutros. *Introduction à l'histoire économique du Liban : soie et commerce extérieur en fin de période ottomane, 1840-1914*. Beyrouth: Publication de l'Université libanaise, 1984. 433 p.

Labaki, Boutros et **Abou Rjeily, Khalil**. *Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*. Paris: L'Harmattan, 1993. 255 p. (Comprendre le Moyen-Orient).

Lacroix, Thomas. *Espace transnational et territoires : les réseaux marocains du développement*. 461 p. Thèse de doctorat: Géographie: Université de Poitiers: Poitiers: 2003.

Latron, André. *La vie rurale en Syrie et au Liban : étude d'économie sociale*. Beyrouth: Imprimerie catholique, 1936. 273 p.

Laurens, Henry. *L'Orient arabe : arabisme et islamisme de 1798 à 1945*. (première éd. 1993). Paris: Armand Colin, 2000. 336 p. (Collection U).

Le Bras, Hervé. *Le démon des origines : démographie et extrême droite*. La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube, 1998. 260 p. (Monde en cours).

Le Bras, Hervé (dir.). *L'invention des populations : biologie, idéologie et politique*. Paris: Odile Jacob, 2000. 264 p.

Le Gac, Daniel. *La Syrie du général Assad*. Bruxelles: Complexe, 1991. 294 p. (Questions du 20e siècle).

Lijphart, Arend. *Thinking about Democracy: power sharing and majority rule in theory and practice*. London et New York: Routledge, 2008. 306 p.

Lijphart, Arend. *Democracy in Plural Society: a Comparative Exploration*. New Haven: Yale University Press, 1977. 248 p.

Longuenesse, Élisabeth ; **Beaugé, Gilbert** et **Nancy, Michel**. *Communautés villageoises et migrations de main d'œuvre au Moyen-Orient : trois études d'anthropologie libanaise*. Beyrouth: CERMOC, 1986. 238 p.

Ma Mung, Emmanuel (dir.). *Mobilités et investissements des émigrés : Maroc, Tunisie, Turquie, Sénégal*. Paris: L'Harmattan, 1997. 272 p.

Maalouf, Amin. *Origines*. Paris: Grasset, 2004. 487 p.

Makdisi, Samir. *The Lessons of Lebanon: the Economics of War and Development*. London: I.B. Tauris, 2004. 237 p.

Makdisi, Ussama Samir. *The Culture of Sectarianism: Community, History, and Violence in Nineteenth-Century Ottoman Lebanon*. Berkeley: University of California Press, 2000. 259 p.

McCarthy, Justin. *Arab World, Turkey, and the Balkans, 1878-1914: a Handbook of Historical Statistics*. Boston: G.K. Hall, 1982. 309 p.

Menassa, Gabriel. *Pour une rénovation économique libanaise avec la collaboration du Liban d'Outre-Mer*. Beyrouth: Éditions de la Société libanaise d'économie politique, 1950.

Méouchy, Nadine (dir.). *France, Syrie et Liban 1918-1946 : les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*. Damas: IFEAD, 2002. 430 p.

Mervin, Sabrina (dir.). *Les mondes chiites et l'Iran*. Beyrouth et Paris: IFPO et Karthala, 2007. 484 p. (Hommes et sociétés).

Messarra, Antoine. *La structure sociale du Parlement libanais, 1920-1976*. Beyrouth: Institut des sciences sociales, Université libanaise, 1977. 381 p.

Messarra, Antoine. *Théorie générale du système politique libanais : essai comparé sur les fondements et les perspectives d'évolution d'un système consensuel de gouvernement*. Paris: Cariscript, 1994. 406 p.

Moedad, Rahal. *L'émigration des compétences libanaises et son impact sur le développement du Liban (1975-1990)*. 434 p. Thèse de doctorat: Sociologie: Université de Paris Diderot: Paris: 1994.

Mujais, Salim. *Antoun Saadeh: a Biography. The youth year*. Beyrouth: Kutub, 2004. 207 p.

Murad, Nicolas. *Notice historique sur l'origine de la nation maronite et sur ses rapports avec la France, sur la nation druze et sur les diverses populations du Mont Liban*. Paris: Adrien Leclerc, 1844. 50 p.

Naba, René. *Rafic Hariri : un homme d'affaires premier ministre*.Paris: L'Harmattan, 1999. 176 p. (Comprendre le Moyen-Orient).

Nahhas, Charbel. *Un programme socio-économique pour le Liban*. Beyrouth : LCPS, 2006. 320 p.

Nancy, Michel et **Picard, Elizabeth**. *Les Arabes du Levant en Argentine*. Aix-en-Provence: IREMAM, 1998. 141 p. (Les Cahiers de l'IREMAM).

Nicolas, Maxime B. *La nationalité au Liban d'après le traité de Lausanne*. 144 p. Thèse de doctorat: Droit: Université de Lyon: Lyon: 1928.

Noiriel, Gérard. *Le creuset français : histoire de l'immigration, XIX^{e}-XX^{e} siècle*. Paris: Seuil, 1988. 437 p. (L'Univers historique).

Noiriel, Gérard. *La tyrannie du national : le droit d'asile en Europe, 1793-1993*. Paris: Calmann-Lévy, 1991. 355 p. (Les temps qui courent).

Noiriel, Gérard. *État, nation et immigration : vers une histoire du pouvoir*. Paris: Belin, 2001. 399 p. (Socio-histoire).

Norton, Augustus R. *Amal and the Shîa: Struggle for the Soul of Lebanon*. Austin: University of Texas Press, 1987. 238 p.

Nye, Joseph S. et **Keohane, Robert O**. (dir.). *Transnational Relations and World Politics*. Cambridge: Harvard University Press, 1972. 428 p.

Ong, Aihwa. *Flexible Citizenship: the Cultural Logic of Transnationality*. Durham: Duke University Press, 1999. 322 p.

Owen, Roger. *The Middle East in the World Economy, 1800-1914*. (première éd. 1981). London et New York: I. B. Tauris, 1993. 378 p.

Pascual, Jean-Paul (dir.). *Pauvreté et richesse dans le monde musulman méditerranéen*. Paris: Maissonneuve et Larose et European Science Foundation, 2003. 308 p. (Individu et société dans le monde méditerranéen musulman).

Peleikis, Anja. *Lebanese in Motion: Gender and the Making of Translocal Village*. London: Transaction, 2003. 206 p.

Pereira, Victor. *L'État portugais et les Portugais en France de 1957 à 1974*. 892 p. Thèse de doctorat: Histoire: Institut d'Études Politiques: Paris: 2007.

Philipp, Thomas. *The Syrians in Egypt, 1725-1975*. Stuttgart: Steiner, 1985. 188 p.

Picard, Elizabeth. *Liban, État de discorde : des fondations aux guerres fratricides*. Paris: Flammarion, 1988. 263 p.

Picard, Elizabeth. *The Demobilization of the Lebanese Militias*. Oxford: Center for Lebanese Studies, 1999. 50 p. (Prospects for Lebanon).

Picard, Elizabeth. *Lebanon, a shattered country: myths and realities of the war in Lebanon*. New York: Holmes and Meier, 2002. 236 p.

Picard, Elizabeth (dir.). *La politique dans le monde arabe*. Paris: Armand Colin, 2006. 334 p. (Collection U).

Picard, Elizabeth et **Mermier, Franck** (dir.). *Liban : une guerre de trente-trois jours*. Paris: La Découverte, 2007. 255 p. (Cahiers libres).

Picaudou, Nadine. *La déchirure libanaise*. Bruxelles: Complexe, 1989. 258 p. (Questions au 20^{e} siècle).

Picaudou, Nadine. *La décennie qui ébranla le Moyen-Orient*. Bruxelles: Complexe, 1992. 236 p. (Questions au 20^{e} siècle).

Polk, William R. et **Chambers, Richard L.** (dir.). *Beginnings of the Modernization in the Middle East*. Chicago: University of Chicago Press et Publication of the Center for Middle Eastern Studies, 1966. 427 p.

Prévélakis, Georges (dir.). *Les réseaux des diasporas*. Paris et Nicosia: L'Harmattan et Kykem, 1996. 444 p. (Géographies et cultures).

Provence, Michael. *The Great Syrian Revolt and the Rise of Arab Nationalism*. Austin: University of Texas Press, 2006. 209 p. (Modern Middle East Series).

Raad, Milad Raad. *The Participation of Lebanese Emigrants in the Legislative Elections of Lebanon*. 142 p. Master thesis: Political Science: American University of Beirut: Beyrouth: 1998.

Rabbath, Edmond. *La formation historique du Liban politique et constitutionnel*. (première éd. 1973). Beyrouth: Publication de l'Université libanaise, 1986. 665 p.

Radi, Lamia. *L'élite palestinienne : stratégies de survie et modes d'influence, 1967-1997*. 396 p. Thèse de doctorat: Science politique: Institut d'Études Politiques: Paris: 1998.

Ratha, Dilip et **Xu, Zhimei**. *Migration and Development Factbooks 2008*. The World Bank: Development Prospects Group, 2008.

Risse, Thomas ; **Ropp, Stephen C.** et **Sikkink, Kathryn** (dir.). *The Power of Human Rights: International Norms and Domestic Change*. Cambridge: Cambridge University Press, 1999. 318 p. (Cambridge Studies in International Relations).

Ronsin,Francis;**LeBras, Hervé**et **Zucker-Rouvillois, Elisabeth** (dir.). *Démographie et politique*. Dijon: Éditions Universitaires de Dijon, 1997. 207 p.

Roosens, Eugens E. *Creating Ethnicity: The Process of Ethnogenesis*. Newbury Park: Sage Publication, 1989. 168 p.

Rosenau, James N. *Turbulence in World Politics*. Princeton: Princeton University Press, 1990. 480 p.

Safa, Elie. *L'émigration libanaise*. Beyrouth: Université Saint-Joseph, 1960. 325 p.

Safi, Walid. *La Deuxième République : institutions étatiques et dynamique communautaire*. 587 p. Thèse de doctorat: Droit public: Université de Montpellier 1: Montpellier: 1998.

Salam, Nawaf. *Conflits et perceptions politiques dans le Liban contemporain*. 119 p. Thèse de doctorat (sur travaux): Science politique: Institut d'Études Politiques: Paris: 1991.

Salam, Nawaf. *La condition libanaise : des communautés, du citoyen et de l'État ; suivi de l'émergence de la notion de citoyenneté en pays d'Islam*. Beyrouth: Dar An-Nahar, 1998. 129 p.

Salam, Nawaf (dir.). *Options for Lebanon*. London: I.B. Tauris, 2004. 276 p.

Salibi, Kamal. *Histoire du Liban, du XVII^e^ à nos jours* Paris: Naufal, 1988. 389 p.

Santiso, Javier (dir.). *À la recherche de la démocratie : mélanges offerts à Guy Hermet*. Paris: CERI et Karthala, 2002. 403 p. (Recherches internationales).

Sartori, Giovanni. *Pluralisme, multiculturalisme et étrangers : essai sur la société multiethnique*. Paris: Éditions des Syrtes, 2003. 185 p.

Sayad, Abdelmalek. *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris: Seuil, 1999. 437 p. (Liber).

Schemeil, Yves. *Sociologie du système politique libanais*. 571 p. Thèse de doctorat: Science politique: Université de Grenoble II: Grenoble: 1976.

Schnapper, Dominique et **Bordes-Benayoun, Chantal**. *Diasporas et Nations*. Paris: Odile Jacob, 2006. 254 p.

Seurat, Michel. *L'État de barbarie*. Paris: Seuil, 1989. 329 p. (Esprit).

Sfeir, Jihane. *L'exil palestinien au Liban : le temps des origines, 1947-1952*. Paris et Beyrouth: Karthala et IFPO, 2008. 281 p.

Sfeir-Khayyat, Jihane. *Les réfugiés palestiniens du Liban 1947-1952*. 121 p. Mémoire de DEA: Histoire: Université Saint-Joseph: Beyrouth: 1998.

Shain, Yossi. *Marketing the American Creed Abroad: Diasporas in the U.S. and their Homelands*. Cambridge University Press, 1999. 312 p.

Sheffer, Gabriel (dir.). *Modern Diasporas in International Politics*. London: Croom Helm, 1986. 349 p.

Sheffer, Gabriel. *Diaspora Politics: at Home and Abroad*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003. 290 p.

Shehadi, Nadim. *The Idea of Lebanon: Economy and State in the Cénacle libanais, 1946-54*. Oxford: Centre for Lebanese Studies, 1987. 29 p. (Papers on Lebanon).

Shehadi, Nadim et **Haffar-Mills, Dana** (dir.). *Lebanon: a History of Conflict and Consensus*. London: I.B. Tauris et Center for Lebanese Studies, 1992. 337 p.

Shehadi, Nadim et **Harney, Bridget**. *Politics and the Economy in Lebanon*. London: Center for Lebanese Studies, 1989. 120 p.

Siddique, Muhammed A.B. (dir.). *International Migration into the 21st Century: Essays in Honor of Reginald Appleyard*. Cheltenham: Edward Elgar, 2001. 321 p.

Simon, Gildas (dir.). *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*. Paris: PUF, 1995. 429 p. (Politique d'aujourd'hui).

Solh, Raghid el-. *Lebanon and Arabism: National Identity and State Formation*. London: I. B. Tauris et Center for Lebanese Studies, 2004. 382 p.

Souaid, Marie-Claude. *La réintégration des émigrés dans leur pays d'origine : cas d'une famille chiite du Liban Sud*. Mémoire de DEA: Anthropologie: Université Saint-Joseph: Beyrouth: 1993.

Spears, Edward. *Fulfillment of a Mission: the Spear Mission to Syria and Lebanon, 1941-1944*. London: Cooper, 1977. 311 p.

Spencer, Sarah (dir.). *The Politics of Migration: Managing Opportunity, Conflict and Change*. Oxford: Blackwell, 2003. 213 p. (The Political Quarterly).

Stone, Deborah. *Policy Paradox: the Art of Political Decision Making*. (première éd. 1988). New York: Norton, 2002. 428 p.

Tabar, Paul (dir.). *Lebanese Diaspora: History, Racism and Belonging*. Beyrouth: Lebanese American University, 2005. 384 p.

Take, Khalid. *The role of the Lebanese emigrants in the national development of Lebanon*. 133 p. Master thesis: Political Science: American University of Beirut: Beyrouth: 1986.

Taraf, Souha. *L'espace en mouvement : dynamiques migratoires et territorialisation des familles libanaises au Sénégal*. 383 p. Thèse de doctorat: Géographie: Université de Tours: Tours: 1988.

Tarrius, Alain. *Les nouveaux cosmopolitismes : mobilités, identités et territoires*. La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube 2000. 265 p. (Monde en cours).

Therwath, Ingrid. *L'État face à la diaspora : stratégies et trajectoires indiennes*. 628 p. Thèse dedoctorat: Science politique: Institut d'Études Politiques: Paris: 2008.

Thompson, Elizabeth H. *Colonial Citizens: Republican Rights, Paternal Privilege, and Gender in French Syria and Lebanon*. New York: Columbia University Press, 2000. 402 p.

Thoumin, Richard. *Géographie humaine de la Syrie centrale*. Tours Arrault, imprimeurs, 1936. 361 p.

Topalov, Christian (dir.). *Les divisions de la ville*. Paris: UNESCO et Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2002. 469 p. (Les mots de la ville).

Traboulsi, Fawaz N. *A History of Modern Lebanon*. London: Ann Arbor, 2007. 306 p.

Van Dam, Nikolaos. *The Struggle for Power in Syria: Politics and Society under Asad and the Ba'th Party*. London: I. B. Tauris, 1996. 256 p.

Van Hear, Nicholas. *New Diasporas: the Mass Exodus, Dispersal and Regrouping of Migrant Communities*. London: UCL Press, 1998. 298 p. (Global Diaspora).

Verdeil, Eric ; **Faour, Ghaleb** et **Velut, Sébastien**. *Atlas du Liban : territoires et société*. Beyrouth: IFPO et CNRS Liban, 2007. 207 p.

Verdicchio, Pasquale. *Bound by distance: Rethinking Nationalism through the Italian Diaspora*. Madison: Faileigh Dickinson University Press, 1997. 193 p.

Vertovec, Steven et **Cohen, Robin** (dir.). *Migration, Diasporas and Transnationalism*. Cheltenham: Edward Elgar, 1999. 663 p. (The International Library of Studies on Migration).

Vloeberghs, Ward. *Sociologie d'une communauté scientifique : le cas des démographes libanais*. 78 p. Mémoire de DEA: Science politique: Université Saint-Joseph: Beyrouth: 2004.

Waever, Ole et **Buzan, Barry** (dir.). *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe*. New York: St Martin's Press, 1993. 221 p.

Weber, Max. *Économie et société*. Paris: Pocket, 1995 (première édition, 1971). 2 vol. 410 p. et 424 p. (Agora)

Weil, Patrick. *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*. Paris: Grasset, 2002. 401 p.

Weulersse, Jacques. *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*. Paris: Gallimard, 1946. 331 p. (Le paysan et la terre).

White, Georges W. *Nationalism and Territory: Constructing Group Identity in Southeastern Europe*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2000. 311 p.

Wihtol de Wenden, Catherine. *Citoyenneté, nationalité et immigration*. Paris: Arcantère, 1987. 223 p. (Migrations plurielles).

Wihtol de Wenden, Catherine et **Badie, Bertrand** (dir.). *Le défi migratoire : questions de relations internationales*. Paris: Presse de la FNSP, 1994. 185 p. (Le temps mondial).

Willcox, Walter F. *International Migrations, Statistics.* New-York : National Bureau of Economic Research, 1929. vol. 1, 1112 p.

Zamir, Meir. *The Formation of Modern Lebanon*. London: Crom Helm, 1985. 309 p.

Zisser, Eyal. *Lebanon: the Challenge of Independence*. London: I. B. Tauris, 2000. 297 p.

Zisser, Eyal. *Commanding Syria: Bachar al-Asad and the First Years in Power*. London: I.B. Tauris, 2006. 230 p.

Ouvrages, articles et documents en arabe

(*Actes du premier congrès de l'émigré social national*) أوراق المؤتمر الأول للمهاجر القومي الإجتماعي. بيروت : دار فكر، 2003. 149 ص.

(*La nationalité et la naturalisation au Liban*) الجنسية والتجنيس في لبنان : دراسة في القوانين والوقائع. بيروت : المركز الاستشاري للدراسات والتوثيق، 1996. 101 ص.

(*L'émigration libanaise et l'Union libanaise mondiale*) الاغتراب اللبناني والجامعة الثقافية في العالم. بيروت : المركز الاستشاري للدراسات والتوثيق، د. ت. 65 ص.

(*Le Livre blanc : ministère des Émigrés*) الكتاب الأبيض : وزارة المغتربين :مطلب و عثراث و ولادة و برامج عمل.

(*Avis juridique sur la question de la naturalisation des émigrés*) رأي قانوني في مسألة تجنيس المغتربين. بيروت : المركز الاستشاري للدراسات والتوثيق، 1998. 11 ص.

(*Présentation générale du congrès*) عرض عام عن المؤتمر [مؤتمر المغتربين في بيروت 20 حزيران 1960]. بيروت : الجمهورية اللبنانية، 1960.

(Abou Dib, Bédaoui. *La nationalité libanaise*) أبو ديب، بدوي. الجنسية اللبنانية. ط. 2 مزيدة ومنقحة (ط. أولى 1974). بيروت : دار صادر، 2001. 352 ص.

(Alawiyeh, Hassan. *La nationalité libanaise et les voies de sa restitution*) علوية، حسن. الجنسية اللبنانية وطرق استعادتها. بيروت : المؤلف، 1984. 167 ص.

(al-Aql, Jihad. *L'émigration moderne depuis le Liban*) العقل، جهاد. الهجرة الحديثة من لبنان وتعاطي المؤسسات الرسمية والأهلية معها (1860 – 2000). بيروت : دار ومكتبة التراث الأدبي، 2002. 429 ص.

(al-Aql, Jihad. *L'aube de l'émigration*) العقل، جهاد. فجر الهجرة : مآسي ونوادر. بيروت : دار ومكتبة التراث الأدبي، 2003. 400 ص.

(al-Khatib, Anouar. *Les affaires personnelles*) الخطيب، أنور. الأحوال الشخصية : خصائص الشخص الطبيعي. بيروت : دار مكتبة الحياة، 1961.

(al-Khoury, Béchara. *Vérités libanaises*) الخوري، بشارة. حقائق لبنانية : من 21 أيلول 1943 إلى 31 كانون الأول 1946 : الجزء الثاني. بيروت : أوراق لبنانية، 1960. 1368 ص.

(al-Nachaf, Antoun. *La nationalité libanaise entre la loi et la jurisprudence*)
الناشف، أنطون . الجنسية اللبنانية بين القانون والاجتهاد. بيروت : دار الحلبي الحقوقية، 1999. 442 ص.

(Atallah, Tony. *Les naturalisés au Liban*) عطا الله، طوني جورج. المجنسون في لبنان : حقائق وأرقام برسم المستفيدين وغياب تام للأبعاد الإنسانية والمواطنية. في مبارك، وليد؛ مسرّة، أنطوان؛ جوزف، سعاد (مشرف). بناء المواطنية في لبنان. بيروت : الجامعة اللبنانية الأميركية، 1999. ص. 113-126.

(Faour, Ali et al-Karam, Joseph A. *La nationalité libanaise entre la loi et le réel*)
فاعور، علي؛ الكرم، جوزف أسعد. الجنسية اللبنانية بين القانون والواقع. بيروت : المؤلف، 1993. 267 ص.

(Faour, Ali. *Les causes sociales et économiques de l'émigration libanaise*) فاعور، علي. الآثار الاجتماعية والاقتصادية للهجرة اللبنانية. حنون مجلة لبنانية جغرافية، 1993، ع. 22، ص. 35-80.

(Kharfouch, Nabil. *La présence libanaise dans le monde*) حرفوش، نبيل. الحضور اللبناني في العالم. بيروت : دار الكريم؛ دار الفنون، 1974.

(Naaman, Issam. *L'histoire politique des législations de nationalité*) نعمان، عصام. التاريخ السياسي لتشريعات الجنسية والتجنيس في لبنان. في مبارك، وليد؛ مسرة، أنطوان؛ جوزف، سعاد (مشرف). بناء المواطنية في لبنان. بيروت : الجامعة اللبنانية الأميركية، 1999. ص. 91-111.

(Saadé, Antoun. *La subsistance de l'émigré*) سعادة، أنطون. زاد المهاجر. بيروت : دار فكر للأبحاث، 2002. 228 ص.

(Saghié, Nizar et Rana. *Proposition pour la réforme du système électoral au Liban*) صاغية، نزار ورنا. إقتراحات من أجل إصلاح النظام الانتخابي في لبنان. بيروت : دار النهار؛ الجمعية اللبنانية من أجل ديمقراطية الانتخابات، 2004. 116 ص. (سجالات النهار).

(Tabar, Paul. *Les émigrés libanais et la réalité politique au Liban*) طبر، بول . المهاجرون اللبنانيون وواقع السياسة في لبنان. المحاضرات الألفية. 2002، ع. 12، ص. 35 -48.

Articles

articles de périodiques, contributions à des ouvrages collectifs,

contributions à des colloques et ressources électroniques

Annuaire statistique [en ligne]. Beyrouth: Administration Centrale de la Statistique 2006. disponible sur: http://www.cas.gov.lb/pdf/Annuaire%202006%20Web.pdf

« Appel au dialogue pour le renouvellement du contrat social entre les Libanais ». *Esprit*, 2006, p. 44-59.

Banque mondiale : http://www.worldbank.org/

« Biographical Briefs of Members of the 1992 Parliament ». *The Beirut Review*, 1992, 4.

« Biographical Briefs of the 1996 Deputies by Region ». *The Lebanon Report*, 1996, 3.

Consortium for Applied Research on International Migration (CARIM) : http://www.carim.org/

Christian Emigration from the Middle East [en ligne]. New York: CNEWA, 2002. disponible sur : http://www.cnewa.org/generalpg-verus.aspx?pageID=126

Facts about Lebanese Emigration [en ligne]. Beyrouth: Information International, 2001. disponible sur :
http://www.information-international.com/pdf/emigration_report_english-1.pdf
http://www.information-international.com/pdf/emigration_report_english-2.pdf

Final Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Form of Wealth of the Democratic Republic of Congo, United Nations Security Council, 16 octobre 2002. Disponible sur :
http://daccess-ods.un.org/doc/UNDOC/GEN/NO2/621/79/pdf/NO262179.pdf?OpenElement

Globalization: toward a Lebanese Agenda [en ligne]. New York: PNUD, 2001. The National Human Development Report. disponible sur :
http://hdr.undp.org/en/reports/nationalreports/arabstates/lebanon/Lebanon%20_2002%20incomplete.pdf

« La guerre des trente-trois jours : l'agression israélienne contre le Liban ». *Revue d'études palestiniennes*, 2006, 101, pp. 5-26.

« Les accords de Taëf et la résolution 1559 de l'ONU ». *Maghreb, Machrek, Monde arabe*, 2005, 183, p. 85-100.

« Les transferts des émigrés ». *Syrie et monde arabe*, 1982, 339, p. 21-26.

OCDE : http://www.oecd.org/

Parlementary Elections Lebanon 2005 Final Report [en ligne]. Bruxelles: European Commission, 2005. European Union Election Observation Mission. disponible sur: http://ec.europa.eu/external_relations/human_rights/eu_election_ass_observ/lebanon/final_report.pdf

« Policy Studies: Parliament: the Price of Politics ». *The Lebanon Report*, 1996, 3.

« Public finance: Growth Rate Lower than Forecast ». *The Lebanon Report*, 1996, 3.

« The 1996 Elections by Region ». *The Lebanon Report*, 1996, 3.

« The Evolving Israel-Diaspora Relationship ». *Journal of Jewish Communal Service*, 1998, 74, 4, p. 180-202.

« The Parliament of "Yes-Men"? Lebanon's Supreme Soviet ». *The Lebanon Report*, 1996, 3.

« The Unhappy Christians: the Paradox of Samir Geagea ». *The Lebanon Report*, 1996, 3.

Youth and Development [en ligne]. Beyrouth: PNUD, 1998. The National Human Development Report. disponible sur : http://www.undp.org.lb/programme/governance/advocacy/nhdr/nhdr98

Abdulkarim, Amir. « La diaspora libanaise ». *Espace géographique*, 1994, 3, p. 217-223.

Abécassis, Frédéric et **Kazazian, Anne**. « L'identité au miroir du droit : le statut des personnes en Égypte, fin XIX^e^-début XX^e^ ». *Égypte Monde Arabe*, 1992, 11, p. 11-38.

Abou Diab, Khattar. « Hafez al-Assad : homme-clé et énigme du processus de paix ». *Arabies*, 1996, 119, p. 10-12.

Abou Habib, Lina. « Gender, Citizenship and Nationality in the Arab Region ». *Gender and Development*, 2003, 11, 3, p. 66-75.

Abou Mrad, Hadi. « Y-a-t-il une solution à la fuite des cerveaux ? » *Les Cahiers de l'Orient*, 1991, 24.

Abou Rjeily, Khalil. « L'émigration forcée des populations à l'intérieur du Liban, 1975-1986 ». *Maghreb, Machrek, Monde arabe*, 1989, 125, p. 53-68.

Abu Jaoudé, Carmen. « Sélim Takla et la fondation du ministère des Affaires étrangères ». *in* G. D. Khoury (dir.). *Sélim Takla 1895-1945 : une contribution à l'indépendance du Liban*. Paris et Beyrouth: Karthala et Dar an-Nahar, 2004. p. 350-402 (350-402).

Adelkhah, Farida. « Les migrants prodigues : pratiques notabiliaires des émigrés iraniens dans le Golfe » *in* H. Jaber et F. Métral (dir.). *Monde en mouvements : migrants et migrations au Moyen Orient au tournant du XXI^e^ siècle*. Beyrouth: IFPO, 2005. p. 341-361.

Ajami, Fouad. « The Autumn of the Autocrats ». *Foreign Affairs*, 2005, 84, 3, p. 20-35.

Akarli, Engin D. « Ottoman Attitude Towards Lebanese Emigration, 1885-1910 » *in* A. Hourani et N. Shehadi (dir.). *The Lebanese in the World: a Century of Emigration*. Londre: I.B. Tauris et Center for Lebanese Studies, 1992. p. 109-138.

Amery, Hussein A. ; **Anderson, William P.** « International Migration and Remittances to a Lebanese village ». *Canadian Geographer*, 1995, 1, 39, p. 46-58.

Amiraux, Valérie. « Les limites du transnational comme espace de mobilisation ». *Cultures & Conflits*, 1999, 33-34, p. 25-50.

Ammassari, Savina. « From Nation-Building to Entrepreneurship: the Impact of Elite Return Migrants in Côte d'Ivoire ». *Population, Space and Place*, 2004, 10, p. 133-154.

Anderson, Benedict. « Exodus ». *Cultural Inquiry*, 1994, 20.

Angoustoure, Aline ; **Pascal, Valérie**. « Diasporas et financement des conflits ». *in* F. Jean et J.-C. Ruffin (dir.). *Économie des guerres civiles*. Paris: Hachette, 1996. p. 495-542 (Pluriel).

Anthias, Floya. « Evaluating "Diaspora": Beyond Ethnicity? » *Sociology*, 1998, 32, 3, p. 557-580.

Armstrong, John A. « Mobilized and Proletarian Diaspora ». *American Political Science Review*, 1976, 70, 2, p. 393-408.

Asmar, Christine. « Clash of Politics or Civilizations? Sectarianism among Youth in Lebanon ». *Arab Studies Quarterly*, 1999.

Avi-Ran, Reuven. « Syria Tightens its Grip on Lebanon, 1988-199 ». *in* S. Gazit et E. Zeev (dir.). *Middle East Military Balance, 1988-1989*. Jerusalem et Boulder: Jerusalem Post et Westview Press, 1991. p. 162-171.

Ayal, Eliezer B. ; **Chiswick, Barry R**. « The Economics of the Diaspora Revisited ». *Economic Development and Cultural Change*, 1983, p. 861-875.

Badie, Bertrand. « La société plurielle entre mythes et réalités : un essai d'identification politique de situations pluralistes ». *in* J. Santiso (dir.). *À la recherche de démocratie : mélange offert à Guy Hermet*. Paris: Karthala, 2002. p. 59-120 (Recherches internationales).

Bahout, Joseph. « Liban, les élections législatives de l'été 1992 ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 1993, 139, p. 53-84.

Bahout, Joseph. « Après les élections législatives, les équilibres politiques en Syrie aujourd'hui et demain ». *Relations internationales et stratégiques*, 1994a, p. 67-71.

Bahout, Joseph. « Deux ans après les élections législatives de l'été 1992, où en-est le parlementarisme libanais ? » *Relations internationales et stratégiques*, 1994b, 16, p. 57-66.

Bahout, Joseph. « Les élites parlementaires de 1996 : étude de composition » *in* J. Bahout et C. Douayhi (dir.). *La vie publique au Liban : expressions et recompositions du politique*. Beyrouth: CERMOC, 1997. p. 18-33 (Les Cahiers du CERMOC).

Bahout, Joseph. « Le Liban et le couple syro-libanais dans le processus de paix » *in* *Le couple syro-libanais dans le processus de paix*. Paris: IFRI, 1998. p. 56-77 (Les Cahiers de l'IFRI).

Bahout, Joseph. « Liban 2005 : décompositions et recompositions ». *Critique internationale*, 2006, 31, p. 39-52.

Balta, Paul. « Les conflits régionaux et leur impact sur le Liban » *in* P. Balta et G. Corm (dir.). *L'avenir du Liban dans le contexte régional et international*. Paris: Les éditions ouvrières, 1990. p. 108-118 (Études et documentation internationales).

Barakat, Liliane. « Le Liban, un pays où il ne fait plus bon vivre ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2001, 64, p. 33-41.

Baroudi, Sami E. « Economic Conflict in Postwar Lebanon: State-Labor Relations Between 1992 and 1997 ». *Middle East Journal*, 1998, 52, 4, p. 531-550.

Baroudi, Sami E. « Continuity in Economic Policy in Postwar Lebanon: the Record of the Hariri and the Hoss Governments Examined 1992-2000 ». *Arab Studies Quarterly*, 2002, 24, 1.

Bayart, Jean-François. « L'historicité de l'État importé ». *Les Cahiers du CERI*, 1996, 15, p. 3-49.

Belguendouz, Abdelkrim. *Le traitement institutionnel de la relation entre les Marocains résidant à l'étranger et le Maroc* [en ligne]. Florence: EUI et RSCAS, 2006. CARIM Rapports de recherche. disponible sur: http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/CARIM-RR2006_06_Belguendouz.pdf

Beydoun, Ahmad. « L'identité des Libanais » *in* F. Kiwan (dir.). *Le Liban d'aujourd'hui*. Paris et Beyrouth: Éditions du CNRS et CERMOC, 1994. p. 31-53.

Beydoun, Ahmad. « L'histoire du Liban raconté par les "Phéniciens" du Cénacle libanais : une machine à exclure » *in* J. Hannoyer (dir.). *Guerres civiles, économies de la violence, dimension de la civilité*. Paris et Beyrouth: Khartala et Cermoc, 1999. p. 187-200

Beydoun, Ahmad. « Riad el-Solh et les élections législatives de 1943 : inquiétudes à la veille de l'indépendance » *in* G. D. Khoury (dir.). *Sélim Takla 1895-1945 : une contribution à l'indépendance du Liban*. Beyrouth et Paris: Dar An-Nahar et Karthala, 2004. p. 403-460.

Beyhum, Nabil. « Crise sociale et production de nouveaux acteurs dans le conflit libanais » *in* P. Balta et G. Corm (dir.). *L'avenir du Liban dans le contexte régional et international*. Paris: Les Éditions ouvrières, 1989. p. 46-63 (Études et documentation internationales).

Bianquis, Thierry. « La politique régionale d'Hafez al-Asad ». *Autrement*, 1993, 65, p. 155-163.

Birnbaum, Pierre. « Michael Walzer, la démocratie et "l'identité à trait d'union" » in J. Santiso (dir.). *À la recherche de démocratie : mélange offert à Guy Hermet*. Paris: CERI Karthala, 2002. p. 91-102 (Recherches internationales).

Bittar, Marie-Claude. « Liban, quelle politique de reconstruction ? » *Les Cahiers de l'Orient*, 1991, 24, p. 89-96.

Blumer, Herbert. « Les problèmes sociaux comme comportements collectifs ». *Politix*, 2004 17, 67, p. 185-199.

Bonacich, Edna. « Theory of Middleman Minorities ». *American Sociological Review*, 1973, 38, 5, p. 583-594.

Böttcher, Annabelle. « Sunni and Shi'i Networking in the Middle East » *in* B.A. Roberson (dir.). *Shaping the Current Islamic Reformation*. London: Frank Cass, 2003. p. 42-63.

Boukhaima, Sakina. « Bachar al-Assad : chronique d'une succession en Syrie ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 2000, 169, p. 164-169.

Bourgey, André. « La guerre et ses conséquences géographiques au Liban ». *Annales de géographie*, 1985, 521, p. 1-37.

Bourgey, André. « La nouvelle organisation de l'espace née de la guerre : les transformations de l'agglomération de Beyrouth » *in* P. Balta et G. Corm (dir.). *L'avenir du Liban dans le contexte régional et international*. Paris: Les Éditions ouvrières, 1990. p. 65-80 (Études et documentation internationales).

Brand, Laurie A. « *State and their expatriates: explaining the development of Tunisian and Moroccan emigration-related institution* » [en ligne]. La Jolla, California: University of California, 2002. CCIS Working Paper. disponible sur: http://www.ccis-ucsd.org/publications/wrkg52.PDF

Brubaker, Roger. « Au-delà de l'identité ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, 139, p. 66-85.

Bruneau, Michel. « L'Église orthodoxe et la diaspora hellénique ». *Social Compass*, 1993, 40, 2, p. 129-216.

Bruneau, Michel. « Politiques de l'État-Nation grec vis-à-vis de la diaspora ». *REMI*, 2001, 17, 3, p. 9-22.

Bruneau, Michel. « Hellénisme et diaspora grecque : de la Méditerranée orientale à la dimension mondiale ». *CEMOTI*, 2004, 30.

Butler, Kim D. « Defining Diaspora, Refining a Discourse ». *Diaspora*, 2001, 10, 2, p. 189-217.

Cagaptay, Soner. « Race, Assimilation and Kemalism: Turkish Nationalism and the Minorities in the 1930s ». *Middle Eastern Studies*, 2004, 40, 3, p. 86-101.

Callahan, William A. « Beyond Cosmopolitanism and Nationalism: Diasporic Chinese and Neo-Nationalism in China and Thaïland ». *International Organisation*, 2003, 57, p. 481-517.

Carroué, Laurent. « L'émigration de la main d'œuvre philippine : un marché organisé par l'État ». *Géo-confluences* [en ligne]. 2004, Brève, 4. disponible sur: http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/breves/2004/4.htm

Catusse, Myriam. « Ordonner, classer, penser la société : les pays arabes au prisme de l'économie politique » *in* Elizabeth Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*. Paris : Armand Colin, 2006. p. 215-237 (Collection U).

Céfaï, Daniel. « La construction de problèmes publics : définition de situation dans des arènes publiques ». *Réseaux*, 1996, 76.

Césari, Jocelyne. « Le multiculturalisme mondialisé : le défi de l'hétérogénéité ». *Cultures & Conflits*, 1999, 33-34, p. 5-23.

Ceyhan, Ayse ; **Tsoukala, Anastassia**. « The Securization of Migration in Western Societies: Ambivalent Discourses and Policies ». *Alternatives*, 2002, 27, p. 21-39.

Charara, Waddah. « Deux ans de réunification nationale : une libanisation gigogne ». *Cahiers de la Méditerranée*, 1992, 44, p. 165-174.

Chartouni-Dubarry, May. « Le triangle syro-libano-israélien : scénario de crise » *in Le couple syro-libanais dans le processus de paix*. Paris: IFRI, 1998. p. 11-36 (Les Cahiers de l'IFRI).

Chivallon, Christine. « De quelques préconstruits de la notion de diaspora à partir de l'exemple antillais ». *REMI*, 1997, 13, 1, p. 149-160.

Clifford, James. « Diasporas ». *Cultural Anthropology*, 1994, 9, 3, p. 302-338.

Cohen, Edward S. « Globalization and the Boundaries of the State: a Framework for Analyzing the Changing Practice of Sovereignty ». *Governance an International Journal of Policy and Administration*, 2001, 14, 1, p. 75-97.

Cohen, Robin. « Diaspora and the Nation-State: from Victims to Challenger ». *International Affairs*, 1996, 72, 3, p. 507-520.

Colonomos, Ariel. « Sociologie et science politique : les réseaux, théories et objet d'étude ». *Revue française de science politique*, 1995, 42, 1, p. 165-178.

Corm, Georges. « Liban : crise endogène ou crise régionale » *in* P. Balta et G. Corm (dir.). *L'avenir du Liban dans le contexte régional et international*. Paris: Les Éditions ouvrières, 1989. p. 13-26 (Études et documentation internationales).

Corm, Georges. « Le centre ville de Beyrouth : où est l'État ? » *Les Cahiers de l'Orient*, 1991, 24, p. 97-110.

Corm, Georges. « Liban : hégémonie milicienne et problème du rétablissement de l'État ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 1991, 131, p. 13-25.

Corm, Georges. « La reconstruction du centre de Beyrouth : un exemple de fièvre immobilière au Moyen-Orient ». *Revue d'économie financière*, 1993, Hors Série, p. 325-335.

Corm, Georges. « Liban : perspectives économiques et financières ». *Studia diplomatica*, 1998, 51, 6, p. 3-14.

Corm, Georges. « La réforme économique et financière au Liban ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2001, 64, p. 65-83.

Corm, Georges. « La situation économique du Liban et ses perspectives de développement dans la région ». *Confluences Méditerranée*, 2004, 49, p. 149-159.

Dagher, Carole. « Liban : des élections législatives "régionalisées" ». *Confluences Méditerranée*, 1993, 5, p. 135-138.

Daoudy, Marwa. « Le long chemin de Damas : la Syrie et les négociations de paix avec Israël ». *Les Études du CERI*, 2005, 119, p. 1-50.

Davis, Uri. « Jinsiyya versus Muwatana: the Question of Citizenship and the State in the Middle East: the Cases of Israel, Jordan, and Palestine ». *Arab Studies Quarterly*, 1995, 17, 1/2.

Davis, Uri. « Citizenship Legislation in the Syrian Arab Republic ». *Arab Studies Quarterly*, 1996, 18, 1.

Déloye, Yves. « Pour une sociologie historique de la compétence à opiner "politiquement" : quelques hypothèses de travail à partir de l'histoire électorale française ». *Revue française de science politique*, 2007, 57, 6, p. 775-798.

Dessouki, Ali Eddine. « The Shift in Egypt's Migration Policy: 1952-1978 ». *Middle Eastern Studies*, 1982, 18, 1, p. 53-68.

Diab, Nasri Antoine. « *Conventions et accords internationaux conclus par le Liban concernant la migration* » [en ligne]. Florence: EUI et RSCAS, 2006. CARIM Notes d'analyse et de synthèse. disponible sur : http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/CARIM-AS06_05-Diab.pdf

Diab, Nasri Antoine. « *Le droit libanais relatif aux migrations internationales* » [en ligne]. EUI et RSCAS, 2006. CARIM, Notes d'analyse et de synthèse. disponible sur: http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/CARIM-AS06_04-Diab.pdf

Dib, Georges. « Migration and Naturalization Laws in Egypt, Lebanon, Syria, Jordan, Kuwait and the United Arab Emirates: part 1: Migration Laws ». *Population Bulletin of the UN Economic Commission for Western Asia*, 1978, 15, p. 33-62.

Dib, Georges. « Migration and naturalization laws in Egypt, Lebanon, Syria, Jordan, Kuwait and the United Arab Emirates: part 2: Naturalization Laws ». *Population Bulletin of the UN Economic Commission for Western Asia*, 1979, 16, p. 3-18.

Dib, Georges. « Laws Governing Migration in Some Arab Countries » *in* R.T. Appleyard (dir.). *International Migration Today: Trends and Prospects*. Paris et Nedlands: UNESCO et University of Western Australia, 1988. p. 168-179.

Diechkhoff, Alain. « Le mirage du "grand Moyen-Orient" ». *Politique internationale*, 2004, 105, p. 233-251.

Diechkhoff, Alain et **Jaffrelot, Christophe**. « La résilience du nationalisme face aux régionalismes et à la mondialisation ». *Critique internationale*, 2004, 23, p. 125-139.

Dobry, Michel. « Valeurs, croyances et transaction collusives : notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques » *in* J. Santiso (dir.). *À la recherche de démocratie : mélange offert à Guy Hermet*. Paris: CERI Karthala, 2002. p. 103-120 (Recherches internationales).

Docquier, Frédéric. « Fuites des cerveaux et inégalités entre pays ». *Revue d'économie et de développement*, 2007, 21, p. 49-88.

Donati, Caroline. « Le Liban Sud : le retrait israélien ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 2000, 168, p. 125-155.

Droz-Vincent, Philippe. « Succession en Syrie : processus et questions ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2001a, Hors-série, p. 7-27.

Droz-Vincent, Philippe. « Syrie : la nouvelle génération au pouvoir ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 2001b, 173, p. 14-38.

Dufoix, Stéphane. « L'objet-diaspora en questions ». *Cultures et Conflits*, 1999, 33-34, p. 147-163.

Dufoix, Stéphane. « Sur l'exil (réactions à Ian Buruma) ». *Le Débat*, 2002, 118, p. 188-191.

Dupret, Baudoin et **Ferrié, Jean-Noël**. « Participer au pouvoir c'est édicter la norme : sur l'affaire Abu Zayd ». *Revue française de science politique*, 1997, 6, p. 762-775.

Ellis, Kail C. « Lebanon: the Struggle of a Small Country in a Regional Context ». *Arab Studies Quarterly*, 1999, 21, 1, p. 5-26.

Ellis, Stephen. « Les prolongements du conflit israélo-arabe en Afrique noire : le cas du Sierra Léone ». *Politique africaine*, 1988, 30, p. 69-75.

Faour, Ali. « Les conséquences sociales de l'émigration au Liban ». *Cahiers de la Méditerranée*, 1992, 44, p. 225-243.

Faour, Ali. Les retombées sociologiques et économiques de l'émigration libanaise. *Hannon Revue libanaise de géographie*, 1993, 22, p. 35-80.

Faour, Muhammad A. « The Demography of Lebanon: a Reappraisal ». *Middle Eastern Studies*, 1991, 27, 4, p. 631-641.

Faour, Muhammad A. « Religion, Demography, and Politics in Lebanon ». *Middle Eastern Studies*, 2007, 43, 6, p. 909-921.

Fargues, Philippe. *How many migrants from, and to, Mediterranean Countries of the Middle East and North Africa* [en ligne]. EUI et RSCAS, 2005a. CARIM Notes d'analyse et de synthèse. disponible sur : http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/CARIM-AS05_16-Fargues.pdf

Fargues, Philippe. *Politiques d'intégration : la vision des pays tiers méditerranéens* [en ligne]. Florence: EUI et RSCAS, 2005b. CARIM Séminaires. disponible sur : http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/200512-CARIM-TunisSem.pdf

Fargues, Philippe. « International Migration in the Arab Region ». *United Nation Expert Group Meeting on International Migration and Development in the Arab Region* (10 mai 2006). Beyrouth: Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nation Secretariat.

Fargues, Philippe. « Afrique du Nord et Moyen-Orient : des migrations en quête d'une politique ». *Politique étrangère*, 2006, 4, p. 1017-1029.

Fargues, Philippe. *Migrations méditerranéennes : rapport 2006-2007* [en ligne]. EUI et RSCAS, 2007. CARIM Mediterranean Migration Report. disponible sur: http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/CARIM-AR2007.pdf

Farha, Martha. Demography and Democracy in Lebanon. *Mideast Monitor* [en ligne]. 2008, 3, 1. disponible sur: http://www.mideastmonitor.org/issues/0801/0801_2.htm

Favier, Agnès. « La spirale de la crise dans le Liban libéré (2004-2006) ». *Syrie-Liban : le début d'une nouvelle ère* (30 juin 2006). Paris: IFRI.

Firro, Kais M. « Lebanese Nationalism versus Arabism: from Bulus Nujaym to Michel Chiha ». *Middle Eastern Studies*, 2004, 40, 5, p. 1-27.

Gberie, Lansana. *Guerre et paix en Sierra Leone : les diamants, la corruption et la filière libanaise* [en ligne]. Partenariat Afrique Canada, 2002. Projet sur les diamants et la sécurité humaine Document hors série. disponible sur: http://www.pacweb.org/f/images/stories/documents/6_sierraleone2002_f.pdf

Gemayel, Pierre. « Libanais de l'étranger : le congrès des émigrés ». *Les Cahiers de l'Est*, 1945, 2, p. 171-173.

Ghazi Tinaoui, Simone. « An Analysis of the Syrian-Lebanese Economic Cooperation Agreements ». *The Beirut Review*, 1994, 8, p. 97-112.

Ghorashi, Halleh. « How Dual is Transnational Identity? A Debate on Dual Positioning of Diaspora Organizations ». *Culture and Organization*, 2004, 10, 4, p. 329-340.

Golub, Philip S. « La politique libanaise des États-Unis : la souveraineté limitée ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1990, 16-17, p. 245-250.

Granovetter, Mark. « The Strength of Weak Ties ». *American Journal of Sociology*, 1973, 78, 6, p. 1360-1380.

Hadar, Leon T. « Israel and the Post-Zionist Age ». *World Policy Journal*, 1999, 16, 1.

Haddad, Scarlette. « La victoire virtuelle d'une opposition qui se cherche ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2000, 58, p. 17-26.

Haddad, Scarlette. « Les leçons d'une élection ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2001, 64, p. 17-26.

Haddad, Simon. « A Survey of Maronite Christian Socio-Political Attitudes in Postwar Lebanon ». *Islam and Christian-Muslim Relations*, 2001, 12, 4, p. 465-479.

Hall, Peter A ; **Rosemary, C.** et **Taylor, R.** « La science politique et les trois néo-institutionnalismes ». *Revue française de science politique*, 1997, 47, 3, p. 469-496.

Hall, Stuart. « Cultural Identity and Diaspora » *in* J. Rutherford (dir.). *Identity, Community, Culture, Différence*. London: Lawrence & Wishart, 1990. p. 222-237.

Hall, Stuart. « Thinking the Diaspora: Home-Thoughts from Abraod ». *Small Axe*, 1999, 6, p. 1-18.

Hamdan, Kamal. « Les Libanais face à la crise économique et sociale : étendue et limites des processus d'adaptation ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 1989, 125, p. 19-39.

Hamdan, Kamal. « Lebanon: emigration policies, trends and mechanism ». *Seminar on migration policies in arab labour-sending countries* (2 au 4 mai 1992). Le Caire: International Labour Organisation, United Nations Development Programme.

Hamidi, Camille. « Voluntary Associations of Migrants and Politics: the Case of North African Immigrants in France ». *Immigrants & Minorities*, 2003, 22, 2-3, p. 317-332.

Hanafi, Sari. « Contribution de la diaspora palestinienne à l'économie des Territoires : investissement et philanthropie ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 1998, 161.

Harik, Iliya. « Voting Participation and Political Integration in Lebanon, 1943-1975 ». *Middle Eastern Studies*, 1980, 16, 1, p. 27-48.

Harris, William. « Bashar al-Assad's Lebanon Gamble ». *Middle East Quarterly*, 2005, 12, 3, p. 33-34.

Hasbani, Nadim. « Liban : crise politique sur fond de nouveau partage du pouvoir ». *Politique étrangère*, 2007, 1, p. 39-51.

Hashimoto, Kahei. « L'émigration et le développement du conflit intercommunautaire ». *Revue des Deux Mondes*, 1990, p. 112-128.

Hashimoto, Kahei. « Lebanese Population Movement 1920-1939: Toward a Study » *in* A. Hourani et N. Shehadi (dir.). *The Lebanese in the World: a Century of Emigration*. London: I. B. Tauris et Center for Lebanese Studies, 1992. p. 65-107

Hassenteufel, Patrick. « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale : les déplacements de la construction d'objet comparatifs en matière de politiques publiques ». *Revue française de science politique*, 2005, 55, 1, p. 113-132.

Helmreich, Stefan. « Kinship, Nation, and Paul Gilroy's concept of Diaspora ». *Diaspora*, 1992, 2, 2, p. 243-249.

Heribert, Adam. « Exclusive Nationalism versus Inclusive Patriotism: State, Ideologies for Divided Societies ». *Innovation the European Journal of Social Sciences*, 1990, 3, 4.

Hollifield, James F. « The Politics of International Migration: how can we bring the State back in? » *in* C. B. Brettell et J. F. Hollifield (dir.). *Migration theory: Talking Across Disciplines*. New York et London: Routledge, 2000. p. 137-185.

Holm Pederson, Marianne. *Between homes: post-war return, emplacement and the negociation of belonging in Lebanon* [en ligne]. Genève: UNHCR, 2003. Evaluation and Policy Analysis Unit Working Paper. disponible sur: http://www.unhcr.org/research/RESEARCH/3e59e16e4.pdf

Hourani, Albert. « Ottoman Reforms and the Politics of Notables » *in* W. R. Polk et R. L. Chambers (dir.). *Beginnings of Modernization in the Middle East*. Chicago: University of Chicago Press et Publication of the Center for Middle Eastern Studies, 1969. p. 41-68.

Hourani, Guita G. ; **Sensenig-Dabbous, Eugène**. *Insecurity, migration and return: the case of lebanon following the summer 2006 war* [en ligne]. EUI et RSCAS, 2007. CARIM Research reports. disponible sur: http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/CARIM-RR2007_01_Hourani&Sensenig.pdf

Hudson, Micheal C. « Lebanon after Tai'f: Another Reform Opportunity Lost? » *Arab Studies Quarterly*, 1999, 21, 1, p. 27-40.

Humphrey, Michael. « The Lebanese War and Lebanese Immigrant Cultures ». *Ethnic and Racial Studies*, 1986, 9.

Humphrey, Michael. « Lebanese Identities: Between Cities, Nations and Transnations ». *Arab Studies Quarterly*, 2004, 26, 1, p. 31-50.

Husseini, Salma. « La redistribution territoriale des chrétiens au Liban ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1993, 32-33, p. 145-174.

Issawi, Charles. « Economic Development and Liberalism in Lebanon ». *Middle East Journal*, 1964, XVIII, p. 279-292.

Issawi, Charles. « The Historical Background of Lebanese Emigration, 1800-1914 » *in* A. Hourani et N. Shehadi (dir.). *The Lebanese in the World: a Century of Emigration*. London: I.B. Tauris et Center for Lebanese Studies, 1992.

Jaffrelot, Christophe. « L'État face aux communautés ». *Cultures & Conflits*, 1994, 15-16, p. 3-6.

Jaulin, Thibaut. « La restitution de la nationalité libanaise : enjeux juridiques et politiques » *in* F. d. Bel Air (dir.). *Migration et politique au Moyen-Orient*. Beyrouth: IFPO, 2006. p. 163-183.

Jaulin, Thibaut. *Lebanese Politics of Nationality and Emigration* [en ligne]. EUI et RSCAS, 2006. RSCAS Working Paper. disponible sur: http://cadmus.iue.it/dspace/bitstream/1814/6225/1/RSCAS_2006_29.pdf

Joseph, Suad. « Problematizing Gender and Relational Rights: Experiences from Lebanon ». *Social Politics*, 1994, 1, 3, p. 271-285.

Joseph, Suad. « Descent of the Nation: Kinship and Citizenship in Lebanon ». *Citizenship Studies*, 1999, 3, 3, p. 295-318.

Joseph, Suad. « Gender and Citizenship in the Arab Region ». *Mediterranean Development Forum* (6 au 9 octobre 2002). Amman: PNUD, World Bank, Maroc 2020.

Jureidini, Ray. « L'échec de la protection de l'État : les domestiques étrangers au Liban ». *REMI*, 2003, 19, 3, p. 95-127.

Kanaan-Atallah, N. « Liban-États-Unis, un siècle d'émigration ». *Hannon Revue libanaise de géographie*, 1992, 21, p. 69-88.

Karam, Shadi. « Les émigrés libanais : les conditions du retour ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1993, 28, p. 61-73.

Karpat, Kemal. « The Ottoman Emigration to America, 1860-1914 ». *International Journal of Middle East Studies*, 1985, 17.

Kaufman, Asher. « Phoenicianism the Formation of an Identity in Lebanon in 1920 ». *Middle Eastern Studies*, 2001, 37, 1, p. 173-194.

Ketkar, Suhas L. et **Ratha, Dilip.** « Development Finance via Diaspora Bonds, Track Record and Potential ». *Migration and Development Conference* (23 mai 2007), Washington D.C. : World Bank.

Khalaf, Samir. « The Background and Causes of Lebanese/Syrian Immigration to the United States before World War I » *in* E. J. Hooglund (dir.). *Crossing the waters: Arabic-Speaking Immigrants to the United States before 1940*. Washington: Smithsonian Institute Press, 1987. p. 17-35.

Khalaf, Samir et **Rimlinger, Gaston V.** « The Response of the Lebanese Labour Force to Economic Dislocation ». *Middle Eastern Studies*, 1982, 18, 3, p. 300-310.

Khalifeh, Paul. « Le Hezbollah entre pragmatisme et idéologie ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2001, 64, p. 27-32.

Khalil, Yusif al-. « Economic Developments in Lebanon since 1982 ». *The Beirut Review*, 1992, 3.

Khazen, Farid el-. « Lebanon's Communal Elite-Mass Politics: the Institutionalization of Disintegration ». *The Beirut Review*, 1992, 3.

Khazen, Farid el-. « Political Parties in Postwar Lebanon: Parties in Search of Partisans ». *Middle East Journal*, 2003, 57, 4, p. 605-624.

Kheir, Elie. « Le retrait unilatéral israélien du Liban ». *Cahiers d'études stratégiques* 2000, 29, p. 105-115.

Khoury, Gérard D. « Les conditions d'instauration du mandat français au Proche Orient » *in* N. Méouchy (dir.). *France, Syrie et Liban 1918-1946 : les ambiguïtés et les dynamiques d'une relation mandataire*. Damas: IFEAD, 2002. p. 75-97.

Khoury, Philip S. « The Urban Notables Paradigm Revisted ». REMMM, 1990, 55-56, p. 215-228.

Kiwan, Fadia. *Institutions et politiques migratoires au Liban* [en ligne]. Florence: EUI et RSCAS, 2005. CARIM Notes d'analyse et de synthèse. disponible sur: http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/CARIM-AS05_15-Kiwan.pdf

Kiwan, Fadia. *La migration dans les agendas politiques libanais* [en ligne]. Florence: EUI et RSCAS, 2008. CARIM Notes d'analyse et de synthèse. disponible sur: http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/CARIM_AS&N_2008_43.pdf

Kodmani-Darwish, Bassma. « 1981-1985 : le recentrage de la politique française au Liban ». *Politique étrangère*, 1985, 50, 2, p. 399-409.

Kodmani-Darwish, Bassma et **Chartouni-Dubarry, May**. « Le Liban ou les dérives du processus de paix ». *Les notes de l'IFRI*, 1996, 1.

Kubursi, Atif A. « Reconstructing the Economy of Lebanon ». *Arab Studies Quarterly*, 1999, 21, 1, p. 69-96.

Kymlicka, Will. « Le mythe de la citoyenneté transnationale ». *Critique internationale*, 2004, 23, p. 97-111.

Lacoste, Yves. « Géopolitique des diasporas » (Editorial). *Hérodote*, 1989, 53, p. 3-12.

Labaki, Boutros. « L'émigration libanaise sous le mandat français ». *Hannon Revue libanaise de géographie*, 1984, 17, p. 1-22.

Labaki, Boutros. « L'emigration libanaise en fin de periode ottomane, 1850-1914 ». *Hannon Revue libanaise de géographie*, 1987, 19, p. 7-32.

Labaki, Boutros. « L'émigration externe ». *Maghreb, Machrek, Monde arabe*, 1989, 125, p. 40-52.

Labaki, Boutros. « Lebanese Emigration during the War » *in* A. Hourani et N. Shehadi (dir.). *The Lebanese in the World: a Century of Emigration*. London: I.B. Tauris et Center for Lebanese Studies, 1992.

Labaki, Boutros. « Les atouts du Liban ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1993, 28, p. 71-93.

Labaki, Boutros. « Économie et rapports de force régionaux : les atouts du Liban ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1994, 34, p. 71-10.

Labaki, Boutros. « L'émigration depuis la fin de la guerre à l'intérieur du Liban (1990-1998) ». *Travaux et Jours*, 1998, 61, p. 81-142.

Laborier, Pascale et **Bongrand, Philippe**. « L'entretien dans l'analyse des politiques publiques : un impensé méthodologique ». *Revue française de science politique*, 2005, 55, 1, p. 73-111.

Lamizet, Bernard. « Incertitudes du territoire : approche conceptuelle ». *Quaderni*, 1997, 34, p. 57-68.

Lamont, Michèle et **Molnar, Virag**. « The Study of Boundaries in the Social Sciences ». *Annual Review of Sociology*, 2002, 28, p. 167-195.

Landowski, Eric. « Le débat parlementaire et l'écriture de la loi ». *Revue française de science politique*, 1977, 3, p. 428-441.

Latreche, Abdelkader. *Les caractéristiques de la population active des immigrés originaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à travers le monde* [en ligne]. EUI et RSCAS, 2006. CARIM Notes d'analyse et de synthèse. disponible sur: http://www.eui.eu/RSCAS/e-texts/CARIM-AS06_02-Latreche.pdf

Leca, Jean. « Pour une analyse comparée des systèmes politiques méditerranéens ». *Revue française de science politique*, 1977, 27, 4, p. 557-581.

Leca, Jean. « Nationalisme et universalisme ». *Pouvoirs*, 1991, 57, p. 33-42.

Leca, Jean. « Nationalité et citoyenneté dans l'Europe des immigrations » *in* J. Costa-Lascoux et P. Weil (dir.). *Logiques d'États et immigrations*. Paris: Éditions Krimé, 1992. p. 13-57 (Histoire des idées, théories politiques et recherches en sciences sociales).

Leca, Jean. « La démocratie à l'épreuve des pluralismes ». *Revue française de science politique*, 1996, 46, 2, p. 225-279.

Levy, André. « Diasporas through Anthropological Lenses: Contexts of Postmodernity ». *Diaspora*, 1997, 9, 1, p. 137-157.

Lijphart, Arend. « Changement et continuité dans la théorie consociative ». *Revue internationale de politique comparée*, 1997, 4, 3, p. 679-697.

Lijphart, Arend. « Negotiation Democracy versus Consensus Democracy: Parallel Conclusions and Recommendations ». *European Journal of Political Research*, 2002, 41, p. 107-113.

Lindsay Lowell, B. et **Findlay, Allan**. « L'émigration des personnes hautement qualifiées de pays en développement : impact et reponses politiques ». *Cahiers de migrations internationales*, 2003.

Longuenesse, Elisabeth. « Ingénieurs et développement au Proche Orient : Liban, Syrie, Jordanie ». *Sociétés contemporaines*, 1991, 6, p. 9-40.

Ma Mung, Emmanuel. « Dispositifs économiques et ressources spatiales : les élements d'une économie de diaspora ». *REMI*, 1992, 8, 3, p. 175-193.

Mahdavi, Hossein. « The Patterns and Problems of Economic Development in Rentier State: The case of Iran » *in* Michaël A. Cook (dir.), *Studies in Economic History of the Middle East*. London: Oxford University Press, 1970. p. 428-467.

Maïla, Joseph. « Le Document d'entente nationale, un commentaire ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1990, 16-17, p. 135-217.

Maïla, Joseph. « Les accords de Taëf deux ans après ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1991a, 24, p. 13-69.

Maïla, Joseph. « Le traité de fraternité : une analyse ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1991b, 24, p. 75-88.

Maïla, Joseph. « Élections sous influences ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1992a, 28, p. 35-49.

Maïla, Joseph. « Le Moyen-Orient à l'heure de la négociation ». *Étude*, 1992b, 376, 5, p. 595-605.

Maïla, Joseph. « The Arab Christians: from the Eastern Question to the Recent Political Situation of the Minorities » *in* A. Pacini (dir.). *Christian Communities in the Arab Middle East: the Challenge of the Future*. Oxford: Clarendon Press et Oxford University Press, 1998.

Maïla, Joseph. « Le Moyen-Orient dans la tourmente ». *RAMSES*, 2005, p. 79-93.

Maïla, Joseph. « Le Liban après la guerre ». *Esprit*, 2006, 10, p. 18-27.

Maïla, Joseph. « Le Liban à la recherche d'un pacte civil ». *Esprit*, 2006, 8-9, p. 59-66.

Maïla, Joseph. « Liban à la recherche d'un pacte civil ». *Esprit*, 2006, 8-9, p. 59-66.

Maïla, Joseph ; **Dinimant, Antoine** et **Mongin, Olivier**. « L'avenir syrien du Liban ». *Esprit*, 1990, 12, p. 113-120.

Makdissi, Ussama. « Reconstructing the Nation-State: the Modernity of Sectarianism in Lebanon ». *Middle East Report*, 1996, 200, p. 23-26.

Maktabi, Rania. « State Formation and Citizenship in Lebanon » *in* N.A. Butenschon ; U. Davis et M. S. Hassassian (dir.). *Citizenship and the State in the Middle East: Approches and Applications*. Syracuse: Syracuse University Press, 1999a. p. 147-178 (Contemporary issues in the Middle East).

Maktabi, Rania. « The Lebanese Census Revisited. Who are the Lebanese? » *British Journal of Middle Eastern Studies*, 1999b, 26, 2, p. 219-242.

Mann, Michael. « État-nation : mort ou transfiguration ? L'Europe et le monde ». *Débat*, 1995, 84, p. 49-69.

Marysse, Stefan. « Balbutiement de la "renaissance" africaine ou somalisation ? Enjeux économiques individuels, régionaux et internationaux d'une guerre ». *Annuaire de l'Afrique des Grands Lacs*, 1998-1999, p. 1-27.

Massey, Douglas. « International Migration at the Dawn of the Twenty-First Century: the Role of the State ». *Population and Development Review*, 1999, 25, 2, p. 303.

Matsugana, Yasuyuki. « L'État rentier est-il réfractaire à la démocratie ? » *Critique internationale*, 2000, 8, p. 46-58.

Méouchy, Nadine. « Les nationalistes arabes de la première génération en Syrie (1918-1928) : une génération méconnue ». *Bulletin d'Études Orientales*, 1995, XLVII, p. 109-128.

Messarra, Antoine. « Les partis politiques au Liban : une expérience arabe pionnière et en déclin ». *REMMM*, 1998, 81-82, p. 135-151.

Mizrahi, Jean-David. « La France et sa politique de mandat en Syrie et au Liban (1920-1939) » *in* N. Méouchy (dir.). *France, Syrie et Liban 1918-1946 : les ambiguïtés et les dynamiques d'une relation mandataire*. Paris: IFEAD, 2002. p. 35-65

Monciaud, Didier. « Polémique autour de Salama Mûsa : enjeux de nationalité, nationalisme et projet de Nahda ». *Égypte Monde arabe*, 1995, 21, p. 115-128.

Morlin, Elizabeth. « Pourquoi un Grand Liban ? Le rôle des grandes puissances et des diasporas libanaises ». *Hérodote*, 1989, 53, p. 101-122.

Naïm, Mouna. « Liban : fausse sortie pour la Syrie ». *Politique internationale* 2005, 108, p. 81-93.

Nancy, Michel. « Deux villages libanais dans le Golfe : filières villageoises et marché du travail ». *Revue Tiers monde*, 1985, 26, 103, p. 533-552.

Nasr, Marlène. « Le gharib (l'étranger) ou la difficulté d'être dans le discours libanais sur la guerre civile. *Mots*, 1988, p. 7-41.

Nasr, Salim. « Guerres, migrations vers le Golfe et nouveaux investissements immobiliers dans le Grand Beyrouth » *in Migrations et changements sociaux dans l'Orient arabe*. Beyrouth: CERMOC, 1985. p. 309-330.

Nassif, Nicolas. « Les élections législatives de l'été 2000 ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 2000, 169, p. 116-127.

Nizameddin, Talal. « The Political Economy of Lebanon under Rafiq Hariri : an Interpretation ». *Middle East Journal*, 2006, 60, 1, p. 95-114.

Nohra, Fouad. « Les mythes politiques de la dernière crise libanaise ». *Enjeux diplomatiques et stratégiques*, 2006, p. 154-169.

Norton, Augustus R. « Lebanon's Conundrum ». *Arab Studies Quarterly*, 1999, 21, 1, p. 41-54.

Noun, Fady. « Les églises au Liban : l'urgence de liberté ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2001, 64, p. 109-116.

Ofeish, Sami A. « Lebanon's Second Republic: Secular Talk, Sectarian Application ». *Arab Studies Quarterly*, 1999, 21, 1, p. 97-116.

Onana, Janvier. « L'explication politique africaniste et l'histoire : à propos de "l'historicité" des sociétés africaines ». *Social Science Information*, 2007, 46, 2, p. 273-303.

Palier, Bruno et **Surel, Yves**. « Les trois "I" et l'analyse de l'État en action ». *Revue française de science politique*, 2005, 55, 1, p. 7-32.

Payre, Renaud et **Pollet, Gilles**. « Analyse des politiques publiques et sciences historiques : quel(s) tournant(s) socio-historique(s) ». *Revue française de science politique*, 2005, 55, 1, p. 133-154.

Perrin, Jean-Pierre. « Liban : quand Damas va trop loin ». *Politique internationale* 2005, 106, p. 37-53.

Perthes, Volker. « Scénarios syriens : processus de paix, changements internes et relations avec le Liban » *in Le couple syro-libanais dans le processus de paix*. Paris: IFRI, 1998. p. 37-56 (Les Cahiers de l'IFRI).

Picard, Elizabeth. « Chronique bibliographique : science politique, orientalisme et sociologie au chevet du Liban ». *Revue française de science politique*, 1977, 27, 4, p. 630-642.

Picard, Elizabeth. « Rôle et évolution du Front libanais dans la guerre civile ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 1980, 90, p. 16-39.

Picard, Elizabeth. « La crise des institutions » *in* P. Balta et G. Corm (dir.). *L'avenir du Liban dans le contexte régional et international*. Paris: Les Éditions ouvrières, 1989. p. 27-37 (Études et documentation internationales).

Picard, Elizabeth. « L'accord syro-libanais ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 1991, 133, p. 139-145.

Picard, Elizabeth. « Construire un État, dominer une nation ». *Autrement*, 1993, 65, p. 146-153.

Picard, Elizabeth. « Les habits neufs du communautarisme libanais ». *Cultures & Conflits*, 1994, 15-16, p. 49-70.

Picard, Elizabeth. « Liban, la matrice historique » *in* F. Jean et J.-C. Rufffin (dir.). *Économie des guerres civiles*. Paris: Hachette, 1996a. p. 63-104 (Pluriel).

Picard, Elizabeth. « Les dynamiques politiques des chrétiens au Liban : changement de statut et crise du leadership ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 1996b, 153, p. 3-21.

Picard, Elizabeth. « La Syrie et le processus de paix ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 1997a, 158, p. 59-69.

Picard, Elizabeth. « Le communautarisme politique et la question de la démocratie au Liban ». *Revue internationale de politique comparée*, 1997b, 4, 3, p. 639-656.

Picard, Elizabeth. « Les émigrants et leur nations : recomposition identitaires et nouvelles mobilisations des Arabes d'Argentine » *in* M. Nancy et E. Picard (dir.). *Les Arabes du Levant en Argentine*. Aix en Provence: IREMAM, 1998. p. 91-106.

Picard, Elizabeth. « Autorité et souveraineté de l'État à l'épreuve du Liban-Sud ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 2000, 169, p. 32-42.

Picard, Elizabeth. « Élections libanaises : un peu d'air a circulé ». *Critique internationale*, 2001, 10, p. 21-31.

Picard, Elizabeth. « À l'épreuve du Liban » *in* B. Heyberger (dir.). *Chrétiens du monde arabe : un archipel en terre d'islam*. Paris: Autrement, 2003. (Histoire).

Picard, Elizabeth. « Syrie : la coalition autoritaire fait de la résistance ». *Politique étrangère*, 2005, 4, p. 757-768.

Picard, Elizabeth et **Rougier, Bernard**. « Liban : dix ans après la guerre ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 2000, 169, p. 3-27.

Picard, Elizabeth et **Roussillon, Alain**. « Entre linkage et leadership : la recomposition des équilibres arabes dans la crise du Golfe ». *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1990, 28, p. 471-489.

Pinson, Gilles et **Sala Pala, Valérie**. « Peut-on vraiment se passer de l'entretien en sociologie de l'action publique ? » *Revue française de science politique*, 2007, 57, 5, p. 555-597.

Pinta, Pierre. « La paix de quinze ans : le Liban dans l'émigration ». *Hérodote*, 1991, 60-61.

Pinta, Pierre. « Phéniciens et paysans, l'émigration libanaise en France ». *Hommes et Migrations*, 1991, p. 28-34.

Pinta, Pierre. « Exodes libanais ». *Confluences Méditerranée*, 1993, 5, p. 85-89.

Poli, Jean-Laurent. « Liban : la jeunesse chrétienne en purgatoire ». *Revue des Deux mondes*, 1995, 7-8, p. 75-83.

Portes, Alejandro ; **Guarnizo, Luis E.** et **Landolt, Patricia**. « The Study of Transnationalism: Pitfalls and Promise of an Emergent Research Field ». *Ethnic and Racial Studies*, 1999, 22, 2, p. 217-237.

Prévélakis, Georges. « Finis Greciae or the Return of the Greeks: State and Diaspora in the Context of Globalisation ». *Globalisation and Old Diasporas* (12 novembre 1998). Oxford: Transnational Communities Programm, School of Geography, University of Oxford.

Rababi, Elias. « Les Kataëb et la question des émigrés ». *Action*, 1953.

Ramadan, Nemer H. *Le Liban à l'ère des « ajustements structurels » : mauvaise gouvernance et retour au déséquilibre d'avant-guerre* [en ligne]. Montréal: Université du Québec, 2000. GRIC Notes et Études. disponible sur: www.er.uqam.ca/nobel/ieim/spip.php?article178

Reis, Michele. « Theorizing Diaspora: Perspectives on "Classical" and "Contemporary" Diaspora ». *International Migration*, 2004, 42, 2, p. 42-60.

Richards, Alan et **Martin, Philip L.** « The Laissez-Faire Approach to International Labor Migration: the Case of the Arab Middle East ». *Economic Development and Cultural Change*, 1983, 31, 3, p. 455-474.

Rizk, Sybille. « Le miracle libanais peut-il se produire à nouveau ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2001, 64, p. 43-52.

Rizk, Sybille. « Solidere : difficultés conjoncturelles ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2001, 64, p. 53-64.

Rizkallah, Hala N. et **Moneim, Ahmad A.** « La baisse de la fécondité au Liban ». *Population*, 1997, 5, p. 1224-1233.

Rodinson, Maxime. « Aux origines du "Pacte National" : contribution à l'histoire de la crise franco-libanaise de novembre 1943 ». *Die Welt des Islams*, 1988, 28, 1/4, p. 445-474.

Rondot, Pierre. « Le Liban et les foyers chrétiens en Orient ». *Politique étrangère*, 1957, 22, 6, p. 658-664.

Rougier, Bernard. « Liban : les élections législatives de l'été 1996 ». *Maghreb Machrek Monde arabe*, 1996, 155, p. 119-130.

Rozes, Antoine. « Guerres civiles africaines et diamants : regards sur l'économie de guerre de mouvements rebelles, Sierra Leone et Angola, 1998-2001 ». *Géoéconomie*, 2001, 19, p. 197-228.

Rupin, Arthur. « Migration from and to Syria 1860-1914 » *in* C. Issawi (dir.). *The Economic History of the Middle East 1800-1914: a book of Readings*. Chicago: University of Chicago Press, 1966. p. 269-273.

Russel, Sharon Stanton. « Migration and Political Integration in the Arab World » *in* G. Luciani et G. Salamé (dir.). *The Politics of Arab Integration*. London: Croom Helm, 1988. p. 183-210.

Saadé, Riad Fouad. « L'agricuture en faillite ». *Les Cahiers de l'Orient*, 1993, 28, p. 123-130.

Sabbagh, Daniel. « Nationalisme et multiculturalisme ». *Critique international*, 2004, 23, p. 113-124.

Safran, William. « Diasporas in Modern Societies: Myth of Homeland and Return ». *Diaspora*, 1991, spring 1991, p. 82-98.

Safran, William. « Recent French Conceptualizations of Diaspora ». *Diaspora*, 2003, 12, 3, p. 437-441.

Saint-Ouen, François. « De la matérialité du discours aux espaces discursifs ». *Revue française de science politique*, 1984, 3, p. 428-448.

Salam, Nawaf. « Deconfessionalizing the call for deconfessionalization ». *The Beirut Review*, 1993, 6.

Salam, Nawaf. « Individu et citoyen au Liban » *in* F. Kiwan (dir.). *Le Liban d'aujourd'hui*. Paris et Beyrouth: Éditions du CNRS et CERMOC, 1994. p. 73-87.

Salamé, Ghassan. « Liban : une année pour rien ». *Politique étrangère*, 1983, 48, 3, p. 571-590.

Salamé, Ghassan. « Les Grandes Puissances et la guerre du Liban » *in* P. Balta et G. Corm (dir.). *L'avenir du Liban dans le contexte régional et international*. Paris: Les Éditions ouvrières, 1990. p. 121-127 (Études et documentation internationales).

Salamé, Ghassan. « Sur la causalité d'un manque : pourquoi le monde arabe n'est-il pas démocratique ». *Revue française de science politique*, 1991, 41, 3, p. 307-341.

Salamé, Ghassan. « Lebanon: how "National" is Independence ». *The Beirut Review*, 1993, 6.

Saleh, Issal. « Migration et marché de l'emploi des ingénieurs et architectes au Liban » *in Migrations et changements sociaux dans l'Orient arabe*. Beyrouth: CERMOC, 1985. p. 251-307.

Salem, Paul. « Two Years of Living Dangerously: General Awn and the Precarious Rise of Lebanon's Second Republic ». *The Beirut Review*, 1991, 1.

Salem, Paul. « Superpowers and Small States: an Overview of American-Lebanese Relations ». *The Beirut Review*, 1993, 5.

Salem, Paul. « Notes on the Question of Lebanese Nationalism ». *The Beirut Review*, 1993, 6, p. 23-36.

Salem, Paul. « The Wouded Republic: Lebanon's Struggle for Recovery ». *Arab Studies Quarterly*, 1994.

Salem, Paul E. « The Future of Lebanon ». *Foreign Affairs*, 2006, 85, 6, p. 13-22.

Saliba, Najib. « Emigration from Syria » *in* S. Abraham et N. Abraham (dir.). *Arabs in the New World*. Detroit: Wayne State University, 1983.

Sandler, Shmuel. « Toward a Conceptual Framework of World Jewish Politics: State, Nation and Diaspora in a Jewish Foreign Policy ». *Israel Affairs*, 2004, 10, 1-2, p. 302-312.

Saouda, Joseph. « Colonies libanaises ». *Les Cahiers de l'Est*, 1945, 1, p. 154-163.

Sassen, Saskia. « L'État et la mondialisaton : la participation dénationalisée ». *Annuaire Français de Relations Internationales*, 2006, 7, p. 965-979.

Sayad, Abdelmalek. « Les maux-à-mots de l'immigration : entretien avec Jean Leca ». *Politix*, 1990, 3, 12, p. 7-24.

Sayad, Abdelmalek. « Le retour : élément constitutif de la condition de l'émigré ». *Migrations et sociétés*, 1998, 57.

Schmitter Heisler, Barbara. « Sending Countries and the Politics of Emigration and Destination ». *International Migration Review*, 1985, 19, 3, p. 469-484.

Schnapper, Dominique. « De l'État-nation au monde transnational : du sens et de l'utilité du concept de diaspora ». *REMI*, 2001, 17, 2, p. 9-36.

Schulze, Kristen E. « Israeli and Maronite Nationalism: is a Minority Alliance "Natural"? » *in* K. E. Schulze ; M. Stokes et C. Campbell (dir.). *Nationalism, Minorities and Diaspora: Identities and Rights in the Middle East*. London: I. B. Tauris, 1996. p. 159-170

Schumann, Christoph. « Nationalism, Diaspora and the "Civilisational Mission": the Case of Syrian Nationalism in Latin America between World War I and World War II ». *Nations and Nationalism*, 2004, 10, 4, p. 599-617.

Secombe, Ian J. « Immigrant Workers in an Emigrant Economy: an Examination of Replacement Migration in the Middle East ». *International Migration*, 1986, 24, 2, p. 377-396.

Seurat, Michel. « Les populations, l'État et la société » *in* A. M. Bianquis et A. Raymond (dir.). *La Syrie d'aujourd'hui*. Aix-en-Provence: CEROAC et Éditions du CNRS, 1980.

Seydayrian, Léda. « Qualification de la main d'œuvre et structure économique au Liban ». *Proche Orient, études économiques*, 1972, 73, p. 225-240.

Sfeir, Antoine. « Émile Lahoud : le dialogue, toujours le dialogue, encore le dialogue ». *Les Cahiers de l'Orient*, 2001, 64, p. 7-15.

Sfeir, Antoine. « Liban : les trahisons du 14 mars ». *Étude*, 2005, 403, 3, p. 153-160.

Sheffer, Gabriel. « A Nation and its Diaspora: a Reexamination of Israel-Jewish Diaspora Relations ». *Diaspora*, 2002, 11, 3, p. 331-358.

Sheffer, Gabriel. « Is the Jewish Diaspora Unique? Reflections on the Diaspora's Current Situation ». *Israel Studies*, 2005, 10, 1, p. 1-35.

Shehadi, Kemal. « Grading the Government ». *The Lebanon Report*, 1996, 3.

Soffer, Arnon. « Lebanon: where Demography is the Core of Politics and Life ». *Middle Eastern Studies*, 1986, 22, 2, p. 197-205.

Solh, Raghid el-. « Religious Identity and Citizenship: an Overview of Prospectives » *in* D. Collings (dir.). *Peace for Lebanon? From War to Reconstruction*. London: Lynne Reinmer Publisher, 1994. p. 231-240.

Stauht, Georg. « Réémigration et changement social : prospective pour les pays du Moyen-Orient exportateurs de main d'œuvre » *in* G. Beaugé et F. Buttner (dir.). *Les migrations dans le monde arabe*. Paris: Éditions du CNRS, 1991. p. 276-302.

Stryker, Sheldon. « A Theory of Middleman Minorities: a comment ». *American Sociological Review*, 1974, 39, 2, p. 281-282.

Tabar, Paul. « The Maronite Church in Lebanon: from Nation-Building to a Diasporan/Transnational Institution » *in* F. d. Bel Air (dir.). *Migration et politique au Moyen-Orient*. Beyrouth: IFPO, 2006. p. 185-200.

Tedeschi, Guido. « Le centenaire de la Mejellé ». *Revue internationale de politique comparée*, 1969, 21, 1, p. 125-133.

Tölölyan, Khachig. « Rethinking Diaspora(s): Stateless Power in the Transnational Moment ». *Diaspora*, 1996, 1, 5, p. 2-36.

Tölölyan, Khachig. « Diasporama ». *Diaspora*, 2000, 9, 2, p. 309-310.

Tuéni, Ghassan. « Peut-on refaire le Liban ». *Politique étrangère*, 1990, 55, 2, p. 343-356.

Usher, Graham. « Hizballah, Syria, and the Lebanese Elections ». *Journal of Palestine Studies*, 1997, 26, 2, p. 59-67.

Van der Eijk, Cees. « Election Forecasting: a Sceptical View ». *British Journal of Politics & International Relations*, 2005, 7, 2.

Venter, Al J. « President Lahoud's Rise to Power ». *Middle East Policy*, 1998, 6, 2, p. 174-182.

Venturas, Lina. « Greek Governments, Political Parties, and Emigrants in Western Europe : Struggle for Control ». *REMI*, 2001, 17, 3, p. 43-65.

Verdeil, Eric. « Reconstruire Beyrouth » *in* F. Debié et D. Pieter (dir.). *La paix et la crise : le Liban reconstruit ?* Paris: PUF, 2003. p. 173-196 (Géographies).

Verdeil, Eric. *Les territoires du vote au Liban*. *M@ppemonde* [en ligne]. 2005, 78, 2. disponible sur: http://mappemonde.mgm.fr/num6/articles/art05209.html

Verdeil, Eric. « Le bilan des destructions » *in* F. Mermier et E. Picard (dir.). *Liban : une guerre de trente trois jours*. Paris: La Découverte, 2007. p. 17-29 (Cahiers libres).

Vignal, Leïla. « Pour une économie fragile, un coût exorbitant » *in* F. Mermier et E. Picard (dir.). *Liban : une guerre de trente trois jours*. Paris: La Découverte, 2007. p. 30-35 (Cahiers libres).

Wahlbeck, Östen. « The Concept of Diaspora as an Analytical Tool in the Study of Refugee Communities ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 2002, 28, 2, p. 221-238.

Wasinski, Christophe. « Production des savoirs et représentations stratégiques ». *Cultures & Conflits*, 2004, 54, p. 163-180.

Weil, Patrick. « Lectures critiques : immigration, nation et nationalité : regards comparatifs et croisés ». *Revue française de science politique*, 1994, 44, 2, p. 308-326.

Widmer, Robert. « Population » *in* S. Himadeh (dir.). *The Economic Organization of Syria and Lebanon*. Beyrouth: American University of Beirut, 1936.

Young, Michael. « A costly "no" ». *The Lebanon Report*, 1996, 3.

Ysmal, Colette. « Histoire et archéologie : notes sur la recherche de Michel Foucault ». *Revue française de science politique*, 1972, 4, p. 775-804.

Zamir, Meir. « Émile Eddé and the Territorial Integrity of Lebanon ». *Middle Eastern Studies*, 1978, 14, p. 232-233.

Zamir, Meir. « Smaller or Greater Lebanon : the Squaring of a Circle ». *The Jerusalem Quaterly*, 1982, 23, p. 34-53.

Zouki, A. « L'émigration lointaine et ses conséquences sur le village de départ : Kfar Zeina, Liban-Nord ». *Hannon Revue libanaise de géographie*, 1986, 18, p. 1-20.

Zubeida, S. « Débats sur l'État-Nation au Moyen-Orient » *in* J.-C. Santucci et H. e.-. Malki (dir.). *État et développement dans le monde arabe*. Paris: Éditions du CNRS, 1990. p. 55-66 (Études de l'Annuaire de l'Afrique du Nord).

Table des annexes

Annexe 1 - Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 (1ère partie, section II)
Les changements de nationalité 395

Annexe 2 - Arrêté 2825 du 30 août 1924 : Application du Traité de Lausanne au Liban 397

Annexe 3 - Arrêté numéro 15/S du 19 janvier 1925
Transmission et acquisition de la nationalité libanaise 399

Annexe 4 - Loi de nationalité ottomane du 19 janvier 1869 401

Annexe 5 - Organisation du recensement 403

Annexe 6 - Loi du 19 décembre 1931 : Organisation du recensement 404

Annexe 7 - Décret n°8837 du 15 janvier 1932 : Organisation du recensement 405

Annexe 8 - Journal officiel n° 2718 du 10 octobre 1932 : Le recensement des émigrés 408

Annexe 9 - Annexe au traité franco-turc du 29 mai 1937
Prolongation du délai pour exercer le droit d'option 409

Annexe 10 - Loi du 31 janvier 1946 : Modification de la loi de nationalité 411

Annexe 11 - Accord libano-turc du 7 décembre 1946
Prolongation du délai pour exercer le droit d'option 412

Annexe 12 - Loi du 3 décembre 1951 413

Annexe 13 - Décret n°398 du 26 novembre 1949 : Conditions de restitution de la nationalité 414

Annexe 14 - Rapport de la Commission de l'émigration
Définition d'une politique d'émigration 415

Annexe 15 - Requêtes du ministère des Affaires étrangères au ministère de l'Intérieur n°288/2 du 6 septembre 1996 et n°77/3 du 3 mars 1997 : Enregistrement des dossiers d'option 429

Annexe 16 - Proposition de loi de Nemet Allah Abi Nasr du 10 septembre 2003
Restitution de la nationalité 431

Annexe 17 - Proposition de loi de Nemet Allah Abi Nasr du 10 novembre 2003
Élection de 12 députés de l'étranger 433

Annexe 18 - Décision du Conseil des ministres du 21 janvier 2004
Rejet de la proposition de loi sur les députés de l'étranger 436

Annexe 19 - Proposition de loi de Serge Toussarkissian du 16 février 2004
Création d'un comité de l'émigration 438

Annexe 20 - Décision du Conseil des ministres du 30 mars 2004
Rejet de la proposition sur un comité de l'émigration 440

Annexe 21 - Proposition de décret par Chibli Mallat :
Organisation du droit de vote à l'étranger 442

Annexe 22 - Décision de l'Inspection centrale du 17 juillet 2008
Enregistrement des dossiers d'option 444

Annexe 23 : Proposition de décret par Bahije Tabbarah
Organisation du droit de vote à l'étranger 448

Annexe 1

Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 (1ère partie, section II)

Les changements de nationalité

Article 30 : Les ressortissants turcs établis sur les territoires qui, en vertu des dispositions du présent Traité, sont détachés de la Turquie, deviendront, de plein droit et dans les conditions de la législation locale, ressortissants de l'Etat auquel le territoire est transféré.

Article 31 : Les personnes âgées de plus de 18 ans, perdant leur nationalité turque et acquérant de plein droit une nouvelle nationalité en vertu de l'article 30, auront la faculté, pendant une période de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent Traité, d'opter pour la nationalité turque.

Article 32 : Les personnes âgées de plus de 18 ans, qui sont établies sur un territoire détaché de la Turquie en conformité du présent Traité, et qui y diffèrent, par la race, de la majorité de la population dudit territoire, pourront, dans le délai de deux ans, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, opter pour la nationalité d'un des Etats où la majorité de la population est de la même race que la personne exerçant le droit d'option, et sous réserve du consentement de cet Etat.

Article 33 : Les personnes ayant exercé le droit d'option, conformément aux dispositions des Articles 31 et 32, devront, dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles auront opté.

Elles seront libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire de l'autre Etat où elles auraient eu leur domicile ultérieurement à leur option.

Elles pourront emporter leurs biens meubles de toute nature. Il ne leur sera imposé, de ce fait, aucun droit ou taxes, soit de sortie, soit d'entrée.

Article 34 : Sous réserve des accords qui pourraient être nécessaires entre les Gouvernements exerçant l'autorité dans les pays détachés de la Turquie et les Gouvernements des pays où ils sont établis, les ressortissants turcs, âgés de plus de 18 ans, originaires d'un territoire détaché de la Turquie en vertu du présent Traité, et qui,

au moment de la mise en vigueur de celui-ci, sont établis à l'étranger, pourront opter pour la nationalité en vigueur dans le territoire dont ils sont originaires, s'ils se rattachent par la race à la majorité de la population de ce territoire, et si le Gouvernement y exerçant l'autorité y consent. Ce droit d'option devra être exercé dans le délai de deux ans, à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

Article 35 : Les Puissances contractantes s'engagent à n'apporter aucune entrave à l'exercice du droit d'option prévu par la présent Traité ou par les Traités de paix conclu avec l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, ou la Hongrie, ou par un traité conclu par lesdites Puissances autres que la Turquie, ou l'une d'elles, avec la Russie, ou entre elles-mêmes, et permettant aux intéressés d'acquérir tout autre nationalité qui leur serait ouverte.

Article 36 : Les femmes mariées suivront la condition de leur mari et les enfants âgés de moins de 18 ans suivront la condition de leurs parents, pour tout ce qui concerne l'application des dispositions de la présente Section.

source : Nicolas, 1928 : 143-144

Annexe 2

Arrêté 2825 du 30 août 1924

Application du Traité de Lausanne au Liban

Article 1 : Sont confirmés de plein droit dans la nationalité libanaise et réputés avoir, désormais, perdu la nationalité turque, les ressortissants turcs établis sur le territoire du Grand Liban, à la date du 30 août 1924.

Article 2 : Les personnes âgées de plus de 18 ans, ayant perdu la nationalité turque et acquis de plein droit la nationalité libanaise, en vertu de l'article précédent, ont la faculté pendant une période de deux ans, à dater du 30 août 1924, d'opter pour la nationalité turque.

Article 3 : Les personnes âgées de plus de 18 ans, ayant perdu la nationalité turque en vertu de l'Article premier et qui diffèrent par la race de la majorité de la population du territoire du Grand Liban peuvent, dans un délai de deux ans, à dater du 30 août 1924, opter pour la nationalité d'un des États auquel est transféré un territoire détaché de la Turquie par le traité de paix du 24 juillet 1923 si, dans cet État, la majorité de la population est de la même race que la personne exerçant le droit d'option. Si cet État accorde sa nationalité à la personne ayant exercé cette option, cette option entraînera la perte de la nationalité libanaise.

Article 4 : Les personnes ayant, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté, exercé le droit d'option pour une nationalité autre que la nationalité syrienne, devront dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile dans l'État en faveur duquel elles auront opté.

Les personnes tenues, au terme de l'alinéa précédent de transporter leur domicile hors du territoire du Grand Liban, seront libres d'y conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent. Elles pourront emporter leurs biens meubles de toute nature. Il ne leur sera imposé de ce fait aucun droit ou taxe de sortie.

Article 5 : Les ressortissants turcs âgés de plus de 18 ans, originaires du territoire du Grand Liban, et se trouvant au 30 août 1924 établis hors du dit territoire

ou du territoire de la Turquie, ont la faculté d'opter pour la nationalité libanaise s'ils se rattachent, par la race, à la majorité du Grand Liban. Ce droit d'option devra être exercé dans un délai de deux ans, à dater du 30 août 1924, auprès des agents diplomatiques et consulaires du Gouvernement français mandataire et dans les territoires soumis à la souveraineté française auprès des autorités administratives désignées à cet effet par le gouvernement français. L'option entraînera l'acquisition de la nationalité libanaise si le dit gouvernement mandataire y consent.

Article 6 : Pour tout ce qui concerne l'application des dispositions du présent arrêté, les femmes mariées suivront la condition de leur mari, et les enfants âgés de moins de 18 ans, suivront la condition de leurs parents.

source : Nicolas, 1928 : 143-144

Annexe 3

Arrêté numéro 15/S du 19 janvier 1925

Transmission et acquisition de la nationalité libanaise

Article 1 : Sont Libanais :

1° - Les individus nés de père Libanais.

2° - Les individus nés sur le territoire du Grand Liban qui ne justifient pas avoir à leur naissance acquis par filiation une nationalité étrangère.

3° - Les individus nés sur le territoire du Grand Liban de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue.

Article 2 : L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant sa minorité prendra la nationalité libanaise si celui de ses parents à l'égard duquel la preuve de filiation a été faite en premier lieu est lui-même Libanais. Si cette preuve résulte pour le père et la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant prendra la nationalité du père, si ce dernier est Libanais.

Article 3 : Peuvent être naturalisés par arrêté du Chef de l'Etat après enquête et sur leur demande :

1° - L'étranger qui justifiera d'une résidence non interrompue de cinq années au Liban.

2° - L'étranger qui a épousé une Libanaise et qui justifiera d'une résidence non interrompue d'un an au Liban depuis ce mariage.

3° - Par arrêté motivé l'étranger qui aura rendu au Liban des services importants.

Article 4 : La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Libanais et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la nationalité libanaise, sans condition de résidence, soit par l'arrêté qui confère cette nationalité au mari, ou au père, ou à la mère, soit par arrêté spécial.

Deviennent Libanais les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivante qui se font naturaliser Libanais à moins que dans l'année qui suivra leur majorité ils ne déclinent cette qualité.

Article 5 : La femme étrangère qui épousera un Libanais deviendra Libanaise.

Article 6 : Les femmes libanaises qui épousera un étranger perdra sa nationalité à condition toutefois que la loi nationale de son mari lui confère la nationalité de celui-ci, sinon elle restera Libanaise.

Article 7 : Pourra recouvrer par arrêté du Chef de l'Etat la nationalité libanaise la femme qui l'aura perdue par l'effet de son mariage avec un étranger, après la dissolution de ce mariage pourvu qu'elle réside au Grand Liban ou qu'elle y rentre en déclarant qu'elle veut s'y fixer.

Article 8 : Perdent la qualité de Libanais :

1° - Le Libanais qui a acquis une nationalité étrangère si cette acquisition a été préalablement autorisée par arrêté du Chef de l'Etat.

2° - Le Libanais qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement libanais de les résigner dans un délai déterminé.

Article 9 : Les contestations en matière de nationalité relèvent exclusivement des tribunaux civils.

Dispositions transitoires

Article 10 : Sous réserve des facultés d'option prévues par le traité de paix signé à Lausanne le 24 juillet 1923, sont Libanais les individus nés sur le territoire du Grand Liban d'un père qui est lui-même né et possédait au 1er novembre 1914 la nationalité ottomane.

Article 11 : Peuvent être naturalisés Libanais par arrêté du Chef de l'Etat après enquête et s'ils sont établis sur le territoire du Grand Liban en faisant une déclaration dans l'année qui suit leur majorité ou la dissolution du mariage, les enfants et les femmes mariées qui auront acquis un nationalité étrangère par application de l'article 36 du traité de Lausanne.

Article 12 : Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celle du présent arrêté.

source : Baz 1969 : 224-225.

Annexe 4

Loi de nationalité ottomane du 19 janvier 1869

Article 1 : Tout individu né d'un père ottoman et d'une mère ottomane, ou seulement d'un père ottoman, est sujet ottoman.

Article 2 : Tout individu né sur le territoire ottoman de parents étrangers peut, dans les trois années qui suivront sa majorité, revendiquer la qualité de sujet ottoman.

Article 3 : Tout étranger majeur qui a résidé durant cinq années consécutives dans l'Empire ottoman peut obtenir la nationalité ottomane en adressant directement ou par intermédiaire sa demande au Ministère des Affaires étrangères.

Article 4 : Le gouvernement Impérial pourra accorder extraordinairement la nationalité ottomane à l'étranger qui, sans remplir les conditions de l'article précédent, serait jugé digne de cette faveur exceptionnelle.

Article 5 : Le sujet ottoman qui a acquis une nationalité étrangère avec l'autorisation du gouvernement Impérial est considéré et traité comme sujet étranger, si au contraire il s'est naturalisé étranger sans l'autorisation préalable du gouvernement Impérial, sa naturalisation sera considérée comme nulle et non avenue et il continuera à être considéré et traité en tout point comme sujet ottoman.

Aucun sujet ottoman ne pourra, dans tous les cas, se naturaliser étranger qu'après avoir obtenu un acte d'autorisation délivré en vertu d'un Iradé Impérial.

Article 6 : Néanmoins, le gouvernement Impérial pourra prononcer la perte de la qualité de sujet ottoman contre tout sujet ottoman qui se naturalise à l'étranger ou qui aura accepté des fonctions militaires près d'un gouvernement étranger sans l'autorisation du souverain.

Dans ce cas, la perte de la qualité de sujet ottoman entraînera de plein droit l'interdiction pour celui qui l'aura encourue de rentrer dans l'Empire ottoman.

Article 7 : La femme ottomane qui a épousé un étranger peut, si elle devient veuve, recouvrer sa qualité de sujette ottomane, en faisant la déclaration dans les trois années qui suivent le décès de son mari. Cette disposition n'est toutefois applicable qu'à sa personne ; ses propriétés sont soumises aux lois et règlements généraux qui les régissent.

Article 8 : L'enfant même mineur d'un sujet ottoman qui s'est naturalisé étranger ou qui a perdu sa nationalité, ne suit pas la condition de son père et reste sujet ottoman. L'enfant même mineur d'un étranger qui s'est naturalisé ottoman, ne suit pas la condition de son père et reste étranger.

Article 9 : Tout individu habitant le territoire ottoman est réputé sujet ottoman et traité comme tel jusqu'à ce que sa qualité d'étranger ait été régulièrement constatée.

source : Baz, 1969 : 221-222

Annexe 5

Loi du 24 novembre 1931

Organisation du recensement

الاحصاء العام

قانون - صادر في 24/11/1931

اقر مجلس النواب
ونشر رئيس الجمهورية القانون الاتي نصه:

المادة 1- في المدة الباقية من عام 1931 وفي تاريخ يحدد فيما بعد بموجب مرسوم يشرع في جميع اراضي الجمهورية اللبنانية بعملية احصاء عام لجميع السكان تقوم به مصلحة النفوس في وزارة الداخلية.

المادة 2- عملية الاحصاء الاساسية تجري خلال اربع وعشرين ساعة يعين ميعادها بموجب مرسوم اما الاستحضارات الاولية والتتميمات الاخيرة فيضرب لها مواعيد تحدد بمرسوم اخر

المادة 3- عمال الاحصاء هم جميع مأموري الجمهورية اللبنانية ومختارون وأعضاء مجلس المحلة او القرية واعضاء المجالس البلدية ولجانها وجميع الاشخاص الذين تعنيهم وزارة الداخلية لهذا الغرض.

المادة 4- لكل شخص يعين طبقا للمادة المتقدمة عاملا للاحصاء ملزم بالمساعدة مجانا على حسن تنفيذ جميع التدابير الخاصة بما يلزم للتعداد من البيانات والمراجعة.
ويجب عليه بنوع خاص:
أ - ان يتنقل من منزل الى منزل لسؤال سكانه الداخلين في منطقة الاحصاء المنوطة به جميع البيانات التي تشمل عليها القوائم الرسمية المسلمة اليه.
ب - ان يدون بالضبط في تلك القوائم اجابات السكان.
ج - ان يوزع القوائم على سكان منطقته الذين يطلبون ان يملأوها بانفسهم وان يعمل على استعادتها منهم في خلال اليومين التاليين للتاريخ المحدد للاحصاء.
د - ان يعيد الى مصلحة النفوس العامة او الى مندوبيها جميع ما سلم اليه من القوائم او النماذج بعد استيفائها المعاملات المقتضية.

المادة 5- يجوز ان يعطى مصاريف انتقال فقط لمن كان لم يكن من موظفي الحكومة او من عمالها الرسميين اجرة مقطوعة يومية ليرة لبنانية في اليوم بشرط ان لا يتجاوز الحد الاعظم لمدة استحقاقه العشرون يوما.

المادة 6- يعاقب بغرامة لا تزيد عن خمسة ليرات لبنانية او بالحبس لمدة لا تزيد عن اليوم الواحد لكل عامل من عمال الاحصاء الذي يرفض القيام بالواجبات التي نصت عليها المادة الرابعة او يهمل القيام بها ويعاقب بنفس هاتين العقوبتين على المخالفات التي ترتكب ضد المراسيم التي تصدر تنفيذا لهذا القانون.

المادة 7- يعاقب بغرامة عشرين ليرة وبالحبس من يوم الى شهر لكل من يكتم او يبدل شيئا من القيود او الوقوعات المطلوبة منه او باحدى هاتين العقوبتين.

بيروت في 24 تشرين الثاني سنة 1931

الامضاء: شارل دباس
صدر عن رئيس الجمهورية
رئيس مجلس الوزراء
الامضاء: اوغست اديب
وزير الداخلية
الامضاء: موسى نمور

source : Journal Officiel de la République libanaise, 24 novembre 1931

Annexe 6

Loi du 19 décembre 1931

Organisation du recensement

قانون احصائي

قانون - صادر في 19/12/1931

اقر مجلس النواب
ونشر رئيس الجمهورية القانون الاتي نصه:

المادة 1- يتم احصاء سكان الجمهورية في اخر كانون الثاني سنة 1932.

المادة 2- ان قانون الاحصاء يشمل القاطنين والمهاجرين، على ان يفصل بمرسوم كيفية تدوين اسماء المهاجرين.

المادة 3- يعمل بهذا القانون من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية

بيروت في 19 كانون الاول سنة 1931
الامضاء: شارل دباس
صدر عن رئيس الجمهورية
رئيس مجلس النواب
الامضاء: اوغست اديب

source : Journal Officiel de la République libanaise, 19 décembre 1931

Annexe 7

Décret n°8837 du 15 janvier 1932

Organisation du recensement

تأليف لجان احصاء سكان الجمهورية ومهاجريها وتعيين وظائف الكتبة واللجان وما يتنوع من ذلك

مرسوم رقم 8837 - صادر في 15/1/1932

ان رئيس الجمهورية اللبنانية،
بناء على الدستور اللبناني الصادر في 23 ايار سنة 1926،
وبناء على القانونين الدستوريين الصادرين بتاريخ 17 تشرين الاول سنة 1927 و 8 ايار سنة 1929،
وبناء على القانون الصادر بتاريخ 24 تشرين الثاني سنة 1931 القاضي باجراء احصاء عام لجميع سكان الجمهورية،
وبناء على القانون الصادر بتاريخ 19 كانون الاول سنة 1931 بوجوب احصاء القاطنين والمهاجرين،
وبناء على القانون الصادر بتاريخ 19 كانون الاول سنة 1931 بتعيين ثمن تذكرة النفوس،
بناء على اقتراح وزير الداخلية
وبعد استماع رأي مجلس الوزراء
يرسم ما يأتي:

المادة 1- تطبيقا لاحكام القوانين الصادرة في 24 تشرين الثاني سنة 1931و 19 كانون الاول سنة 1931 تشكل لجنة في كل مركز محافظة او قائمقامية وتسمى (لجنة احصاء القضاء) تتولى امر الاحصاء في تلك المنطقة.

المادة 2- تعتبر القصبة او القرية او المحلة منطقة للاحصاء وتتألف المنطقة من اقسام فرعية على ان يكون كل قسم مؤلف من خمسة وعشرين منزلا على ان للحكومة المحلية عند الضرورة الخيار بانقاص او بزيادة هذا العدد تأمينا لحصول النتيجة بظرف المدة المعينة في المادة (2) والفقرة (ج) من المادة الرابعة من القانون المؤرخ في 24 تشرين الثاني سنة 1931 ولا يجوز ان يضاف قسم من الحي او القرية الى حي او قرية اخرى واما احصاء اهالي المزارع فيجري في دائرة اختصاص المختار التابعة له.

المادة 3- ان تقسيم القرى والاحياء الى اقسام فرعية يجري بمعرفة المختارين وهيئة الاختيارية بمراقبة المحافظين والقائمقامين واما القصبات والقرى التي توجد فيها مجالس او لجان بلدية فتشترك هذه المجالس واللجان في هذا العمل ويصدر المحافظ او القائمقام قرارا خاصا بالتقسيم وينشر قبل الشروع بالاحصاء بثلاثة ايام على الاقل ويرسل نسخة عنه الى وزارة الداخلية.

المادة 4- تؤلف لجنة احصاء القضاء من:
المحافظ او القائمقام رئيسا
عضو مجلس الادارة عضوا
عضو مجلس البلدي عضوا
كاتب النفوس مقرراً (وعند عدم وجوده كاتب القائمقامية).

المادة 5- تؤلف لجنة احصاء القرية او المحلة من:
المختار رئيسا
هيئة الاختيارية اعضاء
كاتب

المادة 6- تؤلف لجنة في كل قسم من الاقسام الفرعية في القرى او المحلات من:
عضوين من وجوه المحلة
كاتب
وتعين هذه اللجان بقرار من المحافظين او القائمقامين ويرسل نسخة عنه الى وزارة الداخلية.

المادة 7- مع مراعاة احكام القانون يحق لوزير الداخلية أن:
1- يعين التاريخ الذي سيجري فيه الاحصاء.
2- يعين جميع المامورين والكتبة اللازمين لاجراء الاحصاء بكل فروعه من استحضارات اولية وتتمات اخيرة.
3- يفوض المحافظين والقائمقامين بتعيين الكتبة والعمال اللازمين لعملية الاحصاء سواء كانوا من الاشخاص الوارد ذكرهم في المادة (3) من القانون المؤرخ في 24 تشرين الثاني سنة 1931 او من الخارج.
4- يضع التعليمات اللازمة لاجراء الاحصاء ويبلغها الى مرجعها.

المادة 8- تشكل في وزارة الداخلية (لجنة احصاء عليا) مؤلفة من:
وزير الداخلية رئيسا
مدير الداخلية عضوا

المدعي العام لدى محكمة الاستئناف والتمييز او مندوب عنه عضوا.
مندوب عن وزارة المالية عضوا
رئيس مصلحة النفوس مقررا
ويضاف اليها كاتب يعينه الرئيس ووظيفة هذه اللجنة تنحصر بما يلي:
1- مراقبة وتدقيق اعمال الاحصاء.
2- تدقيق وتصديق الجداول التي ترد من اللجان.
3- تنظيم جدول عام بعدد سكان الجمهورية واخر بعدد المهاجرين واعلان النتيجة النهائية.
4- تنظيم جدول خاص بالاجانب يفصل فيه عدد التابعين لكل دولة اجنبية.

المادة 9- يحصى اللبنانيون والاجانب المقيمون في الاراضي اللبنانية والمهاجرون حسب التعليمات التي تعطى بهذا الشأن من وزارة الداخلية.

المادة 10- ان اصحاب المنازل مجبرون على املاء البيانات التي توزع عليهم وفقا للايضاحات المذكورة فيها وتوقيعها وهذه البيانات يجب تصديقها من لجان الاقسام ثم من المختارين واما اذا كان صاحب المنزل اميا فيقوم كاتب اللجنة باملائها ويضع صاحب المنزل طابع اصبعه عليها وبعد ان تعاين لجنة القسم اعضاء العائلة شخصا فشخصا تثبت شهادتها بصحة البيان.

المادة 11- ان الرهبان والراهبات العائشين في الاديرة والايتام والمجاذيب والعجزة واللقطاء الموجودين في الملاجئ والمياتم والتلامذة الذين يبيتون في المدارس والكليات والمرضى الموجودين في المستشفيات والاشخاص الموجودين في النزل والفنادق والسجون وسائر المؤسسات يحصون حيث هم والرئيس والرئيسة والمدير واصحاب النزل والخانات والفنادق وما شاكل مجبرون على املاء البيانات وذكر اسمائهم ايضا في راسها وتوقيعها وهكذا السفن والمراكب.

المادة 12- اما القبائل الرحل فلا تعد منها لبنانية الا القبائل التي تقيم كل عام اكثر من ستة اشهر في اراضي لبنان.

المادة 13- ان اللاجئين من البلاد التركية كالارمن والسريان والكلدان والاروام وسائر الاشخاص الذين هم من اصل تركي وقد وجدوا في تاريخ 30 اب سنة 1924 على الاراضي اللبنانية فانهم يعدون لبنانيين وفاقا لاحكام قرار المفوضية العليا المؤرخ في 30 اب سنة 1924 عدد 2825 ولاجل عددهم لبنانيين يترتب عليهم ابراز تذاكر نفوس الى اللجان وعلى هذا المنوال يجري قيد الذين اكتسبوا الجنسية اللبنانية وفقا للقرار (س) 15 المؤرخ في 19 كانون الثاني سنة 1925 واما الذين لجاوا الى الاراضي اللبنانية بعد ذلك التاريخ ولم يكتسبوا الجنسية اللبنانية والذين لا يمكنهم اثبات وجودهم في الاراضي اللبنانية في التاريخ المذكور فيعدون اجانب ويقيدون بلا جنسية.

المادة 14- عندما تصل جميع الجداول والبيانات الى مصلحة النفوس تشرع بنقل المعلومات المشتملة عليها في السجلات الموضوعة على اساس العائلة ويقوم بالنقل كتاب تعينهم وزارة الداخلية خصيصا لهذه الغاية ويجب ان يتركه محل كاف في كل صحيفة من السجل ليتسنى قيد وقائع الاحوال الشخصية المختصة بكل عيلة مثل الولادة والزواج والطلاق والوفاة وتغيير محل الاقامة وخلافها واما المهاجرون فيقيدون بسجل خاص بهم.

المادة 15- عند ورود الجداول الى وزارة الداخلية (لجنة الاحصاء العليا) يفرز من المهاجرين الاشخاص الذين اختاروا الجنسية اللبنانية والذين هاجروا بعد 30 اب سنة 1924 ويقيدون من عائلاتهم ومن سواهم يقيد في سجل المهاجرين الخاص.

المادة 16- بعد ان يتم تسجيل الجداول وبيانات الاحصاء تشرع مصلحة النفوس في وضع تذاكر الهوية (تذاكر النفوس) ثم ترسل هذه التذاكر الى اقلام النفوس في الاقضية لتسلم الى اصحابها بواسطة المختارين مقابل سند ايصال يبين فيه عدد التذاكر واسماء اصحابها.

المادة 17- ان مصلحة النفوس تضع بيانا للمبلغ الذي يجب تحصيله من كل شخص في كل قضاء وكل قرية ثمنا لتذاكر الهوية ثم ترسل البيانات الى وزارة المالية لتحصيل قيمتها بواسطة الجباة مع الرسوم والضرائب في وقت واحد.

المادة 18- معدلة وفقاً للمرسوم 690 تاريخ 18/11/1940.
كل لبناني مجبر على اخذ تذكرة هوية اما الاجانب فمخيرون بذلك وقد جعلت قيمة التذكرة خمسة غروش لبنانية ورقا واذا ضاعت التذكرة فيمكن الحصول على نسخة عنها بنفس البدل واذا وجد اشخاص لا يستطيعون دفع هذا البدل فيجب ان يقدموا للقائمقامين او المحافظين عريضة يلتمسون بها اعفائهم منه وتعفى هذه العريضة من رسم الطوابع وبعد ان يتحقق المومى اليهم فقر مقدمي العرائض يضعوا بيانا باسمائهم ويرسلوه الى وزارة الداخلية لاعطائهم تذاكر مجانا ويجب ان تلصق الرسوم الفوتوغرافية للاشخاص الذكور الذين بلغوا السنة الثامنة عشرة من العمر وما فوق على تذاكر هويتهم.
وتلغى التذاكر القديمة بتسليم التذاكر الجديدة.

ان حمل تذكرة الهوية هو اجباري لكل لبناني ينتقل خارج محل مسكنه.

المادة 19- معدلة وفقاً للمرسوم رقم 3826 تاريخ 10/2/1939.
ان اللبناني الذي يكون غائبا مؤقتا عن الاراضي اللبنانية في وقت الاحصاء ولم يذكر اسمه في البيان الذي قدمه رب عائلته يلزمه في خلال الشهر الاول لرجوعه ان يقدم تصريحه لمكتب الاحوال الشخصية في محل اقامته لتسجيله في سجلات الاحصاء.
ثم يجب ايضا ولو بعد انتهاء الاحصاء ان يقيد اسم كل شخص لم يدرج اسمه بسبب ما في احدى البيانات على ان هذا لا يحول دون التعقيبات الجزائية المنصوص عنها بالمادة (7) من قانون 24 تشرين الثاني سنة 1930.
ان اللبناني المهاجر بعد تاريخ 30 اب سنة 1924 والذي لم يتقيد في سجلات الاحصاء يمكنه بعد ان يحقق عن تاريخ هجرته ان يتقيد في السجلات المذكورة بناء لطلب يقدم لدائرة الاحصاء المركزية من قبل وكيل له قد خوله الصلاحيات القانونية لهذه الغاية.

المادة 20- كل لبناني لا يكون محرزا تذكرة جديدة وليس لديه عذر مقبول في عدم احرازها يعد متخلفا عن واجبات الاحصاء ومستهدفا للعقوبة المنصوص عنها بالمادة السابعة من القانون المذكور.

المادة 21- معدلة وفقاً للمرسوم رقم 1822 تاريخ 6/9/1944.
لا يجوز تصحيح شيء مدرج في السجلات الا بمقتضى حكم من المحكمة الصلحية يصدر بحضور مامور النفوس او مندوبه فيما عدا الاحوال القابلة التغيير كالصنعة والمذهب والدين وتغيير محل الاقامة وما شاكل ذلك فهذه يجري تصحيحها من قبل دوائر النفوس دون ما حاجة الى حكم محكمة.
لرئيس دوائر النفوس ان يشطب القيود المدرجة بغير حق بعد اجراء التحقيق واخذ موافقة وزير الداخلية.
تبقى المحاكم المدنية صالحة للنظر بتابعية الشخص المطلوب قيده اداريا.

المادة 22- ان جميع سكان الجمهورية والنازلين فيها محظور عليهم الخروج من منازلهم بمدة 24 ساعة المخصصة لاجراء الاحصاء ومن يخالف ذلك يعاقب باحكام المادة 254 من قانون الجزاء المعدلة بموجب القرار رقم 1047 المؤرخ في 11 كانون الثاني سنة 1922.

المادة 23- كل شخص يثبت انه تخلف عن الاحصاء اما برفضه تقديم البيان المختص به واما باخفاء هويته الحقيقية او يثبت انه قدم وجعل غيره يقدم معلومات كاذبة عن اعضاء عائلته او عن اعمارهم يعاقب وفقا للمادة 7 من قانون 24 تشرين الثاني سنة 1931.

المادة 24- كل عامل في احدى لجان الاحصاء خالف قصدا احكام قانون الاحصاء او قدم عمدا معلومات كاذبة او تخلف عن قبول البيانات او اخذ معلومات مكررة او بدل افادات الاهالي يعاقب وفقا للمادة 6 من القانون المذكور.

المادة 25- كل شخص يرتكب اثناء اعمال الاحصاء فعلا يقضي الى اضطراب او تمرد او شغب يحال الى المحكمة ذات الصلاحية لمجازاته وفقا للمواد المخصوص من قانون الجزاء.

المادة 26- بعد انتهاء الاحصاء ترسل وزارة الداخلية عددا كافيا من المفتشين الى الاقضية والمحلات اللازمة للنظر فيما اذا كانت اعمال الاحصاء قد جرت على محورها النظامي.

المادة 27- يجب على السلطات الملكية والدرك والشرطة ان يلبوا مطالب ماموري الاحصاء ويساعدوهم في كل وقت وبسرعة.

المادة 28- ان وزراء العدلية والداخلية والمالية مكلفون كل بما يختص به تنفيذ هذا المرسوم.

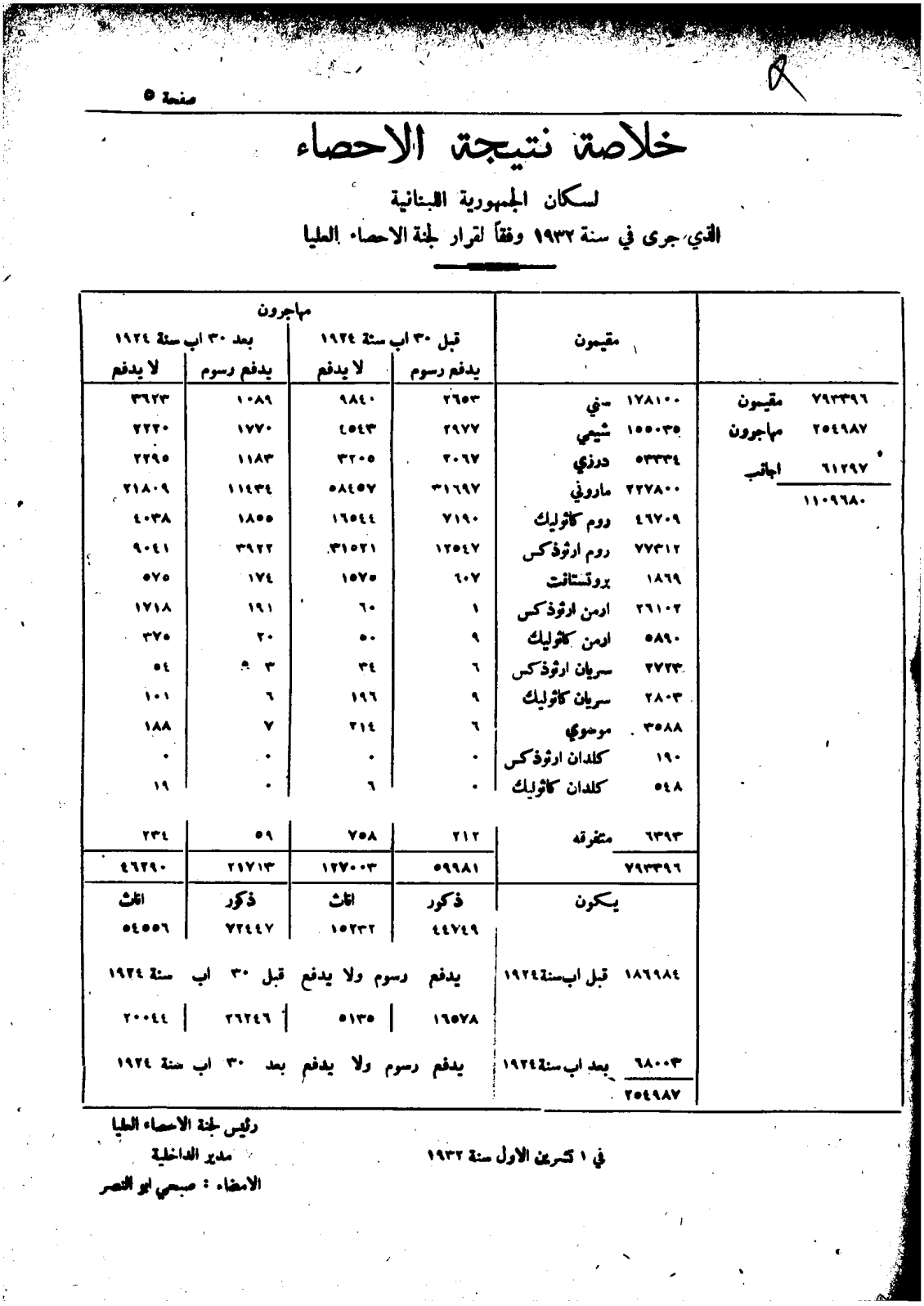
بيروت في 15 كانون الثاني سنة 1932
الامضاء: شارل دباس
صدر عن رئيس الجمهورية
رئيس مجلس الوزراء وزير العدلية
الامضاء: اوغيست اديب
وزير المالية
الامضاء: صبحي سليمان حيدر
وزير الداخلية
الامضاء: موسى نمور

source : Journal Officiel de la République libanaise, 15 janvier 1932

Annexe 8

Journal officiel n° 2718 du 10 octobre 1932

Le recensement des émigrés



صفحة ٥

خلاصة نتيجة الاحصاء

لسكان الجمهورية اللبنانية

الذي جرى في سنة ١٩٣٢ وفقاً لقرار لجنة الاحصاء العليا

		مقيمون	مهاجرون: قبل ٣٠ اب سنة ١٩٢٤ يدفع رسوم	مهاجرون: قبل ٣٠ اب سنة ١٩٢٤ لا يدفع	مهاجرون: بعد ٣٠ اب سنة ١٩٢٤ يدفع رسوم	مهاجرون: بعد ٣٠ اب سنة ١٩٢٤ لا يدفع
٧٩٣٣٩٦	مقيمون	١٧٨١٠٠ سني	٢٦٥٣	٩٨٤٠	١٠٨٩	٣٦٢٣
٢٥٤٩٨٧	مهاجرون	١٥٥٠٣٥ شيعي	٢٩٧٧	٤٥٤٣	١٧٧٠	٢٢٢٠
٦١٢٩٧	اجانب	٥٣٣٣٤ درزي	٢٠٦٧	٣٢٠٥	١١٨٣	٢٢٩٥
١١٠٩٦٨٠		٢٢٧٨٠٠ ماروني	٣١٦٩٧	٥٨٤٥٧	١١٤٣٤	٢١٨٠٩
		٤٦٧٠٩ روم كاثوليك	٧١٩٠	١٦٥٤٤	١٨٥٥	٤٠٣٨
		٧٧٣١٢ روم ارثوذكس	١٢٥٤٧	٣١٥٢١	٣٩٢٢	٩٠٤١
		١٨٦٩ بروتستانت	٦٠٧	١٥٧٥	١٧٤	٥٧٥
		٢٦١٠٢ ارمن ارثوذكس	١	٦٠	١٩١	١٧١٨
		٥٨٩٠ ارمن كاثوليك	٩	٥٠	٢٠	٣٧٥
		٢٧٢٣ سريان ارثوذكس	٦	٣٤	٣	٥٤
		٢٨٠٣ سريان كاثوليك	٩	١٩٦	٦	١٠١
		٣٥٨٨ موحوي	٦	٢١٤	٧	١٨٨
		١٩٠ كلدان ارثوذكس	٠	٠	٠	٠
		٥٤٨ كلدان كاثوليك	٠	٦	٠	١٩
		٦٣٩٣ متفرقه	٢١٢	٧٥٨	٥٩	٢٣٤
		٧٩٣٣٩٦	٥٩٩٨١	١٢٧٠٠٣	٢١٧١٣	٤٦٢٩٠
		يكون	ذكور	اناث	ذكور	اناث
			٤٤٧٤٩	١٥٢٣٢	٧٢٤٤٧	٥٤٥٥٦
		١٨٦٩٨٤ قبل اب سنة ١٩٢٤	يدفع رسوم ولا يدفع قبل ٣٠ اب سنة ١٩٢٤			
			١٦٥٧٨	٥١٣٥	٢٦٢٤٦	٢٠٠٤٤
		٦٨٠٠٣ بعد اب سنة ١٩٢٤	يدفع رسوم ولا يدفع بعد ٣٠ اب سنة ١٩٢٤			
		٢٥٤٩٨٧				

في ١ تشرين الاول سنة ١٩٣٢

رئيس لجنة الاحصاء العليا

مدير الداخلية

الامضاء : صبحي ابو النصر

source : Journal officiel de la République libanais, 10 octobre 1932

Annexe 9

Annexe au traité franco-turc du 29 mai 1937

Prolongation du délai pour exercer le droit d'option

L'ambassadeur de France en Turquie

à

Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de Turquie

En me référant à la convention signée à Ankara le 27 octobre 1932 portant règlement de la question des biens des ressortissants turcs en Syrie et au Liban et des biens des ressortissants syriens et libanais en Turquie et aux lettres échangées le même jour au sujet des optants turcs et des optants syriens et libanais, j'ai l'honneur de la part de mon gouvernement, de proposer à l'agrément du gouvernement turc les dispositions suivantes destinées à régler l'ensemble de la questions des optants :

1° - Les personnes ayant opté pour la Turquie par application de l'article 31 du traité de Lausanne et les personnes ayant opté pour la Syrie et le Liban conformément aux stipulations de l'article 3 de la convention signée à Ankara le 30 mai 1926, qui n'auront pas transféré leurs domiciles respectifs en Turquie d'une part , en Syrie et au Liban d'autre part, dans un délai de six mois à compter du jour où sera constaté d'un commun accord la complète exécution de la convention susvisée du 27 octobre 1932, perdent définitivement le bénéfice de leur option et acquerront d'office la nationalité syrienne ou libanaise d'une part, la nationalité turque d'autre part.

2°- Les personnes originaires de la Syrie ou du Liban qui, établies à l'étranger au 30 août 1924, ont négligé d'opter dans les délais fixés par le traité de Lausanne, pour la nationalité en vigueur dans leur pays d'origine, pourront exercer ce droit d'option dans un délai d'un an à compter du jour de l'adoption des présentes dispositions.

3° - Les déclarations de transfert de domicile établies en vertu du paragraphe 1er des présentes dispositions seront adressées par les intéressés aux autorités

administratives du lieu de l'ancien domicile pour être transmises en Turquie, aux walis, et dans les Etats sous mandat aux délégués du Haut-Commissaire.

Les déclarations d'options souscrites en vertu du paragraphe 2 premier alinéa, des présentes dispositions seront adressées par les intéressés aux Consulats de France du lieu de leur résidence. Ces déclarations seront portées à la connaissance du gouvernement par les soins du gouvernement français.

Si le gouvernement turc retient ces dispositions, je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien m'en vouloir donner avis par une communication qui en reproduira les termes, étant entendu que l'échange de nos deux lettres vaudrait accord, à date de la réponse de Votre Excellence, entre mon gouvernement et le gouvernement turc.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre…
S/ H. Ponsot

source : Baz, 1969 : 252-252

Annexe 10

Loi du 31 janvier 1946

Modification de la loi de nationalité

Article 1 : Perd la nationalité libanaise :

1° - Le Libanais qui acquiert une nationalité étrangère après avoir obtenu un congé de nationalité donné par décret du Chef de l'Etat.

2° - Le Libanais qui accepte au Liban une fonction conférée par une gouvernement étranger ou un service dépendant d'un gouvernement étranger sans avoir obtenu au préalable une autorisation du gouvernement libanais.

Le silence gardé par le gouvernement pendant deux mois à compter de la date à laquelle l'autorisation a été demandée constitue une décision de rejet.

3° - Le Libanais résidant en dehors du territoire libanais qui accepte une fonction publique conférée par un gouvernement étranger, à l'étranger et qui la conserve nonobstant l'injonction qui lui est faire de la résigner dans un délai demander.

4° - Le Libanais qui occupe actuellement une fonction conférée à lui par un gouvernement étranger, s'il conserve cette fonction nonobstant l'injonction qui lui est faite de la résigner dans un délai déterminé.

La perte de la nationalité prévue aux paragraphes 2, 3 et 4 aura lieu par décret pris en Conseil des ministres.

5°- Le gouvernement peut à tout moment retirer, par décision prise en Conseil des ministres, l'autorisation susvisée.

Article 2 : Toute personne d'origine libanaise établie à l'étranger et qui n'a pas opté pour la nationalité libanaise peut demander, si elle retourne définitivement au Liban, d'être considérée comme Libanaise. Un décret en ce sens sera pris en Conseil des ministres.

Article 3 : Perd la nationalité libanaise tout étranger, naturalisé libanais, qui quitte le Liban pendant cinq années consécutives.

Article 4 : Un décret déterminera les modalités d'application de cette loi qui abroge toutes dispositions contraires ou incompatibles avec sa teneur.

source : Baz, 1969 : 238-239

Annexe 11

Accord libano-turc du 7 décembre 1946

Prolongation du délai pour exercer le droit d'option

الإتفاق اللبناني التركي

بيروت ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٦

يا ساحب السعادة
أتشرف بإبلاغكم أنني تسلمت كتاب سعادتكم المؤرخ في ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٦ و المتضمن ما يلي :
إن حكومة الجمهورية التركية و حكومة الجمهورية اللبنانية المصممتين على تصفية المسائل التي بقيت معلقة بين البلدين، تصفية بهاية، و ذلك على أثر زوال الإنتداب و الإعتراف بلبنان دولة مستقلة، و الراغبتين في توثير أواصر الصداقة في المستقبل و العلاقات الممتازة القاعمة بينهما قد تاوفقتا على الإحكام التالية :

١ ـ إن الأشخاس الذين هم من أصل لبناني الذين كانوا مقيمين في الخارج بناريخ ٣٠ آب ١٩٢٤ و أغفلوا خلال المهلة المحددة بالمادة ٣٤ من معاهدة لوزان أو فقرة ٢ من الكتابين المتبادلين نتاريخ ٢٩ أيار ١٩٣٧ السيد نعمان منمجي أوغلو سعادة السفير هنري بونسو اختيار الجنسية الراهنة في بلادهم الأصلية هؤلاء الأشخاص يستطيعون أن يتمتعون بهذة الحق و الإختيار خلال مهلة سنتين تبدو من تاريخ وضع أحكام هذة الكتاب موضع التنفيذ.
أن طلبات الإختيارتحققها الحكومة اللبنانية، و كذلك المفوضيات و القنصليات في الخارج و أي من الأشخاص المندوبين رسميا لهذا الغرض، و تبلغ هذه الطلبات إلى الحكومة التركية بواسطة الحكومة اللبنانية إن الأشخاس المدعوين للإستفاذة من المهلة الجديدة للإختيار والممنوحة على هذة الشكل لا يستطيعون أن يتذرعوا بجنسيتهم المختارة من الأحكام المقررة حتى الآن، والتي ستقرر في المستقبل بخصوص مصير الإملاك اللبنانية في في تركيا.

٢ ـ إن الحكومة الجمهورية التركية و حكومة الجمهورية اللبنانية قد قررتا، إن تعقدا انتفاقا يقوم على أساس مبدأ المعاملة بالمساواة، للبت في مصير الإملاك التركية في لبنان و الإملاك اللبنانية في تركيا. و سيصار إلى إجراء المفاوضات بخصوص هذة الإتفاق في إنقرة في أقرب مهلة ممكنة، و هي ستبدأ على أية حال في مهلة لا تتعدى الشهرين اعتبارا من تاريخ وضع أحكام هذا الكتاب موضع التنفيذ.

٣ ـ إن الكتبين المتبادلين في هذا اليوم سيصدقان من قبل المؤسسات الدستورية في البلدين و يدخلال في خير التنفيذ، إبتداءا من التاريخ الذي يكون الفريق الذي أبرمهما في المرهلة الأخيرة، قد أبلغهما فيه إلى الفريق الآخر.
إنني أنادر إلى إعلام سعادتكم بأن الحكومة اللبنانية لسعيدة بأن تعرب عن كامل موافقتها علة الأحكام التي تضمنها الكتاب المشار إليه.

و تفضلوا يا صاحب السعادة بقبول فاعق احترامي
وزير الخارجية بالوكالة
صاعب سلام

source : Alaoui, 1984 : 50-51

Annexe 12

Loi du 3 décembre 1951

قانون
تصديق الإتفاق المعقود بين الحكومتين اللبنانية التركية المتعلق بمهلة اختيار الجنسية اللبنانية

أقر مجلس النواب.
ونشر رئيس الجمهورية القانون التالي :

مادة وحيدة ـ صدق الإتفاق المعقود بين الحكومتين اللبنانية التركية بموجيب الكتابين المتبادلين بتاريخ ٧ كانون الأول سنة ١٩٤٦ المتعلق بمهلة اختيار الجنسية اللبنانية المنصوص عليها في المعاهدات الدولية.

بيروت في ٣ كانون الأول سنة ١٩٥١

صدر عن رئيس الجمهورية
الإمضاء : بشارة خليل الخوري
رئيس مجلس الوزراء
الإمضاء : عبد الله اليافي
وزير الخارجية و المغتربين
الإمضاء : شارل حلو

source : Alaoui, 1984 : 155

Annexe 13

Décret n°398 du 26 novembre 1949

Conditions de restitution de la nationalité

Article 1 : La personne qui revendique la nationalité libanaise en base de l'article 2 de la loi du 31 janvier 1946, doit produire à l'appui de sa requête au ministre de l'Intérieur - Service du recensement de l'état civil - toute les pièces établissant qu'elle est d'origine libanaise, telles que : inscriptions la concernant ou relatives à un de ses ascendants portées sur les anciens registres de l'état civil, pièces officielles délivrées par l'Administration ou la Justice, et mention relatives au requérant ou à sa famille contenues dans les livres généalogiques ou dans l'histoire des familles, etc…

Article 2 : La requête sera transmise à la Sûreté Générale à Beyrouth et à la Gendarmerie en Province, aux fins d'enquête auprès du *moukhtar* et du Conseil des anciens, des vieillards de la ville et des tierces personnes, sur la véracité des faits contenus dans la requête et notamment sur les faits suivants :

1°- Le requérant a-t-il des parents libanais dans la ville dont il se dit originaire et quel est son degré de parenté avec eux ?

2° - Le requérant possède-t-il au Liban des immeubles qu'il a acquis par succession d'un Libanais ?

Article 3 : Le requérant doit déclarer dans sa demande ou dans une attestation séparée qu'il est rentré définitivement au Liban et qu'il compte y séjourner de façon définitive et qu'il est disposé à remettre à l'autorité compétente son passeport dès que le décret le considérant comme Libanais sera rendu.

Article 4 : La demande sera étudiée par le Chef du Service du recensement et de l'état civil qui établira un rapport où il analysera les faits et formulera ses observations et ses suggestions.

Le ministre de l'Intérieur transmettra le dossier au Conseil des ministres en consignant un avis pour accueillir la demande ou pour la rejeter pour insuffisance de preuves.

Article 5 : Ce décret sera publié et notifier partout où besoin sera.

source : Baz, 1969 : 240-241

Annexe 14

Rapport de la Commission de l'émigration

Définition d'une politique d'émigration

بيروت في ١٩٩٩/٩/٢٨

دولة الدكتور سليم الحص
رئيس مجلس الوزراء
وزير الخارجية ، ووزيرالمغتربين

الموضوع : تقرير اللجنة الاغترابية .

المرجع : قراركم رقم ٩٩/١٣٣ تاريخ ١٢ آب ١٩٩٩ .

تتشرف اللجنة الاغترابية المشكلة بموجب القرار رقم ٩٩/١٣٣ تاريخ ١٢ آب ١٩٩٩ أن ترفع لدولتكم التقرير التالي عن نتيجة أعمالها :

أولاً : هدف الخطة :

- شد الأواصر بين المغتربين والمتحدرين في شتى أصقاع العالم .
- شد الأواصر بينهم وبين لبنان .
- شد الأواصر عبرهم ومن خلالهم ، بين لبنان وبلدان الانتشار .

ثانياً : في المصطلحات :

لا بد عند التعاطي مع هذا الموضوع من التمييز بين :
- عبارة مغترب وتعني المولود في لبنان وهاجر منه ،
- وبين المتحدر وهو المولود في بلد الاغتراب وغالباً ما يحمل جنسيته .

- إن عبارة منتشر تشمل الفئتين معاً .

كما لا بد من التمييز في التعاطي القانوني مع هذا الموضوع بين :

- الذي يحمل الجنسية اللبنانية فقط .
- الذي يحمل الجنسية الأجنبية فقط .
- الذي يحمل الجنسيتين .

ثالثاً : الخطة والوسائل العملية والتنفيذية :

١- مسح طاقات الانتشار :

إنّ ألف باء أية خطة أو أي مشروع لاستثمار رأس مال لبنان البشري في العالم هو معرفة حقيقة رأس المال هذا .

ولما كانت الدولة تفتقر إلى إحصاءات حول هذا الموضوع لأن كل الأرقام المتداولة هي أرقام افتراضية في بعضها وغير دقيقة في بعضها الآخر ،

ولما كان الإحصاء ليكون كاملاً يجب أن يشمل المسح النوعي والمسح العددي .

ولما كان المسح العددي متعذراً لأنه يعوزه المال والوقت والإدارة المهنية ، فإن المطلوب سريعاً المسح النوعي ، وهو الأساس .

من هنا كان التعميم على بعثات لبنان الدبلوماسية والقنصلية الذي وضعناه ووقعتموه دولتكم ، والمتضمن الطلب إليها خلال فترة ستة أشهر القيام بهذا المسح النوعي المفروض أن يتضمن :

رؤساء الجمهورية ، ونواب الرؤساء ، والوزراء ، والشيوخ ، والنواب ، وكبار رجالات الدولة ، والموظفين ، وكبار قادة وضباط الجيش ، وأصحاب المهن الحرة (محامين أطباء ، مهندسين ، أساتذة جامعات ، وإعلاميين) رجال المال والأعمال ، وأهل الفكر والقلم والعلوم والفنون ، والمراكز الروحية والثقافية ذات الصلة بلبنان ، والمؤسسات والجمعيات والنوادي الخ ..

٢- على المستوى الاقتصادي والقطاعات المهنية :

- لقد وضعنا مشروع تعميم ووقعتموه دولتكم وينطوي على الطلب إلى البعثات اللبنانية تزويد الوزارة بلائحة تتضمن أهم المؤسسات الاقتصادية والمالية (من أصل لبناني) في كل بلد ، تمهيداً لدعوتها إلى عقد مؤتمر في بيروت يصار خلاله إلى اطلاع هذا القطاع على المشاريع التي تعتزم الحكومة تحقيقها والتدارس معهم في إمكانية مساهمتها في هذه المشاريع .

- وستتلو هذه المبادرة مؤتمرات ولقاءات لسائر القطاعات المهنية .

- الاستئناس بالقيادات الاغترابية المعنية عند وضع مشاريع اتفاقات اقتصادية أو مالية تطال المغتربين (على سبيل المثال اتفاقات ازدواج الضريبة) .

٣- اللوبي السياسي :

إنّ الانتشار اللبناني في العالم يشكل طاقة سياسية هامة " لوبي " يمكن استخدامه لدعم قضايا لبنان وحقوقه في المحافل الدولية والإقليمية .

وكان دولة رئيس مجلس النواب الأستاذ نبيه بري قد أخذ المبادرة لتأسيس اتحاد البرلمانيين من أصل لبناني وباشر الاتحاد نشاطه في لقاءين عقدهما في البرازيل ولبنان .

ومما لا شك فيه أن تفعيل هذا الاتحاد من شأنه أن يؤدي خدمة كبرى سواء على صعيد التواصل بين هؤلاء البرلمانيين ووطنهم الأم ، أو على صعيد التأييد الدولي الذي يمكن أن يوفروه للبنان . ويتراءى لنا أنه لا بد للجاليات اللبنانية من تشجيع نواب مناطقها للانخراط في هذا الاتحاد لمضاعفة تحركه وتعزيز دوره وزيادة إنتاجيته .

٤ - على المستوى السياحي :

إنّ الانتشار الذي يتجاوز عدده (بين مغترب ومتحدر) العشرة ملايين ، هو طاقة سياحية هائلة يمكن الإفادة منها إلى الحد الأقصى وخاصة :

- المداخيل والموارد التي يستقبلها لبنان من جراء هذه الدورة السياحية .

- تعرّف المتحدرين - وخاصة الأجيال الشابة - على وطن آبائهم وأجدادهم وتقوية الوشائج والأواصر .

ولذا نرى وجوب الاهتمام الجدي بذلك من خلال العمل على :

- القيام بجولات على دول الانتشار والإفادة في هذا المجال من خبرات بعض الشخصيات والسفراء المتقاعدين .

- إقامة المخيمات الشبابية الاغترابية في لبنان .

- تنظيم رحلات شارتر إلى لبنان :

  - بأسعار مخفضة .

  - بتنظيم إقامتهم في لبنان (وخاصة للشبيبة التي ليس لها أنسباء يستضيفونها) بنفقات متدنية سواء في الفنادق أو في بعض المؤسسات المدرسية التي تسمح لها ظروفها باستقبالهم .

  - بالتدارس مع شركة طيران الشرق الأوسط في كيفية تعزيز حضورها في بلدان الانتشار سواء لجهة زيادة رحلاتها أو إنشاء خطوط جديدة .

  - بإيجاد مكتب في مطار بيروت بالتعاون بين وزارة السياحة ووزارة المغتربين (وزارة الخارجية والمغتربين إذا تقرر دمج وزارة المغتربين) ، لاستقبال وفود المغتربين وتسهيل أمورهم .

  - بالتعاون بين وزارة المغتربين ووزارة السياحة في طبع دليل السائح تزود به البعثات اللبنانية وشركات ومكاتب السفر وشركات الطيران يوزع على المسافرين ويتضمن كل ما قد يحتاجون لمعرفته من أماكن أثرية وفنادق ومسارح وحفلات وفرق غنائية وفنية الخ ..

  - بتخصيص صفحة دائمة ومتحركة على الإنترنت تزود المنتشرين ما يهمهم الاطّلاع عليه من مستجدات سياسية واقتصادية وسياحية وأبرز النشاطات والبرامج والمهرجانات الثقافية والفنية والمعالم الأثرية .

  - بتشكيل لجنة دائمة من وزارة المغتربين ووزارات الخارجية والسياحة والاقتصاد والإعلام وسائر الأجهزة الأمنية للاهتمام الدائم ضمن خطة متكاملة ترعى أوضاع المنتشرين الوافدين إلى لبنان .

٥- على المستوى الثقافي :

إنّ المجال هنا مفتوح ورحب ويتناول جوانب عديدة منها :

- عقد لقاءات للشعراء والكتاب والفنانين البارزين في مختلف الحقول من أصل لبناني ، وندوات ومعارض لهم في لبنان والخارج .

- تكريم المبدعين منهم .

- وضع خطة بالتنسيق والتعاون مع وزارة التربية والمؤسسات اللبنانية في بلدان الانتشار لتعليم اللغة العربية ومتابعة الخطوات التي بوشر بها في هذا الشأن .

- تشجيع إنشاء المدارس والمراكز الثقافية في بلدان الانتشار .

- تشجيع الدراسات والأبحاث المختصة بالانتشار اللبناني .

- وضع كتيّب مختصر باللغات الأساسية (الإنكليزية - الفرنسية - الإسبانية - البرتغالية) عن تاريخ لبنان يوزع على التلاميذ والطلاب .

- إنشاء الجوائز والمنح .

- إنشاء " مكتبة العالم اللبناني " تضم مؤلفات المنتشرين وتراثهم الأدبي والعلمي والإعلامي والفكري والفني .

٦ - على المستوى الإعلامي :

- تأمين إيصال وسائل الإعلام اللبنانية المرئية والمقروءة والمسموعة إلى بلدان الانتشار والإعلان عن ذلك بواسطة البعثات اللبنانية الدبلوماسية والقنصلية وسائر السبل الممكنة .

- استخدام الإنترنت .

- إطلاق البث الفضائي لتلفزيون لبنان .

- إعداد برامج مخصصة للمنتشرين في التلفزيونات الفضائية وخصوصاً في تلفزيون لبنان .

- إصدار مطبوعة دورية متخصصة تنطوي على ما يهم المنتشر من الاطّلاع عليه من قوانين ومن مشاريع واستثمارات ، ومن حقوق وواجبات .

٧- " بيت لبنان المغترب " أو " بيت العالم اللبناني" :

هذه فكرة يمكن تحقيقها على مراحل وتنطوي على ما يلي :

- تقدم الحكومة اللبنانية قطعة أرض تخصص لبناء " بيت لبنان المغترب " أو بيت العالم اللبناني " Libanon's World Center or Home" وذلك في إطار تصميم يشمل فندقاً وجناحاً لكل بلد وقاعة مؤتمرات ومحاضرات ومكتبة تضم مؤلفات ومعلومات عن البلد اوحوض سباحة وملعب كرة مضرب ومطعم الخ ..

- تتولى كل جالية نفقات بناء جناح لها في هذا المركز .

إنّ مثل هذا المشروع من شأنه أن يخلق تياراً تنافسياً وحيوية وديناميكية بين الجاليات فضلاً عن فوائده المرجوة على كل صعيد .

٨- موضوع الجنسية :

إنّ القانون اللبناني الحالي النافذ ينطوي على ما يلي :

أ- المولود من أب يحمل الجنسية اللبنانية . وهذا له الحق التلقائي بالجنسية بمجرد تسجيل ولادته لدى البعثة اللبنانية الدبلوماسية أو القنصلية في البلد الذي جرت فيه الولادة ، بحيث تحال معاملته إلى المديرية العامة للأحوال الشخصية عن طريق وزارة الخارجية ، فتأخذ مجراها القانوني ويسجل المولود في لبنان وفقاً للأصول .

ب – الأجنبية المتزوجة من لبناني ، لها الحق بطلب الحصول على الجنسية اللبنانية بعد سنة من تسجيل زواجها .

ج– المتحدر من أصل لبناني الذي يعود نهائياً إلى لبنان ، له الحق بطلب الحصول على الجنسية اللبنانية بموجب القانون اللبناني الحالي .

د– بموجب معاهدة لوزان والاتفاق التركي اللبناني الذي أعطى الحق بالحصول على الجنسية اللبنانية لكل شخص من أصل لبناني تقدم ببيان قيد أو اختيار وذلك في أعوام ١٩٥٤ – ١٩٥٩ – قد حصل قسم كبير من مقدمي البيانات على الجنسية اللبنانية ، إلا أنه تبين أن قسماً آخر من هذه البيانات ما زالت دون تنفيذ في دوائر المديرية العامة للأحوال الشخصية إما بسبب نقص في الموظفين أو لأسباب أخرى مجهولة .

ولا بد في هذه الحال من نفض الغبار عنها وإعطائها المجرى القانوني أو الإفادة عن مصيرها .

هـ – أما الحالات الأخرى فتنتظر قانون التجنس في مجلس النواب .

و – التوصية بإنشاء محكمة خاصة لتسريع البت بمعاملات الأحوال الشخصية للمنتشرين .

ملاحظة : إنّ لبعض البلدان العربية والأجنبية تشريعات خاصة بمنتشريهم يمكن الاستئناس بها . وقد صدر في الجمهورية العربية السورية مؤخراً مرسوم يخوّل كل مواطن من أصل سوري الحصول على الجنسية السورية بمجرد تقديمه طلباً لهذه الغاية إلى الدوائر المختصة .

٩– حول مشاركة اللبناني في الخارج في الحياة الوطنية وتحديداً المشاركة في عملية الانتخاب في السفارات والقنصليات اللبنانية :

إنّ القانون اللبناني لا يحرم اللبناني المقيم في الخارج من حق الاقتراع فيما لو كان موجوداً يوم الانتخاب على الأراضي اللبنانية .

أما الاقتراع في البعثات اللبنانية فتحول دونه ليس فقط موانع مبدئية بل موانع لوجستية وإمكانات التنفيذ .

١٠- تسهيل المعاملات في الدوائر الحكومية اللبنانية .

إنّ من الأمور التي يشكو منها المغتربون والمتحدرون هو ما يواجهونه من مصاعب وعراقيل وفوضى وضياع معاملات عندما يضطرون إلى إجراء معاملة ما تعود إليهم أو إلى ذويهم وأصدقائهم ، فضلاً عن الإكراميات والبخاشيش وحتى الرشوة إذا اقتضي الأمر ، وهو ما ينعكس سلباً بالنسبة إلى ردات الفعل والانطباع الذي ينقلونه معهم عندما يعودون إلى مراكز إقامتهم .

من هنا وجوب إيلاء هذا الأمر العناية القصوى ليس فقط بالنسبة للمغتربين بل بالنسبة أيضاً لأصحاب المصالح كافة مقيمين ومغتربين وذلك بالقيام ببعض الإجراءات ومنها مثلاً :

- إيجاد مرجعية رسمية واحدة يعود إليها إتمام المعاملات وتقبّل المراجعات (الموزعة حالياً بين الخارجية والداخلية وأحياناً دوائر أخرى) .
- إصدار " دليل المغترب " وفيه يجد صاحب العلاقة كل المطلوب منه من مستندات وأوراق لكل معاملة قد يحتاج إليها .
- المصادقات الواجب إجراؤها .
- الرسوم المطلوبة .
- الوقت الذي يجب أن تستغرقه المعاملة .
- إعطاؤه رقماً يحدد فيه متى عليه أن يعود لسحب المعاملة .
- التنبيه بصورة خاصة لموضوع معاملات الأملاك والبيع والشراء والضرائب عليها وكيفية متابعتها وإنجازها .
- تسهيل إجراء المعاملات البسيطة بالبريد كاستخراج السجل العدلي وصور إخراج القيد والبطاقات الانتخابية والإفادات العقارية الخ ..

١١- معاملات الأحوال الشخصية :

- التعميم على البعثات اللبنانية وعلى وزارة الخارجية والمديرية العامة للأحوال الشخصية بوجوب إنهاء كل المعاملات العالقة (زواج - ولادة - طلاق - وفاة) وإنجاز المعاملات الواردة إليها بأقصى السرعة وإبلاغ أصحاب العلاقة بالنتيجة التي اقترنت بها .

١٢- معاملات الأملاك :

نظراً لما يتعرض له المغتربون من مصاعب ومن غش أحياناً في موضوع بيع وشراء الأملاك ، من الضروري التنبه والتنبيه إلى هذا الأمر لكي يكون صاحب العلاقة على اطّلاع واف على الأسعار وعلى الظروف التي تجري فيها مثل هذه الصفقات وذلك تطبيقاً للمرسوم التنظيمي لوزارة المغتربين في ما يتعلق بهذا الموضوع .

مع التذكير بأن وكالات مزورة حصلت ، كما تعرض العديد من المواطنين للغبن ولبيع بعض أملاكهم بأسعار أدنى بكثير من أثمانها الفعلية بسبب جهلهم لواقع الحال في لبنان .

١٣- موضوع خدمة العلم :

يواجه الطلاب المولودون في الخارج والمقيمون بصورة دائمة هناك ويحملون الجنسيتين اللبنانية والأجنبية موضوع خدمة العلم . ويتعرضون عند قدومهم إلى لبنان لاحتمال توقيفهم في المطار أو على الحدود مما يؤدي إلى حرمان العديد من أبنائنا المنتشرين من زيارة لبنان .

وكان سبق ووجد حل مؤقت لهذه المسألة بأن أرجئت خدمة العلم لكل لبناني مقيم عشر سنوات في الخارج . ولا بد بنظرنا ، من إصدار قانون لإيجاد حل نهائي لهذا الموضوع .

١٤- التأشيرات :

الطلب إلى البعثات اللبنانية تسهيل سفر المنتشرين حاملي جوازات السفر الأجنبية وعائلاتهم وذلك بمنحهم سمات الدخول إلى لبنان دون إبطاء .

١٥- تمثيل المغتربين في المجلس الاقتصادي والاجتماعي :

نص قانون المجلس الاقتصادي والاجتماعي على تمثيل المغتربين فيه بستة أعضاء . واعتُبر أنّ الجامعة اللبنانية الثقافية في العالم هي الهيئة الأكثر تمثيلاً لهم .

ونظراً للواقع الحالي للجامعة ، وبانتظار الوصول إلى المرجو لإعادة الوحدة لهذه المؤسسة نرى ترك هذا الموضوع للتشاور خلال شهر من تاريخه .

ملحق خاص
عن الجامعة اللبنانية الثقافية في العالم

لا حاجة للتبسط في عرض واقع هذه المؤسسة الذي يلخص كما يلي :

١- قامت الجامعة بنشاطات جيدة ومشكورة في مطالعها وخاصة المؤتمرات واللقاءات العديدة التي أحيتها في لبنان .

٢- التيار الذي خلقته في أوساط المنتشرين وفي تقاربهم وجمع شملهم .

٣- ثم تبدلت الحال بسبب :

أ- آفة الاسترآس عند قياداتها .

ب - تسرب بعض أمراض الحرب اللبنانية إليها من طائفيه وسياسية ومناطقية وحزبية الخ ..

ج- الخلاف الذي كان حاصلاً بين وزارة الخارجية ووزارة المغتربين (بعد إنشاء هذه الأخيرة) وانعكاسه على الجامعة .

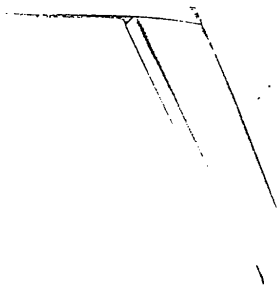
د - انشطار الجامعة إلى شطرين واحد مدعوم من " وزارة الخارجية " وآخر مدعوم من " وزارة المغتربين " .

إلا أنّ الوضع تبدل الآن بسبب :

- وجود الوزارتين في يد واحدة .

- انتهاء ولاية الطرفين بنهاية هذا العام .

- إعداد رؤية وخطة اغترابية من قبل الدولة .



وللخروج من هذا الوضع قامت اللجنة بالاتصالات اللازمة لجمع الفرقاء تمهيداً لتشكيل هيئة انتقالية من شخصيات موثوقة ومقبولة من الجميع تأخذ على عاتقها إعادة تنظيم الفروع والمجالس الوطنية والقارية ثم الدعوة إلى مؤتمر عام يصار خلاله إلى انتخاب مجلس عالمي جديد يسير بالجامعة قدماً نحو تحقيق الأهداف التي من أجلها وجدت .

ملحق (٢)

وضع خاص لبعض الجاليات في البلدان الإفريقية :

نظراً للمصاعب والمخاطر التي يتعرض لها بين وقت وآخر بعض الجاليات اللبنانية في إفريقيا وخصوصاً عند الاضطرابات التي تقع (كما حصل في زائير وسيراليون وليبريا) ، لا بد من إيجاد السبل التي تؤدي إلى تأمين الحماية الرسمية لهم ولمصالحهم وممتلكاتهم المشروعة وذلك :

- بتأمين إخراجهم من البلد الذي يتعرضون فيه للمخاطر .
- بمساعدة المحتاجين منهم مادياً .
- التنسيق ما بين البعثات اللبنانية والجاليات عن طريق إنشاء صندوق طوارىء لهذه الغاية .
- درس إمكان إبرام اتفاقات أو معاهدات مع هذه الدول تساعد على ضمان مصالح مغتربينا فيها .

ملحق (٣)

الاحتلال الإسرائيلي في الجنوب والبقاع الغربي :

١- نظراً لواقع الاحتلال الإسرائيلي في الجنوب والبقاع الغربي ، ولضرورة إيلاء هذا الموضوع الأولوية في التحرك الرسمي والخاص ، وفي أوساط الجاليات اللبنانية نرى :

- إطلاع الرأي العام في كل بلد من خلال الجالية على هذا الواقع وعلى الممارسات التعسفية الإسرائيلية ضد لبنان وشعبه .

- استخدام نفوذ الجاليات للضغط على حكومات البلدان المتواجدة فيها لتطبيق القرار ٤٢٥ دون قيود أو شروط ، وإثارة قضية المعتقلين في السجون الإسرائيلية .

- القيام في هذا الإطار بحملة إعلامية مركزة تتضمن الأفلام والوثائق والمنشورات .

- التنسيق والتعاون مع سائر جاليات البلدان العربية ومؤسساتها لما فيه خدمة المصلحة اللبنانية العليا والمصالح العربية المشتركة .

فؤاد الترك هيثم جمعة أحمد طبارة أدونيس نعمة شكري عبود وليد بركات

Annexe 15

Requêtes du ministère des Affaires étrangères au ministère de l'Intérieur n°288/2 du 6 septembre 1996 et n°77/3 du 3 mars 1997

Enregistrement des dossiers d'option



الجمهورية اللبنانية
وزارة الخارجية

مديرية الشؤون الاقترابية
رقم الصادر : ٣/٢٨٨
بيروت في ١٩٩٦/٩/٦

حضـــرة مدير عام الاحوال خصيـــــة

عاجـــــل

الموضوع : بيانات اختيار الجنسية وقرارات المعتمدين الدبلوماسيين غير المنفذة الواردة قبـــــل ٢٩ ايلـــــول ١٩٥٨

المرفقات : ٢

اشـــــارة الى الموضوع اعلاه ، نودعكـــم ربطا كتابين موجهيـــــن من قبل الرابطة المارونيـــة التي قال من دولة جانب رئيس مجلس الوزراء وزير الداخلية ، والى معالي وزيـــر الخارجيـــة ، يتضمنـــان استفسارا حول عدد المدنيين الآن ، بيانـــات اختيار الجنسية وقرارات المعتمدين الدبلوماسيين وبالتالي عدم تسجيـــل هذه الوقوعات في سجلات المقيمين ، والتي تعتبر نافذة وبهائية بحكم القانـــون ، لا سيما الفقـــرة ٢ من المادة ٣ من قانون ٦٧/٦٨ ، كون هذه المعاملات قـــد وردت الى وزارة الخارجيـــة قبل تاريخ ١٩٥٨/٩/١٦ .

يرجـــى التفضل بالاطلاع والافـــادة بالسرعة المرجـــوة .

عن وزيـــر الخارجيـــــة
مديـــر الشؤون الاقترابية
الســـــفير

الـيزيـــــه الملـــــــم

الجمهورية اللبنانية
وزارة الخارجية
مديرية الشؤون الاقتصادية
الرقم الصادر : ٣/٧٧
بيروت في ٣ /٣/ ١٩٩٧

دولة نائب رئيس مجلس الوزراء ، وزير الداخلية المحترم

الموضوع : الطلب الموجه الى دولتكم من قبل الرابطة المارونية ، بشأن عدم تنفيذ بيانات اختيار الجنسية
المرجع : كتابنا الرقم ٣/٢٨٨ تاريخ ١٩٩٦/٩/٦
المرفقات : ١

اشارة الى الموضوع والمرجع اعلاه ، نودعكم طيا ، الكتاب الموجه الى دولتكم بتاريخ ١٩٩٦/١٢/٢٠ ، من قبل الرابطة المارونية ، والذي تستفسر بموجبه عن عدم تنفيذ حتى الآن ، بيانات اختيار الجنسية وقرارات المستدين الدبلوماسيين ، وبالتالي عدم تسجيل هذه التوقيعات في سجلات المقيمين ، والتي تعتبر نافذة و نهائية بحكم القانون ، لاسيما الفقرة ٢ من المادة ٣ من قانون ٦٧/٦٨ ، كون هذه المعاملات قد وردت الى وزارة الخارجية قبل تاريخ ١٩٥٨/٩/٢٩ .

علما بانه سبق وارسلنا الكتاب المرفق الموجه الى دولتكم ، الى المديرية العامة للاحوال الشخصية ، منذ تاريخ ١٩٩٦/٩/٦ ، بالرقم ٣/٢٨٨ ، انما بقي بدون جواب .

نرجو دولتكم الايعاز الى المديرية العامة للاحوال الشخصية ، بوجوب تنفيذ هذه البيانات المشمولة باحكام القانون المذكور آنفا ، لانه يعطي اصحابها الحق بأن يدرجوا في سجلات النفوس دون اية مراجعة . والحرى ذكره هنا ، هو بان المديرية العامة للاحوال الشخصية كانت قد باشرت في السابق بتنفيذ قسم من هذه البيانات ، ثم توقفت عن ذلك ، منذ سنوات عدة وبدون مسوغ قانوني .

وتفضلوا بقبول الاحترام

وزير الخارجية

Annexe 16

Proposition de loi de Nemet Allah Abi Nasr du 10 septembre 2003

Restitution de la nationalité

الأسبـــــاب الموجبـــة :

تعلمون كم ان لبنان اليوم هو بحاجة الى ابنائه المغتربين ولا سيما في هذه المرحلة بالذات من إعادة البناء والإعمار ، بحيث ان الأنظار جميعها تتجه اليوم نحوهم من اجل إجتذابهم نحو الوطن الأم ، وتشويقهم للعودة إليه ، وترغيبهم في إستثمار طاقاتهم المادية والفكرية والعلمية والمهنية في قطاعات الإقتصاد اللبناني جميعا" ، بغية إحيائها وإنعاشها والإسهام إسهاما" جادا" وفاعلا" في عملية إعادة البناء والإعمار التي لا تقوم اولا" واخيرا" الا على سواعد اللبنانيين انفسهم مقيمين ومغتربين .

وبما ان الرابط الأقوى الذي من شأنه ان يشد المغترب الى لبنان هو اولا" رابط الجد والهويـــة وما ينتج عنها من حقوق وما تفسح به امام صاحبها من مجالات على الصعد كافة ، من حق في التملك والإرث ، الى ممارسة المهن ، والتمتع بالحقوق السياسية ، والدخول في الوظيفة العامة وبإختصـــار : تمكين المغترب من وضع كل طاقاته الفكرية والتقنية والعلمية والمادية في خدمة لبنان والإسهـــام في تطوره وتقدمه ورقيه ، وصولا" به الى مصاف الدول المتطورة الحديثة .

وبما ان فئة كبيرة من المغتربين اللبنانيين قد رأت نفسها ، بين ليلة وضحاها ، فاقدة حقها بالتمتـــع بالجنسية اللبنانية ، الا وهي فئة اولائك الذين هاجروا قبل ٣٠ آب ١٩٢٤ واولادهم من بعدهم ، ولم يختاروا جنسيتهم اللبنانية في خلال مهلة السنتين التي نصت عليها معاهـــدة لوزان ولا في المهل اللاحقة ، هؤلاء اللبنانيون الذين جاءت تلك الإتفاقية جائرة بحقهم ، بحيث انها بدلا" من ان تعتبرهم لبنانيين الا اذا اختاروا جنسية اخرى ، اعتبرتهم ، عكس ذلك ، عثمانيين الا اذا اختاروا جنسية بلدهم لبنان ، بينما هي جـــاءت سمحاء معطاء بالنسبة للذين كانوا مقيمين على الأراضي اللبنانية في ذلك التاريخ ، مهما كان اصلهم فإعتبرتهم جميعا" لبنانيين ، الا اذا اختاروا الجنسية التركية او جنسية احد البلدان المنسلخة عن تركيا . وغني عن الاشارة أنّ لبنان لا ولم توجد له بعثات دبلوماسية أو قنصلية في البلدان الاغترابية كافة ، مما حال دون تمكن المهاجرين اللبنانيين من الاستفادة من معاهدة لوزان المذكورة آنفاً ، أسوة بالمهاجرين حاملي جنسيات أخرى .

وبما ان هذا الحيف الذي لحق بالمغتربين الذين هاجروا من البلدان المنسلخة عن الأمبراطورية العثمانية ، قد تنبهت له سائر الدول فعملت على رفعه والتعويض عنه في قوانين جنسيتها ، ومنها قانون الجنسية السوري ــ المرسوم التشريعي رقـــم ٦٧ تاريـــخ ١٩٦١/١٠/٣١ والقـــرار رقـــم ١٥٥٣ تاريـــخ ١٩٦٣/١٠/٢٣ ــ الذي منح المغتربين السوريين حقوقا" وتسهيلات هامة من اجل إستعادة جنسيتهم الأصلية شدا" لأواصرهم بالوطن الام . وقد نصت المادة ٢ من المرسوم المذكور في فقرتها " د" على ان يعتبر عربيا سوريا حكما من ينتمي بأصله للبلاد السورية ولم يكتسب جنسية اخرى ولم يتقدم لاختيار الجنسية السورية في المهل المحددة بموجب القرارات والقوانين السابقة .

وبما ان القانون اللبناني اعتمـــد مبـــدأ انتقـــال الجنسية بعامـــل رابطة الـــدم " **JUS SANGUIN** " وليس بعامل رابطة الارض " **JUS SOLI** " بحيث ان من ولد من أب لبناني هو لبناني اينما كان محل ولادته وحتى لو اكتسب جنسية البلاد التي ولد علـــى اراضيها طالما ان هذا الاكتساب لم يقترن بترخيص من الحكومة اللبنانية .

لذلـــك ، ورفعا" لهذا الحيف الذي لحق بالمغتربين اللبنانيين من جراء تطبيق معاهدة لوزان والقوانين المتفرعة عنها ونظرا" لحاجة الوطن لهم في هذه الظروف :

نتقـــدّم من مجلسكم الكريم باقتراح القانون هـــذا ، واضعين الشروط والضوابط ، تمكينـــا لمن هم مـــن اصل لبناني استعادة الجنسية اللبنانية ، بحكـــم ان لبنان وطنهـــم الام وطن آبائهـــم وأجـــدادهـــم ، مشترطين وجوب إثبات أصلهم اللبناني والاقامة على الأراضي اللبنانية مدة متواصلة لا تقل عن ثلاثة أشهر آمليـــن مـــن الزمـــلاء إقـــراره .

بيروت ؛ في ٨ /٩/ ٢٠٠٣ **بكـــل احتـــرام**

نعمة الله أبي نصر
نائب

إقتـــــــراح قانـــــــــون
شروط استعادة الجنسية اللبنانية لمن هم من اصل لبناني

مادة أولى : كـل شـخص مقيم خارج لبنان من اصل لبناني ، ولم يختر الجنسية اللبنانية خـلال المهل المحددة بالقوانين اللبنانية ، يعتبر حكماً" من الجنسية اللبنانيـة شرط :

١ ــ إثبات اصله اللبناني .
٢ ــ إقامته ثلاثة اشهر متواصلة على الأراضي اللبنانية .

مادة ثانية : يثبت الأصل اللبناني لصاحب العلاقة بالرجوع الى أصله العائلي الذي ينحدر مـنه ويربطه لأحد أصوله لجهة والده وذلك بالإستناد الى أدلة مختلفة يمكن إثـباتها بواسطة الوثائق والسجلات والمستندات الرسمية الصادرة عن الإدارة أو القضاء أو الإشارة الى أصله وعائلته في كتب الأنساب وتاريخ العائلات أو أي مـرجع ممـاثل (ملكـية عقاريـة) إضافة الى سجلات المراجع الدينية المعـترف بها والمستندات الصادرة عنها . وعند توفر عنصر القوة القاهرة المتمثّلة بتلف السجلات القديمة ، يمكن إثبات أصل اللبناني بالوسائل كافة منها البيّنة الشخصية وبيّنة القرائن .

مادة ثالثة : يقدم طلب الإعتبار من الجنسية اللبنانية وفقاً" للمادتين الأولى والثانية من هذا القـانون الى وزارة الداخلية موقعاً" من صاحب العلاقة ومصادقاً على توقيعه مـن الكاتب العدل مرفقاً" بسجله العدلي وبالمستندات الثبوتية المشار إليها في المـادة الثانـية أعـلاه . يحـال الطلب الى الأمـن العام للتحقق من صحة المستندات المرفقة به .

مادة رابعة : يقوم رئيس مصلحة الاحصاء والأحوال الشخصية بوضع تقرير بنتيجة التحقيقات .

مادة خامسة : يحـيل وزير الداخلية الأوراق الى مجلس الوزراء مع رأيه بالوسائل الثبوتية المحققـة ، بحيـث إذا ثبـت لديه اصل الشخص اللبناني واقامته ثلاثة اشهر متواصـلة علـى الأراضي اللبنانية وخلو سجله العدلي من الجرائم المشينة ، ابـدى رأيـه بقـبول الطلب ، وعلى مجلس الوزراء إصدار القرار بإعتبار صاحب الشأن من الجنسية اللبنانية ، ولا يمكن رفض الطلب الا في حال عدم توفر اسباب الثبوت .

مادة سادسة : تلغى جميع النصوص التي تتعارض مع احكام هذا القانون .

النائب

بيروت ٢٠٠٧/٨/٠

Annexe 17

Proposition de loi de Nemet Allah Abi Nasr du 10 novembre 2003

Élection de 12 députés de l'étranger

نعمة الله أبي نصر
نائب

عدد ٢٢
٢٠٠٦

اقتـــراح قانـــون
باضافة اثني عشر نائباً على عدد النواب الحاليين
ينتخبهم اللبنانيون المقيمون في الخارج من بينهم

بيروت ؛ في ٢٠٠٣/١١/١٠

مادة أولى :
يضـــاف إلى عـــدد النـــواب الحالـــي اثنـــا عشـــر نائبـــاً ينتخبهـــم اللبنانيـــون المقيمـــون في الخـــارج من بينهـــم بالتســـاوي بين المسيحيين والمسلميـــن ونسبيـــاً بيـــن الطوائـــف .

مادة ثانية :
يجـــري انتخاب النـــواب الاثنـــا عشـــر المذكوريـــن في المـــادة الأولى فـــي دائـــرة أو دوائـــر انتخابية تحـــدد في بلـــدان الانتشـــار اللبناني بمرســـوم تنظيمـــي يصـــدر عـــن مجلس الـــوزراء يتضمـــن شروط قيـــد الناخبيـــن في القوائـــم الانتخابيـــة وآليـــة الاقتـــراع ومراكـــزه .

مادة ثالثة :
يعمـــل بهـــذا القانـــون فـــور نشـــره

النائب
~~نعمة الله أبي نصر~~

الأسبـــــاب الموجبـــــة

لا خلاف بين اللبنانيين على أهمية الإنتشار اللبناني في العالم وما يُمكن ان يجنيه لبنان من هذا الإنتشار على جميع الأصعدة الإقتصادية والمالية والثقافية والسياسية والسياحية والدور الذي يمكن أن يقوم به المغتربون في عواصم القرار حيث يتمتعون بنفوذ كبير في دعم قضايا لبنان المصيرية والمساهمة في ورشة اعماره وتسديد ديونه.

الا ان العلاقة التي اقمناها بيننا وبين شطرنا المغترب بجهود خجولة ظلت علاقة عاطفية سطحية على العموم ولم نجن منها الثمار المنشودة ، فلا بد ولبنان يتمتع بتلك الطاقة العظيمة التي يمثلها اللبنانيون المقيمون في الخارج ، من اللجوء الى وسائل عملية للافادة منها .

ولعلّ أهم هذه الوسائل اشراكهم في الحياة العامة التي تجعلهم معنيين بما يجري في وطنهم وذلك عن طريق تمثيلهم في المجلس النيابي بحيث ينتقلون من التأثير العاطفي في الحدث اللبناني الى التأثير الإيجابي في هذا الحدث ، فتشتد هكذا عرى العلاقة بين شطري لبنان عن طريق هذا التمثيل .

ولما كانت المادة ٢٤ من الدستور الصادر في ٢٢ ايار سنة ١٩٢٦ والمعدلة بالقرار رقم ١٢٩ تاريـــخ ١٩٤٣/٣/١٨ والقانـــون الدستوري تاريـــخ ١٩٩٧/١/٢١ والقانـــون رقـــم ١٨ تاريـــخ ١٩٩٠/٩/٢١ تنص على ما يلي :

" " يتألف مجلس النواب من نواب منتخبين يكون عددهم وكيفية انتخابهم وفقا لقوانين الإنتخاب المرعية الإجراء .
والى ان يضع مجلس النواب قانون انتخاب خارج القيد الطائفي ، توزع المقاعد النيابية وفقا للقواعد الآتية :

أ ــ التساوي بين المسيحيين والمسليمن
ب ــ نسبيا بين طوائف كل من الفئتين
ت ــ نسبيا بين المناطق

وبما أن المادة ٦ من قانون انتخاب أعضاء مجلس النواب الصادر بتاريخ ٢٦ نيسان ١٩٦٠ نصت على ما يلي :

" لا يجوز ان ينتخب عضوا في المجلس النيابي الا من كان لبنانياً مقيدا في قائمة الناخبين ، أتم الخامسة والعشرين مـــن عمره متمتعا بحقوقـــه المدنية والسياسيـــة ، متعلماً... "

وبما انه استناداً الى المادة المدرجة أعلاه يحق لمن كان لبنانيـــاً ، ولو مقيماً في الخارج ، أن يُقيّـــد في قائمة الناخبين .

وبما أن قانون الإنتخاب المشار اليه نص في مادته الأولى والثانية والثالثة على تأليف الدوائر الإنتخابية واقتراع الناخبين في الدوائر التابعين لها إدارياً .

وبما أنه لا شيئ يمنع من استحداث دوائر انتخابية في ديار الإنتشار اللبناني ووضع قوائم انتخابية لقيد اللبنانيين المغتربين تتيح لهم ممارسة حق الإقتراع والترشيح المعطى لكل لبناني تتوفر فيه شروط المادة ٦ الآنفة الذكر .

وبما أن بلداناً عديدة ، منها الدولة الجزائرية التي اتاحت للجزائريين المقيمين في الخارج انتخاب ممثلين عنهم ومن بينهم في اماكن تواجدهم ، حيث أن القانون الصادر في العام ١٩٩٧ اتاح للجزائريين المقيمين في الخارج حق انتخاب ثمانية نواب عنهم ومن بينهم يتوزعون على المناطق التي تشهد كثافة اغتراب جزائري ، كما يشترط وجوب تسجيلهم في القنصليات والبعثات الجزائرية في الخارج لوضع قوائم انتخابية لهم ، تجدر الاشارة إلى أنّ عدد المغتربين الجزائريين يبلغ ثلاثة ملايين جزائري من أصل ٢٨ مليون . كذلك القانون السويدي والسوداني يعطيان ذات الحق لمواطنيهم المقيمين في الخارج أما القانون السوري والفرنسي والايراني يعطوا مواطنيهم المقيمين في الخارج حق المشاركة في الإنتخابات الرئاسية .

فلجميع هذه الأسباب تقدمنا من مجلسكم الكريم بإقتراح القانون هذا راجين اقراره لما فيه المصلحة الوطنية العليا .

بيروت في ؛ ٢٠٠٣/١١/١٠

النائب
نعمة الله أبي نصر

Annexe 18

Décision du Conseil des ministres du 21 janvier 2004

Rejet de la proposition de loi sur les députés de l'étranger

الجمهورية اللبنانية
رئاسة مجلس الوزراء

م.ع/س.غ

رقم الصادر : ١٥٣/ص
رقم المحفوظات : ١٠٩/س١/غ
بيروت في : ٢١/١/٢٠٠٤

جانب رئاسة مجلس النواب

عدد ٢٢
٢٠٠٤

الموضوع : اقتراح قانون يرمي الى إضافة ١٢ نائباً الى عدد النواب الحاليين ، ينتخبهم اللبنانيون المقيمون في الخارج من بينهم .

المرجع : - ايداعكم رقم ١٢٦١/ص تاريخ ٢٠٠٣/١١/١٢ ومرفقاته .
- قرار مجلس الوزراء رقم ٧ تاريخ ٢٠٠٤/١/١٥ .

اشارة الى الموضوع والمرجع أعلاه ،
نبدي ما يلي :

تقدم بعض السادة النواب باقتراح قانون يرمي الى اضافة ١٢ نائباً الى عدد النواب الحاليين ، ينتخبهم اللبنانيون المقيمون في الخارج من بينهم ، على ان تحدّد الدوائر الانتخابية المراد استحداثها في بلدان الانتشار اللبناني بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء .

لدى استطلاع رأي الجهات المعنيّة حول اقتراح القانون المذكور ،

** لم ترَ **وزارة الخارجية والمغتربين** مانعاً يحول من الناحية المبدئية دون الموافقة عليه ، مشيرة الى انه يمكن الاستئناس بالقانون الفرنسي الذي يخصّص عدة مقاعد في مجلس الشيوخ لممثلي الفرنسيين المقيمين في الخارج .

** اما **وزارة الداخلية والبلديات** فأوضحت ان المادة ٢٤ المعدّلة من الدستور تنصّ على ان تحديد الدوائر الانتخابية هو من صلاحية السلطة التشريعية ، ولا يجوز تفويض هذه الصلاحية الى السلطة الاجرائية .

** كما رأت **هيئة التشريع والاستشارات - في وزارة العدل** انه يستفاد من المادة ٢٤ الآنفة الذكر ان المشرع الدستوري قد جعل من توزيع المقاعد النيابية بالتساوي بين المسيحيين والمسلمين ، نسبياً بين طوائف كل من الفئتين ، ونسبياً بين المناطق ، مادة دستورية لا تشريعية عادية ، الامر الذي يستوجب التقيّد بأصول تعديل الدستور لبلوغ الغاية المنشودة من الاقتراح .

الجمهورية اللبنانية
رئاسة مجلس الوزراء

وفي ضوء ما تقدّم درس مجلس الوزراء اقتراح القانون مدار البحث في جلسته المنعقدة بتاريخ ٢٠٠٤/١/١٥ وقرّر اعتبار موضوعه مادة دستورية .

رئيس مجلس الوزراء

رفيق الحريري

نسخة تبلغ لمعالي وزير الدولة
لشؤون مجلس النواب
لاخذ العلم ،

Annexe 19

Proposition de loi de Serge Toussarkissian du 16 février 2004

Création d'un comité de l'émigration

اقـــتراح قـــانون

مادة اولى : ينتخب المجلس النيابي من بين أعضائه ١٤ نائباً بالتساوي بين المسلمين والمسيحيين ونسبياً بين الطوائف والمناطق تكون مهمتهم بالاضافة الى المهمات الدستورية الموكلة اليهم ، الاهتمام بصورة خاصة بكل ما له علاقة بالاغتراب والمغتربين .

مادة ثانية: يجري انتخاب هؤلاء النواب بالأكثرية المطلقة من النواب الحاضرين في أول جلسة نيابية تلي الانتخابات النيابية العامة ولمدة ولايتهم على ان يتمتعوا بصفات معينة ولديهم صلات بالإغتراب والمغتربين، وان يؤمن لهم اللازم والضروري للقيام بمهامهم على اكمل وجه .

مادة ثالثة: يعمل بهذا القانون فور نشره .

بيروت في ١٦/٢/٢٠٠٤

النائب **ســـيرج طورسركيسيان**

الاســـــباب الموجـــبة

لما كان من الأكيد والمعترف به بأن الإغتراب اللبناني في العالم هو ثروة على جميع الأصعدة الإقتصادية ، المالية ، الثقافية ، السياسية والسياحية ،

ولما كان للمغترب ، دوراً مهماً يلعبه في العديد من عواصم العالم ، خاصة انه اصبح يتمتع عبر السنين بنفوذ واسع فيها ،

ولما كانت العلاقة بيننا وبين الاغتراب اقتصرت على علاقة عاطفية سطحية ونظرية اكثر منها عملية ،

ولما كان يتوجب علينا كمسوؤلين تفعيل الرابط ما بين المغترب ووطنه والاحتفاظ بهذه الطآقة المميزة التي يمثلها ، وإشراكه بطريقة معينة في الحياة اللبنانية تجعله معني ومهتم اكثر واكثر بما يجري في وطنه ،

ولما كان من الضروري وصولاً الى الاهداف المرجوة اعلاه اعتماد هذه الصيغة المقترحة ،

لـــــذلـــــك ،

اتقدم بإقتراح قانون يعطي الحق بإنتخاب ١٤ نائباً من المجلس النيابي بالتساوي بين المسلمين والمسيحيين ونسبياً بين الطوائف والمناطق تكون مهمتهم بالاضافة الى المهمات الدستورية الموكلة اليهم ، الاهتمام بصورة خاصة بكل ما له علاقة بالاغتراب والمغتربين .

بيروت في ١٦/٢/٢٠٠٤

النائب ســـيرج طورسركيسيان

Annexe 20

Décision du Conseil des ministres du 30 mars 2004

Rejet de la proposition sur un comité de l'émigration

الجمهورية اللبنانية
رئاسة مجلس الوزراء

س.غ

رقم الصـــادر : ١٨٧/م ص
رقم المحفوظات : ١٤/ ص/ ٢٠٠٤
بـيروت فـــي: ٢٠/ ٤/ ٢٠٠٤

جانب رئاسة مجلس النواب

الموضوع : اقتراح قانون يرمي الى انتخاب ١٤ نائبـاً مـن اعضاء المجلس النيابي لتمثيل الاغتراب اللبناني

المرجـع : ايداعكم رقم ١٣٥٤ /ص تاريخ ٢٠٠٤/٢/١٧ ومرفقاته
– كتابنا رقم ١٥٣/م.ص تاريخ ٢٠٠٤/١/٢١ ٠

إشارة الى الموضوع والمرجع اعلاه ،

نبدي ما يلي :

تقدم النائب السيد سيرج طور سركيسيان باقتراح قانون يرمي الى انتخاب ١٤ نائباً من اعضاء المجلس النيابي لتمثيل الاغتراب اللبناني ، على ان يتمتع هؤلاء النواب بصفات معينة وان تكون لهم صلات بالاغتراب والمغتربين ٠

لدى استطلاع رأي الجهات المعنية باقتراح القانون المذكور ،

** لم توافق عليه **هيئة التشريع والاستشارات** لانه يخالف احكام المادة ٢٧ من الدستور التي تنص على ان عضو مجلس النواب يمثل الامة جمعاء ، وعليـه ، فان من مهام النواب جميعاً ، الاهتمام بكل ما له علاقة باللبنانيين كافة ، مقيمين ومغتربين ، فلا يتصور حصر هذا الاهتمام ببضع نواب ٠ اضافة الى ذلك ، لم يتبين للهئية ماهية تلك الصفات التي يجب ان يتمتع بها النواب الـ ١٤ وتانك الصلات التي يجب ان يقيمها هؤلاء مع المغتربين ٠

الجمهورية اللبنانية
رئاسة مجلس الوزراء

** اما **وزارتا الداخلية والبلديات والخارجية والمغتربين** فتركتا أمر البتّ بهذا الموضوع لمجلس الوزراء ٠

وفي مطلق الاحوال ، نفيدكم بأن مجلس الوزراء وفي معرض البحث في اقتراح قانون يرمي الى اضافة ١٢ نائباً الى عدد النواب الحاليين ينتخبهم اللبنانيون المقيمون في الخارج من بينهم ، قرر في جلسته المنعقدة بتاريخ ٢٠٠٤/١/١٥ اعتبار هذا الموضوع مادة دستورية وليس مادة تشريعية ٠

رئيس مجلس الوزراء

رفيق الحريري

نسخة تبلغ لمعالي وزير الدولة
لشؤون مجلس النواب
لاخذ العلم ٠

Annexe 21

Proposition de décret par Chibli Mallat

Organisation du droit de vote à l'étranger

Organisation du droit de vote des libanais à l'étranger

Article 1

Chaque ambassade libanaise - ainsi que tout consulat désigné par le Ministère des Affaires Etrangères et considéré alors comme faisant office d'ambassade pour les besoins de la présente loi – abrite un bureau de vote. Cinq jours avant la tenue des élections, l'ambassadeur, ou le consul mandaté par le Ministère, nomme un Comité qui sera responsable au bureau de vote pendant toute la durée des élections, qu'il présidera. Le Comité comprendra également un greffier, et deux assistants.

Article 2

Les électeurs se trouvant à l'étranger peuvent exprimer leur suffrage au bureau de vote situé dans l'ambassade la plus proche, comme indiqué ci-dessus, à condition :

a) que leur nom figure sur les listes électorales adressées à l'ambassade par le Ministère de l'Intérieur sous forme d'un CD, et cela deux semaines au moins avant le jour du vote arrêté par le Ministre.

b) qu'ils demandent leur inscription dans le bureau de vote une semaine au plus tard avant le jour des élections.

c) qu'ils soient munis, le jour du vote, de leur carte d'électeur ou de leur passeport.

Article 3

A l'issue du délai d'inscription le président du bureau de vote établit une liste des personnes qui souhaitent y exprimer leur suffrage. Cette liste signée par tous les membres du bureau est adressée au Ministère de l'Intérieur avant le jour du vote.

Article 4

Les enveloppes mises à disposition par le Ministère de l'Intérieur seront utilisées pour voter. Les candidats ont le droit de mandater des délégués pour accéder aux bureaux de vote dans les ambassades. Les membres du bureau devront se

conformer durant l'ensemble des opérations électorales aux modalités de vote et de dépouillement décrites par la présente loi.

Article 5

A l'issue du dépouillement et de l'annonce du résultat provisoire le président établit un procès verbal en trois exemplaires dont chacune des pages est signée par tous les membres du bureau. Une copie est conservée à l'ambassade et les deux autres ainsi que les listes électorales signées par les électeurs et les divers documents relatifs au vote sont adressés sous pli cacheté au Ministère de l'Intérieur par voie de valise diplomatique.

Article 6

Lorsque l'ensemble des plis cachetés adressés par les ambassades libanaises sont réunis, ils sont remis à une commission de suivi spéciale nommée par décision du Ministre de l'Intérieur. Les plis sont ouverts en présence des mandataires désignés par les candidats.

Annexe 22

Décision de l'Inspection centrale du 17 juillet 2008

Enregistrement des dossiers d'option

الجمهورية اللبنانية
رئاسة مجلس الوزراء
التفتيش المركزي

أمانة سرّ الهيئة
رقم المحفوظات : ٢٠٠٨/١٤/٣
رقم الصادر : ت ت/ ٧٥٠
بيروت ، في ١٧ تموز ٢٠٠٨

سعادة النائب نعمة الله أبي نصر

الموضوع : إبلاغ قرار صادر عن هيئة التفتيش المركزي.
المرجع : قرار هيئة التفتيش المركزي رقم ٢٠٠٨/١١٤ تاريخ ٢٠٠٨/٧/١ .

عملاً بأحكام المادة ٥ من المرسوم رقم ٢٤٦٠ تاريخ ٥٩/١١/٩ (تنظيم التفتيش المركزي) نرفق ربطاً نسخة عن قرار هيئة التفتيش المركزي المشار إليه في المرجع أعلاه ، المتعلق بالتأخير الحاصل في تنفيذ معاملات اختيار الجنسية المقدمة قبل تاريخ ١٩٥٨/٩/٢٩ .

يُرجى التفضل بالاطلاع .

رئيس هيئة التفتيش المركزي
جورج عواد

ن.ن/ح.ح

الجمهورية اللبنانية
رئاسة مجلس الوزراء
التفتيش المركزي



أمانة سر الهيئة — قرار رقم ٢٠٠٨/١١٤

جلسة : ٢٠٠٨/١٤

بند : ٣

إن هيئة التفتيش المركزي

بعد الإطلاع على ملف القضية المسجلة برقم ٨٩٦/و٢٠٠٨ بجميع مندرجاته.
٢٠٠٨/١٠٤

بعد الإطلاع على تقرير المفتش الإداري السيد ناجي مصطفى تاريخ ٢٠٠٨/٥/٢٩، بشأن التأخير الحاصل في تنفيذ معاملات اختيار الجنسية المقدمة قبل تاريخ ١٩٥٨/٩/٢٩.

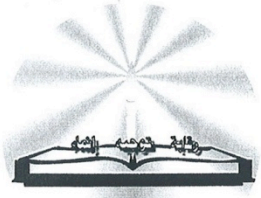
بعد الإطلاع على مطالعة المفتش العام الإداري تاريخ ٢٠٠٨/٦/٣.

بعد الإطلاع على مطالعة رئيس التفتيش المركزي تاريخ ٢٠٠٨/٦/١٠.

وحيث تبين من مستندات الملف، ان سعادة النائب نعمة الله أبي نصر تقدم بشكوى إلى التفتيش المركزي تتعلق بعدم تنفيذ معاملات اختيار الجنسية المقدمة قبل تاريخ ١٩٥٨/٩/٢٩، المحالة منذ سنوات، من قبل المديرية العامة للمغتربين في وزارة الخارجية إلى المديرية العامة للأحوال الشخصية والتي تعتبر نهائية ونافذة بحكم القانون، وان الشكوى أحيلت إلى جانب المديرية العامة للأحوال الشخصية للعمل على إزالة أسبابها سنداً لمضمون التعميم رقم ٨٦/٢ الصادر عن رئاسة مجلس الوزراء بتاريخ ٨٦/٢/١٧ (المراجعات والشكاوى التي ترد مباشرة إلى التفتيش المركزي) وقد تولت المفتشية العامة الإدارية متابعة موضوع الشكوى استناداً للإحالة رقم ٨٩٦/و٢٠٠٨ الصادرة عن رئاسة التفتيش المركزي بتاريخ ٢٠٠٨/٤/١٧.

وحيث تبين من كتاب السيد وزير الداخلية والبلديات رقم ٥٦٧/م.ع تاريخ ٢٠٠٨/٤/٣٠، ان الشرط الشكلي المتمثل بتقديم أصحاب العلاقة طلباتهم إلى البعثات القنصلية ضمن المهلة القانونية المنتهية بتاريخ ١٩٥٨/٩/٢٩، متوفر، وان المديرية العامة للأحوال الشخصية بدأت بالتحضيرات الإدارية اللازمة لمعالجة معاملات اختيار الجنسية المحفوظة منذ عشرات السنين، والعمل على تجميعها وتوضيبها ووضع كل معاملة في ملف خاص بها تسهيلاً لدراستها، إلا ان هناك عدداً من الملاحظات لا بد من تبيانها وهي:

الجمهورية اللبنانية
رئاسة مجلس الوزراء
التفتيش المركزي



ـ ان بعض المعاملات عائدة لأشخاص أصبحوا مسجلين في سجلات المقيمين بموجب معاملات مكررة مماثلة، أو بموجب قرارات قضائية، أو بموجب قرارات ومراسلات قنصلية، أو قرارات إدارية، أو بموجب مراسيم إعادة اعتبار أو مراسيم تجنس.

ـ وجود معاملات عائدة لأشخاص لا يحق لهم، بالأصل، القيد في سجلات المقيمين.

ـ ان غالبية المعاملات المجمدة في إدارة الأحوال الشخصية لا تنطوي على معلومات دقيقة وواضحة، فمنها ما يتضمن بعض الأخطاء في القرارات القنصلية، ومنها ما يعود لمغتربين طلبوا التسجيل في مناطق لم يعثر فيها على بيانات قيدهم الأساسية، ما يحمل على الشك في صحة أصلهم اللبناني.

وحيث تبين ان السيد وزير الداخلية والبلديات أشار بكتابه أعلاه، إلى ان معظم القيود الناشئة عن بيانات الاختيار المنفذة في سجلات النفوس بقيت مجمدة منذ تاريخ قيدها، بحيث لم يتم تنفيذ أية واقعة أحوال شخصية عليها (زواج، ولادة، وفاة) كما ان بعضها يعود لأشخاص لا يتصلون بأصول عائلات لبنانية، مضيفاً ان التريث في اتخاذ أي موقف تجاه المعاملات موضوع هذه القضية، لا يعني قراراً ضمنياً برفض الطلبات، وان الظروف الاستثنائية التي سادت في الفترة الأخيرة هي التي حالت دون المتابعة.

وحيث أنه يقتضي، في ضوء ما تقدم، توصية جانب وزارة الداخلية والبلديات، المديرية العامة للأحوال الشخصية، بالاستعجال في بت عملية ترتيب ما تبقى من معاملات اختيار الجنسية الواردة من قبل البعثات القنصلية اللبنانية، والمحفوظة لدى دائرة المغتربين في المديرية العامة للأحوال الشخصية، والشروع في درسها والتأكد من صحة المستندات المرفقة بها تمهيداً لتنفيذ المعاملات التي تستوفي الشروط القانونية، وإحالة تلك التي تتطلب استكمالاً أو إعادة نظر إلى وزارة الخارجية والمغتربين لإجراء المقتضى بشأنها وبيان المعطيات والأسباب القانونية التي تحول دون تنفيذ بعضها.

وبعد المداولة، وفي ضوء ظروف القضية.

الجمهورية اللبنانية
رئاسة مجلس الوزراء
التفتيش المركزي

رؤية توجيه إشراف
التفتيش المركزي

تقـــــــرّر

ــ توصية جانب وزارة الداخلية والبلديات، المديرية العامة للأحوال الشخصية، بما يلي:

١- الاستعجال في بت عملية تجميع وإعادة ترتيب ما تبقى من معـاملات اختيـار الجنسية الواردة من قبل البعثات القنصلية اللبنانية والمحفوظة لدى المديرية العامـة للأحـوال الشخصية، والشروع في درسها للتأكد من صحة المستندات المرفقة بها ومن مـدى اسـتيفائها للشروط القانونية.

٢- المباشرة في اتخاذ الإجراءات الآيلة إلى تنفيذ معاملات اختيار الجنسية اللبنانية المستوفية للشروط القانونية لجهة تسجيلها في سجلات المقيمين.

٣- إحالة معاملات اختيار الجنسية التي تتطلب استكمالاً أو إعادة نظر إلـى وزارة الخارجية والمغتربين لإجراء المقتضى بشأنها عبر مراجعة السفارات والممثليات اللبنانية فـي الخارج تبعاً لمحل إقامة أصحاب العلاقة.

٤- إحالة معاملات اختيار الجنسية التي لا يمكن تنفيـذها إلـى وزارة الخارجيـة والمغتربين مع بيان المعطيات والأسباب القانونية التي تحول دون التنفيذ.

قراراً صدر بالإجماع في بيروت بتاريخ الأول من شهر تموز عام ألفين وثمانية.

المفتش العام التربوي	المفتش العـام المـالي	رئيس التفتيش المركـزي
عضـو الهيئـة	عضـو الهيئـة	رئيـس الهيئـة
د. رضا سعادة	صلاح الدنف	جورج عواد

يبلغ إلى:
- وزارة الداخلية والبلديات، المديرية العامة للأحوال الشخصية.
- سعادة النائب نعمة الله أبي نصر.
- مجلس الخدمة المدنية.
- المفتشية العامة الإدارية.
- ديوان التفتيش المركزي.

Annexe 23

Proposition de décret par Bahije Tabbarah

Organisation du droit de vote à l'étranger

في اقتراع اللبنانيين غير المقيمين
على الاراضي اللبنانية

المادة --:

يحق لكل لبناني غير مقيم على الاراضي اللبنانية ان يمارس حق الاقتراع في السفارات والقنصليات اللبنانية وفقاً لأحكام هذا القانون شرط ان يكون اسمه وارداً في القوائم الانتخابية وان لا يكون ثمة مانع قانوني يحول دون حقه في الاقتراع.

المادة --:

تطبَّق على عملية اقتراع اللبنانيين غير المقيمين على الاراضي اللبنانية الاحكام العامة التي ترعى اقتراع اللبنانيين المقيمين في لبنان وغير المخالفة لأحكام هذا الفصل.

المادة --:

فور صدور هذا القانون، تدعو وزارة الخارجية والمغتربين بواسطة السفارات والقنصليات اللبنانية في الخارج، بالطرق التي تراها مناسبة، اللبنانيين الذين تتوفر فيهم شروط المادة – اعلاه للإعلان عن رغبتهم بالإقتراع في الخارج وذلك بتسجيل اسمائهم في السفارة او القنصلية التي يختارونها مع كافة المعلومات المطلوبة المتعلقة بهويتهم ورقم سجلهم.

يجب ان لا تتجاوز المهلة المعطاة للتسجيل 31 كانون الاول من السنة التي تسبق موعد الانتخابات النيابية، يسقط بعدها حق الاقتراع في الخارج في الانتخابات النيابة التالية.

المادة --:

ترسل السفارات والقنصليات المعنية، تباعاً وفي نهاية كل اسبوع، الى وزارة الداخلية والبلديات بواسطة وزارة الخارجية والمغتربين، اسماء الاشخاص الذين سجلوا اسماءهم لديها.

تقوم الدوائر المختصة في وزارة الداخلية والبلديات بالتثبت من ورود الاسم في القوائم الانتخابية وتنظم، بعد انتهاء المهلة المعطاة للتسجيل، قوائم انتخابية مستقلة لكل سفارة او قنصلية باسماء الذين تتوفر فيهم الشروط القانونية، موزعة حسب الدوائر الانتخابية، على ان لا يقل عدد المسجلين في الدائرة الانتخابية الواحدة عن 250 ناخباً ، وتضع اشارة تحول دون امكانهم الاقتراع في محل اقامتهم الاصلي.

المادة --:

ترسل وزارة الداخلية والبلديات، بواسطة وزارة الخارجية والمغتربين، القوائم الانتخابية المستقلة الى كل من السفارات والقنصليات المعنية التي يعود لها، حسب عدد المقترعين الذين يحق لهم ممارسة حق الاقتراع لديها، اعداد قلم للإقتراع، أو أكثر من قلم واحد في حال تجاوز عدد المسجلين في الدائرة الأربعماية، وذلك في مركز السفارة او القنصلية او في أي مركز آخر مناسب.

المادة --:

يعين السفير او القنصل، بالتنسيق مع "هيئة الاشراف على الانتخابات"، هيئة كل قلم على ان لا تقل عن رئيس وكاتب من بين الموظفين العاملين في السفارة او القنصلية، او من خارجهم عند الضرورة، ويحدد صلاحيات كل منهم.

لا يشترط وجود مندوبين عن المرشحين خلال اجراءات الاقتراع والفرز واعلان النتائج.

المادة --:

يجري الاقتراع في الخارج قبل خمسة ايام من الموعد المعين للإنتخابات في لبنان، حسب الدوائر الإنتخابية المعنية، بواسطة ظروف مصمَّغة غير شفافة من نموذج واحد تعتمدها وزارة الداخلية والبلديات وممهورة بخاتمها.
تفتح صناديق الاقتراع من الساعة السابعة صباحاً وحتى الساعة العاشرة ليلاً.
يوقع رئيس القلم الظرف ويسلمه الى الناخب بعد ان يتحقق من هويته وورود اسمه على القائمة الإنتخابية.
يقترع الناخب بواسطة بطاقة الهوية اللبنانية او جواز سفره اللبناني العادي الصالح.
يلزم الناخب بدخول المعزل ويضع في الظرف ورقة واحدة تشتمل على اسماء المرشحين الذين يريد انتخابهم ويضع بيده الظرف في صندوق الاقتراع.
يثبت اقتراع الناخب بتوقيعه او بوضع بصمته وتوقيع احد اعضاء قلم الاقتراع بجانب اسمه على لائحة الشطب الخاصة بكل عملية انتخابية.

المادة --:

بعد ختام عملية الاقتراع يفتح صندوق او صناديق الإقتراع بحضور السفير او القنصل شخصياً او من ينتدبانه في حال تعذر حضورهما لأسباب قاهرة. ويتم احصاء الظروف وفرز اوراق الاقتراع بحضور هيئة القلم.

المادة --:

ينظم محضر بالعملية الانتخابية مع بيان بعدد الاصوات التي نالها كل مرشح ويوقع من قبل السفير والقنصل وتلصق النتائج على باب قلم الاقتراع.
بعد اعلان النتيجة على الصورة المبينة اعلاه، تحرق جميع الاوراق والظروف ما خلا اوراق الاقتراع التي اعتبرت باطلة لإحتوائها على علامات تعريف او على عبارات مهينة او على اسمي مرشحين متشابهين لا يمكن التمييز بينهما.

المادة --:

يضع رئيس القلم في مغلف قوائم الشطب التي وقّع عليها الناخبون واوراق الاقتراع التي اعتبرت باطلة والظروف العائدة لها ومحضر العملية الانتخابية وورقة فرز اصوات المرشحين. يُختم المغلف بالشمع الاحمر ويُرسل الى لجان القيد المعنية في لبنان بواسطة وزارة الخارجية والمغتربين باسرع وسائل الاتصال الممكنة.

إمكانية تطبيق الاحكام المتعلقة
باقتراع غير المقيمين
في انتخابات عام 2009

إقرار قانون الانتخاب في مجلس النواب: أوائل شهر تشرين الاول 2008

المهلة المعطاة لمن يرغب في تسجيل اسمه في السفارة او القنصلية اللبنانية:
تنتهي في 2008/12/31

ارسال اسماء المسجلين **تباعاً** من قبل السفارة الى الداخلية: لغاية 2009/1/10

اعداد اللوائح المستقلة من قبل وزارة الداخلية وارسالها الى
السفارات المعنية: لغاية 2009/1/31

اتخاذ الاجراءات اللازمة من قبل السفير وتأليف هيئات الاقلام
(تعاقد واستئجار اماكن عند الحاجة): لغاية 2009/3/1

تدريب الموظفين وارسال الصناديق والمغلفات وباقي المستلزمات
الى السفارات : لغاية 2009/4/1

Table des matières

Remerciements **3**

Sommaire **5**

Introduction **7**

Itinéraire de recherche :
des émigrés en politique à la politique d'émigration 9
Émigré et diaspora : enjeux de définition 11
Diaspora libanaise : usages scientifiques et usages courants 13
Dépasser l'opposition entre territoire étatique et réseau transnational 17
Limites de la notion de résilience et intérêt du concept de clôture sociale . 19
Le confessionnalisme : un système de régulation à l'épreuve 22
La diaspora comme modalité de la régulation dans le système confessionnel ... 25
Présentation du plan 26
Sources et transcription 28

Chapitre I : Le Mont Liban au XIX^e^ siècle et la grande vague d'émigration **31**

A) L'émergence d'un nouvel ordre politique à la fin de l'Empire ottoman **32**

1. Le Mont Liban : une mosaïque de territoires et de communautés 32
   a. Un espace géographique morcelé 32
   b. Les dynamiques du peuplement 34
2. L'émirat druze face au bouleversement des équilibres traditionnels 35
   a. Un régime politique et social singulier au sein de l'Empire ottoman 35
   b. L'émirat et la Question d'Orient : le règne de Bachir II (1788-1840) 37
3. Les communautés confessionnelles : relais de l'influence européenne 38
   a. L'échec du double caïmacama druze et chrétien (1841-1860) 38
   b. Du conflit social au conflit confessionnel : les massacres de 1860 41
   c. La *mutassarifiya* et la prédominance chrétienne (1861-1915) 42

B) Le développement des échanges avec l'Occident
et l'émigration au tournant du XX^e siècle 45
1. L'essor et le déclin de la filière séricicole 45
a. Une activité dépendante du marché et des capitaux français 45
b. Une activité qui emploie une main d'œuvre importante. 46
2. L'émigration : un phénomène régional de grande ampleur 47
a. D'où viennent les émigrés et combien sont-ils ? 47
b. Le poids des remises, le rôle des compagnies maritimes et l'attitude des autorités ottomanes 52

Chapitre II : Les émigrés et l'invention de la nation libanaise 57
A) Le rôle des émigrés dans l'émergence des idéologies nationales 58
1. L'éveil national et les contours flous des identités naissantes 58
a. Les fondements de l'identité arabe : la question de la sécularisation chez les penseurs de la Nahda 58
b. La naissance du nationalisme libanais : entre identité syrienne et communautarisme maronite 59
c. Les groupes de pression parmi les émigrés à la veille du démembrement de l'Empire ottoman : quelles frontières pour l'espace syro-libanais ? 61
B) Les conditions de l'attribution de la nationalité libanaise aux émigrés 63
1. La création de la nationalité libanaise 63
a. La création du Grand Liban :
la politique française de défense des minorités 63
b. Les principes de la nationalité :
du critère de résidence au droit du sang 65
2. Le droit d'option pour la nationalité dans le traité de Lausanne (1923) 68
a. Le droit d'option dans les traités de Paix de 1919-1920 :
une alternative au critère de résidence 68
b. Les conditions du droit d'option pour les résidents
dans l'Empire ottoman 70
c. Les conditions du droit d'option pour les résidents à l'étranger 72

C) Antoun Saadé et Michel Chiha : les idéologues du nationalisme libanais et syrien face à la question de l'émigration 75

1. Des itinéraires personnels marqués par les migrations 75

2. Les fonctions de l'émigration dans la formation de la nation et dans son économie 77

a. Antoun Saadé : les émigrés, leur société d'accueil et la nation syrienne 77

b. Les paradoxes de Michel Chiha : le patriotisme de l'exil et l'émigration comme source de richesse 80

Chapitre III : Les émigrés et les ratios confessionnels 85

A) Le partage du pouvoir entre les communautés confessionnelles 86

1. La Constitution de 1926 : la mise en place du régime consociatif 86

a. Une mesure transitoire 86

b. Le clivage confessionnel de la scène politique 87

2. Les émigrés chrétiens dans le recensement : un poids démographique considérable 89

a. Le recensement de 1921 : une formule censitaire réservée aux émigrés . 89

b. Le recensement de 1932 : la question des émigrés n'ayant pas exercé le droit d'option 90

c. Avec ou sans les émigrés : différents résultats du recensement de 1932 92

B) Démographie confessionnelle et équilibre politique : l'émergence d'un consensus 97

1. Le statut des émigrés : entre exclusion et intégration 97

a. La nationalité sous condition de résidence au Liban et un régime électoral censitaire pour les émigrés 97

b. Renouveler le délai pour exercer le droit d'option (1937) 99

2. La crise de l'été 1943 : les émigrés et le partage des sièges parlementaires ... 102

a. La définition du corps électoral 102

b. Des négociations sous influence 105

c. Le Pacte national 107

Chapitre IV : La diaspora après l'indépendance : la question des normes et des institutions 111

A) La naturalisation des émigrés et de leurs descendants face aux équilibres confessionnels 112

1. L'adoption d'une nouvelle législation : les revirements du président Béchara al-Khoury 112

a. Conditionner la restitution de la nationalité au retour définitif 112

b. Le renouvellement du délai pour exercer le droit d'option 113

2. L'application de la loi sur la restitution de la nationalité 115

a. Aux Palestiniens de 1948 réfugiés au Liban 115

b. Aux « Shawam » d'Égypte 116

B) Mobiliser la diaspora au service du Liban : les limites de l'institutionnalisation 119

1. La création du secrétariat aux Émigrés au ministère des Affaires étrangères (1945) 119

a. Le Congrès des émigrés des Phalanges libanaises 119

b. La réponse du gouvernement aux revendications phalangistes 122

2. Fouad Chéhab et la création de l'Union libanaise mondiale (1960) 124

a. La crise de 1958 et les réformes chéhabistes 124

b. L'Union : entre tutelle étatique et autonomisation 127

C) La diaspora et l'effondrement de l'État 130

1. La guerre civile (1975-1990) 130

a. Du conflit interne au conflit régional 130

b. Le retournement des alliances et l'enlisement du conflit 132

2. L'équilibre démographique et les réseaux de soutien à l'étranger 135

a. Les naturalisations : tentatives de compromis confessionnels 135

b. L'impossible réforme de la loi de nationalité 137

c. L'Union minée par les divisions politiques 138

Chapitre V : La deuxième vague d'émigration et l'économie de rente 145

A) Qui sont les émigrés depuis 1960 et combien sont-ils ? 146

1. Des difficultés statistiques et typologiques persistantes 146

a. L'émigration pendant la guerre civile 146

b. L'incohérence des statistiques officielles depuis 1990 149

c. Qui est Libanais : les estimations de la taille de la diaspora 156

2. Les principales caractéristiques de l'émigration contemporaine 157

a. Une émigration multiconfessionnelle, jeune et masculine 157

b. Une émigration qualifiée 160

B) Les remises des émigrés et le système économique rentier 163

1. La mutation de l'économie libanaise 163

a. Caractéristiques du modèle économique rentier 163

b. L'économie de la guerre civile 165

2. Les échecs de la relance après la guerre civile 167

a. La reconstruction de Beyrouth et des infrastructures 167

b. La spirale de la dépendance : la dette et les remises 171

Chapitre VI : Le ministère des Émigrés et les naturalisations : instruments des divisions internes (1989-1996) 177

A) La Deuxième République et le nouvel ordre régional après 1990 178

1. Les réformes politiques internes : l'accord de Taëf (1989) 178

a. Renouveler les principes fondateurs du Pacte national 178

b. L'enracinement du confessionnalisme politique 179

2. Le tutelle syrienne sur le Liban : un enjeu stratégique 182

a. La Syrie et Israël dans l'accord de Taëf 182

b. La carte libanaise dans les négociations syro-israéliennes 184

3. Les limites du retour à la démocratie 185

a. La marginalisation des forces politiques chrétiennes 185

b. Des élections législatives sous contrôle 186

c. Des institutions au service du compromis politique : la troïka et l'arbitrage syrien 187

B) La création et la paralysie du ministère des Émigrés 190
1. L'ambition ministérielle du président de l'Union 190
a. Repousser l'élection d'un nouveau président de l'Union..... 190
b. Imposer un compromis pour réunifier l'Union. 192
2. Contrôler les opposants à la tutelle syrienne au sein de l'Union. 194
a. Les compromis sur les prérogatives
et sur le choix du ministre des Émigrés..... 194
b. Les limites de la tutelle étatique
face aux alliances politiques transversales 196
3. La paralysie du ministère des Émigrés 198
a. Un ministère fantôme 198
b. Une administration bloquée 199
c. Le Livre blanc : un projet mort-né 202
4. Le ministère des Émigrés au service du mouvement Amal..... 205
a. La réunification de l'Union sans Rida Wahid 205
b. Soutenir les réseaux chiites en Afrique 208
c. L'action du nouveau ministre des Émigrés Ali al-Khalil 210
C) L'équilibre démographique : les inquiétudes chrétiennes 215
1. Les naturalisations au lendemain de la guerre civile 215
a. L'échec de la réforme de la loi de nationalité 215
b. Le décret de naturalisation (1994) :
opacité et déséquilibre confessionnel..... 217
c. Les réactions : soutiens, rétiscences et critiques 219
2. Le rejet du décret de naturalisation :
un catalyseur pour l'opposition chrétienne..... 221
a. L'implantation des réfugiés palestiniens
et la polarisation confessionnelle 221
b. Le recours juridique et les limites du rééquilibrage 225

Chapitre VII : Resserrer les liens avec la diaspora : multiplication des projets et des revendications (1996-2000) 229

A) 1996-2000 : une période de transition en Syrie et au Liban.....230

1. La Syrie face aux changements 230

a. L'échec des négociations syro-israéliennes.....230

b. La succession d'Hafez al-Assad.....231

2. Vers une reconfiguration de la scène politique libanaise 234

a. L'enracinement du régime de Taëf.....234

b. Le tournant des élections législatives de 2000 236

B) Mobiliser la diaspora face à l'occupation israélienne et à la crise économique 238

1. La nouvelle dynamique du ministère des Émigrés 238

a. L'échec de la brève réunification de l'Union 238

b. Recréer l'Union à défaut de la réunifier.....241

2. La politique d'émigration : une alternative au ministère des Emigrés 245

a. Les écueils de la suppression programmée du ministère des Émigrés ...245

b. Une commission de l'émigration pour définir la politique d'émigration 248

c. Le difficile transfert des Attachés de l'émigration au ministère des Affaires étrangères 252

C) Les droits des émigrés : opposition et impuissance chrétienne.....255

1. Le droit de vote à l'étranger : émergence d'une revendication 255

a. La recherche d'un dénominateur commun 255

b. Nabih Berri : « la participation des émigrés à la vie politique » 256

2. Le rejet de l'annexe au décret de naturalisation de 1994.....259

a. Dénoncer les pratiques clientélistes.....259

b. Privilégier le recours juridique.....260

3. La restitution de la nationalité : échec des réformes législatives.....264

a. Le président Élias Hraoui face au Premier ministre Rafic al-Hariri 264

b. Le débat juridique sur le droit du sang et le droit du sol.....268

c. L'abandon du projet de loi de nationalité.....271

Chapitre VIII : Le droit de vote à l'étranger et les nouveaux équilibres politiques (2001-2008) 277

A) Des tensions régionales de plus en plus fortes 278

1. Des pressions accrues sur la Syrie (2000-2004) 278

a. Les limites de la libéralisation et des réformes 278

b. Mettre fin à la tutelle syrienne sur le Liban 279

2. Le Liban après le retrait syrien (2005-2008) 280

a. Le « printemps de Beyrouth » 280

b. La « guerre des 33 jours » et la menace d'une nouvelle guerre civile 283

B) Les piétinements de la cohabitation 286

1. L'abandon de la politique d'émigration 286

a. Une diplomatie de soutien à la Résistance 286

b. Les répercussions des tensions politiques internes sur l'Union 287

2. L'annulation des naturalisations illégales 291

a. Une décision du Conseil d'État soutenue par le président Émile Lahoud 291

b. Une décision difficilement applicable 293

3. Les députés de l'étranger : l'échec d'un compromis sur le droit de vote à l'étranger 297

a. Une formule qui préserve les équilibres électoraux internes 297

b. Oppositions politiques et obstacles constitutionnels 300

C) La possibilité d'un consensus après le retrait syrien 306

1. Le rôle de la société civile 306

a. Les contradictions de la LADE 306

b. Les mobilisations du « printemps de Beyrouth » 308

c. Le projet de loi de la commission électorale 312

2. Les limites de l'adoption du droit vote à l'étranger 315

a. Le problème de la restitution de la nationalité 315

b. L'application du droit de vote à l'étranger repoussée à 2013 318

Conclusion 321

Table des cartes, graphiques et tableaux 329

Liste des sigles 331

Liste des entretiens.....333

Notices biographiques.....335

Bibliographie 351

Table des annexes.....393

L'État libanais et sa diaspora : enjeux confessionnels, usages politiques et dynamiques économiques.

Cette recherche s'inscrit à la croisée de deux problématiques : la mise en place de politiques d'émigration dans les pays exportateurs de main d'œuvre et la démocratie consociative comme système de régulation dans les sociétés plurielles. Elle traite des réponses apportées par l'État libanais aux défis que représentent l'émigration et le maintien des liens avec la diaspora à travers la politique économique, les lois de nationalité, la représentation politique, des institutions spécifiques. L'hypothèse avancée est que la production de normes et le processus d'institutionnalisation représentent des modalités de la régulation politique dans le système confessionnel.

Les quatre premiers chapitres apportent une perspective historique : la première vague d'émigration depuis le Mont Liban au tournant du XX^{e} siècle ; la création du Grand Liban (1920) et l'obtention de la nationalité libanaise par les émigrés, qui sont majoritairement Chrétiens ; la mise en place du système politique confessionnel et le problème du statut des émigrés après le recensement de 1932 ; la réforme de la loi de nationalité après l'indépendance (1943) et la création du Secrétariat aux Emigrés (1945), puis de l'Union Libanaise Culturelle Mondiale (1960). Le cinquième chapitre porte sur la deuxième vague d'émigration depuis les années 1970 et la rente des remises envoyées au Liban par les émigrés. Finalement, pour la période qui suit l'accord de Taëf (1989) et la fin de la guerre civile (1990), les trois derniers chapitres traitent du conflit entre le ministère des Emigrés, le ministère des Affaires Etrangères et les branches rivales de l'ULCM ; ainsi que des revendications en faveur du droit de vote l'étranger pour les Libanais expatriés et de la restitution de la nationalité aux descendants d'émigrés.

Discipline : Science politique, Histoire

Mots-clefs : Liban, Emigration, Diaspora, Nationalité, Vote à l'étranger, Politique d'émigration

The Lebanese State and the Diaspora: sectarian issues, political usages, the dynamics of the economy.

This research stands at the crossroads of two main subjects: the implementation of emigration policies in labor-sending countries and the consociational democracy as a system of regulation in plural societies. It deals with the responses of the Lebanese State to the challenges of emigration and maintaining ties with the Diaspora by means of economic policy, laws of nationality, political representation, and specific institutions. The hypothesis is that the production of norms and the process of institutionalization represent modalities of the political regulation within the confessional system.

The first four chapters bring out a historical perspective: the first wave of emigration from Mount Lebanon at the turn of the 20th century; the creation of Greater Lebanon (1920) and the acquirement of the Lebanese nationality by the emigrants, who are mainly Christians; the implementation of the confessional system and the problem of the emigrant's status after the 1932 census; the reform of the law of nationality after independence (1943) and the creation of the Secretary of the Emigrants (1945) followed by the World Lebanese Cultural Union (1960). The fifth chapter deals with the second wave of emigration since the 1970's and the remittances revenue sent to Lebanon by the migrants. Finally, for the period that follows the Taëf agreement (1989) and the end of the civil war (1990), the last three chapters deal with the conflict between the ministry of the Emigrants, the ministry of Foreign Affaires and the rival branches of the WLCU; also the claims for voting rights abroad for expatriate Lebanese and the restitution of nationality for descendants of Lebanese emigrants.

Discipline: Political science, History

Keywords: Lebanon, Emigration, Diaspora, Nationality, Transnational voting, Migration policy.

Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III) 3 avenue R. Schuman 13628 Aix en Provence	IREMAM-MMSH 5, rue du Château de l'Horloge BP 647 - 13094 Aix-en-Provence Cedex 2